

هنا من الاله

CAHIER SPÉCIAL

Tous les résultats canton par canton



Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16533 - 7,50 F - MARDI 24 MARS 1998 - FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Coup de théâtre à Moscou

Boris Eltsine a dissous, lundi, l'ensemble du gouvernement et fait annoncer qu'il assumerait lui-même les fonctions de premier ministre, exercées depuis plus de cinq ans par Victor Tchoumyrine. p. 48

Boat people de Nouvelle-Calédonie

Le gouvernement a décidé d'ajourner l'expulsion des boat people chinois réfugiés en Nouvelle-Calédonie. Dimanche, une violente intervention des forces de l'ordre avait fait neuf blessés. p. 48 et notre éditorial page 14

Angoisse au Kosovo

Les Albanais vivent dans la peur d'une nouvelle répression serbe. Ils ont voté clandestinement, dimanche, pour être un président et un Parlement non reconnus par Belgrade. p. 2

Photographie documentaire

Une nouvelle génération de photographes impose un retour spectaculaire au documentaire. p. 24

L'avenir des services publics

Le gouvernement réfléchit à l'organisation de la concurrence vis-à-vis d'EDF et de La Poste, à la suite de l'entrée en vigueur de directives européennes d'ici à la fin de l'année. p. 16

Le feu d'El Niño

Les territoires asséchés par le phénomène climatique El Niño s'embrasent. De gigantesques incendies ravagent la savane et la forêt d'Amazonie. p. 21

Nanterre la Rouge trente ans après

Trente ans après le manifeste du 22 mars, prélude à mai 68, Paris-X, l'université rebelle de Nanterre, est devenue ingouvernable. p. 10

Mondial de cross-country

L'Irlandaise Sonia O'Sullivan a remporté les deux épreuves, cross long et cross court, des championnats du monde de Marrakech. p. 19

Télé catholique

Une réflexion est ouverte sur la création d'une chaîne de télévision catholique, autour de projets thématiques associant TF 1 et TPS. p. 17

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Danemark, 2,25 DDM; Espagne, 225 PTA; France, 7,50 F; Grèce, 450 Dr; Irlande, 1,40 P; Italie, 200 L; Luxembourg, 40 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 140 N; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; Royaume-Uni, 3 P; Singapour, 500 FCS; Suède, 10 SEK; Suisse, 2,10 SF; Taiwan, 12 DM; USA (NY), 24; USA (autres), 2,50 A.

M 0147 - 324 - 7,50 F

La gauche bénéficie de la crise à droite

● A l'issue des cantonales, la droite réalise sa plus mauvaise performance depuis la guerre, et la gauche obtient sa meilleure implantation sous la V^e République ● Dix départements passent à gauche; droite et gauche sont à égalité dans quatre autres ● Le chantage du FN a échoué en PACA où Michel Vauzelle (PS) a été élu président

LE SECOND tour des élections cantonales a permis à la gauche de rééquilibrer sa représentation dans les assemblées départementales. Elle ne présidait que vingt conseils généraux en métropole; au soir du 22 mars, elle est majoritaire dans trente. Le PS regagne ainsi plusieurs de ses fiefs historiques, comme le Nord, le Puy-de-Dôme, le Gers, et conquiert des départements jusqu'alors ancrés à droite, comme le Finistère, l'Ardèche, ou qui lui échappaient depuis de nombreuses années, comme l'Aisne et l'Essonne. Le PC profite de cette poussée, puisqu'il devrait accéder à la présidence de l'Allier, alors que, depuis 1982, il ne présidait plus que les conseils de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. La gauche est de plus à égalité avec la droite dans quatre départements métropolitains. Outre-mer, dont elle présidait les quatre conseils généraux, elle n'a perdu que la Réunion.



LE CHARIVARI provoqué par le succès politique qu'une partie de la droite a offert à l'extrême droite marque une date dans l'histoire politique du pays et appelle deux constats. L'onde de choc provoquée par la dissolution de l'Assemblée nationale, à laquelle M. Chirac avait cru bon de procéder, il y a bientôt un an, n'est pas achevée: elle aboutit en ce printemps 1998 à un véritable ébranlement de la droite française. Le gouvernement, et avec lui la majorité de gauche, aurait dû pouvoir tirer du résultat convenable de celle-ci aux régionales et de son réel succès aux cantonales, une plus grande tranquillité d'esprit dans son action, une incitation sinon à aller plus loin, du moins à forcer l'allure.

Séisme

Le climat détestable créé par une semaine de sinistres combinaisons entre des élus de droite et d'extrême droite le laisse non pas privé de son avantage, mais gêné aux entournures, atteint malgré lui par un discrédit qui - le taux d'abstention aux cantonales le montre - concerne indistinctement, et dans ce cas injustement, tous les partis. Plus précisément, alors que la dépression économique commençait à se dissiper, le marasme politique s'appesantit. La crise de la droite, à l'origine de la victoire de la gauche en 1997, est confirmée et aggravée, mais la persistance du vote FN et ses effets dévastateurs dans les rangs des élus UDF et RPR assombrissent le paysage et créent un climat dommageable pour le gouvernement.

J.-M. C.

Lire la suite page 14

A Marseille, un sale dimanche de prières et de gros mots

MARSEILLE de notre correspondant régional « On est plombé par les conneries des cinq autres », maugrée Renaud Museller, premier adjoint RPR de la mairie de Marseille, en guise de commentaire de ce sombre dimanche cantonal. Les « cinq », c'est-à-dire les présidents de région élus, vendredi 20 mars, avec les voix du FN. « Plombé », parce que, fort de cette victoire, Jean-Marie Le Pen se proposait, dimanche, de marchander l'undi son élection à la présidence de Provence-Alpes-Côte-d'Azur contre une participation décisive à celle d'un président de droite en Ile-de-France.

chacun. Autant dire que Gilbert Stallardo ne s'est pas fait des amis à droite. « Ayant été boy-scout durant toute mon enfance, j'ai les capacités à proposer une gestion acceptable par tous », proclamait-il vendredi dernier. Sa fanfane n'a pas convaincu les électeurs de son camp. « Conneries des cinq autres » ou pantalonnade locale, ce week-end d'attente à l'aveugle se sera finalement réduit à quelques formules et gros mots. Hormis la candidature annoncée de M. Le Pen et les succès socialistes aux cantonales, rien de très nouveau n'était arrivé entre vendredi et dimanche soir. Renaud Museller, décidément gamain, expliquait dimanche, à propos de ses amis hésitant entre l'alliance avec l'extrême droite et le sursaut: « Quand on a le cul entre deux chaises, on tombe le cul par terre. » Jean-Claude Gaudin, maire (UDF) de Marseille, pourtant homme de mots, était cloué au sol. Invisible tout le dimanche, enfermé dans son bureau à la mairie, il dictait un communiqué parlant « des électeurs profondément troublés » et concluait que la défaite du jour devait « confirmer l'opposition républicaine et libérale dans une ligne

claire, sans aucune compromission avec le FN ». Mais à l'oral, et devant les deux journalistes qui poireautaient au milieu de la nuit au bas de l'hôtel de ville, il n'a livré qu'un: « Mauvais dimanche pour nous ! » François Léotard, chef de file de la droite aux régionales, restait inaccessible à ses colistiers, qui cherchaient à décrypter le silence du reclus de Fréjus. Michel Vauzelle, maire socialiste d'Aries, candidat de la gauche « plurielle » à la présidence de la région, a commenté gravement, dans un premier temps, l'initiative de Jean-Marie Le Pen: « On descend peu à peu dans l'abomination. L'extrême droite "plurielle" réclame son dû après avoir passé des marchés. » Puis il a lancé à ses amis l'appel suivant: « Allez à Notre-Dame-de-la-Garde, à la synagogue, où vous voulez, mais priez pour qu'ils [les élus de droite au conseil régional] fassent tous leur devoir ! » Lundi, les prières avaient porté leurs fruits. Michel Vauzelle était élu à la présidence de la région avec 49 voix. Derrière lui, Jean-Marie Le Pen obtenait 37 voix, François Léotard 19 et Gilbert Stallardo 9.

Michel Samson

Face au FN, la droite entre Epinay et Tours

DERRIÈRE les régionales, les cantonales: elles révèlent, après un second tour sans doute aggravé par l'effet des alliances passées entre la droite et le Front national dans cinq conseils régionaux, un rapport de forces accablant pour la droite. Sur un terrain qui lui est normalement favorable - même si la part des cantons ruraux tend à se réduire à la longue -, la droite des notables « modérés » a réalisé sa plus mauvaise performance depuis la guerre, tandis que la gauche bénéficie de la meilleure implantation qu'elle ait jamais connue sous la V^e République. Quinze ans de reculs devant les coups de boutoir du Front national ont abouti à ce que celui-ci, qui ne pouvait compter au départ que sur l'« effet Le Pen » dans les scrutins nationaux à la proportionnelle, a fini par susciter les engagements locaux qui lui permettent aujourd'hui, non, certes, d'entrer dans les conseils généraux - il n'y compte au total que trois élus -, mais d'empêcher la droite d'y conserver ses positions. Ce sont bien les bases de l'opposition parlementaire qui sont atteintes, alors même que son électoralat reste majoritairement hostile aux thèses de l'extrême

droite. Mais cet électoralat, depuis 1986, n'a cessé de se réduire, au point qu'une partie des élus ont décidé de sauter le pas et d'accepter maintenant la « main tendue » de Jean-Marie Le Pen et de Bruno Mégret. Ces accords sont tout sauf de circonstance. Ils obéissent à une perspective qui n'a trouvé qu'un porte-parole désiroire en la personne de Jean-François Mançel, mais qui n'en est pas moins ancrée dans la réflexion de certains. Cette perspective est celle d'une recomposition qui intègre le Front national. Or, de quelque manière que l'on considère la chose, l'alliance avec le Front national sera toujours l'alliance avec un parti dont la doctrine est le rejet de l'autre, une vision « ethnique » de la nation, un racisme qui ne se cache même plus depuis que MM. Mégret et Le Pen ont avoué leur croyance dans l'inégalité des « races ». L'idée à la mode dans une partie de la droite, aujourd'hui, est d'invoquer l'exemple de la gauche des années 60.

Patrick Jarreau Lire la suite page 14

L'ŒIL DU FAUCON

Wilbur Smith

Une fascinante épopée africaine par l'auteur du Dieu Fleuve, Wilbur Smith le grand maître du roman d'aventures.

PRESSES DE LA CITÉ

- Le cataclysme provoqué par les alliances entre la droite et le Front national aux élections régionales et le succès de la gauche aux cantonales p. 6 et 7
- Un entretien avec Hervé de Charette: « La ruine de la droite française » p. 6
- L'élection des présidents de région en Ile-de-France et en Franche-Comté p. 6 et 7
- Les retombées de l'alliance droite-FN dans la région Rhône-Alpes p. 6
- L'analyse et le détail des résultats des élections cantonales p. 8
- Nos reportages dans le Finistère, la Meurthe-et-Moselle, en Corse, dans le Nord et l'Essonne p. 8 et 9
- Enquête: la révolution « frontiste » des militants RPR de l'Oise p. 12
- Débats: les points de vue de François Hollande, premier secrétaire du PS, et de Charles Millon, président (UDF) de Rhône-Alpes p. 13
- Dans notre cahier spécial, les résultats complets, canton par canton, cartes et commentaires départementaux

International	2	Aujourd'hui	19
France	6	Jess	21
Société	10	Annonces classées	22
Cartes	11	Culture	24
Horizons	12	Kiosque	26
Entreprises	16	Abonnements	26
Communication	17	Radio-Télévision	27
Finances/marchés	18	Résultats	28

ÉLECTIONS Des élections semi-clandestines visant à désigner un président et un Parlement ont eu lieu, dimanche 22 mars, au sein de la communauté albanaise du Kosovo.

Ce scrutin est symbolique, car il est déclaré « illégal » par les autorités serbes et n'est pas reconnu par la communauté internationale. Il s'est déroulé sans incident majeur.

● **IBRAHIM RUGOVA** était le seul candidat à la « présidentielle ». Ce quinquagénaire, qui occupe le poste depuis six ans, prône l'indépendance du Kosovo par des moyens

pacifiques et la résistance passive. Sa réélection pourrait renforcer sa position dans le cadre d'éventuelles négociations avec le gouvernement serbe. ● **SIX AMÉRICAINS**, membres

d'une organisation humanitaire, ont été condamnés à dix jours de prison pour avoir séjourné au Kosovo sans déclarer leur lieu d'hébergement dans les délais requis.

Les Albanais du Kosovo vivent dans la peur de la répression serbe

Malgré les sanglantes opérations de police, les habitants de cette province du sud de la Serbie ont voté massivement et symboliquement, dimanche 22 mars, pour élire un président - Ibrahim Rugova, seul candidat - et un Parlement non reconnus par Belgrade

SRBICA (centre du Kosovo) de notre envoyé spécial. A quelques centaines de mètres de l'entrée de la petite ville de Srbica, un chemin de terre cahou-

REPORTAGE

Trente personnes, la famille d'un chef indépendantiste, ont été massacrées

teux mène au hameau de Donji Prekaz. C'est dans cette région centrale de la province serbe à majorité albanaise du Kosovo que la police serbe a mené une violente campagne de répression qui a provoqué la mort d'au moins quatre-vingts personnes. Dans le hameau de Donji Prekaz, la police serbe a donné l'assaut, le 5 mars, à un petit groupe de maisons. Les toits calcinés, les palissades arrachées et les murs défoncés montrent la violence de l'attaque, tout comme le sol jonché de douilles diverses.

Sur la colline avoisinante, deux postes de police surveillent l'endroit et contrôlent rapidement les visiteurs, sans pour autant interdire l'accès. Dans l'une des maisons proches, un voisin raconte cette journée où il a « entendu tout d'abord l'arrivée de nombreux véhicules et de plusieurs blindés ». Il poursuit : « Puis, tout de suite, des coups de feu ont éclaté. Des trois chemins, d'autres engins sont aussi apparus. Les tirs ont duré une bonne partie de la journée, et nous nous sommes enfuis, moi et ma famille, dès la tombée de la nuit pour rejoindre des parents qui habitent Srbica. » Adem Jashari était accusé par Belgrade d'être l'un des chefs de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Il a été tué, ainsi que quelque trente membres de sa famille, femmes et enfants compris.

AFFIRMATIONS CONTRADICTOIRES Depuis le drame, le hameau est pratiquement vide. Le « voisin », et quelques autres, surveillent, seuls, leur maison. Ils nourrissent les bêtes. « Nos familles restent à

l'abri, nous avons trop peur que tout recommence », dit-il. La situation est pratiquement identique dans le bourg proche de Lausa. L'accès, là encore, est contrôlé par un barrage de police avec des véhicules blindés légers. Dans le village ne sont visibles que quelques hommes. « Ici, la police serbe n'a pas attaqué, mais nous entendons fréquemment des tirs, et nous avons peur », dit Hansen qui assure : « Comme le village est encerclé par les forces de l'ordre, ma famille et toutes les autres sont parties se cacher dans la forêt voisine. »

Ces affirmations sont sans doute un peu excessives, en raison du froid et des averses de neige qui rendent peu imaginable une telle situation et beaucoup plus probable un hébergement dans des familles des alentours. Et, comme l'arrivée d'un étranger déclenche aussitôt celle d'un « responsable », les affirmations de ce dernier sont contradictoires : « Les familles réfugiées dans la forêt sont fatiguées et soupçonneuses, et ne veulent voir personne », dit-il en expliquant quelques minutes plus tard « que la venue de trois équipes de télévision les a exténuées ». Un autre responsable explique aussi, à l'autre bout du village, au beau milieu d'une épicerie parfaitement fournie, que « nous manquons cruellement de nourriture ».

Mais, au-delà d'une exagération compréhensible, le climat de peur



et de tension est évident. Il est tout aussi perceptible dans la ville de Srbica. Très peu de voitures circulent, la plupart des magasins sont fermés.

UN IMMENSE DRAPEAU

Les forces de l'ordre patrouillent en permanence et multiplient les postes de contrôle. Le chef de la police locale se refuse, lui, à tout commentaire. Il indique seulement

qu'il ne « garantit pas la sécurité dans les alentours ». Des tirs sporadiques, sans qu'il soit possible de déterminer ni d'où ni de qui ils proviennent, entretiennent ce climat lourd.

Il en est de même dans la région centrale de Cirez et de Likoshan, où tout a commencé le dernier jour du mois de février. Dans cette plaine retirée, aux routes d'accès boueuses et aléatoires, flotte au détour d'une maison un gigantesque drapeau albanaise. Une petite table sur laquelle trônent un cahier de condoléances et la photo de deux hommes est dressée devant l'oriflamme. Le propriétaire de la ferme explique qu'il a vu « sortir de nulle part », le 28 février, « des blindés et des hélicoptères qui ont attaqué les villages voisins et mitraillé plusieurs maisons proches, dont le toit de la mienne. Mon oncle, qui habite Francfort et était en vacances, et son fils venaient de partir pour un mariage dans un bourg voisin. Nous n'avons su que le lendemain qu'ils avaient été tués sur la route ».

Dans toute cette région de la

Drenica, en raison des événements passés et de la tension actuelle, les élections présidentielle et législatives organisées, dimanche 22 mars, par la communauté albanaise ont été repoussées. Ailleurs, elles se sont déroulées apparemment sans incidents particuliers. Mais, là encore, la multiplication des contrôles de police, aux entrées et aux sorties des principales villes et bourgades du Kosovo, maintient la pression sur la population albanaise. A tel point qu'à Prizren, une ville de l'extrême sud du Kosovo, localiser les bureaux où vote la communauté albanaise n'est pas toujours aisé : « Bien sûr, je vais voter, affirme ainsi le serveur d'un petit bar du centre, mais je ne sais pas encore où : quelqu'un doit m'emmener dans la journée. »

En fait, après les précautions d'usage, un médecin montrera quelque temps plus tard la petite école où se pressent discrètement les électeurs. Une salle de classe aménagée à la hâte où trônent, outre l'inévitable drapeau albanaise, deux urnes, les bulletins et les listes électorales. « Nous avons été inquiétés à plusieurs reprises par la police, affirme le président local de la commission électorale, Hysni Hoxha, et une camionnette contenant du matériel pour le scrutin a été interceptée. » « Mais, ajoute-t-il, nous sommes prêts à camoufler n'importe quel bureau et à le rouvrir peu de temps après dans un autre endroit. »

RÉSULTAT PRÉVISIBLE

A Pec, cette ville, plus au nord, qui abrite le patriarcat orthodoxe serbe, la situation est identique. Le vote a lieu à l'écart du centre, et les ruelles qui donnent accès aux bureaux sont surveillées par des militants prêts à donner l'alarme. Reuf Gacazeri, qui enseigne les français au lycée « parallèle » (ce lui de la communauté albanaise), explique que « ici aussi, nous vivons dans un climat de peur. Nous évitons de sortir de la ville et voiture parce que nous craignons les contrôles de police, et les magasins albanais ferment dès la tombée de

la nuit, par précaution ». A Pristina - le chef-lieu du Kosovo -, dans la soirée de dimanche, au siège de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK, principale formation politique albanaise), un responsable se félicitait que cette journée électorale se soit « déroulée dans le calme, malgré la pression des autorités serbes ». Le résultat de ce

Deux millions d'habitants dont 90 % d'Albanais

Le Kosovo est une province du sud de la Serbie, bordée à l'ouest par le Monténégro, au sud-ouest par l'Albanie et au sud-est par la Macédoine. Il compte environ 2 millions d'habitants dont 90 % sont des Albanais de souche et quelque 150 000 Serbes. Plus de 200 000 personnes vivent à Pristina, chef-lieu de la région.

Dans la Fédération yougoslave de Tito, le Kosovo bénéficiait d'une large autonomie, qui fut supprimée par Slobodan Milosevic en 1989. Trois ans plus tard, les Albanais ont proclamé unilatéralement la République du Kosovo, non reconnue par Belgrade, et mis en place des institutions parallèles.

La répression menée par les forces de l'ordre serbes dans la Drenica (centre de la province) depuis le 28 février a fait au moins 80 morts. La communauté internationale a menacé Belgrade de sanctions, mais les Serbes refusent, jusqu'à présent, toute « internationalisation » du problème.

scrutin, qualifié d'« illégal » par Belgrade, est prévisible : il confirmera la prééminence locale de la LDK - et de son chef, Ibrahim Rugova - et il ne devrait pas changer grand-chose à la situation, extrêmement tendue, qui règne partout au Kosovo.

Denis Hautin-Guiraut

LA PUISSANCE au meilleur prix...

G3



PowerBook 1400 CS/166/CD

10 900 F HT
(13 145 F TTC)



PowerMac G3/233 Bureau*

11 190 F HT
(13 495 F TTC)



PowerMac G3/266 Minitour*

15 990 F HT
(19 284 F TTC)



KA l'informatique douce

14, rue Magellan, Paris Seine - Métro George V
Tél. 01 44 43 16 00 • Fax 01 47 20 34 39
http://www.kainfo.com - info@kainfo.com

Les PowerMacintosh G3 d'Apple sont disponibles sur stock chez KA.

Renseignez-vous vite !
01 44 43 16 00



Pacifiste autant qu'indépendantiste

PRISTINA de notre envoyé spécial « Discret », « timide », « effacé » : les qualificatifs employés par les admirateurs comme par les

PORTRAIT

Ibrahim Rugova est l'interlocuteur incontournable de toute négociation

- peu nombreux - adversaires d'Ibrahim Rugova ne font guère penser à ceux que l'on utilise pour désigner un tribun politique. Et pourtant, depuis près de dix ans maintenant, cet homme de cinquante-trois ans est le chef incontesté de la communauté albanaise du Kosovo.

Rien ne prédestinait ce fils de commerçant de l'est de la province à devenir dirigeant politique. Un diplôme d'études albanaises et un doctorat de littérature l'ont conduit à prendre, en 1988, la tête de l'Union des écrivains du Kosovo. Un an plus tard, il devient le président du principal parti de la communauté albanaise, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK).

Après la suppression du statut d'autonomie du Kosovo au sein de l'ex-fédération yougoslave, les Albanais mettent en place, en 1990, des institutions parallèles lors d'un référendum dont Belgrade dénonce l'illégalité. Ibrahim Rugova en devient, lors d'élections générales en 1992, le « président ». Depuis lors, il est le personnage incontournable de toute négociation et multiplie les voyages à l'étranger, notamment à Paris - il est

francophone et francophile - où il a reçu, en 1996, le titre de docteur honoris causa de l'université Paris-VIII.

Les locaux de son parti, à Pristina, tout comme son bureau, lui ressemblent. Une petite maison basse sans étage - l'ancien Club des écrivains - de quelques pièces, dont une, minuscule, qui lui est réservée. Seule coquetterie visible, la photo de sa rencontre avec Jean Paul II, et son diplôme universitaire, dans la salle de réunion qui jouxte la sienne. Seul luxe apparent, la voiture qu'il utilise pour ses déplacements : une puissante limousine allemande.

Avec une courtoisie dont il se départe rarement, et sa célèbre écharpe, Ibrahim Rugova se bat avec détermination pour l'indépendance du Kosovo. Avec un seul moyen : le dialogue, la non-violence. Son principal opposant, Adem Demaqi - qui reconnaît « le même objectif » - lui reproche d'ailleurs « une politique pacifique et passive qui n'engendre que le pessimisme » et « un autoritarisme sans faille ».

Adem Demaqi admet cependant que « personne ne conteste sa légitimité ». Ljulljeta Pujlicbeci (Parti social-démocrate albanaise) avait envisagé un temps de se présenter contre M. Rugova à la présidentielle du 22 mars, mais elle y a finalement renoncé. Lors des derniers événements tragiques, à l'occasion d'une manifestation de deuil, elle avait critiqué la politique du « président ». A l'énoncé de son nom, la foule avait alors scandé « Rugova !, Rugova !, Rugova ! ».

D. H.-G.

السنة الأولى

السلامة والنظام

Le pape appelle le Nigeria à la réconciliation politique et religieuse

Jean Paul II dénonce les «abus de pouvoir» du régime Abacha

Le pape a appelé, dimanche 22 mars, les Nigériens à la réconciliation nationale et dénoncé vigoureusement à nouveau « l'abus de pouvoir ».

l'injustice et « les violations des droits de l'homme ». Au deuxième jour de sa visite pastorale au Nigeria, Jean Paul II a répondu aux im-

menses espoirs suscités par sa venue en demandant aux autorités des mesures de détermination d'une sobriété de détenus.

ABUJA et ONITSHA
de notre envoyé spécial

Des heures durant, dans la poussière et la fournaise, 2 millions de Nigériens ont chanté, dansé, pleuré d'émotion et prié, dimanche 22 mars à Onitsha, sur la rive orientale du fleuve Niger, au cœur du pays Ibo à majorité catholique. Ils étaient venus écouter le pape dans l'espoir d'un « miracle à la cubaine ». Le général Sani Abacha n'est pas Fidel Castro, ni le Nigeria le Cuba de l'Afrique. Mais les Nigériens confessent volontiers le même accablement devant une situation politique bloquée, une violation quotidienne des droits de l'homme, une violence anarchique et des prisons surpeuplées. Et, depuis le voyage de Jean Paul II à Cuba, en janvier, ils n'attendaient pas moins du pape qu'il donne un coup de pouce à un processus démocratique toujours promis, toujours remis dans leur pays.

Is n'ont pas été déçus. Le pape était venu à Onitsha pour bénir un enfant du pays, le Père Michael Tansi (1903-1964), simple prêtre devenu moine cistercien. C'est la première fois que Rome béatifie un Africain de l'Ouest et c'est tout le pays Ibo qui s'était déplacé à Onitsha. Mais bousculant quelque peu le rite de la cérémonie, le pape n'a pas eu de mots assez durs, au cours de son homélie, pour dénoncer les atteintes à la démocratie et appeler les Nigériens à « libérer leur société » de tout ce qui offense la dignité et les droits de l'homme.

Il a pris au mot le général Abacha et l'a mis en demeure de tenir sa promesse d'« une transition pacifique vers un gouvernement civil et démocratique ». A une foule grondante de « Sitokri », il a même lancé cette adresse au pays : « Il ne doit plus y avoir de place pour l'intimidation, l'oppression des pauvres, pour l'exclusion arbitraire des individus et des groupes qui

veulent participer à la vie politique, pour un exercice trompeur de l'autorité et des abus de pouvoir ». Les applaudissements ont montré que le message était passé.

La veille, en accueillant Jean Paul II à l'aéroport de la nouvelle capitale, Abuja, le général Abacha avait tenté de récupérer l'enthousiasme populaire que provoque cette visite, en se présentant en champion de la lutte « contre l'oppression et les injustices, contre la

dit en substance, qui soit capable de conduire le géant de l'Afrique au progrès et à la paix. Dans son homélie d'Onitsha, ruisselant de sueur, mais d'une voix ferme, Jean Paul II a martelé un appel au pays « pour qu'il dépasse ses rivalités ethniques, lutte contre toutes les formes de corruption et élève l'honnêteté, l'efficacité, la compétence en art de gouverner ».

Vœux pieux ? Sachant la valeur exemplaire du Nigeria pour tout le

continent, jamais le pape n'avait été aussi explicite pour traiter des maux de l'Afrique. La réconciliation n'est pas « faiblesse », « courtoisie » ou « déshonneur ». Avec la justice, elle est « la clé pour résoudre tous les conflits économiques, politiques, culturels de l'Afrique ».

Réconciliation religieuse enfin. Jean Paul II a reçu dimanche soir, à la nonciature apostolique d'Abuja, trente-quatre représentants musulmans. Cette rencontre avait aussi une histoire. Il y a seize ans, lors de sa première visite au Nigeria, les dirigeants musulmans

Demande de libération pour soixante opposants

La liste des soixante opposants emprisonnés dont le pape a demandé aux autorités nigérianes la libération n'a pas été rendue publique, mais Joaquín Navarro-Valls, porte-parole de Jean Paul II, a déclaré qu'il s'agissait de « noms connus » de personnalités politiques et de journalistes. L'opinion nigérienne pense qu'il s'agit d'hommes comme Moshhood Abiola, vainqueur présumé du scrutin présidentiel de 1993, évincé par le général Sani Abacha, du général à la retraite Olusegun Obasanjo, condamné en 1995 pour « complot », de journalistes et d'avocats qui avaient défendu l'écrivain Ken Saro-Wiwa et ses huit compagnons de la minorité ogoni, pendus en novembre 1993. L'intervention du Vatican en leur faveur est due à des raisons humanitaires, a précisé Joaquín Navarro-Valls.

continent, jamais le pape n'avait été aussi explicite pour traiter des maux de l'Afrique. La réconciliation n'est pas « faiblesse », « courtoisie » ou « déshonneur ». Avec la justice, elle est « la clé pour résoudre tous les conflits économiques, politiques, culturels de l'Afrique ».

Réconciliation religieuse enfin. Jean Paul II a reçu dimanche soir, à la nonciature apostolique d'Abuja, trente-quatre représentants musulmans. Cette rencontre avait aussi une histoire. Il y a seize ans, lors de sa première visite au Nigeria, les dirigeants musulmans

l'avaient boycottée au dernier moment. Cette fois, un soin extrême a été apporté par l'Eglise et les autorités pour réussir cette entrevue qui, autre signe des temps, a eu lieu à la demande des musulmans nigériens. Parmi eux étaient présents le sultan de Sokoto, la principale autorité islamique du pays, et l'émir de Kano, ville du Nord musulman, devant qui avait été tragiquement déposée, en décembre 1995, la tête de Gideon Akaluka, un militant catholique décapité par des fanatiques.

Depuis longtemps, le pape a mesuré les impasses de ce genre de dialogue, mais il ne veut pas s'y laisser enfermer, n'hésitant pas à se rendre dans un pays d'islamisme radical comme le Soudan, en 1993. Il a répété, à Abuja, que personne n'a intérêt à une rupture de l'équilibre entre les musulmans (45 %) et les chrétiens (45 %) au Nigeria. C'est même par un appel à toute l'Afrique occidentale, jusqu'ici relativement épargnée – grâce aux confréries soufies – par l'islamisme militant que Jean Paul II a exprimé son rejet de toute « coercition religieuse ».

C'est un « devoir » pour tout responsable religieux, a-t-il répété, que de veiller aux dérives extrémistes. A chaque fois qu'il est fait usage de la violence au nom de la religion, « nous devons dire clairement que ce n'est pas la vraie religion ». Ou bien chrétiens et musulmans collaboreront à la solution des défis communs au pays (développement, démocratie, justice), ou bien c'est tout le Nigeria et un certain modèle d'équilibre qui éclateront.

Henri Tincq

Riyad, Caracas et Mexico s'efforcent de redresser les cours du pétrole

Les Saoudiens ont chiffré la baisse de leur production

L'ARABIE SAOUDITE et le Venezuela se sont entendus avec le Mexique – qui n'appartient pas à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) –, pour tenter de réduire la production mondiale afin de faire remonter les prix du pétrole. Les ministres du pétrole de ces trois pays, qui se font concurrence sur le marché des Etats-Unis, ont annoncé dimanche 22 mars, après deux jours de réunion secrète à Riyad, qu'ils allaient tenter de réduire la production mondiale de 1,6 à 2 millions de barils par jour pour redresser les cours.

Durant la semaine, les cours étaient tombés à leur plus bas niveau depuis neuf ans et demi. Le Brent, pétrole de référence de la mer du Nord, était tombé de 19 à 12 dollars le baril, et la corbeille des bruts de l'OPEP avait chuté en dessous de 11 dollars.

Dans un communiqué conjoint, les ministres disent avoir déjà obtenu des engagements pour une réduction de 1,1 million de barils par jour de la part de pays producteurs qu'ils n'ont pas nommés. Ils annoncent de nouvelles concertations pour parvenir à la réduction qu'ils jugent nécessaire pour redresser les cours. Ils constatent que la faiblesse du marché a « mené à une chute des prix et à une réduction des revenus de tous les pays producteurs » et expriment la crainte que cette baisse ne « conduise à une réduction des investissements nécessaires pour garantir l'approvisionnement mondial et n'ébranle la stabilité économique mondiale à moyen terme ».

L'Arabie, premier exportateur mondial et chef de file de l'OPEP

avec un quota de 8,7 millions de barils par jour, a aussitôt chiffré sa baisse de production : 300 000 b/j, du 1^{er} avril à la fin de l'année. Le Mexique réduira sa production de 100 000 b/j à partir du 1^{er} avril et l'Algérie, qui produit environ 900 000 b/j, diminuera la sienne de 50 000 b/j à la même date. En revanche, la Norvège, qui n'est pas membre de l'OPEP, a fait savoir qu'elle ne réduirait pas sa production « dans l'immédiat », tout en précisant qu'elle n'excluait pas une baisse selon l'évolution de la situation.

Si l'accord de Riyad était suivi d'effet, ce serait la première fois que producteurs de l'OPEP et non OPEP parviendraient à s'entendre pour réduire la production et redresser les cours. A la fin des années 80, une réunion OPEP et non OPEP avait échoué à Vienne, les producteurs ne parvenant pas à s'entendre sur les coupes. La concertation des trois pays, au moment où les membres de l'OPEP refusaient de se retrouver pour revoir les quotas, prouve à quel point la guerre de la production menaçait leur économie.

Depuis que l'OPEP avait décidé en novembre de relever son plafond de production de 10 %, le fixant à 27,5 millions de barils par jour, les prix s'étaient effondrés. Malgré la baisse des cours, le Venezuela, deuxième exportateur de l'OPEP, continuait à dépasser son quota de 600 000 b/j selon le gouvernement de Caracas, de 800 000 à 900 000 b/j selon des estimations des milieux pétroliers. En 1997, la production moyenne du Mexique était estimée à un peu plus de 3 millions de barils par jour. (A.F.F.)

Un bidonville ghanéen prépare la venue de Bill Clinton

ACCRA de notre envoyé spécial

De la route qui mène de l'aéroport au centre de la capitale ghanéenne, on voit très bien l'égoût à

REPORTAGE

Les opérations de nettoyage de l'égoût vont tambour battant

ciel ouvert de Nima. Une tranchée profonde et nauséabonde qui traverse ce quartier populaire, fait de maisons en planches ou en parpaings, dont les toits en tôle s'enchevêtrent à perte de vue. A l'annonce de la visite du président Bill Clinton, les élus du quartier ont eu l'idée de faire ériger une palissade en bois, ce qui n'a pas plu à la majorité des habitants, qui refusent que l'on dissimule leur misère. Cette révolte est venue jusqu'aux oreilles du président Jerry Rawlings. Sans prévenir, le chef de l'Etat est arrivé dans le quartier de Nima, accompagné de militaires, a entrepris de nettoyer les ordures et ordonné la démolition de la palissade.

Dimanche 22 mars, à la veille de l'arrivée de M. Clinton et de sa suite, les habitants du bidonville ont pris le relais. En compagnie de dizaines de jeunes armés de pioches, de pelles et de balais, Steven Kobla, élu du quartier, s'active sur les berges du canal puant. Il veut faire oublier cette histoire idiote de palissade, dont il a eu l'idée. Lorsqu'un vieil homme rappelle cette initiative, M. Kobla rétorque : « De toute façon, ça n'avait rien à voir avec la visite de Clinton. Cet égoût défigure le quartier, il faut le cacher ». M. Kobla affirme que les opérations de nettoyage ont lieu tous les mois, et que celle-ci ne fait que coïncider avec la venue du président américain. « D'ailleurs notre association pour la propreté de l'environnement a reçu un don de Louis

Farrakhan lors de sa dernière visite à Accra », révèle-t-il. Le dirigeant de la Nation of Islam, secte musulmane américaine qui entretient des liens privilégiés avec la Libye et l'Irak, sera sans doute ravi d'apprendre que ses largesses auront servi à préparer la venue de M. Clinton.

Les Etats-Unis sont très présents, dans la vie quotidienne de Nima. Musulmane ou chrétienne, chaque famille compte un parent émigré à Chicago, à New York ou dans le New Jersey et beaucoup rêvent de les y rejoindre. Comme dit un adulte en riant, « si on leur offrait le billet d'avion, il n'y aurait plus un jeune dans le quartier ». Et tous repressent en chœur le discours officiel : « Les investisseurs américains vont venir au Ghana et donneront du travail aux jeunes ».

CRISE ÉNERGÉTIQUE

En attendant l'arrivée des hommes d'affaires d'outre-Atlantique, les dizaines d'habitants de Nima survivent tant bien que mal. Le quartier a été électrifié, mais le Ghana connaît une grave crise énergétique : la sécheresse empêche l'alimentation correcte de la grande centrale hydroélectrique d'Akosombo, et Accra n'est alimentée que douze heures par jour. La plupart des foyers n'ont pas l'eau courante et l'évacuation des eaux se fait à ciel ouvert.

Quand elle n'est pas au chômage, la population survit grâce au commerce et à l'artisanat, aidée par des organisations canadiennes ou néerlandaises. Et si les habitants peuvent se soigner, c'est souvent grâce à l'Iran, qui subventionne plusieurs cliniques dans Accra, devenues, à cause de leurs tarifs raisonnables et de la qualité des soins, les établissements préférés des Ghanéens désargentés, soit l'immense majorité de la population d'un pays où le PNB par habitant est de 420 dollars.

Thomas Sotinel

35 heures

Compte Epargne Temps Interépargne

Une solution d'avance sur la gestion du "Capital Temps"

Pour de très nombreuses entreprises, le passage aux 35 heures pose une question majeure : comment gérer cette nouvelle organisation du temps de travail pour tous les salariés et tout particulièrement pour les cadres ?

A cette question, Interépargne apporte toutes les solutions Compte Epargne Temps (C.E.T.) pour vous faire gagner du temps.

Le Compte Epargne Temps, c'est pour les salariés la possibilité d'acquiescer définitivement un "Capital Temps" et d'en disposer librement durant leur carrière ou pour anticiper leur retraite.


Le Compte Epargne Temps par Interépargne, c'est toutes les solutions pour gérer les heures épargnées par les salariés sans les contraintes. Outre l'assistance à l'élaboration de l'accord C.E.T., Interépargne assure pour vous : la gestion administrative des comptes salariés, la gestion du risque "Actif/Passif" et/ou la gestion financière.

Leader en France de l'épargne salariale, Interépargne souligne une nouvelle fois son sens de l'innovation en proposant dès aujourd'hui, toutes les solutions pour une gestion sur mesure du temps en plus.

Pour obtenir une documentation, contactez le 01 40 17 82 90

Nous gérons, avec vous, des solutions d'avenir.

INTERÉPARGNE



Israël rejette par avance une initiative américaine de relance du processus de paix

Dennis Ross est attendu cette semaine dans la région

Israël a durci le ton en prévision de l'arrivée, prévue cette semaine, du coordonnateur américain du processus de paix, Dennis Ross. Dans un

communiqué publié dimanche 22 mars au terme de sa réunion hebdomadaire, le gouvernement a rejeté par avance le projet de retrait israélien

de 13 % de la Cisjordanie imputé à Washington et affirmé qu'il avait « seul le droit de déterminer ses besoins sécuritaires ».

JÉRUSALEM
de notre correspondant
Estimant sans doute qu'il vaut mieux prévenir que guérir, le gouvernement de Benjamin Nétanyahou a rejeté par avance, dimanche 22 mars, une initiative américaine visant à la réactivation du processus de paix avec les Palestiniens. Sachant que Dennis Ross, le coordonnateur de la diplomatie américaine dans la région revient en Israël et en Palestine autonome à la fin de cette semaine, le gouvernement, à l'issue de sa réunion dominicale habituelle, a publié un ferme communiqué officiel.

« Le premier ministre, les chefs des factions parlementaires (de la majorité national-religieuse) et les ministres », ont indiqué qu'« Israël seul a le droit de déterminer ses besoins sécuritaires » et qu'en conséquence, « les rumeurs concernant un retrait de 13 % (de la Cisjordanie occupée) est inacceptable ». En fait de « rumeurs », chacun sait dans la région que les Américains entendent effectivement proposer publiquement que la puissance occupante retire ses soldats de 13 % supplémentaires de la Cisjordanie sur trois mois, en échange de l'éventuelle acceptation, par Yasser Arafat, de l'ouverture des né-

gociations définitives sur l'ensemble des questions en suspens (Jérusalem, réfugiés palestiniens, colonies juives, etc.). Les Palestiniens, qui ne contrôlent aujourd'hui en propre que 3,5 % de la Cisjordanie, en réclament officiellement 30 % supplémentaires, mais la crainte, « justifiée » selon certaines sources, de les voir accepter la proposition américaine, ce qui isolerait plus encore Israël en révélant au grand jour sa politique de refus, tétanise littéralement M. Nétanyahou, dont la tactique consiste à répéter sans cesse, contre l'évidence, qu'il veut la poursuite du processus de paix.

Bref, après avoir envoyé d'urgence à Washington, à la fin de la semaine dernière, son ministre du Commerce, Nathan Sharansky, qui tient lieu de chef de la diplomatie depuis le départ de David Lévy au début de l'année, le premier ministre, apparemment inquiet, a personnellement téléphoné jeudi puis samedi au président américain Bill Clinton pour lui demander de ne pas rendre son plan public « pour l'instant ».

Selon la presse israélienne, M. Clinton, poussé par ses partenaires arabes et européens à re-

prendre l'initiative avant qu'il ne soit trop tard, aurait acquiescé. « Si l'Amérique passe outre », prévenait cependant une « haute source politique », chère dimanche sur la première chaîne de télévision publique, « Israël l'accusera publiquement d'avoir définitivement tué le processus de paix... »

GESTE ENVERS DAMAS DÉMENTI

A quoi servira donc le retour de Dennis Ross dans la région ? « Nous lui expliquerons l'importance sécuritaire de chaque point de notre position et pourquoi il est capital que nous seuls décidions », a déclaré le secrétaire général du gouvernement, Dany Naveh. Quant à l'étendue du second redéploiement territorial promis il y a quinze mois, Israël « décidera au moment voulu », a indiqué M. Naveh.

Autre douche froide pour les journalistes locaux, qui avaient cru pouvoir annoncer la semaine dernière qu'Israël était « prêt à reprendre les négociations avec la Syrie au point où elles en étaient restées avec les travaillistes » il y a plus de deux ans, le communiqué officiel de la réunion du premier ministre a démenti cette informa-

tion ». Itzhak Rabin avait fait savoir aux Syriens, via les Américains, qu'il était prêt à restituer à Damas la totalité du Golan, occupé depuis trente ans, en échange de solides garanties de sécurité et d'un traité de paix en bonne et due forme. Mais depuis que M. Nétanyahou est au pouvoir, au Golan comme en Cisjordanie - où la Fondation américaine pour la paix au Proche-Orient a détecté « l'établissement d'au moins treize colonies juives supplémentaires », baptisées du nom d'implantations existantes pour en masquer l'émergence -, la colonisation a repris à un rythme soutenu.

Dans ce contexte, après l'effet d'annonce de ces dernières semaines concernant un éventuel retrait israélien du Liban sud, que le premier ministre a tout récemment lié à la conclusion préalable d'un « arrangement sécuritaire » avec la Syrie - Damas devant garantir la sécurité d'Israël sur la frontière libanaise, sans rien récupérer de son propre territoire occupé en échange -, les espoirs de paix dans la région sont toujours aussi assourdis.

Patrice Claude

La Conférence de Paris pour un « nouvel ordre mondial » de l'eau

LA CONFÉRENCE DE PARIS sur l'eau et le développement durable s'est achevée, samedi 21 mars, par l'adoption d'une déclaration politique appelant à un véritable « nouvel ordre mondial » de l'eau, dont les nombreux signes de rareté sont, avec le réchauffement climatique, considérés par la communauté internationale comme la principale menace planant sur l'humanité au cours du prochain siècle (Le Monde du 20 mars). Les représentants de 84 pays ont transmis des recommandations à la commission du développement durable de l'ONU qui, lors de son assemblée générale du 20 avril, devra adopter un « programme d'actions prioritaires » sur dix ans.

Le président de la République, comme le premier ministre, a tenu à s'exprimer devant la conférence. Tout deux se sont félicités de « la démarche partenariale » qui doit désormais inspirer les politiques de l'eau. « Mettons un terme aux oppositions stériles entre le marché et l'Etat, entre la gratuité et la tarification, entre la souveraineté sur les ressources et la nécessaire solidarité », a déclaré Jacques Chirac. De son côté,

Lionel Jospin, tout en saluant la « démarche nouvelle », qui intègre la gestion de l'eau dans une perspective de développement durable, a fait valoir que celle-ci ne pouvait « pas entrer dans une pure logique de marché régulé seulement par le jeu de l'offre et de la demande ».

LA FIN DU « DOGME » DE LA GRATUITÉ

La conférence, dont les participants ont souligné qu'elle traduisait une « réelle volonté de coopération internationale », a permis d'aborder des sujets réputés difficiles et de faire émerger des concepts nouveaux. Ainsi, la protection et la gestion des eaux douces transfrontalières ne devraient plus être envisagées pays par pays, mais par « bassins versants », ce qui concerne près de la moitié des terres émergées de la planète. Cette question fondamentale était jusqu'à présent exclue du débat international.

En va de même pour le « dogme » de la gratuité de l'eau. La tarification n'est plus un tabou, même si elle doit être accompagnée de correctifs sociaux pour les populations les plus pauvres. Le recouvrement de cet impôt permet-

trait de financer les investissements - estimés à 400 milliards de dollars - nécessaires à un service de distribution et d'assainissement efficace. L'eau a un coût de plus en plus élevé, et une certaine vérité des prix contribuerait à lutter contre les gaspillages et les fuites, véritable « gabegie » selon la ministre de l'Environnement, Dominique Voynet.

Comme celui de « l'usager payeur », le principe du « pollueur payeur » a été validé, ainsi que le rôle majeur qui doit être donné à la société civile, représentée à la conférence par de nombreuses ONG et entreprises privées. De même, la mobilisation des investissements privés et l'accès à l'eau potable des plus pauvres n'apparaissent plus inconciliables.

Il s'agit désormais de passer des paroles aux actes. La France, a rappelé M. Chirac, sera particulièrement attentive au suivi des travaux. Rendez-vous est pris en l'an 2000, à La Haye, pour une première évaluation du « programme d'actions prioritaires ».

Jean-Paul Besset

Les Quinze croisent le fer sur le financement de l'Union

YORK
de notre envoyé spécial
Le débat sur le financement de l'Union européenne (UE) au cours de la période 2000-2006, qui occupera les Quinze tout au long de l'année à venir, promet d'être mouvementé. C'est en effet un décor conçu pour l'affrontement qu'ont dressé, samedi 21 mars à York, en Grande-Bretagne, les ministres des finances, en réagissant aux toutes récentes propositions de Bruxelles. Des menaces de blocages croisés ont été proférées.

Theo Waigel, le ministre allemand, a expliqué que si rien n'était fait pour alléger la contribution de ses pays au budget communautaire, il n'y aurait pas d'accord sur le « paquet » financier. Il était appuyé par les représentants des autres pays « contributeurs nets » - qui versent davantage qu'ils ne reçoivent -, en particulier par les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède. Réponse du britannique à la bergère, Rodrigo Rato et Antonio Sousa-Franco, les ministres espagnol et portugais, ont estimé qu'il serait absurde, à l'heure de

l'euro, d'amputer les politiques de solidarité existantes. Ils se sont opposés avec force à la proposition de la Commission de maintenir à 1,27 % du PIB le plafond des dépenses. Ainsi, les pays les moins riches de l'Union plaident pour une augmentation des ressources disponibles ; les plus prospères, non seulement entendent maintenir le plafond existant, mais insistent pour qu'il ne soit pas atteint et que l'Europe, au même titre que ses Etats membres, pratique une politique budgétaire parcimonieuse.

La France, qui se trouve dans une situation moyenne (elle est contributrice nette, mais de manière modeste), est bien placée pour explorer les voies d'un compromis. « La contribution allemande est la plus importante et elle est très importante. Il est légitime que nous étudions la demande faite par Bonn », a déclaré Dominique Strauss-Kahn.

RÉFORMES STRUCTURELLES

Mais il refuse de l'aborder par le biais des soldes nets, « comme si chacun devait retrouver sa mise ». Il suggère une voie double : d'abord limiter les dépenses et mettre l'Union en situation de financer tant les politiques existantes que l'élargissement ; rééchir ensuite aux « contributions brutes », c'est-à-dire à la manière dont est calculée la part que chacun verse. La France a sans doute intérêt à garder l'initiative. Elle a en effet besoin d'alliés pour défendre la politique agricole commune (PAC) alors que certains, tel Jean-Claude Juncker, le premier ministre et ministre des finances du Luxembourg, plaident pour une réduction de la part du budget affectée à l'agriculture.

Jacques Santer, président de la Commission, a confirmé qu'il présenterait à l'automne des propositions sur les « ressources propres », avec l'idée d'atténuer les déséquilibres actuels. Un exercice délicat, car si des corrections sont apportées pour que certains Etats membres paient moins, d'autres devront quasi automatiquement payer davantage.

Le Conseil de York se tenait à la veille d'une date essentielle dans le calendrier de la monnaie unique. C'est le mercredi 25 mars que l'Institut monétaire européen (IME) et la Commission rendront publics leurs rapports sur les progrès accomplis en matière de convergence économique. « Ces rapports devraient être sans surprise et tous les ministres ont été d'accord pour estimer que les parités actuelles sont en ligne avec les données fondamentales de l'économie », a estimé M. Strauss-Kahn. Une manière de confirmer qu'il faut s'attendre que onze Etats membres soient déclarés qualifiés pour participer à la première vague de l'euro.

Selon la France, la gestion de celui-ci doit être prise en main sans tarder, d'où l'idée de réunir, dès le mois de mai, le groupe « Euro X », qui rassemblera les ministres des finances des pays participant à la monnaie unique. Paris aborde ce point de manière « décryptée » avec le souci de ménager les susceptibilités britanniques. Cela ne l'empêche pas d'insister pour que « ce qui a été décidé à Luxembourg s'applique ».

Pour Gordon Brown, chancelier de l'Échiquier, la perspective de l'union monétaire devrait surtout inciter les Quinze à hâter les réformes structurelles et à accélérer ainsi l'achèvement du marché unique. Il a évoqué la réforme des

marchés de l'emploi, celle des marchés des capitaux, le rapprochement des fiscalités, etc. L'objectif étant de permettre aux entreprises européennes de tirer le meilleur parti de la monnaie unique et d'accroître leur compétitivité. M. Strauss-Kahn a insisté sur la nécessité, pour être efficace, de définir avec précision les réformes et le calendrier pour les mettre en œuvre.

Philippe Lemaître

Le procès des meurtriers présumés de Mgr Claverie s'est ouvert à Oran

ALGER. La Cour criminelle d'Oran a commencé à juger, dimanche 22 mars, les membres présumés d'un groupe islamiste, suspecté d'avoir organisé le 1^{er} août 1996 l'attentat qui a coûté la vie à l'évêque de la ville, Mgr Pierre Claverie, et à son chauffeur. Douze inculpés sont poursuivis pour « appartenance à un groupe terroriste et participation à un assassinat avec préméditation et guet-apens ». Le procès s'est ouvert sous forte protection policière. Lors des interrogatoires, plusieurs inculpés ont affirmé que leurs aveux ont été extorqués sous la torture. Par ailleurs, d'après le quotidien britannique *The Sunday Times*, des extrémistes algériens projetaient des attentats cet été en France, durant la phase finale de la Coupe du monde de football. La police belge a découvert au début du mois, lors de perquisitions à Bruxelles, des brochures sur la Coupe du monde et une grande quantité d'explosifs liquides. - (AFP Reuters)

Situation de chaos et d'anarchie à Anjouan, selon l'OUA

NAIROBI. Une « situation de chaos, d'anarchie et de manque de contrôle » règne dans l'île d'Anjouan, selon un communiqué de la délégation ministérielle de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) qui s'est rendue, vendredi 20 mars, dans l'île séparatiste des Comores. Le communiqué publié à Nairobi indique que la mission de bons offices « n'a pu avoir de discussions avec les dirigeants séparatistes ». « Ces derniers n'ont pu quitter la résidence présidentielle de Hombi en raison, ont-ils affirmé, de barricades dressées sur la route. La délégation n'a pas non plus pu se rendre à la présidence. » Fin janvier, gouvernement et indépendantistes avaient décidé, sous l'égide de l'OUA, de mesures concrètes pour rétablir les liens entre les îles de l'archipel, notamment le paiement des salaires des fonctionnaires et le rétablissement des communications. Toutefois, le « président » de l'Etat d'Anjouan, Abdallah Ibrahim, avait dénoncé l'accord signé par sa délégation. - (AFP)

Nouveau coup de filet contre l'ETA

MADRID. La police espagnole vient d'enregistrer un nouveau succès d'importance, après le démantèlement du « Commando Araba », la semaine dernière au Pays basque, en arrêtant, vendredi 20 mars, cinq membres supposés du « Commando Andalouse » à Séville. Parmi les détenus, dont plusieurs sont soupçonnés d'avoir pris part à l'attentat qui, le 30 janvier, a coûté la vie à un conseiller municipal du Parti populaire (parti conservateur au pouvoir en Espagne) et à sa femme, figurent Mikel Azurmendi Penagaricano, alias « Frankas », José Luis Barrios Martín, Maria Teresa Pedrosa Barrenechea, ainsi que deux Français, originaires de Saint-Jean de Luz et de Bayonne, Jean Joseph Esnal et David Claude Gramont. La police a également mis la main sur 500 kilos d'explosifs, un important arsenal, ainsi qu'une documentation concernant notamment le maire de Séville, Soledad Becerril, ce qui laisse penser que de nouveaux attentats de l'ETA étaient prévus. - (Corresp.)

AMÉRIQUES

■ PÉROU : la Banque mondiale vient de suspendre un prêt de 22,5 millions de dollars (130 millions de francs) destiné à appuyer la réforme de tout l'appareil judiciaire du Pérou. Cette décision a été adoptée suite à la loi approuvée par la majorité parlementaire, le 11 mars, qui ampute le Conseil national de la magistrature (CNM) de ses principales prérogatives. Refusant cette disposition arbitraire, les sept membres du CNM avaient présenté leur démission quarante-huit heures plus tard. La Banque mondiale donne un délai de six mois aux autorités péruviennes pour qu'elles rétablissent les fonctions du CNM. - (Corresp.)

AFRIQUE

■ TCHAD : huit Européens - six Français et deux Italiens - ont été enlevés dimanche 22 mars dans le nord du Tchad, a annoncé, tard dans la soirée, le ministre tchadien de l'Information sur la radio nationale. L'enlèvement a eu lieu sur la montagne Emissi Kossli, dans le Bourkou Eneidi Tibesti. Selon le ministre de l'Information, l'acte aurait été commis par des « militaires mécontents ». On ignoreait dimanche soir les circonstances exactes de cet enlèvement, ainsi que l'identité des huit Européens. - (AFP)

ASIE

■ CAMBODGE : Norodom Sihanouk a accordé un pardon royal, dans la soirée du samedi 21 mars, à son fils Ranariddh à la suite d'une volte-face de Hun Sen. Condamné à trente-cinq ans de prison et à plus de 300 millions de francs d'amende par un tribunal de Phnom Penh, le prince, déposé par Hun Sen en juillet 1997 et exilé à Bangkok, pourra donc participer aux élections prévues le 26 juillet prochain. Revenant sur une décision antérieure, Hun Sen a écrit au roi, qui réside à Pékin, pour lui demander d'accorder sa grâce à Ranariddh. - (Corresp.)

■ CORÉES : les anciens belligérants de la guerre de Corée se sont séparés, samedi 21 mars, à Genève, sur un constat de désaccord. Cette seconde série de pourparlers entre les vice-ministres des affaires étrangères des deux Corées, des Etats-Unis et de la Chine, n'a abouti à aucun résultat concret, les participants n'étant même pas parvenus à fixer une date pour une prochaine rencontre. - (Corresp.)

■ CORÉE DU SUD : le président Kim Dae-jung a annoncé, samedi 21 mars, qu'« une décision collective du gouvernement est nécessaire pour savoir si nous poursuivons le projet (du TGV) ou si nous l'arrêtions ». Un rapport officiel estime en effet que le projet de train à grande vitesse remporté par GEC Alsthom est « mal préparé et mal réalisé » et insiste sur le dépassement excessif des dépenses prévisionnelles. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ KOWEÏT : un nouveau gouvernement a été formé, dimanche 22 mars. Il comprend quatorze membres, dont quatre nouveaux. La famille régnante s'attribue le ministère des finances et conserve les ministères des affaires étrangères, de la défense et de l'intérieur, qui ne changent pas de titulaires. Le ministre sortant de l'Information, cheikh Saoud Nasser Al Sabah, dont les démissions avec des députés islamistes sont à l'origine de la démission du gouvernement sortant, devient ministre du pétrole. - (AFP)

Traitement de texte
Canon Jet 300
Chez Duriez 2 390 F TTC
Simple d'utilisation.
Performant.
Qualité professionnelle.
Vérificateur orthographique.
Compatible PC. Léger.
Duriez, 3 rue La Boétie Paris 8e
112 bd St-Germain Paris 6e

REUSSIR
HEC-ESSEC-ESCP
Classes préparatoires
"pilotes" 1^{er} et 2^{es}
années, voies S et E
Adm. sur dossier + entretien.
HEC-ESSEC+ESCP 1997
Voie S : 100% d'admis.
SCIENCES-PO
Classes préparatoires
annuelles "pilotes"
Stage intensif d'éte
bac+0 et bac+1.
Adm. sur dossier + test.
De 35 à 40% d'admis à l'IEP
de Paris - plus de 60%
d'admis aux IEP de
Paris+Provence+CUPEP
IPESUP
18 rue du Cloître
Notre-Dame 75004
01 43 25 63 30
3615 IPESUP (223 PMA)
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

PROJET
Le n° (144 p.) : 85 F
Etr. : 70 F
Le déplacement des utopies
Le réalisme gestionnaire laisse-t-il encore place à une vision
porteur de projets ? Ecologie, économie sociale, urbanisme,
communication... lieux de nouvelles utopies ?
J.-Y. Calvez, C. Larrère, M. Löwy, T. Paquot, P. Quéau, P. Vuillemin
En vente dans les grandes librairies
PROJET - 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. 01 46 39 46 48

سازمان اسناد و کتابخانه ملی

الهيئة العامة للغذاء والدواء
الرياض

(Publicité)

LE MONDE / MARDI 24 MARS 1998 / 5

EUREKO

Travaillons ensemble

Un groupe multiculturel

Eureko rassemble aujourd'hui six groupes d'assurances parmi les leaders sur leurs marchés respectifs : Allemagne, Bénélux, Danemark, Grande-Bretagne, Portugal, Suède. Un partage de culture, un partage de savoir-faire qui allient les expériences complémentaires des sociétés d'assurances les plus avancées en matière de services financiers, et du monde mutualiste.

Un groupe moderne

Travailler ensemble, c'est prendre le meilleur de chacun pour l'offrir aux autres : le meilleur des attentes des clients, les meilleures solutions pour la gestion d'actifs, les risques industriels et la réassurance, et les technologies de pointe permettant une gestion professionnelle et décentralisée.

Un groupe bien géré et profitable

Respectant l'identité de chaque enseigne, Eureko s'appuie sur des réseaux locaux, forts et proches de ses clients. Avec 35 000 collaborateurs, Eureko génère 130 milliards de francs de chiffre d'affaires pour 70 milliards de fonds propres.

EUREKO imagine l'avenir de l'assurance

N° Vert pour documentation : 0 800 101 100

Eureko - 112, avenue Kléber - 75116 Paris

PHILIPPE LEBLANC

ÉLECTIONS Le second tour des élections cantonales, dimanche 22 mars, a permis à la gauche de progresser dans un très grand nombre de départements et de

prendre à la droite dix conseils généraux, en ne lui cédant que la Réunion. Ce scrutin n'a pas sanctionné de manière significative les alliances de la droite avec le Front national

qui lui ont permis de conserver cinq présidences de conseils régionaux. ● A DROITE, cette stratégie d'alliance avec l'extrême droite continue de susciter de nombreuses

condamnations. Hervé de Charette, président du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF), dénonce « un sinistre complot ». « La droite qui pactise croit qu'elle va y

gagner. Elle va à l'inverse tout perdre », ajoute-t-il. ● LIONEL JOSPIN a qualifié ce week-end de « jour d'inquiétudes » mais aussi de « plein d'espérance ».

La gauche a pris à la droite dix conseils généraux et en a perdu un

Les socialistes, les communistes et leurs alliés dans trente-trois départements. Jean-Claude Gaudin (UDF-DL) assure que la réélection de présidents de droite dans cinq régions avec l'appui du FN a « profondément troublé » les électeurs du RPR et de l'UDF

LA GAUCHE attendait du second tour des élections cantonales, dimanche 22 mars, que les électeurs sanctionnent les alliances avec le Front national qui ont permis à cinq élus de droite de conserver leurs présidences de région. Malgré une faible participation - 55,03 % - le scrutin cantonal a permis à la gauche de progresser dans un très grand nombre de départements et de s'en gagner dix. Mais ce succès ne sert pas à résoudre d'une réelle démobilité de la droite, pourtant mise en avant par les dirigeants du RPR et de l'UDF. Ces élections se sont déroulées sur fond de manœuvres et de polémiques en vue des élections de président de région, qui doivent intervenir lundi 23 mars en Ile-de-France, en Haute-Normandie et en Midi-Pyrénées, et peut-être en Provence-Alpes-Côte d'Azur, la date de l'élection en Franche-Comté, après la démission de Jean-François Humbert, qui a refusé les voix du FN, étant incertaine.

Jean-Marie Le Pen a de nouveau semé le trouble en proposant à la

droite de soutenir sa candidature à la présidence de la région PACA en échange d'un appui des élus d'extrême droite à ceux du RPR et de l'UDF pour « faire barrage partout ailleurs à la gauche socialo-communiste ». En PACA, Gilbert Stellardo, adjoint RPR au maire de Nice, a annoncé sa candidature, en indiquant qu'il ne refuserait aucun soutien. Tous les dirigeants de droite qui se sont exprimés - de Nicolas Sarkozy à François Fillon pour le RPR, en passant par François Bayrou, président de Force démocrate, et Alain Madelin, président de Démocratie libérale - ont rejeté les termes de cet échange. La pression s'est aussi intensifiée sur Charles Millon, qui, réélu à la présidence de Rhône-Alpes avec les voix du FN, se défend d'avoir commis « un acte de déshonneur », pour l'inviter à donner sa démission. Cette demande a été faite explicitement par Bernard Bosson, maire (UDF-FD) d'Annecy, et Michel Destot, maire (PS) de Grenoble, et implicitement par Raymond Barre, qui a dénoncé une « faute politique grave ».

De son côté, François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste, a réitéré sa demande de démission des cinq présidents élus avec les voix du FN. En Ile-de-France, M. Fillon a assuré qu'Edouard Balladur ne sera pas candidat à la présidence de région. En Corse, le deuxième tour de l'élection de l'Assemblée territoriale a confirmé l'avantage pris par la droite au premier tour, avec une victoire de la liste d'union menée par le RPR Jean Baggio, président sortant de l'exécutif, sur celle de gauche conduite par le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, qui progresse toutefois de 9 points.

Le second tour des élections cantonales a été très favorable à la gauche, qui a recueilli 47,32 % des suffrages exprimés, en métropole, contre 44,77 % pour la droite et 7,42 % pour l'extrême droite. Sur 1 958 cantons, l'ensemble des formations de la majorité « plurielle » ont 959 élus, soit 48,98 %. Avec 34,33 %, le Parti socialiste est le grand gagnant : 647 élus, soit un

gain de 335 sièges. Le PCF, qui espérait, selon Robert Hue, entre 30 et 40 sièges, en gagne 36. L'UDF perd 213 cantons et le RPR 181. La gauche, qui n'avait que 20 départements, en gagne 10 - Aisne, Allier, Ardèche, Finistère, Gers, Meurthe-et-Moselle, Nord, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Orientales et Essonne - , un onzième (la Haute-Saône) devant être acquis au bénéfice de l'âge.

VOTE PUNITIF OU DISSUASIF

La lecture des résultats des cantonales à la lumière de la polémique née des alliances entre la droite et l'extrême droite amène des conclusions contrastées. Dans les cinq régions où un président a été élu avec les voix du FN, la sanction à l'égard de la droite est nette dans trois départements du Centre - Cher, Indre-et-Loire et Loiret - , où la gauche a davantage mobilisé d'un tour à l'autre, avec toutefois une envolée de l'abstention en Loiret-Cher. Le même phénomène s'observe dans quatre départements de Rhône-Alpes (Ain, Ardèche, Loire et

Rhône, où la droite recule légèrement, de 0,86 point). En revanche, la démonstration n'est pas convaincante dans les trois autres régions où, d'un tour à l'autre, la droite progresse partout plus que la gauche, sauf dans l'Yonne, les Pyrénées-Orientales (où elle perd 2,2 points) et l'Aisne. L'augmentation de l'abstention est cependant partout supérieure à quatre points en Bourgogne et en Picardie.

A défaut de sanction générale, le vote peut-il apparaître dissuasif dans les cinq régions qui vont désigner leur président ? En Haute-Normandie, où la gauche n'a pas réussi à conquérir le conseil général de Seine-Maritime, la droite progresse nettement plus que la majorité. Il en est de même en Midi-Pyrénées, à l'exception de l'Aveyron. La situation est moins favorable à la droite en PACA où, d'un tour à l'autre, elle recule dans quatre départements - Hautes-Alpes, Bouches-du-Rhône, Var et Vaucluse - , alors que la gauche ne régresse que dans les Alpes-Maritimes. En Ile-de-France, la gauche ne prend

l'avantage que dans l'Essonne et le Val-de-Marne. En Franche-Comté, la droite progresse fortement dans le Jura et le Territoire de Belfort, la gauche dans le Doubs et la Haute-Saône.

Pourtant, la lecture d'un vote punitif ou dissuasif a été faite par tous les états-majors. Lionel Jospin a parlé d'un week-end « lourd d'inquiétudes » et en même temps « plein d'espérance ». Pour M. Hollande, qui a observé que les accords locaux des cantonales entre droite et FN n'ont pas fonctionné, l'électorat de droite, notamment par son abstention, n'a pas voulu « participer de ce cautionnement ». Tandis que François Léotard et Philippe Séguin restaient silencieux, Jean-Claude Gaudin résumait le sentiment de la droite en affirmant que « ceux qui ont accepté d'être élus avec les voix du Front national » ont permis à la gauche « de se mobiliser fortement », alors que l'électorat de « la droite libérale, centriste et gaulliste était profondément troublé ».

Michel Noblecourt

Hervé de Charette, président du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF) « On connaîtra bientôt les auteurs de ce sinistre complot »

« Que vous inspire l'élection de présidents aux voix du Front national ?

- C'est l'événement politique le plus important de notre génération. On se souviendra de mars 1998 au même titre que de la fondation de la V^e République, de mai 1968 ou de la victoire de la gauche en 1981. C'est le grand schisme politique de cette fin de siècle. Certains croient avoir fait une habile manœuvre politique. On verra rapidement qu'ils sont, au contraire, les jouets d'événements qui les dépassent. La droite qui pactise croit qu'elle va y gagner. Elle va, à l'inverse, tout perdre, et d'abord d'autres élections. On échange des présidences de région contre la perspective d'une majorité aux prochaines législatives ou contre le projet d'une victoire à la présidentielle. C'est la ruine de la droite française. On saura bientôt que tout cela a été préparé de longue main au cours des dernières semaines, et on connaîtra les auteurs de ce sinistre complot. Ceux qui ont sauvé leur fauteuil l'ont fait en sacrifiant la République.

- Qui est responsable de cette situation ?

- La gauche a une lourde responsabilité, M. Jospin le premier. Elle n'a cessé sans vergogne d'exploiter des thèmes juteux pour elle, comme l'immigration, de harceler les dirigeants de la droite, y compris lorsque ceux-ci avaient un langage clair, et de créer une atmosphère de suspicion que j'ai trouvée écoeurante, pour ne pas dire dégoûtante. Que croit-elle ? Lorsqu'il ne restera plus qu'elle en face du Front national, je crains fort que le Front national ne la batte aussi.

- Cela dit, il va de soi que l'opposition est la première concernée. C'était - et c'est toujours - à l'opposition de traiter la question du Front national. Depuis 1981, jamais, lorsqu'elle a été au pouvoir, la droite n'a su apporter de solutions concrètes aux problèmes des Français. Le chômage, l'insécurité urbaine, l'ouverture de notre économie sur le monde, tout cela exigeait une capacité d'innovation politique, une énergie, un rayonnement personnel des dirigeants, un courage politique dont il faut

bien reconnaître qu'ils ont fait cruellement défaut.

- Nous avons eu des technocrates qui suivaient inlassablement la même politique, sans jamais écouter la complainte populaire. On a cru, en 1993, qu'il allait se passer quelque chose. On a espéré un freinage et puis, patatras !, on a eu pendant deux ans une politique qui a conduit à la déroute que nous connaissons.

- Dans le même temps, il est fallu affronter le Front national sur ses thèmes, et cela devient maintenant une urgence. Le thème central, c'est le rapport de la France avec l'extérieur, l'attitude des Français envers les étrangers, la place de la France dans le monde. C'est le racisme et l'enfermement sur soi. C'est le cœur du débat.

- Quelles seront les conséquences de cette situation ?

- S'il y a un accord aux régionales, je ne vois pas pourquoi, demain, il n'y aurait pas un accord aux législatives. On ne peut nous dire qu'il n'y a pas eu d'alliance. Personne ne le croira. Et, donc, je ne vois pas

d'autre solution que de rompre avec cette droite-là. La question est posée à l'UDF. On ne peut pas imaginer que puissent cohabiter des gens qui seraient favorables à une alliance avec le Front national et d'autres qui y seraient hostiles. Il faut que ceux qui s'opposent radicalement à l'idée d'une alliance avec le Front national et qui n'appartiennent pas au RPR rééchangent d'urgence à ce que sera leur place dans la vie politique.

- J'appelle aujourd'hui ceux qui partagent ces convictions à se réunir et à réfléchir à ce que sera demain notre position. La bataille est d'abord celle du projet politique, qu'il est urgent de refonder ; mais il faut également s'interroger sur l'organisation politique. Tant mieux si c'est dans une UDF clarifiée. Sinon, ce sera en dehors. L'UDF ne peut pas devenir l'alliée du Front national, sinon il ne resterait qu'à la dissoudre. C'est désormais une hypothèse sérieuse.

Propos recueillis par Adrien Favreau à Nantes

Franche-Comté : l'élection du président de région ne devrait pas avoir lieu cette semaine

SUR SON RÉPONDREUR téléphonique, vendredi 20 mars au soir, Jean-François Humbert a trouvé beaucoup de messages d'insultes. Anonymes. Heureusement, des amis l'ont félicité pour sa démission de la présidence du conseil régional. Il a entendu Jack Lang lui rendre hommage à la télévision, puis appris que Raymond Barre avait parlé, dimanche, du choix « très respectable » de cet élu franc-comtois.

Seul des dirigeants de droite, Hervé de Charette l'a aussi appelé. Le président du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF) savait qu'il pouvait compter sur cet « ami de vingt ans », secrétaire général de sa petite composante de l'UDF ; certain qu'il refuserait, comme il l'avait promis durant sa campagne, d'être élu avec les voix du Front national.

Dès vendredi soir, la classe politique franc-comtoise et le candidat de la gauche plurielle pensaient déjà à autre chose : la date de la future élection. De Belfort, le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, expliquait, code général des collectivités locales à l'appui, que l'assemblée devait être convoquée « trois jours » après la séance de vendredi, et non « de doute à trente jours » plus tard, comme l'avaient indiqué les services administratifs ; le préfet de région, Claude Guéant, sommat le doyen de l'assemblée, Pierre Millot (FN), de convoquer

les quarante-trois conseillers régionaux le 23 mars. En vain : dimanche soir, aucun des candidats n'avait reçu d'invitation à se présenter, lundi à Besançon. Au grand dam de Christian Proust, candidat (MDC) de la gauche plurielle, qui souhaitait boucler l'affaire au plus vite. Sans doute pour profiter du désarroi de la droite. Et peut-être avant l'élection des conseils généraux de la Haute-Saône et surtout de Belfort, dont il peut encore réclamer la présidence.

UN SIGNE D'OUVERTURE

M. Humbert a préféré mettre le week-end à profit pour relancer, avec l'aide de M. de Charette, l'idée de sa candidature. Avec dix-sept conseillers régionaux pour la gauche plurielle, dix-sept pour la droite, cette dernière a l'avantage ; sa démission lui donne en outre, explique-t-il, la stature d'un candidat républicain. M. de Charette a appuyé ce raisonnement, dimanche, en s'adressant, dans un communiqué, au « chef de la majorité » : « C'est à [Lionel Jospin] de faire en sorte qu'en Franche-Comté, la gauche, minoritaire en voix, (...) retire son candidat face à Jean-François Humbert pour la présidence. Tout autre attitude confirmerait que le PS joue le Front national contre l'opposition », ajoute-t-il.

M. Chevènement a répondu, sur France 2, que le candidat UDF avait

eu un comportement « normal », « compte tenu des engagements pris », quoique empreint de « dignité ». Précisant « qu'il n'avait pas du tout proposé le retrait de Christian Proust », le président du MDC a aussi ajouté qu'il existait « plusieurs formules possibles » pour « gérer la région en excluant le FN et en tenant compte de tous les points de vue ». Un signe d'ouverture ; tandis que M. Proust milite pour une alternance négociée - trois ans sous sa présidence, trois ans sous celle de M. Humbert - , Pierre Moscovici, nouvel élu au conseil régional, avait évoqué vendredi un simple « code de bonne conduite » entre droite et gauche.

« Un des moyens de débloquer la situation serait d'envisager un certain partage des présidences de commissions », a expliqué M. Humbert, le même jour. M. Proust avait fait la même proposition à la droite.

Dimanche soir, malgré le silence de ses alliés socialistes et les états d'âme de certains de ses alliés verts - Dominique Voynet, victorieuse sur son élection cantonale à Dole - Nord-Est, s'est jusqu'à présent abstenue de tout commentaire - , M. Proust continuait à défendre sa candidature : « En me retirant, je donnerais tort à Jean-Jack Queyranne et raison à Charles Millon. »

Ariane Chemin

Rhône-Alpes : M. Barre souhaite la fin d'une « situation malsaine »

LYON De notre correspondant régional Dimanche soir, le maire de Lyon, Raymond Barre (apparenté UDF), qui était venu commenter les résultats des élections cantonales dans le Rhône et retrouver ses amis politiques, a été accueilli en héros par des élus et des militants socialistes du Rhône. Quatre jours auparavant, l'ancien premier ministre avait, depuis Pékin où il représentait sa ville, lancé un appel en faveur du maire socialiste de Saint-Priest opposé à un adversaire Front national lors du second tour des cantonales. Dimanche 22 mars, l'élu PS a nettement devancé son rival. « Je n'hésiterai pas, toutes les fois que cela se représentera, à faire ce choix », a souligné M. Barre.

La chaleur de ses « amis » socialistes était sincère. Ils avaient eu connaissance, quelques minutes plus tôt, du jugement très sévère porté par M. Barre à l'encontre de M. Millon : « L'acceptation de voix du FN est une faute politique grave (...). Elle offre au Front national une reconnaissance insupportable de respectabilité démocratique (...). Il est éminemment souhaitable qu'un terme soit mis rapidement à cette situation malsaine. J'espère en tout cas que les conseillers régionaux UDF et RPR s'abstiendront de participer à un exécutif régional dont l'action s'exercera en fait sous l'emprise du FN. » Gérard Collomb (PS), principal opposant de M. Barre au sein du conseil

municipal de Lyon et conseiller régional, a eu un bref entretien avec ce dernier. Il rapporte que l'ex-premier ministre prône la constitution d'une « grande coalition » droite-gauche.

Charles Millon a reconnu dimanche sur France 2 qu'il avait rencontré le chef du FN en Rhône-Alpes, Bruno Gollnisch, le 18 mars, pour « préparer la session ». Mais il a affirmé qu'aucun com de cette rencontre n'y a eu « ni accord secret, ni transaction, ni marchandage ». M. Gollnisch affirme le contraire : « Il n'a été bien évidemment question que de son élection [celle de M. Millon] et des contreparties ». Il ajoute : « Nous avons convenu de dire qu'il n'y a pas d'alliance entre nous, d'accord de mandature, de gestion commune de la région, mais qu'il existe des terrains d'accords : six points de convergence politique (...). Nous avons préparé tout cela dans l'après-midi du mercredi 18 mars entre 15 et 16 heures. Si M. Millon estime que tout ça est un affreux malentendu, que ce n'est pas ce qui s'est passé, qu'il démissionne en faisant savoir qu'il ne souhaite pas les voix du Front national. Tout redeviendra clair. »

Le socialiste Jean-Jack Queyranne exige le départ de Charles Millon : « Il ne peut pas continuer à mentir. S'il a encore un brin de conscience, qu'il démissionne ! »

Claude Francillon

M. Sarkozy évoque l'« addition » présentée par le Front national

● Lionel Jospin : « Lourd de sens et plein d'espérance », mais aussi « jour d'inquiétudes », le week-end « ne s'achèvera que lundi lorsque nous saurons ce qui sera fait dans quelques grandes régions de France », a déclaré le premier ministre, dimanche soir à Toulouse. M. Jospin visitait les quatre régions - Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), Haute-Normandie et Ile-de-France - qui pourraient demeurer à droite en cas d'alliance avec le Front national.

● François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste, estime que la droite classique et la gauche devraient essayer de « s'en sortir collectivement » face au FN.

● Robert Hue, secrétaire national du PCF, a affirmé, sur France 2, que « de nombreux électeurs ont sanctionné la mise en cause du suffrage universel par les alliances » de la droite avec le FN. Il a appelé à « un sursaut de toute la société ».

● Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, a appelé à « contenir d'abord et réduire ensuite » le Front national, qui exerce une « influence délétère » en France. Il faut « faire vivre les valeurs républicaines », a-t-il ajouté.

● Nicolas Sarkozy, secrétaire général du RPR, a souligné, sur TF 1, qu'il n'aura pas fallu « 24 heures » pour que le FN « présente l'addition », en faisant référence à la revendication par Jean-Marie Le Pen de la présidence de la région PACA. L'attitude des cinq présidents de région (élus avec les voix du FN) a « contribué à déboussoler une partie large de notre électorat », qui ne s'est pas « mobilisée » au deuxième tour.

● Jean-Claude Gaudin, président sortant (UDF-DL) du conseil régional de PACA, a pointé aussi, dans une déclaration à l'AFP, la responsabilité des cinq présidents élus avec les voix du FN qui « ont fait perdre » les élections cantonales à la droite, et qui « ont permis à la gauche de se mobiliser fortement ».

● Alain Madelin, président de Démocratie libérale, a indiqué, sur France 2, qu'« il n'y a pas de drame à accepter les voix du FN quand il n'y a pas accord ou compromission ». Pour M. Madelin, c'est le cas tant en Rhône-Alpes qu'en Languedoc-Roussillon.



Franc... teta...

1350 1000

سازمان اطلاعات

SI LE DÉSHONNEUR DEVAIT REJAILLIR SUR TOUTE LA DROITE, IL FAUDRAIT TRICHER D'AVANTAGE.



Ile-de-France : la droite tétanisée

VENDREDI 20 MARS, Edouard Balladur avait donné l'impression aux conseillers régionaux RPR qu'il hésitait encore sur la conduite à tenir. Dimanche soir, la réponse est tombée par la bouche de François Millon. Interrogé sur France 2 sur la confirmation de la non-candidature de l'ancien premier ministre à la présidence du conseil régional d'Ile-de-France, le porte-parole du RPR a répondu: « Absolument. M. Balladur a toujours dit qu'il ne serait pas candidat, et c'est un homme de parole. »

Le seul volontaire, Didier Julia, tête de liste en Seine-et-Marne, rejeté par une très large majorité du groupe RPR lors de l'élection de son président. Or, s'il s'agit maintenant, pour le RPR, de trouver un représentant non suspect de rechercher des alliances avec le FN, le député de Seine-et-Marne n'est pas le mieux placé.

Car, outre le marchandage proposé par M. Le Pen, le second tour des cantonales a montré le désarroi de l'électorat de droite, déboussolé par les alliances déjà conclues. En Ile-de-France, la gauche progresse partout, et gagne même le département de l'Essonne... où le FN s'est désisté, à grand renfort de publicité, mais sans succès, pour une candidate RPR.

Pascale Sauvage

M. Chirac fait savoir qu'il a tenté de dissuader M. Millon d'accepter les voix du FN

APRÈS les déchirements, la déroute. L'opposition a perdu, dimanche 22 mars, au second tour des élections cantonales, dix départements au profit de la gauche, laquelle l'égalait en sièges dans trois autres conseils généraux, et subit une érosion très générale de ses positions.

Dans cette ample défaite, qui touche également les deux formations, plusieurs dirigeants du RPR et de l'UDF, hostiles à l'élection de présidents de conseils régionaux grâce aux voix du Front national, ont immédiatement vu un message de désapprobation des électeurs. Sur TF 1, le secrétaire général du RPR, Nicolas Sarkozy, a ainsi accusé les cinq présidents de conseils régionaux élus avec les voix de l'extrême droite d'avoir « contribué à déboussoler une partie large de notre électorat ».

Un peu plus tard, Patrick Devedjian, député (RPR) des Hauts-de-Seine, a déclaré, sur France 3, que « c'est certainement Jean-François Mancel qui a contribué à faire battre beaucoup de ses amis du RPR ».

D'une façon générale, la direction du RPR se satisfait que les accords passés dans plusieurs départements entre candidats de droite et d'extrême droite ne se soient pas révélés payants sur le plan électoral. Elle veut croire que ceci servira de leçon à ceux de ses élus qui seraient encore tentés de conserver, lundi 23 mars, les conseils régionaux d'Ile-de-France, de Provence-Alpes-Côte d'Azur, de Midi-Pyrénées et de Haute-Normandie au prix de nouveaux accords avec le FN. Même Alain Juppé a témoigné de sa solidarité avec la nouvelle direction du RPR dans une déclaration qui ne valait pas que pour la Gironde. « Nous devons maintenant rassembler (...) ceux qui veulent préparer la reconquête et le faire de manière différente des habitudes du passé, d'abord, sur des principes sans ambiguïté, ensuite avec un projet mobilisateur et enfin avec des équipes profondément renouvelées », a affirmé l'ancien premier ministre.

A l'UDF, Jean-Claude Gaudin partage cette analyse. Le maire (UDF-DL) de Marseille, qui épaula François Léotard dans sa tentative d'éviter une collusion entre une partie de la droite et le Front national en Provence, a estimé que l'opposition avait perdu les cantonales à cause de « ceux qui ont accepté vendredi d'être élus avec les voix du Front national » et qui ont « profondément troublé » l'électorat de droite.

Alain Madelin fait le constat inverse. Sur France 2, le président de Démocratie libérale a évalué qu'environ « un quart, un tiers », de son électorat ne comprend pas que la droite recuse « par principe » les voix du Front national et livre « sur un plateau » des régions à la gauche.

La soirée a donc confirmé que les dirigeants de la confédération pourront difficilement éviter une franche explication au bureau politique, qui se réunira mardi 24 mars. Figureront notamment à l'ordre du jour les mesures de suspension prononcées par M. Léotard à l'encontre des cinq présidents de conseils régionaux élus grâce aux voix du Front national que le bureau politique peut, ou non, transformer en exclusions. M. Madelin n'y est pas favorable. Il a renouvelé son soutien à Charles Millon, Jacques Blanc et Bernard Harang, tous membres de DL, auprès de qui, a-t-il expliqué, il s'est assuré qu'aucun accord

verse l'opposition s'apparente davantage à un « psychodrame » qu'à un divorce, tandis que le président de Force démocrate souhaite que l'opposition ne tombe pas dans le « piège » tendu par le Front national, qui consiste à la « faire éclater »: la « responsabilité » de la droite, a ajouté M. Bayrou, « c'est de refuser cet éclatement ».

Deux autres personnalités de l'UDF ne veulent pas rester absentes du débat dans la crise que traverse la droite. Fort de sa réélection incontestable en Auvergne, Valéry Giscard d'Estaing a l'intention de mettre à profit sa présence sur TF 1, lundi, pour ré-

entendre, quelques secondes plus tard, qu'il avait été « touché par les remarques » de M. Barre et du chef de l'Etat. Malgré lui, il indiquait ainsi que, comme le maire de Lyon, M. Chirac désapprouvait son élection. Ces propos incitaient l'Elysée à apporter aussitôt quelques précisions. Dans un premier temps, un conseiller faisait savoir que cette conversation avait eu lieu avant l'élection de M. Millon et qu'elle était destinée à faire le point sur la région Rhône-Alpes. Pour que les choses soient encore plus claires, l'entourage du président soulignait, dans un deuxième temps, que M. Chirac avait tenté de « dissuader » l'ancien ministre de la défense de se faire réélire avec les voix du Front national.

S'il a fait connaître sa désapprobation à M. Millon, M. Chirac a tenu aussi à féliciter personnellement, vendredi, ceux des présidents de région élus sans faire d'alliance avec le Front national. Ce fut le cas, notamment, de l'ancien ministre des PME dans le gouvernement d'Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin, réélu président (UDF-DL) de Poitou-Charentes, qui a été complimenté pour la « netteté » de son élection.

Pour l'Elysée, l'essentiel est à venir. De la confusion qui règne dans l'opposition, notamment au sein de l'UDF, M. Chirac peut espérer tirer profit en s'imposant aux états-majors comme la seule référence à droite. Il a pris son parti de la défaite et répète que la reconstruction sera lente. D'ici dimanche soir, M. Chirac a sans doute suivi avec attention les résultats des élections cantonales dans son ancien fief corrézien. Même là, les électeurs ont envoyé un net avertissement au tout-puissant RPR.

M. Barre n'a pas été le seul à critiquer M. Millon. Interrogé sur France 2, le président du conseil régional Rhône-Alpes a confirmé avoir reçu un appel de Jacques Chirac. Une « conversation privée », affirmait-il, tout en laissant

Cécile Chambraud, Pascale Robert-Diard et Jean-Louis Saux

Pour Patrick Devedjian, député (RPR) des Hauts-de-Seine, « c'est certainement Jean-François Mancel qui a contribué à faire battre beaucoup de ses amis du RPR » au second tour des élections cantonales

n'aurait été passé avec le Front national: « Il n'y a pas de drame à accepter les voix du FN quand il n'y a pas accord ou compromission », a-t-il répété sur France 2. François Bayrou, au contraire, a refusé de croire que l'on puisse obtenir « des voix sans donner quelque chose en échange ».

En dépit de ces divergences d'analyse, les présidents des deux principales composantes de l'UDF ont pris garde à ne pas se lancer des paroles irréparables. Bien que favorable à ce que « l'on tire toutes les conclusions » de l'élection grâce aux voix du Front national des cinq présidents de région, M. Bayrou s'est bien gardé d'employer le mot d'exclusion. M. Madelin fait mine de croire que la crise que tra-

Jean Tiberi échappe à une fronde d'une partie du RPR

LES ÉLECTIONS régionales auront sauvé Jean Tiberi d'une offensive préparée de longue date pour le déloger de l'Hôtel de Ville. Non pas que les résultats de Paris, où la gauche a progressé, ni en particulier ceux de son fief du 5^e arrondissement, où elle obtient quatre points de mieux que sa moyenne dans la capitale, aient électoralement conforté le maire de Paris. Mais l'élection de plusieurs présidents de région grâce aux voix du Front national crée une telle confusion à droite que l'Elysée n'a finalement pas donné le feu vert attendu par Bernard Pons, député RPR de Paris et meneur de la fronde annoncée. Lundi 23 et mardi 24 mars, la séance budgétaire, au cours de laquelle M. Pons, avec l'appui de Jacques Toubon, maire du 13^e arrondissement, et de Claude Goasguen, député UDF du 16^e, devait prendre l'initiative de se dérouler le plus normalement du monde.

M. Toubon, actuellement conseiller du président de la République, a renoncé à la création d'un nouveau groupe au sein du conseil de Paris, groupe destiné à faire pression sur M. Tiberi. Si M. Pons apparaît comme le meneur de la

contestation interne à la droite, il affirme ne pas être lui-même candidat à la Mairie de Paris. En revanche, il n'hésite pas à déclarer que « Jacques Toubon est parmi les élus parisiens qui ont vocation à être un jour maire de Paris ».

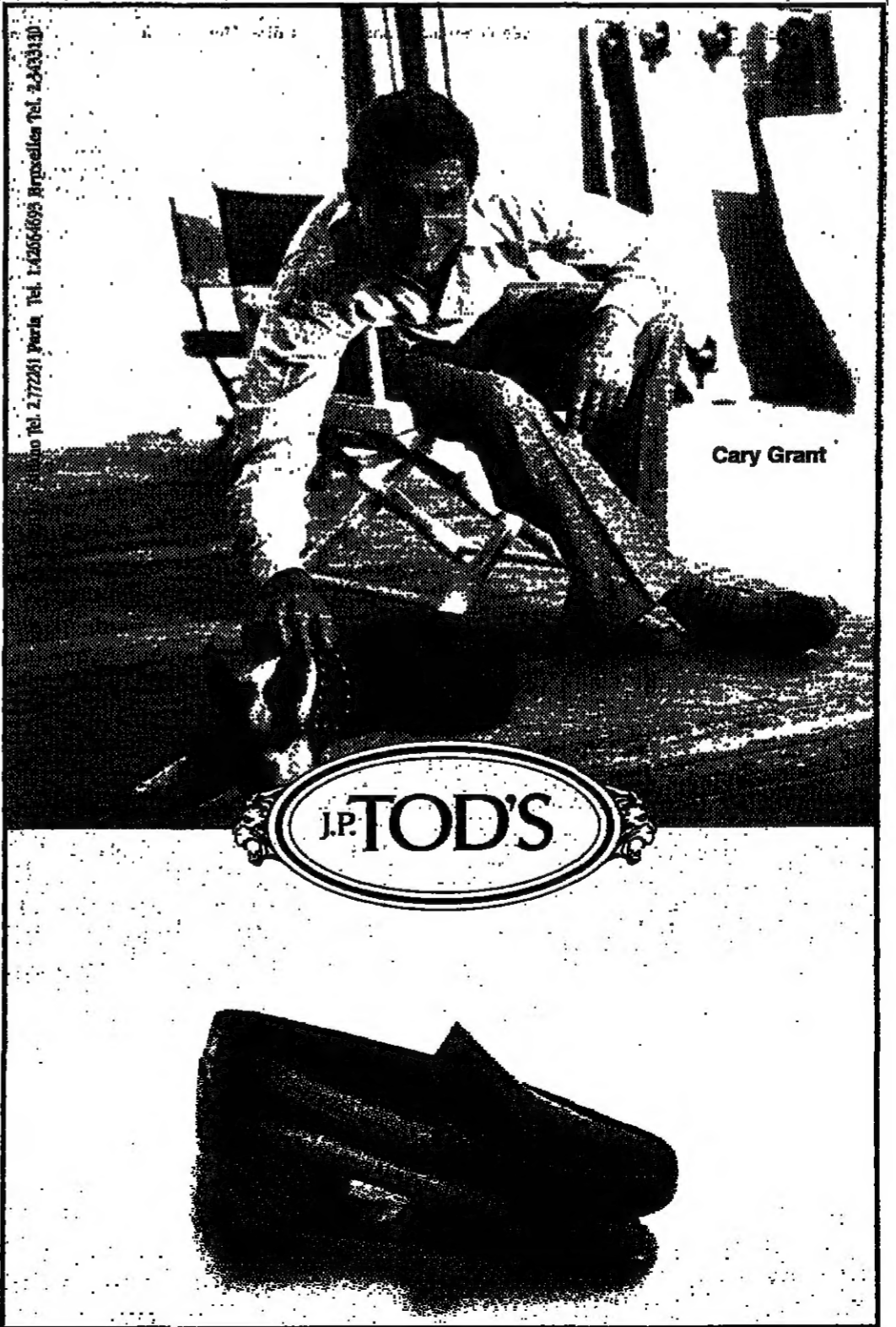
« AUCUN PROBLÈME » Le lundi suivant les régionales, M. Pons, dans un entretien publié par Le Figaro, déclarait que la droite avait « un véritable problème sur Paris ». M. Goasguen, pour sa part, prédisait « un découplage » entre la vie politique parisienne et celle de l'Hôtel de Ville. M. Tiberi a aussitôt réagi avec fermeté, lors d'une réunion de la majorité municipale sur le budget, en affirmant être le « patron » de la droite parisienne. Il réaffirmait, mercredi 18 mars, ne pas « voir pourquoi le problème de sa succession se pose-rait ». « Ceux, ici ou là, qui pourraient penser le contraire se trompent... Je n'ai rien à me reprocher sur le plan moral ou autre (...). Il n'y a aucun problème, l'union RPR-UDF à l'Hôtel de Ville est solide », déclarait-il, ajoutant que la droite parisienne « n'a pas à craindre d'échec » aux municipales, au regard des résultats des

régionales qui la maintiennent en tête à Paris.

Le soir même, sur LCI, il s'en prenait notamment à Bernard Pons. Il « essaie d'avoir une activité (...) c'est un homme qui n'est pas l'avenir pour Paris (...), son âge n'est pas un élément qui lui permette d'espérer », a-t-il déclaré.

Entre-temps, le maire de Paris s'était assuré du soutien de son premier adjoint et président du groupe UDF, Jacques Dominati, sans lequel aucune révolution de palais ne peut aboutir. « J'ai été approché, mais qu'on ne compte pas sur l'UDF pour régler le problème du RPR », a déclaré Jacques Dominati dont le groupe, dit-il, votera le budget. « Jean Tiberi a été mis en place par le président de la République. Quand il n'aura plus sa confiance, qu'on nous le fasse savoir », ajoute-t-il. Il ne reste à Bernard Pons qu'à constater la solidité de l'« axe Tiberi-Dominati », renforcé, en fait, par le risque de division du RPR. « A moins qu'il ait aussi scission », se plaint-il à imaginer, comptant visiblement sur une initiative de M. Goasguen.

Pascale Sauvage



Le Front national ne parvient pas à s'implanter dans les conseils généraux

Le Parti socialiste a plus que doublé le nombre de ses élus cantonaux sortants. Il détient dorénavant 1 140 sièges sur 3 857 dans les assemblées départementales. Le RPR a perdu 213 sièges et l'UDF, 181. L'extrême droite a fait élire 3 des siens

Jamais sous la V^e République, une formation politique n'a remporté un tel succès, en faisant plus que multiplier par deux le nombre de ses conseillers généraux renouvelables. Le Parti socialiste, qui avait 312 élus sor-

tants, en compte, depuis dimanche 22 mars, 647 dans cette série de 1998, s'ajoutant à la série qui sera renouvelée en 2001. Avec 136 sièges, le Parti communiste gagne 36 cantons. Dix départements basculent à gauche.

Dans l'opposition parlementaire, le RPR et l'UDF subissent un revers en perdant, pour le premier, 213 sièges sur 555, et pour le second, 181 sièges sur 498. Le Front national, qui avait passé des accords de désistement

réci-proque dans certains cantons et comptait provoquer un nouvel électrochoc, ne remporte que trois sièges. Ils s'ajoutent aux cinq qu'il détenait auparavant dans la série renouvelable en 2001. Cet échec a pour

la droite valeur d'enseignement alors qu'elle vient de conquérir cinq présidences de région avec l'appui des voix de l'extrême droite, semant apparemment le trouble au sein même de son électorat.

LA RÉALITÉ vaut mieux que tous les sondages. Si les états-majors du RPR et de l'UDF voulaient avoir une idée précise de l'effet produit par des alliances de fait avec le Front national, ils ont été largement instruits, dimanche 22 mars, par le second tour des élections cantonales. Eclipsé par le scrutin régional du 15 mars, que la droite a voulu utiliser, au début de la campagne, comme vote-sanction de l'action du gouvernement, avant de lui conférer un caractère beaucoup moins national, le renouvellement de la moitié des conseillers généraux était plutôt considéré comme une épreuve locale sans signification politique excessive.

C'était sans compter avec la déstabilisation de l'électorat provoquée par l'accession, vendredi 20 mars, de présidents UDF à la tête de cinq régions grâce à la complexité du bulletin de vote des élus du Front national. D'un coup, la consultation locale s'est muée en test national. Finalement, la gauche augmente son nombre de sièges comme jamais une force politique ne l'avait fait dans le passé.

QUATRE PARTAGES PARFAITS

Avec, en métropole, 647 conseillers généraux élus sur les deux tours de scrutin, le Parti socialiste efface son échec de 1992 et fait plus que doubler le nombre de cantons qu'il détenait dans cette série, soit 312 depuis six ans. Son gain est donc de 335 cantons. Cette progression lui permet d'arracher neuf départements à la droite : l'Aisne, l'Ardèche, le Finis-

	MÉTROPOLE	OUTRE-MER	NATIONAL
Inscrits	15 960 831	221 021	16 181 852
Votants	8 783 458	119 164	8 902 622
Abstentions	44,97 %	46,08 %	44,98 %
Blancs et nuls	5,49 %	5,96 %	5,50 %
Exprimés	8 300 926	112 059	8 412 985

FAMILLES POLITIQUES	Nombre de voix obtenues	Suff. exp. (%)	Inscrits (%)	Nombre de voix obtenues	Suff. exp. (%)	Inscrits (%)	Nombre de voix obtenues	Suff. exp. (%)	Inscrits (%)
Total gauche	3 927 823	47,32	24,61	59 689	53,27	27,01	3 987 512	47,40	24,64
dont PS	2 849 585	34,33	17,85	11 036	9,85	4,99	2 860 621	34,00	17,68
PC	508 509	6,13	3,19	-	-	-	508 509	6,04	3,14
Total droite	3 716 530	44,77	23,29	43 990	39,26	19,90	3 760 520	44,70	23,24
dont RPR	1 418 655	17,09	8,89	15 161	13,53	6,86	1 433 816	17,04	8,86
UDF	1 294 490	15,59	8,11	5 731	5,11	2,59	1 300 221	15,45	8,04
Extrême gauche	12 773	0,15	0,08	-	-	-	12 773	0,15	0,08
FN	616 343	7,42	3,86	-	-	-	616 343	7,33	3,81
Divers	27 457	0,33	0,17	8 380	7,48	3,79	35 837	0,43	0,22

terre, le Gers, la Meurthe-et-Moselle, le Nord, le Puy-de-Dôme, les Pyrénées-Orientales et l'Essonne. Un dixième conseil général, celui de l'Ailier, a été conquis par le PCF, qui n'en gérait précédemment que deux. Quatre autres départements voient un partage parfait de leurs sièges entre la droite et la gauche : les Alpes-de-Haute-Provence, la Drôme, le Vaucluse et la Haute-Saône. Si les trois premiers semblent devoir rester acquis à la droite au bénéfice de l'âge, le quatrième devrait basculer à gauche pour la même raison.

Le Parti communiste voit le nombre de ses conseillers passer de 100 à 136. Avec 126 sièges, les divers gauches enregistrent une progression de 51 sièges et les autres formations de la gauche « plurielle » bénéficient, elles aussi, de la poussée générale : Parti radical de gauche (+5, avec 36 sièges), Mouvement des citoyens (+2, avec 12 sièges) et les Verts, qui ont un élu supplémentaire, soit désormais 2, avec Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Avec 959 cantons détenus contre 529 avant le renouvelle-

ment, la gauche « plurielle » dans son ensemble enregistre une progression de 430 cantons. La droite est frappée par une régression symétrique : elle perd 417 sièges, passant de 1 399 sièges à 982. L'UDF et le RPR sont touchés dans les mêmes proportions (-38,4% et -36,3%). La confédération libérale et centriste tombe de 555 cantons à 342, soit une perte de 213, alors que le parti gaulliste chute de 498 cantons à 317, soit un recul de 181. Le recul est bien moindre pour les divers droite, qui ne perdent que 17 cantons (317 contre 334). Globalement, la proportion de cantons détenus par la gauche dans cette série passe de 27% en 1992 à 49% en 1998. Du côté de la droite, cette proportion passe de 72% à 50%.

Au total, la droite maintient toutefois sa domination sur la France cantonale en étant majoritaire, sans avoir recours à l'âge, dans 61 départements métropolitains, contre 76 avant ces cantonales, alors que la gauche le devient dans 30, sans le bénéfice de l'âge, au lieu de 20 auparavant.

Une des grandes données de ce scrutin est aussi le résultat

contrasté obtenu par le Front national. Autant l'extrême droite a montré, et devrait encore prouver, lundi 24 mars, son extraordinaire pouvoir de nuisance dans l'élection des présidents des conseils régionaux, autant sa puissance sera nulle dans les conseils généraux. Le parti de Jean-Marie Le Pen a pris, en duel, trois cantons - Marnaise (Bouches-du-Rhône), Noyon (Oise) et Toulon-5 (Var) - qui s'ajoutent aux cinq (non renouvelables) qu'il détenait déjà. Le mode d'élection montre à quel point la proportionnelle peut bénéficier à une force minoritaire, alors que le scrutin majoritaire uninominal provoque le phénomène inverse, tout en créant plus facilement des majorités.

ÉCHEC DES BARRAGES FACE AU FN
La tactique de désistements réciproques avec la droite, que le Front national a tenté de mettre sur pied ici ou là, n'a guère été payante. Elle n'a jamais permis à l'extrême droite de passer et elle a souvent compromis l'élection du candidat de l'opposition qui s'engageait dans cette voie au second tour. C'est l'exemple de Bernard

Trois départements manqués à un siège près

En dehors des 10 départements qui ont basculé à gauche - 9 au profit du PS et 1 pour le PC, qui en présidera ainsi 3, avec la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne -, la majorité « plurielle » progresse dans presque tous les départements, sauf la Corse-du-Sud, la Lozère, la Meuse, le Haut-Rhin, le Tarn-et-Garonne et l'Yonne, où elle reste stable et minoritaire. A contrario, elle est dominiatrice dans l'Ariège, où le PS détient 21 des 22 sièges. La gauche a beaucoup progressé en Haute-Garonne, qu'elle dirige déjà, suscitant les félicitations de Lionel Jospin, qui en est un des conseillers généraux. Mais il lui a manqué un siège pour être majoritaire dans la Creuse, en Ille-et-Vilaine et en Charente.

Blois (UDF-DL), conseiller général sortant, qui avait pris la tête des élus prêts à accepter les voix du Front national pour barrer la route à la gauche « plurielle » en Haute-Normandie, et qui s'est retrouvé battu, dimanche soir, par Claude Béhar (PRG), donné éliminé, par erreur, dans *Le Monde* du 17 mars.

Globalement, les candidats de droite ont réalisé, dans 71 départements, une meilleure progression, en pourcentage, que les candidats de gauche, si on prend comme référence le potentiel des voix de chaque camp au premier tour. Cela tend à montrer que les électeurs frontistes se sont plus ou moins reportés sur eux, alors même que l'abstention grimpeait, sans pouvoir les autoriser à devancer la gauche.

Pour autant, le barrage mis en place face au Front national n'a pas résisté là où l'extrême droite est forte. Ainsi, à Toulon et Marnaise, la gauche s'était-elle désistée ici, et la droite là, pour laisser un seul candidat républicain affronter celui de l'extrême droite. En vain. Mais deux cantons gagnés donnent-ils une région ?

Olivier Biffaud

Le Finistère, « un petit point rose en haut, à gauche »

QUIMPER

de notre correspondante régionale

Au bar du conseil général, à Quimper, la joie des socialistes est contenue. Dans une pièce voisine d'une l'ancien maître des lieux, Charles Miossec (RPR), en compagnie de quelques proches : les élus de sa majorité ont vite déserté les lieux. Mais à Brest, les troupes du maire, Pierre Maille (PS), triomphent bruyamment. Comme prévu, c'est dans la grande ville du Finistère que s'est jouée l'élection. Ainsi qu'elle l'espérait, la gauche y réalise un « grand chelem », comme aux législatives.

Depuis 1997, décidément, Brest - où le dernier congrès du PS a eu lieu, en novembre 1997 - lui réussit. Les Brestois, pris dans les soubresauts des restructurations militaires, auraient mal pris que cette grand-messe soit organisée ailleurs que chez eux. « Sans le congrès, nous n'aurions pas gagné le département aujourd'hui », affirme Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche, venu en voisin, à Quimper, de son fief de Mellac. Beaucoup l'attendaient à la tête de la future assemblée départementale. Dès 20 heures, un communiqué lève toute ambiguïté : ministre il est, ministre il restera. On n'abandonne pas son poste en pleine préparation d'une loi d'orientation agricole en France et d'une réforme de la politique européenne.

Lionel Jospin est sourcilieux sur le cumul des mandats. « J'ai dit oui à Lionel », sourit M. Le Pensec. Les socialistes devraient donc choisir Pierre Maille,

maire de Brest, pour présider le conseil général. Dans le Finistère, qui passe à gauche pour la première fois de son histoire, les socialistes doutaient de leur victoire après leurs résultats décevants aux régionales. Le malaise, voire la colère, né à droite des alliances avec le Front national pour l'élection des présidents de cinq assemblées régionales leur a sans doute un coup de pouce décisif. Charles Miossec admet que le climat national a pu jouer, y compris à la pointe de la Bretagne, où le Front national obtient pourtant des scores limités.

UNE FÊTE UN PEU GÂCHÉE

« Un point rose en haut et à gauche de la carte de France n'efface pas la couleur sombre qui a investi notre pays il y a deux jours », déplore Louis Le Pensec. Ce vendredi-là, celui des alliances droite-FN, gâche un peu la fête. « C'est ce que la politique peut montrer de pire », estime le maire de Quimper, Bernard Poignant (PS). Les militants hochent la tête gravement et s'interrogent. Comment des membres de l'UDF - des « descendants du MRP » démocrate-chrétien, un mouvement que l'on connaît bien ici - ont-ils pu céder aux sirènes du FN ? Résistant et cofondateur du MRP André Colin a marqué ce département. « Il doit se retourner dans sa tombe », lance une militante devant la salle qui porte le nom de cet ancien président du conseil général.

Martine Valo

Meurthe-et-Moselle : battue, la droite va régler ses comptes

NANCY

de notre correspondante
« Je ne porterai pas de jugement ce soir. Mais je chérirai, voyez-moi, d'où vient cette défaite. Je perds

REPORTAGE

« C'est une période de purgatoire à passer », commente André Rossinot

Le département pour douce voix... Jacques Baudot, sénateur UDF-FD, président sortant du conseil général de Meurthe-et-Moselle, était grave et courroucé, dans la soirée du dimanche 22 mars, à la préfecture. L'instant d'avant, Michel Di-net, instituteur, maire (PS) de Vannes-le-Chatel, futur président de l'assemblée départementale, était arrivé, salué par les applaudissements. La gauche enlève six nouveaux cantons (Vandœuvre-Est, Conflans-en-Jarnisy, Tomblaine, Nomeny, Nancy et Villers-lès-Nancy). Le nouveau conseil général comportera 27 conseillers de

gauche - si l'on compte Pierre Mersch, élu non inscrit du canton de Longuyon - et 21 pour la droite.

Dans les prochains jours, la droite va régler ses comptes. La plus grosse surprise vient de la défaite de Jean Bernadoux, sénateur (UDF-FD) et maire de Villers-lès-Nancy, qui s'incline de douze voix devant Pascal Jacquemin (PS), cadre à la SNCF. Au premier tour, sur ce canton remodelé, le maire (UDF-Rad) de Maxville, Henri Bé-gorre, s'était présenté. M. Baudot avait dû mener de longues tractations pour obtenir son retrait. Mais la situation de Jean Bernadoux restait compromise, empoisonnée par un rapport de la chambre régionale des comptes sur sa gestion municipale, exploité par ses adversaires.

Les dissensions de la droite ont joué aussi à Nancy-Nord, où le député socialiste de Briey-Pont-à-Mousson, Jean-Yves Le Déaut, l'emporte devant un RPR, François Werner. Au premier tour, trois « quadras », un UDF et deux RPR, s'affrontaient. Le déjeuner de « rhabillage » qui les a réunis le 17 mars n'a pas modifié la donne. Dimanche, M. Werner ne décollait pas contre « les gens à droite qui nous flinguent et veulent tout garder pour eux ». Désormais, André Rossinot, maire (UDF-Rad) de Nancy, doit compter avec cet élu socialiste qui ne cache pas qu'il va, avec ses amis, « réfléchir à une stratégie pour Nancy ». « C'est une période de purgatoire à passer ; dans trois ans, il y aura une autre série pour le département », commente M. Rossinot.

Secousse également à Vandœuvre-Est, où le maire RPR, François Nicolas, doit s'incliner devant Stéphane Hablot, conseiller

municipal PS. Ici, le remodelage cantonal aura été fatal à la droite. Le Pays Haut confirme son ancrage à gauche. Deux communistes étaient seuls en lice à Audun-le-Roman et à Herseange. A Ville-rupt, Alain Casoni, le sortant communiste, s'était inquiété du maintien, malgré les pressions de la fédération socialiste, de Christiane Witwicki, qui l'avait battu aux élections municipales. Au final, M. Casoni l'emporte et se reprend à rêver de la mairie de Ville-rupt.

Monique Raux

bravo à tous les Élus !

Vous venez d'être élu ou réélu Conseiller Général. Bravo !

La SBE, Banque des Élus Locaux, est heureuse de vous présenter tous ses voeux de pleine réussite.

Vous êtes Élu Municipal, Départemental ou Régional ?

Ludovic Letellier et son équipe se tiennent à votre disposition pour étudier avec vous les solutions adaptées à tous vos besoins financiers :

Prêt personnel Élu Local - Prêt Démocratie
Compte spécifique Élu Local - Épargne - Immobilier...

Numéro d'appel réservé aux Élus Locaux
01 45 58 77 11

SBE - Banque des Élus Locaux  Groupe Banques Populaires

Tous les nouveaux élus

Le Guide du Pouvoir

Conseillers régionaux et généraux, parlementaires, cabinets ministériels...

Organigrammes, biographies et photos
12e édition (3 volumes) 990 frs inc

Éditions Jean-François Dumortier
Tel. 01 42 46 58 10

Formation bac+4 ans bilingue français-anglais commerce-gestion

- Certificat homologué par l'État au niveau II - bac + 4
- Échanges avec les États-Unis en cours de scolarité

avec préparation intégrée aux grands MBA mondiaux

mba Institute

38 rue des Blancs Manteaux 75004 Paris
01 42 78 95 45

المجلس الوطني

أنا من اليمين

JE NE SAVAIS PAS CE QUI
RISQUAIT LE PLUS DE FAIRE
MONTER LE FN: VOTER
À DROITE OU S'ABSTENIR.



Nord : le basculement consacre la fin d'un long malaise

LILLE
de notre correspondant régional
Divine surprise pour la gauche dans le Nord. Elle espérait seulement la reconquête d'un département.

REPORTAGE
Une divine surprise pour la gauche, qui a gagné 15 sièges là où il lui en fallait 7

ment qui avait toujours voté à gauche, entre PS et PC, mais avait basculé à droite en 1992. Ce que l'on avait pris alors pour un petit accident s'était traduit par la perte de trois sièges supplémentaires en 1994. Au vu des résultats du 15 mars, la gauche croyait pouvoir remonter son handicap de sept sièges mais ne s'attendait pas à une victoire absolue. Encore dans les mémoires, la défaite de 1992 reposait en partie sur des reports de voix catastrophiques, par exemple dans le canton de Valenciennes, et souvent dans l'ancien bassin minier. S'y ajoutait le choix stratégique de la direction du PC vers la gauche « piémontaise », qui pouvait faire grossir sur sa gauche un vote protestataire, marqué aux régionales par le succès de Lutte ouvrière (7 élus).

Le PS affichait des ambitions si modestes que, au soir du premier tour, Pierre Matroy considérait que la seule reconquête des deux cantons de Lille (Sud-Ouest et Nord-Est) constituerait une grande victoire. Il songeait particulièrement à son ancien canton de Lille-Sud-Ouest, conquis par Colette Codaccioli en 1989. Quant aux communistes, ils s'étaient fixés comme objectif de ne perdre aucun canton sur les six remis en jeu, et éventuellement d'en reconquérir un ou deux dans le sud du département.

La victoire a été bien au-delà, puisque la gauche a gagné quinze sièges là où il lui en fallait sept. Le résultat du second tour a confirmé les impressions d'une campagne où l'on a vu des militants manifestement satisfaits de se retrouver après des années de malaise. Dans les cantons les plus chargés de contentieux, la hache de guerre a bel et bien été enterrée.

A droite, le scrutin du 22 mars

n'a fait qu'aggraver les revers prévisibles d'une bataille mal engagée. Jacques Donnay, président sortant exclu du RPR, ne semblait guère pressé de laisser la place à Jean-René Lecerf, premier vice-président RPR du conseil général, avec lequel il n'entretenait pas les meilleurs rapports. Cela ne pouvait déboucher, dans une droite par ailleurs divisée, que sur une campagne un peu molle.

Les instances nationales ont semé le désarroi chez les cadres comme chez les militants en ne sachant pas trancher dans l'affaire Bodo-Vasseur. Du pain béni pour le Front national. Entre les deux tours, les rebelles du RPR - le clan de Jacques Donnay - s'attendaient à un échec. Mais ils n'étaient pas mécontents d'avoir montré, en refusant toute alliance avec le FN, un peu plus de rigueur républicaine que certains de ceux qui les avaient exclus la veille. Là où ils attendaient un peu de reconnaissance de leur électorat, leur score relève du désaveu.

DEUX PRÉTENDANTS PS

A gauche comme à droite, personne n'avait, au soir du 22 mars, mesuré les conséquences d'une défaite beaucoup plus forte que prévu. Elle balayait en tout cas ce qui aurait été, dans la réorganisation régionale et départementale du Nord-Pas-de-Calais, la question politique majeure en cas de majorité fragile : le conseiller général communiste de Valenciennes-Sud, Elie Salengros, vient d'être déclaré inéligible à la suite d'une série de condamnations, dont une pour prise illégale d'intérêts. Le nouveau département ne prendra son visage définitif qu'après son remplacement, mais il ne risque plus de rebasculer à droite, même après une partielle défavorable. Aussi est-ce sans remords que le comité fédéral du PS devait désigner, dans la soirée du mardi 23 mars, son candidat à la présidence. Deux prétendants sont sur les rangs : Bernard Derosier, député et ancien président du conseil général de 1985 à 1992, et Paul Raoult, sénateur, élu d'un « Sud », le Valenciennais, qui se sent très à l'écart dans le département du Nord.

Pierre Cherruau

Corse : déception à gauche, grand buffet unioniste à droite

AJACCIO
de notre envoyée spéciale
Pourquoi il vote ? Il hausse les sourcils, surpris. « Pour le travail », répond-il, comme si

REPORTAGE
« On a raté le coche dès le premier tour », regrette un partisan d'Emile Zuccarelli

c'était une évidence. « Il faut qu'on soit bien avec le maire à cause des marchés qu'on a dans les cantons », précise le jeune homme, étonné qu'on s'étonne. La petite entreprise familiale où il travaille avec son père ne doit-elle pas, depuis toujours, sa modestie prospérité à la bienveillance des édiles locaux ? « Le maire, je le connais, on se salue », ajoute le candidat électeur, une pointe de fierté dans la voix. Son copain, à peine plus âgé que lui, opine du bonnet. Et tous deux disparaissent dans les bureaux de vote installés dans l'école primaire du canton de Campoloro-di-Moriani, où le maire de San-Nicolao, Jean-Claude Bonaccorsi, conseiller général sortant, affronte, dimanche 22 mars, pour le deuxième tour des élections cantonales, le candidat de la gauche « plurielle », Claude Oll-

vesi. Ce dernier, à 11 heures du matin, a le sourire nerveux et les traits fatigués. Il est à mille lieues de se douter que la victoire est à portée de bulletin. A la fin de la journée, il en totalisera 1 718, contre 1 517 en faveur de son adversaire.

« Les Corses sont imprévisibles, quelquefois », souffle un vieux retraité en arpentant, à pas trahants, l'immense hall du lycée Fesch, à Ajaccio. Au milieu de la salle, des tables ont été dressées sur des tréteaux. Des palissades gardent la foule à distance. Pour le moment, personne ne se bouscule. Il n'est que 18 h 30 et le dépouillement vient juste de commencer. A voix haute, le décompte s'égrenne : « Rossini, Renucci, Blanc, Renucci... » Par les hautes baies vitrées, une feuille de palmier frissonne sur le ciel mauve. « C'est fini, c'est Renucci », lâche le vieil homme. Les résultats ne seront pas connus avant une petite heure, mais, à l'en croire, les dés sont jetés.

« C'est fini, je vous dis ! », répète-t-il. « Simone Rossini avait pourtant reçu le soutien du Parti bonapartiste », ajoute-t-il, avant de disparaître dans la foule, de plus en plus dense et bruyante. Assise dans un coin du hall, la fille de Simon Renucci, une jeune fille de vingt-trois ans, écoute, la mine radieuse, le décompte monotone des suffrages.

« Les victoires courtes sont toujours les meilleures, comme les plaisanteries », blague un homme d'une soixantaine d'années. Son épouse s'esclaffe. Cours Grandval, devant la permanence du RPR Jean Baggioni, située presque en face du lycée Fesch, une bonne centaine de personnes piétinent gentiment sur le trottoir. Beaucoup de cheveux blancs, quelques quadras BCBG.

CHANTS PATRIOTIQUES

Ici aussi, on fait la fête. Avec un grand buffet unioniste : eau minérale, champagne et sandwiches. La liste d'Union de la droite pour le second tour des élections territoriales, rassemblant Jean Baggioni, José Rossi et Paul Natali, n'a-t-elle pas obtenu près de 37 % des suffrages ? « C'est un score excellent ! », assure un supporter. Elle admet cependant avoir voté pour M. Natali « le couteau sous la gorge ».

Pourquoi ? Elle rugit, soupire puis s'exclame : « La Corse attend des autorités nationales qu'elles fassent leur travail jusqu'au bout. Les gens qui ont fraudé, qu'ils soient de droite ou de gauche, ils doivent aller en prison. Il faut le dire haut et fort. Insiste-t-elle. Il n'y a pas d'autre moyen si l'on veut savoir qui a tué le préfet Erignac. » A l'autre

bout de la ville, les militants nationalistes de Corsica Nazione entonnent des chants patriotiques. Le Métal Café, bistrot qui jouxte leur permanence, est archibondé. Crânes rasés, vestes noires. Quand on demande à Vanina, vingt-deux ans, pourquoi, à son avis, le Front national esquisse un échec en Corse, elle fait la même réponse que les supporters du RPR : « Ici, contrairement au continent, on n'a pas beaucoup de Maghrébins. Ceux qu'on a, ils ne nous embêtent pas trop. C'est ce qui explique que le FN n'arrive pas à s'implanter chez nous ». Dans la rue, les enfants s'amuse avec des drapeaux. Vanina se dit « contente » des résultats de Corsica Nazione (9,8 %). « Cinq élus, c'est bien. On va faire la fête », sourit-elle.

Il n'y a guère qu'au local d'Une alternative de gauche pour la gauche », la liste d'Emile Zuccarelli, que le moral n'est pas au beau fixe. « On a raté le coche dès le premier tour », dit un militant du PS. La déception est grande. « Ça se voit tant que ça ? », jette une jeune fille, un sanglot dans la voix. « Ici, la politique, ça ne changera jamais ! », ajoute-t-elle. « Des élections, il y en aura d'autres, lui répond un de ses camarades. On est des coureurs de fond. »

Catherine Simon

Les « affaires » provoquent la déroute de la droite dans l'Essonne

VERDICT sans appel pour la droite dans l'Essonne, qui subit une véritable hécatombe. Aucun pronostic ne laissait prévoir, au soir du premier tour, un tel échec pour la droite, majoritaire depuis 1982 dans le département. Elle ne parvient à sauver que quatre cantons et n'en gagne aucun. Le poids des « affaires » politico-judiciaires dans lesquelles est impliqué Xavier Dugoin, président (RPR) du conseil général, a nettement fait pencher la balance à gauche, a souligné le sénateur socialiste Jean-Luc Mélenchon, nouveau conseiller général de Massy-Oudon, en se félicitant que l'Essonne devienne, historiquement, le premier département d'Ile-de-France à être présidé par le PS.

M. Dugoin, en apprenant les résultats dimanche, depuis la préfecture d'Evry, a rejeté toute responsabilité dans l'échec de la droite, qu'il préfère attribuer à la « dispersion des candidats de la majorité au premier tour ». « Les résultats sont très serrés, a-t-il ajouté, mais ils sont clairs. L'affaire est réglée. Je me prépare maintenant à l'alternance pour 2001. »

Les électeurs essonnais ont rejeté une ma-

ajorité de droite tenue par un président cité à comparaître devant le tribunal correctionnel d'Evry quinze jours après le verdict des urnes. Pour la gauche, il ne fait aucun doute que c'est le « climat de corruption » pesant sur la majorité du conseil général qui l'a conduite à sa perte.

ALLIANCE INFRACTUEUSE AVEC LE FN

Mercrredi 18 mars, Serge Dassault, conseiller général RPR, et Philippe Royé, président du groupe RPR au conseil général, tentaient un rapprochement de dernière minute avec les fondateurs « anti-Dugoin », dirigés par Jean de Boishue, conseiller général RPR, pour lâcher M. Dugoin et lui demander de retirer sa candidature à la présidence du conseil général. Le soir même, M. Dugoin battait le rappel des élus RPR au conseil général. M. Dassault et M. Royé devaient finalement se raviser, estimant qu'« il était déjà trop tard ».

Le signe le plus flagrant de la déroute de la droite est la perte du bastion de Gif-sur-Yvette, tenu par le premier vice-président du conseil général et sénateur UDF Michel Pel-

chat, qui, face à un candidat socialiste de faible notoriété, perd son siège d'une centaine de voix. A Juvisy-sur-Orge, la candidate RPR Michèle Adam, suppléante du député Jean Marsaudon (RPR), échoue face au PS, malgré le désistement, vendredi, du candidat FN, Thierry Debien. Celui-ci n'avait pas déposé ses bulletins de vote, en réponse à l'appel de M. Marsaudon qui l'avait invité, par un communiqué de presse, à faire barrage à la gauche. Le canton de Juvisy a été un cas unique d'alliance droite-FN en Essonne - une alliance qui n'a pas porté ses fruits.

Se pose dès maintenant la question de l'élection du président du conseil général, le 27 mars. Les socialistes devront d'abord se choisir un candidat, entre Jean-Marc Salinier, conseiller général (PS), Michel Berson, président du groupe socialiste au conseil général, Jean-Luc Mélenchon, animateur de la Gauche socialiste, voire la jeune garde du groupe socialiste, incarnée par Gérard Héroult ou Thierry Mandon.

Anne Rohou

Le sort des ministres et des parlementaires

QUATRE ministres étaient candidats lors de ces élections cantonales. Lionel Jospin a été réélu, dès le premier tour, dans son canton de Cintegeabelle (Haute-Garonne), ainsi que Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, dans les Côtes-d'Armor. Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a été élue au second tour dans le Jura. En revanche Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, a été

battue dans le canton des Deux-Sèvres où elle se représentait.

Quatre-vingt-quinze députés étaient eux aussi en lice. Claude Hoarau et Elie Hoarau, tous deux PCR, ont été battus dès le premier tour à la Réunion. François Sauvader (UDF-DL) a été élu, le 15 mars, en Côte-d'Or. Vingt-six autres députés ont été élus au premier tour. Trente-cinq l'ont été au second, pendant que dix-sept étaient élus pour la première fois. Quatorze ont été battus : Rudy Salles (UDF-DL, Alpes-Mari-

times), Christian Kert (UDF-FD, Bouches-du-Rhône), Roland Blum (UDF-DL, Bouches-du-Rhône), Roger Franzoni (PRG, Haute-Corse), Yves Nicolini (UDF-DL, Loire), Michel Hunault (RPR, Loire-Atlantique), Jean-Paul Charé (RPR, Loiret), Roger Lestas (UDF-AD, Mayenne), Patrick Delmarre (RPR, Nord), Thierry Lazaro (RPR, Nord), Odette Grzegorzulka (PS, Aisne), Béatrice Marre (PS, Oise), Nicole Brick (PS, Seine-et-Marne), Huguette Bello (PCR, la Réunion).

Soixante-neuf sénateurs étaient candidats. Trente-six ont été réélus dès le premier tour, vingt-quatre au second, cinq étant élus pour la première fois. Quatre ont été battus : Dominique Leclerc (RPR, Indre-et-Loire), Yvon Colin (PRG, Tam-et-Garonne), Philippe Darniche (MPF, Vendée) et Michel Felchat (UDF-PPDF, Essonne). Trente-cinq présidents d'assemblée départementale demandaient le renouvellement de leur mandat de conseiller général. Ils l'ont tous obtenu.

Avec Avis, offrez-vous le rêve américain. La journée de location en Floride, 210 € tout compris

Pour que le rêve américain ne se transforme pas en cauchemar, les prix de location Avis aux États-Unis sont vraiment tout compris. Ils incluent le kilométrage illimité, le rachat de franchise vous libérant de toute responsabilité financière pour tout dommage causé au véhicule loué, l'assurance complémentaire responsabilité civile avec une protection jusqu'à 1 million de dollars US, les taxes locales, les surcharges régionales et d'aéroport. Vous voyez, avec Avis, pas de mauvaise surprise possible sur la facture, vous savez exactement ce que vous allez payer à Miami, New York, Los Angeles... Tous les loueurs ne peuvent pas en dire autant. Mais qu'attendez-vous pour partir avec Avis ?

Contactez votre agence de voyages ou le centre de réservation Avis au 01 4610 60 00

Prix calculé sur la base d'un dollar au taux de 4.03.1998. Offrez-vous le rêve américain avec Avis. Catégorie X pour une location de 4 jours minimum dans l'état de Floride et pour toute réservation effectuée avant le 15 avril 1998.



Formalités de location simplifiées
Avec Avis, pas de mauvaise surprise possible sur la facture, vous savez exactement ce que vous allez payer à Miami, New York, Los Angeles...
01 42 77 25 25

UNIVERSITÉ Le manifeste du 22 mars, qui fit de « Nanterre la Rouge » l'un des fers de lance des événements du printemps 1968, a trente ans. ● Troisième université

française, Paris-X, prévue pour 15 000 étudiants, est devenue un mastodonte de 35 000 étudiants et 1 000 enseignants permanents. Vieillesse et suroccupation des locaux, divisions des enseignants, iné-

galités entre les filières, gestion hasardeuse; tout a contribué à en faire une machine ingouvernable. ● Son président, André Legrand, élu

en février, entend en finir avec ces errements et proposer un nouveau projet pour l'université. Des négociations devraient être engagées avec le conseil général des Hauts-de-

Seine, qui finance prioritairement la « fac Pasqua ». ● La résidence de 1 400 chambres, dont la rénovation a été à peine entamée, abrite nombre d'étudiants en situation précaire.

Trente ans après le mouvement du 22 mars, Nanterre veut faire sa « révolution »

En pointe lors des événements du printemps 1968, l'université Paris-X est devenue un mastodonte ingouvernable de 35 000 étudiants, aux locaux vétustes et à la gestion hasardeuse. Son nouveau président veut en finir avec cette mauvaise réputation

IL Y A BIEN longtemps que le mythe de Nanterre la rouge, Nanterre la rebelle a vécu. Trente ans après la rédaction du Manifeste du 22 mars, il ne reste plus guère de traces du souffle libertaire et révolutionnaire qui a fait vaciller les bases de l'Université et de la société française. Pour raviver la flamme, quelques enseignants de l'université Paris-X s'apprennent à organiser de nouveaux colloques au « joli mois de mai ».

Dans l'interminable couloir reliant les bâtiments A à E sur plusieurs centaines de mètres, des fresques témoignent encore de ces années d'affrontements idéologiques. Sur d'immenses panneaux, des slogans, écrits à la main, dans la tradition des « jacibus », ne sont qu'un lointain souvenir du brassage d'idées appelant à la révolution permanente. On se contentait au jour le jour d'inciter au vote pour les élections universitaires ou à rejoindre les comités de chômeurs et de sans-papiers. « La configuration des lieux où circulent en permanence des milliers d'étudiants est une invitation à militer », souligne Sarah Béchou, présidente de l'UNEF-ID, principal syndicat. « L'université a conservé incontestablement une image de gauche et contestataire », admet André Legrand, le nouveau président de Paris-X. Pour beaucoup d'étudiants indifférents, ce n'est qu'une apparence.

Rebaptisée Nanterre-Université, la gare RER de La Folie, le lieu-dit où fut construit, en 1963, cette extension des universités parisiennes, déversa, à flots continus, ses milliers d'étudiants et d'enseignants pour les renvoyer, dans l'autre sens, quelques heures plus tard. En colonnes de fourmis, ils se pressent vers la

quinzaine de bâtiments éparpillés sur ce campus de 35 hectares, territoire enclavé sans attaches, entre des voies ferrées, des cités HLM, des terrains en friche et une autoroute.

A l'origine prévu pour 15 000, puis, avec les extensions, pour un peu plus de 20 000 étudiants, le campus est devenu une cité de 35 000 étudiants avec 1 000 enseignants permanents, 80 laboratoires de recherche, et quelque 2 500 agents. Troisième université française, la première dans ses spécialités de lettres, langues, sciences humaines et sociales, droit, économie, gestion, « Nanterre est une ville sans les moyens d'une ville, avec ses problèmes sociaux, médicaux, d'ordre public, constate le président. Or, elle ne dispose que des seules ressources pour la formation et la recherche ».

ÉTUDIANTS DES BEAUX QUARTIERS Alors qu'elle recrute majoritairement dans les classes privilégiées des beaux quartiers de l'ouest parisien - 48 % de ses étudiants, notam-

ment en droit, sont originaires de familles de cadres supérieurs ou de professions libérales -, elle a subi le choc des « banlieues sensibles », du côté de Mantes-la-Jolie ou de Chanteloup-les-Vignes. La confrontation est parfois rude, mais elle reste sévère.

Nanterre a absorbé jusqu'à l'extrême ces nouvelles vagues d'étudiants. La suroccupation et le vieillissement des bâtiments et surtout des installations sportives, peu ou mal entretenues, ont aussi contribué à lézarder l'équilibre. « La fracture est aussi géographique que disciplinaire », relève Marie-France Favre-Bonnet, enseignante en sciences de l'éducation. Au gré des influences politiques, syndicales ou simplement mandarinales, les labos et les formations n'ont pas tous été traités à la même enseigne. Il n'est pas rare que quinze enseignants se partagent un bureau prévu pour deux. D'autres, en revanche, ont réussi à se créer des « niches » mieux dotées en locaux et en étudiants sélectionnés.

Gestionnaires de la pénurie face à un corps enseignant divisé et éparpillé, les services administratifs assurent, depuis longtemps, la permanence du pouvoir. Faute d'un encadrement efficace, les dérivés ont failli conduire à la banqueroute. Nanterre la contestataire a beau jeu de rejeter la responsabilité sur l'Etat. En 1993, Paris-X n'a pas bénéficié de sa juste proportion du plan de rattrapage. A l'exception du droit et de certaines sections, elle est plutôt au-dessus des normes d'encadrement.

DÉBATS OUBLIÉS

« Cette université est surtout malade de ses enseignants », affirme Nelyca Delanoë. Ce professeur spécialiste d'histoire américaine se refuse à rejeter la responsabilité sur les nouvelles générations d'étudiants. Dans un ouvrage récent, *Nanterre la folie* (Seuil, mars 1998, 120 francs), elle dresse un tableau sans complaisance d'un système coupable au mieux de passivité et d'indifférence, au pis « de lâcheté et

de jalousie », alimentées par un « clientélisme » persistant dans le recrutement et la répartition des maigres crédits.

Malgré son aura intellectuelle et le rayonnement de certaines spécialités, Nanterre bénéficierait-elle d'une réputation usurpée ? Pierre Dubois, professeur de sociologie, perçoit les effets de cette dégradation dans les chiffres. Les taux de succès ne seraient pas aussi brillants qu'on l'espérait. Le nombre de thèses, de DEA et surtout de thèses, serait inférieur à celui d'autres universités.

« Il y a belle lurette que tout débat pédagogique, syndical et même politique a disparu », souligne Jean-François Godchau, qui fut président de l'UNEF en 1967 alors qu'il était militant des Jeunes communistes révolutionnaires, et qui a été nommé assistant en économie en 1969. « La quasi-totalité des collègues ont oublié 68, les débats sur la réforme de l'enseignement ». S'il continue d'assurer un enseignement de première année, ce passionné de musique classique a créé une unité d'économie de la culture et investi une large partie de son temps dans le service des affaires culturelles, qui a le mérite de dépasser les cloisonnements disciplinaires.

LOURDES ÉCHÉANCES

De toute évidence, les bastions se sont renforcés au fil des ans au point de rendre l'université ingouvernable. La démission, en novembre 1997, de l'équipe présidentielle de Michel Imberty, qui avait été élu au 17^e tour de scrutin au bout de six mois d'atermoiements, en est une preuve supplémentaire. En revanche, l'élection triomphale,

au 1^{er} tour, le 2 février, du seul candidat, André Legrand, doyen de la faculté de droit, ancien directeur d'administration au ministère de l'Éducation nationale, semble avoir inversé la tendance. Elle traduit une volonté d'en finir avec les divisions, la gestion hasardeuse, l'absence de transparence. La tâche paraît immense. Outre l'élaboration d'un projet d'établissement qui ne soit pas le catalogue de chaque composante, il lui faut préparer le futur schéma d'aménagement du campus en liaison avec la ville de Nanterre et surtout le conseil général des Hauts-de-Seine, dirigé par Charles Pasqua, fondateur du pôle Léonard-de-Vinci, somptueusement installé et sous-occupé à La Défense.

Les deux hommes se sont déjà rencontrés. Pour le nouveau président de Paris-X, « la fac Pasqua n'est pas une réponse aux difficultés de Nanterre. Le vrai problème, c'est que l'argent investi dans le pôle Léonard-de-Vinci [plus de 50 millions de francs pour moins de 5 000 étudiants] ne l'a pas été à Nanterre ». En clair, si tant est qu'elle soit possible, « la réquisition de la fac Pasqua » n'est pas la seule réponse. Confronté à de lourdes échéances, le nouveau président n'est pas moins inquiet de la priorité accordée aux universités parisiennes dans le futur schéma université du troisième millénaire. « Pour beaucoup de nos interlocuteurs, si Nanterre est dans cet état, elle ne le doit qu'à elle-même ». André Legrand s'est donné deux ans pour effacer cette image et, trente ans après 68, ériger l'université dans une autre forme de révolution.

Michel Delberghe

Une année d'agitation

- 21 mars 1967 : une centaine d'étudiants occupent une des résidences des filles pour réclamer le droit de vote.
- 26 janvier : une manifestation contre la menace d'expulsion du territoire de Cohn-Bendit se transforme en émeute à la suite de l'intervention de la police.
- 22 mars : rassemblement contre l'arrestation d'un étudiant de Nanterre qui a participé à une attaque des locaux de l'American Express, après une manifestation contre la guerre du Vietnam. L'occupation de la salle du

libertaire, interpelle François Mitterrand, ministre de la jeunesse et des sports, sur la question sexuelle occultée dans un rapport sur la jeunesse.

conseil est votée. A deux heures du matin, 142 étudiants, sur 150 présents, adoptent un texte qui deviendra, une semaine plus tard, le Manifeste du 22 mars.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE
Direction de l'Administration Générale
Bureau de l'Administration Générale et des Expropriations

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE
AVIS D'ENQUÊTE
Commune de MARSEILLE

En application du Code de l'Expropriation, modifié par le décret n° 85.453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, n° 98-14 du 26 février 1998, il sera procédé sur le territoire de la commune de MARSEILLE, à l'ouverture d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation du dévatement du tunnel ferroviaire de LAJOUT.

Le dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés au mairie de MARSEILLE pendant 45 jours consécutifs, DU 23 MARS AU 4 MAI 1998 INCLUS, afin que chacun puisse en prendre connaissance les jours ouvrables du lundi au vendredi, en Mairie de Marseille, de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h15.

Division Foncière - Immeuble Communica - 2, Place François Mitterrand - 13001 Marseille, et consignés toutes observations sur le registre ou les adresses, par écrit, en Mairie, à Monsieur SPITZER André, Président de la Commission d'Enquête, Inspecteur Divisionnaire des TFE en retraite.

Les membres de la Commission d'enquête se tiendront à la disposition du public en Mairie de Marseille les :
- 23 mars et 9 avril 1998 de 9h00 à 12h00,
- 4 mai 1998 de 13h30 à 16h15.

Le rapport et les conclusions de la Commission d'Enquête relatives à l'utilité publique du projet seront, à l'issue de l'enquête tenue à la disposition de toutes les personnes intéressées en Mairie de MARSEILLE ainsi qu'à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Pourront également être consultés à la Préfecture, jusqu'à l'achèvement de la procédure, outre les conclusions de la Commission d'Enquête, le dossier d'enquête, les documents ou observations déposés au cours de l'enquête et les réponses du maître d'ouvrage aux observations exprimées lors de l'enquête.

Les adresses des services intéressés sont les suivantes :
- Mairie de Marseille :
Division Foncière - Immeuble Communica - 2, Place François Mitterrand - 13001 Marseille.
- Préfecture des BOUCHES-DU-RHÔNE :
Direction de l'Administration Générale - Bureau de l'Administration Générale et des Expropriations 11, rue Edmond Rostand (4^{ème} étage porte 410) 13006 MARSEILLE
Adresse postale : 13282 - MARSEILLE CEDEX 6

Il est signalé, par ailleurs, que l'enquête ci-dessus vaudra également pour toute autre procédure s'appliquant au projet concerné devant normalement donner lieu à enquête publique en application de l'article 4 du décret du 23 avril 1985 visé ci-dessus, sous réserve des dispositions de l'article 7 de la loi du 12 juillet 1983 également précitée.

MARSEILLE, le 26 février 1998,
POUR LE PRÉFET
Le Secrétaire Général
de la Préfecture des Bouches-du-Rhône
Signé : Pierre SOUBELET

« On est comme de la farine dans un tamis »

« QUAND je sors du train, j'ai l'impression de changer de monde. Et ici, c'est un peu le paradis. » Eclaircie par un grand sourire, la remarque a jailli spontanément. Depuis trois ans à Nanterre, Anne, étudiante en deuxième année de psychologie, a fini par trouver ses repères dans cet univers anonyme où il faut « se battre pour trouver sa place ». Pour elle, « la vie commence à la sortie des amphis, lorsque le rideau du cours magistral est tombé », assure-t-elle.

« Ici, les gens passent une partie de leur temps à philosopher et à refaire le monde. » L'été, par petits groupes, sur les pelouses. Sinon, assis ou allongés dans les couloirs, comme « du côté des fumureurs de pétards et des musiciens de djembé ». « Il se passe toujours quelque chose » - comme l'intrusion périodique, dans les amphis, des comités de chômeurs et de sans-papiers. Bien qu'elle n'y participe guère, elle apprécie cette ambiance de « bonne humeur et de grande liberté, sans doute un des restes de 68 ».

Pour trouver sa place, « il faut surtout être motivé. Et avec ça on peut faire ce qu'on veut », ajoute son amie Alexandra. Ancienne élève de BEP, passée par un BTS en alternance, elle a dû batailler ferme pour s'inscrire en première année. Actuellement en licence, elle travaille quinze heures par semaine dans un collège pour se payer un appartement non loin de la fac. Avec Anne, elle n'en finit d'explorer un système, celui « de la grande débrouille », où il faut consacrer une énergie folle pour obtenir un renseignement, un certificat, voire corriger une note. « Ici, ce sont les champions de l'erreur informatique », ajoutent-elles.

Le plus difficile, selon elles, est de résister à la « pression morale des profs. Ils passent leur temps à nous décourager en répétant tous les jours que l'ANPE est en face ». Se battre pour avoir un siège dans des amphis bondés. Lutter pour décrocher l'une des 40 places en DESS parmi les 200 candidats de maîtrise. « On a l'impression d'être de la farine dans un tamis », soupire Anne.

Ismaël, en première année d'administration économique et sociale (AES), n'a pas encore baissé les bras. « Quand on arrive à la fac, on est perdu, on est largué. Il faut en marquer le blanc et un projet à long terme. » Titulaire d'un bac S, il est reculé à l'entrée d'un BTS de communication. Comme Badr. « La fac, c'est nul, dame ça dernier. Si je suis à Nanterre, c'est pour garder la bourse. » Jessica, elle, voulait devenir institutrice. « Au lycée, on m'a dit de m'inscrire en AES. » Erreurs d'orientations ou ratés de la sectorisation, comme Nadia originaire de l'autre extrémité de la région parisienne : Nanterre reste un port d'attache pour tous les réfugiés.

« Quand on a le cul par terre dans un amphitheâtre, bien sûr qu'on ne peut pas ne pas penser à la fac Pasqua », dit Anne, en référence au pôle Léonard-de-Vinci du conseil général des Hauts-de-Seine, tout proche, autrement mieux doté en locaux et en moyens financiers. Ismaël, lui, est plus catégorique : « Je me fous de la fac Pasqua pourvu qu'on me donne un toit et une place pour étudier correctement à Nanterre ».

M. D.

La résidence, un condensé de la « misère en milieu étudiant »

C'EST LÀ que tout a commencé. Tout au bout du campus, derrière la piscine, du côté des terrains vagues et de l'autoroute, en face d'une barre HLM bâtie sur l'ancien bidonville. Le 21 mars 1967, un groupe d'étudiants envahit la résidence des filles pour exiger la libre circulation et le droit de visite. Seules, jusqu'alors, les filles, pouvaient s'aventurer chez les garçons, mais « à leurs risques et périls », se souvient un ancien militant. L'occupation ne dura que quelques heures et s'acheva avant l'arrivée de la police.

La question de la mixité ne se pose évidemment plus dans les huit bâtiments de la résidence de Nanterre. Récemment amendé, le règlement intérieur autorise même les occupants à recevoir leur petit(e) ami(e) sept jours par mois dans leur chambre. Une façon de mieux contrôler une pratique clandestine, assure Laurent Matuszewski, le jeune directeur de cet ensemble de 1 400 chambres « et sans doute beaucoup plus d'occupants ».

Souvenir du passé ou image de la réalité ? La résidence gérée par le Crous de Versailles traîne toujours une réputation sulfureuse, propre à ces ensembles anonymes, éloignés du reste de la ville. Le soir ou le week-end, le campus est désert. Il ne reste plus que les rares locaux collectifs pour partager l'ennui qui s'installe hors des 9 mètres carrés de chaque cellule. Depuis peu, les fêtes de week-end y sont autorisées jusqu'à cinq heures le matin. Elles font le plein.

La résidence accueille une majorité de boursiers de l'université. Elle héberge des étudiants étrangers, africains mais aussi européens du programme d'échanges Erasmus, les plus surpris par leurs conditions de vie sur ce campus. Enfin, il lui arrive de recevoir des jeunes travailleurs en stage, sans compter quelques squatters. « Pour vivre en résidence, il faut savoir en tirer les avantages. Ceux qui s'investissent peuvent avoir une vie collective très riche », note M. Matuszewski.

Ici plus qu'ailleurs, les « fantasmagories » amplifient la réalité. Ouverte à tous les vents, la résidence n'échappera pas au trafic de drogue venant des cités voisines. Ni aux agressions, parfois aux viols et aux cambriolages qui ont nécessité, en 1997, le remplacement de toutes les serrures. « Les bandes de la cité d'à côté prennent la résidence comme terrain d'aventure », souligne un responsable. En 1996, des cas de tuberculose ont été signalés, un microbe vraisemblablement importé par des étudiants étrangers non détectés.

ENSEMBLE MAL VIEILLI

Parce qu'elle sélectionne ses occupants sur des critères sociaux, la résidence est aussi un condensé de la « misère en milieu étudiant », le titre du manifeste situationniste de l'année 1968. Au 16 février, 500 résidents n'avaient pas payé leur loyer de janvier, dont la moitié avait accumulé d'importants retards. Dans sa permanence, Marie-Antoinette Canonic, une des trois assistantes sociales, en poste depuis 1976, a été le témoin de la dégradation d'une

frange non négligeable de cette population. Étudiants en échec scolaire ou en rupture familiale grave, donc sans ressources. « Ils restent parce que le statut d'étudiant, c'est leur identité. Il leur donne une forme d'existence sociale », note M^{me} Canonic.

Depuis quelques années, le Crous a commencé à rénover les bâtiments, à colorer les façades, à remplacer les rideaux délavés. Des lignes individuelles de téléphone ont été installées dans la moitié des chambres. Il en faudrait sans doute beaucoup plus pour donner une âme à cet ensemble qui a mal vieilli.

« Bien sûr qu'il faut s'y faire. Mais c'est pas si terrible que ça. Ce n'est pas cher et la fac est juste à côté », note une étudiante. « Je préfère la résidence où je peux rencontrer des amis à l'anonymat d'une chambre en ville », relève un autre, originaire de Côte-d'Ivoire. Depuis quelques jours, les arbres ont commencé de refluer aux abords de la cité.

M. D.

الجامعة الحرة



الاسم الكامل

DISPARITION

Agustin Gomez-Arcos

Ecrire pour ne pas oublier le franquisme et pour que l'Espagne ait sa mémoire

LE ROMANCIER espagnol d'expression française Agustin Gomez-Arcos est mort à Paris vendredi 20 mars des suites d'un cancer, à l'âge de soixante-cinq ans.

Prix national du théâtre nouveau pour Elections générales, puis est couronné à deux reprises par le prix Lope de Vega en 1962 et 1966.

sessions - l'identité sexuelle et la religion - traitées sur le mode de la farce ; ou le Dîner avec M. et M^{me} Q., qui joue de l'inversion et du renversement avec une extravagance cynique et truculente.

lorsque Gomez-Arcos peut dater un livre de Madrid - ce sera Scène de chasse (furtive) chez Stock tousjours, en 1978 - roman d'un noir irrespirable.

voire de Bunuel. Riches, clercs et militaires achèvent sous sa plume en pantins leur carrière de grotesques. L'humanité est du côté des pauvres qui « lorsqu'ils perdent même un bouton, c'est pour toujours. Ils ne récupèrent rien. Pas même le temps perdu ».

sance », résumait Gomez-Arcos à propos de ce cri contre la mise à l'oubli de l'histoire espagnole et de tous les fascismes.

Philippe-Jean Catinchi

AU CARNET DU MONDE

Naissances
Jacqueline et Jean-Bernard CHARRIER
sont heureux d'annoncer que leur petite-fille, Flora,

Anniversaires de naissance
Heureux anniversaire à mon Bombaroucha.
« Tu es mon amie, je suis ton ami et toujours nous le serons. »

Etienne et Françoise Balibar, Marie et Ahmed Bouazzi, Antoine et Abdelkader Mrabi.

La Tronche. M. Pierre Assayag, Et ses enfants, Jacques, Serge, Irène et Michel.

M^{me} Joyce McDougall-Stewart, son épouse. Les docteurs Joe et Rohan Collier, M. et M^{me} Martin McDougall, ses enfants.

Séminaires
COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE
Séminaires
Maria Letizia Cravetto : « Précarité et exclusion : entre l'impossibilité de ne pas écrire et l'impossibilité d'écrire ».

Manière de voir LE MONDE diplomatique
Le bimestriel édité par
De Tchernobyl à la "vache folle"
Pour l'avenir de l'humanité, par Ignacio Ramonet. Ecologie de marché, mythe dangereux, par Jean-Paul Maréchal.

S.A.L. la princesse HANZADÉ IBRAHIM, veuve de S.A. le prince MOHAMMED-ALY IBRAHIM, de la famille royale d'Egypte.

CARNET DU MONDE
TARIFS 98 - TARIF à la ligne
DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 109 HT

M. Michel TRILLES, survenu le 18 mars 1998, à l'âge de cinquante-neuf ans.

MOBECO
01.42.08.71.00
L'achat de vêtements de sport, de vêtements de ville, de vêtements de travail, de vêtements de nuit, de vêtements de bébé, de vêtements de bébé garçon, de vêtements de bébé fille, de vêtements de bébé garçon, de vêtements de bébé fille, de vêtements de bébé garçon, de vêtements de bébé fille.

Communications diverses
ÉCOLE SPÉCIALE D'ARCHITECTURE
en liaison avec l'École Camondo
Journées portes ouvertes
vendredi 27 mars, 14 heures-18 heures, samedi 28 mars, 10 heures-18 heures, dimanche 29 mars, 10 heures-17 heures.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F

SOUTENANCES DE THÈSE
67 F HT la ligne
Tarif Étudiants 98

HORIZONS

ENQUÊTE

La révolution « frontiste » au cœur du RPR

A Beauvais, dans l'Oise, des militants néo-gaullistes expliquent pourquoi les digues qui les séparaient du Front national ont sauté. Ils attendaient ce moment depuis longtemps et ne croient pas à une menace fasciste.

DANS la salle à manger, un ruban blanc, rouge enserme une plante verte. Le général trône sur une assiette en porcelaine, une croix de Lorraine est posée sur le buffet. Sur la table, on a gardé le vieux Paris-Match racontant les vacances de Jacques Chirac, nouvellement élu président. Jacques Chirac est partout dans la maison : en poster de campagne, en portrait officiel, en photographie autographiée par l'intéressé d'un « bien amicalement ».

Le gaullisme, ici, a son lieu de mémoire. Du temps de Marcel Dassault, les uns les autres entraînent, sortaient. « Il n'y avait plus d'heure », c'était une sorte d'euphorie, on n'y dormait pas la nuit. La semaine dernière, les militants s'y sont encore rassemblés. Comme d'habitude, il y avait du vin chaud, des parts de gâteau sortis du four. On aime bien, à Beauvais, se retrouver chez les Carbonnier après un « tractage » ou un « collage ». La maison est adossée au garage familial de réparation automobile, à la sortie de la ville, sur la petite route de Calais. La chienne aboie, puis se laisse caresser par les innombrables visiteurs. Claude et Monique Carbonnier les accueillent avec une pudeur qui fait penser aux gens qui ont souffert et à qui il reste du cœur. L'UNR, l'UDR puis le RPR étaient leur vie. Claude Carbonnier, les larmes aux yeux, dit seulement : « On est déçu, et honteusement ».

Un soir, entre les deux tours, le candidat RPR du canton de Beauvais, Jacques Nehorai, rend visite à ses troupes chez les Carbonnier. Une quinzaine de militants sont là. Médecin radiologiste à la retraite, notable et chef de file de l'opposition municipale, l'homme s'est distingué par un accord de désistement avec le Front national. Plus exactement, son challenger FN Francis Dufresne, médecin lui aussi, qui le talonnait de quelques dizaines de voix au premier tour, s'est « spontanément » retiré tandis que Nehorai appelait à voter dans le canton voisin en faveur du candidat FN, Laurent Isoré, plutôt que pour le candidat de la droite Eric Mardyla (MPF). Exclu jeudi 19 mars par la direction du RPR - comme Jean-François

Mancel, président sortant du conseil général de l'Oise, ancien secrétaire général du mouvement, pour avoir affirmé, dans les colonnes du Monde, que le FN devait « faire partie de la droite de demain » (Le Monde du 19 mars) - Jacques Nehorai, soixante et onze ans, ironise sur les états-majors parisiens : « On a dissous [l'Assemblée nationale] dans des conditions in-vraisemblables, sur des infos bidons. On marchait sur un volcan, maintenant on marche sur des roses. Jospin nous fait la morale sur le Perron alors qu'il se déclare fier de ses alliés communistes, des gens qui ont détruit la démocratie à chaque fois qu'ils ont pris le pouvoir. »

QUELQUE chose est en train de se produire, assure le vieil homme en costume. « Il est là, le peuple », dit-il en regardant les militants assis devant lui. « Ils sont bêtes », susurre une dame à l'adresse des Parisiens. Sa voisine ajoute : « Mes collègues de travail votent Front national et, pourtant, ils ne sont pas FN. Ils disent même qu'ils seraient contents si le FN descendait à 3 %. Il y a une crise, les gens veulent se défendre. Ils n'ont qu'un seul moyen, les urnes. Ils ont peur. Ils veulent faire peur. » Jacques Nehorai, très sûr de lui, répète : « Quelque chose est en train de se produire. Vous prenez une bassine d'eau, vous mettez du sel : il ne se passe rien. Vous en rajoutez encore, encore : rien. Un peu plus encore : rien. Puis, une petite pincée et tout se cristallise. » Les militants écoutent, acquiescent. « La digue est franchie », dit l'un d'eux. On est tous prêts à rendre notre carte du RPR. Enfin, on attend encore un peu. Si les autres départements suivent - et on a plein de messages d'encouragement -, que vaudra l'appareil parisien sans sa base militante ? D'une certaine manière, on est soulagé. Nous faisons la rénovation. Depuis le temps qu'on attendait ce moment !

Dans son appartement de la cité HLM Saint-Jean, sur les hauteurs de Beauvais, Emmanuel, un informaticien de trente et un ans, militant RPR, offre le café à un autre compagnon, Jean-Michel Sauter, cinquante-cinq ans, technicien. La voiture d'Emmanuel a été incendiée il y a quelques semaines dans le parking souter-



honteux de s'allier avec le FN qu'avec les communistes. On en a marre d'aller aux élections avec des dés pipés et de se faire avoir dans des triangulaires », explique Jean-Michel Sauter en écho à de nombreux militants RPR. « Même si, à terme, il faut combattre le FN sur ses valeurs contestables », nuance Emmanuel. Sur l'immigration, par exemple : « C'est une question de manière et de dosage », dit M. Sauter. Mais les socialistes aussi n'arrêtaient pas de dire qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde. Au FN, ils ne font pas dans la dentelle. Nous, on peut être les plus justes sur cette question. »

entendre les militants beauvaisiens, il n'y aurait pas grand risque à fréquenter au grand jour le Front national. « C'est même plutôt rassurant. Une grande proportion de gens du FN et de ses électeurs viennent de chez nous, le RPR. On les connaît ; c'est la famille, les collègues, les amis. On se rend compte que le FN n'est plus fait d'extrémistes. Le Pen, c'est son intérêt de se

chage de Paris. « On voulait déjà une alliance avec le FN aux dernières législatives : ça nous aurait évité de perdre cinq députés. Quand je dis alliance, ce n'est pas avec Jean-Marie Le Pen, c'est avec son parti, et ses électeurs, qu'il faut respecter et non plus considérer comme des pestiférés », précise M. Sauter.

L'homme désigne les immeubles aux alentours. « Les gens au chômage qui touchent 2000 F par mois pour vivre, qu'est-ce que vous voulez qu'ils fassent ? Ils votent FN. Les assistés qui sont contents, eux, votent socialiste. Nous, on n'a qu'une chose à dire : il faut donner du travail. Avec Juppé, on a été trop mou, trop homéopathe. A vouloir se préoccuper de ce que pensent les socialo-communistes, on gouverne au centre, on ne fait plus rien. » Les militants rêvent d'une relance économique à l'anglaise.

« Le Général, s'il était encore en vie aujourd'hui, serait lui aussi exclu du RPR »

un commissariat de quartier et rapatrié ses effectifs en centre-ville. « Ici, la gloire, pour un gamin, c'est de faire la plus grosse connerie », explique Jean-Michel Sauter. « Les habitants pensent à juste titre qu'on les a laissés tomber. Les gens qui votent FN nous le disent : la gauche, la droite, vous ne faites rien. » Mais il est, d'une certaine manière, heureux : « On n'a jamais autant discuté. Jean-François Mancel est redevenu proche de nous. Il nous écoute. Il incarne l'homme libre, le symbole d'une nouvelle résistance. Le Front national nous avait volé des valeurs, comme l'amour de la patrie, le devoir, le travail, l'honneur. On va les retrouver. » Les militants beauvaisiens se sentent libérés après le lâ-

ils n'ont pas peur des risques d'un rapprochement avec le Front national. De toute façon, ils n'ont pas le choix, disent-ils. Sans appareil militant ni grande campagne sur le terrain, le parti de Jean-Marie Le Pen est passé de 10 % à 20 %, puis 30 % des voix à Beauvais. Les sondages créditent l'électorat de droite d'une forte hostilité à ce type de recomposition. « Mais est-ce qu'un sondage peut-être juste, lorsque tout le monde se met à douter de la démocratie, lorsqu'on n'est plus en confiance, lorsque Paris ignore ce que veulent dire les élus locaux ? Non, on va employer les mêmes méthodes que les socialo-communistes ; on va se battre contre eux avec les mêmes règles. C'est moins

mettre le couvercle, pas de canalisation. » Le jeune directeur de cabinet du président du conseil général, Denis Lépe, ajoute : « Quand on dit voter FN, c'est voter socialiste », ça les rendait fous. Ils disaient : « Mais qui vous êtes, vous, pour nous dire ça ? » Ça les radicalisait davantage. »

DANS sa maison installée sur les hauteurs de Beauvais, Jacques Nehorai n'y va pas par quatre chemins : « Le général, s'il était encore en vie aujourd'hui, serait lui aussi exclu du RPR. » Il saisit le premier tome de l'ouvrage d'Alain Peyrefitte « C'était de Gaulle » pour justifier ses propos sur l'immigration, souvent aussi virulents que ceux du Front national. Et il lit, à la page 52, les paroles que le général aurait prononcées en mars 1959 : « C'est très bien qu'il y ait des Français jaunes, des Français noirs, des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon la France ne serait plus la France. (...) Ceux qui prônent l'intégration ont une cervelle de colibri. »

Dans une brasserie de Beauvais, Franck Pia et Jean-Marie Julien, conseillers municipaux UDF et RPR, ne cachent pas leur écoeurement devant le séisme qu'ont provoqué Jacques Nehorai et Jean-François Mancel : « Ça y est, le FN a réussi à nous diviser. Maintenant on vit dans la peur, l'hystérie collective. On n'était pas préparé alors qu'eux, ils avaient programmé cette alliance depuis longtemps. On vit dans la confusion, on a le sentiment d'être dépossédé de notre conscience politique. »

Les militants du Front national jubilent. « On voyait bien sur les marchés les gens du RPR nous faire des appels du pied », raconte Jean-Paul Angeilli, enseignant à la retraite. Sans faire de lyrisme, une rencontre s'est produite. La réussite de Mègret a été de démontrer qu'on pouvait exercer un pouvoir municipal, accepter des compromis. Nous aussi, nous pensons aux municipales. Maintenant, comme disait Marchais, l'union est un combat. »

Dimanche, dans sa salle à manger, le garagiste Claude Carbonnier est fatigué. Sa femme Monique sort la cassette vidéo du « cinquantième de l'appel du 18 juin ». Claude Carbonnier se souvient de la fête donnée pour son adhésion au mouvement gaulliste en juin 1958. « Dans un café, on avait fait une croix de Lorraine avec les bouteilles de bière. Il n'a pas de mots assez durs contre l'immobilisme parisien. « Je ne dirai jamais du mal de mon président Jacques Chirac », je l'aime trop. Mitterrand est arrivé au pouvoir porté par les pauvres, et il a déçu les pauvres. Ça fait vingt ans qu'on donne de l'argent aux grands patrons pour embaucher, et ils n'embauchent pas. J'ai pas de mots assez méchants pour désigner ces profiteurs. Un leurre, au bout d'un an de stage, il se retrouve viré ; je comprends qu'il soit révolté. Et nous, nous payons la casse de ces messieurs voleurs qui n'ont plus d'honneur. » Lui aussi voudrait plus de démocratie, que les députés aient du poids, qu'on supprime le 49-3, qu'on « cesse le diklat d'en haut, qu'on écoute le bas ». Jamais il ne voterait pour le FN, assure-t-il, « même en cas de présidentielle face à la gauche ». « Le Pen est la honte de la France, il a pris de nos valeurs en y rajoutant trois louches d'extrémisme. » Pourtant, il se sent blessé par l'exclusion de ses deux mentors du RPR de l'Oise et approuve leur stratégie de rapprochement avec le Front national. Dimanche, l'un des deux, Jacques Nehorai, a été battu.

Dominique Le Guillaudoux Dessin : Sergej

Salon... (Advertisement for a salon or shop, partially visible on the right edge of the page)

abolitionisme

السلامة والبيئة

Qu'ils démissionnent ! La France a besoin de la droite

par François Hollande

par Charles Millon

DÉSORMAIS, il existe en France cinq présidents de région dont la seule légitimité repose sur le soutien de Jean-Marie Le Pen. Et ils le savent. Certes, depuis vendredi, ils ne pouvaient ignorer qu'ils devaient leur accession à cette fonction prestigieuse non au suffrage universel mais aux voix des élus d'extrême droite qui s'étaient ajoutées à celles de leurs collègues RPR-UDF pour faire une majorité de circonstance, parfois dès le premier tour de scrutin.

Certes, déjà savaient-ils que ce concours ne leur avait été accordé que parce que des phrases entières du programme qu'ils avaient défendu devant leur assemblée avaient été minutieusement recopiées sur celui du Front national. Ainsi avaient-ils accepté, pour prix de ce renfort, d'accorder un brevet de respectabilité à un parti que chacun s'accorde à décrire comme xénophobe et raciste.

Mais au lendemain de cette « élection » obtenue en accrochant le bras tendu du Front national, l'extrême droite est venue présenter au grand jour les conséquences de l'alliance conclue dans les cinq régions : la réciprocité, première étape d'un contrat général de désistement devant conduire lui-même de proche en proche à un accord de gouvernement. Le verrou à santé et l'engrenage ne s'arrêtera plus, sauf si ce qui a été noué dans la peur panique du verdict des urnes se dénoue dans la prise de conscience du danger qui menace notre République elle-même.

Hier, les Français sous une forme ou sous une autre ont condamné à l'occasion du second tour du scrutin cantonal non seulement des manoeuvres déshonorantes mais une logique politique qui pourrait faire de l'extrême droite le pivot de la recomposition des droites. Des électeurs modérés ont sanctionné par une abstention renforcée, notamment dans les régions concernées, les candidats UDF-RPR et beaucoup de conseillers généraux de gauche doivent à l'évidence leur siège au haut-le-cœur provoqué par les comportements dénoncés par tous les partis républicains.

Il faut donc en tirer les leçons. Les Français sont très majoritairement opposés à tout rapprochement entre la droite et l'extrême droite. Le Front national n'est en aucune façon un parti comme les autres. Lui-même d'ailleurs n'a cessé de défendre sa singularité fondée entre autre sur la préférence nationale et l'inégalité des races. Toutes les autorités politiques et morales de ce pays

ont, depuis la résurgence de l'extrême droite, tenu bon et refusé de considérer que ce parti qui ne représente que 13 à 15 % de l'opinion publique - ce qui est déjà beaucoup trop - structure la vie politique française.

Dès lors, rien de ce qui vient de lui n'est acceptable et surtout pas les suffrages de ses élus. Non que ces électeurs n'aient pas à être écoutés, même si c'est d'abord un rôle et même représentés dans les assemblées, c'est la vertu de la démocratie de donner la parole au vice. Mais il ne peut être admissible pour un républicain digne de ce nom de récolter le vent mauvais de l'extrême droite au risque de déclencher la tempête.

Il reste donc à ceux qui se sont lancés dans une aventure qui met en péril, au-delà de l'avenir de cinq régions, la stabilité de nos institutions et l'image de la France dans le monde à être à la hauteur de la fonction qu'ils occupent fortuitement et à présenter au plus vite leur démission pour que le calme revienne dans les esprits et dans la Cité elle-même. Il faut qu'ils parlent pour que d'autres n'arrivent pas.

Ce n'est pas la gauche qui le demande. C'est l'ensemble de ceux qui par delà les clivages naturels et profonds qui les séparent veulent arrêter une dérive, une glissade, un abandon non vers l'inconnu mais vers le trop connu. Notre République vaut bien cinq démissions.

François Hollande est premier secrétaire du Parti socialiste.

LE PARTI DES MÉCONTENTIS

Quoi qu'en disent les baveux professionnels qui nous refont encore le coup de la contion publique et du mea culpa déclinant avant de replonger dans la bauge de la facilité et de la cuisine politicienne, ces étranges élections cantonales et régionales ont vu la naissance d'un nouveau parti politique - le parti des mécontents (...). Que ceux qui se lamentent sur l'incivisme des abstentionnistes et se tortent la langue jusqu'au front pour trouver des explications intelligentes et honorables ouvrent simplement les yeux. Que veut la démocratie quand elle est bafouée quotidiennement par ceux qui prétendent la servir ? Pour ne prendre que l'exemple de la monnaie unique, on voit une bande de technocrates fous mettre en place un abandon de souveraineté sans précédent dans l'histoire sans recourir à un référendum, alors que celui-ci était promis (...). La vérité est que ceux qui veulent mettre la France toute nue dans le lit de l'Allemagne aujourd'hui sont de la même

ON me reproche d'avoir accepté les voix du Front national pour départager une égalité de voix pour la présidence de la région Rhône-Alpes. Ces voix se sont portées sur mon programme, publiquement et sans négociation ni accord. Et cependant, j'aurais dû, dit-on, démissionner, laissant ainsi la région à une minorité socialiste. J'ai pensé que les Rhône-Alpins ne m'avaient pas élu pour cela. Lorsque quelqu'un vote à droite, ce n'est pas pour tomber à gauche.

Personne ne peut me suspecter de connivence avec l'extrême droite. Ma vie passée le démontre, et toute mon action le confirme. Ma décision n'est pas de circonstance. Je suis certain que c'est aujourd'hui le moment favorable pour entamer la refondation de la droite.

Il n'y a pas de majorité de gauche en France. Et pourtant, la France est gouvernée à gauche. Pourquoi ? Aux législatives de juin dernier, l'extrême droite a facilité l'élection des candidats de gauche. Dans le combat actuel des régionales, on demande à la droite républicaine majoritaire de laisser être des candidats de gauche. Autrement dit, dans tous les cas, les voix de droite servent de pâture aux marchandages et sont déviées de leur destination. On comprendrait à moins que les porteurs de ces voix se révoient.

Aucun courant politique, même de gauche, n'a intérêt au naufrage de la droite, laquelle serait remplacée par l'extrême droite. Malheureusement, la droite s'est trop souvent identifiée à sa mauvaise

conscience, c'est-à-dire à l'ivresse de sa propre destruction. Et la meilleure façon de se détruire est d'adopter en permanence les idées de ses adversaires et d'accepter leurs oukases. Les socialistes n'hésitent pas à accepter les voix du Front pour eux-mêmes quand cela les arrange (voir les dernières législatives) et ont partie liée depuis vingt ans avec le Parti communiste, parti ouvertement anti-démocrate avant 1989. Et pourtant, ils viennent de passer plusieurs mois à nous faire la leçon pour que nous n'adoptions pas leurs pratiques : à eux la *realpolitik*, à nous la morale sévère ; voilà comment nous nous sabordons.

En France, depuis la guerre, la droite n'a pas d'existence cultu-

à quelques pour cent de fascistes résiduels. L'immense majorité des électeurs du FN ne sont pas fascistes ; mais c'est là le seul exutoire qu'ils ont trouvé pour dire leur attachement à une politique de droite. Aussi 15 % des Français se trouvent-ils représentés à leur corps défendant par un fanatique, un fasciste des années 20 égaré dans notre temps.

Il y a un peuple de droite. Il est révélateur que l'expression n'existe pas : on ne parle jamais que du peuple de gauche. Et cependant il y a un peuple de droite. Qui est la droite française ? Tout d'abord, dans la tradition européenne, elle repose sur la certitude de l'égalité en dignité de tous les individus, quels qu'ils soient.

Lorsque la pensée de droite voudra bien se dire sans honte et la politique de droite se faire sans honte, le Front national se réduira à quelques pour cent de fascistes résiduels

relle. A ce point qu'elle n'a même pas de nom. Cela ne signifie pas qu'elle n'a pas d'électeurs. Au contraire. La France est à droite. Et majoritairement. Mais ceux qui donnent le ton - intellectuels, médias - y sont essentiellement à gauche. C'est le divorce entre cette pensée médiatique et la pensée de la majorité qui crée l'exacerbation dont se nourrit le FN. Lorsque la pensée de droite voudra bien se dire sans honte et la politique de droite se faire sans honte, le Front national se réduira

Elle peut être jacobine ou décentralisatrice, européenne ou non. Mals, d'une manière générale, elle est économiquement libérale. Elle veut l'égalité des chances, mais elle n'est pas égalitaire. Elle pense que l'autonomie personnelle a un prix, et que son acquisition vaut bien quelques risques. Elle craint l'individualisme où elle voit l'irresponsabilité, et c'est pourquoi elle défend la famille structurée. Elle pense aussi que la liberté est la possibilité de choisir ses responsabilités, et non pas de faire n'im-

porte quoi. Elle s'indigne de voir des autorités de ce pays se vanter publiquement d'avoir été des utilisateurs de drogues, parce qu'elle fait passer le plaisir après la dignité ; et, à ce titre, elle tremble de honte quand elle entend François Mitterrand, chef de l'Etat, dire que Cyril Collard est un modèle pour les jeunes Français. Si l'on veut citer un jeune garçon qui cherche la mort, son modèle à elle serait plutôt, par exemple, Jan Palach.

Dans ce pays, les extrêmes profitent. Les extrêmes sont toujours odieux, en raison de leur fanatisme et parce qu'ils sont dominés par la haine. Il y aurait en France une solution qui consisterait à interdire les partis extrêmes. Les Allemands l'ont fait. Mais il est à craindre, dans ce cas, que les mécontentements s'expriment dans la rue. Si, en revanche, les extrêmes sont acceptés comme membres de la vie démocratique, alors il faut les traiter comme tels. C'est un choix. Si l'on considère qu'il s'agit précisément du diable, il faut l'interdire. Sinon, il faut le traiter à l'égal des autres, tout en tâchant de le réduire en raison de son caractère dangereux.

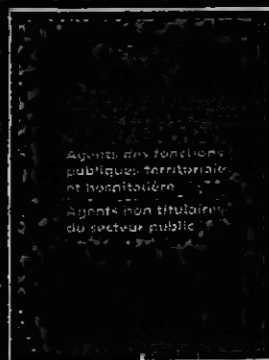
Parce que nous ne voulons pas assumer ce choix, certains d'entre nous succombent à une tentation bien naturelle, celle qui consiste à nouer des alliances droite/gauche contre le parti extrême. Ce qui, à l'évidence, affaiblit la démocratie en brouillant le débat des opinions, désespère les citoyens et installe l'extrême droite comme unique opposition.

Si la droite continue à taire ses idées, en raison de la mauvaise conscience nourrie par la gauche, et à traiter par le mépris, tenir pour rien tous ses électeurs qui partent vers les extrêmes parce que, justement, leurs idées ne sont pas prises en compte, alors elle se videra peu à peu de ses électeurs jusqu'à ce que le FN devienne l'alternance de la gauche. La pensée de droite n'existera plus du tout. Dans ce cas, nous aurons des socialistes au pouvoir pendant vingt ans, et finalement, parce que tout se fatigue et s'épuise, surtout en démocratie, un fascisme pourrait prendre le pouvoir en France.

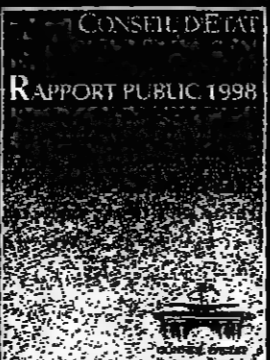
C'est pourquoi je préfère un ébranlement de la droite aujourd'hui plutôt qu'un pourrissement de la droite sur dix ans, avec montée de l'extrême droite à la clé. Les dirigeants de nos partis feraient bien de prendre garde : ils ne connaissent plus leur peuple. C'est de là, et de nulle part ailleurs, que partira une refondation radicale de la droite, dont la France a besoin.

Charles Millon est président (UDF-DL) de la région Rhône-Alpes.

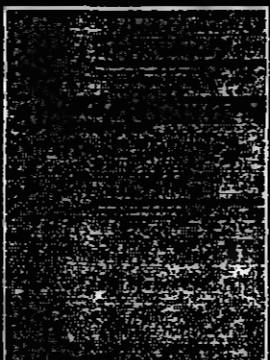
Salon du Livre - stand F82 - hall 1



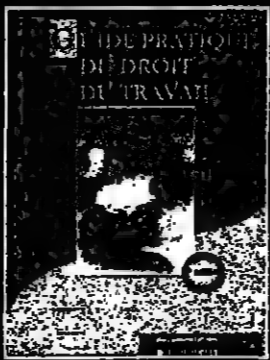
Guide pratique de la retraite
Agents des fonctions publiques territoriale et hospitalière
Agents non titulaires du secteur public
Caisse des dépôts et consignations
55 F



Conseil d'Etat Rapport public 1998
Réflexions sur le droit de la santé
239 pages, 149 F.
Dans la Collection Documents d'études n° 609
Jurisprudence du Conseil d'Etat 1997
30 F



L'Internet
Un vrai défi pour la France
Patrice Martin-Lalande
Ministère de l'Industrie
Collection des Rapports officiels
27 pages, 80 F



Guide pratique du droit du travail
Edition 98
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
228 pages, 80 F

23-31, quai Voltaire 75344 Paris Cedex 07
Tel. 01 40 15 70 00 ; Télécopie 01 40 15 72 30
3615 ou 3616 la doc 11 20 F.moi
http://www.ladocfrancaise.gouv.fr

La documentation Française

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléfax : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Honte sur le « Caillou »

DÉPUIS que la Nouvelle-Calédonie est colonisée, la France y manie facilement la trique et y instrumente l'immigration. C'est en 1891 que débarqua à Nouméa le premier contingent de main-d'œuvre étrangère. Il était asiatique. Huit cents pauvres hères furent employés, douze heures par jour, dans les mines de Pouébo et Ouegoa. Ils étaient payés une misère, logés dans des baraques, soumis au couvre-feu et on les appelait par des surnoms parce que leurs noms étaient jugés imprononçables. Dans les années 50, en pleine guerre d'Indochine, ces immigrants furent brutalement renvoyés vers un chez eux qu'ils n'avaient plus, sous prétexte qu'ils pouvaient constituer un ennemi intérieur.

Un demi-siècle plus tard, une poignée d'autres Asiatiques - 69 hommes, 21 femmes et 20 enfants -, pauvres épaves de la misère et de l'oppression, parqués depuis quatre mois dans une caserne désaffectée, ont été méchamment punis par les gendarmes. Leur crime ? Avoir échoué sur nos côtes et être montés sur le toit de leur prison pour y dire : « Plutôt la mort que le retour en Chine ».

On sait que le « Caillou » a pris la fâcheuse habitude d'échapper aux lois de la République. Le peuple autochtone, les Canaques, en a longuement souffert, minorisé démographiquement, marginalisé économiquement, nié culturellement. Ce territoire, depuis sa colonisation, est en proie à la violence. Une violence issue de trop d'injustices.

Mais est-il besoin d'en rajouter stupidement ? Est-il nécessaire de faire usage de force brutale contre des pauvres gens qui ne font que fuir et de les tirer comme des lapins avec des balles de caoutchouc ? Nulle part en France et en nulle circonstance, on n'a de tels procédés. Pourquoi là-bas ? L'éloignement du territoire calédonien et l'attention détournée par les élections régionales en métropole permettent-ils tous les forfaits ?

L'administration chargée du territoire s'est sans doute sentie les mains libres pour agir de la sorte dans la mesure où les deux principales forces du territoire, RPR et FNKS, ont rejeté dans le même élan toute perspective d'intégration pour ce petit groupe d'immigrés. Pour la première fois en Nouvelle-Calédonie, l'Etat, les indépendantistes et les non-indépendantistes ont fait cause commune. Ils l'ont fait sur la pire des causes : l'exclusion et la violence faites au plus faible.

L'accueil de cette petite communauté de cent dix personnes, dont on voit mal ce qu'elle pourrait déstabiliser, est un test pour l'avenir du territoire aussi important que celui des négociations actuelles sur le statut du territoire. De l'attitude des communautés européenne et mélanésienne vis-à-vis de cette interpellation de la détresse dépend le visage à venir de la Nouvelle-Calédonie. Vivront-elles ensemble dans un pays ouvert, fidèle à la coutume océanienne, ou dans un pays replié sur les richesses de son sous-sol et les aigreurs de son passé ?

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeurs : Jean-Marie Colombani ; Dominique Lévy, directeur général ; Noël-Jean Bergmann, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Béatrice Pélissier
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lheroux, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besnot, Pierre Georges
Laurent Goussier, Erik Linderholm, Michel Kalinik, Bernard Li Gendre
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Edic Azzi
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Mémoires : Thomas Ferréol

Directeur éditorial : Eric Pellegrin ; directeur délégué : Anne Guissemberg
Conseiller de la direction : Alain Robit ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet

Comité de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courbot, vice-président

Conseils d'administration : Hubert Bernès (1944-1960), Jacques Fauré (1964-1982), André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lacroix (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Association Hubert Bernès-Méry, Société anonyme des Incas du Monde, Le Monde Europe, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Veto de fer et amortisseur en caoutchouc

LES SOURIS de l'ONU s'efforcent de grignoter le veto qui paralyse toutes ses décisions. Y parviendront-elles ? C'est douteux. Car si l'on en croit les physiciens, le veto est une substance plus dure que le diamant qui ne se laisse entamer par rien, ni par l'émail des dents ni par la salive des orateurs. Le veto a fait depuis longtemps ses preuves : quand on l'introduit dans un organisme constitutionnel, que ce soit dans l'ancienne Pologne ou ailleurs, on ne saurait l'en déloger ; il finit toujours par bloquer la machine, qui explose.

Il est curieux que les forgerons de la paix aient précisément donné droit de cité au veto, ce redoutable empêchement de tourner en rond. Leur fausse manœuvre s'explique par la hâte de parvenir à un accord. Il s'agissait de décider les « grands » à abandonner une part de leur souve-

raineté tout en les persuadant qu'ils la gardaient tout entière. Le veto concrétisait une restriction mentale qu'on pourrait formuler ainsi : « Je jure de me soumettre à la loi commune - sauf si elle me déplaît ».

On dira que, sans le veto, l'ONU, dans sa composition actuelle, n'aurait pu se constituer et que la machine mondiale à faire la paix n'aurait jamais tourné. C'est vrai. Cependant, une machine qui éclate en marche n'est-elle pas plus dangereuse qu'une machine qui n'a pas démarré ? Aux spécialistes d'en discuter, mais la tentative qui consiste à transformer un veto de fer en un amortisseur de caoutchouc semble un peu bien naïve. On serait fort étonné si les souris parvenaient à circonvenir le grizzli et ses oursins.

Pierre Audiat
(24 mars 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-25-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-79-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Face au FN, la droite entre Epinay et Tours

Suite de la première page

Chassée du pouvoir par le gaullisme, la gauche que l'on disait alors « non communiste » - faudra-t-il parler bientôt de la droite « non fasciste » ? - s'épuisait en rivalités d'appareils verrouillés et en scissions byzantines. Une seule question l'agitait : fallait-il ou non s'allier avec le Parti communiste, et à quelles conditions ? Cette gauche s'était unifiée, au début des années 70, sur la stratégie du « programme commun » signé avec le PCF.

Le parallèle n'est évidemment pas acceptable, ne serait-ce que pour ceux-là mêmes qui y ont recours. En quoi le scandale que représente, à leurs yeux, l'alliance passée - et même présente, d'ailleurs - du PS avec le PCF peut-il atténuer celui que constituerait leur propre entente avec le Front national ? Lorsque l'on se prévaut des turpitudes des autres, c'est que l'on se prépare à faire un mauvais coup. Telle est bien, cependant, l'arrière-pensée des « comploteurs » que dénonce, sans les nommer, Hervé de Charette (*lire son entretien page 6*).

Leur raisonnement est empreint, de part en part, d'une vision qui est précisément celle du Front national, ce qui suffit à balayer toute prétention à l'autonomie dans leur démarche.

Antoine Rufenacht, maire du Havre et président du conseil régional sortant de Haute-Normandie, dénonçait, dans *Le Figaro* du 20 mars, les « appareils parisiens coupés des réalités » et jetait sa démission du RPR à la tête de Philippe Séguin, s'octroyant ainsi une liberté dont il ne précisait pas l'usage. Sa dénonciation des « déclarations moralisatrices » et son appel à « nettoyer les écuries d'Augias » des partis de la droite parlementaire laissent cependant augurer du pire lors de la séance d'élection du président du conseil régional, à Rouen, lundi.

C'est à une fronde d'une partie de leurs élus que les partis de droite doivent faire face. Un Jacques Blanc, un Charles Baur, un Jean-Pierre Soisson chevauchent un mouvement dont ils se bornent à profiter, mais que Charles Millon, éternel refondateur d'une droite qui le déçoit toujours, revendique : la mobilisation des élus de base contre des états-majors empêtrés dans leurs contradictions (*lire son point de vue page 13*). Le bout de chemin qu'il a choisi de faire avec le Front national doit avoir, à ses yeux, l'effet d'une décharge électrique sur les structures des partis, qu'il appelle, après les élections législatives, à se fonder dans une seule et même vaste formation libérale. Libérale et, doit-on ajouter à présent, « nationale ».

Ce scénario est accompagné par Alain Madelin, autre ancien ministre de Jacques Chirac et autre infatigable « révolutionnaire » de la droite. Son radicalisme libéral s'était glissé dans les habits du star-system léotardien des années 80, avant de redécouvrir le classicisme giscardien, puis de s'exalter dans le « baroque » chiracien de 1995. Le voici aux abords d'une extrême droite vis-à-vis de laquelle il affiche, toutefois, une distance peut-être d'autant plus marquée qu'il y fit ses débuts. Sa logique est d'aller aussi loin que possible vers les électeurs et les cadres du Front national, en feignant d'épouser leurs aspirations pour mieux leur faire voir que l'avenir, pour eux, ne peut être du côté de MM. Le Pen et Mégrét, mais du sien.

DEUX FORCES DE RÉSISTANCE

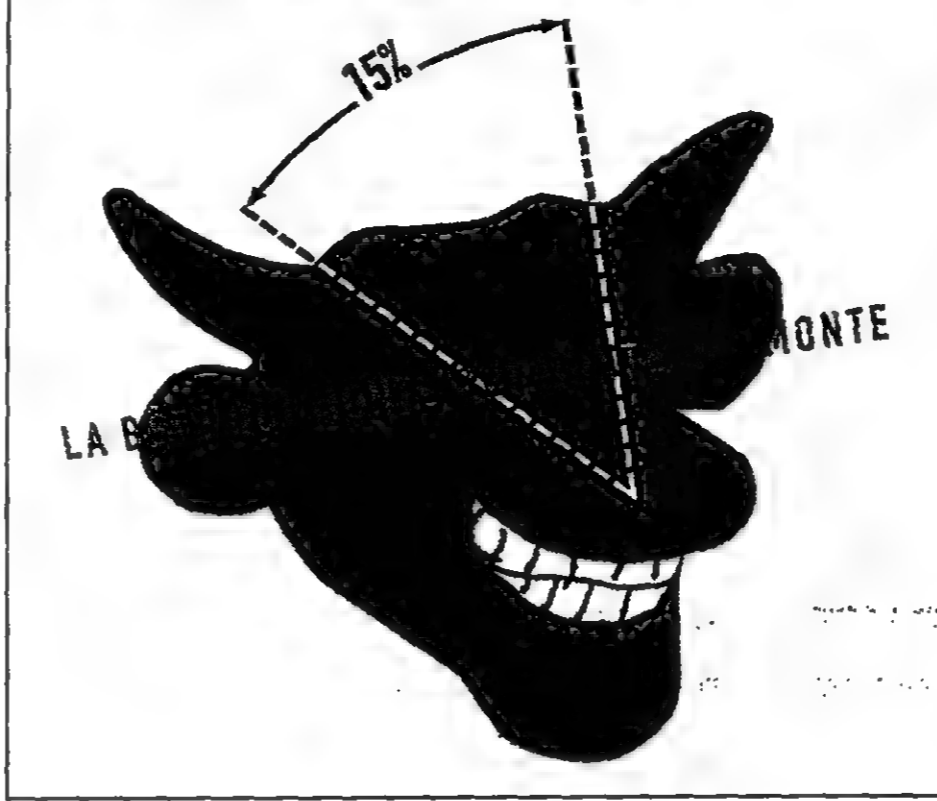
Face à cette entreprise de remembrement de la droite, par-delà la ligne de démarcation tracée par le FN lui-même entre ceux qu'il appelle les « nationaux » et les autres, ne peuvent se dresser que deux forces. Le RPR, d'abord. Incontestablement, et sans doute parce qu'il sait que son électoral est le plus perméable à la propagande de l'extrême droite, le parti gaulliste et ses dirigeants actuels - Philippe Séguin, Nicolas Sarkozy, Edouard Balladur - ont opposé la ligne de résistance la plus ferme aux coups de main du Front national. Cette opposition-là est structurelle : elle met en présence, depuis les origines, deux familles politiques qui entendent incarner la nation en récusant ses divisions en classes et donner corps à la volonté populaire au-dessus des conflits entre les partis. Entre ces deux camps-là, la lutte n'a pas mobilisé que des mots : les balles de l'attentat du Petit-Clamart venaient de l'extrême droite, celles qui exécutèrent Bastien-Thiry furent volées par de Gaulle.

L'autre résistance doit encore faire ses preuves, et il est permis de douter d'elle. C'est celle des centristes, qui comptent cependant dans leurs rangs le président du conseil régional de Picardie, mais dont l'engagement contre l'extrême droite avait été illustré avec courage par Philippe Douste-Blazy au ministère de la culture. Le scrutin majoritaire fait ordinairement du centre, comme le dit Lionel Jospin, un lieu géométrique vide, mais les élections législatives de 1997 ont remis au goût du jour la pratique des triangulaires. François Bayrou peut y puiser l'espoir que, entre ceux qui, à droite, sont prêts à faire affaire avec le Front national et ceux qui refusent à la fois la gauche « pharise » et l'extrême droite, le RPR n'occupera pas tout l'espace.

Une partie de la droite rêve d'un congrès d'Epinay, qui avait unifié les socialistes, en 1972, sur une stratégie d'union avec les communistes. Elle pourrait connaître son congrès de Tours : celui qui avait séparé, en 1920, les socialistes attirés par l'internationalisme communiste et ceux qui refusèrent de céder à cette attraction.

Patrick Jarreau

Fin de rire par Alain Le Quernec



Séisme

Suite de la première page

Dans une telle situation, où la droite est en pleine ligne, hors d'elle-même, où se joue non seulement son avenir, mais aussi celui du pays, il faut éviter deux erreurs : faire comme si de rien n'était, et s'en retourner aussi vite que possible au train-train de la vie publique ; faire comme si le parti de l'alliance droite-FN était déjà là, et se résoudre à le voir grandir.

Il ne se serait rien passé de si important, ni de si scandaleux : c'est évidemment ce que les barons de l'UDF qui ont « pactisé » tentent de nous vendre ; il n'aurait rien de naturel, rien odé, n'aurait rien de conclu, aucun accord et se seraient contentés de vagues propos dont se sont contentés à leur tour les élus du FN. Comprenez bien : ces braves élus se sont battus pour pouvoir continuer leurs (bonnes) œuvres, ils ont agi au nom de l'attachement à leur région, comme l'a souligné, trop vite, François Bayrou. En fait, nous venons de vivre un changement radical dans la hiérarchie politique et démocratique de ce pays.

La hiérarchie républicaine voulait qu'entre la gauche et l'extrême droite, la première puisse l'emporter : plutôt la gauche que Le Pen. Désormais, il faut savoir qu'une partie non négligeable de la droite préfère Le Pen et Mégrét à la gauche, et se réinscrit, plus de soixante ans plus tard, dans le droit fil de ceux qui déclaraient préférer Hitler au Front populaire. Faut-il que la haine de la gauche soit tenace - une gauche que l'on décrit par ailleurs comme édulcorée - que le sectarisme soit bien ancré pour en arriver là !

A moins que ce ne soit l'exaspération de ceux qui, à droite, n'ayant pas digéré la dissolution, refusent d'être contraints, fût-ce pour la durée d'un mandat local, à vivre dans l'opposition. Avec ce type d'opportunisme, et de refus viscéral de l'alternance, les mêmes devraient donc prochainement prôner des accords de désistement avec le FN pour éviter des trian-

gulaires aux prochaines législatives. Et pourquoi pas, la mise sur pied de listes d'union aux municipales. Le FN, de force d'appoint - étape qu'il vient de franchir victorieusement - est donc penser que l'état de la droite laisse donc penser que la perspective d'une présence de l'extrême droite au gouvernement doit désormais être prise au sérieux.

Ce que les cinq « tricheurs » - selon la forte terminologie de Philippe Séguin - viennent donc d'accorder à l'extrême droite est une légitimité politique : c'est un changement de nature dans la vie politique, dont tous ceux qui minimisaient jusqu'à présent la place et le rôle du FN (y compris à gauche, le premier ministre lui-même) feraient bien de s'avisés. Mais il faut dire et redire que cette étape de la légitimation politique n'est que la suite logique, inéluctable - nous ne cessons de l'écrire depuis 1983 - de l'étape qui l'a précédée, celle de la légitimation idéologique.

La première victoire de l'extrême droite a été remportée sur le terrain idéologique. Celle-là aussi lui a été accordée par la droite, par toute la droite, comme par une partie de la gauche, lorsqu'elle ont repris à leur compte les idées de Le Pen ; lorsque celles-ci sont passées dans le langage politique courant. Ainsi se décline le « politiquement correct » à la française : il n'est plus un discours, de droite ou de gauche, qui ne fasse référence à l'insécurité et à l'immigration, celle-ci étant censée expliquer celle-là, à la nationalité et à la « nation », qu'il ne faudrait pas, dit Jean-Pierre Chevènement, « laisser à Le Pen ». C'est là, dans les discours convenus, que les premières digues ont sauté. Accoutumant l'opinion à l'idée délétère que M. Le Pen possédait de « bonnes questions », nombre de responsables politiques ont préféré - et ont préféré encore - surenchérir sur son terrain que de l'affronter par d'autres valeurs - de solidarité, d'humanisme, de morale et, aussi, d'ambition européenne.

Chemin faisant, toutes les rhétoriques politiques s'inscrivent dans celles du FN. Des thèmes, des revendications mises en avant par le FN

- s'est-on avisé que la prime décidée par la mairie FN de Vitrolles en faveur des enfants français, de souche, comme on dit dans certains milieux, fut votée, dans le passé, par... le conseil de Paris à la demande de son maire, M. Chirac ? - sont devenues, hélas, le lot commun. Pis : ceux qui dénoncent cette porosité sont taxés de « moralisme », les antiracistes deviennent responsables du racisme, et la droite est priée d'aller plus loin, de prendre à son compte les revendications de l'extrême droite comme étant celles des électeurs de toute la droite. Non qu'un gouvernement ne doive pas assurer la sécurité, tenter de maîtriser les flux migratoires ni défendre les intérêts du pays : il s'agit du devoir de tout gouvernement, du b. a. ba de l'action gouvernementale. L'erreur est d'en faire des objets de débat - les uns pour « couper l'herbe sous les pieds de Le Pen », les autres pour montrer qu'on n'est pas en reste - qui tiennent lieu de dessein pour un pays auquel on demande, par ailleurs, prioritairement, de s'imposer dans l'économie-monde.

La première étape, la légitimation idéologique, préparait donc la deuxième, la légitimation politique. A son tour, celle-ci prépare la troisième, l'accession aux responsabilités gouvernementales. Là réside la stratégie de MM. Le Pen et Mégrét : la délabération qu'ils viennent d'obtenir de MM. Millon, Soisson et Blanc doit leur permettre de récupérer une part non négligeable de l'électorat de la droite républicaine, puis de revendiquer leur place dans une future majorité.

Pourtant, il ne faut pas désespérer de la droite : celle-ci n'est pas condamnée à l'irréparable. Après tout, plutôt que de suivre leur base militante - toute base militante, par définition, pousse vers la radicalité - peut-être les fameux « états-majors » pourraient-ils accorder quelque attention aux électeurs : le message de rééquilibrage du paysage politique envoyé par le corps électoral le 15 mars, contrarié par des coalitions autour de baronnies locales, a été amplifié par le pays au second tour des cantonales. Entre les états-majors, donc, et les barons, les électeurs, d'une certaine façon, ont tranché. Voilà une bonne raison, pour le RPR, comme pour une

UDF en lambeau, de ne pas baisser les bras.

Il lui faut donc voir la réalité en face : la droite s'est affaiblie d'elle-même. Cette faiblesse est la cause de son propre malheur : deux ans de gestion Chirac-Juppé lui ont fait perdre le soutien des classes moyennes salariées ; elle a, par dérivation idéologique, déstabilisé le centre. Se placer sur le terrain du FN était donc une lourde faute, qu'elle peut à tout moment corriger. Elle a besoin pour y parvenir d'une organisation renouée et surtout démocratisée : les responsables nationaux paient le prix, comme hier le PS, d'un système largement confisqué par des notables. Elle doit se renouveler et être sûre du degré d'engagement de ceux qu'elle investit.

Des hommes comme Nicolas Sarkozy, et d'autres, passés sa période de purgatoire et oubliés ses hésitations d'un jour, Alain Juppé peuvent incarner ce nouveau cours. A condition d'être convaincus que toute reconquête de la droite par elle-même et pour elle-même passe par une réactualisation et une réappropriation des valeurs républicaines, par un libéralisme authentique et non pas dévoyé comme le proposent les émules d'Alain Madelin et de Philippe de Villiers. Dans l'immédiat, qu'elle commence par mettre à l'index ceux par qui le trouble est arrivé, et qu'elle évite de céder à une tentation qui ferait d'une droite affaiblie une droite exaspérée : dans ce domaine comme dans d'autres, elle ne ferait jamais aussi bien que Le Pen.

Reste le sommet de l'Etat : Jacques Chirac, dont la famille sème le désordre, comme Lionel Jospin, qui ne saurait se contenter d'une droite disloquée, doivent sans tarder s'employer à rétablir les conditions d'un débat politique et d'une vie publique renouée, débarrassée de ce qui l'encombre - cumulés généralistes, modes de scrutin inadéquates, justice soumise, etc. Hier, ils pouvaient se passer simplement comptables de la santé politique d'une démocratie paillarde. Désormais, dirigés d'un pays malade, ils sont comptables de sa guérison. Ils ont l'un et l'autre un même devoir d'Etat.

J.-M. C.

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

UNION EUROPÉENNE si la concurrence est effective dans le secteur des télécommunications depuis février, le gouvernement doit l'organiser dans les domaines de l'électricité,

du gaz et des activités postales. **DES DIRECTIVES** concernant ces trois secteurs ont été adoptées et doivent être retranscrites dans le droit français d'ici moins d'un an.

LIONEL JOSPIN définira la doctrine gouvernementale lors d'un colloque organisé par le ministère de l'Industrie, jeudi 26 mars, au cours duquel s'exprimeront des dirigeants d'entre-

prise, des syndicalistes ainsi que Karol Van Miert, commissaire européen à la concurrence. **LES SYNDICATS** D'EDF-GDF entendent peser sur les débats en rassemblant près de

5 000 personnes à Paris mardi 24 mars et en présentant le résultat de deux enquêtes sur les attentes des usagers et des personnels en matière de politique énergétique.

Le gouvernement réfléchit à l'avenir des services publics

Après l'ouverture du capital de France Télécom, l'évolution d'EDF-GDF et celle de La Poste sont liées à la transposition, d'ici à la fin de l'année, dans le droit français, de directives européennes. Lionel Jospin entend de nouveau être « offensif »

ABSENTS du débat public depuis l'ouverture du capital de France Télécom, en octobre 1997, les services publics vont recouper le devant de la scène politique et sociale, jeudi 26 mars. Lionel Jospin clôturera un important colloque organisé par Christian Piret, secrétaire d'Etat à l'Industrie, sur le thème « Energie, poste et télécommunications : quel avenir pour le service public en France et en Europe ? ».

Ce sera la première fois, depuis son discours d'investiture du 19 juin 1997, que M. Jospin s'exprimera sur le sujet. Il le fera en présence de plusieurs ministres (Pierre Moscovici, Christian Piret...), d'un ancien ministre de l'Industrie, Franck Borotra (RPR), de dirigeants d'entreprises publiques (Michel Bon, Claude Bourmaud, Edmond Alphandéry), de syndicalistes, mais également de Karol Van Miert, le commissaire européen chargé de la politique de la concurrence, qui présidera une table ronde sur le

thème « Régulation et politiques publiques ».

« Ce sera l'occasion pour le premier ministre de retrouver un discours offensif et constructif face à l'Europe sur les services publics », pronostique un dirigeant d'entreprise publique proche du gouvernement. Le moment n'a pas été choisi au hasard. D'ici à la fin de l'année, le gouvernement devra retranscrire trois directives dans le droit français : celles sur l'électricité, sur le gaz et sur les activités postales.

DEFINIR UNE DOCTRINE POLITIQUE

Après une approche dossier par dossier, le gouvernement doit donc tenter de définir une doctrine politique afin d'orienter les débats parlementaires à venir, de rassurer les salariés et les syndicats des entreprises publiques et de montrer à la Commission européenne que la France n'est pas disposée à être raisonnée devant le fait accompli sur ces questions.

Ainsi, alors que la directive postale qui organise le secteur jusqu'en 2003 n'est pas encore retranscrite dans les législations nationales, les services de la Commission seraient déjà en train de commander une étude pour préparer l'étape suivante de la libéralisation. « Une fois de plus, Bruxelles veut court-circuiter les Etats », observe-t-on à Paris.

La France devrait profiter de la crainte qu'inspire la construction européenne dans la plupart des pays et de la « très légère brise favorable » que le sénateur Gérard Delafau (PS, Hérault) croit déceler actuellement en faveur des services publics pour faire entendre sa voix. Ce qui ne veut pas dire « l'ouverture du capital de France Télécom est là pour le prouver » que le gouvernement fera preuve d'immobilisme. Jacques Fournier, conseiller d'Etat, ancien président de la SNCF et connu pour son attachement aux services publics, interviendra à plusieurs reprises au cours du colloque pour rappeler que l'introduction

d'une certaine dose de concurrence dans tous les services publics de réseaux est désormais un fait acquis.

Mais, selon l'entourage de M. Piret, le gouvernement devrait faire valoir que chaque cas est particulier. Il ne saurait être question d'ouvrir le capital de La Poste comme cela a été fait pour France Télécom. Même cas par cas sur le point-clé de l'autorité de régulation : la France a créé une autorité indépendante dans les télécommunications mais s'appuie à instituer une autorité de régulation administrative en matière d'électricité.

Ce discours sur la spécificité de chacun des secteurs devrait pouvoir être entendu par M. Van Miert. D'ores et déjà, fait-on valoir à Paris, la directive sur les télécoms réduit le service universel à la fourniture de prestations, alors que celle sur l'électricité permet aux Etats d'établir une planification à long terme et une véritable politique industrielle.

Le discours du premier ministre

est loin d'être écrit d'avance. Les travaux du Conseil d'analyse économique mis en place par Lionel Jospin en témoignent. De façon très opportune, ces économistes chargés d'éclairer la politique gouvernementale ont publié en décembre deux rapports sur le thème « Service public, secteur public », rédigés par Claude Henry, professeur à Polytechnique, et Elie Cohen, directeur de recherches au CNRS.

« USAGERS » OU « CLIENTS » ?

Comme le souligne en annexe de cette publication Paul Champsaur, directeur général de l'Insee, ces deux rapports révèlent « un désaccord important entre les auteurs qui laisse assez largement ouverte la question centrale du statut et de la régulation des entreprises exerçant des missions de service public ». Alors que M. Henry doute de la capacité des entreprises privées à assurer, même sous l'autorité d'un régulateur, des missions de service public, M. Cohen met en avant les défauts intrinsèques de l'Etat actionnaire qui a tendance, selon lui, à devenir « Etat prédateur ».

Le premier ministre devra répondre à ces interrogations. Il de-

va aussi sans doute répondre aux inquiétudes des syndicalistes d'EDF-GDF. Mardi 24 mars, l'ensemble des fédérations syndicales des deux entreprises (CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC) organisent un grand rassemblement à la Grande Halle de La Villette à Paris. Devant près de cinq mille participants (salariés d'EDF-GDF, usagers, associations de consommateurs, responsables politiques), les syndicats, pour une fois unis et déplorant le silence officiel, ouvriront « un débat public » sur l'avenir du service public de l'électricité et du gaz.

Pour alimenter leur réflexion, les syndicalistes présenteront une initiative originale, le résultat de deux enquêtes : un sondage réalisé par la Sofres auprès d'un échantillon représentatif de la population (lire ci-dessous) et une enquête qualitative audiovisuelle auprès d'un double échantillon représentatif de personnes « et des usagers ». Un terme que les syndicalistes continuent de préférer à celui de « clients ». Malgré ce choix lexical qui, à lui seul, résume les débats qui se tiendront dans les prochains jours, cette initiative syndicale montre que les représentants des salariés ne se contentent plus dans une opposition absolue aux évolutions décidées par les instances européennes mais veulent être désormais des forces de propositions.

Frédéric Lemaître

* Service public, secteur public, rapports d'Elie Cohen et de Claude Henry, la Documentation française, décembre 1997, 145 pages, 35 francs.
* Concurrence et services publics dans l'Union européenne, de Claude Henry, Presses universitaires de France, novembre 1997, 225 pages, 149 francs.

Les Français hostiles aux coupures d'électricité et de gaz pour les plus démunis

DEUX ENTREPRISES compétentes, qui peuvent se diversifier tout en continuant leurs missions de service public : telles sont les idées, positives, que se font les Français d'Electricité et de Gaz de France. Cette image ressort d'un sondage réalisé par la Sofres, les 13 et 14 mars, auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, à la demande de tous les syndicats (CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC) d'EDF-GDF. Ceux-ci utiliseront ce document pour lancer leur forum « 1998, construisons le service public de demain », mardi 24 mars à Paris.

L'étude comprend cinq parties : les choix énergétiques, le service public de l'électricité et du gaz, l'image d'EDF-GDF, l'avenir de ces deux entreprises et l'évolution des tarifs. Premier du genre, ce sondage, ne permet donc pas de mesurer l'évolution de l'avis des Français sur les sujets évoqués.

D'entrée de jeu, les personnes interrogées jugent à 72 % nécessaire, voire indispensable, qu'un débat s'engage sur les futurs choix énergétiques du pays. Un souhait qui vient conforter la démarche des organisateurs du colloque, partisans d'un débat national.

La nucléaire ne fait pas l'unanimité. 58 % des Français souhaitent que dans les décennies futures, le parc de centrales existant soit maintenu en renouvelant les installations. Mais 30 % des sondés demandent que la France s'engage dans un abandon de l'énergie atomique.

Pour les Français, la mission de service public d'EDF-GDF s'oriente principalement autour de quatre axes : distribuer l'électricité et le gaz partout sur le territoire (55 %), pratiquer le même prix

quelle que soit la région (53 %), mais aussi être attentif aux plus démunis (47 %), et créer des emplois (44 %). Le total est supérieur à 100 %, car les personnes interrogées pouvaient donner cinq réponses. Les troisième et quatrième choix « sont une vraie interpellation », estime Didier Witkowski, responsable de l'étude à la Sofres. Dans cet esprit, 68 % des Français demandent un effort de solidarité. Ils estiment souhaitable qu'on interdise à EDF-GDF les coupures d'électricité et de gaz pour les plus démunies.

L'image des deux entreprises apparaît plutôt bonne ou très bonne pour 89 % des sondés. Le premier qualificatif retenu est la compétence (48 %), talonnée par la performance (41 %). L'écoute des clients (35 %) vient en troisième position devant la bureaucratie (22 %). Si une petite majorité (52 %) estime qu'EDF-GDF prend en compte les situations particulières des clients, 39 % sont d'avis contraire.

OPTIMISTES POUR L'AVENIR

L'avenir, avec l'ouverture à la concurrence, est perçu de manière optimiste. 73 % en attendent un effet positif sur le prix de l'électricité et du gaz pour les particuliers et 66 % sur la qualité du service rendu. Les deux entreprises sont plébiscitées (94 %) pour conseiller les particuliers dans leurs choix d'installation énergétique, la sécurité et l'entretien. Il leur est demandé de développer la voiture électrique (87 %) et de se renforcer sur les marchés étrangers (85 %).

Enfin, le prix de l'électricité est considéré comme normal et pas trop élevé par 60 % des sondés.

39 % cependant le jugent insupportable ou beaucoup trop cher. Le sentiment est sensiblement voisin pour le gaz.

« Pour les Français, EDF et GDF peuvent rester performants et compétitifs, tout en se diversifiant et en continuant d'assurer les missions de service public. Dans leurs esprits, ce n'est pas contradictoire, c'est au contraire compatible », constate M. Witkowski.

La vision positive du sondage sera contrebalancée, lors du débat, par la projection d'un film réalisé par l'agence Campana Eleb. Ce document d'une trentaine de minutes présente la synthèse d'une

enquête réalisée auprès de 250 personnes dans toute la France. Elle résume les réflexions des agents d'EDF-GDF, des clients et fait ressortir les « questions taboues » qui servent à lancer les discussions. En interne, les préoccupations concernent le devenir de l'entreprise et son risque de privatisation. Il est reproché notamment à la direction des deux groupes de ne pas afficher de stratégie claire avant l'ouverture à la concurrence. Tarifs et coupures sont en revanche au centre des interrogations des usagers.

Dominique Gallois

Les principales entreprises

- EDF, 188 milliards de francs de chiffre d'affaires, 117 000 salariés.
- France Télécom, 134,7 milliards, 165 200 agents.
- La Poste, 86,6 milliards, 310 000 agents.
- SNCF, 77 milliards, 177 900 cheminots.
- GDF, 54 milliards, 25 256 salariés.
- RATE, 18,3 milliards, 38 300 agents.

De Beers, prochaine « appellation d'origine contrôlée » des diamants

LONDRES

En 1866, la découverte dans un lit de rivière, à Hopetown (Afrique du Sud), d'une gemme de 21,25 carats avait donné naissance à l'industrie du diamant telle qu'on la connaît aujourd'hui. L'année 1998 pourrait marquer la deuxième révolution du monde des brillants avec la mise au point par la société De Beers d'un procédé révolutionnaire lui permettant d'apposer sa « griffe » sur les plus belles pierres taillées.

« Nous sommes conscients de l'unicité d'un acheteur d'une marchandise très chère, unique au monde, mais dont il ne connaît pas la provenance. Le nom De Beers est un gage de confiance », explique Nicky Oppenheimer, le président du groupe sud-africain, en présentant cette trouvaille. Jusqu'à présent, les diamants provenant des mines de la compagnie ou des pays producteurs liés au cartel De Beers et vendus par son entreprise étaient indissociables des autres pierres. Inventée par le laboratoire londonien de la société, après plusieurs années de recherches, la nouvelle technologie permet d'inscrire sur le diamant le nom De Beers suivi

d'un numéro. Invisible à l'œil nu ou à la loupe, cette marque sera reconnaissable grâce à un outil de lecture spécial, mis au point par la firme, dont disposent joailliers et bijoutiers. Comme le montre l'accord des trois principaux instituts de gemmologie américains et anversois, l'inscription au laser n'endommagera pas la pierre la plus dure, mais aussi extrêmement fragile.

FACILITER LA LUTTE CONTRE LES VOLEURS

Aux yeux du conglomérat créé dans les années 30 par Ernest Oppenheimer, cette identification facilite la lutte contre les voleurs pour lesquels le diamant, petit, facile à négocier, reste une proie idéale. Le poinçon permet aussi de pénaliser les pays producteurs qui font cavalier seul, comme l'Australie, ou ne respectent pas les accords signés avec la centrale de vente de diamants londonienne (Russie, Angola...). Ce « club », qui contrôle toujours 70 % de la commercialisation des pierres brutes, dépense plus de 200 millions de dollars par an en campagnes de publicité autour du célèbre slogan « le diamant est éternel », dont profite l'ensemble du secteur.

Avec un tel procédé, la valeur d'un diamant ne dépendra pas seulement de son poids, de sa couleur, de sa pureté ou de sa taille, mais également du fait qu'il ait été stocké, trié, évalué et vendu par la De Beers. A écouter la compagnie, ce label pourrait devenir l'équivalent d'un Woolmark pour la laine ou d'une Appellation d'origine contrôlée pour les vins. Enfin, ce mécanisme permet au détaillant de faire la différence avec les diamants artificiels traités via irradiation ou les pierres synthétiques fabriquées en Russie, apparues ces dernières années sur le marché et de plus en plus sophistiquées.

Les professionnels anversois demeurent circonspects devant cette invention, qui sera testée pour la première fois cet été dans une bijouterie de Manchester. « L'authentification n'empêchera pas la fraude. Le laboratoire est basé à Londres et renvoie la marchandise sur un processus long, coûteux et risqué », confie l'un des 160 clients privilégiés de la De Beers. Le diamant est éternel, la contrefaçon pourrait bien l'être aussi.

Marc Roche

Les difficultés du groupe japonais Mitsubishi Electric remettent en question son identité

TOKYO

correspondance
Issue du démantèlement du conglomérat Mitsubishi après la guerre, Mitsubishi Electric Co. (Melco) a longtemps été une institution du capitalisme nippon. Situé dans un immeuble massif du centre de Tokyo, non loin du palais impérial, son siège fait penser aux bureaux des ministères de l'arrondissement voisin de Kasumigaseki, avec leur personnel pléthorique. Tout le contraire de NEC et de Toshiba, ses concurrents, qui se sont fait construire des gratte-ciel high tech proches de la baie de Tokyo. En période de crise, le contraste est encore plus saisissant entre une société tournée vers le marché intérieur pour les trois quarts de sa production et les multinationales de l'électronique que sont NEC, Sony ou Toshiba.

Melco - c'était sa spécificité et,

apparemment, jusque-là, la clé de sa réussite - fait le grand écart entre quatre secteurs : la machinerie lourde (générateurs, ascenseurs, escaliers mécaniques... pour 23 % de son chiffre d'affaires), l'électronique grand public (27 %), les systèmes et composants (télécommunications, espace, défense... pour 34 %) et l'automatisation des entreprises (16 %). Mais la formule ne fonctionne plus. L'été dernier, le président de Melco, Takashi Kitaoka, a annoncé à ses employés médusés qu'une partie de la prime d'hiver (environ trois mois de salaires au Japon) serait payée sous forme de coupons d'achat en produits du groupe. Pour une très petite proportion, certes, mais l'anecdote a fait grand bruit.

A l'automne, la firme était impliquée dans une affaire de *sokaiya*, ces maîtres chanteurs spécialisés dans l'extorsion de fonds aux entreprises. La société annonçait ensuite

qu'elle risquait, pour la première fois de son histoire, d'être dans le rouge au terme de l'année fiscale 1997 (qui s'achève le 31 mars 1998). En janvier, Melco aggravait son pronostic : 70 milliards de yens de perte nette (3,3 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 3 800 milliards de yens. « Nous étions dans une très mauvaise passe », reconnaît Katsuyuki Hashimoto, chargé des relations extérieures, « c'est même pire que lors du choc pétrolier de 1973 ».

MANQUE DE FLEXIBILITÉ

Mitsubishi Electric a souffert de la conjoncture négative de l'électronique grand public et des semi-conducteurs en 1997. Mais ses difficultés sont, à bien des égards, symptomatiques d'une gestion d'avantage préoccupée de volume que de productivité et de rationalisation : les groupes électroniques nip-

pons sont très nombreux à occuper les mêmes segments et à se lancer dans les mêmes investissements au même moment. C'est toute la différence avec un Sony, qui n'hésite pas à faire cavalier seul.

« Mitsubishi Electric est un agrégat de problèmes. Le groupe a un avantage dans la machinerie industrielle, et c'est sur ce segment qu'aurait cherché à la renforcer n'importe quelle équipe de gestionnaires occidentaux », estime Steve Myers, analyste spécialiste de l'électronique chez Jardine Fleming, à Tokyo. Les ascenseurs et les escaliers mécaniques demeurent pour Melco un marché en croissance, même au Japon. En revanche, les mauvaises performances des climatiseurs, liées à l'été frais, et des produits électroniques, dues à la morosité de la consommation, ont surpris un groupe très peu flexible.

« Des problèmes d'organisation ont fait que les difficultés et les pertes se sont transmises d'année en année, sans vraiment apparaître. Il y a eu aussi des erreurs de prévisions », es- saine d'expliquer M. Hashimoto, qui précise, en indiquant le plafond, que les dirigeants, à l'étage supérieur, planchent sur un plan de restructuration. On n'imagine mal Melco annoncer des licenciements secs - encore tabous au Japon - mais la société devrait supprimer des postes, satelliser des employés dans des filiales et accélérer les départs à la retraite. « Pour arrêter l'hémorragie, il faut faire de la chirurgie une priorité », a déclaré son président.

Au Japon, le groupe souhaite se concentrer sur des composants plus sophistiqués et réduire au minimum ses investissements dans les mémoires de prochaines générations (DRAM de 256 mégabits). Ce

quels les analystes assimilent à un abandon à terme des DRAM, qui constituent pour l'instant le tiers des ventes de Melco dans les semi-conducteurs. Le groupe a récemment fermé une usine de puces aux Etats-Unis, licenciant deux cents employés, et annoncé le retrait de sa filiale anglaise, Apricot, du marché des micro-ordinateurs.

Steve Myers n'est pourtant pas convaincu : « Le passif dû aux restructurations [générées par les entreprises au Japon] a cru beaucoup plus vite que le chiffre d'affaires. La dette nette augmente très rapidement. La capacité d'autofinancement est très faible. Les restructurations annoncées à ce jour sont probablement insuffisantes pour assurer un retour à la rentabilité. La survie même du groupe à long terme est, d'après moi, en question si des mesures plus drastiques ne sont pas prises. »

Brice Pedroletti

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



سكوا من الامم

COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 24 MARS 1998

La France pourrait bientôt avoir une chaîne de télévision catholique

Sans remettre en question le « Jour du Seigneur », qui fête ses cinquante ans de service public, une réflexion est ouverte autour de projets thématiques associant TF 1 et TPS

LA FRANCE aura-t-elle bientôt une chaîne de télévision religieuse ? Personne ne sait encore quels en seront l'opérateur, le montage financier, l'architecture même du projet, mais la floraison des bouquets numériques aigües les appétits. L'équipe la mieux placée est celle du Comité français de radio-télévision (CFRT), qui célèbre cette année le cinquantième anniversaire du « Jour du Seigneur », plus vieille émission de la télévision française.

Rendez-vous traditionnel du dimanche matin sur France 2, il connaît un taux d'audience stable autour de 700 000 téléspectateurs (le double lors de la diffusion de la messe), mais la multiplication des chaînes grignote sa part de marché. Au même titre que les autres émissions religieuses du dimanche (protestante, juive, musulmane et bouddhiste), « Le Jour du Seigneur » fait partie du cahier des charges du service public. Ses dépenses sont de 35 millions de francs par an, couvertes par des dons et par France-Télévision.

Compte tenu de son expérience, de son fonds d'archives et de la confiance des évêques, le CFRT-« Jour du Seigneur » sera inévitablement le « pivot » de la prochaine chaîne catholique. Mais Antoine de Tardé, son président,

reste prudent. Pour lui, il ne faut pas prendre le risque de « déstabiliser » un service rendu chaque dimanche à des centaines de milliers de fidèles, parfois âgés, au profit d'une chaîne thématique dont la mission et le public seraient différents. Le CFRT redoute que ses 200 000 donateurs ne se laissent tenter par d'autres propositions. Il craint aussi de mettre en péril son équilibre financier, alors que l'impact et la rentabilité de la nouvelle télévision sont loin d'être assurés. L'émission du dimanche matin est à la fois « un ghetto » et « une chance », convient Hervé Jégou, producteur et responsable avec Antoine de Tardé du CFRT.

Le Comité admet pourtant qu'il y a des « potentialités nouvelles » et que des offres concurrentes aient des chances de l'emporter, plus concrètes que la menace régulièrement agitée de « télévangélistes » à l'américaine. A cet égard, TF 1 et TPS ne cachent pas leurs intentions avec leur projet commun Odyssée-Religion. Ses promoteurs, Gérard Carreyrou et Jean Offredo, font des recherches sur la faisabilité d'une chaîne « chrétienne » de documentaires et de débats, qui se situerait dans l'« esprit interreligieux d'Assise »

(allusion à la rencontre organisée par le pape en 1986) et l'« esprit intergénérationnel des Journées mondiales de la jeunesse ». Sans tomber, précise Jean Offredo, dans le syncrétisme (« tout se vaut ») ou l'affermage de temps d'antenne aux différentes confessions.

Les deux projets du CFRT-« Jour du Seigneur » et de TF 1-TPS paraissent complémentaires et des contacts ont été noués. Antoine de Tardé et Hervé Jégou veulent aussi une chaîne « chrétienne », ouverte à la diversité des confessions, capable de rejoindre des croyants, mais aussi des non-croyants, mais ne veulent pas d'une chaîne exagérément identitaire : « Il ne s'agit pas d'asseoir des vérités catholiques », annonce Hervé Jégou. Ils hésitent toutefois à entrer dans un tour de table avec TF 1, où ils ne seraient pas maîtres du jeu et risqueraient d'être entraînés dans une aventure (commerciale) qui les mettrait en contradiction avec leur spécificité catholique et leur travail sur le service public.

Leur prudence est d'autant plus justifiée qu'ils se savent observés par la hiérarchie catholique. A peine remis de lourds investissements dans les radios locales chrétiennes, les évêques sont encore réservés sur les avantages suppo-

sés de la télé numérique. M^{re} Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, manifeste pourtant un vif intérêt pour les projets de chaîne catholique et consulte des professionnels, comme Jean-Marie Cavada, Frédéric Mitterrand, Betty Durot, Bruno Masure et même Karl Zéro.

Le diagnostic qu'il porte sur la présence de l'Eglise sur les chaînes généralistes, y compris sur France-Télévision (hormis les opérations exceptionnelles type JM) est plutôt critique. Pour M^{re} Lustiger, l'Eglise a une chance à jouer sur le câble ou le satellite : grâce à ses réseaux, à sa dimension internationale, aux valeurs qu'elle défend, elle est capable de « donner du sens » à une télévision qui avoue en manquer cruellement. Mais il lui est conseillé de s'entourer de vrais professionnels, de ne pas faire « Télé-Notre-Dame » (comme il existe déjà Radio-Notre-Dame) ou de copier « Le Jour du Seigneur ».

QUELLE VIABILITÉ ?

La tentation est grande pour l'archevêché de Paris de figurer dans la compétition. Mais si, comme l'ont montré les JM, M^{re} Lustiger ne manque pas de cautions dans les médias, où trouver les ressources humaines et fi-

nançières nécessaires à une télévision ? Quel partenariat imaginer avec ce qui existe, du « Jour du Seigneur » à la presse catholique (Bayard-Presses, les Publications de la Vie catholique), également compétentes ? Une chaîne catholique est-elle viable ? Autant de questions posées à l'archevêché de Paris, comme dans les autres cercles catholiques que tente ce projet et qui semblent peu pressés de se rencontrer. Pourtant, chacun sait qu'il n'y a pas de temps à perdre et que la « prime » sera au premier engagé.

Dans cette partie de poker, certains ont déjà abattu leurs cartes : le projet Eurema, lancé par un ancien évêque suisse, M^{re} Pierre Marie, a le soutien d'une partie des conférences épiscopales européennes et est financé par une grande famille italienne. Ce projet est le plus élaboré, mais à Paris, on en parle déjà comme d'une « ARTE religieuse », dont les contraintes (langues, projet éditorial) seraient supérieures à celles de la chaîne franco-allemande. Reste que si l'énergie dépensée sur une chaîne thématique nuit à sa présence sur les chaînes généralistes, il n'est pas sûr que l'Eglise soit, en fin de compte, gagnante.

H.T.

TROIS QUESTIONS A...

DOMINIQUE WOLTON

1 Pour vous qui dirigez le laboratoire « Communication et politique » du CNRS, la télévision est-elle adaptée au traitement du religieux ?

La radio, qui permet la confiance, m'a toujours semblé la mieux adaptée au religieux. Mais la télévision peut aussi traduire la force du mystère, à travers les films et l'histoire, à travers l'information : on voit le pape sur les écrans depuis vingt ans, mais l'émotion est la même à le découvrir à Cuba, côte-à-côte avec Fidel Castro.

2 Comment réagissez-vous aux projets de chaîne religieuse ? Pourquoi pas ? Mais je crains que la média thématique encourage le

repli sur le « ghetto » (« Les Juifs parlent aux Juifs » ou « Les catholiques parlent aux catholiques ») ou serve de substitut à des médias généralistes qui ne traitent pas le religieux comme il le faut. D'un point de vue sociologique ou culturel, l'espace consacré au religieux dans les médias généralistes devrait être élargi. Et le cahier des charges, du service public revu : comment réduire la contrainte religieuse dominicale et permettre un développement des thèmes religieux dans les émissions d'information, de culture, de débat, voire de variété ?

3 Pourquoi médias et religion ont-ils tant de mal à se rejoindre ?

Les professionnels des médias ont du mal à admettre les hommes de religion dans leur altérité et leur

tradition. La modernité est tellement triomphante que tout ce qui n'est pas perçu comme moderne suscite des réactions négatives. Sous des dehors de tolérance et de transparence, les professionnels finissent presque par occulter les différences. Mais, si tout le monde se met à ressembler à tout le monde, si les messages les plus complexes sont raccourcis ou réduits aux grilles de l'analyse politique, où est la démocratie ? Tout en échappant à la langue de bois, les hommes de religion doivent imposer leur style et leurs thèmes. Une communication conduisant à l'arasement des identités est détestable. Celle où chacun tient son rôle et fait respecter sa différence est un « plus » pour la démocratie.

Propos recueillis par Henri Tincq

Les résultats de Canal Plus devraient progresser en 1999

1998 SERA ENCORE une année difficile, mais 1999 devrait connaître une amélioration « très significative » des résultats de Canal Plus, a annoncé, vendredi 20 mars, Pierre Lescure, président-directeur général de la chaîne cryptée. Cette année, le groupe prévoit des pertes d'un niveau similaire à celles de 1997 - environ 611 millions de francs -, pour un chiffre d'affaires en croissance de 18 %, a précisé Laurent Perrière, directeur financier. En 1997, le chiffre d'affaires de la chaîne cryptée s'est établi à 19,59 milliards de francs.

La courbe des abonnements à la chaîne cryptée semble être arrivée à un plateau. Après 100 000 souscripteurs supplémentaires l'an passé, la chaîne prévoit de rassembler 30 000 abonnés de plus en 1998 et table sur une croissance nulle en 1999. En revanche, Canal-Satellite devrait continuer sa forte progression.

En 1997, le bouquet numérique a délogé un recrutement net de 438 000 abonnés pour atteindre 776 479 souscripteurs au 31 décembre. Selon Bruno Delecour, directeur général chargé des activités commerciales, « le point

mort de CanalSatellite est toujours prévu en 1999, mais avec 30 % d'abonnés supplémentaires ».

Au total, le groupe Canal Plus revendiquait 757 000 numériques en France à la fin 1997. Avec la stagnation du portefeuille de Canal Plus, CanalSatellite devrait constituer un fort relais de croissance. 64 % des abonnés en mode numérique ont souscrit à la chaîne cryptée et au bouquet. En moyenne, le chiffre d'affaires par abonné est de 300 francs.

LE POIDS DE L'INTERNATIONAL

Canal Plus continue à digérer la fusion avec NetHold. Menée tambour battant par Michel Thoulouze, directeur général chargé de l'international, la restructuration des anciennes activités du groupe sud-africain devrait permettre que chaque entité atteigne son équilibre au plus tard en 2001. Selon lui, l'Italie, où Telepiù et sa plateforme numérique pourraient connaître une certaine concurrence, devrait atteindre son point mort à la fin de 1999 avec « 1,9 million d'abonnés ».

L'international pèse d'un poids de plus en plus important dans le groupe Canal Plus. Toutes chaînes confondues, ce secteur rassemble 4 241 000 abonnés. En Italie, Telepiù a « récupéré les 105 000 abonnés fantômes » tandis que D+, la plateforme numérique, « s'en vole ». La participation de 45 % de Telepiù cédée par Kirch devrait « être vendue en tout ou partie en 1998 ».

Vendredi 20 mars, à l'annonce de ces résultats, le titre Canal Plus a perdu 10 %, soit près de 4 milliards de francs de la valorisation boursière du groupe.

Guy Dutheil

Advertisement for CALVITIE hair care products. It features a black and white portrait of a man with thick, wavy hair. Text includes 'CALVITIE', 'Produits naturels', 'Produits techniques', 'Les plus efficaces', and 'CLINIQUE MATTIGNON'. At the bottom, it says 'RENSEIGNEMENT ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE' and provides a phone number.

Large advertisement for ARTE television channel. The main headline reads 'Avoir 13 ans à Gennevilliers'. Below it, a quote says: 'Au bout de l'enfance : Un petit groupe d'élevés de cinquième témoigne sur sa vie au collège et dans la cité. Bienvenue dans l'univers des "pré-ados"'. The image shows two young boys in a classroom setting. At the bottom, the ARTE logo is prominent, along with the text '3615 ARTE (1,29F/mn)' and 'http://www.arte-tv.com'.

AGENDA

MARDI 24 MARS

- France : indice de la production industrielle en janvier.
- Caisses d'épargne : résultats 1997.
- Schneider : résultats annuels.

MERCREDI 25 MARS

- France : indice des prix à la consommation en février.
- Etats-Unis : réunion de la Réserve fédérale américaine ; commandes de biens durables et vente de logements en février.
- Euro : remise des rapports de la Commission européenne et de l'Institut monétaire européen (IME) sur les pays aptes à entrer dans le premier cercle de l'euro.
- Natexis : résultats 1997.

JEUDI 26 MARS

- France : consommation des ménages en produits manufacturés en février.
- Etats-Unis : croissance du PIB au quatrième trimestre.
- Euro : réunion extraordinaire du conseil central de la Bundesbank qui doit débattre du rapport sur « l'état de la convergence dans l'Union européenne » demandé par le chancelier Kohl.
- OCDE : réunion du comité de politique économique (jusqu'au 27).
- Crédit agricole : résultats 1997.
- Nestlé : résultats annuels.
- Fortis : résultats annuels.
- Cockerill : résultats annuels.
- Groupe Bruxelles Lambert : résultats annuels.
- SNCF : élection des délégués du personnel et des comités d'établissement.

VENDREDI 27 MARS

- Japon : taux de chômage en février.
- France : balance commerciale en janvier.

LUNDI 30 MARS

- France : enquête de conjoncture dans l'industrie en mars (insee) ; date limite pour la remise des déclarations de revenus.

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **ROMTELECOM** : six opérateurs de téléphonie - France Télécom, Deutsche Telekom, KPN (Pays-Bas), OTE (Grèce), SBC (Etats-Unis) et STET (Italie) - ont répondu à l'appel d'offres lancé par la Roumanie pour la vente de 35 % des actions de la société nationale Romtelecom. L'état roumain, qui attend 1 milliard de dollars (6 milliards de francs) de cette vente, devrait faire connaître son choix en juillet.

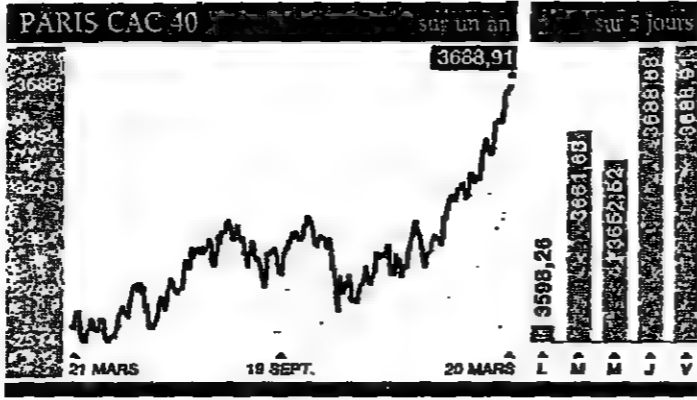
● **AIRBUS** : le consortium aéronautique Airbus a reçu la confirmation, dimanche 22 mars, de la commande géante de trois compagnies d'Amérique latine pour un montant de 3,5 milliards de dollars (21 milliards de francs). La chilienne LanChile, le groupement Taca d'Amérique centrale (Taca au Salvador et au Honduras, Aviateca au Guatemala, Laca au Costa Rica, et Nica au Nicaragua) et la brésilienne TAM ont passé une commande ferme de 88 appareils à couloir unique A320, assortie de 114 options.

● **PECHINEY** : le groupe d'aluminium et d'emballage a indiqué vendredi 20 mars qu'il n'avait pas encore décidé définitivement de participer à l'appel d'offres pour le rachat d'Aluven, l'entreprise publique de production d'aluminium vénézuélienne en cours de privatisation. Pechiney est membre d'un consortium mené par Billiton International Metals Bv, qui semble rester le seul en lice.

FINANCES

● **CRÉDIT LYONNAIS** : Jean Peyrelevede, président de la banque, a récusé samedi 21 mars les accusations d'« illégalité » du commissaire européen Karel Van Miert à propos de l'arrêt des comptes, qui se solda par un bénéfice de 1,06 milliard de francs (Le Monde du 21 mars). « Nos comptes ont été arrêtés en plein accord avec l'état actionnaire », a déclaré M. Peyrelevede sur Radio Classique.

* Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde » : www.lemonde.fr



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse			Baisse		
Cours	Var. %	Var. %	Cours	Var. %	Var. %
ALCATEL ALSTH.	+7,73	+22,09	CANAL +	-19,06	-0,36
GIROPRESQUE	+4,19	+3,89	CASTORAMA DIS.	-3,86	-24,98
LAFARGE	+3,89	+33,19	UNION ASSURIF	-4,89	+22,81
ELF AQUITAINE	+6,80	+8,42	FRANCE TELECOM	-4,59	+41,59
HACHETTE FIL.	+6,74	+4,0	PLASTIC OMNE	-4,55	+5,54
SEPMING CA	+4,84	+31	SATA	-8,26	-20,26
UNIBAIL	+4,82	+26,45	LEGRAND	-3,84	+82,82
FIMALAC SA	+4,66	+39,33	BONGRAIN	-3,48	+26,07
DEVLAN-P.CAL.	+4,29	+27,53	SAUPIQUET INS.	-3,45	+6,84
SCHNEIDER S.A.	+4,14	+28,96	RHONNE-POULANC	-3,27	+4,52

LES PLACES BORSIÈRES

PARIS

LES VALEURS françaises ont terminé, vendredi 20 mars, sur un nouveau record de clôture à la Bourse de Paris. L'afflux persistant de liquidités, la fermeté du marché américain, du dollar et des autres places européennes ont, selon les professionnels, bloqué toute velléité de consolidation. L'indice CAC 40, qui a en séance largement dépassé le seuil de 2 700 points pour établir un plus haut historique de 2 717,32 points, affichait au terme des échanges un gain de 0,01 %, à 3 688,91 points. Sur la semaine, l'indice phare du marché parisien s'est apprécié de 4,20 %, portant à 23,01 % ses gains depuis le début de l'année.

Selon Xavier Gandrille, responsable de la gestion à ABN Amro Securities France, les fondamentaux sont bons, et le marché est à son prix, même si, techniquement, il est très entouré.

TOKYO

LA BOURSE de Tokyo était stable lundi 23 mars. Après une phase de hausse, l'indice Nikkei des 225 valeurs vendées se stabilisait, en léger recul de 0,09 %, à 16 815, peu avant la clôture.

A la veille du week-end, les valeurs japonaises avaient gagné 0,91 %, à 16 830,47 points. Cette progression n'avait pas empêché le marché nippon d'afficher un recul hebdomadaire de 1,35 %.

HONGKONG

LA BOURSE de l'ex-colonie britannique était orientée à la hausse à la mi-séance. L'indice Hang Seng gagnait 0,42 %, à 11 613 points. Les autres places de la région étaient stables.

La Bourse de Malaisie gagnait 0,73 point, à 731,97 points, comme celle des Philippines, qui obtenait 35,92, à 2 310 points.

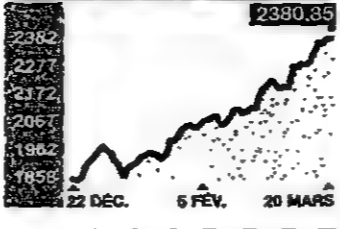
Indices boursiers

Europe 17h 35	Cours	Var. %	Var. %
PARIS CAC 40	3688,91	0,01	31/2
SF 130	555,43	-0,87	22,43
SF 250	380,95	-0,06	22,41
SECOND MAR.	2205,96	-0,43	21,58
INDCAC	3144,81	-0,33	17,51
LONDRES FT100	2977,99	0,36	18,39
AMSTERDAM AEX	125,89	1,76	22,89
BRUXELLES BEL.	297,74	1,47	22,78
FRANCFORT DAX	500,55	1,32	17,89
MADRID IBEX35	299,15	3,09	23,03
MILAN MISB30	299,79	1,89	31,23
SUISSE SM1	2907,7	2,19	14,62
STOXX 600	392,15	0,72	—
EURO STOXX 320	392,15	1,23	—
STOXX 50	392,15	0,90	—
EURO STOXX 50	392,15	1,23	—

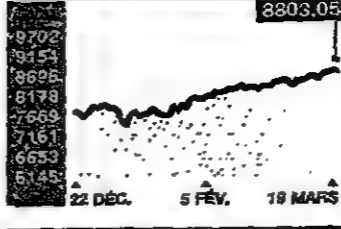
Monde

Cours	Var. %	Var. %	
NEW YORK DJ	8900,04	0,32	11,31
SP 500	1006,74	0,39	12,59
NASDAQ	2729,32	0,65	14,52
BUEENOS-AIRES M.	197,25	0,06	-1,53
JOHANNESBURG	197,25	-0,10	16,25
MEXICO BOLSA	309,74	-0,07	-2,41
SANTIAGO IPSA	102,32	-0,21	-0,29
SAO PAULO BOV.	197,25	-0,33	—
TORONTO SSE 100	3232,2	-0,89	10,19
ASIE 1015	2009	1993	31/2
BANGKOK SET	1267,4	-1,21	41,34
HONGKONG H.	10072	1,04	2,85
SEOUL	2007,2	0,75	43,17
SINGAPOUR ST.	1876,6	1,16	8,76
SYDNEY ALL D.	1007,2	0,08	6,07
TOKYO NIKKEI	16830,47	0,01	10,30

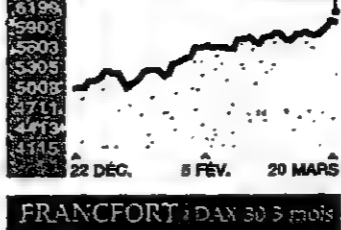
PARIS SBF 250



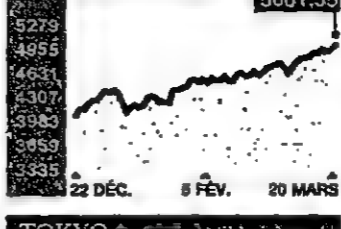
NEW YORK Dow Jones



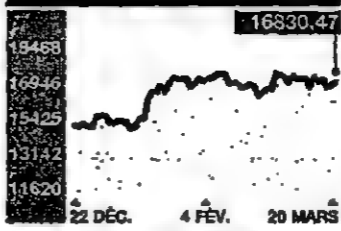
LONDRES FT100



FRANCFORT DAX



TOKYO Nikkei



NEW YORK

WALL STREET a gagné quelque 300 points et enregistré cinq records consécutifs au cours de la semaine écoulée, se hissant successivement au-dessus des 8 700, 8 800 et 8 900 points grâce à des achats de fin de trimestre par les fonds mutuels de placement.

Vendredi 20 mars, en clôture, l'indice Dow Jones a terminé à 8 906,43, en hausse de 303,91 points sur la semaine. Il s'agit de la huitième semaine consécutive de hausse.

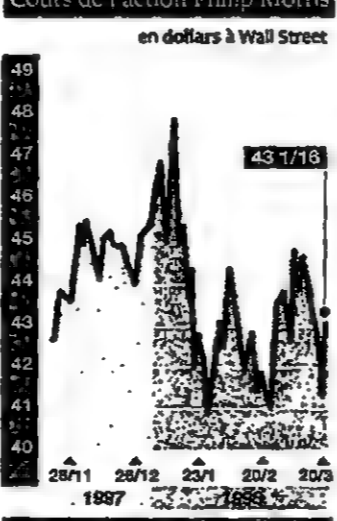
FRANCFORT

LA PLACE allemande a dépassé vendredi 20 mars la barre de 5 000 points. L'indice Dax a terminé la dernière séance de la semaine sur un gain hebdomadaire de 3,55 %, à 5 043,16 points, en version informatique, et de 2,29 %, à 5 001,55, à l'issue de la séance officielle.

Valeur du jour : Philip Morris plébiscitée par Wall Street

A NEW YORK, au cours de la séance du vendredi 20 mars, l'action Philip Morris a grimpé de 4,10 %, à 43 1/16 dollars. Le jour même, un jury de l'Indiana avait écarté la responsabilité du premier producteur de tabac dans le décès de Mildred Wiley. Le mari de cette infirmière non fumeuse accusait les producteurs de tabac d'être responsables du tabagisme passif de sa femme. C'est la troisième victoire des fabricants de cigarettes qui leur sont intentées. Pour les analystes, les particuliers et les Etats ne sont plus certains de gagner leurs actions en justice. Ce qui pourrait inciter le Congrès à revoir l'accord, signé en juin 1997, prévoyant le versement par les cigarettiers d'une somme forfaitaire de 368,5 milliards de dollars (2 250 milliards de francs) sur vingt-cinq ans pour dédommager les victimes du tabagisme. Les fabricants de cigarettes sont en outre menacés par le gouvernement et une partie du Congrès d'une taxe supplémentaire de 1,50 dollar par paquet de cigarettes, mesure destinée à dissuader les adolescents de se mettre à fumer.

Cours de l'action Philip Morris



bas revenus, catégorie sociale qui, selon lui, fume le plus.

Pour les investisseurs, ces événements marquent un tournant. Les valeurs de tabac sont sous-évaluées en raison des risques que représentent les poursuites judiciaires et l'éventuel accroissement de la fiscalité. Le multiple de capitalisation boursière (rapport cours sur bénéfice) de l'action Philip Morris estimée pour 1998 est actuellement de 13, contre une moyenne de 22 pour l'ensemble du marché américain.

« Les valorisations du secteur sont actuellement à leurs plus bas niveaux depuis 1985 », estime Gary Black, analyste chez Stanford C. Berstein, interrogé par l'agence Bloomberg. Depuis quelques semaines, la plupart des grands courtiers de la place recommandent l'achat de cette valeur.

Le 28 janvier 1998, Philip Morris a publié un résultat net 1997, hors éléments exceptionnels, en hausse de 12,6 % à 7,1 milliards de dollars. Mais les éléments exceptionnels (comprenant les frais sur les litiges, la charge de restructuration du secteur agro-alimentaire et des gains de cessions), ont réduit le bénéfice net à 6,1 milliards de dollars. Pour 1998, les analystes attendent une hausse de 11 % du résultat net, hors éléments exceptionnels, à 7,83 milliards de dollars.

Enguérand Renault

Matières premières

En dollars	Cours	Var. %	Var. %
MÉTALUX (LONDRES)	1779	0,40	—
CUIVRE 3 MOIS	168,6	-0,10	—
ALUMINIUM 3 MOIS	155,3	0,27	—
ETAIN 3 MOIS	197,8	0,42	—
ZINC 3 MOIS	144,0	-0,18	—
NICKEL 3 MOIS	—	—	—
MÉTALUX (NEW YORK)	—	—	—
ARGENT A TERME	19,79	0,31	—
PLATINE A TERME	1600,9	-1,09	—
GRAINES DENRÉES	—	—	—
BLÉ (CHICAGO)	124	—	—
MAÏS (CHICAGO)	252,6	—	—
SOJA GRAINE	239,0	—	—
SOJA TOURTE	152,8	—	—
SOFTS	—	—	—
CACAO (NEW YORK)	1913	-1,59	—
CAFÉ (LONDRES)	1730	—	—
SUCRE BLANC (PARIS)	212,4	—	—

Pétrole

En dollars	Cours	Var. %	Var. %
BRENT (LONDRES)	19,19	-0,07	—
WTI (NEW YORK)	18,6	-0,07	—
LIGHT SWEET CRAUDE	14,43	0,04	—

Or

En francs	Cours	Var. %	Var. %
OK FIN KILO MARKE	479,0	+0,38	—
OR FINE LONGOT	543,90	+1,24	—
ONCE D'OR LONDRES	1993,10	+0,31	—
PIÈCE FRANCE 20 F.	181	-0,03	—
PIÈCE SUISSE 20 F.	191	-0,30	—
PIÈCE UNION LAT. 20 F.	187	+0,80	—
PIÈCE 20 DOLLARS US.	259,9	+0,46	—
PIÈCE 10 DOLLARS US.	145,0	—	—
PIÈCE 50 PESOS MEX.	21,60	+0,47	—

MONNAIES

● **Dollar** : la devise américaine était en légère hausse lundi matin par rapport au yen, en s'échangeant à 130,35 yens, contre 130,32 à la veille du week-end, et aussi par rapport au deutschemark, à 1,8325 mark (contre 1,8310). Cette hausse n'est pas une surprise pour les opérateurs, qui attendent toujours du gouvernement japonais des mesures conséquentes pour relancer l'économie. Les investisseurs attendent au minimum des baisses d'impôts et des crédits budgétaires.

La semaine passée, la monnaie américaine a augmenté de 2 % par rapport à la monnaie nipponne. Le gain vis-à-vis du mark n'a été que de 0,8 %, et les opérateurs escomptent une stabilité, la Bundesbank étant rassurée par les indices de prix (un chiffre de 1,1 % annuel est attendu cette semaine) et renvoyant ses menaces de hausse de taux à plus tard.

Cours de change

2008 17h 35	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours
FRANCE	6,16	6,96	10,21	4,10	2,97	4,72	0,34
ALLEMAGNE	1,23	1,98	3,05	1,22	0,89	0,14	0,98
UK	1802,85	1953,84	3005,39	1209,75	872,95	1383,30	—
EURO	139,23	141,25	217,28	86,98	63,08	—	7,23
JAPON	2,87	2,24	2,44	1,29	1,59	0,11	1,13
FR. S.	1,50	1,62	2,50	—	0,73	1,18	0,08
LIBRE	0,60	0,85	—	0,40	0,29	0,46	0,03
SCW	0,92	—	1,84	0,62	0,46	0,71	0,51
DOLLAR	—	1,08	1,67	0,67	0,48	0,77	0,06

Taux d'intérêt (%)

Taux	Taux	Taux	Taux	Taux
FRANCE	3,62	4,91	5,48	—
ALLEMAGNE	3,46	4,86	6,43	—
UK	7,41	5,71	5,72	—
ITALIE	6,34	6,14	6,88	—
JAPON	4,48	1,88	—	—
ETATS-UNIS	5,18	5,87	5,89	—
SUISSE	1,22	2,88	—	—
PAYS-BAS	3,35	4,89	5,43	—

Matif

Cours	Volume	derrière	premier
Nationalité	3008	—	—
JUN 98	104,12	104,10	—
Fibor 3 mois	—	—	—
JUN 98	96,28	96,28	—

Marché des changes

Devises 17h 35	Cours	Achats	Ventes
ALLEMAGNE (100)	322	348	—
AUTRICHE (100)	48,13	48,26	—
BELGIQUE (100)	18,18	18,78	—
CANADA	3,99	4,39	—
DANEMARK (100)	82	82	—
ESPAGNE (100)	3,84	4,24	—
ETATS-UNIS	8,89	8,40	—
FINLANDE (100)	10,57	104	115
GDE-BRETAGNE	1,78	10,61	—
GRÈCE (100)	9,78	2,20	—
IRLANDE	7,94	7,78	—
ITALIE (100)	3,12	3,82	—
JAPON (100)	1,12	4,48	4,84
NORVÈGE (100)	80,72	78,50	84,30
PAYS-BAS (100)	—	—	—
PORTUGAL (100)	2,98	3,80	—
SUEDE (100)	70,50	80,50	—
SUISSE (100)	216,82	398	423

TAUX

● **France** : le marché obligataire français a terminé sur une nette hausse, vendredi 20 mars. Le contrat notional du Matif a finalement gagné 41 centimes, à 104,18. Selon un opérateur, le marché a rattrapé vendredi le recul de la veille, qui était surtout lié à la baisse des taux d'intérêt de la Finlande et de la Norvège.

● **Etats-Unis** : sur le marché obligataire américain, le rendement moyen sur l'obligation du Trésor à 30 ans, qui évolue à l'inverse du prix, a légèrement reculé, vendredi, à 5,882 %, contre 5,893 % la veille, en l'absence de facteurs nouveaux.

● **Japon** : la Banque du Japon a indiqué qu'elle n'avait pas l'intention de relever ses taux d'intérêt avant que ne se produise dans le pays une reprise suffisamment franche. Le taux d'escompte de la banque centrale japonaise est le plus bas du monde, puisqu'il est fixé à 0,5 % l'an depuis septembre 1995.

ÉCONOMIE

Accord à Riyad pour la réduction de la production

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 24 MARS 1998

SPORTS L'Irlandaise Sonia O'Sullivan a créé la sensation des championnats du monde de cross-country de Marrakech (Maroc) en s'imposant, samedi 21 et dimanche 22 mars,

dans les deux épreuves proposées aux concurrents : le cross court et le cross long. CET EXPLOIT, réalisé au détriment des coureuses africaines, données comme grandes favorites,

fait oublier ses médiocres performances des Jeux olympiques d'Atlanta (1996) et des championnats du monde d'athlétisme d'Athènes (1997). CHEZ LES

HOMMES, alors que les Français ont été très décevants, l'épreuve « longue » est revenue au Kenyan Paul Tergat, tandis que son compatriote John Kibowen s'est adjugé la

version courte. CETTE ÉPREUVE, nouvellement inscrite au programme international, intéressante en termes de droits de télévision, s'est révélée décevante sur le plan sportif.

Reine inattendue du cross, Sonia O'Sullivan se réconcilie avec la course à pied

L'athlète irlandaise, décevante lors des Jeux olympiques d'Atlanta (1996) et des championnats du monde d'Athènes (1997), a signé une double victoire lors du Mondial de cross-country, emportant le cross long, avant de dominer le cross court, sans que ses adversaires puissent s'y opposer

MARRAKECH de notre envoyée spéciale La double victoire de Sonia O'Sullivan aux championnats du monde de cross-country, à Marrakech (Maroc), a quasiment effacé l'exploit de Paul Tergat. Le quatrième titre mondial consécutif du Kenyan, dimanche 22 mars, sur le cross long était attendu. Seuls les visionnaires pouvaient envisager la stupéfiante performance de l'Irlandaise, samedi 21 mars en cross long, puis dimanche 22 mars, en cross court, sur l'herbe et dans la poussière de l'oasis de Ghabat Chahab.

« J'ai toujours voulu gagner le mondial de cross, car c'est la discipline par laquelle j'ai commencé », a déclaré la jeune femme âgée de vingt-neuf ans. Elle s'était classée neuvième l'an passé. Là où sa compatriote Catherine McKeliman s'est cassée les dents à quatre reprises, deuxième de 1992 à 1995, à 0,1 mètre l'Irlandaise n'a pu tenir tête aux Africaines depuis la Portugaise Albertina Diaz en 1993, Sonia O'Sullivan a réussi magistralement.

Pour persuader son entraîneur de la quête d'un deuxième titre en deux jours n'avait rien d'insensé, elle lui a téléphoné en se rendant au départ du cross court : « Les joueuses de tennis qui gagnent le tournoi en simple sont parfois en finale du double le même jour. Il s'est consolé, en remerciant le ciel, que le « double mixte » n'existe pas en athlétisme. La longue et fine silhouette avait avalé les 8 000 m du samedi avec une aisance déconcertante. Quand elle l'a voulu, Sonia O'Sullivan a semé l'Éthiopienne Gete Wami (3^e) et la Britannique Paula Radcliffe, vice-championne championne du monde (2^e). « C'était comme un rêve, a-t-elle dit, je ne me suis pas forcée, je ne me suis jamais sentie aussi bien. Dès que j'ai franchi la ligne d'arrivée,

j'ai su qu'il fallait que je recours le lendemain pour réaliser le doublé. » Dimanche, la Marocaine Zahra Ouaziz et l'Éthiopienne Kutre Dulech ont tout tenté, creusant même un écart de plusieurs mètres. Sonia O'Sullivan, qui savait qu'elle pouvait « revenir sans problème si elle se relaxait », les a finalement laissées sur place pour finir dans un état de fraîcheur stupéfiant malgré une température élevée (de 25 à 30 degrés).

Grande perdante des championnats du monde sur piste de 1993,

ger-entraîneur et ancien compagnon, le torchon brûlait. « Elle a cru qu'elle pouvait mieux faire toute seule », confia-t-il. Depuis un an, pour ne pas perdre sa rebelle mais précieuse protégée, il a pris le biais de la confier à Allan Storey, « un ami entraîneur » qui dirige un groupe d'athlètes britanniques. Présent « pour ses affaires » sur la plupart des compétitions, Kim McDonald veille toujours de près sur Sonia O'Sullivan. Il y a aussi eu le bénéfique séjour en Australie : « Nous sommes partis en novembre

La France n'a pas brillé

Les performances individuelles de Blandine Bitzner-Ducrot (18^e du cross long), de Rodica Nagel (7^e du cross court) n'ont pas suffi à masquer les problèmes de l'équipe de France à Marrakech. Le directeur technique national (DTN), Richard Descoux, n'a pas nié que les hommes avaient signé au Maroc sur cross long « leur plus mauvaise performance... Nous avons besoin d'une remise à niveau sans laquelle nous n'avons rien à défendre dans le contexte mondial et cela se confirmera cet été sur piste. Le niveau mondial a progressé depuis dix ans alors que les Français ont régressé ».

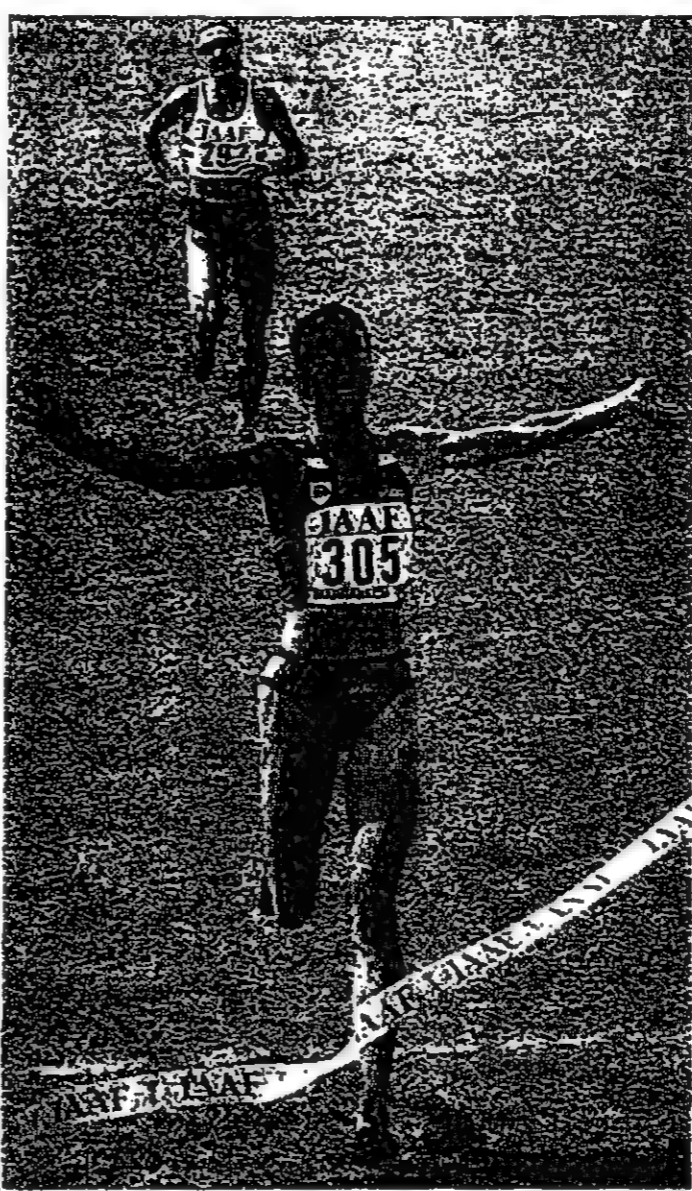
Pour Justine Llado, sacrée championne d'Europe en décembre 1997, le DTN attendait mieux qu'un abandon sous prétexte qu'elle « n'était pas dans le coup ». « Le cross est d'abord une épreuve et je ne suis pas sûr qu'elle y a pensé en abandonnant », a dit M. Descoux. Le haut niveau s'apprend et Justine n'a pas su le gérer. En poste depuis un an, le DTN a regretté l'esprit individualiste des Français.

où elle avait été devancée par une génération spontanée de Chinoises aux méthodes de préparation douteuses, l'Irlandaise, qui s'entraîne avec « l'écurie-réservoir » de Kenyans du Britannique Kim McDonald, a pris sa revanche avec un titre mondial sur 5 000 m en 1995. Elle a renforcé son image d'athlète douée et malchanceuse avec des Jeux olympiques catastrophiques en 1996, à Atlanta, où elle souffrait d'un virus intestinal. Aux championnats du monde d'Athènes, en août 1997, elle n'avait guère été plus convaincante.

Avec Kim McDonald, son mana-

1997, raconte Kim McDonald. Sonia s'est entraînée quatre mois, et nous avons eu une discussion sérieuse. Je lui ai dit qu'il fallait que les choses changent pour que je retrouve une motivation à notre travail commun, et qu'il valait mieux arrêter sa carrière si elle n'avait plus l'envie de se battre ».

En février, Sonia O'Sullivan a réalisé un bon championnat national de cross en Australie avant de gagner haut la main, en une semaine et dans des temps remarquables, un 5 000 m, un 3 000 m et un 1 500 m. Maintenant, Kim McDonald doit presque la freiner.



L'Irlandaise Sonia O'Sullivan gagne le cross « long » (8 km) des Mondiaux de Marrakech, devant la Britannique Paula Radcliffe, et réalise le doublé avec le cross « court » (4 km).

« Si tu penses recourir demain, arrête-toi », lui soufflait-il, samedi, inquiet après un interminable footing de récupération. L'entraîneur-manager suit ses athlètes de si près qu'il fait des pronostics d'une précision étonnante. « Avant le cross court messieurs, il m'a dit que Kibowen [un coureur kenyan de ses athlètes] gagnerait, et pas Daniel Komen, qui est pourtant recordman du monde du 5 000 m », confie un organisateur de meeting présent au Maroc.

« Si Sonia décide de courir demain, elle gagnera même si Zra Duaziz s'équipe d'un moteur, précisait encore Kim McDonald à ceux qui voyaient la Marocaine gagner le cross court. Ce ne sont tout simplement pas des athlètes de valeur égale en ce moment. Sonia peut courir jusqu'à 180 km par semaine et tout de même couvrir les 200 m en 28 s. »

La confiance de l'Irlandaise pour le cross court, dès la fin du long, a fait rêver Blandine Bitzner-Ducrot, 18^e samedi. La championne de France avait renoncé à l'épreuve courte, à la demande de sa fédération, pour renforcer sur l'épreuve longue une équipe nationale clairsemée. La lourdeur de ses jambes au réveil, dimanche, lui a ôté toute velléité.

Si l'action douloureuse de l'acide lactique semble épargner les muscles de Sonia O'Sullivan, l'idée de défendre ses titres aux prochains championnats du monde de cross prévus en Irlande du Nord, à Belfast, en mars 1999, ne l'inspire pas pour l'instant : « Je dois d'abord penser à cet été, ou même à demain. Il m'est impossible de savoir si j'y serai. » Mais deux titres mondiaux obtenus en deux jours donnent forcément faim de performances encore plus spectaculaires.

P. Jo.

S'il est une bonne affaire, le cross court est-il une bonne idée ?

MARRAKECH de notre envoyée spéciale La Fédération internationale d'athlétisme amateur (IAAF) et son président Primo Nebiolo ne sont jamais à court d'idées pour appâter les télévisions. Le cross mondial ennuit-il le public avec ses longues échappées, dans les campagnes reculées, de coureurs africains qui trusent les titres depuis des années ? Qu'à cela ne tienne. Après l'avoir transporté l'an passé en plein centre de Turin pour attirer le chaland, on lui a adjoint, cette saison, une nouvelle variante : un cross court de 4 000 m. « Autant rentabiliser la mise en place d'un parcours qui coûte cher », dit l'IAAF qui en profite pour rallonger l'épreuve d'une journée.

Le cross court n'est pas un sport nouveau. Il est régulièrement pratiqué en Allemagne et aux championnats du monde militaires. Mais la trouvaille de l'IAAF, connue pour sa propension à truffier de nouvelles épreuves un calendrier athlétique déjà chargé, a donné la migraine aux sélectionneurs. « Nous n'avons pas mesuré la portée de cette décision, avait le directeur technique national marocain Aziz Daouda avant les championnats. Et cela a sans doute posé des problèmes à toutes les nations. » Surtout celles qui disposent de peu de coureurs. « Pour ma part, dit M. Daouda, j'ai pris des coureurs de 1 500 m et de 3 000 m. » Premier par équipe chez les hommes et deuxième chez les femmes, le Maroc s'en est

bien sorti. Comme le Kenya. Le cross court semble promis à la domination africaine, comme le long. A une Sonia O'Sullivan près. Le premier Européen, l'Espagnol Isaac Victoria, s'est classé onzième.

Côté français, la surprise a été rude, même si les coureurs de distances moyennes, comme Eric Dubus, vice-champion du monde du 3 000 m indoor en 1993, ont apprécié l'opportunité d'une sélection mondiale supplémentaire et inespérée.

La trouvaille de l'IAAF, connue pour sa propension à charger de nouvelles épreuves le calendrier, a donné la migraine aux sélectionneurs

Le meilleur d'entre eux, Saïd Chebili, s'est classé 47^e. Eric Dubus a terminé 63^e. Chez les dames, Rodica Nagel a profité d'une course féminine moins dense pour grignoter des places. L'ex-Roumaine, naturalisée française depuis son mariage avec un rugbyman

corrézien, a terminé septième et meilleure Française à Marrakech.

Pour 1999, les Français devront réfléchir. « Prendre pour référence ce qui s'est passé ici serait une erreur, a dit le directeur technique national (DTN) Richard Descoux. Car tout le monde s'y prendra très tôt pour investir dans la préparation d'équipes de cross court. A nous de trouver des gens motivés et performants car, chez les hommes, nous ne pouvons espérer bien figurer sans des coureurs qui font moins de 3 min 40 s au 1 500 m. »

Les dirigeants des clubs français ont accueilli fraîchement le cross court, son introduction au niveau mondial les a conduits à organiser des pré-sélections régionales et inter-régionales : « La division des forces entre cross long et court a coûté des titres par équipe et individuels aux clubs les plus maigres en effectifs », estime Jean-Claude Volmer, le DTN adjoint. Pour éviter d'être distancés par la créative IAAF, la FFA soumettra prochainement à son bureau l'étude d'un challenge fédéral de cross court pour susciter des vocations.

Mais les traditionalistes sont rassurés. Le cross long reste, pour l'instant, la valeur de référence. Sonia O'Sullivan, l'Irlandaise vainqueur des deux épreuves, l'a confirmé dimanche 22 mars. Elle ne considère son titre de cross court que comme un « bonus ». Samedi 21 mars, elle a gagné « la course qui compte vraiment » : le cross long.

P. Jo.

Le palmarès

- Cross long messieurs Individuel : 1. Paul Tergat (Ken.), les 12 km en 34 min 1 s ; 2. Paul Koeh (Ken.), 34 min 6 s ; 3. Assefa Mezegebu (Eth.), 34 min 28 s. Equipes : 1. Kenya, 12 pts ; 2. Ethiopie, 57 pts ; 3. Maroc, 60 pts ; 4. France, 280 pts. ● Cross court messieurs Individuel : 1. John Kibowen (Ken.) les 4 km en 10 min 43 s ; 2. Daniel Komen (Ken.), 10 min 46 s ; 3. Paul Kosgel (Ken.), 10 min 50 s. Equipes : 1. Kenya, 10 pts ; 2. Maroc, 42 pts ; 3. Ethiopie, 60 pts ; 4. France, 226 pts. ● Cross long dames Individuel : 1. Sonia O'Sullivan (Irl.), les 8 km en 25 min 39 s ; 2. Paula

- Radcliffe (GB), 25 min 42 s ; 3. Gete Wami (Eth.) 25 min 49 s. Equipes : 1. Kenya, 30 pts ; 2. Ethiopie, 37 pts ; 3. Grande-Bretagne, 74 pts ; 4. France, 159 pts. ● Cross court dames Individuel : 1. Sonia O'Sullivan (Irl.), les 4 km en 12 min 20 s ; 2. Zahra Ouaziz (Mar.), 12 min 34 s ; 3. Kutre Dulech (Eth.), 12 min 37 s. Equipes : 1. Maroc, 57 pts ; 2. Ethiopie, 58 pts ; 3. Etats-Unis, 68 pts. ● Juniors messieurs Individuel : 1. Million Wolde (Eth.), les 8 km en 22 min 47 s. Equipes : 1. Ethiopie, 16 pts. ● Juniors dames Individuel : 1. Ymenasbu Taye (Eth.), les 6 km en 19 min 32 s. Equipes : 1. Ethiopie, 16 pts.

TROIS QUESTIONS A...

BRUNO LE STUM

1 Vous qui avez fêté à Marrakech votre dixième sélection en équipe de France de cross-country, comment jugez-vous l'évolution de la discipline depuis votre première participation, en 1986 ? J'ai connu plusieurs générations de coureurs français et africains. Aujourd'hui, pour nous, il n'est plus possible de faire un bon résultat. Nous avons sensiblement le même niveau qu'il y a dix ans, alors que le niveau mondial, lui, s'est incroyablement amélioré.

2 Les parcours de plus en plus plats et secs avantagent-ils les pistards ? C'est la valeur sur piste qui prime, même en cross-country. Quant au moment qu'il reste en herbe et en terre. Le fait qu'il soit boueux ou accidenté dépend surtout de la position géographique du pays organisateur.

3 La suprématie des Africains ces dernières années n'est-elle pas démotivante pour les crossmen européens ? On part toujours avec l'envie de bien faire. Mais savoir qu'on va voir la course de derrière avec

des athlètes qu'on ne connaît même plus, ce n'est pas drôle. Je passe vétérans la saison prochaine, et ce sera ma dernière parce que j'en ai trop marre de ce qu'implique maintenant l'obtention de bons résultats au niveau mondial. Je veux juste gagner le titre national en cross-country. Maintenant, je prépare le prochain Raid Gauloises, prévu en Equateur, avec mon équipe de sapeurs-pompiers de Montpellier. Autant se faire plaisir avec du sport-aventure.

Propos recueillis par Patricia Jolly

SALON MONDIAL DU TOURISME 26 au 30 Mars PARIS EXPO - PTE DE VERSAILLES 10H A 19H - NOCT. JEUDI ET VENDREDI 21H tarif réduit 40 au lieu de 50 sur présentation de cette annonce à l'entrée. Offre valable pour une personne.

Malgré le soutien de son peuple, le XV d'Ecosse a dû baisser pavillon devant l'Angleterre

Les rugbymen écossais ont résisté une mi-temps avant de céder (20-34) devant des Anglais surpuissants

Aiguillonné par l'entraîneur et le capitaine du XV d'Ecosse, le public de Murrayfield s'était mobilisé pour porter les siens vers le succès. Mais

sur le terrain, dimanche 22 mars, ce sont les Anglais qui ont fait admirer leur talent et se sont imposés 20-34 lors du match du Tournoi des cinq

nations qui met en jeu la Calcutta Cup. Samedi 21 mars, le pays de Galles a battu l'Irlande (30-21), chez elle, à Lansdowne Road.

EDIMBOURG

de notre envoyé spécial
En 1990 - à une époque révolue où un match du Tournoi des cinq nations ne pouvait se concevoir que le samedi - quinze rugbymen écossais au grand cœur avaient trouvé le génie et la force nécessaires pour terrasser



RUGBY

l'« *auld enemy* » anglais sur la pelouse de Murrayfield, remportant ainsi la Calcutta Cup et grand chelem. Huit ans après, ce triomphe écossais sur son vieux rival du Sud relève de la légende. Dans les pubs d'Edimbourg, on raconte encore l'essai libérateur de l'aîlé Tony Stanger. Avec Craig Chalmers, Gary Armstrong, Damian Cronin et Paul Burnell, le même Tony Stanger comptait parmi les cinq rescapés de l'épopée de 1990 qui étaient alignés, dimanche 22 mars, à Murrayfield, pour en-tendre encore l'essai libérateur de l'aîlé Tony Stanger. L'hymne « *écossais* » est toujours plus émouvant et plus pertinent lorsqu'il s'adresse aux Anglais du « *fiar Edoard* », l'invité, en chanson, à regagner leur contrée « *tae think again* », pour méditer. C'est un chant du désespoir, mais en ce dimanche pas comme les autres, non réservé aux pratiques religieuses, le public de Murrayfield y a mis toute sa ferveur.

Comme au bon vieux temps, quelques déclarations assassines avaient été proférées ici et là, peu avant la rencontre. Paul Ackford et Dean Richards, deux anciens avants du XV d'Angleterre, avaient endossé avec un plaisir non dissimulé le rôle des mé-

chants : l'un en affirmant que les équipes de France et d'Angleterre seraient bien inspirées de quitter au plus vite le désuet Tournoi des cinq nations, l'autre en dénonçant benoîtement « l'antagonisme des supporters écossais, le pire dans le monde du rugby » et en émettant de sérieux doutes sur la qualité des rugbymen venus du nord des Bords.

Les piques ont touché. Le public écossais a pris la mouche, mais c'était par habitude. Comme s'il s'agissait de sauver les apparences. Lors des trois derniers matchs disputés sur leur pré des faubourgs d'Edimbourg, les Écossais avaient encaissé 156 points ; leur défense avait essuyé une rafale d'essais sud-africains, australiens et français. Dans la tempête, c'est toute l'Ecosse qui s'était mise à douter, à méditer sur le retard de son rugby et, parfois, à négotier son soutien aux quinze braves d'aujourd'hui.

Inquiet de l'apathie « *silencieuse* » du public local, Jim Telfer, l'entraîneur écossais, avait donc lancé un vibrant appel au

peuple : « *Nous avons besoin d'un soutien vocal.* » Avec la foule derrière nous et quinze Écossais dominant le meilleur d'eux-mêmes, nous aurons peut-être de bonnes raisons d'être optimistes », avait renchérit le capitaine Gary Armstrong. Ils ont été entendus. Pendant la première mi-temps, les 50 000 spectateurs de Murrayfield ont poussé les leurs, encouragé leurs pénétrations dans l'axe profond, applaudi leur défense héroïque, tout en étouffant sous les sifflets les velléités des supporters anglais.

AFFAIRE DE MENTAL

Sur le terrain, la conviction n'en est pas moins restée du côté des Anglais. La plus grande qualité de l'équipe de Clive Woodward réside sans doute dans son mental. Pendant une mi-temps, les joueurs anglais se sont heurtés au rideau défensif adverse : ils n'ont jamais douté de leur succès. Malgré leur vaillance défensive et leurs audaces sur le front de l'attaque, les Écossais semblaient en sur-régime. Ils forçaient le jeu. Dix minutes de pause à la mi-

temps ont suffi aux techniciens anglais pour recadrer leurs troupes, leur assigner une nouvelle tâche : « *Jouer plus simplement.* » En anglais appliqué au rugby, cela signifie éprouver physiquement l'adversaire, l'user pour mieux le contourner. Après la pause, l'affaire anglaise, sa mainmise définitive sur le match, a été conclue en un quart d'heure de domination outrageuse, un siège sans relâche dans le camp écossais, scandé par six mêlées et une touche, jouées à quelques mètres de la ligne d'en-but. Le pack écossais a finalement cédé, concédé un essai de pénalité (49') qui ouvrait la voie d'un nouveau succès anglais. Atteints au moral, émoussés au physique, les joueurs du Chardon ont sombré.

Des brèches sont apparues de tous côtés, pour le plus grand régal des trouerres anglais : outre un essai du flanker Neil Black (60') « *oublié* » par l'arbitre gallois M. Thomas, en quinze minutes, Matt Dawson (62') s'est faufilé entre les poteaux, Austin Healey (69') a conduit son interception au pied jusque dans l'en-but adverse et Paul Grayson (76') a réussi une percée déconcertante de facilité. Une partie du public, estomaqué, a quitté le stade après le quatrième essai des Anglais. Les quelques lâcheurs ont raté le sursaut d'orgueil écossais, deux beaux essais de dernière minute inscrits par Tony Stanger (79') et Shaun Longstaff (80'). Une façon pour le XV du chardon de sortir la tête haute et pour Tony Stanger de devenir le meilleur marqueur d'essais écossais dans ce tournoi qui ne veut pas mourir.

Eric Collier

L'Irlande victime de son enthousiasme

Vainqueur de l'Irlande à Dublin (30-21), le pays de Galles a conservé ses chances de remporter le Tournoi des cinq nations 1998. Une victoire face à la France, dimanche 5 avril à Wembley, permettrait aux Gallois de partager la trophée avec la France, et avec l'Angleterre : si celle-ci bat l'Irlande, dans deux semaines à Twickenham, les trois nations comptent trois succès.

Samedi 21 mars, à Lansdowne Road, les Gallois, emmenés par un excellent Neil Jenkins, ont trouvé les ressources pour revenir à la hauteur d'un XV d'Irlande remonté par sa bonne prestation au Stade de France le 7 mars (courte défaite 16-18). Comme lors de leurs deux premières rencontres, les Irlandais ont péché dans la finition, et leur enthousiasme dans le jeu s'est retourné contre eux. L'avantage des deux essais inscrits en début de match (Andy Ward et Victor Costello) a été annulé par trois essais gallois marqués Alan Bateman, Kevin Morgan et Neil Jenkins.

Bourg-Péronnas quitte avec les honneurs la Coupe de France de football

POUR GUILLAUME COFFY, qui vient de terminer son service militaire, la vie a repris son cours normal, dimanche 22 mars, peu avant 23 heures. Le gardien de but du FC Bourg-Péronnas s'est livré à un dernier tour d'honneur pour saluer les 25 000 supporters qui ont coloré le stade de Gerland avant de rejoindre ses coéquipiers, prostrés dans leur vestiaire, après l'élimination (0-1) en quarts de finale de la Coupe de France, face aux professionnels de l'Olympique lyonnais. Les héros des deux précédents tours de l'épreuve (élimi-

nations de Montpellier et de Metz) ont inquiété leurs adversaires jusqu'au bout. Après l'exclusion du défenseur central lyonnais, Hubert Fournier, en première mi-temps, les Bressans se sont même mis à croire à un nouvel exploit.

LE RÊVE BRISÉ

Un but du défenseur latéral Patrice Carteron (55' minute) a brisé leur rêve. Sans réaliser une grande partie, loin de là, les Lyonnais ont canalisé les attaques de Bourg-Péronnas jusqu'au bout.

« *Nous sommes tristes d'avoir*

perdu sur une erreur de relance stupide », devait déclarer Pierre Mauron, l'entraîneur de l'équipe amateur qui évolue en CFA (l'ancêtre division 4). « *Nous n'avons pas su profiter de notre supériorité numérique. Il aurait fallu soigner davantage la qualité des passes pour déstabiliser la ligne arrière lyonnaise. Nous sommes déçus, même si nous n'avons pas le droit de l'être compte tenu des trois divisions qui nous séparent de l'Olympique lyonnais. Maintenant, il faut se reconcentrer sur le championnat et à l'accession en National.* »

Dans les rangs lyonnais, tous les joueurs ont rendu hommage aux amateurs bressans, en tête le buteur de la rencontre, Patrice Carteron : « *Ce qu'ils ont fait en Coupe de France est fabuleux. On nous avait promis l'enfer, ce fut pire encore. Il est vrai que nous avons entamé la partie de manière lamentable. En fait, nous avons été mauvais du début à la fin. Cette petite victoire sans gloire nous soulage tout de même. Si nous avions perdu, tout le monde se serait moqué de nous.* »

LES « PETITS » ÉLIMINÉS

Le Paris-Saint-Germain s'est qualifié dès le 21 mars pour les demi-finales en battant de Justesse (1-0) l'AS Monaco grâce à un but du défenseur central Franck Dummas contre son camp (78' minute). Dans un Parc des Princes presque déserté (19 337 spectateurs, la plus faible affluence de la saison), les Parisiens ont profité de l'absence de plusieurs titulaires monégasques, blessés, pour s'adjuger un succès mérité. « *Notre défaite est logique, a reconnu l'entraîneur monégasque Jean Tigana. Nous étions fatigués après notre match de mercredi dernier à Manchester.* » Le PSG, distancé dans la lutte pour le titre de champion de France, reste donc en lice dans les autres compétitions nationales avec notamment une finale de Coupe de la Ligue face à Bordeaux, le 4 avril.

Un doublé de l'attaquant tchèque Vladimir Smicer a permis au RC Lens de s'imposer (2-1) sur le terrain du SM Caen, club de division 2.

Les Normands avaient ouvert le score par leur milieu de terrain, Raphaël Guerreiro, dès la 12' minute, mais l'exclusion de leur défenseur Damien Lecour a ruiné leurs espoirs. Guingamp avait éliminé, vendredi 20 mars, une autre équipe de division 2, Mulhouse. Les Alsaciens ont résisté jusqu'à l'ultime minute. Anthony Bancarel a épargné à son équipe une prolongation.

Le tirage au sort des demi-finales aura lieu dimanche 29 mars et les rencontres se disputeront le 11 avril.

Russie-France : Anelka remplace Trezeguet

L'attaquant français de l'équipe londonienne d'Arsenal, Nicolas Anelka, 21 ans, a été appelé pour la première fois dans le groupe de l'équipe de France, qui jouera un match amical face à la Russie, le 25 mars, à Moscou. Nicolas Anelka remplace le Monégasque David Trezeguet, qui s'est blessé au genou gauche, samedi 21 mars, au Parc des Princes lors du quart de finale de Coupe de France entre le PSG et l'AS Monaco (1-0). Nicolas Anelka a quitté le centre de formation du PSG l'année dernière contre la volonté de ses dirigeants. Après des débuts difficiles, il s'est imposé ces derniers mois.

Le sélectionneur Aimé Jacquet a retenu dix-huit joueurs. Gardiens : Fabien Barthez (Monaco), Lionel Letizi (Metz); défenseurs : Vincent Candela (AS Rome), Marcel Desailly (Milan AC), Franck Leboeuf (Chelsea), Lilian Thuram (Parma); milieux de terrain : Alain Boghossian (Sampdoria Gênes), Didier Deschamps (Juventus Turin), Christian Karembeu (Real Madrid), Sabri Lamouchi (Auxerre), Emmanuel Petit (Arsenal), Zinedine Zidane (Juventus Turin); attaquants : Nicolas Anelka (Arsenal), Bernard Diomède (Auxerre), Youni Djorkaeff (Inter Milan), Stéphane Guivarc'h (Auxerre), Marc Keller (Karlsruhe).

Le cycliste Erik Zabel récidive dans Milan-San Remo

ERIK ZABEL (Deutsche Telekom) a remporté, samedi 21 mars, la classique Milan-San Remo (294 km), course d'ouverture de la Coupe du monde de cyclisme. L'Allemand s'est imposé pour la deuxième année consécutive. Il a devancé au sprint les Français Emmanuel Magnien et Frédéric Moncassin, à la tête d'un groupe de 20 coureurs. Les ascensions de la Cipressa et du Poggio n'ont, cette année encore, permis aucune échappée décisive. La guerre entre coureurs italiens a en effet fait avorter toutes les tentatives, leur lutte intestinale amenant le futur vainqueur en position de force au bout de la dernière ligne droite, sur la via Roma. Richard Virenque s'est illustré par une échappée de plusieurs kilomètres et Laurent Jalabert par une attaque dans le Poggio, en vain.

« *C'est une course idéale pour moi* », s'est félicité Erik Zabel. A vingt-sept ans, le Berliinois, coéquipier de Jan Ullrich, a élargi son registre de pur sprinteur. Depuis un an, le maillot vert des deux derniers Tours de France passe la moyenne montagne et impose sa vitesse terminale dans les courses réputées dures. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILISME** : après avoir perdu le contrôle de leur voiture, Eric Legendre et Nicolas Tardet, qui participaient au 2^e rallye automobile du pays de Lobéac, en Ille-et-Vilaine, ont trouvé la mort, dimanche 22 mars, lors de la deuxième spéciale.

■ **BASKET-BALL** : en surclassant Dijon (83-58), Pau-Orthez a consolidé sa deuxième place du championnat de France, samedi 21 mars, lors de la 26^e journée. Le leader, Villeurbanne, qui compte encore trois points d'avance, s'est laissé surprendre à domicile par Le Mans (68-80).

■ **ESCRIME** : les équipes de France d'épée ont obtenu leur billet pour la Coupe du monde par équipes, en gagnant les épreuves éliminatoires européennes, qui ont eu lieu dimanche 22 mars à Paris. La Hongrie, chez les hommes, et l'Italie, chez les dames, accompagneront les Tricolores dans cette finale qui regroupera huit équipes.

■ Après avoir frôlé de peu la victoire en 1995 et en 1996 (où elle se classa troisième), la championne olympique Laura Flessel s'est adjugé, samedi 22 mars, le tournoi de Saint-Maur, unique épreuve de Coupe du monde d'épée disputée en France, battant en finale la Hongroise Hajnalika Toth par 15 touches à 12.

■ **FOOTBALL** : la 27^e journée du championnat d'Allemagne a permis au Bayern Munich de renouer avec la victoire (3-0 à Stuttgart). Le leader, Kaiserslautern, n'a pas joué. Quatre matchs ont été reportés en raison d'un transport de déchets nucléaires qui a mobilisé les forces de police habituellement affectées à la sécurité des stades.

■ L'Inter Milan revient à un point du leader du championnat d'Italie, la Juventus Turin, après son large succès (3-0) acquis dans le derby contre le Milan AC, dimanche 22 mars, lors de la 26^e journée. La Juventus Turin a été tenue en échec (2-2) à Parme, de même que la Lazio Rome à domicile, devant Piacenza (0-0).

■ Le FC Barcelone a conservé son avance de 7 points sur le Real Madrid à l'issue de la 30^e journée du championnat d'Espagne, disputée samedi 21 et dimanche 22 mars. Les Catalans se sont facilement imposés (4-0) aux dépens de l'Athletic Bilbao, entraîné par Luis Fernandez, alors que le Real Madrid a battu difficilement (2-1) Saint-Jacques-de-Compostelle.

■ Les 34 arbitres retenus par la FIFA pour le Mondial 98, qui aura lieu en France du 10 juin au 12 juillet, se réuniront en séminaire du lundi 23 au jeudi 26 mars au domaine de Gressy, au nord de Paris. Outre des tests physiques, ils prendront connaissance des nouvelles directives, notamment l'intention de tacle par derrière.

■ A l'occasion de sa préparation pour le Mondial 98, l'équipe de la Jamaïque a battu (2-1) à Londres les Queens Park Rangers (division 2 anglaise), dimanche 21 mars.

■ **RUGBY** : lors de la 15^e journée du championnat de France, disputée samedi 21 et dimanche 22 mars, l'AS Montferrand a pris une option sur la qualification pour les quarts de finale, grâce à son succès sur Brive (18-13). Au classement, le Stade toulousain, assuré de se qualifier après sa victoire à La Rochelle (24-35), compte 39 points, devant Narbonne (35), qui a battu Biarritz (38-18). Dans la poule 2, où aucune équipe n'est mathématiquement assurée de la qualification, le Stade français s'est incliné à Bègles-Bordeaux (27-17). Les Parisiens sont rejoints au classement par Perpignan, vainqueur de Toulon (44-13).

■ **SKI ALPIN** : Richard Gravier en slalom et Lella Piccard en géant sont devenus champions de France, dimanche 22 mars, à Serre-Chevalier (Hautes-Alpes). Sébastien Amiez, auteur d'un excellent temps dans la première manche, a été disqualifié pour avoir manqué la dernière porte.

■ **VOILE** : victime de nombreux ennemis techniques, la navigatrice française Isabelle Autissier, à la barre de PRB-Polou-Charente, a franchi, samedi 21 mars au matin, à San Francisco la ligne d'arrivée de la première Route de l'Or, qu'elle termine en 62 jours 13 heures et 19 minutes, soit plus de cinq jours après le vainqueur, Yves Parlier (Le Monde du 17 mars).

■ **LOTO** : les tirages à 23 effectués samedi 21 mars ont donné les résultats suivants.

Premier tirage : 6, 12, 15, 20, 27, 43 ; numéro complémentaire : 24 ; pas de gagnant pour 6 numéros ; rapport pour 5 numéros, plus le complémentaire : 370 965 F ; 5 numéros : 3 845 F ; 4 numéros, plus le complémentaire : 212 F ; 4 numéros : 106 F ; 3 numéros, plus le complémentaire : 24 F ; 3 numéros : 12 F.

Second tirage : 5, 13, 28, 31, 33, 48 ; numéro complémentaire : 18 ; rapport pour 6 numéros : 5 711 895 F ; 5 numéros, plus le complémentaire : 52 715 F ; 5 numéros : 3 985 F ; 4 numéros, plus le complémentaire : 230 F ; 4 numéros : 115 F ; 3 numéros, plus le complémentaire : 26 F ; 3 numéros : 13 F.

Ashford
hausseur

Promotions

Mocassin New Orleans

920F 820F

autres promotions en boutique

4, rue du Gl. Lanrezac - 78017, M^o : Ecole-Saint-Garnot - P. Av. Gallot
Vente par correspondance catalogue sur demande (01) 48.88.98.86

SCIENCES

Santé, caractère, intelligence

La vie avant la vie

Ce qui se joue avant la naissance

En vente dès aujourd'hui
chez votre marchand de journaux

01 48 88 98 86

السؤال الأول

La savane et la forêt d'Amazonie sont ravagées par d'immenses incendies

Les brûlis traditionnels embrasent des territoires asséchés par le phénomène climatique El Niño

Les perturbations climatiques provoquées par le phénomène El Niño produisent, au Brésil, des incendies gigantesques - analogues à ceux qui

ont ravagé l'Asie du Sud-Est à l'automne 1997 - dans la savane et les forêts de l'Etat brésilien du Roraima, au nord-ouest de l'Amazonie, ainsi

qu'au Venezuela, en Guyane et au Surinam. Les météorologues ne prévoient pas de précipitations importantes avant cinq semaines.

« **DÉSASTRE planétaire.** Enfer géant... L'Amazonie en flammes. » Les superlatifs ne manquent pas aux journaux brésiliens et américains pour évoquer ce qui pourrait bien être l'incendie le plus grave qu'ait connu l'Amazonie depuis trente ans. Depuis la fin janvier, des feux ravagent en effet l'Etat brésilien du Roraima, au nord-ouest du pays (*Le Monde* du 13 mars). Une région dominée, au sud et à l'est, par la savane et, à l'ouest et au nord, par la forêt.

Les incendies auraient déjà dévoré, selon les différentes sources, une surface représentant une à deux fois celle du territoire libanais (1 à 2 millions d'hectares) ! Et l'inquiétude des habitants grandit : dans la capitale Boa Vista, ils sont enfumés depuis quarante jours.

Officiellement, on ne dénombre jusqu'à la semaine dernière qu'un mort. Mais, « dans les savanes où vivent 19 000 Indiens Matzikos, Wapikanas, Taurepangs et Irigankos, les plantations et les villages ont brûlé, et le bétail meurt de soif », souligne Bruce Albert. Selon cet anthropologue de l'Orstom en poste au Brésil, « la famine menace pour un an et demi au moins », du fait du long temps de maturation du manioc.

En forêt, où subsistent 9 700 Indiens Yanomamis, une mission de médecins indigénistes du Roraima a dressé, en fin de semaine dernière, un bilan tout aussi alarmant. Alors qu'une bonne dizaine de villages sont directement menacés par les flammes (dans les régions



Quatre pays concernés. Les feux ont d'ailleurs repris à Borém, où les autorités locales affirmaient, vendredi 20 mars, avoir recensé plus d'un millier de foyers d'incendie. Au Brésil, d'après l'Agence fédérale de l'environnement (Ibama), 607 500 hectares de savane auraient déjà brûlé et près de 5 millions d'hectares de savane et de forêt clairsemée seraient menacés dans le Roraima. L'agence avance, par ailleurs, que 1,4 million d'hectares seraient déjà consumés dans les zones purement forestières.

d'Ajarani et Mucujai-Apiaú), les cultures traditionnelles de maïs, canne à sucre, manioc et banane, sont ruinées par les feux ou la sécheresse, les rivières se tarissent et les poissons meurent, le gibier est en fuite, et un gigantesque nuage de fumée paralyse tout ravitaillement et secours aéroportés.

Ajoutés à une épidémie de paludisme galopante, les risques sanitaires et de famine sont exposés. La panique gagne d'autant plus les Yanomamis que « traditionnellement, ils associent la propagation de la fumée à celle des épidémies », rappelle Bruce Albert.

AIDE D'URGENCE DEMANDÉE
Une demande d'aide d'urgence a été adressée à l'Union européenne par le Conseil indigène du Roraima. « Si ces feux progressent dans la partie nord et ouest du massif forestier, ce serait une véritable catastrophe écologique », souligne, pour sa part, le botaniste Francis Hallé (université de Montpellier). Ce massif s'est développé sur une formation géologique très ancienne - environ 2 milliards d'années - du bouchier guyanais. Il possède une structure et une diversité en espèces végétales et animales exceptionnelles, bien plus riches et intéressantes que celles d'Amazonie centrale.

Après l'Indonésie, l'Amazonie... Le parallèle avec les terribles incendies de l'automne 1997 en Asie du Sud-Est est saisissant. L'origine est la même : les brûlis. Dans le Roraima, ces mises à feu habituelles visent à replanter des cultures vivrières et à défricher de grands pâturages. En Indonésie, en plus des paysans, d'importantes compagnies ont joué les incendiaires pour replanter des arbres à croissance

rapide (pour le bois) et des palmiers à huile. Mais, quels qu'en soient leurs auteurs, ces défrichements forestiers se sont transformés, à chaque fois, en efficaces couloirs de pénétration pour le feu. Le contexte climatique est le même, lui aussi. On retrouve El Ni-

Les foyers s'étendent au Venezuela

Une photo prise par satellite de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), et diffusée sur Internet, montre que les feux de savane et de forêt touchent de manière égale le Venezuela, la Guyane et le Surinam. Sur ce document, réalisé mercredi 18 mars, on distingue nettement les concentrations de chaleur émanant de nombreux foyers d'incendies de chaque côté de la frontière entre le Guyana et le Surinam, ainsi que dans l'est du Venezuela. Un responsable de l'Institut de recherches d'Amazonie (INPA) a déclaré, vendredi 20 mars, que le Venezuela « devrait commencer à s'inquiéter de ce qui se passe » chez lui. Les autorités de ce pays ont annoncé pour leur part, par l'intermédiaire de leur ambassade au Brésil, qu'elles envoyaient une « équipe multidisciplinaire de spécialistes » sur place pour « identifier, avec le gouverneur du Roraima », l'action concrète qu'elles peuvent mener « dans la lutte contre les incendies dans le Roraima ».

no, cette puissante perturbation qui a déplacé vers le centre de l'océan le gigantesque réservoir d'eau chaude habituellement stationnée autour de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Résultat, tandis que la côte ouest de l'Amérique es- sud des pluies diluviennes et des inondations depuis près d'un an, une sécheresse calamiteuse ronge le Brésil tout autant que l'Asie du Sud-Est. Si bien que les brûlis ont pu prospérer, alors qu'ils sont habituellement douchés par les pluies de décembre dans le Roraima.

Les conséquences sont également du même ordre. En Indonésie, entre 300 000 et 2 millions d'hectares de forêt équatoriale, se- lon les estimations, sont partis en

fumée dans l'archipel. Les feux ont d'ailleurs repris à Borém, où les autorités locales affirmaient, vendredi 20 mars, avoir recensé plus d'un millier de foyers d'incendie.

Au Brésil, d'après l'Agence fédérale de l'environnement (Ibama), 607 500 hectares de savane auraient déjà brûlé et près de 5 millions d'hectares de savane et de forêt clairsemée seraient menacés dans le Roraima. L'agence avance, par ailleurs, que 1,4 million d'hectares seraient déjà consumés dans les zones purement forestières.

Dernier parallèle mis en avant par les journaux brésiliens, l'impuissance, voire l'incurie, des autorités. « Nous avons perdu le contrôle de la situation », reconnaissent, dès lundi 16 mars, le chef de la défense civile fédérale, Kleber Gomes Cerquinho. Et les autorités de Brasília, qui viennent de débiter une quinzaine de millions de francs pour tenter de combattre le feu, ont été accusées de réagir tardivement.

Des actions préventives d'urgence sont nécessaires dans certaines localités habitées et des

zones de forte biodiversité. Mais, la semaine dernière, moins de 350 pompiers étaient sur la brèche. De toute façon, des dizaines d'avions et d'hélicoptères antifeux ne parviendraient sans doute pas à éteindre un tel brasier et le matériel dont disposent les Brésiliens est dérisoire, comparé à l'immensité de leur territoire forestier.

« Seule la pluie peut stopper ce fléau », estime Fernando Catao, secrétaire de la police régionale du Brésil, chargé de diriger l'aide fédérale dans le Roraima. Mais aucune précipitation majeure n'est prévue par les météorologues avant cinq semaines.

Vincent Tardieu

Alerte rouge planétaire face à la nouvelle virulence du bacille de Koch

Trois millions de décès par an sont dus à la tuberculose

LES TEMPS changent. Jusqu'au milieu de ce siècle, la tuberculose pouvait encore être décrite avec les mots de Dickens, maladie incurable, fruit pathologique de la pauvreté, de la promiscuité et du mépris chronique des règles de l'hygiène. L'avènement des antibiotiques, l'amélioration du niveau de vie et le respect grandissant de la santé publique ont ensuite rapidement modifié le paysage et fait reculer ce fléau.

Mais, aujourd'hui, tout est remis en question. Après la dramatique progression de la pandémie de sida et son cortège grandissant de maladies « opportunistes » - au premier rang desquelles la tuberculose - qui sévissent comme jamais dans le tiers-monde, après la multiplication des phénomènes de résistance du bacille de Koch aux antibiotiques habituellement efficaces, voilà l'espèce humaine confrontée à de nouvelles souches bactériennes d'une virulence jamais observée et hautement inquiétante.

L'affaire est révélée par le menu dans un numéro (daté du 5 mars) du *New England Journal of Medicine*. Une équipe médicale américaine des Centers for Diseases Control d'Atlanta y rapporte les données de bactériologie moléculaire qu'elle a pu établir à partir d'une large flambée tuberculeuse observée dans une communauté rurale (deux petites villes du Tennessee et du Kentucky), a priori à très faible risque vis-à-vis de cette infection.

Les spécialistes américains ont noté la très grande contagiosité du germe, capable de provoquer une tuberculose active après une seule exposition occasionnelle de courte durée, les patients pouvant aisément transmettre la maladie à leurs proches et à leur environnement immédiat. Sur plus de quatre cents personnes ayant été en contact avec des sujets contaminés, près des trois quarts devaient présenter les stigmates immunologiques de l'infection tuberculeuse.

NOUVELLES PROPRIÉTÉS

Les expériences de laboratoire ont amplement confirmé les observations cliniques. La nouvelle bactérie tuberculeuse isolée à cette occasion dans la campagne américaine est en effet d'une étonnante virulence. Alors que l'une des souches habituelles connues pour sa dangerosité induit dans chaque poumon des souris de laboratoire inoculées environ 1 000 bactéries après dix

jours et environ 10 000 après vingt jours, les spécialistes américains ont observé cette fois 10 000 bacilles après dix jours et environ 10 millions après vingt jours.

En d'autres termes, tout indique que le bacille de Koch sait trouver en son sein les possibilités évolutives lui permettant d'acquérir de nouvelles et très inquiétantes propriétés infectieuses. Cette plasticité pathogène semble, contrairement à ce que l'on imaginait jusqu'à présent, indépendante de facteurs environnementaux.

Ce constat se double d'un autre, nullement rassurant, également publié dans le *New England Journal of Medicine*. Il s'agit de la démonstration, faite en Gambie par des spécialistes londoniens, que les hommes ne sont pas génétiquement égaux face au risque de l'infection tuberculeuse. Comme on vient de l'établir pour la contamination par le virus du sida, certaines personnes sont, du fait de leur patrimoine héréditaire, plus que d'autres exposées à la maladie.

Tout, en définitive, se conjugue pour démontrer que le *Mycobacterium tuberculosis* est l'un des germes les plus dangereux parmi ceux qui menacent l'homme, un germe d'autant plus redoutable que la contagion s'effectue par voie aérienne et que les médicaments habituellement actifs sont - quand ils peuvent être utilisés - de moins en moins efficaces. On compte désormais chaque année à travers le monde 8 millions de nouveaux cas de tuberculose et 3 millions de décès dus au bacille de Koch.

Jean-Yves Nau

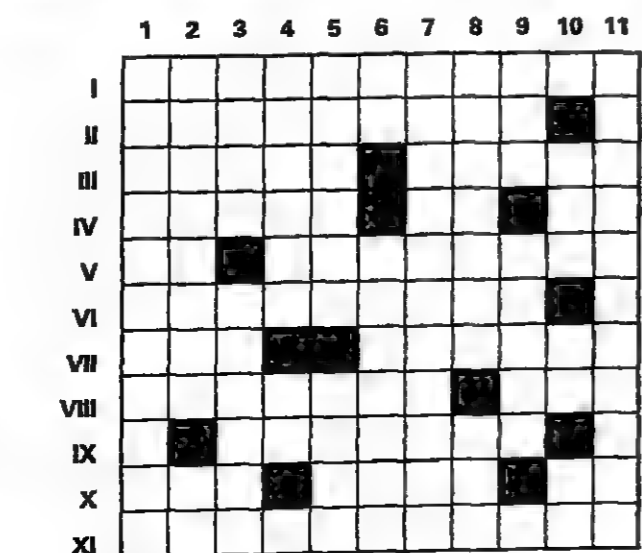
■ **MÉNINGITE** : la maladie a tué 298 personnes au Burkina Faso sur un total de 1 760 cas enregistrés depuis le début de l'année, selon un quotidien national. Ces chiffres, qui portent sur les neuf premières semaines de l'année, ont été communiqués au journal par les services de surveillance épidémiologique. La méningite sévit quasiment chaque année pendant la saison de l'harmattan, vent sec du désert qui provoque régulièrement des épidémies au Burkina. En 1997, cette maladie avait tué 2 533 personnes pour 22 293 cas enregistrés. « Nous ne sommes qu'au début de la période épidémique, qui va du mois de février à mai. La vigilance est donc à renforcer jusqu'aux premières pluies », prévient le journal.

Une zone peu peuplée

Si l'on en croit les estimations avancées, les incendies du Roraima et des territoires environnants sont plus vastes que ceux qui ont dévasté Sumatra et le Kalimantan indonésien. Ils semblent pourtant, jusqu'à présent, provoquer moins d'inquiétude chez les responsables politiques brésiliens, voire dans les instances internationales. Ces incendies, éloignés des grands centres économiques, affectent des régions où subsistent quelques centaines de milliers d'Indiens et de petits colons, ou encore des chercheurs d'or ou de diamants (les *garimpeiros*). Boa Vista, la capitale de l'Etat, ne compte que 80 000 habitants... Rien à voir avec les dizaines de millions d'Indonésiens qui peuplent l'île relativement prospère de Sumatra.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98071
3615 LEMONDE, tapex SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

- I. Réduction à tout propos. - II. Somme pour récupérer. - III. Signes du temps. Change de niveau. - IV. Arroser le sillon alpin. Ironique en répétition. Cité antique. - V. Pour le licencié. Faire étalage de son savoir et de sa marchandise. - VI. Que l'on ne sera pas obligé de conserver. - VII. Élément vital. Sont en bonne place au jeu et à la cour. - VIII. Passage étroit pour l'égoïne. Devront être acquittés. -

IX. Donne une dimension interplanétaire. - X. Vont avec les autres. Fit du tort. Le manganèse. - XI. Fonds liquides.

VERTICALEMENT

- 1. Laisse une trace après passage. - 2. Assure une bonne conduite. Lettres de Nerval. - 3. Prusé dans ses manières. Généreuse quand elle est légère. - 4. Victime d'une grande émotion. Apprentissage culturel. - 5. Buts que l'on voudrait atteindre. Effet lumineux. - 6. Per-

- sonnel. Faire l'éléphant. - 7. Devenu sur le tard homme de lettres. - 8. Compositeur et violoniste italien. Coule en Suisse. - 9. A moitié inondé. Un des grands de la terre battue. - 10. Mouvement dans les cordes. Attrapé. Personnel. - 11. Prendent le relais des nouveaux-nés.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98070

HORIZONTALEMENT
I. Réincarnés. - II. Ennuis. Elsa. - III. Atomes. Goal. - IV. Crue. Illico. - V. Târas. Ig. - VI. Ul. Artagan. - VII. Antidote. - VIII. Le. Rente. Ar. - IX. Pente. Cid. - X. Sem. Tellure. - XI. Exégèse. Les.

VERTICALEMENT
1. Réactualisé. - 2. Entraîné. Ex. - 3. Inouï. PME. - 4. Numéraire. - 5. Cie. Ardente. - 6. Assistantes. - 7. Atteint. - 8. Négligée. - 9. Eloigné. Cul. - 10. Esac (case). Aire. - 11. Salonnières.

Le Monde est édité par le SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administrateur. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN 0969-2007

Imprimerie du Monde 12, rue St. Guenouff 94052 Ivry cedex

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 62

Les clés de « l'énigme »

DANS L'AGENCE « L'énigme, filatures en tous genres », la confiance règne, mais sans excès. Ainsi, le coffre qui contient les pièces à conviction est fermé par plusieurs serrures. Le directeur et chacun des cinq détectives disposent d'un certain nombre de clés, de telle sorte que :

- trois quelconques d'entre eux puissent toujours ouvrir le coffre en unissant leurs clés ;
- le directeur puisse toujours ouvrir le coffre quand

un de ses détectives est présent ;

- mais deux quelconques des détectives ou le directeur seul ne puissent jamais obtenir l'ouverture.

Combien de serrures, au minimum, seront nécessaires ? Quel sera alors le nombre de clés attribué à chacun ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 1998
Solution dans *Le Monde* daté 31 mars.

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu.
Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème de logique.
Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble.
Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge.
Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art.
Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

Le Monde des livres sur Internet

Retrouvez chaque semaine le supplément littéraire du Monde

également des dossiers spéciaux et la possibilité d'accéder à notre librairie électronique

www.lemonde.fr

sur Whimtel 3615 LEMONDE (2,23 F/min)

21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
TÉL : 01-42-17-39-10 - Fax : 01-42-17-39-25

NEUF ET RÉSIDENTIEL

FICHE PRATIQUE du 24.03.1998

Cette fiche hebdomadaire est rédigée par les spécialistes du mensuel immobilier IMMO NEUF.

Investir autrement : les prêts locatifs intermédiaires

Peu connus, les prêts locatifs intermédiaires représentent une manière originale d'investir dans l'immobilier neuf. Explications.

Les prêts locatifs intermédiaires (PLI) permettent de financer un investissement locatif à l'usage de locataires dont les revenus sont trop modestes pour se loger dans le secteur privé mais trop élevés pour accéder au parc locatif social (HLM). On parle alors de logement ou de secteur intermédiaire. Le PLI est délivré par le Crédit foncier de France et par le Comptoir des entrepreneurs. Il est accordé sans condition de ressources à toute personne physique ou morale qui souhaite faire construire ou acquérir un logement neuf. Ces prêts peuvent également financer les opérations de réhabilitation de logements vacants, l'acquisition et la transformation en logements de locaux ou d'immeubles affectés à un autre usage que l'habitation, ainsi que les travaux de transformation en logements de locaux non affectés à cet usage. Attention : les résidences pour étudiants ou pour personnes âgées ne peuvent être financées par un PLI. Par ailleurs, ce prêt ne s'adresse pas exclusivement au neuf puisqu'il peut servir à financer l'acquisition de loge-

ments de plus de vingt ans dans lesquels on réalise des travaux d'amélioration à hauteur d'au moins 15 % du prix d'acquisition. Pour bénéficier de ce dispositif, l'opération doit se situer dans une zone d'intervention prioritaire : en Ile-de-France, dans certaines grandes métropoles régionales (agglomérations de Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Nantes et Toulouse), en façade méditerranéenne et dans certaines zones frontalières, etc. Sachez que le PLI peut être attribué en dehors de ces zones, sous réserve d'obtenir une autorisation administrative préalable de la Direction de l'habitat et de la construction.

À quelles conditions ? Comment obtenir ce prêt au taux préférentiel de 5,50 % ? D'une part, l'emprunteur doit s'engager à louer le logement à titre de résidence principale pendant une certaine période qui dépend de la durée du prêt. Notez que ce dernier est remboursable sur quinze, vingt, voire vingt-cinq ans. Ainsi, lorsque sa durée est inférieure ou égale à quinze ans, vous devez vous engager à louer pendant

six ans. Sinon, l'engagement de location doit être pris pour douze ans. D'autre part, les ressources annuelles du locataire (pour 1998, revenus imposables de 1996) ne doivent pas excéder certains plafonds, et le loyer mensuel ne doit pas dépasser un barème établi au mètre carré de surface utile.

Enfin, et c'est important, le PLI est cumulable avec les autres dispositifs destinés à favoriser l'investissement locatif et notamment avec l'amortissement Périissol qui, rappelons-le, vous permet d'amortir 80 % du prix d'acquisition sur vingt-quatre ans !

C. D.

Pour d'autres conseils, consultez IMMO NEUF, le mensuel de l'immobilier en vente 20 F chez votre marchand de journaux.



Plus de 300 pages de conseils et d'adresses

PARIS (suite)

11^e arrondissement

<p>Résidence Voltaire Rue des Volontés / rue Cassette</p> <p>Réalisation et commercialisation : STIM BATIR 16-de-France Résidentiel, Bouygues Immobilier, 92513 Boulogne-Billancourt cedex Tél. 01 47 12 54 44</p>	<p>SPECIAL PÉRISSOL - LIVRAISON IMMÉDIATE RÉSIDENCE POUR ÉTUDIANTS</p> <p>STIM BATIR vous propose quelques atouts achetés au cœur de 11^e arrondissement. - Investissement sûr : - Loyer garanti 9 ans. - Facilité d'investissement (caisse d'amortissement Périissol et récupération de TVA). - excellentes prestations.</p> <p>Renseignements et visites : Tél. 01 47 12 54 44 - Fax 01 47 12 55 46</p>
--	---

19^e arrondissement

<p>Les Allées Boulevard des Saussaies Rue des Saussaies - 75019 Paris NOUVEAU PROGRAMME</p> <p>Réalisation : SOFERIM Commercialisation : ASTÉAN CONSEIL 8, rue Vignon 75008 Paris Tél. : 01 47 43 13 13</p>	<p>A 200 m du métro Porte de Pantin</p> <p>Plus à 55 m de Parc au Bord de l'eau, à l'entrée de la Cité de la Musique, 2 immeubles de classes aux prestations luxueuses : parquet, chauffage gaz, terrasses et balcons, GAZ ET QUALITE. De studio à 6 pièces, 50 appartements en disposition.</p> <p>A partir de 17 500 F le m² hors parking</p> <p>Aménagement Périissol</p> <p>Bureaux de vente sur place ouvert le lundi, jeudi, vendredi et dimanche de 14h à 19h et samedi de 10h à 12h et de 14h à 19h. Rue Adolphe Millaud, 75019 Paris. Tél. : 01 42 45 17 89.</p>
--	---

20^e arrondissement

<p>La cour des Noyes Rue de la Cour des Noyes NOUVEAU</p> <p>Le PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001</p> <p>Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION Tél. 01 46 82 26 86 7 jours, de 9 h à 19 h.</p>	<p>Prix de lancement à partir de 17 000 F le m² hors parking et dans la limite des stocks disponibles.</p> <p>A 300 m de la place Gambetta et de la mairie du 20^e, découvrez une belle petite résidence composée de 2 bâtiments, deux sur trois étages, au cœur d'un quartier traditionnel, vivant et animé. Vous les trouvez confortables et agréables à proximité. Architecture soignée et prestations de qualité : un soin tout particulier a été porté à la conception des appartements pour vous assurer confort et sécurité au quotidien. 46 appartements de studio à 6 pièces, balcons, loggias ou terrasses, (parking en sous-sol).</p> <p>Bureaux de vente : 11, place Gambetta, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14 h à 19 h.</p>
--	--

PARIS

8^e arrondissement

<p>Le Clos S^e Elisabeth 3, rue Sainte-Elisabeth 75003 Paris</p> <p>Réalisation : TRANSIMMOBILIS Commercialisation : TRANSIMMOBILIS CONSEIL Tél. 01 47 83 48 43</p>	<p>Au centre de Paris</p> <p>Dans un quartier commercial, bien desservi en transport en commun. Un immeuble de 6 étages respectant les façades pour de taille de la rue. Appartements traversant sur rue et jardins.</p> <p>11 appartements : studio, 2/3 pièces et 4/5 pièces.</p> <p>A partir de 30 000 F le m²</p> <p>Parking : 150 000 F</p> <p>Boue : 180 000 F</p>
--	--

17^e arrondissement

<p>Le 72 Rue Saint-Dominique et la 15, rue Jean Nicot 75007 Paris</p> <p>Commercialisation : SODENI Bureau de Vente : 15, rue Jean Nicot ouvert le vendredi, samedi, dimanche et lundi de 11h à 17h et visite sur rendez-vous. Tél. 01 41 92 22 21</p>	<p>Mise en vente de quelques appartements prestigieux au cœur de 7^e</p> <p>Entre Trévadine et Champ de Mars, dans le 7^e le plus courtois, le 72, rue Saint-Dominique et la 15, rue Jean Nicot vous offrent la chose entre un nouvel immeuble doté de tous les atouts du neuf : qualité de la construction et des prestations, détails soignés, techniques, balcons, terrasses, parkings en sous-sol... et une superbe rénovation avec tout le confort et le cachet de l'ancien, qui bénéficie également des traits de caractère existants.</p> <p>Aujourd'hui, il ne reste que quelques appartements livrables immédiatement à partir de 30 000 F le m². Du studio au 6 pièces-deplus, idéaux quelques surfaces spéciales investisseurs.</p>
--	---

14^e arrondissement

<p>14, rue de l'Arcade 75008 Paris</p> <p>Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION Groupe Bouygues Immobilier 4244, rue de Bellevue 92110 Boulogne Tél. 01 46 83 22 80 7 jours, de 9 h à 19 h.</p>	<p>Une rénovation dans le quartier de la Madeleine</p> <p>Tout 25 appartements, 4 de disponibles.</p> <p>France construction 1^{er} promoteur certifié ISO 9001 vous propose de superbes appartements, de studio à 4 pièces, dans une rénovation de prestige. Tout le charme de l'ancien allié au confort du neuf. Métro, RER, commerces à proximité.</p> <p>Bénéficiez du meilleur climat, ne concevez l'appartement dans votre rêve, avec l'aide de nos architectes et la qualité FRANCE CONSTRUCTION. Appelez dès maintenant le 01 46 83 22 80 7 jours sur 7 de 9h à 19h.</p>
---	---

17^e arrondissement

<p>"Le Saint Louis" 31, Rue de la Grange aux Bœufs</p> <p>Réalisation et commercialisation : STIM BATIR 16-de-France Résidentiel, Bouygues Immobilier, 92513 Boulogne-Billancourt Tél. 01 47 12 54 44</p>	<p>Idéal décaissement "Périissol"</p> <p>A quelques pas du Canal Saint-Martin et de l'Hôpital Saint-Louis, STIM BATIR vous propose une résidence aux prestations de qualité et à l'architecture élégante.</p> <p>Label Qualité et Confort électrique</p> <p>Studio à partir de 265 000 F, parking compris.</p> <p>Pour tous renseignements ou rendez-vous, appelez le 01 47 12 54 44 ou bien adressez un fax au 01 47 12 55 46</p>
---	---

RÉGION PARISIENNE

78, Carrière-sur-Seine

<p>Résidence "La Vallière" 4549, route de Champs 78 Carrières-sur-Seine</p> <p>Réalisation : FRANIM Tél. 01 47 20 48 89</p>	<p>LIVRAISON IMMÉDIATE, SUPERBES APPARTEMENTS de 2 Pm à 5 Pm, Maisons de ville 5 pièces, à partir de 13 800F/m².</p> <p>Construction traditionnelle - prestations de qualité exceptionnelle. Calme total dans un cadre de verdure en bord de Seine.</p> <p>8 km de la Défense - Label QUALITE et PROMOTEUR PAS et prêt à taux 0%</p> <p>APPARTEMENT MODÈLE sur place, du jeudi au lundi de 14h à 19h (autres jours sur rendez-vous) Tél. 01 39 57 26 18</p>
---	--

92, Levallois-Perret

<p>Cap Seine Angle de 170, rue du Président Wilson et du quai Michérel Levallois-Perret</p> <p>Commercialisation : COGEDIM VENTE Tél. 01 41 85 30 30</p>	<p>De studio en 4 pièces duplex, 10 appartements disponibles à partir de 17 000 F le m² habitable.</p> <p>Détail immeuble d'angle, profitez de espaces verts délimités par la Seine, Terrasses et balcons, côté Seine et côté jardin.</p> <p>Super appartements familiaux.</p> <p>IDEAL pour profiter des avantages fiscaux de la loi Périissol.</p> <p>Bureaux de vente et appartements situés sur place : ouvert du mardi au vendredi de 14h à 19h, samedi de 11h à 12h30 et de 14h à 19h. Tél. : 01 48 89 88 85</p>
--	---

<p>"Le Saint-Justin" 80-88, rue Jules Guesde Levallois</p> <p>Réalisation et commercialisation : STIM BATIR 16-de-France Résidentiel, Bouygues Immobilier, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex Tél. 01 47 12 53 53</p>	<p>DES APPARTEMENTS DE STANDING DISPONIBLES IMMÉDIATEMENT</p> <p>En plein cœur ville, tout près de l'École de Ville, à 2 pas de notre Avenue France, un immeuble (de studio à 4 pièces) aux prestations de qualité. Façade pierre agriffée.</p> <p>Exemples de prix : studio : 120 m² à partir de 265 000 F. 3 pièces : 63,80 m² à partir de 1 177 000 F.</p> <p>Bureaux de vente : 80-88, rue J. Guesde - angle rue F. Roosevelt à Levallois, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14h à 19h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h à 12h et de 14h à 19h. Tél. : 01 47 31 46 33 ou 01 47 12 53 53</p>
---	--

NEUF ET RÉSIDENTIEL
POUR ACHETER, INVESTIR...
RESEIGNEMENT : 01 42 17 39 45

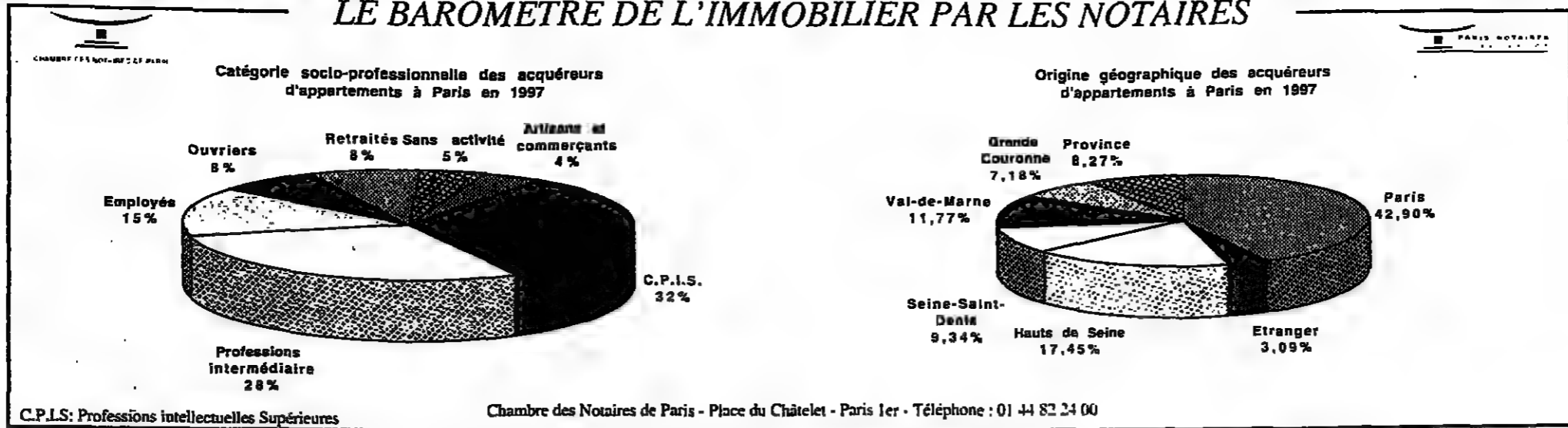
01 42 17 39 45

1520

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 24 MARS 1998 / 23

LE BAROMETRE DE L'IMMOBILIER PAR LES NOTAIRES



VENTES

FONDS DE COMMERCE
15^e Rue pap. presse CA
3 446 000 Inédit. 570 000
OFL : 01-45-08-00-16

BOUTIQUES
Paris 14^e, murs de bout, av.
de Maine, 58 m² + solai,
35 m², Loy. annuel 85 800
net, Tx : 800 000 F.
01-45-43-88-80

APPARTEMENTS

PARIS 14^e
Château les Halles
original 4 p., 4^e ét., asc.
pierra de l., 1 650 000 F.
A.L.M. : 01-53-01-99-01

PALAIS-ROYAL : 2 P.
Madama, bon état.
865 000 F
AM : 01-53-01-99-01

M^e OPERA 3 P
cuisine équipée, s. de bains,
w-c séparés, bel imm. ravalié
880 000 F - 01-43-87-35-25

PARIS 3^e
Quartier pl. Vosges 5 p.,
2 ét., asc., imm. p. de t. sél.
dote, 3 chbres, 2 880 000 F.
Tél. : 01-53-75-35-25

Près pl. des Vosges
6 p. du charme. 2 800 000 F.
A.L.M. : 01-53-01-99-01

MARAI HISTORIQUE
Aménagement Périsol.
Rénovation de caractères.
Appart de 21 m² à 220 m².
Alain Guyot 01-42-77-27-38

PARIS 4^e
St-Paul, 4^e imm., 17^e studio
réf. m. calme, clair.
500 000 F. 01-43-25-97-16

De hôtel part., superbe
4-5 p., 2 bs, solai, calme.
Tél. : 01-42-78-84-33

UNIQUE MARAIS
Splendide duplex 245 m²
dépend., jard. 180 m², gd ct
COMME UNE MAISON
Alain Guyot - 01-42-77-27-38

ILE-SAINT-LOUIS
Rare beau p. de t.
plateau brut, asc.
VUE SPECTACULAIRE SEINE
Alain Guyot 01-42-77-27-38

PARIS 5^e

Ch-Bernard, 5^e, imm. anc.
oble sél. + chbre 69 m²,
calme, plain, S. Est.
1 540 000 F. 01-43-25-97-16

Censier, 5^e, imm. ravalié, 3 p.
bon ét., calme, solai.
1 250 000 F. 01-43-25-97-16

Claude-Bernard, 5^e, p. de L,
6 p. terr. à rénover, chbre serv.
poss. 3 300 000 F.
01-43-25-97-16

Guy-Lussac, 5^e, p. de L, 2 p.
 indép., vue dégagée, dote expo.
890 000 F. 01-43-25-97-16

CENSIER, 5^e
Imm. ravalié, 3 p. bon état
Calme, solai
Prix : 1 250 000 F
Tél. : 01-43-25-97-16

PARIS 6^e
Rue Notre-Dame-des-Champs,
3 p. 48 m², 4^e ét., 850 000 F.
solai, Libre. 01-45-44-44-45

Vieux-Colombier, bel imm. 6 p.,
184 m², 2^e ét., asc., balc. conv.
Libre / 01-45-44-44-45

Odeon bel immeuble
chambre studio, 19 m², 3^e ét.
Libre. 01-45-44-44-45

St-Germain-des-Prés, imm. 19^e,
ss asc., 34 p., 78 m² à rev.
poutres, charme, calme.
01-43-35-18-36

PARIS 7^e
Bac : 5 p. + service
bal imm., 5^e, asc.
8 950 000 F.
A.L.M. 01-53-01-99-01

Part. vend métro Bac
190 m², stand., 34^e ét.
park., px : 6,1 MF.
Tél. : 01-45-61-07-24

Champ-de-Mars (près)
dernier étage, plain ciel
vues superbes s/Seine et
tour Eiffel, 160 m² + 33 m²
terrasse, récept. + 2 chbres
DOMUS. 01-45-66-90-73

CARRÉ DES ANTIQUAIRES
Pierre de taille, 5^e asc.
135 m², obole sél., 2 chbres +
balc. + serv. 4,5 MF
Carré vert. 01-55-04-84-84

CHAMPS-DE-MARS
160 m² + jard. 90 m², obole
sél., 3-4 chbres
CARRÉ VERT
01-55-04-84-84

PARIS 8^e
Av. Hoche, dans imm. haut
standing, 4/5 p., 160 m² +
balcon terrasse. 5^e ét., asc.,
Inzv. LONCHAMP.
01-49-24-15-88

EXCEPTIONNEL
50 m pètales de l'Élysée
peut imm. gd standing
34 pièces 90 m²
luxueuses prestations,
terrasse, cave, poss. pty
Périsol possible.
06-08-72-84-74

PARIS 9^e

NOTRE-DAME-DE-LORETTE
2-3 p. de imm. anc. au 2^e ét.
s/cour, calme, s. à mang.,
sél., chbre, cuis., s. de bs,
wc, s. d'eau, placards
625 000 F. - 01-45-74-58-31

PARIS 10^e
2 PCES 42 m²
gare Est, p. de t. gardien,
6^e ét., asc. prox. métros, bus,
ts commerces. Entrée, cuis.
équip. sél. chbre, dressing,
s. de b. chauff. gar. indit.
cave, très bon état. Agences
stratég.

Prix 570 000 F
Tél. : 01-42-09-27-87

PARIS 11^e
Bastille 3/4 p.
11^e ct sél., s. à manger
2 chbres, cuis. s. de bns.
Bel imm. pierre de taille.
1 000 000 F. 01-45-43-88-80

PARIS 12^e
Daumesnil, maison 6/3 nrx
gd liv., s. à m., 5 chbres + sol
2 terrasses, TBE.
01-43-35-18-36

PARIS 13^e
Cité florale
maison 150 m², 4 chbres, bur.
garage, cave, cour, terrasse.
3 100 000 F. 01-43-37-40-70

Bulle aux Cailles
belle résid., 1991, asc., jard.
studio 30 m², 540 000 F.
3 p., 72 m², S/O. 1 800 000 F.
01-49-85-88-27 poss. part.

Campo-Fornio
6^e ét., dernier ét. asc. vral
4 p. tout ct, clair, calme.
1 520 000 F. 01-53-70-86-46

JEANNE-D'ARC
maison 80 m², jardin 100 m²
sous-sol 50 m², dépendances
12 m²

J.-P. MAURIN
Gobelins immo.
01-43-37-50-25

GOBELINS
40, 80, 120, 160 m²
asc. droits réduits. Périsol
110 m² occupé, p. de L,
4^e ét. asc. J.-P. MAURIN
Gobelins immo.
Tél. : 01-43-37-50-25

Gobelins, 13^e imm. anc.,
1/2 p.
s/cour tr. calme, parquet ref. nt.
490 000 F. 01-43-25-97-16

PEUPLIERS
Maison 7 p., jardin 80 m²
Gar., terrasse. 3 350 000 F
SIB 01-43-37-40-70

PARIS 14^e
2/3 pièces XIV^e, 840 000 F.
Métro Porte-d'Orléans,
immeuble ancien. Entrée,
cuisine, salle d'eau/W.C.
Double séjour, chambre,
débaras, parquet, cheminée.
Tél. : 01-53-68-83-30

EXCEPTIONNEL
112, rue du Château
construction d'un imm.
5 appts de 3, 4, 5 p.
terrasses
de 19 000 F à 22 000 F/m².
Périsol. LCL. 01-42-17-17-07

Près Montparnasse, 1^e ét.
imm. 1989, 2 p., 50 m² possib.
park. 920 000 F. 01-47-89-53-13
06-09-51-34-46

Plaisances imm. 1980 magnif.
3 p., 80 m², cuis. équip. pl.
sol. à voir. 01-43-35-18-36

3/4 pièces XIV^e, 1 280 000 F.
Métro : Porte-d'Orléans,
immeuble ancien. Entrée,
double séjour, 2 chambres,
cuisine, salle de bains, W.C.
séparé, beau parquet. Tél. :
01-53-68-84-30

Face parc Montsouris dernier
ét., 4 p., 140 m², balc. +
terrasse
250 m², box. 01-43-35-18-36

MONTSOURIS 2 P.
2^e et dernier ét., charme
CALME, JOLIES VUES
730 000 F. 01-43-20-32-71

PARIS 15^e
8/4 pièces, XV^e, 1 890 000 F.
Métro : Porte-de-Versailles,
ascenseur, vue dégagée sur
Paris, cuisine équipée,
balcon, très bon état.
Tél. : 01-53-68-94-30

VAUGIRARD
beau 2 p., 7^e et dernier ét.
asc. clair, calme, tout confort
900 000 F. 01-43-35-18-36

Deux pièces, XV^e, 985 000 F.
Métro : Laumel à 5 minutes,
pierre de taille, dernier étage.
Vue dégagée, très ensoleillé.
Tél. : 01-53-68-94-30

Convention 140 m², 4 chbres
Duplex, park. 3 500 000 F
CDP. 01-42-22-27-26
www.immoenphoto.com

PARIS 16^e
TROCADERO
3, av. Paul-Doumer, stand.
4 p., 120 m², 2 bns, 5^e, asc.
21 500 F le m²
SAFARI. 01-47-04-95-11

R. Lauriston 6^e et dernier ét.
beau 2 p., 11^e ct, petit balcon.
750 000 F. 01-53-70-86-46

PARIS 19^e
Av. de Laumière 2/3 p.
58 m² s. de bains, WC parfait
état. 975 000 F.
01-42-08-60-60

PARIS 20^e
La campagne à Paris
maison noyée dans verdure
dote sél. + 2/3 chbres + cour
jard. Libre. 01-45-44-44-45

78
Yvelines
LE VÉSINET CENTRE
175 m² à rénover
appâts., combles + cour
Px : 1,3 MF.
Tél. : 06-60-45-27-10

92
Hauts-de-Seine
BOULOGNE
maison de ville quartier
Paro des Princes, 6 p., anv.
180 m², 2 gar., 4 150 000 F
notaire. 01-44-88-45-54

Neully Bois
élégant 2 p. dormant de plain
piéd, par larges portes
vitrées, s/bau jardin arboré
de 140 m². Ebt parail, box,
cave, 2 150 000.
01-56-28-55-10

150 m² NEUILLY -
4 100 000 F
Salle-Foy, imm. récent
Standing, 5^e ét. s/jardin
SOLEIL 2 park.
Tél. : 01-47-27-84-78

APPARTEMENTS MAISONS

Paris
Rég. parisienne
Urg. maison, proche bois de
Vincennes, RER, m², écoles.
3 ch/2 s.d.b. + RJ : ch s. d.
b. indép., jardin (saut), vue,
terr. : 220 m², 1,75 MF.
Tél/Fax : 01-48-77-45-51

Franconville résidentiel, ler.
223 m². Très commodités 10'
115 m², à ét. av. sél.
cathédrale + chem., 2 bns,
2 WC, cuis. équip. part. ét.
Px : 1,242 MF.
T. 01-53-89-34-29 -
01-43-72-04-78

94 SAINT-MAURICE
part. vil. neu. av. jard. bordure
bois de Vincennes 10' du
métro, 8 800 000 F
Tél. : 02-99-55-80-65

Pr Buttes-Cailles, maison
anc. 3 nrx 4/5 p., 150 m²,
charme, jolies, solai, part.
01-43-35-18-36

Province
Vallée Cheron
sup. apt. ds chalet 110 m², 11^e
ct, ensoleillé vue Mont-Blanc
prox. remontées, jard., gar.
Px : 1,68 MF.
Tél. : 04-60-54-14-58

LUBÉRON SITE CLASSÉ
5 km Gordes, 35 km Avignon,
TGV.
Au point culminant d'un
authentique village provençal.
Propriétaire vend
Maison XVIII^e restaurée,
prestations de qualité, vaste
séjour + cheminée, bureau
spécieux + cheminée, 3 ch.,
+ bns, + cab. toil., cuis.
aménagée, chauff. central,
loggia, terrasse, véranda
couverte, vue panoramique
exceptionnelle. 1 420 000 F.
Tél. : 01-47-05-42-82
Fax : 01-45-51-22-27

Saint-Véast-la-Houque (50)
ppts indép. pierre et granit
7 p., lav. 823 m² près port
plais. 950 MF à débat. part.
1 250 000 F.
Tél. : 02-97-44-30-64

ile d'Arz, golfe du Morbihan.
Maison 1981, terrain 650 m².
S. de sél., 3 chbres, cuis.,
équipée, 2 s. de bains, gar.
1 250 000 F.
Tél. : 02-97-44-30-64

ACHATS
APPARTEMENTS
Rech. Urgent 100 à 120 m²
Paris. Paiement comptant
chez notaire. 01-48-73-48-07

Val de Loir, 20 km sud du
Mans. Mais. de campagne
restaurée, terr. boisé et
paysagé, 6 800 m.
Site protégé. 02-43-42-15-10

Manoir enchanteé (sculptures,
lours, terrain arboré
3 700 m²) habit. 400 m² très
b. état. Four aristes,
amoureux de décors int. ext.
uniques. 2 h 30 Paris par A5.
Bény-Brenne. 1,8 MF
particulier. 01-43-54-40-53

A v. à 3 km Beauriz, tennis
(26), golf, villa contemp., F4,
100 m² sur 1100 m², arborés,
cuis. équipées, 2 terr. ensol.
(1 350 000) 1,350 MF.
Tél. : 05-59-43-05-83

Saint-Cheron (91)
sur 1 177 m², mais., exc. ét.
220 m² hab., assol, ver.
terrasse, 100 m², park. 4 v.,
RER, très commodités,
1,4 MF.
Tél. : 02-51-22-07-92 (19 h)

Etranger
Part. vil Athènes apt 3 p.,
CSB 68 m² TBE ds pet. imm.
stand. grand balcon
ombagé.
Exc. sit. hors zone Pol.
Prix juste 400 K€ à débatta.
Tél. : 03-84-42-46-69 soir

TERRAINS
A vd, 34 Bedarieux, 35^e
Valras. Prox. lac, Salagou,
Langue-d'Ours, terrain de
loisir, n-consr. 7 100 m²,
10 Fin.
M^e Sales - 04-67-85-50-44

HOTELS PARTICULIERS
Pour investisseur
hôtel particulier 200 m² vile
sud Paris, empl. 1^{er} ordre.
Tél. : 02-38-42-02-02
Fax : 02-38-62-96-34

PROPRIETES
Château
Rénové 13 km Cannes
9 s. de b., 2 piscines
sauna, 3,850 MF.
Tél. : 01-49-24-00-98

VACANCES
TOURISME
LOISIRS
Neige à prix canon
Pâques
Chamonix, Mont-Blanc
2 p. 2 230 F stud. 1 685 F
T. 04-50-53-40-96
Fax : 04-50-55-95-36

MAROC - IBIZA
LOCATIONS ET VENTES
VILLAS ET
APPARTEMENTS
Alain Guyot 01-42-77-27-38

ARTS
A vendre + Compression
d'Or + de César avec
certificat + Denise
Durand-Ruel +,
Tél. : 00-41-41-371-00-77

STAGES
O I S B
L'anglais à Oxford L'anglais à Cambridge
L'allemand à Heidelberg L'anglais à Bristol
L'espagnol à Dubaï L'anglais aux USA
OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages
immersion de langues. Selon l'école, les stages s'adressent aux adultes,
étudiants, lycéens ou collégiens. Logement en famille, voyage et loisirs.

10 interventions et inscriptions en France
Bordeaux: 05 57 92 34 12 - Lille: 03 20 40 28 38 - Lyon: 04 78 24 60 74
Paris: 01 44 19 66 66 - Rennes: 02 99 79 78 44 - Alençon: 03 58 45 38 09

IMMO NEUF Le mensuel qui vous aide à acheter dans le neuf. Tous les mois, chez votre marchand de journaux.

Le Monde "Immobilier"
Vous vendez ou vous louez votre appartement ou votre maison.
Forfaits Particuliers
495 F TTC - 2 parutions en 8 jours
685 F TTC - 4 parutions en 15 jours
5 lignes - 112 F TTC la ligne suppl.
Tél. 01.42.17.39.80
Fax 01.42.17.21.36

LOCATIONS

Paris
Rég. parisienne
Av. d'Italie, 2 p. confort
4^e ét. 3 641 F cc
01-47-89-53-13 -
06-09-51-34-46

Port Lovellais, 46 m², 2 p.
4^e ét. 4 121 F cc
01-47-89-53-13 -
06-09-51-34-46

Paris 16^e, imm. anc. 4 p.
100 m², avec asc., chi.
central. 10 428 F cc.
01-47-89-53-13 -
06-09-51-34-46

Loue apt. F2 et F5 dans
résid. de stand. dans le 15^e
M^e Javel. Tél. : lun-ven.
9 h-18 h : 01-45-25-95-01

Moulin - La Parc
d'Alençon = apt m², vue
dégagée, 2 p. princ. 11 conf.
4^e ét. cave et park. en ss.
chauf. élect. indiv. hon. loc.
2 800 F.
Ag. de Jouy. 01-39-56-48-12

19^e Mazo-Dormoy, 2 p. ct. ct.
chauf. gaz. Loyer 2 800 F cc.
Groupe Pontagnier.
01-40-35-20-13

9^e Pantheon, studio ct. ct.
Digicode. Loyer 2 800 F cc.
Groupe Pontagnier :
01-40-35-20-13

82 Clichy, studio ct. ct., rail
neuf, loyer 2 255 F cc. Groupe
Pontagnier : 01-40-35-20-13

17^e Guy-Moquet, 2 p ct. chauf.
collect. Loyer 3 975 F cc.
Groupe Pontagnier :
01-40-35-20-13

94 Ivy M^e Curie, 3 p., ct. ct., rail
neuf. Loyer 4 300 F cc. Groupe
Pontagnier : 01-40-35-20-13

2^e Sentier, 2 p., 56 m², ct. ct.
stand. ravalié, 5 833 F cc
ch. gaz. Groupe Pontagnier :
01-40-35-20-13

Province
Cherche location à l'année
maison de village
Provence
Tél. : 01-45-44-49-45
Fax : 01-45-44-48-82

VACANCES
TOURISME
LOISIRS
Neige à prix canon
Pâques
Chamonix, Mont-Blanc
2 p. 2 230 F stud. 1 685 F
T. 04-50-53-40-96
Fax : 04-50-55-95-36

O I S B
L'anglais à Oxford L'anglais à Cambridge
L'allemand à Heidelberg L'anglais à Bristol
L'espagnol à Dubaï L'anglais aux USA
OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages
immersion de langues. Selon l'école, les stages s'adressent aux adultes,
étudiants, lycéens ou collégiens. Logement en famille, voyage et loisirs.

CULTURE

LE MONDE / MARDI 24 MARS 1998

EXPOSITIONS Une nouvelle génération de photographes, tous des coloristes, est en train de s'imposer en Europe. Leurs œuvres n'ont rien à voir avec le photojournalisme, le voyeurisme, le narcissisme ou l'abstraction. Elles témoignent en revanche d'un retour spectaculaire au documentaire, à l'image comme moyen de traiter

l'homme dans son environnement social et urbain. Ces artistes qui collent à l'actualité se nomment - entre autres - Valérie Jouve, Andrea Keen, Isabelle Watermaux, Rineke Dijkstra, une Néerlandaise, ou Gillian Wearing, une Britannique. On peut retrouver les travaux de certaines d'entre elles à Rochechouart, à Rueil-Malmaison et à Angers.

l'homme dans son environnement social et urbain. Ces artistes qui collent à l'actualité se nomment - entre autres - Valérie Jouve, Andrea Keen, Isabelle Watermaux, Rineke Dijkstra, une Néerlandaise, ou Gillian Wearing, une Britannique. On peut retrouver les travaux de certaines d'entre elles à Rochechouart, à Rueil-Malmaison et à Angers.

l'homme dans son environnement social et urbain. Ces artistes qui collent à l'actualité se nomment - entre autres - Valérie Jouve, Andrea Keen, Isabelle Watermaux, Rineke Dijkstra, une Néerlandaise, ou Gillian Wearing, une Britannique. On peut retrouver les travaux de certaines d'entre elles à Rochechouart, à Rueil-Malmaison et à Angers.

● AU CENTRE NATIONAL DE LA PHOTOGRAPHIE, à Paris, Valérie Jouve et Andrea Keen ont choisi d'exposer ensemble et de mêler leurs photographies dans un parcours commun.

Une nouvelle génération dynamise la photographie documentaire

Ni reportage, ni voyeurisme, ni abstraction ou monde imaginaire : de jeunes artistes imposent leur vision au plus près de l'homme et de son environnement social et urbain. Un témoignage habité par la lucidité et le doute

LA PHOTOGRAPHIE, du moins celle qui aspire au statut d'œuvre d'art, est partout, du musée au café branché, dans les centres d'art et centres culturels, magasins du type FNAC et galeries d'art contemporain, théâtres et festivals, revues d'art et lignes budgétaires de mécènes. Cet engouement n'est pas sans provoquer une bouillie artistique-médiatique, provoquant une confusion entre la qualité et le n'importe quoi, l'art et la communication. « C'est si énorme que ça devient dangereux », le constat est signé Valérie Jouve, photographe consciente d'avoir surfé sur cette vague et qui a multiplié, depuis trois ans, les apparitions dans des expositions collectives, au point d'être bombardée « photographe français le plus prometteur » des années 90. Pour Valérie Jouve, Stéphanos de trente-quatre ans installé à Paris après un séjour à Marseille, tout est allé sans doute trop vite. Mais les lauriers sont mérités tant ses images de personnages se débattant dans la ville, à coup de gestes théâtraux, collent à notre époque. Surtout, elle appartient à une nouvelle génération qui est en train de

s'imposer en Europe, et qui propose une offre claire et passionnante dans ce brouillard visuel. Outre Valérie Jouve, citons Andrea Keen, Isabelle Watermaux, la Néerlandaise Rineke Dijkstra ou la tapageuse Britannique Gillian Wearing, primée par la Tate Gallery de Londres du Turner Prize 1997, qui fait toutes aujourd'hui l'objet d'expositions.

ENTRE CONSTAT ET MISE EN SCÈNE. Ces photographes n'ont à faire ni avec le reportage ni avec une photographie intime et crue, voyeuse et narcissique qui s'est imposée dans la foulée de l'Américain Nan Goldin. Ni avec ceux qui créent un univers totalement imaginaire, voire abstrait. Comment les définir ? Il se trouve qu'il s'agit uniquement de femmes. Qu'elles sont coloristes, produisent peu d'images, souvent de grand format afin d'intensifier la confrontation physique avec le spectateur. Il se trouve surtout que leurs œuvres témoignent - parmi beaucoup d'autres - d'un retour spectaculaire au style documentaire, à l'image comme moyen de traiter de l'homme dans ses relations avec l'environnement social et urbain. Valérie Jouve et Andrea Keen expliquent leur différence : « Le reportage est investi d'une sentimentalité de l'image, son auteur a le nez collé dessus ; le documentaire est en retenue et distanciation. » Ces auteurs sont dans l'actualité et s'en nourrissent. En toute logique, Valérie Jouve, Andrea Keen et Isabelle Watermaux se qualifient de « photographes » et surtout pas de « photographes plasticiens », inventé dans les années 80 pour installer une certaine imagerie « beaux-arts », décorative et passablement ennuyeuse, dans l'art contemporain. Querelles sémantiques ? Sûrement pas. Pour Valérie Jouve, Andrea Keen ou Isabelle Watermaux, se dire photographe, c'est rappeler que la photographie est « un outil d'emprise », « Nous avons plus envie de nous confronter aux choses du monde que d'imaginer des gestes d'artistes », affirment les deux premières. Dire cela, dans les an-



Valérie Jouve : « Sans titre n° 23 », 1996, 110 cm x 148 cm.

nées 80, évoquer la notion de « documentaire », c'était inévitablement être relégué, par les esprits étroits, du côté du reportage ou de l'illustration, deux gros mots qui vous fermaient la porte des lieux artistiques. Les choses sont en train de changer. Pour preuve la dernière Documenta de Kassel et la série photographique documentaire de Marc Patat sur les SDF qui vivaient sur le terrain du Cornillon (Seine-Saint-Denis), avant leur expulsion en vue de la construction du Stade de France, qui vient d'être acheté par le Fonds national d'art contemporain. Ainsi, les préoccupations concordantes de ces jeunes photographes. Chez Valérie Jouve, c'est la façon dont les individus se tiennent dans la ville. Chez Andrea Keen, ce sont

des paysages quasi topographiques, entre ville et campagne. Chez Isabelle Watermaux, des portraits de Coréens du Sud, certains intemporels, d'autres imprimés dans leur ville (exposition de Rueil-Malmaison) : « Qu'est-ce qui fait qu'on peut se reconnaître dans des gens qui habitent au bout du monde ? », se demande joyeusement Isabelle Watermaux. Rineke Dijkstra s'est fait connaître par des portraits en pied de jeunes filles et garçons, en maillot de bain à la plage, afin de traduire, par le corps, le passage de l'enfance à l'adolescence. Gillian Wearing enfin, également connue pour ses vidéos, a réalisé une série marquante : des citadins, souvent impénétrables, tenant une pancarte blanche sur laquelle ils ont écrit leur sentiment du moment - son portrait d'un golden boy affichant « Je

suis désespéré » restera comme une des photos emblématiques des années 90. Ces auteurs hésitent entre constat et mise en scène, engagement et distance. Certaines images sont plus picturales (Watermaux), théâtrales (Jouve) ou de l'ordre de la performance (Wearing), contemplatives (Keen). Mais il y a, surtout chez ces artistes qui utilisent le documentaire une volonté d'échapper à un discours distancé ou globalisant, à refuser les archétypes ou sentiments généraux (compassion, joie, douleur, etc.). Ils préfèrent désigner et montrer des individus ou des lieux, avec lesquels ils entretiennent une étroite relation, les images étant le fruit d'une lente maturation. Valérie Jouve peut dialoguer des mois avec ses personnages avant de

les mettre en scène dans la rue. Andrea Keen se nourrit de documentation et de longues marches dans la ville avant de la photographier. Isabelle Watermaux dit rechercher « la permanence » des gens qu'elle photographie et qu'elle ne peut y arriver qu'à travers de longs temps de pose. Elle ajoute : « Quand je suis allée photographier des personnages en Corée, j'ai senti la nécessité de montrer l'environnement social du pays à la fois marqué par une histoire sanglante et une tradition confucianiste rigoriste. »

Le terme de sociologue a souvent été prononcé pour ces photographes, notamment Valérie Jouve, pour qualifier leur attitude. Ethnologue serait plus approprié. Pas tant dans la finalité du travail - les images ne viennent pas illustrer ou enrichir une quelconque étude comme l'a fait Claude Lévi-Strauss avec les Indiens d'Amérique -, mais dans la démarche. Ces photographes tentent de percevoir et questionnent bien plus qu'ils n'expliquent. Valérie Jouve par exemple a utilisé la photo comme document de travail dans des études sociologiques qu'elle réalisait pour une association franco-algérienne. « Mais j'ai constaté que la photographie donnait des informations plus complexes qui échappaient à une analyse globalisante. Mes images montraient des comportements humains et urbains qui échappaient à la réalité et affirmaient une singularité. Elles échappaient à toute grille de lecture d'un phénomène social. » Elle rejoint l'ethnologue qui délivre plus un témoignage poétique qu'un constat d'abusier.

Ces photographes dialoguent et livrent un témoignage. Avec toutes les limites du genre, assumées. C'est Isabelle Watermaux qui le dit : « Je fais tout pour que mes personnages tombent le masque afin d'instaurer une proximité entre nous. Mais je sais aussi qu'ils m'échappent, qu'ils restent loin de moi. » Plus qu'un aveu d'impuissance, c'est un doute et une lucidité qui sont ici exprimés.

Michel Guerrin

A voir

- Valérie Jouve et Andrea Keen. Centre national de la photographie, Hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Berryer, Paris-8^e. Tous les jours, de 12 heures à 19 heures. Fermé le mardi. Tél. : 01-53-76-12-32. Jusqu'au 20 avril. Projection d'images à la Caisse des Dépôts et consignations, 13, quai Voltaire, Paris-6^e. Du 27 au 29 mars, de 12 heures à 18 h 30. Catalogue Valérie Jouve, éd. CNP-Actes Sud, 58 p., 80 F.
- Valérie Jouve, Rineke Dijkstra, Gillian Wearing. Musée départemental d'art contemporain, château de Rochechouart, 87600 Rochechouart. Tél. : 05-53-03-77-77. Du mercredi au dimanche, de 14 heures à 18 heures. Du 3 avril au 21 juin.
- Isabelle Watermaux, Anne Deguelle. Centre d'art contemporain, 2, place Jean-Jaurès, 92500 Rueil-Malmaison. Tél. : 01-47-14-07-88. Du lundi au samedi, de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 3 avril.
- Isabelle Watermaux, « ligne d'avant ». Nouveau théâtre d'Angers, 12, place Louis-Imbach, 49021 Angers. Tél. : 02-41-88-90-08. Du lundi au samedi, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 avril.

Les regards croisés de Valérie Jouve et Andrea Keen

IL EST RARE de voir deux jeunes artistes qui, plutôt que de se tirer dans les pattes, exigent d'exposer ensemble et imaginent un parcours commun afin que les photographes de l'une viennent non pas rivaliser mais renforcer celles de l'autre. Et vice-versa. Valérie Jouve et Andrea Keen ont la

tréanta, se sont rencontrées il y a dix ans à l'École nationale de la photographie d'Arles et se retrouvent pour fêter ça, dans une exposition à deux voix à l'hôtel de Rothschild à Paris.

C'est un accrochage sensible qui fait se croiser deux options du style documentaire : Andrea Keen traite du paysage urbain, entre description et constat ; Valérie Jouve inscrit des personnages dans un univers poétique et imaginaire. Elles utilisent toutes deux une lourde chambre photographique, prennent leur temps et peu d'images - dix par an pour Valérie Jouve qui a passé un mois et demi à New York avant de commencer à y travailler -, leurs œuvres sont souvent de grand format sans mesure, et leurs couleurs sont patiemment mates, denses et sans éclat.

RÉFLEXION SUR LA VILLE

« Nous voulions dans cette exposition voir à quel endroit nous pouvions nous rencontrer. » Ce fameux carrefour est simple : ce ne sont plus des paysages pour l'une et des portraits pour l'autre qui sont donnés à voir mais une réflexion sur la ville et le territoire urbain, qui ne cesse d'évoluer, de s'inscrire, et de s'enrichir par « un montage d'images » puisées chez l'une et l'autre.

Andrea Keen observe d'abord le paysage, l'étudie, lit, déchiffre des cartes. « Il me faut comprendre comment la ville fonctionne dans le paysage avant de la photographier. » L'image lui permet de saisir l'évolution de ce paysage, de voir comment il se modifie pour être marqué à jamais par des éléments

urbains. Elle travaille par temps lumineux et pur afin de distinguer ces différentes strates qui s'accumulent, entre nature et construction. Elle a effectué des enquêtes photographiques à Saint-Etienne (où elle vit), à Nice, L'Estaque, Antibes, Paris, Berlin, Stuttgart. Or est son point de vue ? Dans un double traitement qui désorientait le spectateur : entre la vue pittoresque style carte postale et le constat brutal ; la séduction et la banalité.

La démarche de Valérie Jouve est autre. « J'ai une idée, je vais ensuite chercher les lieux urbains et je mers de ce que je vois autour de moi pour traduire cette idée en images. » Ce n'est pas le dessin de la ville qui l'attire mais les personnages qui l'occupent, la bouleversent de leur corps, leurs mouvements, leurs cris, des personnages visibles ou cachés derrière les façades d'immeubles qu'elle délimite strictement, à Marseille ou New York.

« L'espace évolue avec cette présence individuelle », dit Valérie Jouve, « je le découpe en bloc, j'y construis ma fiction en mettant en scène mes personnages. » Ces fameux personnages ont fait la réputation de Valérie Jouve, tant ils sont théâtraux, séduisants - « Ils font du bruit », dit Andrea Keen -, et « renvoient à la conscience individuelle de chacun ». Valérie Jouve dit avoir « beaucoup regardé les portraits expressionnistes de Richard Avedon » durant ses années d'études. Elle en a gardé une façon très personnelle de découper ses personnages dans l'espace, de leur donner une présence et de les installer à jamais.

M. G.

cité de la musique

Comment organiser vos vacances et celles de vos enfants ?

guide des stages de musiques et de danses

Près de 3000 stages, master-classes, adresses et idées pratiques

EDITION 1998 PARUTION AVRIL

100F - 300 pages
on vente en librairie et à la cité de la musique

cité de la musique - Parc de la Villette
221, avenue Jean Jaurès 75019 Paris
Rens : 144 84 47 04
ou 3615 citemusique (1200 nrs en la nuit)
ou www.cite-musique.fr

CONCERTS

ORCHESTRE DE PARIS
Salle Pleyel - 20 h
Mercredi 17, jeudi 2 avril
Yuri Ahronovitch
Roland Daugareil
WEBER - BRUCH
DVORAK
60 à 240 F - Tél. : 01 45 61 65 89
tarif jeunes : 50 F

ORDINAIRE
MAISON DE LA MUSIQUE NANTOISE
01 46 14 70 00
Trio Alter-retours
Ars Nova
Dix de Chœur
Philippe Nahon
Bernard Cavanna
Edgar Varese
Pascal Dusapin
Bernard Cavanna
27 ET 28 MARS, 21 HEURES

CONCERT TCHAIKOVSKI
MAXIM VENGEROV
Orchestre philharmonique de Novosibirsk
Dir. Arnold Katz
Salle Pleyel - Mardi 24 mars 1998 - 20 h 45
CONCERT POUR VIOLON ET SYMPHONIE N° 5
Pons, et r s. : 01-45-61-53-05
Prix des places : 400-250-150-120 F

CHATELET
THÉATRE MUSICAL DE PARIS
MERCREDI 25 MARS 12H45
Marco Rizzi, violon
Alessandro Maffei, piano
BEETHOVEN, SCHUBERT
VENDREDI 27 MARS 12H45
"GRANDS PRIX INTERNATIONAUX"
Ilya Itin, piano
CHOPIN, MESSIAEN, RACHMANINOV
DIMANCHE 29 MARS 11H30
Musiciens
Orchestre de Paris
SCHUBERT
DIMANCHE 29 MARS 17H
Solistes de l'Ensemble
Intercontemporain
MARCLAND, DUTILLEUX,
DUSAPIN, GINER
LUNDI 30 MARS 12H45
Marie-Luise Hinrichs, piano
MOZART, CHOPIN
LOCATION 01 40 28 28 40

avec ses soeurs
le Queen

prenez vos paroles
l'écriture
avant de
l'effort

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

Avec ses soirées « Respect is burning », le Queen fédère les fans de techno

La discothèque gay y accueille un public bigarré et le gratin des DJ

Fermé le 26 août 1997 avec quatre autres discothèques gays parisiennes, le Queen, implanté sur les Champs-Élysées, a depuis rouvert ses

portes. Les soirées du mercredi, lancées en octobre 1996 et intitulées « Respect is burning », ont repris de plus belle. Elles rassemblent sans distinction les fans de techno et permettant d'accueillir aux platines les meilleurs DJ. Leur renommée a aujourd'hui franchi les frontières.

glaise... Mieux, ces artistes vendent et attirent la foule dans les clubs du monde entier. Sauf à Paris », déclaraient alors ces combattants-musiciens. Respect, « ça veut dire, respect pour les DJ français ». Sans connotation tricolore, précisaient-ils, mais avec le souci d'être « l'antenne du son frenchy ».

Les mercredis du Queen se vivent en toute liberté : l'entrée est mixte et gratuite, mais à la porte, on traque les voyeurs, bêtes noires du club des Champs-Élysées, célèbre pour ses nuits chics et délectables. Le public est jeune, consommateur exigeant de musique en boucle et de mixages fous. Hétéros ou homos, banlieusards classe moyenne, beurs ou parisiens noctambules, environ 1 500 personnes, « de la minette sexy au rappeur baggy », portant baskets, jeans, chemises XXL à carreaux ou bustiers collants, se retrouvent pour danser, tandis que Paris dort (« Paris is sleeping, Respect is burning »). Aux platines qui dominent le dancefloor - la piste de danse - se sont succédés les grands noms de la techno française (Motorbass, Dimitri From Paris...), des invités européens (les Anglais Ashley Beedle, A Man Called Adam, les Allemands Djs Tonka, Jan Pooley et Suci) ou américains (Troy Parish, François Kevorkian, Jay Williams...) et des stars en promenade amicale (le duo français Daft Punk, des héros nationaux dont Falbun Homework a mobilisé plus d'un million d'acheteurs dans le monde).

Ces soirées, « avec la sono mondiale dans les oreilles et le rap en orbite », tiennent leur succès de leur ouverture. Ici, le rap, « les disques d'avant 1985 » ou la soul nouvelles normes d'Erykah Badu s'insèrent dans un bel électro-musical. Dans la maison Respect, on ne rejette rien : ainsi les étoiles montantes du hip-hop français (Cut Killer, DJ Cam) et les dance-breakers en vadrouille (un spectacle en soi, à déguster du haut du balcon) sont-ils les bienvenus dans l'univers de l'électro-musique, comme en témoigne le premier tome d'une compilation sortie cet hiver. La renommée des soirées Respect dépasse aujourd'hui l'Hexagone. Primées par les magazines anglais The Face et D, elles s'exportent. En avril 1997, les DJ de Respect animaient la fête au Garden Hall de Tokyo, autour de la styliste Agnès B.

LES « TRANSPORTERS » ARRIVENT Depuis janvier, ils ont pris leur valise, leurs ordinateurs, leurs white label (les 33-tours sans étiquette, servant à mixer en direct). Le 11 mars, le Queen a été laissé à la pop anglaise de Saint-Etienne, tandis que Respect (Daft Punk, Dimitri, et les DJ allemands Mousse T) faisaient « flamber » le Liquid de Miami. Fête chic (à Londres pour Yves Saint Laurent), tournée des petits clubs français, « nous passons ainsi du fashion haut de gamme à l'underground », explique Jérôme Viger-Kholer. Les soirées sont annoncées par des flyers de petit format, inspirés des « trading cards » américaines, figurines numérotées, jointes aux paquets de céréales ou autres, et objets de collections pour les adolescents.

Tout n'est pourtant pas gagné. Pendant la fermeture du Queen, Respect a démenagé à la Locomotive. Revenus avec soulagement sur les Champs-Élysées, les DJ ont dû entamer une nouvelle croisade pour la survie du clubbing en France. « La clientèle des nuits parisiennes est volage, explique David Blot. Elle change vite d'habitudes. Par ailleurs, contrairement à Londres, où les clubs ouvrent vers 22 heures, les établissements parisiens commencent à faire le plein vers deux heures du matin, et jusqu'à sept heures. En Angleterre, on peut ainsi écouter de la musique, s'amuser et aller travailler le lendemain. » Pourtant, David Blot et Jérôme Viger-Kholer se réjouissent de voir arriver, aux côtés des danseurs, les « transporters », « ces fans, encore rares à Paris, qui guettent les sorties rares, récoltent les copies de promotion, les albums sans étiquette... » et des connaisseurs qui « au lieu de danser ou de regarder les nams, passent leur temps à commenter ce que fait le DJ ».

Les soirées Respect ont été lancées en octobre 1996 par David Blot, journaliste à Radio Nova et Nova Mag, Jérôme Viger-Kholer, de Radio FG, et Fred Agostini, un organisateur de fêtes techno très prisées. La scène house française, encensée à l'étranger, était boudeuse ici. « Des DJ musiciens comme Laurent Garnier, Dimitri From Paris, Daft Punk ou St Germain sont reconnus par la presse musicale an-

glaise... Mieux, ces artistes vendent et attirent la foule dans les clubs du monde entier. Sauf à Paris », déclaraient alors ces combattants-musiciens. Respect, « ça veut dire, respect pour les DJ français ». Sans connotation tricolore, précisaient-ils, mais avec le souci d'être « l'antenne du son frenchy ».

LES « TRANSPORTERS » ARRIVENT Depuis janvier, ils ont pris leur valise, leurs ordinateurs, leurs white label (les 33-tours sans étiquette, servant à mixer en direct). Le 11 mars, le Queen a été laissé à la pop anglaise de Saint-Etienne, tandis que Respect (Daft Punk, Dimitri, et les DJ allemands Mousse T) faisaient « flamber » le Liquid de Miami. Fête chic (à Londres pour Yves Saint Laurent), tournée des petits clubs français, « nous passons ainsi du fashion haut de gamme à l'underground », explique Jérôme Viger-Kholer. Les soirées sont annoncées par des flyers de petit format, inspirés des « trading cards » américaines, figurines numérotées, jointes aux paquets de céréales ou autres, et objets de collections pour les adolescents.

Tout n'est pourtant pas gagné. Pendant la fermeture du Queen, Respect a démenagé à la Locomotive. Revenus avec soulagement sur les Champs-Élysées, les DJ ont dû entamer une nouvelle croisade pour la survie du clubbing en France. « La clientèle des nuits parisiennes est volage, explique David Blot. Elle change vite d'habitudes. Par ailleurs, contrairement à Londres, où les clubs ouvrent vers 22 heures, les établissements parisiens commencent à faire le plein vers deux heures du matin, et jusqu'à sept heures. En Angleterre, on peut ainsi écouter de la musique, s'amuser et aller travailler le lendemain. » Pourtant, David Blot et Jérôme Viger-Kholer se réjouissent de voir arriver, aux côtés des danseurs, les « transporters », « ces fans, encore rares à Paris, qui guettent les sorties rares, récoltent les copies de promotion, les albums sans étiquette... » et des connaisseurs qui « au lieu de danser ou de regarder les nams, passent leur temps à commenter ce que fait le DJ ».

LES « TRANSPORTERS » ARRIVENT Depuis janvier, ils ont pris leur valise, leurs ordinateurs, leurs white label (les 33-tours sans étiquette, servant à mixer en direct). Le 11 mars, le Queen a été laissé à la pop anglaise de Saint-Etienne, tandis que Respect (Daft Punk, Dimitri, et les DJ allemands Mousse T) faisaient « flamber » le Liquid de Miami. Fête chic (à Londres pour Yves Saint Laurent), tournée des petits clubs français, « nous passons ainsi du fashion haut de gamme à l'underground », explique Jérôme Viger-Kholer. Les soirées sont annoncées par des flyers de petit format, inspirés des « trading cards » américaines, figurines numérotées, jointes aux paquets de céréales ou autres, et objets de collections pour les adolescents.

Tout n'est pourtant pas gagné. Pendant la fermeture du Queen, Respect a démenagé à la Locomotive. Revenus avec soulagement sur les Champs-Élysées, les DJ ont dû entamer une nouvelle croisade pour la survie du clubbing en France. « La clientèle des nuits parisiennes est volage, explique David Blot. Elle change vite d'habitudes. Par ailleurs, contrairement à Londres, où les clubs ouvrent vers 22 heures, les établissements parisiens commencent à faire le plein vers deux heures du matin, et jusqu'à sept heures. En Angleterre, on peut ainsi écouter de la musique, s'amuser et aller travailler le lendemain. » Pourtant, David Blot et Jérôme Viger-Kholer se réjouissent de voir arriver, aux côtés des danseurs, les « transporters », « ces fans, encore rares à Paris, qui guettent les sorties rares, récoltent les copies de promotion, les albums sans étiquette... » et des connaisseurs qui « au lieu de danser ou de regarder les nams, passent leur temps à commenter ce que fait le DJ ».

Les éditeurs retrouvent leur optimisme au 18^e Salon du livre

PRIS dans le jeu de va-et-vient incessant des déprimes et des embellies d'un marché de l'édition toujours fragile, le 18^e Salon du livre de Paris se déroule cette année sous des auspices plutôt favorables. Au début de 1997, l'ensemble des éditeurs s'alarmait de résultats particulièrement inquiétants. Aujourd'hui, les premières estimations rendues publiques par le Syndicat national de l'édition pour l'ensemble de l'année semblent devoir atténuer ces craintes : le chiffre d'affaires paraît stabilisé (+0,5% en francs

courants par rapport à 1996), tandis que les ventes continuent à croître (de 3,7 à 4%). Des chiffres relativement encourageants, même si l'on ne peut déduire de ces données, qui révèlent encore une progression des livres à bas prix au détriment des collections courantes, une évolution identique des marges des éditeurs.

Par ailleurs, les statistiques que vient de publier le ministère de la culture sur les habitudes de lecture des Français pourraient corroborer cet optimisme. En effet, il apparaît que la lecture reste en

France une tradition bien ancrée, même si cette impression demande à être nuancée. « Les statistiques que nous communiquons donnent lieu à un premier constat ambigu, commente la ministre de la culture, Catherine Trautmann. La proportion des personnes déclarant n'avoir pas lu de livres au cours des douze derniers mois est la même qu'au début des années 70 (environ une sur quatre). » Concluant tout en demi-teinte : « Cette stagnation n'est pas positive en soi, mais compte-tenu du fait que l'offre culturelle a explosé elle n'est pas catastrophique. »

Sur cette question, M^{me} Trautmann souhaite que les pays européens qui, selon elle, ont « de bons arguments pour démontrer positivement l'intérêt du prix unique », puissent s'unir pour agir non « en défense, mais en démonstration ». « Le raisonnement de la Commission réduit la notion de concurrence à celle de liberté des prix, argumente la ministre. Or le prix unique n'est pas une façon de refuser la concurrence. Au contraire, c'est une manière de faire exister une industrie éditoriale solide et diversifiée (...). Il faut à la fois prendre en compte la spécificité du bien culturel qu'est le livre et garantir une économie suffisamment tonique pour pouvoir répondre au droit du lecteur de trouver des ouvrages dans sa langue. »

En marge de ce grand rendez-vous, d'autres questions épineuses restent posées : celle du prêt payant en bibliothèque ne sera pas réglée avant la fin du mois de juin, date à laquelle Jean-Marie Borez, médiateur nommé par la ministre de la culture, doit remettre ses conclusions sur ce dossier. « Les positions sont très opposées entre ceux qui tiennent pour inéluctable la gratuité du service public et ceux pour qui le prêt payant est nécessaire à l'économie du livre », remarque M^{me} Trautmann, qui souhaite que « l'on ne se fige pas sur des positions de principe ». Le président du Syndicat national de l'édition, Serge Eyrolles, ne mé-

Venez boire les paroles de 150 écrivains avant de les dévorer.

Rencontrez les 24 et 25 mars au Café Littéraire de la Fnac :

L. Ferry, A. Comte-Sponville, B. Pivrot, Y. Benguigui, D. Picouly, E. Weyerhans, J. Garcin, J.-N. Pancrazi, E. Todd, Y. Queffelec, M. Trillard, F. Géze, L. Nobécourt, J. Charyn, Y. Lacoste, F. Bayrou...

Salon du Livre - Espace P70
www.fnac.fr

France une tradition bien ancrée, même si cette impression demande à être nuancée. « Les statistiques que nous communiquons donnent lieu à un premier constat ambigu, commente la ministre de la culture, Catherine Trautmann. La proportion des personnes déclarant n'avoir pas lu de livres au cours des douze derniers mois est la même qu'au début des années 70 (environ une sur quatre). » Concluant tout en demi-teinte : « Cette stagnation n'est pas positive en soi, mais compte-tenu du fait que l'offre culturelle a explosé elle n'est pas catastrophique. »

Au bon petit Charles

du 12 mars au 26 avril

15, rue de Valenciennes, Paris 11^e

L'Europeen

SORTIR

PARIS
Le Régisseur de la chrétienté
Un auteur à découvrir : Sebastian Barry, Irlandais né en 1955, dont Le Régisseur de la chrétienté est la première pièce traduite en français. L'histoire s'inspire de celle de son grand-père, policier de Dublin qui, il y a un siècle, s'opposa aux syndicalistes descendus dans la rue. Sur fond d'histoire irlandaise, une vie défilée, avec ses combats, ses blessures, ses fantômes. Ce serait passionnant si l'écriture de Barry, à la fois âpre et sensible, n'était affadie par la mise en scène de Stuart Seide. Un seul éclat dans ce spectacle : la présence de Michel Baumann - le grand-père, formidable vieil homme cassé, mais qui ne veut pas rompre. Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris-18^e. M^{me} Abbesses. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-42-74-22-77. Durée : 2 h 30. 95 F et 140 F. Jusqu'à 5 avril.

Maryam Mursal, Natacha Atlas, Cesaria Evora
La chanteuse somalienne Maryam Mursal est l'une des trois invitées de ce concert organisé pour fêter les vingt-cinq ans du Guide du routard (Virgin sort parallèlement six compilations de musiques du monde à l'occasion de cet anniversaire). Après avoir fui la guerre civile en Somalie, elle s'est installée au Danemark où elle est titulaire d'un passeport de réfugiée politique. Chantant à la fois un style purement traditionnel et des fusions très contemporaines (album chez Real World), elle se produit pour la première fois à Paris. Au même programme, Natacha Atlas et Cesaria Evora.

Au Grand Rex, 1, boulevard Poissonnière, Paris-9^e. M^{me} Bonne-Nouvelle. 20 h 30, le 23. 175 F.
Michiel Petrucciari Sextet
Certains de ses concerts solo sont devenus légendaires. En sera-t-il de même pour ceux de son sextet ? Le pianiste Michel Petrucciari a composé un groupe où les souffles sont latins, comme lui (Stefano Di Battista, Flavio Bolto, Denis Leloup) et la rythmique américaine, réglée au cordeau (Anthony Jackson, Steve Gadd). La formation, en tournée, passe par l'Olympia. Ce n'est pas si courant pour le Jazz. Olympia, 25, boulevard des Capucines, Paris-9^e. M^{me} Opéra. Le 23 mars, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 219 F à 307 F.

DOUAI

Les Météores
Festival international des langues françaises
Pour la deuxième édition d'une manifestation unique au pays des coronas, le festival « Les Météores » visite quelques-uns de ces pays dits francophones : la Tunisie, le Mali, le Cameroun, et l'Algérie à laquelle sera - en signe de soutien - consacré un week-end autour de la photo, du cinéma, de la littérature, du raï. Les départements des Antilles seront présents et feront également l'objet d'un week-end autour du théâtre, du cinéma, de la chanson. Enfin, la compagnie Théâtre en scène de Roubaix créera la dernière pièce de l'auteur québécois Michel Marc Bouchard, Le Chemin des passes dangereuses. Hippodrome, place du Barlet. 59 Douai. Du 24 mars au 7 avril. Tél. : 03-27-87-07-78.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX
L'Aiguilleur de Jos Stelling (Hollande, 1 h 35), avec Jim van der Woude, Stéphane Excoffier, John Kraaykamp. Boogie Nights (*) de Paul Thomas Anderson (Etats-Unis, 2 h 32), avec Mark Wahlberg, Julianne Moore, Burt Reynolds. La Buena Vista de David Trueba (France-Espagne, 1 h 45), avec Fernando Ramallo, Lucia Jimenez, Luis Guerci. Combat de fauves de Benoît Lamy (Belgique-France-Allemagne, 1 h 30), avec Richard Bohringer, Ute Lemper, Papa Wemba. Don Juan de Jacques Weber (France-Espagne-Allemagne, 1 h 44), avec Jacques Weber, Michel Boujenah, Emmanuelle Béart. L'illusionniste de Jos Stelling (Hollande, 1 h 30), avec Frank De Jonge, Jim van der Woude, Cartrien Wolthuisen. Le Témoin du mal de Pal Sletvane (Norvège, 1 h 18), avec Robert Skjærstad, Anndine Saether. Secret Défense de Jacques Rivette (France, 2 h 50), avec Sandrine Bonnaire, Jerzy Radziewicz, Laure Marsac. Le Témoin du mal Film américain de Gregory Hoblit (Etats-Unis, 2 h 03), avec Denzel Washington, Donald Sutherland, John Goodman. The Last Bus Home de Johnny Gogan (Irlande, 1 h 33), avec Annie Ryan, Brian O'Byrne, John Cronin. Watan un monde sans mal de Med Hondo (France, 1 h 43), avec Dominique Collignon-Maurin, Pascal Renwick, Mory Dalme. (*) Film interdit aux moins de 16 ans.

nue Montaigne, Paris 8^e. M^{me} Alma-Marceau. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-53-23-99-19. De 90 F à 250 F.
Chœur et Orchestre du Nouvel Opéra de Moscou Kalinikov: Symphonie n° 1. Rachmaninov: Chants populaires russes. Le Printemps. Evgueny Kobolov (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^{me} Alma-Marceau. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. De 90 F à 350 F.
Ballet de l'Opéra de Paris John Neumeier: Vasilav Bagouet: So schnell. Opéra de Paris, Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9^e. M^{me} Opéra. Le 23, à 19 h 30. Tél. : 08-36-69-78-63. De 45 F à 280 F.
Alcha Nidouane et l'ensemble al-Adwar Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris-18^e. M^{me} Abbesses. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 85 F.
Florent Pagny Cirque d'hiver Bouglions, 110, rue Amelot, Paris 11^e. M^{me} Filles-du-Calvaire. Le 23, à 20 h 30, 200 F.
Le Musée-Hall du lundi Avec Achille Tonic, Eric Toullis (chanson), Georges Trillat (gitarre), Henry Barrio (claque), Gérard Fasoli, Gabrielle Godard, Véronique Lafaurie (trapèze). La Pépinière Opéra, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2^e. M^{me} Opéra. Le 23, à 21 heures. Tél. : 01-42-61-64-16. 100 F.
Ailleurs fête ses amours Pour ses cinq ans, le café-concert Ailleurs offre un gala de soutien à l'Européen avec Michèle Atlani, Christophe Bonzom, le trio Cook the Lines, La Môme, Nicolas Reggiani, Laurent Viel, Dikés, Jean-Claude Goldschmidt... L'Européen, 5, rue Blot, Paris 17^e. M^{me} Place-de-Clichy. Le 23, à 20 heures. Tél. : 01-43-87-97-13. 90 F.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

REPRISES

Faustinet Park de Peter Watkins, avec Mark Keats, Kent Foreman, Carmen Argenti. Américain, 1971 (1 h 28). VO : Action Ecoles, 59 (01-43-23-79-88).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

DERNIERS JOURS

25 mars : La Bulson de Marc Betton, mise en scène de l'auteur. Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, Paris 6^e. Tél. : 01-44-47-36-36. De 50 F à 70 F.

EN VUE

■ Ted Oliver, chasseur de primes, las d'agir seul, invite les amateurs à l'accompagner sur le terrain pour 1 500 dollars (9 000 francs environ). Après une période d'entraînement, simulant le survol de l'Etat de Washington au-dessus d'une maquette en celluloid, les stagiaires, équipés d'un chapeau noir et de lunettes noires, sont lancés sur les talons du professionnel, qui, en fin de partie, leur remet un certificat avec le nombre des captures.

■ Un tribunal du Missouri aurait condamné Reginald Powell, 29 ans, à une peine de prison s'il avait avoué un double meurtre, commis en 1986, alors qu'il avait 17 ans, mais Marianne Markkors, 45 ans, son avocate et sa maîtresse, n'a pu se résoudre à plaider coupable. L'amant a donc été exécuté, par injection létale, dans la prison de Potosi.

■ Vendredi 20 mars, dans le couloir de la mort de la prison de San Quentin (Californie), Manuel Babbitt a été décoré par l'armée américaine reconnaissante, de la médaille du Purple Heart pour ses exploits pendant la guerre du Vietnam. Après son retour en Californie, l'ancien soldat, condamné à la peine capitale depuis 1980, avait tiré sur une femme.

■ Les Caucasiens, en désaccord avec le gouvernement russe, veulent conserver leur coutume d'enlever les femmes et les marier de force. Au nom de la tradition, ils recourent au témoignage ancestral de Mirzaban Mviamov, âgé, dit-on, de 121 ans, qui, en 1905, alors qu'il était cavalier du tsar, avait emporté sur son cheval une fille de 12 ans, dont il avait fait son épouse sur le champ.

■ En 1997, les Japonais accrochés à leurs téléphones portables, conduisant d'une main pour répondre à un appel, lâchant de l'autre le volant pour composer un numéro, plongés dans d'âpres discussions, ne regardant plus devant eux, sont parvenus à provoquer 2 297 accidents de la circulation, dont 25 mortels.

■ Steve Huisson, l'un des premiers rôles maigrement rétribués du film *The Full Monty*, béche actuellement son jardin pour planter des pommes de terre et nourrir sa famille. Francisco Camilo, un député du Parti socialiste au pouvoir au Portugal, soucieux de son avenir après son mandat, vient de s'inscrire pour un emploi de jardinier à la mairie de Sintra.

■ Jeudi 19 mars, au cours de leur meeting annuel, où les hommes ne sont pas admis, les militantes du Bristol West Labour Women's ont expulsé David Spri, élu travailliste, épilé à l'électricité et traité aux hormones, qui pourtant, depuis novembre 1997, siège sur les bancs du conseil municipal, en jupe et maquillée, sous le nom de Rosalind Mitchell.

Christian Colombani

Une nouvelle revue médicale qui se veut différente

« Pratiques, les cahiers de la médecine utopique » entendent lutter contre les pouvoirs d'argent, la bureaucratisation et le retour en force du scientisme

LES MÉDECINS d'aujourd'hui sont collectivement confrontés à une double révolution. Celle, bien connue parce que largement vulgarisée, des progrès diagnostiques et thérapeutiques qui enrichissent la pratique de leur art à une époque où l'on entend, coûte que coûte, maîtriser les dépenses qu'ils génèrent. Mais celle aussi qui, par le truchement de la justice, de la politique et des « affaires », voit la société venir demander des comptes à cette profession qui, parce qu'elle est en charge de soigner, jouit d'un pouvoir considérable et de privilèges que certains tiennent pour exorbitants.

C'est ainsi que l'on assiste depuis peu à la renaissance d'un débat qui avait fleuri dans les années 70, époque où l'on vit la psychiatrie engendrer l'antipsychiatrie et où dans le sillage d'Ivan Illich, la médecine dut faire face — comme toute les institutions d'alors — à des analyses déstabilisantes autant que vivifiantes. Le lancement, il y a peu, du robotique mensuel *Politique santé* animé par quelques anciens du *Journal du si- da* et celui, aujourd'hui, de la nouvelle formule de *Pratiques* témoignent de cette résurgence, de ce nouvel appétit pour la confrontation des idées et la réflexion sur le sens des progrès — ceux de la biologie notamment — qui, si l'on n'y prend garde transformeront bientôt le médecin d'aujourd'hui, au nom de la santé publique, en un officier de l'eugénisme démocratique.

Pour les responsables de *Pratiques*, les cahiers de la médecine utopique, le diagnostic est établi. « La société et la médecine souffrent. Du même mal: pouvoirs d'argent, bureaucratisation et retour en force du scientisme et de l'instrumentalisation de l'homme. De plus en plus, dans nos cabinets de médecins généralistes — rares lieux où les individus puissent encore, aujourd'hui, porter plainte et tisser des liens — notre société se met à nu et révèle l'ampleur de sa pathologie moderniste », écrivent-ils dans l'édition du premier numéro de la nouvelle formule.

Et de poursuivre: « Favorable à une médecine du sujet plutôt qu'à une médecine des organes, *Pratiques* continuera de dénoncer l'emprise des industries pharmaceutiques et biomédicales, lesquelles contribuent à embourber le soin dans des logiques exclusivement commerciales, à écarter de l'accès aux soins et à accentuer l'infatigabilité de ce système. »

Ils estiment encore que l'espace du soin « est l'un des derniers lieux



possibles de liberté et de subversion » et que « la fonction du médecin est d'abord de se poster en sentinelle à l'écoute du sujet et de la société souffrants ». Fière de défendre les couleurs de l'utopie, cette revue trimestrielle fournira « une information rigoureuse et détachée de toute influence — notamment celle des lobbies pharmaceutiques » et donnera à ses lecteurs, professionnels de santé ou pas, « les moyens de mieux réfléchir et d'agir plus efficacement sur leurs conditions de vie et de survie ».

« Parce qu'à nos yeux la médecine et son objet — la maladie — n'ont jamais été autant au carrefour du social, du politique, de la philosophie, de l'anthropologie et même de l'art, nous ouvrirons nos colonnes aux acteurs de ces disciplines et nous inviterons aussi les représentants des cultures non occidentales à partager des points de vue inédits et propices sur la santé comme art et savoir », expliquent-ils encore.

Jean-Yves Nau

DANS LA PRESSE

RTE.

Michèle Cotta

■ Des cinq présidents de région qui ont accepté, vendredi dernier, les voix des élus du Front national pour s'asseoir dans leur fauteuil, Charles Millon est assurément le plus inattendu. Jean-Pierre Solson, élu président de la région Bourgogne, était depuis longtemps le virtuose de ces changements de cap. Même indifférence pour Jacques Blanc: qu'il ait ou non conclu un accord avec le Front national jeudi dernier, sur le parking d'un supermarché, après tout, pourquoi pas? Mais Charles Millon, auquel on aurait donné le Bon Dieu sans confession et sur sa seule bonne mine, qui l'aurait cru capable, pour une présidence de ré-

gion qui n'ajoute rien à sa gloire, de faire siens, d'entrée de jeu, les six points du programme minimum du Front national?

BPM

Christine Ockrent

■ Parce que l'histoire est cruelle, on retiendra que le Front national aura pris en otage notre système démocratique la semaine même où sera rendu le verdict du procès Papou. Procès qui, par ses ambiguïtés, ses contradictions et ses non-dits, aura illustré l'exception française tout comme, maintenant, l'irruption d'un parti raciste dans le contrôle des appareils régionaux. Que la brèche soit intervenue dans les bas-floors de la démocratie chrétienne, chez les représentants les plus affligés d'une UDF qui a perdu son âme et son utilité, c'est

aussi une façon d'entretenir une certaine tradition, où se mêlent à chaque fois derrière les grands principes l'opportunisme, l'hypocrisie et l'accoutumance avec le pire, y compris l'autisme.

LE FIGARO

François-Olivier Giesbert

■ Ne méprisons pas: avec sa stratégie du « bon » (M. Mégnat) et du « méchant » (M. Le Pen), c'est le FN qui désormais fait les élections. Suivant ses humeurs ou au gré des vents, la France bascule. A droite ou à gauche. Le doute n'est plus permis depuis cette journée des Dupes où quelques notables ont passé outre les consignes d'états-majors dépassés, négociés des accords avec le Front et caroté leurs électeurs pour un plat de lentilles. Le plus clair de l'histoire est que,

contrairement aux apparences, le FN ne tentait pas, la semaine dernière, de sauver des eaux ces grands barons de province, mais de faire exploser le RPR et l'UDF. Observer les dégâts: l'objectif est presque atteint: quelques chose est cassé pour longtemps entre ceux qui veulent faire alliance avec M. Le Pen et les autres, tous les autres.

LIBERATION

Serge July

■ Reconnaître une formation antidémocratique comme un partenaire à part entière de la vie politique, c'est provoquer une crise de régime. Cet événement d'une extrême gravité peut néanmoins avoir des vertus si le sens est général, s'il évite les postures caricaturales. A droite comme à gauche.

SUR LA TOILE

« ANALYSER » ARRÊTÉ

■ La police israélienne a arrêté un pirate informatique connu sous le nom de « Analyser » (l'Analyse), soupçonné d'avoir infiltré quatre cents systèmes informatiques américains et israéliens, dont celui du Pentagone, le ministère américain de la défense. — (UPI)

MINE D'INFORMATION

■ La société Mine lance une liste de diffusion baptisée « Meta News » consacrée à l'actualité des moteurs de recherche, des robots, des agents intelligents. www.lamine.fr/metaneews

QUESTIONNAIRE DE PROUST

■ Le site suisse Netsurf soumet chaque semaine une personnalité d'internet à un questionnaire de Proust (plutôt orienté nouvelles technologies). Déjà, en ligne, l'« Insight Interview » de Joel de Rosnay et Jean-Pierre Cloutier. www.netsurf.ch/quoidenest/

UN MOTEUR BRETON

■ Moitié Breizh I, moitié Yahoo!, voici Breizhoo I, un moteur de recherche breton. Sélection de sites par ville et par thème, il ressemble à son modèle international, mais son robot dénicheur de sites ne fonctionne pas encore... www.breizhoo.com

www.africaonline.com

Découvrir l'Afrique sur le Net, et notamment sa presse en ligne

LE CONTINENT africain a beau être le parent pauvre de l'internet par le nombre de connectés, il n'en suscite pas moins un foisonnement de sites, souvent dus à des Afro-Américains ou des Africains travaillant dans des universités américaines, ou encore à des Africains installés en France.

Créée en 1994 par trois jeunes Kényans diplômés de Harvard et du MIT (Massachusetts Institute of Technology), Africa On Line est, au contraire, directement ancrée en Afrique. Bien que filiale de l'Américain Prodigy, cette société possède des bureaux en Côte-d'Ivoire, Ghana, Kenya, Tanzanie et Zimbabwe, où elle propose des services Internet: création de sites, hébergement, intranets d'entreprises, liaisons à haut débit, etc.

1 000 LANGUES

Le site Internet donne des informations sur chacun de ces pays, de la météo aux cours de la Bourse en direct, mais aussi sur l'ensemble du continent. Chaque thème — actualités, affaires, informatique, voyages,



sports, éducation, santé, musique, femmes, enfants — se réduit souvent à une liste de liens judicieux qui entraînent l'internaute dans un voyage plein de surprises. Mais pas seulement. Ainsi la section réservée à la musique, développée par Africa On

Line, est une véritable encyclopédie qui renferme, pour chaque pays du continent, une notice très complète (en anglais car seul le site spécifique à la Côte-d'Ivoire est en français) sur les styles, les instruments et les principaux artistes contemporains, accompagnée d'extraits musicaux.

Bernard Montel

Abonnez vous au Monde

Recevez *Le Monde* chez vous et profitez d'une offre spéciale:

48 numéros GRATUITS

Faites vos comptes: Vous achetez *Le Monde* chaque jour 7,50€, soit au bout d'un an: 2 340€. Avec l'abonnement vous ne payez que 1 980€ soit: une économie de 360€ et un prix au numéro de 6,34€.

OUI, je souhaite m'abonner au *Monde* pour la durée suivante:

1 AN - 1 980 F 3 MOIS - 562 F

au lieu de 2 340 F au lieu de 585 F

* Prix de vente au numéro - (tarif en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement, soit:

par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

par carte bancaire N° _____

Date de validité: _____ Signature: _____

M. Mme Nom: _____

Prénoms: _____

Adresse: _____ Code postal: _____

Localité: _____ Pays: _____

TARIFS HORS FRANCE			
	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA-CANADA
1 AN	2 190 F	2 980 F	3 600 F
3 mois	690 F	790 F	900 F

Offre valable jusqu'au 31/12/98.

Pour tout autre renseignement concernant: le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonnez au 01-42-17-32-90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: LE MONDE, service Abonnements-24, avenue du Général-Ledero - 90848 Chantilly Cedex.

A voté! Pour Martin... par Alain Rollat

LE BON CHOIX, dimanche, c'était Jacques Martin. En voilà un qui n'a jamais confondu la pêche aux moules et la pêche aux voix, bien qu'il lui soit arrivé de se mouiller. De tous les notables de France 2, il est assurément le plus cantonal. Le plus plouc, selon les intellos. On ne compte plus les gracieusetés élitistes proférées à son endroit. Par ordre alphabétique des épithètes retrouvées dans nos propres archives, cela donne: abominable, bête, commun, clownesque, crapule, flagorneur, franchouillard, graveleux, grivois, grossier, indécent, inepte, licencieux, obscur, ordurier, scabreux, teigneux, trivial, vulgaire, etc. Il a mérité quelques-unes de ces civilités.

On ne saurait non plus contester la part d'archaïsme que lui reproche le zapping génération. Cet incortifiable saltimbanque a en effet une conception janséniste de la télévision: il pense qu'elle aurait très bien vécu sans la publicité, si elle avait su rester au service de tous.

Ce nostalgique de l'artisanat cathodique aggrave même son cas quand il crache dans la soupe commerciale et se moque de tout le monde, sauf de son public. Le bougre blasphème, mais ne tend pas à ses invités des micros en forme de phallus. Il fait le comique trouper, mais refuse de flatter la bassesse. Ce certifié d'études n'épale même pas sa culture. Au contraire, il prend un malin plaisir à appliquer le précepte de Boileau, selon lequel « ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement ». Bref, ce bateleur reste populaire sans verser dans le populisme. Il est donc extrêmement scandaleux.

Alors, pourquoi, direz-vous, avoir voté pour lui? Parce qu'il est question de son départ, au terme de son contrat d'animateur dont l'échéance est proche. Que ferons-nous de nos après-midi dominicaux quand cet iconoclaste ne sera plus là? Qui fera chanter nos enfants sans leur vendre des tee-shirts? Qui fera jouer du Mozart à une clique au risque de fâcher les marchands de lessive? Qui aura le culot de prétendre que « la télé est d'abord un moyen d'apprendre pour tout le monde »? Qui osera soutenir qu'« on n'est pas français si on n'est pas amoureux de Louise Michel »? Qui dira merde aux nouveaux Versaillais? Qui chantera *Ainsi font, font, font* à la barbe du pape? Qui tirera la langue à Le Pen?

Ce pitre gourmand s'est bonifié en prenant de l'âge. Son insolence, elle aussi, a pris de la rondeur. Il ne joue plus les méchants depuis qu'il est devenu un monument historique. Ce fils de Scapin et de Made-moiselle Angèle est même devenu gentil. C'est rare de la part d'un joyeux pessimiste. Nous le regretterons quand il partira, sous nos applaudissements.

البريد الإلكتروني

الجمهورية العربية السورية

LUNDI 23 MARS

FILMS DE LA SOIRÉE

- 20.30 La Pêche du roi George... 20.35 Fargo... 20.35 Natty Gan... 20.35 Les Camisards... 20.45 La Nuit... 21.35 Devine qui vient dîner ?

- 22.20 La Fêche et le Flambeau... 22.30 Maître S... 22.30 Yanks... 22.40 Border Line... 22.55 Au travers des oliviers... 23.00 Le Pigeon

- 23.10 Albi meurtrier... 23.35 Mo femme est une sorcière... 23.50 Conte d'hiver... 0.45 Du chat de rayon explosif... 0.50 Jude... 0.55 Les Portes de la nuit

NOTRE CHOIX

21.10 France 2 D'un monde à l'autre Paul Amar propose un numéro spécial sur la violence dans les sociétés...

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1 18.20 Touché, gagné! 19.00 Le Bigoff... 20.00 Journal... 20.35 100 mois de réflexion... 22.40 Droit de cité...

FRANCE 2

- 18.45 Qui est qui? 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000... 19.25 C'est l'heure... 19.55 et 21.00 Météo... 20.00 Journal. Spécial élections... 20.50 Le Monde de la Coupe... 21.10 Spécial d'un monde à l'autre...

FRANCE 3

- 18.55 Le 19-20 de l'information... 20.01 et 22.25 Météo... 20.05 Fa si la chanter... 20.35 Tout le sport... 20.50 La Dernière Séance... 20.55 Duet dans la Sierra... 22.35 Soir 3... 23.05 La Dernière Séance... 23.10 Albi meurtrier... 0.35 Alfred Hitchcock présente... 1.05 La Case de l'Oncté Doc, Donka...

CANAL+

- 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs... 20.30 Pas si vite... 20.35 Fargo... 22.15 En route pour les Oscars... 23.15 Les Mille et Une Recettes... 0.50 Jude... 0.55 Les Portes de la nuit...

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.10 et 23.45 Spécial d'un monde à l'autre... 21.45 L'Écran témoin. Le racisme... 22.40 Droit de cité... 21.35 Devine qui vient dîner ?

MAGAZINES

- 18.00 Stars en stock... 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs... 20.00 Envoyé spécial... 20.10 L'Histoire des femmes... 22.15 En route pour les Oscars...

DOCUMENTAIRES

- 18.00 Africa (78)... 18.05 Dinosaures... 18.30 Le Monde des animaux... 19.00 Canards, comment atlantique...

21.50 Le Kangourou du désert...

- 19.55 Les Nouveaux Explorateurs... 19.55 Bach at the Pagoda... 20.00 Reportage... 20.30 Ouverture... 20.35 Les États-Unis et l'Holocauste... 22.00 Écosse beauté sauvage... 22.30 Répères... 22.35 Nantius... 23.05 Franco... 0.10 Les Chasseurs d'éclairs... 0.40 Au pays de l'aigle...

SPORTS EN DIRECT

- 19.00 Tennis, Tournoi messieurs de Key Biscayne... 21.00 Tennis, Tournoi messieurs de Key Biscayne...

MUSIQUE

- 19.30 Variations... 21.00 Macbeth... 23.50 Trois fois trois... 19.30 Variations... 21.00 Macbeth... 23.50 Trois fois trois...

TÉLÉFILMS

- 20.15 Contre toute évidence... 20.55 Un mois de réflexion... 22.15 Les Rats du désert... 19.00 L'Os et Clark... 19.10 Bonanza... 19.20 Deux filles à Miami... 21.00 Orde de police... 21.40 New York Police Blues... 21.45 La Chambre secrète... 22.00 La Chambre des dames... 22.25 Mitterrand... 23.15 NYPD Blue... 23.50 Les Champions... 0.00 Chapeau melon et bottes de cuir... 0.40 François Gaillard... 0.55 La Chambre secrète...

SÉRIES

- 18.20 200 dollars plus les frais... 19.00 L'Os et Clark... 19.10 Bonanza... 19.20 Deux filles à Miami... 21.00 Orde de police... 21.40 New York Police Blues... 21.45 La Chambre secrète... 22.00 La Chambre des dames... 22.25 Mitterrand... 23.15 NYPD Blue... 23.50 Les Champions... 0.00 Chapeau melon et bottes de cuir... 0.40 François Gaillard... 0.55 La Chambre secrète...

NOTRE CHOIX

22.40 TF1 Droit de cité Pour inaugurer ce nouveau rendez-vous qui associe Le Monde et TF1, le troisième lundi de chaque mois...

1.05 France 3

Donka, radioscopie d'un hôpital africain Donka est le centre hospitalier universitaire de Conakry, en Guinée...

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1 18.20 Touché, gagné! 19.00 Le Bigoff... 20.00 Journal... 20.35 100 mois de réflexion... 22.40 Droit de cité...

FRANCE 2

- 18.45 Qui est qui? 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000... 19.25 C'est l'heure... 19.55 et 21.00 Météo... 20.00 Journal. Spécial élections... 20.50 Le Monde de la Coupe... 21.10 Spécial d'un monde à l'autre...

FRANCE 3

- 18.55 Le 19-20 de l'information... 20.01 et 22.25 Météo... 20.05 Fa si la chanter... 20.35 Tout le sport... 20.50 La Dernière Séance... 20.55 Duet dans la Sierra... 22.35 Soir 3... 23.05 La Dernière Séance... 23.10 Albi meurtrier... 0.35 Alfred Hitchcock présente... 1.05 La Case de l'Oncté Doc, Donka...

CANAL+

- 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs... 20.30 Pas si vite... 20.35 Fargo... 22.15 En route pour les Oscars... 23.15 Les Mille et Une Recettes... 0.50 Jude... 0.55 Les Portes de la nuit...

FILMS DU JOUR

- 14.25 Les Portes de la nuit... 16.10 Ma femme est une sorcière... 17.55 La Femme en bikini... 20.30 La Confession... 20.30 Simple Meunier... 20.35 Les Portes de la nuit...

- 20.35 Tron... 20.40 Chère émonvante... 21.00 Le Hussard... 21.00 Simple Meunier... 21.00 Simple Meunier... 21.00 Simple Meunier...

NOTRE CHOIX

23.20 France 3 « Nimbis » Hépatite B, vaccin et piège télévisuel

QUAND ELLE PARLE de médecine, la télévision peut-elle dépasser le spectacle réducteur ? Une fois encore, la question se pose avec ce dossier de magazine scientifique « Nimbis » : « Hépatite B, un vaccin sous haute surveillance »...

On aurait pu en rester là, fournir les pièces du dossier, comparer les incontestables bénéfices sanitaires (chaque année plus d'un million de personnes décèdent des suites de cette infection hépatique) aux possibles risques. C'était compter sans la mise en scène et les a priori. Derrière les précautions d'usage de la présentatrice - « Rien n'est prouvé » - on assiste durant trente minutes à une enquête où tout est mis en oeuvre pour faire comme si le lien de causalité était sinon démontré, du moins indubitable : souffrance des « victimes du vaccin », mutisme des deux multinationales pharmaceutiques concernées, embarras des autorités sanitaires, interrogations (légitimes) sur des opérations publicitaires et financières en marge des campagnes vaccinales...

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1 14.45 Les Feux de l'Amour... 15.00 Arabesque... 15.35 Côte Ouest... 16.30 Sunset Beach... 17.20 CD Tubes... 17.25 Sydney Police... 18.20 Bonoff, gagné! 19.00 Le Bigoff... 20.00 Journal, l'image du jour... 20.35 Les Trois Prêtres... 22.40 Perry Mason... 0.25 Le docteur maigre Enquête... 1.25 et 1.05 TF1 nuit... 1.32 L'Image du jour, Météo... 1.35 Reportages. Fuir Paris...

FRANCE 2

- 13.50 Le Renard... 14.55 L'Enquêteur... 15.50 La Chance aux chansons... 16.50 Des chiffres et des lettres... 17.20 et 23.10 Un livre, des livres... 17.25 Sauvés par le gong... 17.50 Hartley, coeurs à vie... 18.45 Qui est qui? 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000... 19.25 C'est l'heure... 19.50 Au coeur du sport, Météo... 20.00 Journal... 20.40 A cheval, Météo... 21.00 Le Hussard sur le toit... 21.00 Le Hussard sur le toit... 21.20 Le Hussard sur le toit... 21.20 Le Hussard sur le toit... 21.20 Le Hussard sur le toit...

FRANCE 3

- 13.50 Le Renard... 14.55 L'Enquêteur... 15.50 La Chance aux chansons... 16.50 Des chiffres et des lettres... 17.20 et 23.10 Un livre, des livres... 17.25 Sauvés par le gong... 17.50 Hartley, coeurs à vie... 18.45 Qui est qui? 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000... 19.25 C'est l'heure... 19.50 Au coeur du sport, Météo... 20.00 Journal... 20.40 A cheval, Météo... 21.00 Le Hussard sur le toit... 21.00 Le Hussard sur le toit... 21.20 Le Hussard sur le toit... 21.20 Le Hussard sur le toit... 21.20 Le Hussard sur le toit...

FRANCE 3

- 13.40 Parole d'Expert... 14.30 Vivre avec... Chimiothérapie anti-cancéreuse... 14.48 Le Magazine du Sénat... 14.58 Questions au gouvernement... 16.10 Le Jardin des bébés... 16.40 MitiKeums... 17.45 Je passe à la télé... 18.20 Questions pour un champion... 18.50 Un livre, au jour... 18.55 Le 19-20 de l'information... 20.01 Météo... 20.05 Fa si la chanter... 20.35 Tout le sport... 20.50 Questions pour un champion... 22.45 Météo, Soir 3... 23.20 Nimbis. Hépatite B, un vaccin sous haute surveillance... 0.20 Magazine olympique... 0.20 Rencontres à XV...

CANAL+

- En clair jusqu'à 23.35 13.30 Le Journal de l'Épopt... 13.35 Anzou et confusions... 15.15 Le Grand Forum... 16.15 Allons au cinéma... 16.40 Pas si vite... Proclus... 16.45 Les Mille et Une Recettes... 18.20 Rôlin... En clair jusqu'à 20.35

ARTE

- 19.00 Au nom de la loi... 19.30 7/2... La Corse : le théâtre et la politique... 20.00 Reportage. Gardien dans une cité : quotidien d'un vandale ordinaire... 20.30 8 1/2 Journal... 20.45 La Nuit... 20.55 Arachnophobie... 22.40 Khmarzou... 22.55 Au travers des oliviers... 0.00 Chapeau melon et bottes de cuir... 0.55 et 1.55 TF1 nuit, Météo... 1.00 Kolberg... 1.00 Kolberg... 1.00 Kolberg...

M 6

- 19.00 Lois et Clark... 19.54 Le Six Minutes, Météo... 20.10 Une nouvelle d'enfer... 20.40 Décochages info, 6 sur 6... 20.55 Arachnophobie... 22.55 Comme un chien enragé... 0.55 Jazz & Lester Bowie & Brazzy Voices...

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Les Chemins de la musique... 20.30 Agora... 21.00 Le Grand Débat... 22.10 Fiction. Dix jours avec l'Allemagne... 23.00 Nuits magnétiques...

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Concert... 22.50 Musique pluriel... 23.07 Le Bel aujour'hui... 19.30 Classique affaires-soir... 20.40 Les Soirées... 22.35 Les Soirées... 23.07 Le Bel aujour'hui...

RADIO CLASSIQUE

- 19.30 Classique affaires-soir... 20.40 Les Soirées... 22.35 Les Soirées... 23.07 Le Bel aujour'hui...

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 11.00 Droit d'auteurs... 13.00 et 19.00 Envoyé spécial... 13.40 Parole d'Expert... 15.00 Au bout de la loi... 16.00 L'Histoire des femmes... 18.00 Stars en stock... 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs... 20.00 Temps présent... 21.00 Le Gal Savoir... 21.20 Contre-pied... 22.00 L'Histoire des femmes... 22.25 Les Oscars 1998... 22.25 Sud... 22.33 Boullion de culture... 23.00 De l'actualité à l'histoire... 23.20 Nimbis... 23.35 Conviviale poursuit... 0.15 Capital...

DOCUMENTAIRES

- 17.20 Otages du soleil... 18.00 Tapooc... 18.00 La Cité de la musique... 18.15 Amérique latine... 18.30 Le Monde des animaux... 19.00 Les Allés de la mafia... 19.15 El Espectador... 20.00 Africa (78)... 20.10 L'Histoire... 20.30 Répères... 20.35 Oh ! Quel beau jour !... 20.45 La Vie en face... 21.00 Yehudi Menuhin... 21.35 Solide thématique... 21.40 Le Kangourou du désert... 22.35 Les États-Unis et l'Holocauste... 0.05 Écosse beauté sauvage... 0.30 Rubans d'acier...

SPORTS EN DIRECT

- 19.00 Tennis, Tournoi messieurs de Key Biscayne... 21.00 Boze, Championnat du Commonwealth des poids moyens... 2.05 Basket NBA... 18.30 Mezzo Junior... 20.00 Mezzo Junior...

DANSE

- 18.30 Mezzo Junior... 20.00 Mezzo Junior...

MUSIQUE

- 21.00 Vaclav Neumann dirige Pucik... 21.50 Vaclav Neumann dirige Dvorák et Janacek... 22.30 « Le Requiem » de Verdi... 22.55 Norma... 17.35 Maria des Eau Vives... 18.00 Unis pour le pire... 20.30 Le Secret de Saint-Juven... 22.05 Des toques et des étoiles... 22.35 Les Grands Étrés... 17.30 Docteur Quim... 17.40 Super Jimmie... 18.20 200 dollars plus les frais... 19.00 L'Os et Clark... 19.10 Bonanza... 19.20 Papi-moi pour... 19.20 Deux filles à Miami... 20.45 Murder One... 20.55 Aly McBeal... 21.00 New York Years Away... 21.30 Twio Peaks... 22.40 Perry Mason... 22.45 Angela, 15 ans... 23.00 La Chambre secrète... 23.35 Star Trek... 23.50 Les Champions... 0.00 Au plaisir de Dieu... 2.20 Armstrong et Millet...

TÉLÉFILMS

- 17.35 Maria des Eau Vives... 18.00 Unis pour le pire... 20.30 Le Secret de Saint-Juven... 22.05 Des toques et des étoiles... 22.35 Les Grands Étrés... 17.30 Docteur Quim... 17.40 Super Jimmie... 18.20 200 dollars plus les frais... 19.00 L'Os et Clark... 19.10 Bonanza... 19.20 Papi-moi pour... 19.20 Deux filles à Miami... 20.45 Murder One... 20.55 Aly McBeal... 21.00 New York Years Away... 21.30 Twio Peaks... 22.40 Perry Mason... 22.45 Angela, 15 ans... 23.00 La Chambre secrète... 23.35 Star Trek... 23.50 Les Champions... 0.00 Au plaisir de Dieu... 2.20 Armstrong et Millet...

SÉRIES

- 17.30 Docteur Quim... 17.40 Super Jimmie... 18.20 200 dollars plus les frais... 19.00 L'Os et Clark... 19.10 Bonanza... 19.20 Papi-moi pour... 19.20 Deux filles à Miami... 20.45 Murder One... 20.55 Aly McBeal... 21.00 New York Years Away... 21.30 Twio Peaks... 22.40 Perry Mason... 22.45 Angela, 15 ans... 23.00 La Chambre secrète... 23.35 Star Trek... 23.50 Les Champions... 0.00 Au plaisir de Dieu... 2.20 Armstrong et Millet...

SIGNIFICATION DES SYMBOLES : ■ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ■ On peut voir. ■ Ne pas manquer. ■ Chef-d'œuvre ou classiques. ■ Monde public chaque semaine, dans son supplément d'été dimanche-kundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite. Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA : O Accord parental souhaitable. A Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans. □ Public adulte. □ Interdit aux moins de 16 ans, ou interdit dans dimanche-kundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite. Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Jean-Yves Nau

ALCATEL ALSTHOM

Résultat net 1997 : 4,7 milliards de francs Poursuite du redéploiement du Groupe

Le Conseil d'Administration d'Alcatel Alsthom, s'est réuni le 18 mars 1998 sous la présidence de M. Serge TCHURUK pour arrêter les comptes audités du Groupe pour l'exercice 1997.

L'année se solde par un résultat net part du Groupe de 4,7 milliards de francs, légèrement supérieur à l'estimation communiquée le 29 janvier dernier.

L'amélioration des résultats est en ligne avec le plan de marche fixé il y a maintenant plus de deux ans. Malgré une pression sur les prix qui reste forte, le Groupe a bénéficié de la croissance des Télécommunications, tout en s'appuyant sur une gestion mieux maîtrisée de ses coûts de fonctionnement.

Confiant dans les perspectives de développement qui s'offrent au Groupe, le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 18 juin prochain, de distribuer un dividende par action de 11,50 francs, en hausse de 15% par rapport à l'exercice précédent, soit 17,25 francs par action, avoir fiscal inclus.

RÉSULTATS 1997

Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 185,9 milliards de francs en 1997 contre 162,1 milliards de francs en 1996. Il a augmenté de 14% en données réelles et de 8% à périmètre comparable. Les commandes ont été, respectivement, en hausse de 11% et 5% par rapport à l'année précédente.

Les dépenses de recherche et développement ont atteint 16,6 milliards de francs, soit un effort équivalent à celui de l'année 1996. Elles ont représenté 8,9% du chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel, calculé avant résultat financier, s'est élevé à 8 milliards de francs, soit 4,3% du chiffre d'affaires. La progression de 5,1 milliards de francs par rapport à l'exercice précédent provient de l'amélioration de la performance de l'ensemble des secteurs et, pour sa plus grande part, de Telecom.

Il est à noter que le résultat opérationnel intègre, en 1997, des provisions pour risques de 500 millions de francs que le Groupe a jugé prudent de constituer en raison de l'aggravation de la crise dans certains pays du sud-est asiatique (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande). On rappellera que, dans leur ensemble, ces quatre pays ont représenté moins de 5% du chiffre d'affaires du Groupe en 1997.

Le résultat des sociétés intégrées avant impôt a atteint 5,6 milliards de francs, contre 2,7 milliards de francs en 1996. Il s'entend après le résultat financier, les coûts de restructuration et les amortissements d'écarts d'acquisition. Il prend également en compte les plus-values réalisées dans le cadre du plan de cession d'actifs, dont la plus importante correspond à la vente de titres Havas.

L'impôt sur les bénéfices s'est élevé à 1,3 milliard de francs en 1997, montant qui se compare à 0,7 milliard de francs en 1996, qui incluait une économie exceptionnelle de 0,6 milliard de francs, provenant de la prise en compte sans décalage des effets de l'intégration fiscale. La quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence, qui comprennent à présent essentiellement Framatome et Shanghai Bell, a atteint 0,6 milliard de francs, contre 1,0 milliard de francs au cours de l'exercice 1996. Le résultat net, après intérêts minoritaires, s'est établi à 4,7 milliards de francs contre 2,7 milliards de francs en 1996.

La dette financière nette du Groupe a été ramenée de 13,1 milliards de francs en 1996, à 11,9 milliards de francs, portant le ratio dette nette sur capitaux propres de 33% à fin 1996 à 27% fin 1997.

PERSPECTIVES

L'exercice 1997 constitue une étape importante dans le rétablissement du Groupe. Au-delà des nombreuses actions menées pour accroître l'efficacité de la gestion, Alcatel Alsthom a poursuivi son recentrage en lançant deux opérations stratégiques qui devraient se concrétiser au cours de l'année 1998 :

- GEC Alsthom, qui s'est révélée une réussite industrielle établie sur une coopération européenne constructive, devrait être introduite en bourse au cours du premier semestre.

- Le rapprochement avec Thomson-CSF permettra notamment la création d'un pôle mondial dans les satellites de communication dont Alcatel aura la direction. Le développement en commun de technologies aussi bien civiles que militaires devrait assurer aux deux groupes des économies d'échelle et des synergies significatives.

Une nouvelle opération importante est également envisagée. Elle consisterait à céder à GEC Alsthom la majeure partie des activités du secteur Ingénierie et Systèmes, et principalement Cegelec, unissant ainsi deux entités du Groupe dont les métiers et les marchés se sont considérablement rapprochés. Alcatel Alsthom franchirait ainsi une étape importante vers l'unification et la mise en valeur de ses intérêts dans les domaines de l'énergie, du transport et de l'industrie.

Dans ce contexte clarifié, Alcatel Alsthom poursuivra, durant l'année 1998, les actions destinées à améliorer la rentabilité de son cœur de métier. Ces actions, orientées vers la productivité et la croissance, tireront parti du fort développement du trafic des données et des communications mobiles. Anticipant les mutations du marché, Alcatel a su développer une nouvelle génération de commutateurs présentant la largeur de bande et les fonctionnalités capables d'intégrer efficacement le trafic Internet et les protocoles associés. Toujours dans la commutation, dont le marché devrait reprendre, Alcatel a pu unifier les fonctionnalités des communications à poste fixe et mobile, pour fournir aux opérateurs des solutions allant vers un service et un poste unique.

Enfin, profitant de ses succès dans les transmissions, qui en font le leader mondial du domaine, Alcatel compte développer un ensemble étendu aux moyens d'accès vers les abonnés et aux transmissions sous-marines et satellitaires, qui devrait apporter une importante contribution à ses résultats de 1998. C'est notamment par ses projets en commutation et en transmission et accès qu'Alcatel compte poursuivre la percée remarquable réalisée aux USA depuis deux ans.

Ainsi, après une phase de profonde mutation et grâce à ces nouveaux développements, le Groupe envisage son redéploiement avec confiance. La croissance de son résultat net devrait se poursuivre en 1998, indépendamment des changements profonds de sa configuration.

Prochain rendez-vous :
Assemblée Générale du 18 juin 1998

VALERIE

البيان 1520

سازمان اطلاعات

Le Monde

LES RESULTATS DU SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

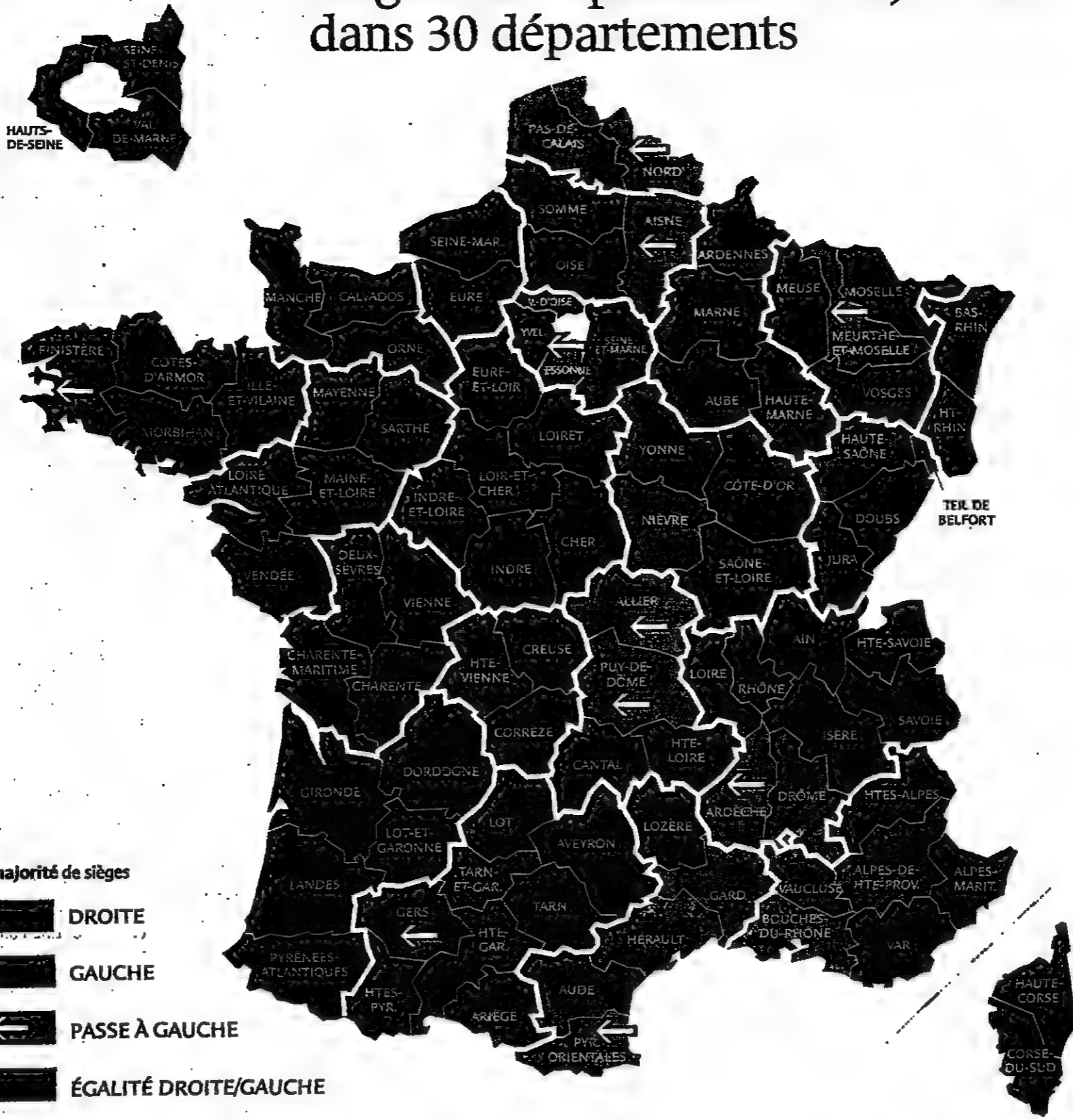
Au moins dix départements passent à gauche

LE SECOND TOUR des élections cantonales, dimanche 22 mars, a provoqué une vaguelette rose. En effet, si dix départements basculent de droite à gauche (Aisne, Allier, Ardèche, Finistère, Gers, Meurthe-et-Moselle, Nord, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Orientales et Essonne), aucun ne fait le chemin inverse en France métropolitaine. Mais à la Réunion la gauche PS-PCR perd la majorité. Dans quatre départements (Alpes-de-Haute-Provence, Drôme, Vaucluse et Haute-Saône), il y a égalité parfaite entre les cantons détenus par la droite et ceux aux mains de la gauche. Au bénéfice de l'âge, les trois premiers départements devraient revenir à la droite, tandis que la Haute-Saône devrait passer à gauche.

Si la progression de la gauche est nette, elle n'écome cependant pas la domination de la droite dans ce scrutin. Celle-ci demeure majoritaire dans soixante et un départements; Alb, Alpes-Maritimes, Hautes-Alpes, Ardennes, Aube, Aveyron, Calvados, Cantal, Charente, Charente-Maritime, Cher, Corrèze, Corse-du-Sud, Haute-Corse, Côte-d'Or, Creuse, Doubs, Eure, Eure-et-Loir, Ile-et-Vilaine, Indre, Indre-et-Loire, Isère, Jura, Loir-et-Cher, Loire, Loire-Atlantique, Haute-Loire, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Maine-et-Loire, Manche, Mayenne, Moselle, Oise, Orne, Pyrénées-Atlantiques, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Rhône, Saône-et-Loire, Sarthe, Savoie, Haute-Savoie, Seine-Maritime, Seine-et-Marne, Yvelines, Deux-Sèvres, Somme, Var, Vendée, Vienne, Vosges, Yonne, Hauts-de-Seine et Val-d'Oise.

Au total, la gauche se retrouve majoritaire dans trente départements, vingt-quatre zones: Ariège, Aude, Bouches-du-Rhône, Côtes-d'Armor, Dordogne, Gard, Haute-Garonne, Hérault, Gironde, Landes, Lot, Nièvre, Pas-de-Calais, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne, Haute-Vienne, Territoire-de-Belfort, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne, et dix qu'elle emporte.

La gauche « plurielle » majoritaire dans 30 départements



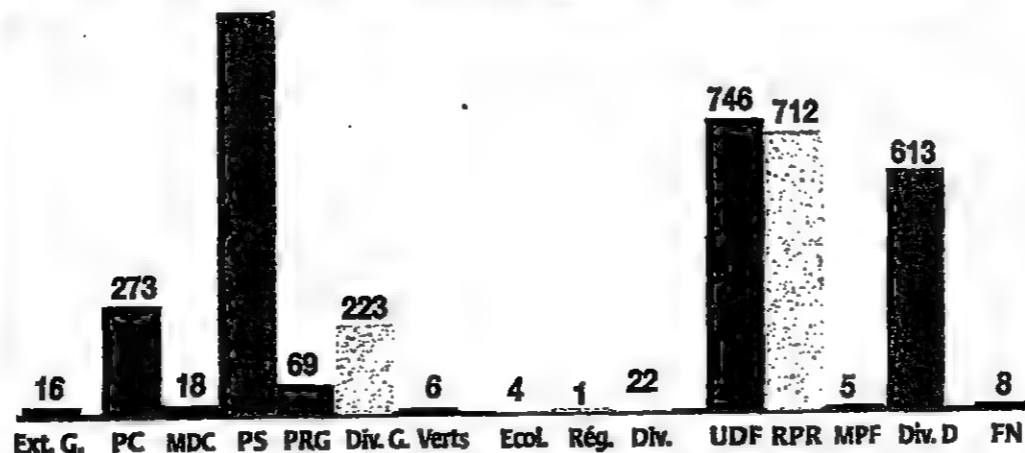
en majorité de sièges

- DROITE
- GAUCHE
- PASSE À GAUCHE
- ÉGALITÉ DROITE/GAUCHE

LES CONSEILS GÉNÉRAUX SORTANTS



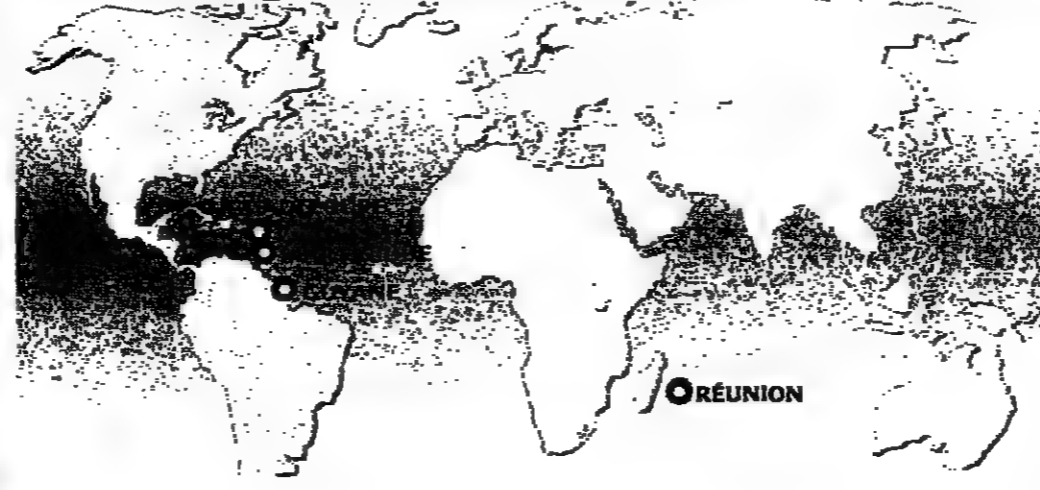
Le nombre d'élus de chaque parti politique



Ext. G. PC MDC PS PRG Div. G. Verts Ecol. Rég. Div. UDF RPR MPF Div. D. FN

Les sièges détenus par chacun des partis regroupent le nombre total de leurs élus. La moitié d'entre eux ont été élus en 1994, et n'étaient pas renouvelables. L'autre moitié résulte du scrutin des 15 et 22 mars.

Dans les départements d'outre-mer



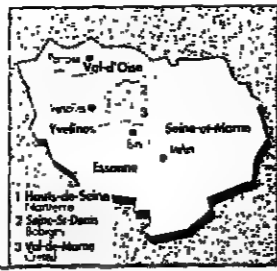
La participation a baissé au second tour

Déjà fort au premier tour, le taux d'abstention s'est encore accru, dimanche 22 mars, au second tour des élections cantonales. Avec 45 % d'abstention, soit 5,5 points de plus que le 15 mars, on enregistre le plus faible taux de participation depuis 1976 pour ce type de scrutin, exception faite des cantonales de 1985 qui intervenaient après des élections présidentielle et législatives. Même en 1994, où le taux d'abstention au premier tour avait frôlé les 50 %, il avait reculé de plus de 8 points au second tour. En outre, dans douze départements, dont quatre en Ile-de-France, un électeur sur deux n'est pas allé voter.

De façon significative, dans huit des dix départements qui ont basculé à gauche (l'Allier et la Meurthe-et-Moselle faisant exception), le taux d'abstention a progressé, mais moins fortement que la moyenne nationale. Dans le Gers, il a même légèrement régressé. Cette mobilisation relative a indéniablement profité aux candidats de gauche. De même, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, région test dont le sort n'était pas encore scellé dimanche, l'abstention a progressé nettement moins fortement qu'au plan national; ainsi, dans les Bouches-du-Rhône, où l'abstention n'a augmenté que d'à peine 2 points, la gauche progresse de près de 5 points et la droite recule d'autant. Mais ce constat est très loin d'être une règle générale.

du 18 mars 1998

ÎLE-DE-FRANCE



ESSONNE (21)

1^{er} tour : 2 élus (1 div. g., 1 RPR)

Il fallait à la gauche gagner dix sièges pour prendre la majorité au conseil général, ce qui paraissait pratiquement impossible avant le premier tour. Elle en a arraché douze, faisant basculer un département géré par la droite depuis 1982. L'Essonne est ainsi le seul département d'Île-de-France à changer de camp. L'ancienne majorité, qui comptait de nombreux élus divers droite, a perdu douze de ses seize sièges renouvelables, sans en reprendre aucun à la gauche. Le rapport de force s'établit désormais à vingt-quatre sièges pour la gauche, contre dix-huit pour la droite, qui disposait pendant la dernière mandature d'une solide majorité, avec trente sièges contre douze. Le canton du président sortant, Xavier Dugoin (RPR), n'était pas renouvelable. Le premier vice-président, Michel Pelchat (UDF-DL), est battu dans le canton de Clif-sur-Yvette par Louis Sangouard (PS) qui l'emporte avec 50,74 % des voix. Autre signe majeur de ce renversement de tendance, l'élection de Jean-Luc Mélenchon (PS) dans le canton de Massy-Ouest, où il bat le maire UDF du chef-lieu, Vincent Delahaye, conseiller général sortant. L'appel de Jean Marsaudon, député RPR et patron de la fédération de l'Essonne, destiné à faire barrage à la gauche dans tous les cantons, n'a pas recueilli d'écho

L'HYPOTHÉTIQUE ALLIANCE de la droite d'Île-de-France avec le Front national pour l'élection du président du conseil régional, lundi 23 mars, a pénalisé le RPR et l'UDF. L'illustration la plus flagrante du refus des électeurs de mêler, dans les urnes, la droite à l'extrême droite s'est manifestée dans le département de l'Essonne. Marqué par les affaires (lire page 5), il bascule à gauche en dépit de l'appel lancé par le secrétaire fédéral du RPR, Jean Marsaudon, député. Ce dernier avait appelé à « faire barrage à la gauche socialo-communiste », obtenant le retrait des bulletins du candidat du FN dans le canton de Juvisy-sur-Orge, qui fait partie de sa circonscription. Claironné par le FN, ce désistement n'a pas mobilisé les électeurs de droite de ce département, géré par le RPR depuis 1982, après avoir été présidé par un communiste.

Dans toute la couronne parisienne, la gauche confirme sa progression révélée par les régionales. Cette poussée profite surtout au PS, qui équilibre sa représentation par rapport au PC dans les deux départements gérés par celui-ci. Dans la Seine-Saint-Denis, le PC conforte son hégémonie (il détient la majorité absolue)

parmi les électeurs. Notamment à Juvisy-sur-Orge où, malgré le désistement du candidat du FN en faveur du candidat de droite, un socialiste l'a emporté. Présent dans huit cantons au second tour, le FN n'obtient aucun élu. NOUVEAU CONSEIL : 4 PC, 16 PS, 4 div. g., 3 UDF, 10 RPR, 5 div. d., 8 UDF, 13 RPR, 1 app. RPR, 1 MPF, 7 div. d. (prés. : Xavier Dugoin, RPR, sén. m. de Nemcey).

Arpajon Élu : Monique Goguelat, PS, c.m. de Sainct-Germain-lès-Arpajon, 5 474. Guy Clavier-Demanzour, div. d. sou. RPR-UDF, s. m. d'Egry, 5 352.

Athis-Mons Élu : Patrice Sac, PS, adj. m. d'Athis-Mons, 5 928. Thierry Auriant, FN, 3 933. René L'Helgen, RPR, n.s.r.p.

Chilly-Mazarin Élu : Gérard Funes, PS, m. de Chilly-Mazarin, 5 926. Richard Trinquier, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Wissous, 3 814. Claude Bigot, div. d., n.s.r.p.

Corbeil-Essonnes-Ouest Élu : Bruno Piriou, PC, 2 820. Geneviève Savelli, RPR, 1 878. Jacques Olivier, FN, c.c., 1 014. Marie-Anne Lesage, PC, n.s.r.p.

Dourdan Élu : Joël Chardine, PS, adj. m. de Dour-

dan, 2 801. Dominique Echaroux, RPR, m. de Roineville, 2 709. Yves Tavernier, PS, n.s.r.p.

Draveil Élu : Geneviève Izard-Le-Bourg, div. d. sou. RPR-UDF, adj. m. de Draveil, 4 692. Jean-Jacques Lejeune, PS, adj. m. de Ris-Orangis, 4 329. Jean Tourneur-Lasserre, div. d., n.s.r.p.

Épinay-sous-Sénart Élu : Richard Messina, PS, m. de Boussy-Saint-Antoine, 4 002. Daniel Lobry, RPR, s., 2 421. Jean Leganqueux, FN, 1 420.

Étigny Élu : Claire-Lise Campion, PS, m. de Bouray-sur-Juine, 4 135. Claude Casagrande, UDF-FD, c.m. d'Étigny, 3 020. Lucien Sergent, UDF-AD, n.s.r.p.

Ery-Sud Élu : Jean-Pierre Vervant, div. g. sou. PS, m. de Lisses, 6 691. Christian Gruere, FN, c.m. d'Evry, 3 087. Henry Marcellin, RPR, n.s.r.p.

Gif-sur-Yvette Élu : Louis Sangouard, PS, c.m. de Gif-sur-Yvette, 3 785. Michel Pelchat, UDF-PPDF, s. sén., 3 674. Grigny Réélu : Claude Vazeux, PC, m. de Grigny, 3 861. Jean-Pierre Noël, FN, c.m. de Grigny, 1 458. Claire Robillard, PS, adj. m. de Morsang-sur-Orge, s'est retiré.

Juvisy-sur-Orge Élu : Étienne Chaufour, PS, adj. m. de Juvisy-sur-Orge, 3 749. Michèle Adam, RPR, c.m. de Juvisy-sur-Orge, 3 359. Thierry Deblen, FN, 41. Claude Petit, UDF, n.s.r.p.

Massy-Est Élu : Jérôme Guedj, PS, 2 935. Henry Quaebeur, RPR, adj. m. de Massy, 2 316. Odile Morin, RPR, n.s.r.p.

Massy-Ouest Élu : Jean-Luc Mélenchon, PS, sén., 2 951. Vincent Delahaye, UDF-DL, s. m. de Massy, 2 651.

Méréville Réélu : Philippe Allaire, UDF-PPDF, m. de Guilleval, 2 170. Sébastien Lepetit, PS, adj. m. de Viry-Châtillon, 2 115. Michèle Sakoschek, FN, 1 180. Louis Auroux, div. d., m. de Méréville, s'est retiré.

Montlhéry Élu : François Pelletant, div. d. sou. UDF, m. de Lunas, 3 340. Eric Cochard, PS, m. de Marcoussis, 4 542. Maurice Ricard, div. d., n.s.r.p.

Morsang-sur-Orge Élu : Marioline Rautz, PC, m. de Morsang-sur-Orge, 4 763. René Delmas, FN, c.m. de Morsang-sur-Orge, 2 283. Antoine Charin, UDF-DL, s. c.m. de Morsang-sur-Orge, a été éliminé.

Orsay Élu : Marie-Françoise Parcollet, PS, 4 851. Alain Holler, div. d. sou. RPR-UDF, s., adj. m. d'Orsay, 4 125. Philippe Lanin, div. g., m. de Bures-sur-Yvette, s'est retiré.

Vigneux-sur-Seine Réélu : Lucien Lagrange, PC, m. de Vigneux-sur-Seine, 4 334. Patrick Mignon, FN, 2 386.

HAUTS-DE-SEINE (23 +1)

1^{er} tour : 5 élus (1 UDF-FD, 4 RPR)

Une semaine après avoir enregistré un premier revers lors des élections régionales, où la liste qu'il conduisait avait été devancée de plus de 10 points par celle de la gauche « plurielle », Charles Pasqua a subi une nouvelle déconvenue, avec la perte de six sièges. Cela ne l'empêche pas de conserver une confortable majorité. Le Parti socialiste, dont les deux sièges n'étaient pas renouvelables, compte désormais cinq élus supplémentaires, au détriment du RPR, dans les cantons de Châtenay-Malabry, Châtillon, Montrouge, Levallois-Perret-Nord, ou la droite était très divisée au premier tour, et Asnières-

Nord, où le candidat socialiste l'emporte à l'issue d'une triangulaire en progressant de plus de 5 points : dans ce canton, Hubert Massol (FN) a perdu près de 10 points sur son score du premier tour, tandis que le RPR Christian Leblond, vainqueur d'une primaire à droite, chute de près de 5 points. En revanche, au Plessis-Robinson, le maire RPR, Philippe Pemezec, a bénéficié du bon report des voix du candidat FN, Alain Le Berre, éliminé au premier tour. Le Parti communiste, qui disposait déjà de huit élus (dont trois renouvelables), gagne un neuvième siège à Nanterre-Sud-Ouest, au détriment de Florent Montillot (UDF-AD). Ce dernier n'a pas bénéficié du courant qui avait porté sa liste dissidente loin devant celle de Charles Pasqua à Nanterre, lors des élections régionales. A Saint-Cloud, malgré la présence du divers droite Patrick Thélot, qui s'était maintenu, Odile Fourcade (UDF-DL) a conservé son siège.

NOUVEAU CONSEIL : 9 PC, 7 PS, 11 UDF, 16 RPR, 2 div. d. CONSEIL SORTANT : 8 PC, 2 PS, 12 UDF, 21 RPR, 2 div. d. (prés. : Charles Pasqua, RPR, a. min., sén.).

Asnières-sur-Seine-Nord Élu : Dominique Riéra, PS, 4 105. Christian Leblond, RPR, adj. m. d'Asnières-sur-Seine, 3 338. Hubert Massol, FN, c.m. d'Asnières-sur-Seine, 1 997. Georges Thonchant, RPR, n.s.r.p.

Bourg-la-Reine Élu : Jean-Noël Chevreau, UDF-FD, m. de Bourg-la-Reine, 3 621. Philippe Zaoui, PS, 4 283. Alfred Nombat, UDF-FD, n.s.r.p.

Châtenay-Malabry Élu : Michèle Canet, PS, 4 036. Georges Südzic, RPR, s., m. de Châtenay-Malabry, 3 306.

Châtillon Élu : Thierry Wahl, PS, 4 544. Michèle Schostack, RPR, s., 4 460.

Colombes-Nord-Ouest Réélu : Pierre Sotura, PC, c.m. de Colombes, 3 076. Nicole Goueta, RPR, c.m. de Colombes, 2 187. Philippe Sarre, PS, s'est retiré.

Courbevoie-Sud Élu : Yolande Deshayes, RPR, 5 058. Renaud Labeurre, PS, c.m. de Courbevoie, 3 683. Charles Deprez, RPR, n.s.r.p.

La Garenne-Colombes Réélu : Max Catrin, UDF-FD, m. de La Garenne-Colombes, 3 667. Denise Davoust, PS, 2 608.

Gennevilliers-Nord Réélu : Jacques Bourgoin, PC, adj. m. de Gennevilliers, 3 610. Argentine Vencharutit, FN, 1 201.

Issy-les-Moulineaux-Est Élu : Paul Subrin, RPR, adj. m. d'Issy-les-Moulineaux, 4 099. Corinne Bord, PS, 3 176. Paul Pin, RPR, n.s.r.p.

Levallois-Perret-Nord Élu : Thierry David, PS, 4 673. Jean-Claude Dautretingne, RPR, c.m. de Levallois-Perret, 4 279. Brigitte de Coster, RPR, n.s.r.p.

Meudon Réélu : Henry Wolf, UDF-FD, m. de Meudon, 6 508. Janine Forestier, PS, 5 521.

Montrouge Élu : Wilfrid Vincent, PS, 5 125. Claude Manouvrier, RPR, s., adj. m. de Montrouge, 4 862.

Nanterre-Sud-Est Élu : Nadine Garcia, PC, 2 355. Paul Tyan, RPR, 1 105. Lucien Babard, PS, c.m. de Nanterre, s'est retiré. Anicet Le Pors, PC, a. min., n.s.r.p.

Nanterre-Sud-Ouest Élu : Michel Duffour, PC, sén., c.m. de Nanterre, 4 099. Florent Montillot, UDF-AD, s., c.c., c.m. de Nanterre, 3 268.

Plessis-Robinson Réélu : Philippe Pemezec, RPR, m. du Plessis-Robinson, 7 148. Françoise Morgère, PS, 5 361.

Saint-Cloud Réélu : Odile Fourcade, UDF-DL, 3 754. Patrick Thélot, div. d., 2 127. Annie Tournaud, PS, 1 924.

Secaux Élu : Philippe Laurent, UDF-FD, adj. m. de Secaux, 4 452. Paul Mathis, PS, 3 062. Jean-Louis Ohez, RPR, adj. m. de Secaux, s'est retiré. Pierre Ringenbach, UDF-FD, m. de Secaux, n.s.r.p.

Suresnes Élu : Christian Dupuy, RPR, m. de Suresnes, 3 651. Jean-Pierre Respaud, PS, c.m. de Suresnes, 4 524. Jean-Luc Delin, RPR, adj. m. de Suresnes, s'est démis de son mandat.

Vanves Élu : Bernard Gauducheau, UDF-DL, 4 441. François Bordes, PS, 3 926. Roger Aveneau, UDF-FD, n.s.r.p.

SEINE-ET-MARNE (23) 1^{er} tour : 1 élu (1 UDF-DL)

Réélu dès le premier tour, le président sortant du conseil général, Jacques Larché (UDF-DL), qui espérait conserver l'intégralité de ses partisans, voire en gagner un, a fait grise mine à l'heure des scrutins. Le Parti socialiste regagne non seulement le terrain perdu il y a six ans, mais il améliore les positions qu'il détenait avant 1992. Outre la victoire attendue de Monique Delessard à Pontault-Combault contre l'ancien député Jean-Pierre Cognat (RPR), par plus de 60 % des suffrages exprimés, les socialistes créent la surprise dans plusieurs cantons. C'est ainsi que des conseillers de droite solidement implantés font les frais du naufrage, notamment Guy Geoffroy (RPR) à Combr-la-Ville et René André (UDF-FD) au Mésis. À la faveur de triangulaires - on en totalisait onze sur vingt-cinq cantons - le PS emporte des cantons où on ne l'attendait pas : Bertrand Caparroy à Provins et André Berquier à Mormant. Le divers gauche Tino Petrucci, candidat de la gauche « plurielle » au Châtelet-en-Brie, l'emporte également, au terme duquel qui l'opposait au représentant de la majorité départementale. Avec vingt-sept élus RPR, UDF et divers droite sur quarante-trois, la droite reste cependant largement majoritaire et Jacques Larché, ancien défenseur des candidats uniques de la droite depuis six mois, devrait donc facilement conserver son fauteuil vendredi prochain. Le Front national, dont les scores s'effritent dans tous les cantons où il se maintenait, a souffert de l'abstention. NOUVEAU CONSEIL : 2 PC, 12 PS, 1 div. g., 1 div. d., 7 UDF, 14 RPR, 6 div. d., 19 RPR, 6 div. d., 2 div. (prés. : Jacques Larché, UDF-DL, sén.).

Champ-sur-Marne Réélu : Maud Tallet, PC, m. de Champ-sur-Marne, 3 544. Thierry Dupont, RPR, 3 467. Jean-François Dauriac, PS, s'est retiré.

Le Châtelet-en-Brie Élu : Tino Petrucci, div. g. sou. PS-PC, m. de Charrettes, 2 466. Michel Le Flem, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Moisy-en-Brie, 2 214. Pierre Le Guen, div. d., n.s.r.p.

Combs-la-Ville Élu : Didier Turba, PS, adj. m. de Moissy-Cramayel, 5 095. Guy Geoffroy, RPR, s., m. de Combs-la-Ville, 4 784.

La Ferté-sous-Jouarre Élu : Pierre Rigault, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Sammeron, 3 245. Marie Richard, PS, c.c., 3 341. Didier Cognard, FN, 1 652. René Bonney, RPR, n.s.r.p.

Lagny-sur-Marne Élu : Vincent Toni, UDF-DL, m. de Gouvernes, 4 141. Michelle Weidly, PS, c.m. de Lagny-sur-Marne, 3 295. Claude Arise, RPR, n.s.r.p.

Lizy-sur-Ourcq Élu : Étienne Wehré, div. d., 2 066. Jean-Pierre Labourdette, PS, adj. m. de Congis-sur-Thérouanne, 1 990. Didier Rueda, FN, 1 128. Pierre Meunier, UDF-rad., s. c.c., m. de Vendres, s'est retiré.

Méru Réélu : Pierre Quillet, RPR, 4 953. Nicole Briq, PS, d., 4 859. Christian Galoy, FN, 1 811.

Le Mée-sur-Seine Élu : Gérard Bernheim, PS, c.m. de Vert-Saint-Denis, 3 570. René André, UDF-FD, s., m. du Mée-sur-Seine, 3 830. Jean Boronad, FN, 1 843.

Méulan-Sud Réélu : Jean-Claude Agissou, UDF-FD, m. de La Rochette, 3 069. Michel Marchet, PS, c.m. de Méulan, 1 959.

Montreuil-Fault-Yonne Élu : Yves Jégo, RPR, m. de Montreuil-Fault-Yonne, 5 089. José Ruiz, PC, c.c., c.m. de Montreuil-Fault-Yonne, 4 206. Jean-François Jalsh, FN, c.c., c.m. de Montreuil-Fault-Yonne, 1 637. Antoine Delgado, PS, c.m. de Montreuil-Fault-Yonne, s'est retiré. Claude Eymard-Duverny, UDF, c.m. de Montreuil-Fault-Yonne, n.s.r.p.

Moret-sur-Loing Réélu : Patrick Sepliers, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Moret-sur-Loing, 5 558. Michel Benard, div. g. sou. PS, m. de Venues-les-Bains, 4 728.

Muzerain Élu : André Berquier, PS, m. de Verneuil-l'Étang, 2 574. Marc Bayre, div. s., m. de Courtois, 2 462. Caroline Bich, RPR, adj. m. de Champoux, 2 088.

Nemours Réélu : Charles Hochart, RPR, m. de Nemours, 4 046. Jean-Baptiste Ferron, PS, c.m. de Saint-Pierre-les-Nemours, 3 399. Gérard Louis, FN, 1 871.

Pontault-Combault Élu : Monique Delessard, PS, adj. m. de Pontault-Combault, 4 738. Jean-Pierre Cognat, RPR, s., 2 658.

Provins Élu : Bertrand Caparroy, PS, c.m. de Provins, 2 706. Lucien Morlette, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Longueville, 2 369. Jacques Gérard, FN, c.c., 1 323. René Côté, div. d., m. de Saint-Brice, n.s.r.p.

Roissy Élu : François Perrassot, PS, 3 320. François Oneto, UDF-DL, c.m. d'Ozoir-la-Ferrière, 4 709. Bernard Dizer, PS, n.s.r.p.

Rozay-en-Brie Élu : Jean-Jacques Barbaux, RPR, m. de Neumoutiers-en-Brie, 3 111. Alain Gross, PS, adj. m. de Fontenay-Trésigny, 2 569. Martine Clément, FN, 1 565. Anne-Marie Schaffner, RPR, d.c., c.m. de Fontenay-Trésigny, n.s.r.p.

Therigny-sur-Marne Réélu : Olivier Bourjot, RPR, m. de Chessy, 4 688. Geneviève Wortham, PS, 3 807.

Torcy Élu : Gérard Eude, PS, adj. m. de Torcy, 4 227. Gérard Burlet, RPR, s., 3 558.

Touran-en-Brie Élu : Michel Barret, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Touran-en-Brie, 3 054. Laurent Gautier, PS, 2 843. Jean-Christophe Collette, FN, 1 261. Gilbert Pilet, div. d., m. de Gretz-Armainvilliers, n.s.r.p.

Vaires-sur-Marne Élu : Danièle Querci, PS, 4 004. Hubert Pipard, RPR, s., 3 293. Pierre-Jean Pillard, FN, c.m. de Vaires-sur-Marne, 1 575.

Villiers-Saint-Georges Élu : Nicolas Féraud, div. d., m. de Montcaux-lès-Provins, 1 417. Pierre Ramon, div. g. sou. PS-PC, m. de Villiers-Saint-Georges, 1 046. Anne-Marie Nivelle, FN, 995. Maurice Barthélemy, div. d., n.s.r.p.

Pascal Sauvage

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

LE MONDE / MARDI 24 MARS 1998 / 31

SEINE-SAINT-DENIS (20)

Le Parti communiste a conforté d'un siège sa majorité absolue, avec vingt-deux élus dont un apparenté PC, contre vingt et un dans le conseil général sortant, au terme d'un second tour marqué par une forte progression du Parti socialiste (qui gagne quatre sièges), et par la défaite d'Éric Raoult, chef de file de la droite aux régionales.

Avec la reconquête du canton de Montreuil-Ouest enlevé par la droite en 1985, le Parti communiste améliore d'un siège sa représentation à l'Assemblée départementale, où il détient la majorité absolue depuis la création du département. Si le PS s'incline aux Pavillons-sous-Bois au profit du RPR, il conserve en revanche le canton d'Épinay-sur-Seine et progresse dans les cantons détenus par la droite, lui enlevant cinq de ses sièges renouvelables (Pantin-Ouest, Aubry-Nord, Les Lilas, Le Pré-Saint-Gervais, Noisy-le-Grand et Le Raincy - Clichy-sous-Bois).

Grande perdante de ces élections, la droite renouveau en jeu dix des treize cantons qu'elle détenait. Elle en perd six, dont celui du Raincy où se présentait Eric Raoult, ancien ministre de la ville (RPR) et maire du Raincy, battu par le maire socialiste de Clichy-sous-Bois, Claude Dilain. Elle ne conserve que quatre cantons, deux détenus par le RPR (Villepinte et Gagny), un par l'UDF (Rosny-sous-Bois) et un par un conseiller divers droite (Montreuil - Coabron-Vanjour).

Le parti de Jean-Marie Le Pen, présent au second tour dans neuf duels et deux triangulaires, n'obtient aucun élu. NOUVEAU CONSEIL : 21 PC, 1 app. PC, 10 PS, 1 UDF, 6 RPR, 1 div. d. CONSEIL SORTANT : 21 PC, 6 PS, 4 UDF, 8 RPR, 1 div. d. (prés. : Robert Clément, PC, m. de Romainville).

Aubervilliers-Est
Élu : Nathalie Buisson, PC, 3 947.
Philippe Darus, FN, 2 273.
Madeleine Cathalaud, PC, adj. m. d'Aubervilliers, n.s.r.p.

Aubry-Nord
Élu : Gérard Séguin, PS, 4 804.
Gérard Gaudron, RPR, s. adj. m. d'Aubry-sous-Bois, 4 505.

La Courneuve
Élu : Marie-Christine Labat, PC, adj. m. de La Courneuve, 4 380.
Yves Raducic, FN, c.m. de La Courneuve, 1 758.
Daniel Goldberg, PS, adj. m. de La Courneuve, s'est retiré.
Muguette Jacquard, PC, d. adj. m. de La Courneuve, n.s.r.p.

Drancy
Réélu : Gilbert Conne, PC, m. de Drancy, 4 984.
Michel Personnaz, FN, c.m. de Drancy, 2 802.

Épinay-sur-Seine
Réélu : Stéphane Méry, PS, c.m. de Épinay-sur-Seine, 5 899.
François-Xavier Sidot, FN, c.m. d'Épinay-sur-Seine, 3 268.

Gagny
Réélu : Michel Tenet, RPR, m. de Gagny, 4 350.
Michel Durand, PS, c.m. de Gagny, 4 245.
Christian Larocque, FN, c.m. de Gagny, 1 700.

Les Lilas
Élu : Martine Legrand, PS, c.m. du Pré-Saint-Gervais, 4 865.
Jean-Claude Dupont, UDF-rad., s. adj. m. de Pré-Saint-Gervais, 4 349.

Montfermeil
Réélu : Raymond Coëme, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Coëme, 4 757.
Christian Bathedou, FN, c.m. de Vanjour, 2 497.

Rosny-sous-Bois

Réélu : Claude Pernes, UDF-rad., m. de Rosny-sous-Bois, 5 006.
Marie-Jeanne Wiemert, PS, c.m. de Rosny-sous-Bois, 4 212.

Saint-Denis-Nord-Ouest
Élu : Claude Gillot-Dumoutier, app. PC, adj. m. de Saint-Denis, 3 231.
Pierre Panty, FN, c.m. de Stains, 1 509.
Michèle Mitolo, PC, c.m. de Saint-Denis, n.s.r.p.

Saint-Ouen
Réélu : Jean-Pierre Heinen, PC, adj. m. de Saint-Ouen, 2 805.
André Dalzon, UDF-rad., c.m. de Saint-Ouen, 1 590.
Bertrand Druon, PS, adj. m. de Saint-Ouen, s'est retiré.

Sevran
Élu : Michel Pin, PC, c.m. de Sevran, 4 670.
Philippe Geffroy, RPR, adj. m. de Sevran, 4 079.
Bernard Vergnaud, PC, n.s.r.p.

Villepinte
Élu : Charles Vaysé, RPR, c.m. de Villepinte, 3 951.
Claude Jimenez, FN, c.m. de Villepinte, 2 065.
Roger Lefort, RPR, c.m. de Villepinte, n.s.r.p.

VAL-DE-MARNE (25 +1)

Le second tour des élections cantonales a confirmé l'ancre à gauche du Val-de-Marne, avec un début de rééquilibrage en faveur du PS, qui remporte les deux sièges ayant basculé dans le département : ceux de Cachan et de Chennevières-sur-Marne. Le nouveau rapport de forces s'est établi à vingt-huit sièges pour la gauche contre vingt et un pour la droite. Les petites formations de gauche que sont la Convention pour une alternative progressiste (CAP) et l'Alternative rouge et verte (ARV) resteront représentées au conseil général. La gauche a réussi son opération de renouvellement de ses représentants départementaux, puisque la nouvelle assemblée verra siéger huit nouveaux conseillers, cinq communistes et trois socialistes. Globalement, la gauche a amélioré ses résultats de 1992 grâce, notamment, à de bons reports de voix. Les deux triangulaires opposant PS, FN et droite parlementaire dans deux cantons de Maisons-Alfort ont tourné à l'avantage des candidats de droite, qui ont néanmoins perdu des voix par rapport au premier tour. Aux deux duels opposant le PS au FN, ils ont profité aux socialistes. Chennevières-sur-Marne, qui risquait de passer aux mains de l'extrême droite, a été sauvé par le PS, qui a réalisé un meilleur score que le total des gauches du premier tour. A Villeneuve-Saint-Georges, Laurent Duthell (PS) a lui aussi largement fait le plein des voix de gauche alors que Christian Le Somec (FN) n'a pas rallié l'ensemble de la droite. NOUVEAU CONSEIL : 1 ext. g., 1 CAR, 16 PC, 10 PS, 9 UDF, 10 RPR, 1 CNRP, 1 div. d. CONSEIL SORTANT : 16 PC, 2 CAR, 8 PS, 11 UDF, 10 RPR, 1 div. d., 1 CNRP (prés. : Michel Germa, PC).

Alfortville-Sud
Réélu : Jean-Pierre Moranchel, PS, adj. m. d'Alfortville, 2 534.
Jean Strapian, RPR, c.m. d'Alfortville, 1 599.

Arceuil
Réélu : Marcel Trigou, CAP, c.m. d'Arceuil, 3 547.
Alain Magniez, PS, adj. m. d'Arceuil, s'est retiré.

Bonneuil-sur-Marne
Élu : Danielle Marchal, PC, adj. m. de Bonneuil-sur-Marne, 2 321.
Alain Saramband, UDF-DL, c.m. de Bonneuil-sur-Marne, 1 165.
Bernard Yvane, PC, m. de Bonneuil, n.s.r.p.

Cachan
Élu : Jean-Yves Le Bouillonnet, PS, adj. m. de Cachan, 3 580.
Patrice Hemu, UDF-FD, s. c.m. de Cachan, 2 040.

Champigny-sur-Marne-Centre
Réélu : Maurice Ouzoulias, PC, adj. m. de Champigny-sur-Marne, 3 565.
Christian Deroumeau, RPR, c.m. de Champigny-sur-Marne, 2 159.

Charenton-le-Pont
Élu : Jean-Marie Bretilion, UDF-DL, adj. m. de Charenton-le-Pont, 5 811.
Gilles Bellaiche, PS, c.m. de Charenton-le-Pont, 4 056.
Louis Manchon, UDF-DL, n.s.r.p.

Chennevières-sur-Marne
Élu : Claudio Leonard, PS, c.m. de Chennevières-sur-Marne, 2 409.
Lydia Schenard, FN, c.m. de Chennevières-sur-Marne, 1 976.
Lucien Lavigne, app. RPR, m. de Chennevières-sur-Marne, n.s.r.p.

Chevilly-Larue
Réélu : Guy Petteat, PC, m. de Chevilly-Larue, 4 081.
Michel Pierre, RPR, c.m. de Chevilly-Larue, 1 885.

Créteil-Sud

Réélu : Bernard Bouboul, PS, adj. m. de Créteil, 4 657.
Alain Ghozland, div. d. sou. RPR-UDF, c.m. de Créteil, 2 049.

Fontenay-sous-Bois-Est
Élu : Gilles Saint-Gal, PC, 4 423.
Josiane Aubertin, RPR, c.m. de Fontenay-sous-Bois, 1 817.
Louis Bayeurt, PC, m. de Fontenay-sous-Bois, n.s.r.p.

L'Hajj-les-Roses
Élu : René Goupil, PS, adj. m. de L'Hajj-les-Roses, 4 755.
Pascal Beillon, UDF-DL, c.m. de L'Hajj-les-Roses, 3 380.
Patrick Sève, PS, d. m. de L'Hajj-les-Roses, s'est démis de son mandat.

Ivry-sur-Seine-Est
Élu : Pascal Savoldelli, PC, adj. m. d'Ivry-sur-Seine, 3 408.
Alain Geffroy, PS, c.m. d'Ivry-sur-Seine, s'est retiré.
Annie Canocas, PC, n.s.r.p.

Ivry-sur-Seine-Ouest
Élu : Chantal Bourvic, PC, 3 611.
Patricia Cambisio, PS, s'est retirée.
Roger Grouval, PC, adj. m. d'Ivry-sur-Seine, n.s.r.p.

Maisons-Alfort-Nord
Réélu : Roger Courcier, RPR, adj. m. de Maisons-Alfort, 3 353.
Sabri Cigert, PS, 2 617.
Philippe Olivier, FN, c.m. de Maisons-Alfort, 1 457.

Maisons-Alfort-Sud
Élu : François Duluc, UDF-DL, adj. m. de Maisons-Alfort, 3 927.
Hélène Arca, PS, 2 985.
Christophe Maximilien, FN, 1 570.
Michel Billon, UDF-DL, d. m. de Maisons-Alfort, n.s.r.p.

Nogent-sur-Marne
Réélu : Jacques Martin, RPR, 4 994.
Edouard Striano, PS, 2 467.

Saint-Maur-des-Fossés-Centre
Réélu : Bernard Vincens, RPR, adj. m. de Saint-Maur-des-Fossés, 5 605.
Marcel Habestrat, PS, c.m. de Saint-Maur-des-Fossés, 3 106.
Jean-Marie Wagnon, UDF, adj. m. de Saint-Maur-des-Fossés, s'est retiré.

Saint-Maur-des-Fossés-Ouest
Élu : Jacques Leroy, UDF-DL, diss., 4 439.
Marie-Thérèse Renoulet, PS, c.m. de Saint-Maur-des-Fossés, 2 524.
Claude Bouchet, UDF-DL, s. adj. m. de Saint-Maur-des-Fossés, s'est retiré.

Villejuif-Est
Réélu : Jean-Louis Latorrassa, PC, 3 133.
Jacques Drochon, RPR, 1 354.

Villejuif-Ouest
Élu : Laurent Gamet, PC, 3 630.
Christine Kavouli d'Alones, PS, s'est retirée.
Pierre-Yves Cosnier, PC, m. de Villejuif, n.s.r.p.

Villeneuve-Saint-Georges
Réélu : Laurent Duthell, PS, c.m. de Villeneuve-Saint-Georges, 2 812.
Christian Le Somec, FN, c.m. de Villeneuve-Saint-Georges, 1 578.

Vincennes-Est
Réélu : Pierre Souhette, UDF-DL, adj. m. de Vincennes, 3 798.
Pierre Mesle, PS, c.m. de Vincennes, 2 489.

VAL-DOISE (19 +1)

Le Parti socialiste est le vainqueur de ces élections avec huit nouveaux conseillers généraux. Il gagne dans les grandes villes qu'il avait acquises lors des municipales de 1995, comme Sarcelles (les deux cantons passent du RPR au PS), Herblay et Gonesse. Il progresse aussi dans des secteurs représentés de longue date par le Parti communiste, comme Argenteuil-Ouest et Cormelles-en-Parisis. Dans ce canton, Robert Hue, secrétaire national du PCF, avait choisi de ne pas se représenter. La candidate communiste à sa succession a été devancée dès le premier tour par le socialiste Philippe Doucet. Le Parti communiste, malgré tout, a limité les dégâts en ne perdant qu'un seul siège, puisqu'il gagne le canton de Garges-les-Gonesse.

En revanche, la droite du Val-d'Oise, qui reste majoritaire avec vingt-deux élus (dont un écologiste) sur trente-neuf, perd six sièges, dont quatre au détriment du RPR. Parmi les défaites notables, celle de Gilbert Picard (UDF-DL), conseiller général depuis la création du département en 1967, devancé par son adversaire socialiste dans sa propre ville de Magny-en-Vexin. Enfin, à Beaumont-sur-Oise, Fabrice Milleraud (divers gauche), qui avait voulu faire cavalier seul au premier tour en refusant le soutien du PS, n'est pas parvenu à rassembler la totalité des voix de gauche. Il laisse le canton à un divers droite, Arnaud Bazin, maire de Persan, au terme d'une triangulaire qui a donné près de 20 % des voix à la candidate du FN. NOUVEAU CONSEIL : 5 PC, 12 PS, 1 GE, 12 UDF, 4 RPR, 5 div. d. CONSEIL SORTANT : 4 PC, 4 PS, 2 éc., 14 UDF, 8 RPR, 5 div. d. (prés. : François Scellier, UDF-rad., m. de Saint-Gratien).

Beauchamp

Réélu : Raymond Lavaud, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Beauchamp, 3 474.
Daniel Vasseur, Vets, 2 668.
Jean Cugnac, FN, c.m. de Beauchamp, 1 324.
Michel Vallade, PC, m. de Pierrelaye, s'est retiré.

Beaumont-sur-Oise
Élu : Arnaud Bazin, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Persan, 3 750.
Fabrice Milleraud, div. g. s. m. de Beaumont-sur-Oise, 3 523.
Marie-Thérèse Philippe, FN, c.m. de Pontoise, 1 817.

Cormelles-en-Parisis
Élu : Philippe Doucet, PS, c.m. de Cormelles-en-Parisis, 5 016.
Lucienne Malovry, RPR, c.m. de Cormelles-en-Parisis, 4 832.
Odile Camin, app. PC, adj. m. de Montigny-les-Cormelles, s'est retirée.
Robert Hue, PC, d. m. de Montigny-les-Cormelles, n.s.r.p.

Eaubonne
Réélu : Guy Bonnet, UDF-FD, adj. m. d'Eaubonne, 3 794.
François Balagès, PS, c.m. d'Eaubonne, 3 221.

Ermenonville
Élu : Marie-Marthe Jessien, PS, adj. m. d'Ermenonville, 4 120.
Denise Frescura, RPR, c.m. d'Ermenonville, 2 716.
Dominique Joly, FN, 1 867.
Maurice Giot, UDF-DL, m. d'Ermenonville, n.s.r.p.

Francisville
Réélu : René Di Piazza, UDF-DL, adj. m. de Francisville, 4 614.
Joël Mazajaugue, Vets, 4 252.

Garges-les-Gonesse-Est
Élu : Francis Parry, PC, c.m. de Garges-les-Gonesse, 2 123.
Jean-Bernard Chocat, RPR, s. adj. m. de Garges-les-Gonesse, 1 552.
Jean-Luc Porcedo, PS, adj. m. de Sarcelles, s'est retiré.

Gonesse
Élu : Viviane Gris, PS, adj. m. de Gonesse, 3 475.
Jean-Paul Gilbert, div. d. sou. RPR-UDF, c.m. de Gonesse, 2 514.
Jean-Michel Dubois, FN, c.m. d'Engien-les-Bains, 1 728.
Bernard Rivier, div. d. s. n.s.r.p.

Herblay
Élu : Jean-Pierre Lechalard, PS, m. d'Herblay, 4 069.
Anne-Made Anglade, RPR, s. 3 215.
Jean Meunier, FN, c.m. d'Herblay, 1 405.

Magny-en-Vexin
Élu : Jean-Pierre Muller, PS, c.m. de Magny-en-Vexin, 2 745.
Gilbert Picard, UDF-DL, s. 2 275.
Jean-Yves Picot, FN, 952.

Marines
Réélu : Jean Fichery, UDF-DL, m. de Cormelles-en-Vexin, 2 042.
Marc Vignal, PS, m. d'Harouilliers, s'est retiré.

Montmorency
Réélu : François Longchambon, RPR, m. de Montmorency, 4 398.
André Duchesne, PS, c.m. de Montmorency, 3 094.

Saint-Ouen-Faamône
Réélu : Roland Duffin, PS, c.m. de Saint-Ouen-Faamône, 3 870.
Bernard Bertucci Van Damme, RPR, 1 550.
Jean-Pierre Emié, FN, c.m. de Saint-Ouen-Faamône, 1 433.

Sannois
Réélu : Yannick Paternotte, UDF-DL, m. de Sannois, 3 905.
Delphine Mayrargue, PS, 2 918.

Sarcelles-Nord-Est
Élu : François Poupou, PS, m. de Sarcelles, 3 532.
Jean-Claude Mestre, RPR, s. c.m. de Sarcelles, 1 754.

Sarcelles-Sud-Ouest
Élu : Didier Arnal, PS, adj. m. de Sarcelles, 5 001.
Maurice Allain, RPR, s. c.m. de Sarcelles, 1 633.

La Vallée-de-Sausseron

Réélu : Gérard Cludel, div. d. m. d'Eny, 3 878.
Jean-Pierre Béquet, PS, m. d'Auvers-sur-Oise, 2 846.

Beaumont-sur-Oise

Réélu : Raymond Lavaud, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Beauchamp, 3 474.
Daniel Vasseur, Vets, 2 668.
Jean Cugnac, FN, c.m. de Beauchamp, 1 324.
Michel Vallade, PC, m. de Pierrelaye, s'est retiré.

Beaumont-sur-Oise
Élu : Arnaud Bazin, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Persan, 3 750.
Fabrice Milleraud, div. g. s. m. de Beaumont-sur-Oise, 3 523.
Marie-Thérèse Philippe, FN, c.m. de Pontoise, 1 817.

Cormelles-en-Parisis
Élu : Philippe Doucet, PS, c.m. de Cormelles-en-Parisis, 5 016.
Lucienne Malovry, RPR, c.m. de Cormelles-en-Parisis, 4 832.
Odile Camin, app. PC, adj. m. de Montigny-les-Cormelles, s'est retirée.
Robert Hue, PC, d. m. de Montigny-les-Cormelles, n.s.r.p.

Eaubonne
Réélu : Guy Bonnet, UDF-FD, adj. m. d'Eaubonne, 3 794.
François Balagès, PS, c.m. d'Eaubonne, 3 221.

Ermenonville
Élu : Marie-Marthe Jessien, PS, adj. m. d'Ermenonville, 4 120.
Denise Frescura, RPR, c.m. d'Ermenonville, 2 716.
Dominique Joly, FN, 1 867.
Maurice Giot, UDF-DL, m. d'Ermenonville, n.s.r.p.

Francisville
Réélu : René Di Piazza, UDF-DL, adj. m. de Francisville, 4 614.
Joël Mazajaugue, Vets, 4 252.

Garges-les-Gonesse-Est
Élu : Francis Parry, PC, c.m. de Garges-les-Gonesse, 2 123.
Jean-Bernard Chocat, RPR, s. adj. m. de Garges-les-Gonesse, 1 552.
Jean-Luc Porcedo, PS, adj. m. de Sarcelles, s'est retiré.

Gonesse
Élu : Viviane Gris, PS, adj. m. de Gonesse, 3 475.
Jean-Paul Gilbert, div. d. sou. RPR-UDF, c.m. de Gonesse, 2 514.
Jean-Michel Dubois, FN, c.m. d'Engien-les-Bains, 1 728.
Bernard Rivier, div. d. s. n.s.r.p.

Herblay
Élu : Jean-Pierre Lechalard, PS, m. d'Herblay, 4 069.
Anne-Made Anglade, RPR, s. 3 215.
Jean Meunier, FN, c.m. d'Herblay, 1 405.

Magny-en-Vexin
Élu : Jean-Pierre Muller, PS, c.m. de Magny-en-Vexin, 2 745.
Gilbert Picard, UDF-DL, s. 2 275.
Jean-Yves Picot, FN, 952.

Marines
Réélu : Jean Fichery, UDF-DL, m. de Cormelles-en-Vexin, 2 042.
Marc Vignal, PS, m. d'Harouilliers, s'est retiré.

Montmorency
Réélu : François Longchambon, RPR, m. de Montmorency, 4 398.
André Duchesne, PS, c.m. de Montmorency, 3 094.

Saint-Ouen-Faamône
Réélu : Roland Duffin, PS, c.m. de Saint-Ouen-Faamône, 3 870.
Bernard Bertucci Van Damme, RPR, 1 550.
Jean-Pierre Emié, FN, c.m. de Saint-Ouen-Faamône, 1 433.

Sannois
Réélu : Yannick Paternotte, UDF-DL, m. de Sannois, 3 905.
Delphine Mayrargue, PS, 2 918.

Sarcelles-Nord-Est
Élu : François Poupou, PS, m. de Sarcelles, 3 532.
Jean-Claude Mestre, RPR, s. c.m. de Sarcelles, 1 754.

Sarcelles-Sud-Ouest
Élu : Didier Arnal, PS, adj. m. de Sarcelles, 5 001.
Maurice Allain, RPR, s. c.m. de Sarcelles, 1 633.

La Vallée-de-Sausseron

Réélu : Gérard Cludel, div. d. m. d'Eny, 3 878.
Jean-Pierre Béquet, PS, m. d'Auvers-sur-Oise, 2 846.

Sommaire

RÉGIONS

Table listing regions and their corresponding number of seats. Includes Alsace (32), Aquitaine (32), Auvergne (33), Bourgogne (34), Bretagne (35), Centre (35), Champagne-Ardenne (36), Corse (37), Franche-Comté (37), Ile-de-France (30), Languedoc-Roussillon (38), Limousin (39), Lorraine (39), Midi-Pyrénées (40), Nord-Pas-de-Calais (41), Basse-Normandie (42), Haute-Normandie (42), Pays de la Loire (43), Picardie (44), Poitou-Charentes (44), Provence-Alpes-Côte d'Azur (45), Rhône-Alpes (46), Outre-mer (47).

DÉPARTEMENTS

Table listing departments and their corresponding number of seats. Includes Essonne (30), Hauts-de-Seine (30), Seine-et-Marne (30), Seine-Saint-Denis (31), Val-de-Marne (31), Val-d'Oise (31), Yvelines (31), Ain (46), Aisne (44), Allier (43), Alpes-de-Haute-Provence (45), Hautes-Alpes (45), Alpes-Maritimes (45), Ardèche (46), Ardennes (36), Ariège (40), Aube (36), Aude (38), Aveyron (38), Bouches-du-Rhône (42), Calvados (45), Cantal (33), Charente (44), Charente-Maritime (44), Cher (35), Corrèze (39), Corse-du-Sud (37), Haute-Corse (37), Côte-d'Or (34), Côtes-d'Armor (35), Creuse (39), Dordogne (32), Doubs (37), Drôme (46), Eure (42), Eure-et-Loir (36), Finistère (35), Gard (38), Haute-Garonne (40), Gers (35), Gironde (41), Hérault (38), Ile-et-Vilaine (35), Indre (36), Indre-et-Loire (36), Isère (46), Jura (37), Landes (32), Loir-et-Cher (36), Loire (46), Haute-Loire (33), Loire-Atlantique (43), Loiret (36), Lot (41), Lot-et-Garonne (32), Lozère (39), Maine-et-Loire (42), Manche (43), Marne (37), Haute-Marne (37), Mayenne (43), Meurthe-et-Moselle (39), Meuse (40), Morbihan (35), Moselle (40), Nièvre (34), Nord (41), Oise (42), Orne (44), Pas-de-Calais (41), Puy-de-Dôme (33), Pyrénées-Atlantiques (33), Hautes-Pyrénées (39), Pyrénées-Orientales (32), Bas-Rhin (32), Haut-Rhin (32), Rhône (47), Haute-Saône (38), Saône-et-Loire (34), Sarthe (43), Savoie (47), Haute-Savoie (47), Seine-Maritime (43), Deux-Sèvres (44), Somme (44), Tam (41), Tar-et-Garonne (46), Var (45), Vaucluse (46), Vendée (43), Vienne (45), Haute-Vienne (39), Vosges (40), Yonne (38), Territoire de Belfort (34), Guadeloupe (47), Martinique (47), Guyane (47), Réunion (47).

Tous les nouveaux élus
Le Guide du Pouvoir
Conseillers régionaux et généraux, parlementaires, cabinets ministériels.
Organigrammes, biographies et photos
12e édition (3 volumes) 890 frs TTC
Editions Jean-François Doumaud
Tél. 01 42 46 88 10

ALSACE



Bas-Rhin (22) 1er tour: 7 élus (1 MDR, 3 UDF-FD, 2 RPR, 1 div. d.)

Strasbourg-7 Élu: Jean-Philippe Maurer, UDF-FD, 2.843.

Strasbourg-8 Réélue: Fabienne Keller, UDF-FD, c.r., 3.473.

Strasbourg-10 Élu: Jean-Claude Petitdemange, PS, adj. m. de Strasbourg 2.042.

Haut-Rhin (14) 1er tour: 6 élus (2 UDF-FD, 1 RPR, 2 div. d., 1 div.)

Geislbühl Élu: Sébastien Zangl, RPR, m. de Geislbühl, 7.238.

Marmoutier Réelu: Joseph Crammel, UDF-FD, m. d'Otterswiller, 2.393.

Niederbronn-les-Bains Élu: Frédéric Reis, UDF-FD, m. de Niederbronn-les-Bains, 7.289.

Sarre-Union Élu: Denis Lieb, RPR, 2.479.

Strasbourg-7 Élu: Jean-Philippe Maurer, UDF-FD, 2.843.

Strasbourg-8 Réélue: Fabienne Keller, UDF-FD, c.r., 3.473.

Haut-Rhin (14) 1er tour: 6 élus (2 UDF-FD, 1 RPR, 2 div. d., 1 div.)

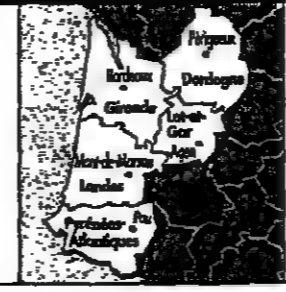
Geislbühl Élu: Sébastien Zangl, RPR, m. de Geislbühl, 7.238.

Marmoutier Réelu: Joseph Crammel, UDF-FD, m. d'Otterswiller, 2.393.

Niederbronn-les-Bains Élu: Frédéric Reis, UDF-FD, m. de Niederbronn-les-Bains, 7.289.

Sarre-Union Élu: Denis Lieb, RPR, 2.479.

AQUITAINE



Dordogne (25) 1er tour: 5 élus (2 div. g., 1 RPR, 2 div. d.)

Nontron Réelu: René Durin, PC, d. m. de Saint-Estèphe, 2.917.

Perigueux-Nord-Est Réelu: Francis Colbar, PC, m. de Trélissac, 3.950.

Perigueux-Ouest Réelu: Michel Dasseux, PS, d. m. de Couloumès-Chamiers, 5.403.

Sarlat-la-Canélie Élu: Louis Delmon, PC, c.m. de Sarlat, 4.252.

Savoignac-les-Eglises Élu: Jean-Claude Pinault, PC, m. de Savoignac, 2.403.

Sigoul Réelu: Michel Bourgeois, div. g. sou. PS, 2.275.

Verteilac Élu: Jean Faye, PS, m. de Gouts-Rosignol, 1.507.

Villefranche-de-Lonchat Réelu: Roger Guionneau, div. d. sou. RPR-UDF, 1.651.

Nontron Réelu: René Durin, PC, d. m. de Saint-Estèphe, 2.917.

Perigueux-Nord-Est Réelu: Francis Colbar, PC, m. de Trélissac, 3.950.

Perigueux-Ouest Réelu: Michel Dasseux, PS, d. m. de Couloumès-Chamiers, 5.403.

Sarlat-la-Canélie Élu: Louis Delmon, PC, c.m. de Sarlat, 4.252.

Savoignac-les-Eglises Élu: Jean-Claude Pinault, PC, m. de Savoignac, 2.403.

Sigoul Réelu: Michel Bourgeois, div. g. sou. PS, 2.275.

Verteilac Élu: Jean Faye, PS, m. de Gouts-Rosignol, 1.507.

Villefranche-de-Lonchat Réelu: Roger Guionneau, div. d. sou. RPR-UDF, 1.651.

Bordeaux-6 Élu: Jacques Respaud, PS, c.m. de Bordeaux, 3.225.

Bordeaux-8 Élu: Pierre Lothaire, RPR, c.m. de Bordeaux, 6.516.

Bourg Réelu: Claude Broy, PS, m. de Bayou, 2.763.

Branne Élu: Christian Mur, PS, m. de Saint-Quentin-de-Baron, 2.550.

La Brède Élu: Bernard Fath, PS, m. de Léognan, 6.456.

Castellanaud-de-Médoc Élu: Yves Lecandey, PS, m. de Sainte-Hélène, 4.882.

Cenon Élu: Alain David, PS, m. de Cenon, 6.275.

Fléac Élu: Jean-Pierre Soubie, PS diss., m. de Thèze, 3.314.

Gaillac Élu: Alain Marois, PS, m. de Saint-Denis-de-Piles, 3.056.

Libourne Élu: Pierre Bernard, PS, adj. m. de Libourne, 6.557.

Landes (15 + 11) 1er tour: 9 élus (6 PS, 2 UDF-DL, 1 RPR)

Landes (15 + 11) La gauche conforte sa position avec une majorité de vingt-trois sièges sur trente.

Dax-Nord Élu: Danièle Michel, PS, adj. m. de Saint-Paul-lès-Dax, 4.447.

Garbarrès Élu: Michel Herrero, div. d. sou. RPR-UDF, adj. m. d'Estigarde, 1.206.

Hagetanum Réelu: Alain Dusoya, PRG, 3.210.

Mimizan Élu: Jean Bourdin, PS, m. de Mimizan, 2.725.

Mont-de-Marsan-Nord Réelu: Christian Cazade, PS, adj. m. de Mont-de-Marsan, 3.414.

Mont-de-Marsan-Sud Élu: Alain Vidalies, PS, d., 6.323.

Tartas-Est Réelu: Raymond Garrigues, PS, 1.719.

Boulogn Élu: Raymond Girard, PC, 811.

Le Guide du Pouvoir. Conseillers régionaux et généraux, parlementaires, cabinets ministériels... Organigrammes, biographies et photos.

BOURSE. Dépêches économiques et financières 24 h/24. 3615 LE MONDE.

Le modèle au pouvoir en France.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Canton
Élu : Jean-Claude Gougat, div. g., m. de Capcou, 1 567.
Francis Larribau, RPR, s., 1 409.

Damazana
Réélu : Jean-Romain Argacha, PS, m. de Damazana, 1 457.
Michel de Lapeyrière, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Saint-Léger, 1 174.

Duras
Élu : Jean François-Poncet, UDF-AD, a.m., s.c., 1 687.
Bernard Chauvineau, div. d., 964.
Lucien Chollet, app. UDF, n.s.r.p.

Fumel
Élu : Serge Dupuy, PS, c.m. de Fumel, 2 802.
André Latuê, RPR, s., m. de Fumel, 2 348.
Marcel Tazani, PC, c.m. de Fumel, s'est retiré.

Houillès
Élu : Francis Da Ros, PS, m. de Saumegnan, 547.
Jean Querbes, PC, d.e., c.m. de Tonneins, s'est retiré.
Auguste Brunet, PC, n.s.r.p.

Laroque-Timbaut
Élu : François Jalet, div. g., m. de Laroque-Timbaut, 1 013.
Aldo Vecchiato, UDF-rad., s., c.m. de Laroque-Timbaut, 883.
Jean-Pierre Thiel, PS, s'est retiré.
Louis-Régis de Brandaud, div. d., m. de La Croix-Blanche, s'est retiré.

Marmande-Est
Réélu : Gilberte Larrue, UDF-AD, m. de Marmande-Nogaret, 3 534.
Geneviève Spiesser, PS, adj. m. de Marmande, 2 708.

Meilhan-sur-Garonne
Élu : Jean Fenouillet, PS, m. de Meilhan-sur-Garonne, 1 382.
Noël Grego, UDF, 800.
Didier Monpouillon, PC, m. de Monpouillon, s'est retiré.
Henri Laforgue, app. UDF, m. de Saint-Sauveur-de-Meilhan, n.s.r.p.

Mézin
Réélu : Jean Laraignou, UDF-AD, m. de Mézin, 1 131.
André Cazalis, PC, c.m. de Mézin, 993.
Christian Baudou, PS, s'est retiré.

Montflanquin
Réélu : Daniel Soulaie, UDF-FD, m. de Montflanquin, 1 799.
Marcel Calmette, div. g. sou. PS, m. de Pauilhac, 1 414.

Sainte-Livrade-sur-Lot
Élu : Claire Pasut, PS, 2 029.
Charles de Caqueray, UDF-rad., s., m. de Sainte-Livrade, 1 358.
Marthe Geoffroy, div. d., c.m. de Sainte-Livrade, s'est retiré.

Tonneins
Réélu : Jean-Pierre Ousty, PS, m. de Tonneins, 3 775.
Eddy Marsan, FN, c.r., c.m. d'Agen, 2 319.

Villeneuve-sur-Lot-Nord
Élu : Serge Leonard, PS, c.m. de Villeneuve, 2 798.
Jean-Luc Barré, RPR, adj. m. de Villeneuve, 2 756.
Evelyne Dupuy, UDF-rad., s., a été éliminé.

Villeneuve-sur-Lot-Sud
Élu : Jérôme Cahuzac, PS, d., 3 414.
Serge Dubois, UDF-AD, s., m. de Bias, 2 264.
Catherine Martin, FN, 1 245.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (26)

1^{er} tour : 7 élus
(1 PC, 1 UDF, 1 app. UDF, 1 RPR, 2 div. d.)
Au Pays basque, l'importante abstention du premier tour a permis, notamment en milieu urbain, le RPR renforce son avantage sur l'UDF en gagnant à Labastide-Clairence et à Biarritz-Ouest, où Max Brisson, conseiller municipal RPR d'opposition, a quitté sa propre victoire sur un candidat centriste de « déviation pour Didier Borotra », sénateur et maire (UDF-FD) de la ville. De son côté, la gauche a réussi une percée dans l'agglomération de Bayonne, avec l'élection d'un communiste dans le canton de Bayonne-Nord et celle d'un socialiste, pour la première fois, à Anglet-Nord. Dans le Béarn, cinq socialistes, dont deux femmes, ont été élus, et tous pour la première fois. Le report des voix s'est effectué correctement, de sorte que le groupe socialiste, avec treize élus et un apparenté, devient le deuxième groupe politique de la nouvelle assemblée départementale, derrière l'UDF. Le conseil général, présidé par François Bayron, président de Force démocrate, reste toutefois largement acquis à la droite qui compte au total trente-sept élus contre quarante-trois précédemment.

NOUVEAU CONSEIL : 1 PC, 13 PS, 1 div. g., 17 UDF, 12 RPR, 8 div. d. CONSEIL SORTANT : 9 PS, 1 div. UDF, 6 app. UDF, 15 RPR, 2 app. RPR, 2 div. d. (prés. : François Bayrou, UDF-FD, a. min., d. prés. c.g.)

Anglet-Nord
Élu : Jean Espiondo, PS, c.m. d'Anglet, 2 907.
Jean-Michel Barate, RPR, adj. m. d'Anglet, 2 746.
Jacques Vennac, UDF-FD, adj. m. d'Anglet, s'est retiré.
André Gucciomette, UDF, c.m. d'Anglet, n.s.r.p.

Aramits
Réélu : Louis Athapè-Arbondo, RPR, m. de Larue, 935.
Pierre Casabonne, div. g., 741.
Jean-Baptiste Etkimdy, PS, 556.

Arthez-de-Béarn
Élu : Philippe Garcia, div. g. sou. PS, 2 830.
Léon Costedoat, UDF-rad., s., m. d'Arthez-de-Béarn, 2 267.

La Bastide-Clairence
Élu : Jean Castings, div. d. sou. RPR, m. d'Urt, 1 261.
Léopold Darriehou, UDF, s., m. de La Bastide-Clairence, 1 114.
Jean Falagan, div. g. sou. PS, m. de Briscour, 912.
Jean-Michel Barbier, nat., c.m. d'Ayherre, s'est retiré.

Bayonne-Est
Réélu : Jean-Michel Barrette, UDF-FD, 1 490.
Philippe Casenave, PS, c.m. de Bayonne, 1 474.

Bayonne-Nord
Élu : Maurice Garcia, PC, c.m. de Boucau, 3 066.
Christian Millet-Barbé, RPR, s., adj. m. de Bayonne, 2 396.
Christophe Martin, PS, s'est retiré.

Bayonne-Ouest
Réélu : Jean-Louis Domergue, UDF-DL, c.m. de Bayonne, 3 083.
Philippe Pouymoyou, PS, 2 380.

Biarritz-Ouest
Élu : Max Brisson, RPR, c.r., c.m. de Biarritz, 1 839.
Michel Vennac, UDF-FD, adj. m. de Biarritz, 1 290.
André Labéguerie, PS, c.m. de Biarritz, 1 250.
Armand Soury, RPR, n.s.r.p.

Jurançon
Réélu : Jean-Pierre Létis, UDF-DL, m. de Gan, 4 200.
Louis Lucchini, PS, adj. m. de Pau, 4 097.

Laruns
Réélu : Jean Baylucq, PS, m. de Bielle, 1 366.
Jean-Pierre Casadebaig, div. d. sou. UDF, 1 243.

Lembeye
Élu : Michel Chantre, PS, m. de Stroucoube, 1 766.
Jean-Louis Loustan, div. d. sou. RPR-UDF, 1 460.
Jean Etchebest, div. d., s'est retiré.
René Pébernard, app. RPR, n.s.r.p.

Lescar
Élu : Christiane Mariette, PS, 6 006.
René Clavierie, UDF-FD, s., m. de Lescar, 5 292.

Navarrenx
Réélu : Jacques Pédehorant, div. d. sou. UDF, m. de Laas, 1 874.
Louis Costemalle, RPR, m. de Gurs, 1 544.
Jean Bancau, div. d., s'est retiré.

Nay-Bourdettes-Est
Élu : Isabelle Lathelize, div. d. sou. RPR-UDF, 4 187.
Pierre Lavigne du Cadet, PS, s., m. de Bénégasq, 2 041.

Oloron-Sainte-Marie-Est
Réélu : Bertrand Loutalot-Forest, div. d. sou. RPR-UDF, 2 955.
Raymond Dieste, PS, m. d'Oloron, 2 940.
Jean-Louis Demay, PC, s'est retiré.

Pau-Centre
Élu : Josy Poueyto, PS, adj. m. de Pau, 3 888.
Jean-Pierre Caye, app. UDF, s., c.m. de Pau, 2 579.

Pau-Nord
Élu : André Duchateau, PS, c.m. de Pau, 3 152.
Gaston Prien, RPR, s., c.m. de Pau, 2 531.

Pau-Ouest
Réélu : Jean Gougat, RPR, c.r., 2 913.
Pierre Ruscassie, PS, 2 406.

Saint-Jean-Pied-de-Port
Réélu : Michel Inchauspé, RPR, a.m., d., 2 088.
François Maïta, PS, c.r., m. d'Espouire, 1 503.
Polo Iralou, nat., s'est retiré.

AUVERGNE

ALLIER (18)

1^{er} tour : 5 élus
(1 PC, 1 PS, 1 UDF-FD, 2 div. d.)
En gagnant quatre sièges, dont trois pour le PC, la gauche a largement confirmé le résultat du premier tour. Avec vingt élus, elle prend très nettement le pas sur l'Union républicaine pour le Bourbonnais (URB, quinze élus). Ce groupe composé essentiellement de divers droite détenait, depuis 1982, le conseil général présidé par Gérard Dériot (div. d.), réélu à Clerly. La gauche réalise un sans-faute. Tout d'abord, elle s'impose à Cusset-Sud où le député Gérard Charasse (PRG) était seul en lice, ainsi qu'à Moulon-Ouest avec l'élection de Jean-Claude Micourand (PC), successeur désigné de Pierre Goldberg à la mairie de Moulon. Le PC a créé la surprise en gagnant deux cantons ruraux, ceux d'Hérisson, et surtout celui de Souvigny où son jeune candidat, Jean-Paul Dufrenoy, s'impose avec plus de 56 % des voix contre le sortant et maire du chef-lieu, Georges Fleury, président départemental de Force démocrate. Largement majoritaire avec vingt sièges, dont douze pour le PC, la gauche va se donner un président communiste qui devrait être Jean-Claude Mèral, conseiller général de Moulon-Sud et leader du groupe communiste au conseil régional d'Auvergne.

NOUVEAU CONSEIL : 12 PC, 6 PS, 2 PRG, 3 UDF, 2 RPR, 1 div. d. CONSEIL SORTANT : 9 PC, 6 PS, 1 PRG, 5 UDF, 3 RPR, 11 div. d. (prés. : Gérard Dériot, div. d., m. de Clerly).

Chantelle
Réélu : Robert Jouannin, div. d., 1 471.
André Bidand, UDF-rad., adj. m. de Chantelle, 1 081.
Robert Lhomme, PC, s'est retiré.

Cusset-Nord
Réélu : René Bardet, PC, c.m. de Cusset, 2 861.
Frédéric Aguilera, RPR, adj. m. de Cusset, 2 327.
Jean-Yves Chepa, PS, c.m. de Cusset, s'est retiré.

Cusset-Sud
Élu : Gérard Charasse, PRG, d., m. du Verret, 3 228.
Jean Moran, PC, m. de Saint-Vorre, s'est retiré.
René Copet, div. d., n.s.r.p.

Domérat-Montagnon-Nord-Ouest
Réélu : Jean Desgranges, PC, m. de Domérat, 3 164.
Gérard Gauhier, div. d., c.m. de Domérat, 1 434.
Marc Maillet, PS, adj. m. de Domérat, s'est retiré.

Dompierre-sur-Besbre
Réélu : François Cokombert, PS, d., m. de Dompierre-sur-Besbre, 2 564.
Christian Labille, div. d., m. de Diois, 1 524.

Estourles
Réélu : Jean-Jacques Rozier, div. d., 4 201.
Jean-Michel Guere, PS, c.r., c.m. de Bellevue-sur-Allier, 3 730.

Hérisson
Élu : Daniel Roussel, PC, m. de Cosse d'Allier, 2 473.
Bernard Faureau, div. d., m. d'Hérisson.
Gérard Clapola, PS, m. de Nassigny, s'est retiré.
Guy Laboisie, div. d., adj. m. de Sauvigny, n.s.r.p.

Jaligny-sur-Besbre
Réélu : Marcel Acharand, PS, m. de Jaligny-sur-Besbre, 1 455.
Florence Péard, div. d., m. de Sorbier, 827.

Le Montet
Réélu : Yves Simon, div. d., m. de Meillard, 1 505.
Michel Berthomier, PC, m. de Trouget, 1 371.
Joël Gautier, div. g. sou. PS, s'est retiré.

Moulon-Ouest
Élu : Jean-Claude Micourand, PC, adj. m. de Moulon, 2 925.
Claude André, div. d., m. de Prémilhat, 2 073.
Bernard Pozzoli, PS, adj. m. de Moulon, s'est retiré.
Henri Michard, RPR, n.s.r.p.

Moulins-Ouest
Réélu : René Charette, PS, m. d'Awenmes, 3 242.
Jean Gbedira, RPR, adj. m. de Moulins, 2 888.

Souvigny
Élu : Jean-Paul Dufrenoy, PC, m. de Saint-Menoux, 1 974.
Georges Fleury, UDF-FD, s., m. de Souvigny, 1 512.

Vichy-Sud
Réélu : Georges Fréastre, UDF-AD, c.m. de Vichy, 2 131.
André Leca, PS, c.m. de Vichy, 1 584.



CANTAL (14)

1^{er} tour : 7 élus
(1 UDF-rad., 1 UDF-FD, 1 UDF, 3 RPR, 1 div. d.)
Pas de surprise dans le Cantal : l'entente UDF-RPR garde une large majorité de dix-sept sièges sur vingt-sept, sans compter les quatre élus divers-droite qui devraient lui apporter leur soutien. Certes, Marcel Vermole (RPR) a été battu par Michel Lehours (div. g., soutenu par le PS) à Saint-Cernin, mais à Maurs, le fauteuil du sortant communiste qui ne se représentait pas est revenu à François Vermande (RPR). Sur le seul canton renouvelable d'Aurillac, Alain Calmette (PS) a facilement investi le siège laissé libre par René Souchon. La majorité départementale va maintenant devoir être un président. Si le président sortant Roger Besse (RPR) n'a pas annoncé officiellement son retrait, nombreux sont, dans son camp, ceux qui se sont déclarés prêts à lui succéder.

NOUVEAU CONSEIL : 13 PS, 1 PRG, 2 div. g., 3 UDF, 14 RPR, 4 div. d. CONSEIL SORTANT : 1 PC, 3 PS, 1 PRG, 1 div. g., 4 UDF, 15 RPR, 2 div. d. (prés. : Roger Besse, RPR, s.c., m. d'Ysère).

Aurillac-1
Élu : Alain Calmette, PS, c.m. d'Aurillac, 2 006.
Georges Brandt, RPR, 1 409.
René Souchon, PS, adj. m. d'Aurillac, n.s.r.p.

Chaudes-Algues
Réélu : Pierre Brousse, RPR, m. de Chaudes-Algues, 917.
Vital Gendré, div. d., m. de Deux-Verges, 562.
Christian Lamat, PS, s'est retiré.
Jean-Claude Bard, div. d., s'est retiré.

Condat
Réélu : Jean-Claude Walchil, RPR, 795.
Germain Montel, RPR diss., 737.
René Dief, div., 508.

Maursac
Élu : Gérard Leymonde, div. d., 2 311.
Christian Raymond, div. d. sou. RPR-UDF, s., m. de Chalignac, 1 699.

Maurs
Élu : François Vermande, RPR, 2 296.
Maurice Vistnoni, div. g. sou. PS, m. de Maurs, 2 003.
Yves Serjies, div. d., s'est retiré.
Jean Cipiera, PC, m. de Leyghat, n.s.r.p.

Saint-Cernin
Élu : Michel Lehours, div. g. sou. PS, m. de Saint-Cernin, 992.
Marcel Vermole, RPR, s., m. de Saint-Milde, 756.

Saint-Flour-Nord
Élu : Henry Barthélémy, div. d., c.m. de Saint-Flour, 1 709.
Alain Grefeuille, div. d., m. de Roffial, 1 320.
Jean-Baptiste Meyroneim, PS, c.m. de Saint-Flour, 759.
Bernard Chambarn, RPR, m. de Talizat, s'est retiré.
Michel Soy, RPR, adj. m. de Saint-Flour, n.s.r.p.

HAUTE-LOIRE (17 + (1))

1^{er} tour : 8 élus
(3 UDF-FD, 1 UDF-DL, 1 RPR, 3 div. d.)
La droite détenait la totalité des dix-huit sièges remis en jeu à l'occasion de ce scrutin. Le 15 mars, elle avait réussi un bon premier tour : huit élus sur huit. Mais au second tour elle a dû céder cinq sièges sur les dix encore à pourvoir. La perte des deux cantons du Puy ainsi que celle de Saint-Julien-Chapteuil et d'Auzon était inscrite dans les chiffres du premier tour, le rapport droite-gauche étant favorable à celle-ci. Dans ces quatre cantons, l'inconnue était le FN qui ne semble pas avoir influé sur le résultat. La surprise est venue de Blesle où la droite, nettement majoritaire au premier tour, est battue. En dépit de ce réajustement, le chef de Jacques Barrot (UDF-FD), président sortant du conseil général, reste très largement acquis à la droite.

NOUVEAU CONSEIL : 7 PS, 1 div. g., 13 UDF, 3 RPR, 11 div. d. CONSEIL SORTANT : 3 PS, 18 UDF, 3 RPR, 11 div. d. (prés. : Jacques Barrot, UDF-FD, a. min., d., m. d'Yssingeaux).

Auzon
Élu : Gabriel Gay, PS, m. de Sainte-Florence, 2 153.
Roland Rivière, UDF-DL, s., m. de Saint-Hilaire, 2 120.

Blesle
Élu : René Aubijoux, PS, m. de Léotring, 665.
Alain Berchelet de Foucaud, div. d., s., 568.
Pierre Chappal, UDF-rad., c.m. de Blesle, s'est retiré.

Brioude-Nord
Réélu : Jean-Jacques Fancher, div. d., m. de Brioude, 1 693.
Jean-Noël Libérier, PS, c.m. de Brioude, 1 651.

Monistrol-sur-Loire
Réélu : Guy Granger, div. d., m. de Monistrol-sur-Loire, 2 589.
Robert Valour, PS, c.m. de Monistrol-sur-Loire, 1 538.

Pradelles
Élu : Guy Hilaire, div. d., m. de Barges, 1 076.
Jean-Louis Reynaud, div. d., adj. m. de Landos, 408.
Henri Masclaus, div. g., 324.
Alain Forestier, div. c.m. de Landos, 293.
Jean Allègre, UDF, n.s.r.p.

Le Puy-Est
Élu : Jean-Claude Ferret, PS, m. de Brives-Charensac, 2 292.
Jean-Jacques Bringsold, UDF-FD, s., c.m. de Brives-Charensac, 1 767.
Jacques Chamdes, div. g., m. de Blavoay, s'est retiré.

Le Puy-Ouest
Élu : André Roure, PS, m. d'Espaly-Saint-Marcel, 1 329.
Jacques Volle, UDF-FD, c.m. d'Espaly-Saint-Marcel, 1 259.
Pierre Accossard, UDF-FD, c.m. d'Espaly-Saint-Marcel, n.s.r.p.

Saint-Didier-en-Velay
Élu : Michel Driot, div. d., m. de Saint-Didier-en-Velay, 2 477.
Paul Souvignat, PS, 2 265.
Olivier Cicolati, div. d., m. de Saint-Romain-Lachaux, s'est retiré.
Régis Ploton, div. d., s.c., n.s.r.p.

Saint-Julien-Chapteuil
Élu : André Rayevy, div. g., m. de Saint-Julien-Chapteuil, 1 913.
Jean Roche, UDF-FD, s., adj. m. du Puy-en-Velay, 1 180.
Gustave Allard, rég., m. de Saint-Hosien, s'est retiré.
Jean-Paul Thivel, PS, m. de Lamrillac, s'est retiré.

Saugues
Réélu : Georges Villalend, UDF-FD, 1 408.
André Gibert, div. d., m. de Ventenges, 1 107.
Bernard Coufort, div. d., 382.

PUY-DE-DÔME (30)

1^{er} tour : 4 élus
(1 PC, 1 PS, 1 UDF, 1 div. d.)
La gauche a pris sa revanche. Le 15 mars, elle son score médiocre dans le Puy-de-Dôme qui l'avait privée de la victoire aux régionales. Le deuxième tour des cantonales lui permet de reconquérir huit la main (quarante et un élus sur soixante et un sièges) le conseil général d'un département qui fut l'un de ses fiefs historiques, avant de basculer à droite en 1992. La gauche l'emporte partout où elle était majoritaire au soir du premier tour, mais aussi dans trois cantons où la droite semblait en bonne position (Champagnat-Saxillanges et Pont-du-Château). C'est le PS qui est le grand gagnant de ce scrutin. Avec un gain de dix sièges au total, il obtient la majorité absolue du conseil général (trente-trois élus) et l'emporte notamment dans trois des quatre cantons renouvelables de Clermont-Ferrand. Le PC gagne un siège supplémentaire et le MDC en obtient un pour la première fois. Le grand perdant est l'UDF, qui perd douze sièges sur dix-neuf renouvelables : parmi eux, Démocratie libérale ne conserve que dix élus sur neuf sortants. Reste à la gauche à élire un président : Pierre-Joël Bonte, maire de Riom, paraît en bonne place, à moins que l'ancien ministre Michel Charasse ne brigue ce fauteuil.

NOUVEAU CONSEIL : 3 PC, 1 MDC, 39 PS, 4 div. g., 14 UDF, 3 RPR, 3 div. d. CONSEIL SORTANT : 2 PC, 23 PS, 4 div. g., 25 UDF, 4 RPR, 2 div. d. (prés. : Georges Chometon, UDF-FD, m. de Saint-Bonnet-le-Château).

Ambert
Réélu : Georges Chanoine, UDF-DL, 2 762.
Michel Dajour, PS, adj. m. d'Ambert, 1 938.
Jacquie Douarre, PC, s'est retiré.

Beaumont
Élu : Alain Brochet, PS, m. de Ceyral, 4 716.
Alain Dumeil, UDF-DL, s., m. de Beaumont, 3 290.

Billom
Élu : Pierre Guillon, PS, c.m. de Billom, 2 062.
Jean-Louis Pradier, UDF-DL, s., m. de Pérignat-sur-Allier, 2 028.
René Montagner, PC, m. d'Église-neuve-près-Billom, s'est retiré.

Boury-Lastic
Réélu : Armand Blanchet, UDF-DL, c.m. de Messeix, 1 343.
Gilles Battut, PS, m. de Messeix, 1 222.

Champeix
Élu : Luc Thier, PS, m. de Tourzel-Roziers, 1 467.
Guy Chauvet, UDF-DL, s., m. de Ludesse, 1 466.

Clermont-Ferrand-Nord-Ouest
Élu : Michèle André, PS, a.m., c.r., 2 775.
Francine Pariente, RPR, c.m. de Clermont-Ferrand, 2 226.
Michel Cornil, UDF, n.s.r.p.

Clermont-Ferrand-Ouest
Élu : Jean-Yves Gouttebel, PS, adj. m. de Clermont-Ferrand, 1 578.
Michel Pery, RPR, s., c.m. de Clermont-Ferrand, 996.

Clermont-Ferrand-Sud
Réélu : Jean Maisonnat, PS, c.m. de Clermont-Ferrand, 2 489.
Olivier Chapellet, UDF, 1 133.

Clermont-Ferrand-Sud-Ouest
Réélu : Claudine Lafaye, UDF-FD, 2 711.
Alain Bardot, PS, c.m. de Clermont-Ferrand, 2 013.

Combronde
Élu : Bernard Favodon, MDC, adj. m. de Saint-Hilaire-la-Croix, 1 853.
Yvan Delaspre, UDF-DL, s., m. de Combronde, 1 407.
Alain Spina, PS, c.m. de Combronde, s'est retiré.
Lionel Peynet, div. g., s'est retiré.

Cournon-d'Auvergne
Élu : Bertrand Pasciuto, PS, adj. m. de Cournon-d'Auvergne, 3 614.
Henri Javion, RPR, c.m. de Cournon-d'Auvergne, 3 146.
Catherine Guy-Quint, PS, m. de Cournon-d'Auvergne, n.s.r.p.

Cunhat
Élu : Henri Rigal, PS, m. de Cunhat, 722.
Bernard Bruhat, div. d., c.m. de Cunhat, 549.
André Partier, PC, adj. m. de Cunhat, s'est retiré.
Jacques Motin, UDF, n.s.r.p.

Issoire
Réélu : Pierre Pascalon, RPR, m. d'Issoire, 4 414.
Joël Mallet, PS, c.m. d'Issoire, 3 755.

Lezoux
Réélu : Marie-Gabrielle Gaguadre, UDF-FD, m. de Lezoux, 2 967.
Monique Bosloup-Rougier, PS, m. de Lempsy, 2 266.

Manzat
Réélu : André Neyrat, PS, m. de Audzès-les-Comps, 2 309.
Christian Marchal, div. d., m. de Charbonnières-les-Varennes, 2 172.

Montaigut
Réélu : Michel Duval, UDF, m. de Saint-Eloy-les-Mines, 2 499.
Pierre Duffay Ray, PS, adj. m. de Youx, 2 397.
Jean Chignier, PC, c.m. de Saint-Eloy-les-Mines, s'est retiré.

Pont-du-Château
Élu : Gérard Betzenfeld, PS, c.m. de Lempdes, 4 209.
Michel Cartaud, UDF-DL, s., m. de Pont-du-Château, 3 511.
Jean-Pierre Georget, div. d., m. de Lempdes, s'est retiré.

Riom-Est
Réélu : Claude Liebertman, UDF-FD, c.m. de Riom, 3 456.
Jean-Claude Zicola, PS, adj. m. de Riom, 3 292.
Marc Guolino, div. d., s'est retiré.

Saint-Germain-l'Herm
Réélu : Georges Chometon, UDF-FD, c.r., c.m. de Saint-Bonnet-le-Château, 854.
Dominique Grou, div. g., 777.
Nicole Faye, PS, c.m. de Saint-Germain-l'Herm, s'est retiré.

Saint-Gervais-d'Auvergne
Élu : Michel Girard, PC, adj. m. de Saint-Gervais-d'Auvergne, 1 445.
Lucien Gauvin, UDF-DL, s., 1 436.
Jean Bont, PS, m. de Saint-Gervais-d'Auvergne, s'est retiré.

Saint-Rémy-sur-Durole
Réélu : Jean-Jacques Bournel, PS, m. de Saint-Rémy-sur-Durole, 2 568.
Louis Guédou, UDF-DL, c.m. d'Arconsat, 1 499.

Saulzanges
Élu : Bernard Sauvaud, PS, m. de Saulzanges, 1 879.
Jean-Marc Lecocq, RPR, m. de Sugères, 1 194.
Robert Pastrol, div. d., m. de Vernet-la-Varenne, s'est retiré.
André Brugère, PS, n.s.r.p.

Thiers
Élu : Armie Chevaldom, PS, adj. m. de Thiers, 3 156.
Jean-Marc Charoitte, UDF, s., c.m. de Thiers, 2 263.

La Tour-d'Auvergne
Élu : François Marion, div. d., m. de Saint-Donat, 1 097.
Gérard Marion, div. g., 1 080.
René Moyet, PS, m. de La Tour-d'Auvergne, s'est retiré.
Henri Boyer, UDF, m. de Tréhouille-Saint-Loup, n.s.r.p.

Veyre-Monton
Élu : Jean-Pierre Decombas, PS, m. des Matres-de-Veyre, 5 087.
Pierre Chabrilat, UDF-DL, s., c.m. de Veyre-Monton, 3 900.

Vic-le-Comte
Élu : Roland Blanchet, PS, c.m. de Vic-le-Comte, 2 936.
Roger Blanc, UDF-AD, s., m. de Vic-le-Comte, 2 528.

Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS au sommaire du mois de mars

Le modèle anglo-saxon existe-t-il ?

Les pouvoirs locaux en France

Tous les nouveaux élus

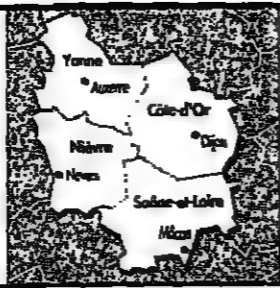
Le Guide du Pouvoir

Conseillers régionaux et généraux, parlementaires, cabinets ministériels...

Organigrammes, biographies et photos
12e édition (3 volumes) 990 fr. no

Éditions Jean-François Cornil
Tél. 01 42 46 53 10

BOURGOGNE



CÔTE-D'OR (21)

1er tour : 6 élus (2 div. g., 1 UDF-DL, 2 RPR, 1 div. d.)

Louis de Broissia, président sortant (RPR) du conseil général de Côte-d'Or, est assuré de retrouver son fauteuil. Le rapport de force droite-gauche est largement favorable à la majorité départementale avec treize sièges d'écart. Avec désormais quinze conseillers généraux, la gauche « plurielle » progresse d'un siège mais elle reste encore loin de menacer la droite qui en garde vingt-trois.

L'électorat de gauche s'est fortement mobilisé au second tour, permettant notamment l'élection, dans le canton de Dijon-5, de François Rebsamen, porte-parole de la gauche « plurielle » pour les élections régionales. M. Rebsamen l'emporte ainsi contre un adjoint RPR au maire de Dijon, Robert Poulade. Dans la ville industrielle de Montbard, où le sortant RPR ne se représentait pas, le PRG Robert Grimpert reprend un canton longtemps détenu par la gauche. En revanche, à Pontallier-sur-Saône, le sortant divers-gauche, qui ne se représentait pas, n'a pu faire élire le candidat de la gauche. Le Front national, qui se maintenait dans trois cantons, ne fait pas le plein de ses voix au premier tour, à l'exception du canton d'Auxonne, où la candidate d'extrême-droite affrontait un RPR.

NOUVEAU CONSEIL : 1 PC, 9 PS, 3 PRG, 2 div. g., 7 UDF, 16 RPR, 5 div. d. CONSEIL SORTANT : 1 MDC, 7 PS, 2 PRG, 4 div. g., 3 UDF-DL, 18 RPR, 8 div. d. (prés. : Louis de Broissia, RPR, d.).

Auxonne Réélu : Camille Deschamps, RPR, m. d'Auxonne, 2 998. Liliane Florais, FN, 1 052.

Beaune-Nord Réélu : Lucien Jacob, RPR, m. d'Échevroune, 3 196. Laurent Pierre, PS, 1 640.

Dijon-4 Réélu : Roland Carraz, MDC, d., m. de Chenôve, 3 390. Charles Cavin, FN, c.r., m. de Chenôve, 1 587.

Dijon-5

Élu : François Rebsamen, PS, c.r., m. de Dijon, 3 817. Pierre Barbier, RPR, s., adj. m. de Dijon, 3 592.

Dijon-6 Réélu : Jacques Guérin, RPR, adj. m. de Dijon, 3 640. Christine Seva, PS, 2 387.

Fontaine-les-Dijon Réélu : Henri Revol, UDF-DL, sén. m. de Messigny-et-Vantoux, 5 593. Jacques Fouillot, PS, m. de Plombières-les-Dijon, 4 603.

Gevey-Chambertin Réélu : Jean-Claude Robert, PS, m. de Gevey-Chambertin, 3 029. Jean-Louis Le Grand, RPR, m. de Noirois-sous-Gevey, 2 405.

Is-sur-Tille Réélu : Henri Constant, RPR, c.m. d'Is-sur-Tille, 2 473. Michel Maillot, PS, m. d'Is-sur-Tille, 1 854.

Mirebeau Réélu : Louis Broissia de, RPR, d., pr. c.g., c.m. de Blagny-sur-Vingeanne, 1 873. Jean-Pierre Vignier, PS, 1 289.

Montbard Réélu : Robert Grimpert, PRG, m. de Moutiers-saint-Jean, 2 402. Jean-Michel Balet, UDF, adj. m. de Montbard, 2 194. Robert Fourgeux, PC, c.m. de Montbard, s'est retiré. Michel Protte, RPR, c.r., m. de Montbard, n.s.r.p.

Montigny-sur-Aube Réélu : Philippe Chardon, UDF-DL, m. de Montigny-sur-Aube, 763. Georges Morin, div. d., adj. m. de Briancourt-sur-Ouche, 503.

Nuits-Saint-Georges Réélu : Jean Clerc, div. d., 2 557. Madeleine Leroy, PS, c.m. de Nuits-Saint-Georges, 2 533.

Pontallier-sur-Saône Réélu : Joël Abbey, div. d. sou. RPR-UDF, adj. m. de Pontallier, 2 027. Jean-Marie Maurice, PS, 1 081. André Petitjean, RPR, m. de Talmy, s'est retiré. Henri Dumas, div. g., m. de Pontallier, n.s.r.p.

Saint-Jean-de-Loise Réélu : Daniel Freitag, PS, 2 157. Michel Balme, RPR, adj. m. de Brazey-en-Plaine, 1 162. Gérard Chapuis, FN, 838.

Selongey Réélu : Paul Taillandier, UDF-DL, m. de Selongey, 990. Dominique Duchamp, PS, c.m. de Selongey, 943.

NIÈVRE (16)

1er tour : 6 élus (2 PS, 4 div. d.)

Le Parti socialiste est le grand gagnant de cette élection. Il conforte sa majorité en comptant désormais vingt et un conseillers généraux, soit trois de plus qu'en 1992. Ce succès s'est partiellement fait au détriment du Parti communiste qui a abandonné à Daniel Barbier (PS) le canton de La Machine, l'un des trois qu'il possédait. L'opposition perd deux sièges de conseillers généraux. Une seule femme, Bernadette Larivé (RPR), siègera au sein de la nouvelle assemblée comme deux précédemment.

NOUVEAU CONSEIL : 2 PC, 21 PS, 1 UDF, 2 RPR, 6 div. d. CONSEIL SORTANT : 3 PC, 18 PS, 1 UDF, 3 RPR, 6 div. d., 1 div. (prés. : Bernard Barbin, PS, m. de Chamey).

La Charité-sur-Loire Réélu : Constantin Rodriguez, PS, 2 594. Yannick Lardere, RPR, s., c.m. de La Charité-sur-Loire, 1 915. Fabienne Dubreton, PC, s'est retirée.

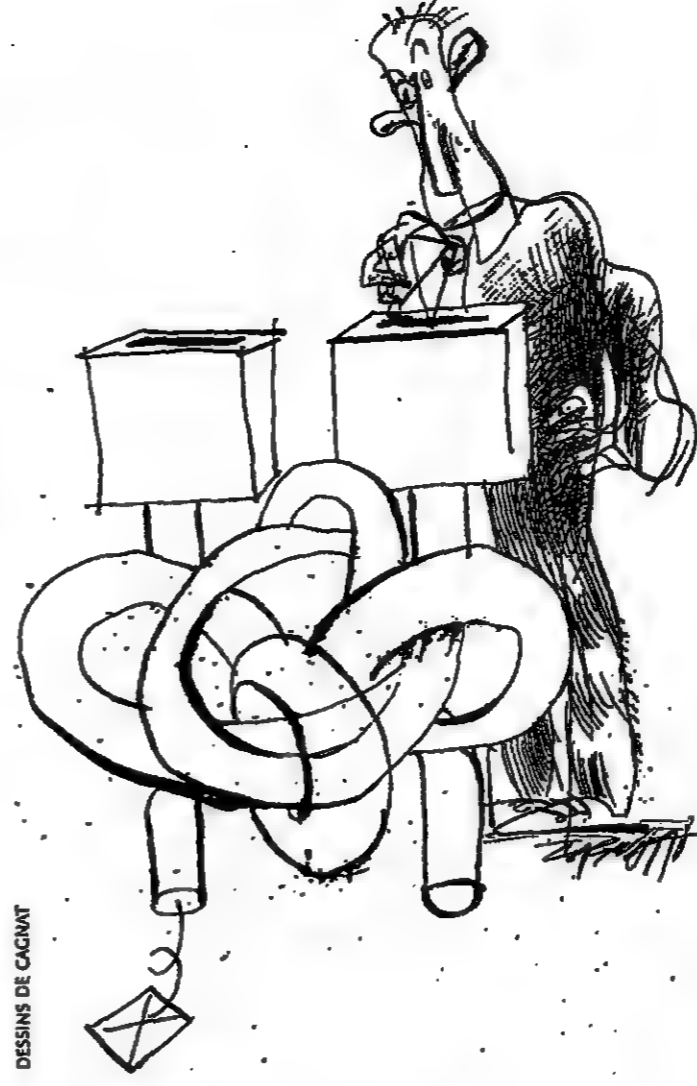
Dorhan Réélu : François Perrot, PS, m. de Decize, 2 009. Caroline Devin, RPR, 1 328. Jean-Noël Le Brus, MDC, c.m. de Decize, s'est retiré.

Fours Réélu : Gérard Geny, PS, m. de Cercy-la-Tour, 1 289. Jean-Claude Volaine, div. g., 1 183.

La Machine Réélu : Daniel Barbier, PS, m. de Thiange, 1 824. Noël Fumat, PC, c.m. de La Machine, s'est retiré. Françoise Lavigne, PC, n.s.r.p.

Montsauche-les-Settons Réélu : Patrice Joly, PS, m. d'Ouroux-en-Morvan, 1 270. Lionel Thénault, div. g., m. de Montsauche-les-Settons, 990. Guy Sarrazin, PC, s'est retiré.

Nevers-Est Réélu : Marcel Charmant, PS, sén., m. de Saint-Aubin-les-Forges, 2 052. Jean-Marc Bily, FN, 708.



DESSIN DE CACAVAT

Nevers-Nord

Réélu : Jean-Pierre Harris, PS, adj. m. de Nevers, 2 890. Guy Tizon, UDF-FD, c.m. de Nevers, 1 528.

Nevers-Sud Réélu : Jean-Claude Boulter, PS, adj. m. de Nevers, 2 890. Daniel Rostein, RPR, s., c.m. de Nevers, 1 887. Louis-François Martin, div. g., m. de Marzy, 1 312.

Prémery Réélu : Jacques Legrain, div. g. sou. PS, 1 125. Léonard Jalliot, div. d., 961. Jean-Claude Lebrun, PC, s'est retiré. Paul Cuharut, RPR, c.r., m. de Prémery, n.s.r.p.

Saint-Sauve Réélu : Bernadette Larivé, RPR, 988. Michel Bertin, PS, 760. Sylvain Lopinto, div. g., m. de Saint-Sauve, s'est retiré. Georges Berthier, PS, n.s.r.p.

SAÔNE-ET-LOIRE (28)

1er tour : 11 élus (1 PS, 2 PRG, 1 UDF-rad., 4 UDF-DL, 1 app. UDF, 2 RPR)

Avec trente-deux conseillers généraux, la droite, et en son sein, l'UDF, reste largement majoritaire. La gauche espérait pourtant, à la lumière des dernières législatives, gagner au moins cinq cantons. Elle n'en a eu que trois et perd celui de Digoin. A Chalon-Nord, le socialiste Christophe Sirugue l'emporte avec 59,05 % des exprimés sur le candidat RPR, Serge Sené. Ce dernier n'a pas mobilisé sur son nom les abstentionnistes, il bénéficie d'un report des voix du Front national qui avait fait plus de 18 % des voix au premier tour. Désormais, dans cette ville de droite, trois cantons sur quatre sont à gauche. La Guiche et Montceau-les-Mines-Nord basculent également. A Digoin, en revanche, dans la foulée de son élection à la mairie en 1995, Maxime Castagna détrône le conseiller général socialiste sortant Gérard Bossu. Le bassin minier et l'Autunois connaissent leur usage à gauche qui s'était manifesté lors des dernières élections législatives. Notons encore que dans douze cantons sur vingt-sept, le Front national n'avait présenté aucun candidat.

NOUVEAU CONSEIL : 2 PC, 17 PS, 3 PRG, 3 div. g., 18 UDF, 8 RPR, 6 div. d. CONSEIL SORTANT : 2 PC, 18 PS, 3 PRG, 19 UDF, 10 RPR, 5 div. d. (prés. : René Beaumont, UDF-DL, m. de Varennes-Saint-Sauveur).

Autun-Nord Réélu : Didier Marinier, PS, m. d'Autun, 3 323. Bernard Morot-Gandry, UDF-rad., 1 944. Claude Chermant, div. g., c.m. d'Autun, s'est retiré.

Beaurepaire-en-Bresse Réélu : Philippe Routhier, UDF-DL, m. de Savigny-en-Revenmont, 1 117. Paul Colas, div. g. sou. PS, m. de Sagy, 965. Jean Perrin, div. d., m. de Sallennard, s'est retiré.

Chalon-sur-Saône-Nord Réélu : Christophe Sirugue, PS, c.m. de Chalon-sur-Saône, 3 569. Serge Sené, RPR, s., c.m. de Chalon-sur-Saône, 2 475.

Chalon-sur-Saône-Sud Réélu : Fernand Renault, PS, adj. m. de Saint-Rémy, 4 833. Yves Lebaubeur, div. d. sou. RPR-UDF, m. d'Épervaux, 3 112. Roger Lebaron, PS, m. de Saint-Marcel, n.s.r.p.

Cluny

Réélu : Robert Rolland, UDF-DL, m. de Cluny, 2 270. François Bonnetain, PS, 2 071. Guy Belot, PC, c.m. de Cluny, s'est retiré.

Digoin Réélu : Maxime Castagna, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Digoin, 2 531. Gérard Bossu, PS, s., c.m. de Digoin, 2 454.

Epinac Réélu : Jean-François Nicolas, PS, m. d'Epinac, 1 276. Patrick Defontaine, UDF-FD, 1 243.

Givry Réélu : Pierre Voackic, div. d., m. de Saint-Martin-sous-Montaigu, 1 333. Christian Wagener, RPR, m. de Dracy-le-Fort, 1 302. Jean-Marie Morlet, div. d. sou. UDF, adj. m. de Givry, 980. Maurice Jullot, UDF-DL, m. de Mercuray, n.s.r.p.

La Guiche Réélu : Daniel Decerle, PS, m. de Chevagny-sur-Cuge, 948. Etienne Richard, div. d., m. de Joncy, 857. Christian Bonnot, div. d., m. de La Guiche, s'est retiré. Armand Aubogey, div. d., n.s.r.p.

Lucenay-l'Évêque Réélu : Michel Desserenne, div. g., m. de Roussillon-en-Morvan, 1 156. Frédéric Bellet, RPR, adj. m. de La Petite-Verrerie, 837. Françoise Guibourg, PS, m. de La Celle-en-Morvan, s'est retirée. Lucien Naudin, PS, m. de Cordesse, n.s.r.p.

Lagny Réélu : Gilbert Morand, PS, m. de Chessy, 1 775. Marc Jousseau, RPR, adj. m. de Viré, 1 451. Daniel Cony, PC, c.m. de Lagny, s'est retiré.

Mâcon-Sud Réélu : Roger Courcier, RPR, 2 414. André Prost, PS, c.m. de Mâcon, 1 554.

Montceau-les-Mines-Nord Réélu : Alice Besseyrias, div. g. sou. PS, adj. m. de Montceau-les-Mines, 3 207. Antoine André, RPR, 2 786. Michel Thomas, RPR, n.s.r.p.

Paray-le-Monial Réélu : Marcel-Alain Drapier, UDF-DL, adj. m. de Paray-le-Monial, 3 109. Patrick Boissard, PS, c.m. de Paray-le-Monial, 2 496.

Saint-Germain-du-Bois Réélu : François Moreau, UDF-DL, m. de Serley, 1 827. Jean-Luc Veruay, PS, m. de Mervans, 1 681.

Saint-Germain-du-Plais Réélu : Jean Vialat, div. d. sou. RPR-UDF, m. d'Ouroux-sur-Saône, 1 749. Alain Doulé, PS, c.m. de Saint-Germain-du-Plais, 1 218. Michel Guéfin, div. d., s'est retiré.

Semur-en-Brionnais Réélu : Jean-Claude Fraissé, div. d., 1 370. Michel Vivier, div. d. sou. RPR-UDF, s., m. d'Iguérande, 968. François Bociak, div. g. sou. PS, m. de Semur-en-Brionnais, s'est retiré.

YONNE (22)

1er tour : 8 élus (1 PS, 3 RPR, 4 div. d.)

La droite reste largement majoritaire. La gauche se maintient à huit sièges, soit la représentation exacte de 1992. Elle perd le canton de Seignelay, où l'écologiste Jean-Michel Delagrange, l'emporte sur le candidat socialiste. Elle gagne, en revanche, celui d'Auxerre-Sud aux dépens du RPR. La plupart des conseillers généraux sortants de la majorité départementale ont été réélus, mais leur victoire s'est souvent jouée à un fil. En effet, si les reports de voix se sont bien effectués à gauche, il n'en a pas été de même à droite. Un grand nombre d'électeurs du RPR et de l'UDF n'ont, semble-t-il, guère apprécié la stratégie de la droite kauniste face au Front national. Au lendemain du premier tour, le retrait « forcé » d'Yves Capdevielle, candidat divers droite, arrivé en seconde position, dans le canton de Sens-Sud-Est, laissait face à face un communiste et un frontiste. A Pont-sur-Yonne, le candidat FN se retirait et laissait Guy Languiat, RPR, affronter seul un socialiste. Cette tactique a entraîné une forte mobilisation de l'électorat de gauche dans le Sennonais. Alain Ladrangé (PC) a été élu à Sens-Sud-Est et Christian Brière (PS) à Pont-sur-Yonne.

NOUVEAU CONSEIL : 3 PC, 5 PS, 4 div., 14 UDF, 5 RPR, 11 div. d. CONSEIL SORTANT : 3 PC, 5 PS, 16 UDF, 7 RPR, 11 div. d. (prés. : Henri de Rancourt, UDF-DL, sén. m. de Saint-Vaast).

Auxerre-Est Réélu : Serge Franchis, UDF-PPDF, sén. adj. m. d'Auxerre, 2 383. Denis Troester, PS, 1 683.

Auxerre-Nord Réélu : Robert Bideau, div. d., m. de Montceau, 1 859. Jacques Hojo, PS, c.m. d'Auxerre, 1 618. Gérard Delille, UDF-DL, m. de Charrey, s'est retiré. Jean Baboy, UDF-DL, n.s.r.p.

Auxerre-Sud Réélu : Monique Hadrbolec, PS, c.m. d'Auxerre, 2 048. Marie-France Jeanson, RPR, s., adj. m. d'Auxerre, 1 826.

Avallon Réélu : Pascal Germain, div. d., m. d'Annéot, 2 183. Jean-Yves Caudin, PS, 2 102. Yves Van Haecke, RPR, m. d'Avallon, n.s.r.p.

Cerciers Réélu : Hubert Kaebler, UDF-DL, 743. Jean-Luc Baze, UDF, m. de Cerciers, 410. Daniel Gros, div. d., m. d'Arcey, 342.

Coulanges-la-Vineuse Réélu : Jean-Noël Louy, UDF-DL, m. de Val-de-Mercy, 1 375. Paul Girard, PS, c.m. d'Escalives-Sainte-Camille, 1 208.

Courson-les-Carrrières Réélu : Jacques Balout, div. d., 755. Jean-Claude Denis, UDF, m. de Courson-les-Carrrières, 717. Gilbert Plesky, div. d., m. de Molsmes, s'est retiré. Marcel Guyon, UDF-DL, m. de Courson-les-Carrrières, n.s.r.p.

Flogny-la-Chapelle Réélu : Marie-Laure Capitain, div. g., m. de Carley, 1 337. Claude Moreau, FN, c.r., 598. Pierre Delépine, PC, s'est retiré. Lucien Chesne, RPR, m. de Neuvy-Saint-Vaast, s'est retiré. Paul Badier, div. d., s'est retiré. René Hutin, RPR, n.s.r.p.

L'Isle-sur-Serein Réélu : Jean-Claude Lemaire, div. d., m. de Joux-la-Ville, 621. Auguste Guichard, div. d., m. de Blacy, 371. Rémy Guichard, PC, m. de Marneaux, 310. Pierre Coste, div. d., m. de Provency, s'est retiré. Paul-André Sadon, div. d., m. de l'Isle-sur-Serein, n.s.r.p.

Pont-sur-Yonne Réélu : Christian Brière, PS, 3 024. Guy Languiat, RPR, m. de Villeneuve-la-Guyard, 2 463. Gilles Roth, FN, s'est retiré. Roger Lassale, PS, c.r., m. de Pont-sur-Yonne, n.s.r.p.

Quarré-les-Tombes Réélu : Danièle Roy, div. d., m. de Quarré-les-Tombes, 609. Alain Massé, PS, c.m. de Quarré-les-Tombes, 373. Michel Veullot, RPR, m. de Saint-Léger-Vauban, 271. Georges Huguet, div. d., n.s.r.p.

Saint-Florentin Réélu : Jean Lancelay, UDF-DL, m. de Saint-Florentin, 1 191. Marc Fournier, FN, c.m. de Saint-Florentin, 679. Georges Pruvost, PC, 809.

Seligny Réélu : Jean-Michel Delagrange, 600, m. de Gurgy, 1 800. Pierre Chambon, PS, s., 1 700. Georges Friedrich, div. g., m. de Chery, s'est retiré.

Sens-Sud-Est Réélu : Alain Ladrangé, PC, c.m. de Sens, 2 784. Pierre Peres, FN, c.r., 2 002. Yves Capdevielle, div. d., c.m. de Sens, s'est retiré. Jean Cordillot, PC, m. de Sens, n.s.r.p.

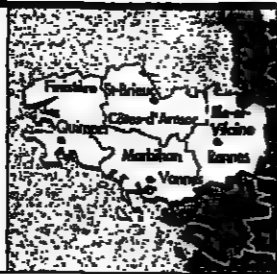
Abonnez-vous au Monde en toute liberté pour seulement 173F par mois. Les avantages de l'abonnement : Une solution pratique, Une solution souple, Pendant vos vacances, deux solutions. Bon d'abonnement. Formulaire de commande et de prélevement.

CD - CD Rom - Vidéos 50 000 CD et CD Rom 23 000 vidéos (envoi à domicile) 3615 LEMONDE

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

BRETAGNE



CÔTES-D'ARMOR (26)

1er tour: 8 élus (7 PS, 1 div. g.)

Avec trente conseillers sur cinquante-deux, le PS, qui a conquis huit cantons face à la droite, détient seul la majorité absolue dans ce département, fortement ancré à gauche. Le socialiste Claudy Lebreton, qui a succédé, en juin, à Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération, devrait donc retrouver son poste de président du conseil général. Avec huit élus, le PCF a maintenu ses positions. Après une élection régionale où elle avait mieux résisté qu'ailleurs, la droite sort laminée de ce second tour. Elle perd même Etalès-sur-Mer, canton où la gauche n'était jamais arrivée en tête. Le chef de file du groupe UDF, Bruno Joncour, est lui-même battu dans le canton de Saint-Brieuc-Ouest. Dans un autre canton symbolique, le conseiller sortant UDF de Dinan-Ouest est également défait. NOUVEAU CONSEIL: 8 PC, 30 PS, 1 div. g., 5 UDF, 3 RPR, 5 div. d. CONSEIL SORTANT: 8 PC, 21 PS, 1 app. PS, 10 UDF, 2 RPR, 2 app. RPR, 8 div. d. (prés: Claudy Lebreton, PS, m. de Pléneuf-Jugon).

Réélu: Yves-Jean Le Coq, div. d., c.m. de Pléno, 2 169. René Guilloux, PS, m. de Plouvara, 1 875.

Réélu: Christian Le Rigulier, UDF-FD, m. de Saint-Martin-des-Prés, 1 174. René Le Moulec, PS, c.m. de Coaday, 976.

Réélu: Didier Morel, PS, c.m. de Dinan, 3 579. Bertrand Claudeville, div. d. sou. RPR, m. de Taden, 3 939.

Réélu: Loïc Raouk, PS, 2 775. Marcel Ollitrault, UDF-FD, s., m. d'Etalès-sur-Mer, 2 691. Yvon Bataud, div. d., m. de Bricq, s'est retiré.

Réélu: Robert Nogues, PS, 1 906. Francis Reyes, div. d. sou. RPR-UDF, s., m. de Trégunc, 1 497.

Réélu: Jean Buchon, PS, adj. m. de Loudéac, 3 834. Pierre Etienne, div. d., s., c.m. de Loudéac, 3 261. Marie-Josée Bazec, RPR, c.m. de Loudéac, s'est retiré.

Réélu: Joël Le Croisier, PS, m. de Trébrivan, 1 758. Daniel Pennec, RPR, c.m. de Guingamp, 1 520. Jean-Paul Dubois, PC, c.m. de Maël-Carhaix, s'est retiré. Auguste Le Coët, PC, n.s.r.p.

Réélu: Marie-Reine Tilon, PS, c.r., 3 602. Michèle Moisan, RPR, 3 582.

Réélu: Jean-Claude Vitel, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Kerfot, 4 487. Jean Merel, div. g., c.m. de Ploubazanez, 3 848.

Réélu: Pierrick Perrin, PS, m. de Pleumeur-Bodou, 5 941. Michel Lissitour, div. d., m. de Trébeuden, 5 630. Léon Le Merdy, UDF, n.s.r.p.

Réélu: Paule Quémeré, PS, 4 397. Yves Le Fauchant, UDF, m. de Méria, 3 694. André Guédel, div. g. sou. PC, m. de Parfic, s'est retiré. Louis Auffray, div. d., n.s.r.p.

Réélu: André Lucas, PS, m. de Pleslin, 2 804. Hervé Guelou, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Pliufur, 2 676. Jean Tournin, PC, m. de Trénel, s'est retiré. André Cresseveur, div. d., n.s.r.p.

Réélu: Jean-Pierre Le Goux, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Lamodec, 1 674. Arsène Corouge, PS, 1 181.

Réélu: Yves Menesguen, PS, c.m. de Brest, 2 767. Fortuné Pellicano, RPR, c.m. de Brest, 2 008. Pierre Maille, PS, m. de Brest, s'est représenté dans le canton Brest-Saint-Pierre.

Réélu: Patricia Adam, PS, adj. m. de Brest, 4 091. Dominique Le Gall, RPR, s., c.m. de Brest, 2 863.

Réélu: Pierre Malle, PS, s. du canton Brest-Recouvrance, m. de Brest, 2 682. Marcel Le Floch, UDF-DL, s., c.m. de Brest, 1 996.

Réélu: Roger Le Goff, UDF-FD, m. de Fougassac, 5 576. Nathalie Conan, PS, c.m. de Fougassac, 5 408.

Réélu: Yannick Le Moigne, div. d., m. de Ploumazec, 5 254. Corentin Cadiou, PS, m. de Penmarc'h, 4 188. Pierre Drouaer, UDF-FD, c.m. de Penmarc'h, n.s.r.p.

Réélu: Jean-Luc Ficher, PS, m. de Lannur, 3 864. Gwénéolé Guyomarc'h, div. d. sou. RPR-UDF, c.m. de Locquirec, 1 740. Jean-René Cadran, PS, m. de Locquirec, n.s.r.p.

Réélu: Jean-Louis Kerboull, div. d., m. de Lannilis, 3 633. Jean-Yves Calvez, UDF-FD, adj. m. de Plouguerneau, 2 976. Jean-Michel Perrhin, RPR, adj. m. de Lannilis, n.s.r.p.

Réélu: Jacques Le Guen, div. d., 2 480. Daniel Jacq, div. d., m. de Plouescat, 2 045. Yves Priser, RPR, n.s.r.p.

Réélu: Amick Le Loch, PS, m. de Pont-l'Abbé, 4 278. Léa Laurent, UDF-FD, m. de Plomeur, 3 856. Pierre Le Douaré, div. d., s'est retiré. Sébastien Jolivet, UDF-FD, n.s.r.p.

Réélu: Gilbert Monfort, PS, m. de Recouvrance, 3 702. Alain Cudéan, RPR, 2 072. Francis Dufour, PC, m. de Kermézel, s'est retiré.

Réélu: Marie-Isabelle Doussal, PS, adj. m. d'Arzano, 1 504. Jean Lomenach, div. d. sou. RPR-UDF, s., m. de Rédené, 1 319.

Réélu: Jean-Mobian, PS, m. de Guilers, 3 792. Jacques Berthelot, RPR, s., c.m. de 2 990.

Réélu: Yvon Berthou, PS, c.m. de Brest, 2 857. Albert Di Commu, UDF-FD, s., c.m. de Brest, 1 964.

Réélu: Jean-Paul Glémarec, PS, c.m. de Gouesnou, 3 176. Jean-Yves Le Borgne, UDF-DL, s., 2 693.

Réélu: Yvette Duval, PS, m. de Plouzadec, 3 275. Yves Pagès, UDF-FD, s., c.m. de Plouzadec, 2 740.

Réélu: Yves Menesguen, PS, c.m. de Brest, 2 767. Fortuné Pellicano, RPR, c.m. de Brest, 2 008. Pierre Maille, PS, m. de Brest, s'est représenté dans le canton Brest-Saint-Pierre.

Réélu: Patricia Adam, PS, adj. m. de Brest, 4 091. Dominique Le Gall, RPR, s., c.m. de Brest, 2 863.

Réélu: Pierre Malle, PS, s. du canton Brest-Recouvrance, m. de Brest, 2 682. Marcel Le Floch, UDF-DL, s., c.m. de Brest, 1 996.

FINISTÈRE (28)

1er tour: 8 élus (2 PS, 1 div. g., 4 RPR, 1 div. d.)

Pour la première fois depuis la création des conseils généraux, en 1871, la gauche devient majoritaire dans le département, avec vingt-huit sièges contre vingt-six à la droite. Même à l'époque du Front populaire, il n'était pas parvenue à réaliser une telle percée. Cette victoire est d'abord celle du PS, qui détient désormais vingt-cinq cantons, contre quinze auparavant. Plusieurs cantons réputés « imprévisibles », comme ceux de Pont-l'Abbé et d'Arzano, ont ainsi été conquis par la gauche. Le PS a, en outre, réalisé le grand chelem à Brest, avec huit élus, soit six de plus que dans le conseil sortant. Le maire socialiste Pierre Maille - qui n'a pas pâti de la sous-traitance de l'arsenal militaire, à l'automne dernier - avait changé de circonscription pour tenter la victoire, et il a battu son adversaire UDF avec une majorité de 57,33 % des suffrages. Il récolte aujourd'hui les fruits de cette stratégie offensive et ne devrait pas rencontrer d'obstacles pour devenir le premier président de gauche du département. Après la décision de Louis Le Penec, ministre socialiste de l'Agriculture et de la Pêche, de ne pas briguer la présidence, M. Maille a confirmé qu'il serait le candidat du groupe socialiste à ce poste. L'UDF est la grande perdante du scrutin, puisqu'elle est évincée de cinq cantons sur les quinze qu'elle détenait dans le conseil général sortant. La droite conserve, toutefois, ses principaux bastions du Nord-Finistère ainsi que quelques places fortes dans le sud, comme Fougassac et le Guilvinec. NOUVEAU CONSEIL: 1 PC, 25 PS, 2 div. g., 9 UDF, 10 RPR, 7 div. d. CONSEIL SORTANT: 1 PC, 15 PS, 2 div. g., 14 UDF, 13 RPR, 9 div. d. (prés: Charles Miossec, RPR, d., m. de Landivision).

Réélu: Marie-Isabelle Doussal, PS, adj. m. d'Arzano, 1 504. Jean Lomenach, div. d. sou. RPR-UDF, s., m. de Rédené, 1 319.

Réélu: Jean-Mobian, PS, m. de Guilers, 3 792. Jacques Berthelot, RPR, s., c.m. de 2 990.

Réélu: Yvon Berthou, PS, c.m. de Brest, 2 857. Albert Di Commu, UDF-FD, s., c.m. de Brest, 1 964.

Réélu: Jean-Paul Glémarec, PS, c.m. de Gouesnou, 3 176. Jean-Yves Le Borgne, UDF-DL, s., 2 693.

Réélu: Yvette Duval, PS, m. de Plouzadec, 3 275. Yves Pagès, UDF-FD, s., c.m. de Plouzadec, 2 740.

Réélu: Yves Menesguen, PS, c.m. de Brest, 2 767. Fortuné Pellicano, RPR, c.m. de Brest, 2 008. Pierre Maille, PS, m. de Brest, s'est représenté dans le canton Brest-Saint-Pierre.

Réélu: Patricia Adam, PS, adj. m. de Brest, 4 091. Dominique Le Gall, RPR, s., c.m. de Brest, 2 863.

Réélu: Pierre Malle, PS, s. du canton Brest-Recouvrance, m. de Brest, 2 682. Marcel Le Floch, UDF-DL, s., c.m. de Brest, 1 996.

Réélu: Roger Le Goff, UDF-FD, m. de Fougassac, 5 576. Nathalie Conan, PS, c.m. de Fougassac, 5 408.

Réélu: Yannick Le Moigne, div. d., m. de Ploumazec, 5 254. Corentin Cadiou, PS, m. de Penmarc'h, 4 188. Pierre Drouaer, UDF-FD, c.m. de Penmarc'h, n.s.r.p.

Réélu: Jean-Luc Ficher, PS, m. de Lannur, 3 864. Gwénéolé Guyomarc'h, div. d. sou. RPR-UDF, c.m. de Locquirec, 1 740. Jean-René Cadran, PS, m. de Locquirec, n.s.r.p.

Réélu: Jean-Louis Kerboull, div. d., m. de Lannilis, 3 633. Jean-Yves Calvez, UDF-FD, adj. m. de Plouguerneau, 2 976. Jean-Michel Perrhin, RPR, adj. m. de Lannilis, n.s.r.p.

Réélu: Jacques Le Guen, div. d., 2 480. Daniel Jacq, div. d., m. de Plouescat, 2 045. Yves Priser, RPR, n.s.r.p.

Réélu: Amick Le Loch, PS, m. de Pont-l'Abbé, 4 278. Léa Laurent, UDF-FD, m. de Plomeur, 3 856. Pierre Le Douaré, div. d., s'est retiré. Sébastien Jolivet, UDF-FD, n.s.r.p.

Réélu: Gilbert Monfort, PS, m. de Recouvrance, 3 702. Alain Cudéan, RPR, 2 072. Francis Dufour, PC, m. de Kermézel, s'est retiré.

Réélu: Marie-Isabelle Doussal, PS, adj. m. d'Arzano, 1 504. Jean Lomenach, div. d. sou. RPR-UDF, s., m. de Rédené, 1 319.

Réélu: Jean-Mobian, PS, m. de Guilers, 3 792. Jacques Berthelot, RPR, s., c.m. de 2 990.

Réélu: Yvon Berthou, PS, c.m. de Brest, 2 857. Albert Di Commu, UDF-FD, s., c.m. de Brest, 1 964.

Réélu: Jean-Paul Glémarec, PS, c.m. de Gouesnou, 3 176. Jean-Yves Le Borgne, UDF-DL, s., 2 693.

Réélu: Yvette Duval, PS, m. de Plouzadec, 3 275. Yves Pagès, UDF-FD, s., c.m. de Plouzadec, 2 740.

Réélu: Yves Menesguen, PS, c.m. de Brest, 2 767. Fortuné Pellicano, RPR, c.m. de Brest, 2 008. Pierre Maille, PS, m. de Brest, s'est représenté dans le canton Brest-Saint-Pierre.

Réélu: Patricia Adam, PS, adj. m. de Brest, 4 091. Dominique Le Gall, RPR, s., c.m. de Brest, 2 863.

Réélu: Pierre Malle, PS, s. du canton Brest-Recouvrance, m. de Brest, 2 682. Marcel Le Floch, UDF-DL, s., c.m. de Brest, 1 996.

Réélu: Roger Le Goff, UDF-FD, m. de Fougassac, 5 576. Nathalie Conan, PS, c.m. de Fougassac, 5 408.

Réélu: Yannick Le Moigne, div. d., m. de Ploumazec, 5 254. Corentin Cadiou, PS, m. de Penmarc'h, 4 188. Pierre Drouaer, UDF-FD, c.m. de Penmarc'h, n.s.r.p.

Réélu: Jean-Luc Ficher, PS, m. de Lannur, 3 864. Gwénéolé Guyomarc'h, div. d. sou. RPR-UDF, c.m. de Locquirec, 1 740. Jean-René Cadran, PS, m. de Locquirec, n.s.r.p.

Réélu: Jean-Louis Kerboull, div. d., m. de Lannilis, 3 633. Jean-Yves Calvez, UDF-FD, adj. m. de Plouguerneau, 2 976. Jean-Michel Perrhin, RPR, adj. m. de Lannilis, n.s.r.p.

Réélu: Jacques Le Guen, div. d., 2 480. Daniel Jacq, div. d., m. de Plouescat, 2 045. Yves Priser, RPR, n.s.r.p.

Réélu: Amick Le Loch, PS, m. de Pont-l'Abbé, 4 278. Léa Laurent, UDF-FD, m. de Plomeur, 3 856. Pierre Le Douaré, div. d., s'est retiré. Sébastien Jolivet, UDF-FD, n.s.r.p.

Réélu: Gilbert Monfort, PS, m. de Recouvrance, 3 702. Alain Cudéan, RPR, 2 072. Francis Dufour, PC, m. de Kermézel, s'est retiré.

Carhaix-Plouguer

Élu: Richard Ferrand, PS, 4 459. André Le Roux, div. d., c.r., m. de Carhaix, 3 953. Jean-Pierre Joudy, div. g. sou. PC, c.m. de Carhaix, s'est retiré. Jean Robiou, div. d. sou. RPR-UDF, s., c.r., a été éliminé.

Élu: Jean Loezac'h, PS, m. de Trégunc, 5 267. Paulette Lecroc, div. d. sou. RPR-UDF, s., c.m. de Trégunc, 4 982.

Élu: Jean-Louis Kerboull, div. d., m. de Lannilis, 3 633. Jean-Yves Calvez, UDF-FD, adj. m. de Plouguerneau, 2 976. Jean-Michel Perrhin, RPR, adj. m. de Lannilis, n.s.r.p.

Élu: Jacques Le Guen, div. d., 2 480. Daniel Jacq, div. d., m. de Plouescat, 2 045. Yves Priser, RPR, n.s.r.p.

Élu: Amick Le Loch, PS, m. de Pont-l'Abbé, 4 278. Léa Laurent, UDF-FD, m. de Plomeur, 3 856. Pierre Le Douaré, div. d., s'est retiré. Sébastien Jolivet, UDF-FD, n.s.r.p.

Élu: Gilbert Monfort, PS, m. de Recouvrance, 3 702. Alain Cudéan, RPR, 2 072. Francis Dufour, PC, m. de Kermézel, s'est retiré.

Élu: Marie-Isabelle Doussal, PS, adj. m. d'Arzano, 1 504. Jean Lomenach, div. d. sou. RPR-UDF, s., m. de Rédené, 1 319.

Élu: Jean-Mobian, PS, m. de Guilers, 3 792. Jacques Berthelot, RPR, s., c.m. de 2 990.

Élu: Yvon Berthou, PS, c.m. de Brest, 2 857. Albert Di Commu, UDF-FD, s., c.m. de Brest, 1 964.

Élu: Jean-Paul Glémarec, PS, c.m. de Gouesnou, 3 176. Jean-Yves Le Borgne, UDF-DL, s., 2 693.

Élu: Yvette Duval, PS, m. de Plouzadec, 3 275. Yves Pagès, UDF-FD, s., c.m. de Plouzadec, 2 740.

Élu: Yves Menesguen, PS, c.m. de Brest, 2 767. Fortuné Pellicano, RPR, c.m. de Brest, 2 008. Pierre Maille, PS, m. de Brest, s'est représenté dans le canton Brest-Saint-Pierre.

Élu: Patricia Adam, PS, adj. m. de Brest, 4 091. Dominique Le Gall, RPR, s., c.m. de Brest, 2 863.

Élu: Pierre Malle, PS, s. du canton Brest-Recouvrance, m. de Brest, 2 682. Marcel Le Floch, UDF-DL, s., c.m. de Brest, 1 996.

Élu: Roger Le Goff, UDF-FD, m. de Fougassac, 5 576. Nathalie Conan, PS, c.m. de Fougassac, 5 408.

Élu: Yannick Le Moigne, div. d., m. de Ploumazec, 5 254. Corentin Cadiou, PS, m. de Penmarc'h, 4 188. Pierre Drouaer, UDF-FD, c.m. de Penmarc'h, n.s.r.p.

Élu: Jean-Luc Ficher, PS, m. de Lannur, 3 864. Gwénéolé Guyomarc'h, div. d. sou. RPR-UDF, c.m. de Locquirec, 1 740. Jean-René Cadran, PS, m. de Locquirec, n.s.r.p.

Élu: Jean-Louis Kerboull, div. d., m. de Lannilis, 3 633. Jean-Yves Calvez, UDF-FD, adj. m. de Plouguerneau, 2 976. Jean-Michel Perrhin, RPR, adj. m. de Lannilis, n.s.r.p.

Élu: Jacques Le Guen, div. d., 2 480. Daniel Jacq, div. d., m. de Plouescat, 2 045. Yves Priser, RPR, n.s.r.p.

Élu: Amick Le Loch, PS, m. de Pont-l'Abbé, 4 278. Léa Laurent, UDF-FD, m. de Plomeur, 3 856. Pierre Le Douaré, div. d., s'est retiré. Sébastien Jolivet, UDF-FD, n.s.r.p.

Élu: Gilbert Monfort, PS, m. de Recouvrance, 3 702. Alain Cudéan, RPR, 2 072. Francis Dufour, PC, m. de Kermézel, s'est retiré.

Élu: Marie-Isabelle Doussal, PS, adj. m. d'Arzano, 1 504. Jean Lomenach, div. d. sou. RPR-UDF, s., m. de Rédené, 1 319.

Élu: Jean-Mobian, PS, m. de Guilers, 3 792. Jacques Berthelot, RPR, s., c.m. de 2 990.

Élu: Yvon Berthou, PS, c.m. de Brest, 2 857. Albert Di Commu, UDF-FD, s., c.m. de Brest, 1 964.

Élu: Jean-Paul Glémarec, PS, c.m. de Gouesnou, 3 176. Jean-Yves Le Borgne, UDF-DL, s., 2 693.

Élu: Yvette Duval, PS, m. de Plouzadec, 3 275. Yves Pagès, UDF-FD, s., c.m. de Plouzadec, 2 740.

Élu: Yves Menesguen, PS, c.m. de Brest, 2 767. Fortuné Pellicano, RPR, c.m. de Brest, 2 008. Pierre Maille, PS, m. de Brest, s'est représenté dans le canton Brest-Saint-Pierre.

Élu: Patricia Adam, PS, adj. m. de Brest, 4 091. Dominique Le Gall, RPR, s., c.m. de Brest, 2 863.

Élu: Pierre Malle, PS, s. du canton Brest-Recouvrance, m. de Brest, 2 682. Marcel Le Floch, UDF-DL, s., c.m. de Brest, 1 996.

Élu: Roger Le Goff, UDF-FD, m. de Fougassac, 5 576. Nathalie Conan, PS, c.m. de Fougassac, 5 408.

Élu: Yannick Le Moigne, div. d., m. de Ploumazec, 5 254. Corentin Cadiou, PS, m. de Penmarc'h, 4 188. Pierre Drouaer, UDF-FD, c.m. de Penmarc'h, n.s.r.p.

Élu: Jean-Luc Ficher, PS, m. de Lannur, 3 864. Gwénéolé Guyomarc'h, div. d. sou. RPR-UDF, c.m. de Locquirec, 1 740. Jean-René Cadran, PS, m. de Locquirec, n.s.r.p.

Élu: Jean-Louis Kerboull, div. d., m. de Lannilis, 3 633. Jean-Yves Calvez, UDF-FD, adj. m. de Plouguerneau, 2 976. Jean-Michel Perrhin, RPR, adj. m. de Lannilis, n.s.r.p.

Élu: Jacques Le Guen, div. d., 2 480. Daniel Jacq, div. d., m. de Plouescat, 2 045. Yves Priser, RPR, n.s.r.p.

Élu: Amick Le Loch, PS, m. de Pont-l'Abbé, 4 278. Léa Laurent, UDF-FD, m. de Plomeur, 3 856. Pierre Le Douaré, div. d., s'est retiré. Sébastien Jolivet, UDF-FD, n.s.r.p.

Élu: Gilbert Monfort, PS, m. de Recouvrance, 3 702. Alain Cudéan, RPR, 2 072. Francis Dufour, PC, m. de Kermézel, s'est retiré.

Élu: Marie-Isabelle Doussal, PS, adj. m. d'Arzano, 1 504. Jean Lomenach, div. d. sou. RPR-UDF, s., m. de Rédené, 1 319.

Élu: Jean-Mobian, PS, m. de Guilers, 3 792. Jacques Berthelot, RPR, s., c.m. de 2 990.

Élu: Yvon Berthou, PS, c.m. de Brest, 2 857. Albert Di Commu, UDF-FD, s., c.m. de Brest, 1 964.

Élu: Jean-Paul Glémarec, PS, c.m. de Gouesnou, 3 176. Jean-Yves Le Borgne, UDF-DL, s., 2 693.

Élu: Yvette Duval, PS, m. de Plouzadec, 3 275. Yves Pagès, UDF-FD, s., c.m. de Plouzadec, 2 740.

LIVRY

Élu: Clément Thémelin, PS, m. de Liffré, 4 501. Erik Moisan, div. d. sou. RPR-UDF, c.m. de Liffré, 3 532. Francis Havard, UDF-FD, n.s.r.p.

Élu: Marie-Françoise Jacq, UDF-FD, m. de Louvigné-du-Désert, 2 522. Claude Duval, div. d., 2 355. Pierre-Yves Guéna, RPR, s'est retiré. Olivier Ménard, div. d., m. de Pailley, n.s.r.p.

Élu: Christian Couet, PRG, m. de Plaine-Fougères, 2 114. Louis Thébaud, UDF-FD, c.m. de Plaine-Fougères, 2 084. Jean-Louis Helleu, PS, m. de Trans-la-Foret, s'est retiré. Maurice Fambu, div. d., m. de Saint-Broader, n.s.r.p.

Élu: Marie-Joseph Bissonnier, div. d., 2 860. Françoise Guillot, ext. g., 2 108.

Élu: Marcel Rogemont, PS, d., c.r., 2 840. Yves Tréville, UDF-FD, s., 2 576.

Élu: Claude Champaud, RPR, c.r., 2 457. Alain Pirou, Verts, 1 748.

Élu: Clothilde Tesson-Ménestrier, PS, c.m. de Rennes, 2 195. Bernard Billard, UDF-FD, s., 1 598.

Élu: Jean Normand, PS, adj. m. de Rennes, 3 323. Antoine Cressard, UDF, c.m. de Rennes, 1 480.

Élu: Martial Gabillard, PS, adj. m. de Rennes, 2 954. Stéphane Jambou, UDF-AD, s., 2 198.

Élu: Mireille Massot, PS, 6 361. Didier Hüller-Larousse, RPR, 2 972. Jean-Pierre Dagon, UDF-PPDF, n.s.r.p.

Élu: Pierre Esnault, PS, m. de Saint-Aubin-d'Aubigné, 4 299. Philippe Damaury, div. d., m. de Sèze-de-Bretagne, 3 440. Pascale Picard, div. d., s'est retiré. Louis Genoual, UDF-FD, m. de Cahard, n.s.r.p.

Élu: Louis Dubréth, div. g. sou. PS, adj. m. de Saint-Brice-en-Cogles, 2 959. Jean Malapert, UDF, s., m. de Mômours, 2 776.

Élu: Jacky Le Menn, PS, 4 261. Gilles Lutton, UDF-FD, c.m. de Saint-Malo, 4 123. Francis Guen, RPR, m. de Saint-Jouan-des-Courts, s'est retiré. Marcel Planchet, div. d., n.s.r.p.

Élu: Louis Dubréth, div. g. sou. PS, adj. m. de Saint-Brice-en-Cogles, 2 959. Jean Malapert, UDF, s., m. de Mômours, 2 776.

EURE-ET-LOIR (14)

1er tour: 2 élus (1 RPR, 1 div. d.) La majorité ne reste à droite que pour 22 voix: Martial Tangouard, sénateur (RPR) et président sortant du conseil général, engagé dans une triangulaire avec le Front national, sauve son siège de 12 voix face au maire (div. g.) de Châteaufort-Neuf-Thymerais; à l'opposé, dans le canton d'Orgères-en-Beauce, la gauche perd le siège de René Audouin (div. g.) pour 9 voix face à Albert de Montgolfier (div. d.). La droite perd quatre cantons (Maintenon, Chartres-Nord-Est, Nogent-le-Rotrou et Châteaufort) alors que la gauche conserve trois des quatre sièges qu'elle mettait en jeu. L'écart se resserre considérablement entre la majorité UDF-RPR-div. d. (quinze sièges) et l'opposition PS-div. g. (treize sièges), le FN disposant du siège non renouvelable de Marie-France Strohio à Dreux-Ouest. Alain Venot, conseiller général et maire (RPR) de Châteaufort, perd, quant à lui, son siège au profit de Serge Fauve (div. g.), dans le cadre d'une triangulaire avec le FN. élu conseiller régional le 15 mars. M. Venot fait partie de ceux qui avaient assuré leurs voix à celles de l'extrême droite pour faire élire Bernard Harang (UDF-DL) à la présidence de la région Centre.

NOUVEAU CONSEIL: 4 PS, 1 PRG, 7 div. g., 1 div., 4 UDF, 3 RPR, 3 div. d., 1 FN. CONSEIL SORTANT: 3 PS, 2 PRG, 2 div. g., 1 div., 3 UDF, 9 RPR, 2 div. d., 1 FN (Martial Tangouard, RPR, sén., m. de Tremblay-la-Villages).

Brou élu: Dominique Doussé, div. g. sou. PS, adj. m. de Yèvres, 2.143. Christian Bilbaut, UDF-FD, m. de Danjean, 1.680. Jean-Claude Philippe, div. d., m. de Brou, 797. Jacques Delavallée, PRG, m. de Yèvres, n.s.r.p.

Chartres-Nord-Est élu: Christian Gigon, div. g. sou. PS, m. de Champeil, 3.108. François Catel, UDF-rad., s. m. de Gasville-Obazine, 3.043.

Chartres-Sud-Ouest élu: Gérard Cornu, RPR, m. de Fontenay-sur-Eure, 5.270. Laurent Rabaté, PS, adj. m. de Chartres, 4.123.

Châteaufort élu: Serge Fauve, div. g. sou. PS, m. de Marboeuf, 4.174. Alain Venot, RPR, s. m. de Châteaufort, 3.665. Jean-Luc Lacapelle, FN, c.r., 1.743. Gilbert Ferron, div. g., adj. m. de Châteaufort, s'est retiré.

Châteaufort-Neuf-Thymerais élu: Martial Tangouard, RPR, sén., p.r., m. de Tremblay-la-Villages, 1.793. Jean-Pierre Gaboriau, div. g. sou. PS, m. de Châteaufort-Neuf-Thymerais, 1.781. Jacques Dautrême, FN, 344.

Dreux-Sud élu: Daniel Frard, PS, m. de Vernouillet, 3.123. François Avon, FN, c.r., m. de Dreux, 2.399. Maurice Legendre, PS, c.m. de Vernouillet, n.s.r.p.

Illiers-Combray élu: Jacques Guillard, div. d. sou. RPR-UDF, 1.819. Marise Lamirault, PS, c.m. d'Illiers, 1.385. Jean-Roger Thieux, FN, 694.

Juvigny élu: Martial Chevallier, RPR, m. du Puiset, 1.992. Jean-Yves de Franciosi, PS, m. de Toury, 1.791.

Maillet élu: Catherine Penot, div. g. sou. PS, m. de Blean, 3.953. René Gallais, UDF-FD, s. m. d'Épernon, 3.711. Michel Bellanger, div. d., m. de Maintenon, 2.652.

Maillevilliers élu: Jean-Jacques Chatel, PS, adj. m. de Maillevilliers, 3.057. Yves Paris, div. d. sou. RPR-UDF, c.m. de Maillevilliers, 1.799. Philippe Blancot, FN, 1.267.

Nogent-le-Rotrou élu: Philippe Ruhlmann, div. g. sou. PS, m. de Margon, 3.740. Patrick Hoguet, UDF-DL, s. m. de Nogent-le-Rotrou, 3.097.

Orgères-en-Beauce élu: Albéric Montgolfier, div. d., c.m. de Terminiers, 1.358. René Audouin, div. g. sou. PS, s. m. d'Orgères, 1.349.

part, nettement battu André Advenier (UDF-AD), chef de file de la liste UDF-RPR aux régionales. Le PC fait son entrée dans l'assemblée départementale avec Pierre Berlot, candidat de la gauche « plurielle », à Issoudun-Nord. D'une manière générale, les victoires des candidats de droite ont été obtenues d'une courte avance. Le premier tour d'une partielle avait également lieu dans le canton de Châteaufort-Centre, après la démission du sortant, Antonin de Bonin (UDF-FD). La socialiste Marie-Sylvie Desiré est en ballottage face à Marie-Thérèse Guillemont (div. d.) qui a besoin des voix FN pour gagner.

NOUVEAU CONSEIL: 1 PC, 8 PS, 1 div. g., 8 UDF, 4 RPR, 4 div. d. CONSEIL SORTANT: 6 PS, 1 div. g., 10 UDF, 3 RPR, 6 div. d. (prés.: Daniel Bernardet, UDF-FD, sén.).

Argenton-sur-Creuse élu: Michel Sapin, PS, a.m.n., c.r., m. d'Argenton-sur-Creuse, 3.737. André Advenier, UDF-AD, s., c.r., c.m. d'Argenton-sur-Creuse, 2.775.

Châteaufort-Est élu: Michel Blondeau, UDF-FD, m. de Déols, 3.343. Danièle Pourain, PS, 3.212.

Châteaufort-Ouest élu: Michel Durandeu, PS, adj. m. de Châteaufort, 3.325. André Vanhollebeke, UDF-FD, 1.927. Daniel Bernardet, UDF-FD, sén., p.r., c.g., n.s.r.p.

Ézouillé élu: Joël Bonjour, RPR, 1.229. Claude Roux, PS, c.m. de Pellevoisin, 1.102.

Eguzon-Chantôme élu: Pierre Petitgillaume, div. d., m. de Ceaulmont, 1.455. Jean-Claude Blin, PS, m. d'Eguzon, 1.339.

Issoudun-Nord élu: Jean-Pierre Berlot, PC, m. de Reuilly, 2.749. Roger Birégo, div. d. sou. RPR-UDF, s. m. d'Issoudun, 2.649.

Sainte-Sévère-sur-Indre élu: Paul Pleuchot, UDF-FD, c.m. de Sainte-Sévère-sur-Indre, 3.043. Daniel Guét, PS, 831.

Chartres-Sud-Ouest élu: Gérard Cornu, RPR, m. de Fontenay-sur-Eure, 5.270. Laurent Rabaté, PS, adj. m. de Chartres, 4.123.

Châteaufort élu: Serge Fauve, div. g. sou. PS, m. de Marboeuf, 4.174. Alain Venot, RPR, s. m. de Châteaufort, 3.665. Jean-Luc Lacapelle, FN, c.r., 1.743. Gilbert Ferron, div. g., adj. m. de Châteaufort, s'est retiré.

Châteaufort-Neuf-Thymerais élu: Martial Tangouard, RPR, sén., p.r., m. de Tremblay-la-Villages, 1.793. Jean-Pierre Gaboriau, div. g. sou. PS, m. de Châteaufort-Neuf-Thymerais, 1.781. Jacques Dautrême, FN, 344.

Dreux-Sud élu: Daniel Frard, PS, m. de Vernouillet, 3.123. François Avon, FN, c.r., m. de Dreux, 2.399. Maurice Legendre, PS, c.m. de Vernouillet, n.s.r.p.

Illiers-Combray élu: Jacques Guillard, div. d. sou. RPR-UDF, 1.819. Marise Lamirault, PS, c.m. d'Illiers, 1.385. Jean-Roger Thieux, FN, 694.

Juvigny élu: Martial Chevallier, RPR, m. du Puiset, 1.992. Jean-Yves de Franciosi, PS, m. de Toury, 1.791.

Maillet élu: Catherine Penot, div. g. sou. PS, m. de Blean, 3.953. René Gallais, UDF-FD, s. m. d'Épernon, 3.711. Michel Bellanger, div. d., m. de Maintenon, 2.652.

Maillevilliers élu: Jean-Jacques Chatel, PS, adj. m. de Maillevilliers, 3.057. Yves Paris, div. d. sou. RPR-UDF, c.m. de Maillevilliers, 1.799. Philippe Blancot, FN, 1.267.

Lynnes élu: Joseph Masbernat, PS, m. de Fondettes, 3.797. Pierre Milliet, RPR, 3.505. Jean-Paul Lédier, UDF-AD, c.m. de Fondettes, n.s.r.p.

Montbazon élu: Marisol Touraine, PS, d., 3.983. Bernard Carbet, UDF-DL, c.m. de Montbazon, 3.441. Hubert Marionnaud, div. d., m. de Veigné, n.s.r.p.

Montlouis-sur-Loire élu: Patrick Bourdy, PS, adj. m. de Montlouis, 4.042. Dominique Leclerc, RPR, s., sén. m. de La Ville-aux-Dames, 3.056.

Neuvy-le-Roi élu: Henri Zamarik, UDF-FD, m. de Saint-Pateme-Racan, 1.612. Patrick Cimrat, RPR, m. de Neuvy-le-Roi, 883.

Tours-Est élu: Ariette Bosch, PS, adj. m. de Tours, 2.987. Barbara Romieux, RPR, s., c.m. de Tours, 2.252.

Tours-Nord-Est élu: Jean-Paul Beuzelin, div. d. sou. RPR-UDF, 2.355. Frédéric Thomas, PS, 2.164.

Tours-Nord-Ouest élu: Claude Roiron, PS, adj. m. de Tours, 3.203. Michel Montaubin, RPR, s., c.m. de Tours, 2.278.

Tours-Ouest élu: Nicolas Gautreau, PS, c.m. de Tours, 2.068. Alain Devineau, div. d., 1.890. Claude Coumbis, RPR, s., c.m. de Tours, a été éliminé.

Tours-Sud élu: Michel Trochu, RPR, c.m. de Tours, 2.094. Claude Chauveau, div. g., adj. m. de Tours, 2.075.

Châteaufort-Sud élu: Jean-Louis, PC, m. de Châteaufort-Sud, 4.127. Maurice Etienne, FN, c.r., c.m. de Montargis, 2.645.

Châteaufort-Nord élu: Daniel Meriau, RPR, 3.558. Patrick Roland, PS, 3.121. Christian Fossier, UDF, m. de Châteaufort-Nord, s'est retiré. Pierre Fontenay, UDF-FD, n.s.r.p.

Flcury-lès-Aubrais élu: Alain Roméro, PC, c.m. de Flcury-lès-Aubrais, 3.669. Pierre Baucher, UDF-FD, s., m. de Flcury-lès-Aubrais, 3.345. François Rouet, PS, c.m. de Flcury-lès-Aubrais, s'est retiré.

Jargeau élu: Ivan Sorgnard, RPR, 3.379. Jean-Marc Gibey, PS, 2.340. Daniel Brasseur, UDF-DL, m. de Sandillon, s'est retiré. François Landré, UDF-FD, s., s'est retiré.

Lorris élu: Guy Parentier, div. g. sou. PS-PC, m. de Vieilles-Maisons-sur-Joux, 1.868. Bernard Roche, div. d., m. de Varennes-Changy, 1.170. Marcel Mercurio, FN, 586. Serge Girard, RPR, c.m. d'Orléans, s'est retiré.

Renais élu: Michel Renaud, div. d. sou. RPR-UDF, 2.145. Paul Sanchez, app. PS, m. de Malesherbes, 1.536. Roger Guéry, UDF-DL, n.s.r.p.

Montargis élu: Max Nubiati, PC, 2.330. Michel Brisson, RPR, s., 2.233. Marie-Rose Virey-Etienne, FN, s'est retiré.

Orléans-Samier élu: André Dubauville, UDF-FD, c.m. d'Orléans, 2.771. Joëlle Beauvallet, PS, 2.563.

Orléans-Bourgogne élu: Jean-Louis Bernard, UDF-rad., d., c.m. d'Orléans, 2.400. Fabrice van Barren, PRG, 1.842.

Jean-Charles Daveau, div. g. sou. PS, m. de Salbris, 2.914. Roger Corré, RPR, n.s.r.p.

Vendôme-2 élu: Philippe Degeyne, PS, adj. m. de Vendôme, 3.447. Paul Violet, RPR, c.m. de Vendôme, 2.597. Robert Girard, PS, c.r., n.s.r.p.

NOUVEAU CONSEIL: 3 PC, 6 PS, 4 div. g., 9 UDF, 15 RPR, 4 div. d. CONSEIL SORTANT: 2 PC, 3 PS, 2 p.c.g., 3 div. g., 14 UDF, 14 RPR, 3 div. d. (prés.: Eric Dollé, RPR, d., m. de Meung-sur-Loire).

Artenay élu: Philippe Paillet, RPR, m. de Chevilly, 1.984. Bernard Chevotat, div. g. sou. PS, adj. m. d'Artenay, 1.679. José Cardano, app. PS, m. d'Artenay, n.s.r.p.

Châteaufort-Sud élu: Jean-Louis, PC, m. de Châteaufort-Sud, 4.127. Maurice Etienne, FN, c.r., c.m. de Montargis, 2.645.

Châteaufort-Nord élu: Daniel Meriau, RPR, 3.558. Patrick Roland, PS, 3.121. Christian Fossier, UDF, m. de Châteaufort-Nord, s'est retiré. Pierre Fontenay, UDF-FD, n.s.r.p.

Flcury-lès-Aubrais élu: Alain Roméro, PC, c.m. de Flcury-lès-Aubrais, 3.669. Pierre Baucher, UDF-FD, s., m. de Flcury-lès-Aubrais, 3.345. François Rouet, PS, c.m. de Flcury-lès-Aubrais, s'est retiré.

Jargeau élu: Ivan Sorgnard, RPR, 3.379. Jean-Marc Gibey, PS, 2.340. Daniel Brasseur, UDF-DL, m. de Sandillon, s'est retiré. François Landré, UDF-FD, s., s'est retiré.

Lorris élu: Guy Parentier, div. g. sou. PS-PC, m. de Vieilles-Maisons-sur-Joux, 1.868. Bernard Roche, div. d., m. de Varennes-Changy, 1.170. Marcel Mercurio, FN, 586. Serge Girard, RPR, c.m. d'Orléans, s'est retiré.

Renais élu: Michel Renaud, div. d. sou. RPR-UDF, 2.145. Paul Sanchez, app. PS, m. de Malesherbes, 1.536. Roger Guéry, UDF-DL, n.s.r.p.

Montargis élu: Max Nubiati, PC, 2.330. Michel Brisson, RPR, s., 2.233. Marie-Rose Virey-Etienne, FN, s'est retiré.

Orléans-Samier élu: André Dubauville, UDF-FD, c.m. d'Orléans, 2.771. Joëlle Beauvallet, PS, 2.563.

Orléans-Bourgogne élu: Jean-Louis Bernard, UDF-rad., d., c.m. d'Orléans, 2.400. Fabrice van Barren, PRG, 1.842.

Orléans-Centre élu: André Dubauville, UDF-FD, c.m. d'Orléans, 2.771. Joëlle Beauvallet, PS, 2.563.

Orléans-Nord élu: Jean-Louis Bernard, UDF-rad., d., c.m. d'Orléans, 2.400. Fabrice van Barren, PRG, 1.842.

Orléans-Sud élu: Jean-Louis Bernard, UDF-rad., d., c.m. d'Orléans, 2.400. Fabrice van Barren, PRG, 1.842.

Orléans-Est élu: Jean-Louis Bernard, UDF-rad., d., c.m. d'Orléans, 2.400. Fabrice van Barren, PRG, 1.842.

Orléans-Ouest élu: Jean-Louis Bernard, UDF-rad., d., c.m. d'Orléans, 2.400. Fabrice van Barren, PRG, 1.842.

CHAMPAGNE-ARDENNE



ARDENNES (18) 1er tour: 4 élus (3 RPR, 1 div. d.) Dans un département qui vote traditionnellement à gauche lors des élections nationales, mais dont l'assemblée départementale est largement à droite, le scrutin n'a pas donné lieu à un profond bouleversement. La progression de la gauche, qui était septième, permet toutefois au PS de remporter trois cantons supplémentaires, au détriment du RPR. L'ancien député Philippe Mathot (UDF-DL), qui avait été écarté de la liste officielle de la droite aux élections régionales, subit une nouvelle défaite dans le canton de Renwez, précédemment détenu par le RPR, où il est battu par Gérard Drumel (div. g.). Le maire divers droite de Villers-Semeuse, Roger Aubry, devrait conserver son fauteuil de président du conseil général.

NOUVEAU CONSEIL: 1 PC, 6 PS, 5 div. g., 8 UDF, 12 RPR, 5 div. d. CONSEIL SORTANT: 1 PC, 3 PS, 3 div. g., 7 UDF, 15 RPR, 1 app. RPR, 3 div. d. (prés.: Roger Aubry, div. d., m. de Villers-Semeuse).

Femmy élu: Benoît Sommet, PS, 1.390. Bernard Aubrun, RPR, s., 1.140. Mario Iglesias, div. g., 604.

Juvigny élu: Jean Verzeaux, RPR, m. de Ville-sur-Retoume, 976. Patrick Bonnard, UDF, m. de Neufville, 913. Edouard Noël, RPR, n.s.r.p.

Machault élu: Dominique Guérin, div. d., 723. Benoît Hureau, RPR, 510. Philippe Cuff, div. d., m. de Ménil-Annelles, s'est retiré. Françoise Léinois, div. d., m. de Machault, s'est retiré. Denis Defforges, RPR, n.s.r.p.

Monthermé élu: René Vise, PC, c.r., 2.307. Erik Pliardien, PS, s'est retiré.

Nonzeville élu: Pierre Ledant, PS, 1.289. Pierre Cordier, RPR, 1.208. Guy Isaac, div. g., m. de Nonzeville, 759. Michel Dierckens, FN, c.r., c.m. de Charleville-Mézières, 516.

Raucourt-et-Flabas élu: Jean Somson, div. g., m. de Raucourt-et-Flabas, 1.166. Jean-Marie Hanin, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Chémery-sur-Bar, 707.

Renwez élu: Gérard Drumel, div. g., m. de Haudrecy, 1.707. Philippe Mathot, UDF-DL, c.m. de Charleville-Mézières, 1.514. Janine Vasine, RPR, n.s.r.p.

Rethel élu: Michel Vuibert, UDF-FD, m. de Rethel, 2.903. Marcel Le Roy, PS, c.m. de Rethel, 2.440. Joseph Affiba, RPR, m. d'Acly-Romanche, s'est retiré.

Sedan élu: Xavier Corffart, UDF-DL, m. d'Aoust, 1.099. Jean-Louis Milhaud, div. g., 997. Patrick Demorgny, FN, 409.

Sedan-Est élu: Pierre Sultout, div. d. sou. RPR, m. de Bazailles, 2.357. Didier Herbilion, PS, adj. m. de Sedan, 2.165.

Sedan-Nord élu: Dominique Billaudelle, PS, adj. m. de Sedan, 1.771. Daniel Jacquemin, RPR, s., 1.692.

Signy-l'Abbaye élu: Elisabeth Faillie, RPR, 798. Claude Badoux, PS, 645. Jean-Pierre Grés, div. d., 528. Ghislain Marcinek, FN, 193. Pierre Faillie, RPR, m. de Signy-l'Abbaye, n.s.r.p.

Tourteron élu: Marc Lamélie, UDF-FD, 483. Michel Guérin, RPR, m. de Tourteron, 381. Gilbert Erhard-Bouvy, UDF-FD, n.s.r.p.

Vouziers élu: Clément Servais, RPR, 1.723. Bernard Pierret, PS, m. de Vouziers, 1.330. Jean-Pierre Daumont, UDF, s'est retiré. René Marquet, app. RPR, n.s.r.p.

laire avec le Front national. Le Parti socialiste maintient ses positions. Fortement implanté dans le département, le FN, qui était à l'origine de six triangulaires, n'a pas réussi à tirer son épingle du jeu. Sans modifier l'équilibre politique, le scrutin a donné lieu à un certain renouvellement, quatre conseillers sortants (un RPR, un UDF, deux div. d.) ayant été battus au second tour.

NOUVEAU CONSEIL: 3 PC, 2 PS, 1 div. g., 8 UDF, 9 RPR, 9 div. d. CONSEIL SORTANT: 1 PC, 2 PS, 1 div. g., 9 UDF, 9 RPR, 10 div. d. (prés.: Philippe Adnot, div. d., sén.).

Ardis-sur-Aube élu: Serge Lardin, UDF, m. d'Arcy-sur-Aube, 1.658. Claude Ferrère, PS, 1.150. Pierre Bourgoin, FN, c.m. d'Allibaudières, 733.

Bouilly élu: Maurice Mary, RPR, m. de Souligny, 1.942. Daniel Lebeau, PS, adj. m. de Bucières, 1.326. Nicole de Nonancourt, FN, 639. Robert Daragon, div. d., n.s.r.p.

Brionne-le-Château élu: Pierre Rahon, PC, 1.627. Jacky Taupin, div. d., s., m. de Pel-et-Dar, 1.775.

La Chapelle-Saint-Luc élu: Marie-Françoise Patras, PC, 1.458. Roger Dujoncourt, UDF-rad., s., m. de Les Noës-près-Troyes, 1.124. Jean-Pierre Constant, FN, 784.

Ervy-le-Châtel élu: Franck Simard, RPR, m. d'Auxon, 1.047. Jean-Pierre Fresnais, UDF-FD diss., m. d'Ervy-le-Châtel, 988. Renaud Jagenet, PC, 524.

Ervy-le-Châtel élu: Lucien Bonenfant, RPR, m. de Prigny, 855. Didier Leprince, div. d., adj. m. de Fontaines, 809. Jean-Claude Nayrac, PS, m. de Fontaines, 620. Guy Raphaëlle, div. d., n.s.r.p.

Nogent-sur-Seine élu: Gérard Ancelin, div. d., m. de Nogent-sur-Seine, 2.169. Robert Marvoyer, FN, 1.079.

Ramerupt élu: Gérard Beurrier, div. d., m. de Lhuire, 1.048. Jacques Cossard, div. d., s., m. de Nogent-sur-Aube, 849. Denis Maillet, div. d., m. d'Avant-lès-Rame-rupt, s'est retiré.

Romilly-sur-Seine-2 élu: Joël Triché, PC, c.m. de Romilly-sur-Seine, 1.835. Annie Herszkowitz, div. d., adj. m. de Romilly-sur-Seine, 1.194. Edwige Mansuy, FN, 661. Georges Didier, PC, n.s.r.p.

Troyes-2 élu: Claude Bertrand, RPR, m. de Creney, 1.973. Brigitte Michel, PS, 1.675. Bruno Subtil, FN, c.r., c.m. de Troyes, 1.005.

Troyes-3 élu: Etienne Copel, UDF-FD, adj. m. de Troyes, 1.647. Jaim Myra, PS, 1.186. Michel Joly, FN, 733.

Troyes-5 élu: Albert Danilo, PS, c.m. de Troyes, 1.318. Marc Malmayre, FN, c.r., c.m. de Troyes, 804.

Troyes-7 élu: Francis Mielie, div. d., m. de Saint-Julien-Villais, 2.489. Jacques Rigaud, RPR, s., m. de Rosières, 2.113.

Villenauxe-la-Grande élu: Jean-Michel Chevrier, PS, 859. Bernard Lamoril, RPR, 772. Gilbert Defaut, UDF-FD diss., m. de Plessis-Barbutte, s'est retiré.

Tous les nouveaux élus Le Guide du Pouvoir Conseillers régionaux et généraux, parlementaires, cabinets ministériels... Organigrammes, biographies et photos 12e édition (3 volumes) 990 frs TTC Editions Jean-François Doucette Tél. 01 42 46 58 10

Le Monde EN POCHE L'EXCLUSION LE SOCIAL A LA DÉFINITION 39F Disponible en librairies et en grandes surfaces Le Monde ÉDITIONS

01 42 46 58 10

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

LE MONDE / MARDI 24 MARS 1998 / 37

MARNE (22)

1er tour: 3 élus (1 UDR, 1 app. UDF, 1 div. d.) Le sénateur UDF Albert Vecten, facilement réélu dès le premier tour dans le canton de Ville-en-Tardenois, peut envisager avec sérénité sa reconduction à la présidence de l'Assemblée départementale, où la droite reste fortement majoritaire. Au sein de la gauche, qui ne débauchait que treize des quarante-neuf sièges du conseil général, le PS progresse en gagnant trois cantons supplémentaires. A Thiebaut-Farémont, ainsi qu'à Vitry-le-François-Ouest, le PS est sorti victorieux de triangulaires avec le Front national. A Epemay-2, Michel Boulonnais (RPR), conseiller général sortant et premier adjoint de Bernard Stasi, maire UDF-FD d'Epemay, a été battu par Daniel Lemaire (PS). M. Boulonnais n'a pas bénéficié des voix qui s'étaient portées sur le candidat FN au premier tour. NOUVEAU CONSEIL: 1 PC, 10 PS, 1 div. g., 1 MEI, 1 div. d., 13 UDF, 9 RPR, 8 div. d. CONSEIL SORTANT: 1 PC, 7 PS, 1 div. g., 1 MEI, 14 UDF, 12 RPR, 7 div. d., 1 div. (prés. Albert Vecten, UDF, sé.)

Avize Réélu: Pierre Calot, RPR, m. d'Avize, 1736. Pascal Desautels, div. d., m. d'Oguz, 1 418.

Belme-Nauroy Élu: Alphonse Schwein, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Vaudesincourt, 1 355. Christian Le Beuf, UDF, c.m. de Prunay, 1 310. Pierre Rodrigue, div. d., n.s.r.p.

Châlons-en-Champagne-2 Réélu: Philippe Michelot, RPR, adj. m. de Châlons-en-Champagne, 2 308. Nicole Buy, PS, c.m. de Châlons-en-Champagne, 1 706.

Châlons-en-Champagne-4 Élu: Pierre Faynot, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Saint-Memmie, 2 634. Gérard Sigal, PS, 2 115. Marc Hamet, div. d., m. de Saint-Memmie, est délégué.

Epemay-1 Réélu: Jacques Houdard, UDF-AD, 1 876. Daniel Guéret, PS, c.m. d'Epemay, 1 657.

Epemay-2 Élu: Daniel Lemaire, PS, c.m. d'Epemay, 2 062. Michel Boulonnais, RPR, s., adj. m. d'Epemay, 2 870.

Fère-Champenoise Réélu: Claude Hardy, div. d. de Fère-Champenoise, 2 306. Bruno Koulout, RPR, adj. m. d'Haussonville, 1 630.

Montmort-Lucy Réélu: Pierre-Yves Jardié, UDF-FD, c.m. d'Orbais-l'Abbaye, 936. Michel Moussy, div. d., m. de Sutzy-le-François, 711.

Reims-1 Réélu: Serge Kochman, RPR, adj. m. de Reims, 3 831. Eric Hébrard, PS, c.m. de Tinqueux, 3 341.

Reims-3 Réélu: Jean-Marie Beaupuy, UDF, c.m. de Reims, 2 142. Marie-Ange Petit, PS, 1 533.

Reims-6 Élu: Gabrielle Nguyen, div. d. sou. RPR, adj. m. de Reims, 3 156. Richard Joy, UDF-FD, s., a été éliminé.

Reims-8 Réélu: Alain Lecroquet, PS, m. de Saint-Bric-Courcelles, 2 485. Richard Bosc, RPR, c.m. de Reims, 1 651.

Reims-9 Réélu: Jean-Claude Laval, PS, c.m. de Reims, 2 954. Laurent Marchant, div. d. sou. RPR-UDF, 1 803.

Saint-Rémy-en-Bouzemont Réélu: Jean-Pierre Bouquet, PS, m. de Vitry-le-François, 1 261. Denis Droin, div. d. sou. RPR-UDF, m. d'Ambrières, 955.

Sainte-Menehould Réélu: Michel Lecroquet, UDF-AD, c.m. de Sainte-Menehould, 2 109. Laurence Sartor, PS, adj. m. de Sainte-Menehould, 1 421. Bertrand Courat, div. d., s'est retiré.

Sézanne Réélu: René-Paul Savary, RPR, c.m. de Sézanne, 2 051. Christian Landot, div. d., m. de Lachy, 1 586.

Suppès Élu: Agnès Person, UDF, 2 112. Jean Huguin, div. d., m. de Suppès, 1 752. Jacques Machet, UDF-FD, sé., n.s.r.p.

Thiebaut-Farémont Réélu: Christian Zaptor, PS, m. d'Haussonville, 1 853. François Lemaire, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Thiebaut-Farémont, 1 814. Alain Dupont, FN, 751. Roland Kapinat, RPR, adj. m. de Brusson, n.s.r.p.

Vitry-le-François-Ouest Réélu: Jacques Charollais, PS, c.m. de Vitry-le-François, 1 837. Michel Bardi, RPR, c.m. de Vitry-le-François, 1 785. Jérôme Malarnay, FN, c.m. de Vitry-le-François, 1 066. Jean Bernard, RPR, sé., n.s.r.p.

HAUTE-MARNE (16 + 11)

1er tour: 2 élus (1 div. g., 1 div. d.) Première formation politique de la droite, qui reste très nettement majoritaire au conseil général, le RPR renforce ses positions, en gagnant deux cantons, alors que l'UDF en perd trois. La gauche, qui ne détenait que cinq sièges sur trente-deux, en remporte trois supplémentaires. Le FN, qui était présent au second tour dans les trois cantons renouvelables de Saint-Dizier, n'a obtenu aucun siège. A Saint-Dizier-Nord-Est, le communiste Jean-Luc Bouzon est sorti largement victorieux de son duel avec le FN. Vingt-six voix seulement manquaient au PS pour l'emporter à Saint-Dizier-Ouest, face au RPR Philippe Bossois. Deux conseillers RPR et un UDF postulent à la succession de Pierre Niederberger (UDF), qui ne se représente pas à la présidence de l'Assemblée départementale. NOUVEAU CONSEIL: 2 PC, 3 PS, 3 div. g., 4 UDF, 15 RPR, 3 div. d. CONSEIL SORTANT: 2 PC, 2 PS, 1 div. g., 9 UDF, 13 RPR, 5 div. d. (prés. Pierre Niederberger, UDF-DL)

Avic-en-Barrois Réélu: Charles Fèvre, UDF-DL, 873. Philippe Fréquentin, div. d., m. d'Arc-en-Barrois, 664.

Châtillonvillain Élu: Jean-Claude Guyot, div. d., 1 102. Henri de la Ville Baugé, UDF-FD, s., c.m. de Dinteville, 1 034. Marie-Rose Patelet, PC, s'est retiré.

Chaumont-Nord Réélu: Gérard Gros Lambert, RPR, c.m. de Chaumont, 2 390. Jacky Trénel, PS, adj. m. de Chaumont, 2 160.

Chaumont-Sud Élu: Pascal Grison, PS, c.m. de Chaumont, 3 422. Lilian Soubramer, RPR, 2 412. Henri Le Roux, PS, adj. m. de Chaumont, s'est démis de son mandat.

Daoulavent-le-Château Réélu: Jean-Marc Fèvre, RPR, m. de Flammeville, 732. Jean-Pierre Lebrun, MPE, 624. Jean-Pierre Journé, div. d., s'est retiré. Hubert Sigot, RPR, m. de Doulevant-le-Château, n.s.r.p.

Juzennecourt Réélu: Michel Berthelot, RPR, m. de Juzennecourt, 774. Jean-Marie Watrenetz, div. d., m. de Juzennecourt, 767. Jean Raullet, RPR, m. de Colombey-les-Deux-Églises, n.s.r.p.

Langres Réélu: Jean-Marie Vollemin, RPR, 2 279. Richard Pétre, div. g. sou. PS, 2 066. Jean-Claude Drouot, FN, c.m., 925.

Longueau-Percey Élu: Guy Duranet, div. g., m. d'Anjeux, 1 712. Jean-Pierre Garlier, div. g. sou. PS, adj. m. de Chahindrey, 1 406. Jean Carbillat, FN, 469. René Oudot, UDF-DL, m. de Villegustien-le-Lac, n.s.r.p.

Montier-en-Der Réélu: Jean-Jacques Bayer, UDF-DL, m. de Montier-en-Der, 1 508. Roger Mielle, div. d., 922.

Prauthoy Réélu: Charles Guéné, RPR, m. de Vaux-sous-Aubigny, 1 008. François Zimmermann, UDF-FD, c.m. de Prauthoy, 735.

Saint-Dizier-Centre Élu: Elisabeth Robert-Dehaut, div. d., adj. m. de Saint-Dizier, 1 887. Valentin Renard, FN, 1 052. Catherine Corvellec, PS, 1 010. Jean-Marie Harat, div. d., s., a été éliminé.

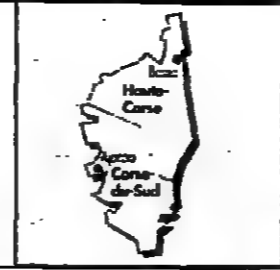
Saint-Dizier-Nord-Est Réélu: Jean-Luc Bouzon, PC, c.m. de Saint-Dizier, 1 546. Patrice Puhl, FN, 918.

Saint-Dizier-Ouest Réélu: Philippe Bossois, RPR, 1 555. Roland Daverdon, PS, m. de Sainte-Livière, 1 529. Franck Amann, FN, c.m., 902. Jean-François Thiéblemont, UDF-DL, adj. m. de Saint-Dizier, n.s.r.p.

Vignory Élu: Denis Mallot, PS, m. de Viéville, 1 484. Jean-Pierre Humbert, div. d., s., 1 179. Jean-François Meylan, RPR, m. de Sarcour-sur-Marne, s'est retiré.

Wassy Élu: Jacques Labarre, div. g., m. de Wassy, 1 757. Gilles Méral, RPR, m. d'Allchamps, 1 343. Pierre Niederberger, UDF-DL, pr. c.g., c.m., n.s.r.p.

CORSE



LA GAUCHE a perdu son pari en Corse. Malgré les quelque 7 points gagnés d'un dimanche à l'autre, le retard de la liste d'union d'Emile Zuccarelli (PRG) était trop important pour menacer la droite. D'autant que celle-ci, partie en ordre dispersé le 15 mars, a réalisé, au second tour, une union partielle: cette tactique lui a permis de décrocher la prime de trois sièges attribuée, conformément au statut de la Corse, à la liste arrivée en tête. Malgré tout, M. Baggioni (RPR) et M. Rossi (UDF), qui, en dépit de leurs réticences, avaient dû s'allier à M. Natali (RPR, ancien div. d.) pour aborder le second tour, auront aussi besoin de Philippe Ceccaldi (div. d.), dont la liste réunissait les amis de Charles Pasqua dans l'île, pour parvenir à la majorité absolue des sièges à l'Assemblée de Corse.

Comment M. Ceccaldi fera-t-il payer son renfort ? Jusqu'à maintenant, le scénario du « troisième tour », à savoir l'élection des deux présidents, était le suivant: la présidence de l'Assemblée devait revenir à M. Rossi, tandis que M. Baggioni devrait succéder à lui-même à la tête du conseil exécutif. La retraite de Jean-Paul de Rocca-Serra devait se solder pour le RPR par la perte d'un des deux pôles de l'exécutif local.

Côté nationalistes, A. Cuncoita nazionalista, vitrine légale du FLNC-camp historique, réussit la meilleure opération: elle sera la seule organisation présente à l'Assemblée, avec cinq sièges. Jean-Guy Talamoni, chef de file de sa liste Corsica nazione, est presque parvenu à doubler ses voix. Ce résultat montre néanmoins l'ampleur de la division de la mouvance nationaliste: au premier tour, les six listes en présence avaient réuni 17,33 % des voix, dont 5,23 % pour A. Cuncoita. La majorité des électeurs des listes éliminées ont préféré reporter leurs voix sur des listes extérieures à la famille nationaliste, plutôt que voter pour A. Cuncoita. A partir d'un premier tour où les nationalistes avaient perdu moins de 4 points par rapport à 1992, la chute, au second tour (près de 15 points), est, comme prévu, considérable.

ASSEMBLÉE DE CORSE (51)

NOUVEAU CONSEIL: 5 PC, 5 PS, 6 PRG, 2 div. g., 3 Cuncoita, 7 UDF, 7 RPR, 14 div. d.

CONSEIL SORTANT: 4 PC, 4 PRG, 2 div. g., 5 UDF, 12 RPR, 10 div. d., 2 ANC, 4 MPA, 2 Verdi Corsi, 3 UPC, 2 Cuncoita, 1 div. (prés. Jean-Paul de Rocca-Serra, RPR, d., m. de Porto-Vecchio, n.s.r.p.)

PS-PC (PRG): Emile Zuccarelli (PRG), min. div. d. (Natali), 11 003 (9,02 %); div. d. (Ceccaldi), 9 512 (7,79 %); div. (Luciani), 6 965 (5,71 %); nat. (Talamoni), 6 379 (5,23 %); nat. (Simeoni), 6 051 (4,96 %); FN (Hildebrand), 5 853 (4,80 %); FN (Bizzari), 4 340 (3,55 %); nat. (Casanova), 4 153 (3,40 %); nat. (Acquaviva), 2 371 (1,94 %); nat. (Beguè-Tronconi), 1 403 (1,15 %); FN (Pellacini-Ponzo), 1 158 (0,94 %); nat. (Cesari), 795 (0,65 %).

1992 - L. 157 805; A., 15,70 %; E., 129 803. RPR-div. d. (de Rocca-Serra, RPR), 31 344 (24,14 %); 16 élus; nat. (Simeoni, UDF), 21 872 (16,25 %); 9 élus; UDF-div. d. (Rosa), UDF-FR, 20 625 (15,87 %); 8 élus; PC (Bucchi, PC div.), 11 274 (8,68 %); 4 élus; nat. (Orsoni, MPA), 10 360 (7,98 %); 4 élus; div. d. (Natali, RPR div.), 9 286 (7,15 %); 3 élus; div. d. (Ceccaldi), 6 957 (5,35 %); 2 élus; FN (Bisseg), 4 627 (3,51 %).

RPR-UDF: 45 904 (36,99 %); 21 élus PS-PC: 41 239 (33,23 %); 16 élus div. d.: 13 422 (10,62 %); 5 élus nat.: 12 224 (9,85 %); 5 élus div. d.: 11 304 (9,11 %); 4 élus

RPR-UDF: - L. 184 175; A., 31,49 %; E., 121 955. PS-PC (Zuccarelli, PRG), 30 227 (24,78 %); div. d. (Baggioni, RPR), 17 313 (14,01 %); UDF (Rossi, UDF-DL), 14 423 (11,82 %); UDF (Rossi, UDF-DL), 14 423 (11,82 %);

CANTONALES

CORSE-DU-SUD (11)

1er tour: 5 élus (1 PC, 1 div. g., 2 UDF-DL, 1 RPR) La droite conserve la majorité, avec au moins onze élus élus, mais la gauche lui en reprend deux: Ajaccio-3, avec la nette victoire du docteur Simon Renucci - candidat de la gauche à l'élection législative de 1997 et quatrième de la liste d'union de la gauche pour les élections territoriales - et Olmeto. Avec cette double élection, Simon Renucci (PS obs.), souvent présenté comme l'un des espoirs de la gauche corse, jusqu'à présent dépourvu de mandat, prend rang parmi les personnalités politiques insulaires. Le président sortant José Rossi, député UDF-DL, pourrait toutefois ne pas être réélu vendredi: ce qui deviendrait jeudi président de l'Assemblée de Corse il tomberait sous le coup de la limitation du cumul des mandats. Dans ce cas, le maire d'Ajaccio, Marc Marangelli (UDF-DL), pourrait être appelé à lui succéder.

NOUVEAU CONSEIL: 2 PC, 6 div. g., 1 div. g., 6 UDF, 3 RPR, 1 CNDR, 2 div. d., 1 bon.

CONSEIL SORTANT: 2 PC, 6 div. g., 6 UDF, 3 RPR, 1 CNDR, 3 bon., 1 div. (prés. José Rossi, UDF-DL, c. min., d. adj. m. d'Ajaccio)

Ajaccio-1 Élu: Marc Marangelli, UDF-DL, m. d'Ajaccio, 1 938. François Paravissini, div. d., 1 356. Raphaël Baldoacci, div. d., n.s.r.p.

Ajaccio-3 Élu: Simon Renucci, div. g. sou. PS, 1 550. Simone Rossini, div. d., 1 164. Pierre Sommi, RPR, c.m. d'Ajaccio, s'est retiré. Francis Gambarelli, div. d., n.s.r.p.

HAUTE-CORSE (14)

1er tour: 6 élus (1 PS, 2 PRG, 1 RPR, 2 div. d.) La gauche avait pour objectif de reprendre une majorité départementale perdue en 1992 face à Paul Natali (div. d.). Pari perdu: la gauche gagne bien trois sièges, dont celui de Jean-Claude Boumacorsi, premier vice-président du conseil général, ancien député RPR battu par le socialiste Claude Olivès, mais elle perd le canton de Capo Bianco, obtenu par le député PRG Roger Franzoni. Cène défaite, pour 44 voix, permet au président sortant de conserver 1 voix de majorité. Mais la gauche ne s'avoue pas totalement vaincue. D'une part, le seul élu sans équivalente à avoir voté son abstention, jeudi, pour l'élection du président, d'autre part, certains élus du camp libéral pourraient être tentés de marquer leur désaccord avec l'action publique de M. Natali.

NOUVEAU CONSEIL: 1 PC, 3 PS, 6 PRG, 3 div. g., 1 div. g., 6 RPR, 10 div. d. CONSEIL SORTANT: 2 PS, 8 PRG, 2 div. g., 1 UDF, 5 RPR, 12 div. d. (prés. Paul Natali, div. d., c.l.)

Alto-di-Casacconi Élu: François Pancrazi, div. d., 1 095. François Albertini, div. d., s., 1 075. Nicolas Ricci, PRG, I. Dominique Graziani, RPR, s'est retiré.

Bastia-1 Élu: Ange Rovere, PC, adj. m. de Bastia, 1 232. Jean-Louis Albertini, RPR, s., 1 217.

Campoloro-di-Moriani

Élu: Claude Olivès, PS, 1 718. Jean-Claude Bonaccorsi, RPR, s., m. de San-Nicolas-di-Moriani, 1 517. Ange Pili, div. d., s'est retiré. Pierre-Louis Nicolosi, div. d., s'est retiré.

Capobianco

Élu: Dominique Cervoni, div. m. de Livi, 992. Roger Franzoni, PRG, s., d., 938.

Corte

Réélu: Antoine Sindali, div. d., 1 433. Antoine Casanova, PS, 942. Jean-Charles Colonna, RPR, c.m. de Corte, s'est retiré.

L'Île-Rousse

Réélu: Hyacinthe Manel, PS, m. de Monricello, 1 806. Jean-Joseph Allegrini-Simonetti, div. d., 1 449. Charles Francisci, div. d., s'est retiré.

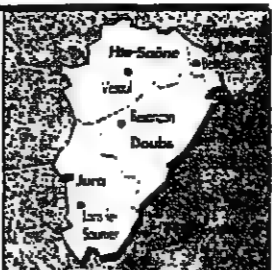
Niolu-Omessa

Réélu: Jean-Baptiste Castellani, RPR, m. de Calacuccia, 1 344. Pierre-François Albertini, PRG, 1 204. Jean-Baptiste Geronimi, div. d., s'est retiré.

Prunelli-di-Fiumorbo

Élu: François Tiberi, div. g., 1 369. Henri Pali, PRG, s., m. de San-Gavino-d'Impugnani, 1 202. Jean-Charles Martinetti, div. d., 1 138. Jacques Bartoli, div. g., s'est retiré.

FRANCHE-COMTÉ



DOUBS (18)

1er tour: 4 élus (1 UDF-PPDF, 3 RPR)

La droite reste majoritaire; elle dispose de vingt-deux cantons sur trente-cinq, au lieu de vingt-cinq précédemment; elle a perdu les quatre cantons urbains de Besançon-Nord-Ouest, Besançon-Ouest, Montbéliard-Ouest et Montbéliard-Est, où s'était maintenu un candidat du Front national; et elle en avait gagné un, celui d'Ornans; au premier tour, Georges Grullot (RPR) devrait donc être réélu président du conseil général. Dans les quatorze cantons renouvelables au second tour, l'abstention a été plus importante qu'au premier: le refus de Jean-François Humbert (UDF-PPDF) d'être élu à la présidence du conseil régional grâce au FN a vraisemblablement freiné le report des voix d'extrême droite sur les candidats présentés ou soutenus par la majorité départementale UDF-RPR.

NOUVEAU CONSEIL: 12 PS, 1 div. g., 5 UDF, 14 RPR, 3 div. d. CONSEIL SORTANT: 9 PS, 1 div. g., 6 UDF, 15 RPR, 3 div. d. (prés. Georges Grullot, RPR, sé., m. de Vesoul-Villedieu-le-Camp).

Besançon-Nord-Ouest Élu: Vincent Fuster, PS, adj. m. de Besançon, 1 882. Jacques Grosperin, RPR, 1 569. Robert Semmerich, FN, c.m. de Besançon, 629. Constant Verdout, RPR, n.s.r.p.

Besançon-Ouest Élu: Claude Jeannerot, PS, adj. m. de Besançon, 3 067. Hervé Tabournot, RPR, c.m. de Besançon, 2 262. Jean-Gabriel Renucci, FN, 1 079. Michel Violante, RPR, n.s.r.p.

Cluses Réélu: Jean Geney, RPR, c.g., m. d'Épupes, 2 864. René Baron, PS, 2 317.

Montbéliard-Est Élu: Pierre Heilas, PS, c.m. de Montbéliard, 4 827. Monique Rousseau, RPR, s., c.g., adj. m. de Montbéliard, 3 834. Emmanuel Guigon, FN, 1 767.

Montbéliard-Ouest Élu: Pierre Heilas, PS, 3 311. Jacques Verrier, RPR, s., c.g., c.m. de Bavaux, 2 335. André Combet, FN, 1 183.

Montmorot Réélu: Alain Marguet, div. d., 1 682. Gilbert Marguet, UDF-DL, m. de Gilley, 1 100. Jean Bourchet, UDF-FD, m. de Maisons-du-Bois-Léveconnin, n.s.r.p.

Morteau Réélu: Claude Verriot, RPR, c.g., 3 657. Jean-Marie Wakenhut, PS, c.m. de Morteau, 2 794.

Mouthe Élu: Michel Morel, RPR, m. de Joigne, 1 650. Gabriel Maire, div. d., 1 162. Roland Vuillaume, RPR, d., n.s.r.p.

Pont-de-Roide Réélu: Louis Cuénin, RPR, c.g., c.m. de Pont-de-Roide, 3 733. Frédéric Barbier, PS, adj. m. de Pont-de-Roide, 2 984.

Pontarlier Réélu: André Cuinet, UDF-DL, c.r., c.g., m. de Pontarlier, 6 260. Christian Bouday, PS, m. de La Rivière-Drugeon, 5 043.

Quingey Réélu: Jacques Breuil, PS, c.g., m. de Quingey, 2 808. Michel Vienet, RPR, 1 421.

Romagnat Réélu: Roland Genin, div. d. sou. RPR-UDF, c.g., m. de Mésandans, 1 084. Bernard Beurrier, PS, m. de Cuhria, 862.

Roulers Élu: Yannick Dessert, RPR, m. de Laissey, 1 998. André Fleury, div. g. sou. PS, m. d'Orgney-Douvot, 1 506. Jean-François Erathier, div. d., adj. m. de Vuilgney, n.s.r.p.

Vesoul-Villedieu-le-Camp Réélu: Georges Grullot, RPR, sé., pr. c.g., m. de Vesoul-Villedieu-le-Camp, 3 039. Gaston Bordet, PS, 1 497. Dominique Mainier, div. d., c.m. de Valdoison, s'est retiré.

JURA (17)

1er tour: 7 élus (1 PS, 1 UDF-DL, 2 RPR, 3 div. d.) Le conseil général du Jura reste ancré à droite, avec dix-neuf sièges au lieu de vingt-deux précédemment) sur trente-quatre, bien que la gauche gagne trois cantons (Dole-Nord-Est, Beaufort et Montbarrey) et dispose ainsi de quinze élus au lieu de douze précédemment. Le président, Gérard Bailly (RPR), réélu dans son canton de Clervaux au premier tour, devrait donc conserver son fauteuil. Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, gagne de justesse 128 voix d'avance) le canton de Dole-Nord-Est, obtenu depuis 1985 par Pierre Talagand (UDF-AD). Pourtant, celui-ci semble avoir bénéficié du report des voix du Front national, qui avait appelé à faire barrage à la ministre Verret.

NOUVEAU CONSEIL: 1 PC, 7 PS, 5 div. g., 1 Verts, 1 écol., 3 UDF, 9 RPR, 5 div. d. CONSEIL SORTANT: 1 PC, 5 PS, 5 div. g., 1 écol., 5 UDF, 12 RPR, 5 div. d. (prés. Gérard Bailly, RPR, c.m. de Lodselle).

Aubais Réélu: Gabriel Marmier, UDF-FD, adj. m. d'Arbois, 1 803. Patrick Bernard, div. g. sou. PS, m. de Villedieu-les-Arbois, 1 190.

Arinthod Réélu: Gilles Camet, RPR, adj. m. de Genot, 1 067. Jean-Louis Delorme, div. d., m. d'Aromas, 751. Denis Deniau, div. g. sou. PS, m. de La Boissière, 480.

Beaufort Élu: Isabelle Mezière, div. g., 1 637. Christian Buchot, RPR, m. de Maynal, 1 348. Gérard Moine, UDF-DL, s'est retiré. Roger Boudet, RPR, c.m. de Coussonc, n.s.r.p.

Chemin Réélu: André Vauchés, PS, d. m. de Tavaux, 2 296. Jean-Michel Daubigny, div. d. sou. RPR-UDF, c.m. de Tavaux, 2 172.

Dampierre Réélu: Denis Ietunet, div. g. sou. PS, 1 537. Jean-Luc Hudry, div. d. sou. RPR-UDF, m. d'Evans, 685. Luc Béjean, FN, m. de Montpléain, 391.

Dole-Nord-Est Élu: Dominique Voynet, Verts, min. c.m. de Dole, 3 890. Pierre Talagand, UDF-AD, s., adj. m. de Dole, 3 862.

Lons-le-Saunier-Nord Élu: Jean-Claude Servillat, RPR, adj. m. de Lons-le-Saunier, 2 687. Guy Goursaud, PS, 2 395. René Felt, RPR, n.s.r.p.

Montbarrey Élu: Alain Bigueur, div. g. sou. PS, m. de La Vieille-Loye, 1 297. Nelly Poncet, RPR, s., 1 153.

Montmirey-le-Château Réélu: Bernard Chauvin, UDF-FD, m. de Molessey, 814. Michel Cucherousset, Verts, 487. Joseph Piron d'Aligny, CNIP, m. de Montmirey-la-Ville, s'est retiré.

Moroz Élu: Jean-Paul Salmoz, RPR, m. de Morez, 2 332. Ernest Delacroix, PS, m. de Morbier, 1 847. Roland Carminati, RPR, n.s.r.p.

DISQUES - CD - LIVRES - FILMS • 50 000 disques et CD • 300 000 livres • 26 000 films • 3615 LEMONDE • 223 F la semaine

SPECTACLES Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel 3615 LEMONDE

38 / LE MONDE / MARDI 24 MARS 1998

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

HAUTE-SAÛNE (16)

1er tour: 6 élus (1 MDC, 2 PS, 2 RPR, 1 div. d.) Gauche et droite se retrouvent à égalité: seize sièges à gauche (au lieu de douze précédemment) et seize à la droite (au lieu de vingt). C'est donc au bénéfice de l'âge que devrait être élu le président du conseil général qui succédera à Christian Bergelin (RPR). Le doyen d'âge est Marc Roussel (PRG), quatre-vingt-trois ans - dont le siège n'était pas renouvelable - qui devrait être le candidat de la gauche « plurielle ». La gauche a gagné les quatre cantons de Lure-Nord, Luxeuil-les-Bains, Amance et Noroy-le-Bourg. Cette progression confirme son succès des élections législatives, qui lui avait permis d'emporter deux sièges de députés sur trois. Les nouveaux conseillers généraux de Lure-Nord et de Luxeuil-les-Bains étaient déjà les vainqueurs des municipales de 1995. Ils ont cette fois été élus à la faveur de triangulaires dues au maintien du FN, qui ne dispose d'aucun élu à l'Assemblée départementale. A droite, la perte de quatre cantons s'explique notamment par l'incapacité de l'union RPR-UDF à renouveler ses candidats, contrairement à ce qu'elle avait fait en 1994. C'est surtout l'UDF qui fait les frais de l'opération. NOUVEAU CONSEIL: 1 PC, 1 MDC, 6 PS, 2 PRG, 6 div. g., 5 UDF, 8 RPR, 3 div. d. CONSEIL SORTANT: 1 PC, 1 MDC, 6 PS, 2 PRG, 3 div. g., 8 UDF, 9 RPR, 3 div. d. (pr. : Christian Bergelin, RPR, a. sec. E., d., m. de Gray).

Amance Réélu: Jean-Paul Pugin, div. g., 1.435. Guy Philipponet, RPR, s., c.g., m. de Faverey, 972. Henri Babey, PS, s'est retiré.

Champagne Réélu: Hubert Guertin, PC, c.g., 2.747. Gérard Polve, PRG, m. de Champagne, 2.102. Gérard Nolot, div. d. sou. RPR-UDF, s'est retiré.

Champittre Réélu: Marcel Ruff, RPR, c.g., m. de Champittre, 853. Robert Dzoal, div. g., 754. Joël Boyard, div. g. sou. PS, s'est retiré.

Fresne-Saint-Mamès Réélu: André Huguin, RPR, c.g., m. de Fresne-et-Vellorelle, 1.310. Jean-Pierre Chausse, div. g. sou. PS, 1.259. Pierre-Henri Vignat, div. d., s'est retiré.

Jussey Réélu: Georges Laine, UDF-DL, c.g., 1.666. Odile Vigneron, div. g. sou. PS, m. de Blondefontaine, 1.516. Frédéric Buisson, div. d., m. de Jussey, s'est retiré.

Lure-Nord Réélu: Michel Federspiel, div. g. sou. PS, m. de Lure, 1.732. Michel Bregnard, UDF-rad., c.m. de Lure, 1.272. Claude Thiébaud, FN, 730. Gilles Roy, UDF-rad., c.m. de Lure, n.s.r.p.

Luxeuil-les-Bains Réélu: Michel Cabillot, div. g. sou. PS, m. de Luxeuil, 1.691. Marie-Odile Hagemann, UDF-FD, 950. Marie-France Lipney, FN, 571. Bernard Hagemann, UDF-FD, c.m. de Luxeuil, n.s.r.p.

Montbron Réélu: André Chevrier, UDF-DL, c.g., m. de Beaumont-Aubertans, 1.566. Marcel Fleury, PS, 1.048.

Noroy-le-Bourg Réélu: Gérard Bontour, div. g. sou. PS, m. de Colombe-les-Vesoul, 1.261. Etienne Philippe, UDF-DL, s., c.g., m. de Noroy-le-Bourg, 1.133.

Vesoul-Ouest Réélu: Alain Joyandet, RPR, sén., c.g., m. de Vesoul, 4.007. Laurent Bertrand, PS, 2.882.

TERRITOIRE DE BELFORT (3)

Le nouveau conseil général comprend douze élus de gauche et trois de droite, contre huit et sept précédemment. La gauche a gagné les quatre cantons de Belfort-Nord, Châtenois-les-Forges, Offemont et Danjoutin. Dans ce dernier canton, la socialiste Sylvianne Fleury a battu le conseiller général sortant, Jean Rosset, chef de file du RPR. La gauche retrouve ainsi son niveau de 1992, malgré un fort taux d'abstention (souvent supérieur à 40 %). Le MDC de Jean-Pierre Chevènement compte plus de sièges (sept) que le PS (cinq). A droite, l'UDF n'a plus aucun élu. Christian Proust (MDC), qui a été réélu dans une triangulaire avec plus de 50 % des suffrages, pourra facilement retrouver son fauteuil de président, s'il ne l'abandonne pas pour celui de la Franche-Comté auquel il demeure candidat. NOUVEAU CONSEIL: 7 MDC, 5 PS, 3 RPR. CONSEIL SORTANT: 5 MDC, 3 PS, 2 UDF, 3 RPR. (pr. : Christian Proust, MDC, c.r., c.m. de Belfort).

Belfort-Ouest Réélu: Christian Proust, MDC, pr. c.g., c.r., c.m. de Belfort, 1.151. Dominique Boissier, RPR, 635. Michel Algrin, FN, c.r., c.m. de Belfort, 483.

Châtenois-les-Forges Réélu: Daniel Lanquetin, MDC, m. de Baviillers, 2.211. Joël Bonnet, RPR, s., c.m. de Baviillers, 1.957.

Danjoutin Réélu: Sylvianne Fleury, PS, m. d'Andelnans, 1.847. Jean Rosset, RPR, s., c.r., c.m. de Belfort, 1.829. Yvan Lajeune, FN, 645.

Offemont Réélu: Françoise Bouvier, MDC, m. d'Offemont, 1.100. Claude Mougenot, RPR, s., c.m. d'Offemont, 945. Marie-Thérèse Munnier, FN, 407. Michel Reiniche, PS, s'est retiré.

Valdoie Réélu: Yves Ackermann, PS, m. de Valdoie, 2.168. Michel Zumbeller, UDF-DL, 1.695. Daniel Pierquet, PS, adj. m. de Valdoie, n.s.r.p.

Belfort-Nord Réélu: Jean-Claude Cherasse, PS, c.m. de Belfort, 1.611. Jean-Michel Gion-Villeeneuve, MPR, 579.

Languedoc-Roussillon

Aude (17 + 1) 1er tour: 7 élus (6 PS, 1 RPR) Déjà largement majoritaire au conseil général, la gauche a fait un spectaculaire bond en avant, passant de vingt-cinq à trente élus. Cette progression est due essentiellement à la montée du Parti socialiste, qui emporte à lui seul les cinq sièges supplémentaires, le Parti communiste gardant ses deux élus. En plus d'un excellent report des voix communistes et écologistes, les candidats socialistes ont profité d'une mobilisation de leur électeur, certainement en raison de l'alliance de la droite avec le front national pour l'élection, vendredi 20 mars, du président du conseil régional Languedoc-Roussillon, Jacques Blanc (UDF-DL). La droite, de son côté, ne semble pas avoir bénéficié de cet accord: dans la plupart des cantons, les candidats RPR, UDF ou divers droite n'ont pas retrouvé la totalité des voix de l'extrême droite et ont souffert de la baisse de la participation. Le RPR ne conserve qu'un de ses trois sièges soumis à renouvellement - il ne compte plus que trois élus à l'Assemblée départementale - de même que les divers droite libéraux de « Nouveau Narbonne », qui ne seront désormais que deux au conseil général. NOUVEAU CONSEIL: 2 PC, 28 PS, 3 RPR, 2 div. d. CONSEIL SORTANT: 2 PC, 23 PS, 5 RPR, 4 div. d. (pr. : Raymond Courrière, PS, sén., m. de Cucugnan).

Alaigne Réélu: Jacques Durand, PS, m. de Lauraguel, 1.571. Marc Jockey, div. d., s., m. de Bellegarde-du-Razès, 1.301.

Alarousse Réélu: Michel Escande, PS, m. de Mousoulens, 2.306. Jean Dvieux, UDF-FD, m. de Pézenas, 1.487. Raymond Courrière, PS, a. min., sén., pr. c.g., n.s.r.p.

Carcassonne-1 Réélu: Marc Deblonde, PS, 3.907. Marc Teulé, RPR, s., adj. m. de Carcassonne, 2.410.

Carcassonne-2-Sud Réélu: Alain Tartier, PS, c.m. de Carcassonne, 1.915. André Arbaud, div. d., adj. m. de Carcassonne, 1.534. Henri Garino, PC, c.m. de Carcassonne, s'est retiré.

Castelnau-Nord Réélu: Alain Bauda, PS, m. de Villemaigne, 2.363. Roger Guilhem, RPR, c.m. de Castelnau, 1.628.

Chalabre Réélu: Jacques Montagné, PS, m. de Chalabre, 1.118. Jean-Pierre Salva, div. d., m. de Rivel, 711. Daniel Lefebvre, RPR, m. de Sommac-sur-Thiers, s'est retiré.

Coutz Réélu: Jacques Hortala, PS, m. de Rennes-Bains, 1.010. Guy Auriffeuille, RPR, s., m. de Coutz, 710. Jean-Pierre Delord, div. g., m. de Bugerach, 412.

Coursan Réélu: Gilbert Pla, PC, 5.741. Michel Escande, div. d. sou. RPR, 2.590. Alain Caraguel, PS, s'est retiré.

Narbonne-Est Réélu: Françoise Dubourdiou, div. d., adj. m. de Narbonne, 3.755. Antonio Fullada, PS, 3.376. Léon Pujat, div. d., adj. m. de Narbonne, n.s.r.p.

Pyrieux-Minervois Réélu: Jean-José Francisco, PS, m. de Cumes-Minervois, 3.279. Pierre Destrem, RPR, s., m. de Pyrieux-Minervois, 3.245.

Tuchan Réélu: Sylvie Astruc, PS, 624. Michel Boyer, div. d., adj. m. de Tuchan, 497. Pierre Fouquier, div. g., m. de Tuchan, s'est retiré. Jean-Marie Mounié, PS, m. de Cucugnan, n.s.r.p.

Yolande Pflieger, FN, 563. Etienne Butzbach, MDC, adj. m. de Belfort, s'est retiré. Lionel Courbey, UDF-FD, s'est représenté dans le canton Belfort-Nord (81).

Belfort-Ouest Réélu: Christian Proust, MDC, pr. c.g., c.r., c.m. de Belfort, 1.151. Dominique Boissier, RPR, 635. Michel Algrin, FN, c.r., c.m. de Belfort, 483.

Châtenois-les-Forges Réélu: Daniel Lanquetin, MDC, m. de Baviillers, 2.211. Joël Bonnet, RPR, s., c.m. de Baviillers, 1.957.

Danjoutin Réélu: Sylvianne Fleury, PS, m. d'Andelnans, 1.847. Jean Rosset, RPR, s., c.r., c.m. de Belfort, 1.829. Yvan Lajeune, FN, 645.

Offemont Réélu: Françoise Bouvier, MDC, m. d'Offemont, 1.100. Claude Mougenot, RPR, s., c.m. d'Offemont, 945. Marie-Thérèse Munnier, FN, 407. Michel Reiniche, PS, s'est retiré.

Valdoie Réélu: Yves Ackermann, PS, m. de Valdoie, 2.168. Michel Zumbeller, UDF-DL, 1.695. Daniel Pierquet, PS, adj. m. de Valdoie, n.s.r.p.

Belfort-Nord Réélu: Jean-Claude Cherasse, PS, c.m. de Belfort, 1.611. Jean-Michel Gion-Villeeneuve, MPR, 579.

Gard (23 + 1) 1er tour: 4 élus (3 PS, 1 div. g.) La gauche renforce ses positions. Elle gagne dix-sept des vingt sièges encore en jeu au second tour. La droite n'a survécu que deux de ses sièges - un pour le RPR, un pour l'UDF -, dont l'un d'une voix seulement, à Uzès. Les candidats communistes et socialistes ont notamment emporté les trois sièges que détenait la droite dans la ville de Nîmes. Les socialistes ont conservé les neuf cantons où ils étaient soumis à renouvellement et ils en ont gagné quatre autres. Les communistes, qui avaient quatre sièges à défendre, les ont conservés et en ont gagné un. Les uns et les autres ont bénéficié d'excellents reports de voix au sein de la gauche, alors que la plupart des candidats de l'UDF et du RPR ont perdu des suffrages par rapport au premier tour. Cette mobilisation de la gauche, conjuguée à un effritement de la droite, est sans doute la conséquence de l'élection, vendredi 20 mars, de l'UDF Jacques Blanc à la présidence du conseil régional Languedoc-Roussillon avec le soutien du Front national. Ce dernier maintient ses positions. La coalition de la droite et de l'extrême droite, dans l'Assemblée régionale, n'a pas pu profiter aux candidats UDF et RPR restés en lice pour les élections cantonales. NOUVEAU CONSEIL: 11 PC, 20 PS, 2 div. g., 2 div. d. UDF, 4 RPR, 3 div. d. CONSEIL SORTANT: 10 PC, 16 PS, 2 div. g., 7 UDF, 5 RPR, 4 div. d., 2 div. (pr. : Alain Jauret, PS, m. du Vigan).

Algues-Mortes Réélu: Etienne Mourut, RPR, m. du Grau-du-Roi, 3.913. Robert Crauste, PS, c.m. du Grau-du-Roi, 2.824.

Alès-Nord-Est Réélu: Henri-Jack Vally, PC, 4.429. Guy Marrot, UDF, c.m. de Saint-Martin-de-Valgauge, 1.862. André Roudil, FN, 1.463.

Alès-Ouest Réélu: Jean-Michel Suan, PC, c.r., c.m. d'Alès, 5.153. Valérie Meunier, RPR, c.m. d'Alès, 2.341. Jean-Pierre Marty, FN, 1.873. Jean Simon, PS, m. de Saint-Christol-le-Aliès, s'est retiré. Fernand Balez, PC, n.s.r.p.

Barjac Réélu: Bernard Raoux, div. d., 1.159. Edouard Chauet, PC, m. de Barjac, 1.127.

Bessèges Réélu: André Rouvière, PS, sén., m. de Bessèges, 1.642. Marie-Christine Peyric, UDF, 1.470. Didier Martin, PC, s'est retiré.

Lédignan Réélu: Françoise Laurent-Perigot, PS, c.r., m. d'Aigremont, 1.671. Roseline Martinez, FN, 617. Bernard Clément, PC, s'est retiré.

Nîmes-3 Réélu: Jacques Boudoux, PS, adj. m. de Nîmes, 3.328. Serge Martinez, FN, c.m. de Nîmes, 2.492. Gérard Di Domenico, RPR, 1.569. Vladimir Culin, PC, adj. m. de Nîmes, s'est retiré. Camille Laperrière, div. d., c.r., n.s.r.p.

Nîmes-4 Réélu: Bernard Casarung, PS, 1.985. Franck Proust, UDF-rad., diss., c.m. de Nîmes, 1.705. Lucien Ruy, FN, 1.185. Antoine Castelnaud, UDF-FD, s., c.m. de Nîmes, a été éliminé.

Nîmes-5 Réélu: Bruno Mangin, PS, adj. m. de Nîmes, 1.973. Alain Boule, RPR, s., 1.336. Jacques Leprie, FN, 1.007.

Nîmes-6 Réélu: Michel Perffertin, PC, c.m. de Nîmes, 2.305. Paul Santoyo, FN, 1.522. Richard Théron, RPR, 1.122. Alain Clary, PC, d., m. de Nîmes, n.s.r.p.

Pont-Saint-Espirit Réélu: Gilbert Baumet, div. d., a. min., m. de Pont-Saint-Espirit, 4.029.

Christophe Serre, PS, m. de Saint-Paul-de-Caisson, 2.970. Alain Salsano, FN, 1.313.

Roquemaure Réélu: René Mathieu, PC, c.m. de Lantim, 4.266. Guy Pecou, RPR, 2.096. Henri Guilot, FN, 1.434. Patrice Prat, PRG, s'est retiré.

Saint-André-de-Valborgne Réélu: Roger Alger, PS, m. de Saint-André-de-Valborgne, 422. Régis Martin, div. d., m. de Saunane, 325.

Saint-Chaptes Réélu: Christophe Cavaud, PC, 2.280. Georges Gal, RPR, c.m. de Saunet, 1.933. Pierre Sabatier, FN, 717. Jean Carreyron, PS, s., m. de Saunet, s'est retiré.

Saint-Jean-du-Gard Réélu: Lucien Affortit, div. g., m. de Saint-Jean-du-Gard, 1.014. Christophe Rues, UDF, 860.

Saint-Mamert-du-Gard Réélu: William Dumas, PS, 2.749. Jean-Marc Michel, RPR, 1.071. Claude Ribelles, FN, 941.

Sommières Réélu: Christian Valette, PS, m. de Congénies, 4.626. Alain Danlet, RPR, 2.067. Olivier Masson, FN, 1.543.

Uzès Réélu: Jean-Luc Chapon, UDF-rad., m. d'Uzès, 3.922. Alain Talssere, PS, 3.921.

Vauvert Réélu: Jean Denat, PS, adj. m. de Vauvert, 3.070. Pierre André, UDF-DL, s., c.m. de Vauvert, 2.805. Max Janin, FN, 1.330.

Vézénobres Réélu: Gérard Gassinio, PS, 1.701. Jacques Gras, div. d., s., m. de Vézénobres, 1.612. Fernand Joffre, PRG, m. de Seymes, s'est retiré.

Castelnau-le-Lez, 4.301. Anne-Yvonne Le Dain, PS, 3.809.

Castries Réélu: Jean-Marcel Castet, PS, m. de Jacou, 7.659. Marcel Gibilly, UDF-DL, s., m. de Teyran, 6.743.

Clermont-Ferrand Réélu: Marcel Vidal, PS, m. de Clermont-Ferrand, 2.639. Michel Pascal, PC, 2.410. Patrick Tesserenc, MPR, 1.547.

Ganges Réélu: Jacques Rigaud, PS, m. de Ganges, 2.662. Louis Randon, RPR, s., 1.593. Pierre Servier, div. d., m. de Cazilhac, s'est retiré.

Lattes Réélu: Christian Jeanjean, RPR, diss., m. de Palavas-les-Flots, 4.402. Michel Vaillat, UDF-DL, s., m. de Lattes, 3.334. Nicole Moshetti-Stamm, Vers, 2.668. Alain Jamet, FN, c.r., c.m. de Montpellier, 1.701.

Lumel Réélu: Claude Barral, PS, m. de Lumel, 7.059. Jean-Louis Pelletier, FN, 4.850. Christophe Rivenc, RPR, 3.168.

Les Matelles Réélu: Georges Vincent, UDF-DL, m. de Saint-Gély-du-Fesc, 5.875. Marie-Maurice, Vers, 4.859. Jean-François Rouaud, PS, diss., m. de Vich-haques, s'est retiré. Gérard Saumade, div. g., d., pr. c.g., m. de Saint-Mathieu-de-Trévières, n.s.r.p.

Mauguio Réélu: Michel Bacala, PS, m. de Mauguio, 5.939. Serge Durand, div. d., m. de La Grande-Motte, 3.786. Marc Rouanet, FN, 1.907. Pierre Michelet, RPR, s., 1.552.

Montpellier-3 Réélu: Philippe Sauré, PS, c.m. de Montpellier, 3.813. Philippe-René Couvignes, RPR, s., 2.672.

Montpellier-5 Réélu: Christian Bénézi, PS, c.m. de Montpellier, 2.642. Bruno Barrière, UDF-DL, c.m. de Montpellier, 2.371.

Montpellier-7 Réélu: Christian Bouille, PS, c.m. de Montpellier, 2.950. Christian Dumont, RPR, 1.659. Alain Bosc, div. g., s., a été éliminé.

Montpellier-9 Réélu: André Vezinhet, RPR, sén., c.m. de Montpellier, 3.662. René Craveret, FN, 1.869.

Montpellier-10 Réélu: Monique Pétard, PS, c.m. de Montpellier, 4.556. Danièle Santonja, RPR, s., m. de Juignac, 3.855. Robert Mougel, FN, 1.430.

Murviel-Béziers Réélu: Norbert Etienne, PC, 2.496. Henri Coste, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Pimisson, 1.246. Alain Berthéze, div. g., m. de Laurens, 1.086. Gérard Baro, PS, m. de Cousses-et-Veyran, s'est retiré. Jean Sénégas, div. g., n.s.r.p.

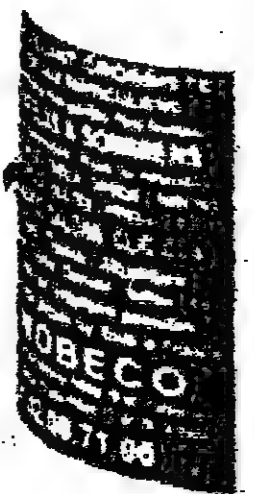
Pézenas Réélu: Pierre Guiraud, div. g. sou. PS, c.m. de Pézenas, 3.611. Alain Vogel-Singer, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Pézenas, 3.577.

Pignan Réélu: Jean-Pierre Moure, PS, m. de Courzonnet, 4.875. Claude Etienne, RPR, s., m. de Fabrègues, 4.351.

Servian Réélu: Henri Béziat, PS, m. d'Abellhan, 2.858. Henri Granier, div. d., 2.079. Gilles Gattier, PC, s'est retiré. Richard Nougier, RPR, m. de Montblanc, s'est retiré.

Sète Réélu: Raymond Felices, PC, c.m. de Sète, 4.940. Jean-Claude Martinez, FN, d.e., c.m. de Montpellier, 2.283. Philippe Fougère, RPR, 1.310.

7h55 L'EDITORIAL ECONOMIQUE Jean-Louis Gombeaud Quand l'info vous gagne c'est EUROPE 1



0201001520

سلا من الامارات

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

LE MONDE / MARDI 24 MARS 1998 / 39

LOZÈRE (12)

1er tour: 9 élus (1 PC, 1 PS, 1 UDF-FD, 1 UDF-DL, 1 UDF diss., 1 RPR diss., 3 div. d.)
La Lozère, département du président du conseil régional et maire de La Courcouronnes, Jacques Blanc, député qui vient d'être suspendu de l'UDF pour avoir sa réélection à la présidence du conseil régional du Languedoc-Roussillon aux voix du FN, a voté sans sourcilier pour la droite. Au sein du conseil général, le rapport de forces entre la droite et la gauche reste inchangé: vingt sièges pour la droite, cinq pour la gauche. Un seul conseiller sortant n'a pas été réélu: il s'agit, dans le canton de Fournels, de Lucien Vidal (div. d.), battu dès le premier tour par Pierre Morel, l'homme de confiance de M. Blanc dont il est l'attaché parlementaire. Les dissidents du RPR et de l'UDF, qui s'étaient montrés indisciplinés aux élections régionales, retrouvent leurs sièges au conseil général, où ils figurent comme divers droite.

NOUVEAU CONSEIL: 1 PC, 4 PS, 7 UDF, 3 RPR, 10 div. d.
CONSEIL SORTANT: 1 PC, 3 PS, 1 div. g., 9 UDF, 4 RPR, 7 div. d. (prés.: François Brugier, UDF-FD, m. d'Espagnac).

Aumont-Audoubert
Élu: Alain Astruc, RPR, 679.
François Auzac, div. d., 426.
Michel Guiral, PS, 288.
Louis Gerbal, div. d., 156.
Léon Dalie, div. d., n.s.r.p.

Chanac
Élu: Sylvain Gaubert, div. d., 628.
Philippe Rochoux, div. d., m. de Chanac, 570.
Janine Bardou, UDF-DL, sén., n.s.r.p.

Langogne
Réélu: Robert Surjoux, UDF-DL, m. de Langogne, 1 464.
Henri Boyer, PS, c.m. de Langogne, 1 141.

PYRÉNÉES-ORIENTALES (15 + 1)

1er tour: 1 élu (0 RPR)
La gauche retrouve la majorité qu'elle avait perdue en 1973. Le sénateur Léon-Georges, allié à Paul Alduy, ancien maire de Perpignan, dirigeait alors le département sous les couleurs d'un socialisme qui refusait le programme commun signé en 1972 par le PS, le PC et les radicaux de gauche. L'élection de Jacques Blanc (UDF-DL) à la présidence du conseil régional, avec les voix du FN, n'est sans doute pas étrangère au résultat du second tour des cantonales, marqué par l'échec des candidats qui se réclamaient des formations du centre, représentées notamment par des proches de l'actuel maire de Perpignan, Jean-Paul Alduy. La mobilisation des électeurs de l'extrême droite, qui s'est maintenue dans tous les cantons où elle était en position de le faire, tout comme des divisions ou réajustements de comptes au sein de la droite, auront permis l'émergence d'une majorité de gauche, dans la logique, en outre, des élections législatives de 1997 (trois socialistes et un communiste avaient été élus). Deux députés socialistes, Christian Bourquin et Henri Sicre, non soumis à réélection dans leurs cantons, peuvent prétendre à la présidence du conseil général.

NOUVEAU CONSEIL: 4 PC, 8 PS, 4 div. g., 5 UDF, 3 RPR, 3 div. d.
CONSEIL SORTANT: 2 PC, 4 PS, 1 app. PS, 1 RPR, 3 div. g., 7 UDF, 9 RPR, 3 div. d. (prés.: René Marqués, UDF-AD, sén., m. de Saint-Laurent-de-la-Salanque).

Argelès-sur-Mer
Élu: Pierre Aylagas, PS, 5 542.
Yves Portier, UDF-FD, m. de Sorède, 3 002.
Jean-Benoît Campa, FN, 2 030.
Jacques Bordané, PRG, m. de Palau-del-Vidre, n.s.r.p.

Caret-en-Roussillon
Élu: Pierre Roy, div. d., m. de Sainte-Marie-la-Mer, 3 773.
Jean-Jacques Guérier, PS, 2 163.
François Pelletan, FN, 1 984.

Côte Vermeille
Élu: Michel Moly, PS, m. de Collioure, 3 943.
Jean Rède, RPR, s. c.m. de Banyuls-sur-Mer, 3 257.

Mont-Louis
Réélu: Raymond Trilles, div. g., m. de Matemale, 1 401.
Christian Blanc, div. d., m. des Angles, 1 021.

Perpignan-1
Élu: Jean Codognès, PS, d., 1 723.
Gérard Nauvo, UDF-FD, c.m. de Perpignan, 1 395.
Laurent Hollenstein, FN, 976.
Jean-Pierre Alduy, UDF-FD, m. de Perpignan, n.s.r.p.

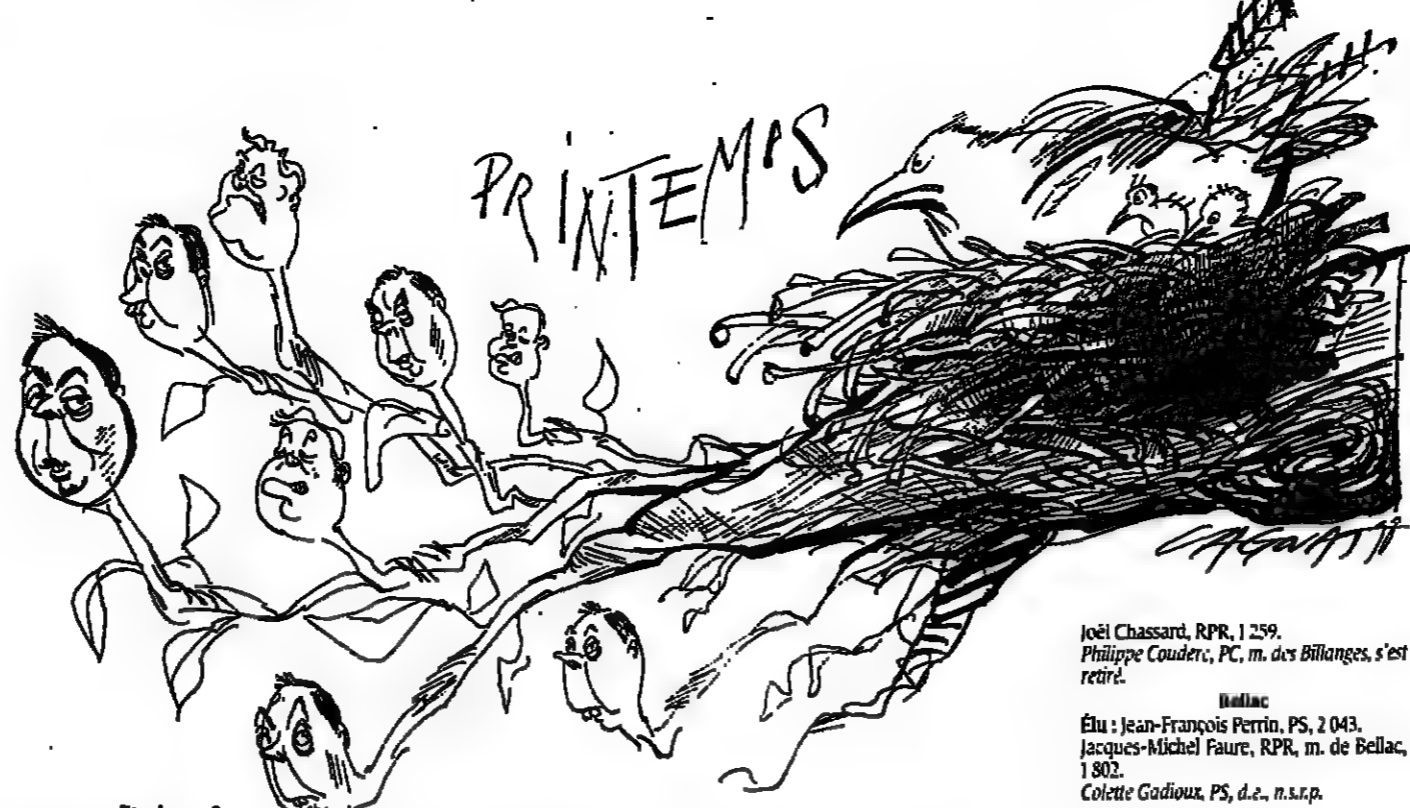
Perpignan-2
Élu: Henri Carbonell, UDF-FD, c.m. de Perpignan, 1 573.
Bernard Cristofoli, Verts, 797.
Daniel Dayé, FN, 653.
Bernard Nicolau, UDF-DL, s., a été éliminé.

Perpignan-3
Réélu: Jean Vila, PC, d., m. de Cabestany, 3 412.
Jean-François Vidal, FN, 1 893.

Perpignan-7
Élu: Claude Comsolène, PS, c.m. de Perpignan, 2 426.
Françoise Barate, RPR, s., 2 084.
Roger Chesney, FN, c.m. de Perpignan, 1 684.

Perpignan-9
Élu: Nicole Gaspon, PC, 1 625.
Raymond Brunet, UDF-DL, 1 576.
Maryse Besse, FN, c.e., 1 113.
Alain Marti, RPR, s., a été éliminé.

Prades
Élu: Guy Cassoly, PC, 3 179.
Jean-Luc Malé, UDF-AD, s., c.m. de Prades, 1 528.
Pierre Estiève, div. d. sou. RPR, m. d'Oreilla, 1 476.
Didier Delmas, PS, s'est retiré.



Prats-de-Mollo-la-Preste
Élu: Jean-Jacques Lopez, PS, 4 616.
André Bascou, RPR, m. de Rivesaltes, 4 395.
Emile Parès, UDF-AD, n.s.r.p.

Saint-Laurent-de-la-Salanque
Réélu: René Marqués, UDF-AD, sén., m. de Saint-Laurent-de-la-Salanque, 3 809.
Patrick Fouchet, PS, 2 445.
Louis Carès, div. d., m. de Torfèlles, 2 179.

Saint-Paul-de-Fenouillet
Réélu: Pierre Estiève, app. PS, 1 339.
Jean-Louis Véra, div. g., 1 276.

Thuir
Réélu: René Olive, PS, m. de Thuir, 5 207.
Viviane Arana-de-Beaumont, FN, 1 820.

Rivesaltes
Élu: Jean-Jacques Lopez, PS, 4 616.
André Bascou, RPR, m. de Rivesaltes, 4 395.
Emile Parès, UDF-AD, n.s.r.p.

Saint-Laurent-de-la-Salanque
Réélu: René Marqués, UDF-AD, sén., m. de Saint-Laurent-de-la-Salanque, 3 809.
Patrick Fouchet, PS, 2 445.
Louis Carès, div. d., m. de Torfèlles, 2 179.

Saint-Paul-de-Fenouillet
Réélu: Pierre Estiève, app. PS, 1 339.
Jean-Louis Véra, div. g., 1 276.

Thuir
Réélu: René Olive, PS, m. de Thuir, 5 207.
Viviane Arana-de-Beaumont, FN, 1 820.

LIMOUSIN

Corrèze (19)
1er tour: 7 élus (2 PC, 1 PS, 4 RPR)
Le PS a obtenu six sièges à la droite, qui continue toutefois de dominer largement l'assemblée départementale grâce au scrutin de 1994: vingt-deux sièges sur trente-sept. Le député RPR Jean-Pierre Dupont devrait donc être réélu, le 27 mars, à la présidence. Mais la gauche a ouvert une brèche dans la majorité du successeur de Jacques Chirac. En passant de cinq à onze sièges, le PS est le grand vainqueur de ce scrutin, le PC conservant ses quatre conseillers. Le député PS Philippe Nauche fait son entrée au conseil général en battant Jean-Michel Delsart, sortant UDF. A Juillac, le socialiste Jean-Claude Yadin l'emporte sur le sortant RPR de 5 voix. Bernadette Chirac avait été élue dès le premier tour.

NOUVEAU CONSEIL: 4 PC, 11 PS, 2 UDF, 20 RPR.
CONSEIL SORTANT: 4 PC, 5 PS, 3 UDF, 26 RPR (prés.: Jean-Pierre Dupont, RPR, d., m. de Bort-les-Orgues).

Bessat-sur-Dordogne
Élu: Jacques Vigier, RPR, m. de Beaulieu, 1 410.
Claude Brunie, PS, c.m. de Beaulieu, 1 177.
Jean-Marie Roume, PC, adj. m. de Norand, s'est retiré.
Michel Sapin, RPR, n.s.r.p.

Brive-la-Gallarde-Centre
Réélu: Jean-Baptiste Dupuy, RPR, 1 570.
Jean-Claude Chauvinat, PS, 872.

Brive-la-Gallarde-Nord-Ouest
Élu: Philippe Nauche, PS, d., c.m. de Brive, 2 138.
Jean-Michel Delsart, UDF-DL, s., c.m. de Brive, 1 482.

Dorzenac
Élu: Gilbert Fronty, PS, m. d'Allasac, 2 827.
Robert Louradour, RPR, m. de Saint-Viance, 2 518.
Charles Morand, RPR, n.s.r.p.

Eygurande
Réélu: Pierre Chevalier, RPR, c.r., m. de Laroche-près-Feyt, 896.
Denis Broquin, PS, c.m. de Merlines, 690.
Nicole Duchier, PC, c.m. de Merlines, s'est retiré.

Juillac
Élu: Jean-Claude Yadin, PS, m. de Saint-Solve, 1 597.
Alain Champagne, RPR, s., adj. m. de Juillac, 1 592.
Maurice Varelle, PC, m. de Voutezac, s'est retiré.

Larche
Réélu: Georges Auger, RPR, m. de Saint-Pantaléon-de-Larche, 2 693.
Alain Pench, PS, 1 929.

Malemort-sur-Corrèze
Élu: Robert Penava, PS, c.m. de Malemort, 3 011.
Michel Bachelier, RPR, c.m. de Malemort, 2 673.
Marine Audebert, PC, c.m. de Malemort, s'est retiré.
Daniel Bourzat, RPR, n.s.r.p.

Neuvic
Élu: Henri Roy, PS, c.m. de Neuvic, 1 291.
André Alanoir, RPR, c.m. de Neuvic, 1 257.
Raymond Chauréil, RPR, m. de Neuvic, n.s.r.p.

Ussel-Est
Élu: Pierre Gathier, RPR, adj. m. d'Ussel, 1 487.
Bernard Goulet, PS, 962.
Gilles Pegourier, div. d., c.m. d'Ussel, 834.
Henri Belcourt, RPR, sén., m. d'Ussel, n.s.r.p.

Ussel-Ouest
Réélu: Aimée Vallat, RPR, adj. m. d'Ussel, 1 450.
Yvette Contonouzias, PS, c.m. d'Ussel, 1 073.
Daniel Peyrat, PC, c.m. d'Ussel, s'est retiré.

Uzerche
Élu: Sophie Dessus, PS, c.m. d'Uzerche, 2 186.
Valentin Larivière, RPR, s., m. d'Uzerche, 2 081.
Jean-Louis Chastant, PC, adj. m. de Salonta-Tour, s'est retiré.

CREUSE (13)
1er tour: 5 élus (4 PS, 1 RPR)
Si la gauche sort confortée du scrutin, avec la reconquête par le PS des cantons d'Aubusson et de Guéret-Sud-Est, elle ne parvient pas pour autant à reprendre les rênes du département. La droite conserve en effet la majorité avec un seul siège d'avance contre cinq dans la précédente assemblée départementale. Exception faite de Jacques Viennois (div. d.), balayé à Guéret-Sud-Est avec 39,85 % des suffrages exprimés, les conseillers sortants ont tous retrouvé leur fauteuil. Dans les deux cantons où les sortants ne brigaquent pas un nouveau mandat, la droite conserve Chambon-sur-Voueize mais perd Aubusson, où elle se présentait très divisée.

NOUVEAU CONSEIL: 11 PS, 2 div. g., 2 UDF, 5 RPR, 7 div. d.
CONSEIL SORTANT: 9 PS, 2 div. g.,

3 UDF, 6 RPR, 7 div. d. (prés.: Bernard de Froment, RPR, m. de Saint-Fiel).

Aubusson
Élu: Jacqueline Defemme-Verdier, PS, c.e., c.m. d'Aubusson, 1 783.
Bernard Chirac, RPR, adj. m. d'Aubusson, 1 604.
Jean Mazetier, UDF, n.s.r.p.

Bonnat
Réélu: Jean Commernat, div. g. sou. PS, 1 848.
Jean-Marie Moutard, div. d., 1 206.

Bourgnanef
Réélu: Jean-Jacques Lozach, PS, c.e., m. de Bourgnanef, 1 927.
Michelle Suchaud, div. d. sou. RPR, 1 227.

Chambon-sur-Voueize
Élu: Guy Arnaud, div. d., m. de Chambon-sur-Voueize, 1 255.
Marie-Thérèse Pelletier, div. g. sou. PS-PC, m. de Viersat, 1 202.
Joël Souche, div. d., adj. m. de Chambon-sur-Voueize, s'est retiré.
Jean Nicolson, RPR, c.m. de Budelière, n.s.r.p.

Châteaus-Malvalès
Réélu: Gérard Gaudin, div. d. sou. RPR-UDF, 1 337.
Jean-François Bouchet, div. g. sou. PS, m. de Châteaus-Malvalès, 1 252.

Gentilous-Pigérolles
Réélu: Pierre Courty, div. d. sou. RPR-UDF, m. de La Nouaille, 558.
François Chatoux, PS, m. de Faus-la-Montagne, 520.

Le Grand-Bourg
Réélu: Guy Moutaud, PS, m. de Saint-Priest-la-Plaine, 1 257.
Pierre Moreau, div. d. sou. RPR, m. de Grand-Bourg, 844.

Guéret-Sud-Est
Élu: Guy Avizou, PS, adj. m. de Guéret, 1 939.
Jacques Viennois, div. d. sou. RPR-UDF, s., 1 285.

HAUTE-VIENNE (21)
1er tour: 5 élus (2 CAP, 2 PS, 1 app. PS)
Déjà réduite à la portion congrue dans la précédente assemblée, la droite perd encore deux sièges et ne conserve que de justesse le canton de Limoges-Emalleurs. L'ancien député Jacques-Michel faure (RPR) n'a pas réussi à conquérir le canton de Bellac, la ville dont il est pourtant le maire. La participation a été généralement forte, même dans les cantons acquis d'avance, comme Eymoutiers et Saint-Sulpice-les-Feuilles, où les candidats de la Convention pour une alternative progressive (CAP) étaient seuls en piste au second tour. Dans le canton sensible de Limoges-La Bastide, où restait face à face Guy Cuisinier, conseiller sortant (PS), et Antoine Orabona, conseiller régional FN, ce dernier n'a recueilli qu'une partie des voix qui s'étaient portées, au premier tour, sur le candidat RPR.

NOUVEAU CONSEIL: 11 CAP et app., 1 MDC, 25 PS et app., 1 div. g., 1 UDF, 3 RPR.
CONSEIL SORTANT: 11 CAP, 1 MDC, 24 PS, 2 UDF, 4 RPR (prés.: Jean-Claude Ayrinet, PS, sén.).

Aixe-sur-Vienne
Élu: Patrick Servaud, PS, 4 912.
Jean-Louis Rabibovich, RPR, 2 256.
René Denis, PS, n.s.r.p.

Ambazac
Réélu: André Gagnaire, PS, m. d'Ambazac, 2 874.
Bernard Dupin, div. g., m. de Saint-Priest-Taurion, 1 961.

Blanc
Réélu: Claude Bourra, UDF-DL, m. de Yousse, 1 303.
Gérard Houillon, div. d., 732.
Régis Abdou-Lortie, PS, 598.

Confians-en-Jarnisy
Élu: Evelyne Didier, PC, 4 487.
Françoise Leroy, UDF-rad., 2 478.
Gérard André, PS, s'est retiré.
Philippe Nachbar, UDF-DL, sén., n.s.r.p.

Hamonville
Élu: André Barbier, RPR, 2 247.
Alain Delhotail, PS, m. de Xirocourt, 1 553.
Jean Enel, UDF-FD, n.s.r.p.

Herserange
Réélu: Laurent Righi, PC, m. de Husigny-Godbrange, 2 865.
Jacques Marteau, PS, s'est retiré.

Joël Chassard, RPR, 1 259.
Philippe Couderc, PC, m. des Billanges, s'est retiré.

Mailac
Élu: Jean-François Perrin, PS, 2 043.
Jacques-Michel Faure, RPR, m. de Bellac, 1 802.
Colette Gadioux, PS, d.e., n.s.r.p.

Eymoutiers
Élu: Michel Pouchou, CAP, 2 238.
Daniel Perducat, PS, m. d'Eymoutiers, s'est retiré.
André Lecuyer, CAP, m. de Nédade, n.s.r.p.

Limoges-Carnot
Élu: Jacques Rousseau, app. PS, 1 486.
Gérard Janicot, RPR, s., 952.

Limoges-Couzeix
Élu: Gérard Terrier, PS, 2 180.
Jean-Marc Gabouy, UDF-rad., s., m. de Couzeix, 2 101.

Limoges-Emalleurs
Élu: Raymond Archer, RPR, c.e., c.m. de Limoges, 2 205.

Nexon
Élu: Daniel Faucher, PS, adj. m. de Nexon, 2 005.
Patrick Piquet, RPR, 960.
Georges Darzenthal, div. g. sou. PC, m. de Saint-Maurice-les-Brousses, s'est retiré.
René Rebéro, PS, n.s.r.p.

Saint-Laurent-sur-Gorre
Réélu: Alain Blond, RPR, m. de Saint-Laurent-sur-Gorre, 1 249.
Patrick Vaudou, div. g., 1 113.
Michèle Barnoux, PS, s'est retiré.

Saint-Léonard-de-Noblat
Réélu: Jean-Paul Baridon, PS, m. de Saint-Léonard-de-Noblat, 3 066.
Hervé Coulaud, app. UDF, 1 204.
Emile Legris, PC, s'est retiré.

Saint-Sulpice-les-Feuilles
Élu: Jean-Pierre Drieux, CAP, m. d'Arnac-la-Poste, 1 360.
Hervé Bernard, app. PS, s'est retiré.
René Buseraud, CAP, m. de Mailhoc-sur-Benac, n.s.r.p.

Jarville-la-Malgrange
Élu: Roger Gautier, div. d., 4 039.
Jacky Charpentier, PS, 3 831.
Charles Chéné, UDF-FD, s., m. de Ludres, s'est retiré.

Lamoignon
Élu: Claude Guilleme, UDF-DL, m. de Lamoignon, 3 157.
Pierre Baumann, PS, m. de Varangéville, 2 417.

Liméville-Nord
Réélu: Alain Verdern, div. d., 2 408.
Claude Bainville, PS, 1 689.

Nancy-Est
Élu: Jean-Marie Schleret, UDF-rad., adj. m. de Nancy, 2 078.
Stéphane Nicot, PS, 1 893.

Nancy-Nord
Élu: Jean-Yves Le Déaut, PS, d., 2 498.
François Werner, RPR, 2 316.
Claude Huriet, UDF, sén., m. de Vaucourt, n.s.r.p.

Nancy-Sud
Réélu: Jacques Baudot, UDF-FD, sén., p.e., 2 991.
Jean-Louis Thiébert, PS, c.m. de Nancy, 2 188.

Nomeny
Élu: Bernard Leclerc, PS, 1 888.
Roland Menré, div. d., s., 1 827.

Pont-à-Mousson
Élu: Henry Lemoine, div. d., 3 012.
Noël Guérard, PS, 2 791.
Jeannine Massart, FN, 1 073.
Robert Portet, div. d., n.s.r.p.

Saint-Nicolas-de-Port
Réélu: Robert Blaise, PS, m. de Dombsaie-sur-Meurthe, 5 689.
Denis Cras, RPR, 3 084.

Selkamps
Élu: Gérard Royer, UDF-rad., 3 575.
Henri Chautour, PS, 2 394.

Thiaucourt-Regniéville
Réélu: Jean-Louis Cossin, UDF, m. de Thiaucourt-Regniéville, 1 115.
Didier Fririon, Verts, 564.

Tomblaine
Élu: Hervé Féron, MDC, 4 591.
Serge Bouly, RPR, 3 399.
Claude Baumann, PC, s'est retiré.
Frédéric Jehl, UDF-DL, n.s.r.p.

Toul-Sud
Réélu: Aloys Geoffroy, UDF-rad., 2 611.
Jean Feidt, PS, c.m. de Toul, 1 573.

Vandœuvre-lès-Nancy-Est
Élu: Stéphane Hablot, PS, c.m. de Vandœuvre, 1 968.
Françoise Nicolas, RPR, m. de Vandœuvre, 1 162.
Marc Néguiral, FN, 709.

Villers-lès-Nancy
Élu: Pascal Jacquemin, PS, 4 133.
Jean Bernadaux, UDF-FD, s., m. de Villers-lès-Nancy, 4 121.
Henri Bégorre, UDF-rad., m. de Maxéville, s'est retiré.

Villurupt
Réélu: Alain Casoni, PC, 2 866.
Christiane Witwicki, PS, m. de Villurupt, 1 792.
François Boudot, UDF-FD, 1 280.

Jacqueline Chevalier, PS, adj. m. de Limoges, 2 122.
Pierre Baillet d'Estrovaux, RPR diss., s., c.m. de Limoges, a été éliminé.

Limoges-Isle
Réélu: Marcel Faucher, PS, m. d'Isle, 3 266.
Marc Landrin, RPR, 1 491.

Limoges-La-Bastide
Réélu: Guy Cuisinier, PS, c.m. de Limoges, 2 281.
Antoine Orabona, FN, c.e., 803.

Limoges-Le-Palais
Réélu: Jean-Claude Cruveilhier, PS, m. du Palais-sur-Vienne, 3 040.
Daniel Moreau, RPR, 1 135.

Limoges-Puy-las-Rodas
Réélu: Jean-Paul Bonnet, PS, 1 932.
Rémy Viroulaud, RPR, 1 111.

Limoges-Vigenal
Élu: Pierre Lefort, PS, adj. m. de Limoges, 1 987.
Jacques Cassagnolle, RPR, 775.
Georges Fréreau, PS, n.s.r.p.

Limoges-Emalleurs
Élu: Raymond Archer, RPR, c.e., c.m. de Limoges, 2 205.



LORRAIN

Meurthe-et-Moselle (21 + 4)
1er tour: 2 élus (1 PC, 1 PS)
La Meurthe-et-Moselle passe à gauche. La victoire au premier tour de Michel Dinot, maire PS de Vannes-le-Châtel, était un signe avant-coureur de son succès, puisque six des vingt-cinq cantons renouvelables basculent à gauche. Au final, celle-ci disposera de vingt-quatre sièges contre vingt et un à la droite. La grosse surprise du second tour est la défaite du sénateur Jean Bernadaux, maire (UDF-FD) de Villers-lès-Nancy, qui perd de douze voix face au socialiste Pascal Jacquemin. Un autre des quatre nouveaux cantons créés par l'ancienne majorité est gagné par la gauche, celui de Vandœuvre-lès-Nancy-Est, où le maire RPR, François Nicolas, s'incline devant un des jeunes conseillers municipaux d'opposition, Stéphane Hablot (PS). Il faut aussi noter l'arrivée de Jean-Yves Le Déaut, député (PS) de Briey-Pont-à-Mousson, qui emporte Nancy-Nord. Au Nord, Coufflens-en-Jarnisy, où le sortant, Philippe Nachbar, sénateur et maire de la ville, ne se représentait pas, est gagné par le PC. A Audun-le-Roman et Herserange, les deux candidats communistes, Michel Mariuzzo et Laurent Righi, seuls en lice, étaient assurés de la victoire.

NOUVEAU CONSEIL: 7 PC, 1 MDC, 14 PS, 1 div. g., 1 UDF, 13 UDF, 2 RPR, 6 div. d.
CONSEIL SORTANT: 0 PC, 10 PS, 1 div. g., 15 UDF, 1 RPR, 7 div. d., 1 div. d. (prés.: Jacques Baudot, UDF-FD, sén.).

Arracourt
Élu: Gérard Husson, div. d., 410.
Michel Marchal, div. d., 385.
Jacques Marchal, UDF-AD, n.s.r.p.

Audun-le-Roman
Élu: Michel Mariuzzo, PC diss., 3 425.
Christian Eckert, PS, s'est retiré.
Hubert Devèze, PC, m. d'Audun-le-Roman, n.s.r.p.

Badonviller
Élu: Bernard Muller, UDF, 975.
Claude Stock, PS, 550.
Louis Kindelberger, div. d., s'est retiré.
Bernard Martin, div. d., n.s.r.p.

Blamont
Réélu: Claude Bourra, UDF-DL, m. de Yousse, 1 303.
Gérard Houillon, div. d., 732.
Régis Abdou-Lortie, PS, 598.

Confians-en-Jarnisy
Élu: Evelyne Didier, PC, 4 487.
Françoise Leroy, UDF-rad., 2 478.
Gérard André, PS, s'est retiré.
Philippe Nachbar, UDF-DL, sén., n.s.r.p.

Hamonville
Élu: André Barbier, RPR, 2 247.
Alain Delhotail, PS, m. de Xirocourt, 1 553.
Jean Enel, UDF-FD, n.s.r.p.

Herserange
Réélu: Laurent Righi, PC, m. de Husigny-Godbrange, 2 865.
Jacques Marteau, PS, s'est retiré.

Jarville-la-Malgrange
Élu: Roger Gautier, div. d., 4 039.
Jacky Charpentier, PS, 3 831.
Charles Chéné, UDF-FD, s., m. de Ludres, s'est retiré.

Lamoignon
Élu: Claude Guilleme, UDF-DL, m. de Lamoignon, 3 157.
Pierre Baumann, PS, m. de Varangéville, 2 417.

Liméville-Nord
Réélu: Alain Verdern, div. d., 2 408.
Claude Bainville, PS, 1 689.

Nancy-Est
Élu: Jean-Marie Schleret, UDF-rad., adj. m. de Nancy, 2 078.
Stéphane Nicot, PS, 1 893.

Nancy-Nord
Élu: Jean-Yves Le Déaut, PS, d., 2 498.
François Werner, RPR, 2 316.
Claude Huriet, UDF, sén., m. de Vaucourt, n.s.r.p.

Nancy-Sud
Réélu: Jacques Baudot, UDF-FD, sén., p.e., 2 991.
Jean-Louis Thiébert, PS, c.m. de Nancy, 2 188.

Nomeny
Élu: Bernard Leclerc, PS, 1 888.
Roland Menré, div. d., s., 1 827.

Pont-à-Mousson
Élu: Henry Lemoine, div. d., 3 012.
Noël Guérard, PS, 2 791.
Jeannine Massart, FN, 1 073.
Robert Portet, div. d., n.s.r.p.

DETAILLANT GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS... MATÉLAS & SOMMIERS... MOBECO... 01.42.08.71.00

Tous les nouveaux élus Le Guide du Pouvoir... Editions Jean-François Doumle... Tel. 01 42 46 58 10

d'info gagne... UR... PEL

40 / LE MONDE / MARDI 24 MARS 1998

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

MEUSE (15 + [2])

1^{er} tour : 5 élus (1 RPR, 4 div. d.) Dans la foulée de son élection au conseil régional de Lorraine, vendredi 20 mars, Gérard Longuet est élu à Fresnes-en-Woëvre. La droite conserve une large majorité dans l'assemblée départementale, et la gauche ne réalise pas de poussée. Deux cantons ont changé de couleur politique. A Spincourt, le Parti communiste a perdu le seul siège qu'il détenait dans la Meuse. Eric Bernardi (PC), qui tentait de prendre la succession de Daniel Mayer, a été battu par Jean-Marie Missler (divers droite). Dans la circonscription de Gondrecourt, Alain Céréda (UDF-DL) a été battu par Daniel Lhuillier (gauche républicaine). A Vaincourt, Didier Herment (divers droite), a été battu par un nouveau, Jean-Jacques Poette (divers droite), soutenu implicitement par un tract du Front national.

NOUVEAU CONSEIL : 1 PC, 3 div. g., 11 UDF, 3 RPR, 12 div. d. CONSEIL SORTANT : 1 PC, 2 PS, 2 div. g., 12 UDF, 2 RPR, 12 div. d. (prés. : Rémi Herment, UDF, s.c.).

Ancerville Réélu : Yvon Vannerot, div. d., m. d'An-cerville, 1 696. Pascal Guillaume, PS, 1 307. Jeannine Juvigny, FN, 698.

Bar-le-Duc-Nord Réélu : Bertrand Pancher, UDF-DL, m. de Bar-le-Duc, 2 324. Roland Corrier, PS, c.m. de Bar-le-Duc, 1 989.

Commercy Élu : Alain Verneau, PS, adj. m. de Commercy, 2 418. Jacques Dodo, div. g., m. de Larouville, 1 207. François Duse, PS, d., m. de Commercy, s'est démis de son mandat.

Fresnes-en-Woëvre Élu : Gérard Longuet, UDF-DL, adj. m., c.r., 1 392. Henri Graf, div. g., 908. Jean Discors, RPR, s'est retiré. Louis Mourat, UDF-FD, s'est démis de son mandat.

Gondrecourt-le-Château Élu : Daniel Lhuillier, div. g., m. d'Abainville, 1 231. Alain Céréda, UDF-DL, s., 1 131.

Pierrefitte-sur-Aire Réélu : Christian Namy, UDF, 1 252. Richard Eberhart, div. d., m. de Sampigny, 554.

Saint-Mihiel Réélu : Roger Dumetz, div. d., m. de Saint-Mihiel, 1 231. Daniel Musso, div. d., 1 104. Olivier Audeoud, PS, 768. Yves Thidon, FN, 424.

Seuil-d'Argonne Élu : Olivier Chazal, UDF-DL, m. de La-voivre, 648. René Gigout, div. d., s., m. de Seuil-d'Ar-gonne, 631.

Spincourt Élu : Jean-Marie Missler, div. d., 2 026. Eric Bernardi, PC, m. de Boulogny, 1 682. Daniel Mayer, PC, n.s.r.p.

Vareignes-en-Argonne Élu : Jean-François Lamorette, div. d., 507. Jean-Marie Lambert, div. d., 405. Michel Holubowski, UDF, s'est retiré. Yvon Victor, div. d., n.s.r.p.

Vaincourt Élu : Jean-Jacques Poette, div. d., m. de Vaincourt, 733. Didier Herment, div. d., s., 721. Jean-Claude Salinger, PS, 607.

Vervaincourt Réélu : Maurice Delamarche, UDF-DL, 1 731. Jean Dardaine, PS, 1 140.

MOSELLE (26)

1^{er} tour : 4 élus (2 RPR, 2 app. RPR) Le Parti socialiste réussit une percée remarquée, en passant de cinq sièges à onze sièges. Cette progression est d'autant plus significative qu'elle n'est pas concentrée dans ses fiefs traditionnels que sont les vallées sidérurgiques mosellanes. C'est la confirmation d'une nouvelle implantation dans le département, analyse Michel Liebgott, chef de file des élus socialistes au conseil général de Moselle, qui a été réélu à Fameck, avec 57,3 % des suffrages exprimés. Les socialistes récoltent les fruits des législatives du printemps dernier, à l'instar de Gérard Ternier, qui, après avoir conquis la circonscription de Metz-1, gagne le canton de Mézières-lès-Metz. Sur les quatre cantons de cette circonscription, trois passent à gauche. La poussée du Parti socialiste s'accompagne d'une nouvelle marginalisation du Parti communiste, qui perd un de ses derniers bastions, celui de l'Algrange. Toutefois, les bons résultats du PS ne menacent pas la majorité sortante UDF-RPR-divers droite, qui est « rééquilibrée arithmétiquement », selon l'expression de Philippe Leroy (RPR), président sortant, réélu dès le premier tour et candidat à sa succession.

NOUVEAU CONSEIL : 1 PC, 11 PS, 1 div. g., 8 UDF, 19 RPR, 11 div. d. CONSEIL SORTANT : 2 PC, 5 PS, 1 div. g., 14 UDF, 3 app. UDF, 13 RPR, 6 app. RPR, 8 div. d. (prés. : Philippe Leroy, RPR, c.r., m. de Vic-sur-Sellie).

Algrange Élu : André Pauly, PS, m. de Neufchef, 3 625. Guy Alexandre, FN, 1 835. Gilbert Schmitt, PC, s'est retiré.

ARS-SUR-MOSELLE

Réélu : Marie-Louise Diebold, UDF-DL, m. de Rozérieulles, 3 644. Bruno Valdevin, PS, adj. m. d'Ar-sur-Moselle, 3 114.

Illbruck Élu : Gilbert Maurer, PS, d., m. de Coetzbruck, 3 802. Joseph Schaefer, div. d., s., 3 061.

Cattenom Élu : René Baryga, PS, m. de Rodemack, 3 774. Claude Godfroy, app. RPR, 2 324. Grégoire Hesse, UDF-FD, n.s.r.p.

Château-Salins Élu : Claude Cornet, div. d., m. de Château-Voué, 1 628. Jean-Pierre Bourlain, UDF, 1 275. Pierre Bourlain, RPR, n.s.r.p.

Dhain Réélu : Brice Lerond, app. RPR, m. de Malancourt, 1 247. Roland Geis, div. d., m. de Delme, 637. Jacques Nolte, PS, 462.

Fameck Réélu : Michel Liebgott, PS, d., m. de Fameck, 3 328. Jean Scharre, RPR, 2 475.

Forzy Réélu : Denis Schütz, div. d., m. de Tres-sange, 3 870. Jacky Aliventi, PS, 3 501. Lucien Schmeier, PC, m. de Audun-le-Tiche, s'est retiré.

Forbach Réélu : Charles Stumweis, UDF-FD, m. de Forbach, 2 994. Jean Kieffer, PS, 2 026.

Freyring-Marlebach Réélu : Arthur Albert, RPR, m. de Bénin-gès-Saint-Avold, 5 408. Laurent Kleinheutz, PS, m. de Farebers-viller, 4 665.

Mézières-lès-Metz Élu : Gérard Ternier, PS, d., m. de Mézières-lès-Metz, 5 382. Jean-Claude Mahler, div. d., s., m. d'Ha-gondange, 3 879. Patrick Abate, PC, m. de Talange, s'est retiré.

Marange-Sivange Élu : Marcel Klamers, PS, m. de Sainte-Marie-aux-Chênes, 2 939. Bernard Deramix, UDF-DL, s., m. de Saint-Privat, 2 396. Daniel Pierre, PRG, 1 838.

Metz-1 Élu : Dominique Gros, PS, c.m. de Metz, 3 444. Thierry Goulot, FN, c.r., m. de Metz, 1 719. Pierre Ferrari, UDF-FD, n.s.r.p.

Metz-2 Réélu : Denis Jacquet, UDF-DL, d., c.m. de Metz, 3 166. Pierre Bernhot, PS, 2 263.

Montigny-lès-Metz Élu : Jean-Luc Bohl, div. d., c.m. de Montigny-lès-Metz, 4 349. Raymond Doeringler, UDF-FD, s., m. de Montigny-lès-Metz, 3 727.

Saint-Avold-2 Élu : André Wojciechowski, RPR, m. de Macheren, 4 539. Jean-Marie Proth, FN, c.r., 2 561. Armand Nau, div. d., s., m. de Carling, a été éliminé.

Sarrebourg Élu : Alain Marty, RPR, m. de Sacrebourg, 5 078. Jacqueline Warhouver, div. d., 3 037. Bernard Brion, FN, 2 001. Aloys Warouwer, div. g., d., m. de Zaou-ronge, n.s.r.p.

Sarreguemines-Campagne Élu : Jean Karmann, div. g., m. de Rahling, 3 975. Pierre Schoendorff, FN, 2 843. Hubert Roth, app. RPR, m. de Hambach, n.s.r.p.

Sarreguemines Réélu : Robert Pax, div. d., 2 694. Armand Hennard, RPR, 2 631.

Stiring-Wendel Élu : Jean-Claude Holtz, div. d., c.m. de Stiring-Wendel, 4 286. Paul Fellinger, div. d., 3 896. Rémy Botz, app. UDF, m. de Stiring-Wendel, n.s.r.p.

Woippy Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Yutz Élu : Patrick Weiten, div. d., m. de Yutz, 4 098. Alfred Mescolini, PS, adj. m. de Ter-ville, 2 325. Jean-Pierre Heitz, UDF-DL, s., a été éliminé.

VOSGES (15)

1^{er} tour : 2 élus (1 div. g., 1 RPR) Le PS avait quatre représentants au conseil général, il en a désormais dix. Si l'on ajoute les trois divers gauche, la gauche occupe plus d'un tiers des trente et un sièges du département présidé par le RPR Christian Poncelet. Christian Pierret ne s'en plaindra pas, c'est son secteur de la Déodat, la montagne vosgienne, qui a basculé à gauche : Saint-Dié-Est, Gérardmer, Frazz, Brouvelieures, cantons jusqu'à présent tenus par la droite. Le PCF perd le seul canton qu'il détenait.

NOUVEAU CONSEIL : 1 PC, 11 PS, 1 div. g., 8 UDF, 13 RPR, 6 app. RPR, 8 div. d. (prés. : Philippe Leroy, RPR, c.r., m. de Vic-sur-Sellie).

Algrange Élu : André Pauly, PS, m. de Neufchef, 3 625. Guy Alexandre, FN, 1 835. Gilbert Schmitt, PC, s'est retiré.

Arche Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Yutz Élu : Patrick Weiten, div. d., m. de Yutz, 4 098. Alfred Mescolini, PS, adj. m. de Ter-ville, 2 325. Jean-Pierre Heitz, UDF-DL, s., a été éliminé.

AVEYRON (22)

1^{er} tour : 6 élus (1 div. g., 1 UDF-FD, 3 UDF-DL, 1 RPR) Seul département de Midi-Pyrénées à majorité de droite, l'Aveyron a sensiblement cédé du terrain à la gauche. La majorité départementale, conduite par l'ancien ministre Jean Puech (UDF-DL), a perdu six sièges au deuxième tour. A Rodez, ville dont le maire est aussi le président sortant du conseil régional - Marc Censi, qui depuis une semaine hésite à accepter les voix du FN pour conserver sa présidence -, Dominique Costes (UDF-DL), qui bénéficiait de son soutien, n'a gardé

NOUVEAU CONSEIL : 10 PS, 3 div. g., 4 UDF, 6 RPR, 8 div. d. CONSEIL SORTANT : 1 app. PC, 4 PS, 1 app. RPR, 8 div. d. (prés. : Christian Poncelet, RPR, a. sec. E., sén. m. de Rodez).

Brouvelieures Élu : Etienne Pouchet, PS, adj. m. de Fré-montaine, 731. Roger Pierrat, div. d., s., m. de Fré-montaine, 544. André Bernières, div. d., m. de Mortagne, 219.

Brueyres Réélu : Michel Langlois, RPR, c.g., 3 606. Alain Thillon, div. g., m. de Brueyres, 2 302.

Château-Moselle Élu : Raymond Dégéard, div. d., m. de Thion-Vosges, 4 637. François Thomas, PS, 2 884. Robert Bresson, PC, c.r., m. de Chavelot, n.s.r.p.

Châtinais Réélu : Jean-Pierre Florentin, RPR, m. de Châtinais, 1 724. Christian Prévot, PS, 1 479.

Dompierre Élu : François Bazard, RPR, m. de Dom-pierre, 1 448. Michel Mathieu, div. d., m. de Henne-court, 608. Francis Paas, PS, 603. Guy Lecroy, RPR, n.s.r.p.

Epinal-Est Élu : François-Xavier Huguenot, PS, 4 192.

Mais la surprise vient de l'élection du jeune socialiste François-Xavier Huguenot, à Epinal-Est, contre un candidat RPR-UDF, André Roth. Même la ville d'Epinal a voté à gauche, pour la première fois depuis longtemps dans un scrutin local, en raison d'une mauvaise mobilisation des électeurs RPR en faveur du candidat de l'UDE.

NOUVEAU CONSEIL : 10 PS, 3 div. g., 4 UDF, 6 RPR, 8 div. d. CONSEIL SORTANT : 1 app. PC, 4 PS, 1 app. RPR, 8 div. d. (prés. : Christian Poncelet, RPR, a. sec. E., sén. m. de Rodez).

Brouvelieures Élu : Etienne Pouchet, PS, adj. m. de Fré-montaine, 731. Roger Pierrat, div. d., s., m. de Fré-montaine, 544. André Bernières, div. d., m. de Mortagne, 219.

Brueyres Réélu : Michel Langlois, RPR, c.g., 3 606. Alain Thillon, div. g., m. de Brueyres, 2 302.

Château-Moselle Élu : Raymond Dégéard, div. d., m. de Thion-Vosges, 4 637. François Thomas, PS, 2 884. Robert Bresson, PC, c.r., m. de Chavelot, n.s.r.p.

Châtinais Réélu : Jean-Pierre Florentin, RPR, m. de Châtinais, 1 724. Christian Prévot, PS, 1 479.

Dompierre Élu : François Bazard, RPR, m. de Dom-pierre, 1 448. Michel Mathieu, div. d., m. de Henne-court, 608. Francis Paas, PS, 603. Guy Lecroy, RPR, n.s.r.p.

Epinal-Est Élu : François-Xavier Huguenot, PS, 4 192.

Epinal-Ouest Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Yutz Élu : Patrick Weiten, div. d., m. de Yutz, 4 098. Alfred Mescolini, PS, adj. m. de Ter-ville, 2 325. Jean-Pierre Heitz, UDF-DL, s., a été éliminé.

Yvertois Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

Ziméris Réélu : Jean-Claude Théobald, div. d., m. de Moulins-lès-Metz, 8 409. Jérôme Prache, PS, m. de Woippy, 5 193. Jacques Petit, FN, 3 045.

André Roth, UDF, s., 3 812. Benoît Jaudan, div. d., adj. m. d'Epinal, s'est retiré.

Fraize Élu : Claude Jacquet, PS, d., m. de Fraize, 2 901. François Thiébaud, RPR, s., c.m. de Plain-faïg, 2 192.

Gérardmer Élu : Gilbert Point, PS, c.m. de Gérard-mer, 2 660. Jean-Mary Vicario, RPR, adj. m. de Gé-rardmer, 2 002. André Bonne, RPR, n.s.r.p.

Mirecourt Élu : Patrick Beisbarth, PS, 2 550. Jacques Cahle, RPR, s., c.m. de Mirecourt, 2 489. Bernard Thomas, div. d., m. de Domellier, s'est retiré.

Neufchâteau Réélu : Alain Jacquet, RPR, 3 094. Jacques Duprat, PS, c.r., m. de Neufchâ-teau, 2 907.

Saint-Dié-Est Élu : Serge Vincent, PS, adj. m. de Saint-Dié, 3 838. Roland Bédet, RPR, s., m. de Sainte-Mar-guerite, 3 711.

Saubeur-sur-Moselle Réélu : Guy Vazeille, PS, m. de La Bresse, 5 002. Yvan Pirelli, div. d., 3 471.

Le Thillot Élu : Dominique Peduzzi, div. d., m. de Fresse-sur-Moselle, 3 683. François Cumat, div. g., m. de Ramou-champ, 2 529. Patrice Bahlinger, FN, c.m. de Ménéil-Thil-lot, 1 428. François Vinson, RPR, d., n.s.r.p.

Le Thillot Élu : Dominique Peduzzi, div. d., m. de Fresse-sur-Moselle, 3 683. François Cumat, div. g., m. de Ramou-champ, 2 529. Patrice Bahlinger, FN, c.m. de Ménéil-Thil-lot, 1 428. François Vinson, RPR, d., n.s.r.p.

Le Thillot Élu : Dominique Peduzzi, div. d., m. de Fresse-sur-Moselle, 3 683. François Cumat, div. g., m. de Ramou-champ, 2 529. Patrice Bahlinger, FN, c.m. de Ménéil-Thil-lot, 1 428. François Vinson, RPR, d., n.s.r.p.

Le Thillot Élu : Dominique Peduzzi, div. d., m. de Fresse-sur-Moselle, 3 683. François Cumat, div. g., m. de Ramou-champ, 2 529. Patrice Bahlinger, FN, c.m. de Ménéil-Thil-lot, 1 428. François Vinson, RPR, d., n.s.r.p.

Le Thillot Élu : Dominique Peduzzi, div. d., m. de Fresse-sur-Moselle, 3 683. François Cumat, div. g., m. de Ramou-champ, 2 529. Patrice Bahlinger, FN, c.m. de Ménéil-Thil-lot, 1 428. François Vinson, RPR, d., n.s.r.p.

Le Thillot Élu : Dominique Peduzzi, div. d., m. de Fresse-sur-Moselle, 3 683. François Cumat, div. g., m. de Ramou-champ, 2 529. Patrice Bahlinger, FN, c.m. de Ménéil-Thil-lot, 1 428. François Vinson, RPR, d., n.s.r.p.

Le Thillot Élu : Dominique Peduzzi, div. d., m. de Fresse-sur-Moselle, 3 683. François Cumat, div. g., m. de Ramou-champ, 2 529. Patrice Bahlinger, FN, c.m. de Ménéil-Thil-lot, 1 428. François Vinson, RPR, d., n.s.r.p.

Le Thillot Élu : Dominique Peduzzi, div. d., m. de Fresse-sur-Moselle, 3 683. François Cumat, div. g., m. de Ramou-champ, 2 529. Patrice Bahlinger, FN, c.m. de Ménéil-Thil-lot, 1 428. François Vinson, RPR, d., n.s.r.p.

Le Thillot Élu : Dominique Peduzzi, div. d., m. de Fresse-sur-Moselle, 3 683. François Cumat, div. g., m. de Ramou-champ, 2 529. Patrice Bahlinger, FN, c.m. de Ménéil-Thil-lot, 1 428. François Vinson, RPR, d., n.s.r.p.

Le Thillot Élu : Dominique Peduzzi, div. d., m. de Fresse-sur-Moselle, 3 683. François Cumat, div. g., m. de Ramou-champ, 2 529. Patrice Bahlinger, FN, c.m. de Ménéil-Thil-lot, 1 428. François Vinson, RPR, d., n.s.r.p.

Le Thillot Élu : Dominique Peduzzi, div. d., m. de Fresse-sur-Moselle, 3 683. François Cumat, div. g., m. de Ramou-champ, 2 529. Patrice Bahlinger, FN, c.m. de Ménéil-Thil-lot, 1 428. François Vinson, RPR, d., n.s.r.p.

Le Thillot Élu : Dominique Peduzzi, div. d., m. de Fresse-sur-Moselle, 3 683. François Cumat, div. g., m. de Ramou-champ, 2 529. Patrice Bahlinger, FN, c.m. de Ménéil-Thil-lot, 1 428. François Vinson, RPR, d., n.s.r.p.

Le Thillot Élu : Dominique Peduzzi, div. d., m. de Fresse-sur-Moselle, 3 683. François Cumat, div. g., m. de Ramou-champ, 2 529. Patrice Bahlinger, FN, c.m. de Ménéil-Thil-lot, 1 428. François Vinson, RPR, d., n.s.r.p.

Le Thillot Élu : Dominique Peduzzi, div. d., m. de Fresse-sur-Moselle, 3 683. François

LOT (16)

1^{er} tour: 7 élus (2 PS, 5 PRG)

La droite lotoise a vécu un dimanche noir: ses principaux leaders, Pierre Mas, Serge Juskiwenski, Michel Roumégoux, sont tombés à Cahors et à Figeac. Le maire de Souillac, Alain Chastagnol (en congé du RPR), échappe de justesse à la sanction en suivant son siège de 22 voix. Le RPR, qui comptait 5 sièges dans le conseil sortant, n'en garde qu'un, et l'UDF en perd deux. La poussée à gauche est nette. Les socialistes, avec quatre nouveaux élus à Cahors et Figeac (ville dont Martin Malvy, PS, chef de file aux régionales, est le maire), rassemblent l'essentiel de la mise. Au sein du conseil général, présidé par Jean Milbau (PRG), ils disposent à présent d'une majorité relative. Le sénateur PS Gérard Milon, qui se présentait pour la première fois dans le canton de Cahors-Sud, réussit son implantation avec 65 % des voix.

NOUVEAU CONSEIL: 15 PS, 11 PRG, 1 div. g., 4 RPR.

CONSEIL SORTANT: 10 PS, 11 PRG, 1 div. g., 2 UDF, 6 RPR, 1 div. d. (prés.: Jean Milbau, PRG).

Cahors-Nord-Est
Élu: Bernard Delpech, PS, 1.448.
Michel Roumégoux, UDF, s., c.m. de Cahors, 1.400.
Bernard Gluckler, PRG, adj. m. de Cahors, s'est retiré.

Cahors-Nord-Ouest
Régis: Marc Baldy, PS, c.m. de Cahors, 2.741.
Henri Croq, RPR, 1.067.

Cahors-Sud
Élu: Gérard Miquel, PS, sén. m. de Nuzéjous, 2.385.
Pierre Mas, UDF-FD, s., c.m. de Cahors, 1.510.

Figeac-Est
Élu: Nicole Paulo, PS, adj. m. de Figeac, 2.200.
Robert Bories, RPR, s., m. de Bagnac-sur-Côtes, 2.041.

Figeac-Ouest
Élu: André Mellinger, PS, 2.640.
Serge Juskiwenski, UDF, s., c.m., 1.692.

Gramat
Régis: Jean Dumas, RPR, 1.950.
Jean Bagnaud, PS, 1.577.

Lacapelle-Martial
Régis: Georges Frescaline, PRG, m. d'Arzac, 2.150.
René Debus, UDF diss., m. de Lacapelle-Martial, 788.
Brigitte Amadieu-Plet, UDF, 642.

Lanzès
Régis: Gérard Gary, PS, m. de Lanzès, 597.
Didier Rochette, RPR, 309.

Souljac
Régis: Alain Chastagnol, RPR, m. de Souillac, 2.664.
Philippe Mouraud, MDC, m. de Ponsac, 2.038.

HAUTES-PYRÉNÉES (17)

1^{er} tour: 7 élus (2 PS, 3 PRG, 2 div. g.)

La gauche confirme son élan du premier tour. Elle domine dans quatorze des dix-sept cantons renouvelables, ajoutant sept nouveaux cantons au sept gagnés au premier tour. La droite a perdu six cantons, laissant à l'ancien rugbyman Christian Pauli (sans étiquette) le soin de travailler à trois voix d'avance - le canton de Bordères-sur-Féchez au socialiste François Tarissan, le seul PS à sortir battu de ce scrutin. La gauche conquiert la couronne tarbaise. Parmi les grands vaincus figurent Gérard Trémège (UDF-DL), ancien député et secrétaire national du parti d'Alain Madelin, Georges Dangiade (UDF-FD) et Jean Journé (UDF-rad), conseiller régional, tous trois conseillers municipaux à Tarbes.

NOUVEAU CONSEIL: 12 PC, 9 PS, 8 PRG, 4 div. g., 6 UDF, 4 RPR, 1 div. d.

CONSEIL SORTANT: 2 PC, 9 PS, 6 PRG, 2 div. g., 10 UDF, 3 RPR, 2 div. d. (prés.: François Fortassin, PRG, c.m. de Sarp).

Arreau
Régis: Robert Marqué, PS, m. de Sarrebourg, 1.109.
Guy Vidalhet, div. g., m. d'Arreau, 907.
Georges Compagnon, UDF-FD, c.m. d'Arreau, s'est retiré.

Aureilhan
Élu: Pierre Dusset, PS, m. d'Aureilhan, 2.614.
Jean Lalanne, UDF-FD, m. d'Ordets, 1.418.
Pierre-Henri Locoze, PS, c.m. d'Aureilhan, n.s.r.p.

Bordères-sur-Féchez
Élu: Christian Pauli, div. d., 1.709.
François Tarissan, PS, s., m. de Bordères-sur-Féchez, 1.706.
Jean Buron, PC, m. de Bazet, 1.537.

Dax
Élu: Robert Vignes, PRG, adj. m. de Julien, 3.025.
Pierre Châ, UDF-FD, s., c.m. de Tarbes, 2.352.
Didier Lagarrigue, PS, m. de Loup, s'est retiré.

Pouyastruc
Régis: Jean Burgals, UDF-rad., 1.186.
Jean-Claude Villacampa, PS, m. de Pouyastruc, 1.026.

Saint-Pé-de-Bigorre
Régis: Bruno Lepore, RPR, m. de Saint-Pé-de-Bigorre, 717.
Jean-Claude Pessacoste, PRG, c.m. de Saint-Pé-de-Bigorre, 627.

Tarbes-1
Élu: Jean-Pierre Dubarry, PS, c.m. de Tarbes, 1.572.
Gérard Trémège, UDF-DL, s., c.m. de Tarbes, 1.309.
Francis Carpentier, PC, c.m. de Tarbes, s'est retiré.

Tarbes-2
Élu: Chantal Robin-Rodrigo, PRG, c.m. de Tarbes, 1.636.
Georges Dangiade, UDF-FD, s., c.m. de Tarbes, 1.354.

Tarbes-5
Élu: Jean-Claude Palmade, PS, adj. m. de Tarbes, 1.304.
Jean Journé, UDF-rad., s., c.m. de Tarbes, 1.000.

Tré-sur-Baïse
Élu: Jean-Claude Duzet, div. g., m. de Lamoignon, 1.116.
Jean Guilhem, div. d., s., m. de Tré-sur-Baïse, 1.072.
Gérard Cousseron, UDF-DL, s'est retiré.

TARN (22+3)

1^{er} tour: 8 élus (2 PS, 2 div. g., 1 UDF-FD, 3 div. d.)

La majorité départementale de gauche sort renforcée au-delà de ses espérances, avec trente et un sièges sur quarante-six, dont vingt et un aux socialistes. La forte mobilisation des électeurs (de 65 % à 88 % selon les cantons) lui a pleinement profité. C'est notamment le cas à Graulhet, où le conseiller général sortant socialiste a obtenu 23 voix face au maire RPR, qui avait pourtant bénéficié d'une entente tacite avec le Front national. Le parti de Jean-Marie Le Pen n'a empêché pas plus l'élection d'un socialiste à Castres-Ouest où le frontiste Bernard Autouy a cependant obtenu un report important des voix de la droite, très divisée au premier tour. Plus généralement, la droite n'est plus représentée désormais que par quinze élus, dont dix divers droite. Sur les cinq cantons renouvelables ou nouvellement créés dans la ville d'Albi, celui d'Albi revient à Philippe Bommecarrère, maire RPR de la ville, mais les quatre autres vont à la gauche. Ce deuxième tour a aussi permis le retour après quinze ans d'absence d'un conseiller général communiste à l'Assemblée départementale. Enfin, la réélection du président Thierry Carcenac (PS) devrait dépasser le total des voix de gauche, car deux conseillers divers droite lui ont déjà manifesté leur soutien.

NOUVEAU CONSEIL: 11 PC, 22 PS, 2 PRG, 6 div. g., 1 UDF, 10 RPR, 4 div. d.

CONSEIL SORTANT: 18 PS, 1 PRG, 4 div. g., 3 UDF, 8 RPR, 9 div. d. (prés.: Thierry Carcenac, PS, d.).

Albi-Centre
Élu: Serge Garcia, PS, 2.300.
Pierre-Jean Jouanneau, UDF-A3, 1.922.
Pierre Négoules, UDF-FD diss., s., c.m., s'est retiré.

Albi-Est
Élu: Philippe Bommecarrère, RPR, m. d'Albi, 2.431.
Jacques Galamp, PS, 1.996.

Albi-Nord-Ouest
Élu: Roland Frouac, PC, 2.766.
Jean Cayre, RPR, s., adj. m. d'Albi, 2.204.
Marie-Claude Ciqué, PS, s'est retiré.

Albi-Ouest
Régis: Jacques Valax, PS, c.m., 2.281.
Bernard Escorbiac, RPR, adj. m. d'Albi, 1.890.

Albi-Sud
Élu: Michel Albarède, PRG, c.m. d'Albi, 2.624.
Michel Coullou, UDF-FD, m. de Puygouzan, 2.438.

Anglès
Régis: André Cauquil, RPR, m. d'Anglès, 280.
Alain Mourer, div. d., 223.
Olivier Rougelot, PRG, s'est retiré.

Castres-Ouest
Élu: Philippe Guerin, PS, adj. m. de Castres, 2.524.
Bernard Antony, FN, div. c., 1.844.

Cordes
Élu: Joël Ichanson, PS, 1.077.
Yvan Gantier, CNIP, m. de Saint-Martin-Lagopézie, 1.076.
Claude Laurens, UDF-FD, m. de Bournazel, s'est retiré.
Roger Péguarié, UDF-FD, n.s.r.p.

Caquotz
Élu: Bernard Viala, div. d., m. de Magrin, 496.
Jean-Claude Vignier, div. d., m. de Coq-Toulza, 450.

Jean Mirouze, PS, adj. m. de Maurens-Scopont, 263.

Jean-Lucien André, UDF-DL, m. de Cambon-lès-Lavaur, s'est retiré.

Louis Brives, div. d., n.s.r.p.

Graulhet
Régis: Claude Bousquet, PS, c.m. de Graulhet, 3.894.
Jean Picard, RPR, m. de Graulhet, 3.861.
Camille Ribes, FN, s'est retiré.

Labruguière
Élu: Michel Ser, PS, 3.038.
Jean-Louis Deljeu, div. d., adj. m. de Labruguière, 2.242.
Jacqueline Alquier, PS, n.s.r.p.

Lisle-sur-Tarn
Régis: Jean Bétéille, div. d., m. de Lisle-sur-Tarn, 1.396.
Alain Combres, UDF-DL, c.m. de Lisle-sur-Tarn, 780.

Mazamet-Nord-Est
Régis: Jean-Pierre Cabané, PRG, 3.551.
Jean Bertin, RPR, 2.349.
Jean-François Lacombe, FN, s'est retiré.
Jean-Louis Henry, PS, m. de Puyrin-Augmontel, s'est retiré.

Mazamet-Sud-Ouest
Élu: Didier Houles, PS, m. d'Ansellou, 2.816.
Elisabeth Antony, FN, 1.445.
Pierre Balfet, div. d., s., 1.177.

Montréol-Labessonnié
Régis: Yvan Aussean, RPR, 890.
Michel Delsaux, div. g. sou. PS, m. de Montréol-Labessonnié, 889.

Saint-Paul-Cap-de-Joux
Régis: Michel Algas, PS, 1.240.
Bernadette Côté, CNIP, s'est retiré.

Salvaing
Élu: Georges Paulin, div. g., m. de Mont-dunasse, 372.
Bernard Miramond, PS, c.m. de Salvaing, 103.
Jean-Claude Pradier, RPR, s., s'est retiré.

TARN-ET-GARONNE (14)

1^{er} tour: 3 élus (3 PRG)

Dans le département présidé par Jean-Michel Baylet, président du PRG, réélu au premier tour à Valence-d'Agen, la stabilité domine. Sur treize conseillers, dix-huit restent de gauche. La majorité départementale cependant perd un siège, celui de Yvon Collin (PRG), sénateur et maire de Caussade, qui, contre toute attente, s'est fait battre, malgré le soutien de la quasi-totalité des maires du canton, par un jeune candidat RPR de vingt-huit ans, François Bonhomme, directeur du cabinet du maire de Bayonne. L'autre surprise vient du canton de Moissac: le candidat de gauche, Guy-Michel Empociello, pourtant en ballottage défavorable au premier tour, réussit à l'emporter sur son adversaire RPR, Guy Tardieu, alors que celui-ci bénéficiait du soutien d'un candidat FN ayant obtenu 20 % des voix au premier tour.

NOUVEAU CONSEIL: 7 PS, 12 PRG, 5 div. g., 2 UDF, 3 RPR, 3 div. d.

CONSEIL SORTANT: 7 PS, 12 PRG, 2 div. g., 2 UDF, 2 RPR, 5 div. d. (prés.: Jean-Michel Baylet, PRG, a. sén., m. de Valence-d'Agen).

Beaumont-de-Lomagne
Élu: Fausta Lidoro, RPR, 2.117.

NORD-PAS-DE-CALAIS

NORD (41)

1^{er} tour: 2 élus (1 PC, 1 PS)

La gauche réussit à reconquérir le fief historique qu'elle avait perdu lors de la « vague bleue » de 1992, et elle le fait d'une manière étonnante. Il lui fallait sept sièges pour l'emporter. Elle en gagne quinze (onze pour le Parti socialiste, deux pour le Parti communiste, deux pour les divers-gauche) et n'en perd aucun. Il y a en manifestation une très forte mobilisation à gauche et un très bon report des voix, y compris dans les cantons où les tensions entre socialistes et communistes ont longtemps été très vives. Les triangulaires provoquées par le Front national ont eu partout un effet dévastateur sur la droite, qui perd quinze sièges. À noter la défaite de deux anciens ministres du gouvernement d'Alain Juppé, Frédéric Hostalier (UDF-DL) et Colette Godaccioni (RPR): face à celle-ci, le jeune Patrick Kanner, adjoint au maire de Lille, reconquiert l'ancien fief de Pierre Mauroy, le canton de Lille-Sud-Ouest. Les députés Patrick Delnatte (RPR) à Tourcoing-Nord-Est et Thierry Lazard (DVD) à Poix-lez-Metz sont eux aussi battus. À Lille, la gauche réussit le grand chelem. Sa progression est très forte dans les Flandres, y compris dans les cantons ruraux habituellement ancrés à droite - c'est une démonstration de force sur le terrain de la gauche.

NOUVEAU CONSEIL: 13 PC, 31 PS, 5 div. g., 6 UDF, 8 RPR, 16 div. d.

CONSEIL SORTANT: 11 PC, 20 PS, 2 div. g., 8 UDF, 18 RPR, 20 div. d. (prés.: Jacques Dormay, RPR, d.).

Artois
Régis: Charles Beauchamp, PC, 4.548.
Jean-Luc Halle, div. d., 4.398.
Jean Savary, PS, m. de Monchecourt, s'est retiré.

Armentières
Régis: Gérard Haesebroeck, PS, m. d'Armentières, 9.953.
François Hostalier, UDF-DL, a. sén., c.m. d'Armentières, 6.388.
Nathalie Duprez, FN, 3.455.

Avènes-sur-Helpe-Nord
Régis: Alain Poyart, RPR, m. d'Avènes-sur-Helpe, 1.577.
Martine Hosté, PS, 1.527.

Bailleul-Nord-Est
Élu: Michel Vandewoerde, PS, c.m. de Nieppe, 3.653.
Michel Grasset, UDF-DL, s., m. de Nieppe, 3.638.

Bergues
Élu: Claude Cornélie, div. g., 4.539.
Christian Jarolewski, RPR, m. de Bergues, 4.254.
Monique Denise, PS, d., adj. m. de Dunckerque, s'est retiré.
Roger Drapé, div. d., n.s.r.p.

Pierre Calvignac, PS, m. de Beaumont-de-Lomagne, 1.410.

Guy Dormay, RPR, n.s.r.p.

Castres-Ouest
Régis: Robert Benech, PRG, c.m. de Castres-Ouest, 1.595.
Yvonne Delbos, UDF-FD, 898.

Cressac
Élu: François Bonhomme, RPR, 3.410.
Yvon Collin, PRG, s., sén., m. de Cressac, 3.135.

Grisolles
Régis: Jean-Claude Arbeau, PRG, m. de Labastide-Saint-Pierre, 2.822.
Serge Monasse, UDF, 940.
Liliane Garcia, FN, 800.

Lafrémouze
Régis: Jacques Kost, UDF-rad., c.m. de Lafrémouze, 1.400.
Hervé Sabatier, PS, 1.040.
Charles Mourré, RPR, s'est retiré.

Laurenne
Régis: Hervé Andrieu, div. d., m. de Caze-Montaudou, 1.497.
Alain Champe, PRG, m. de Laurenne, 1.007.
Marc Dalgues, div. g., s'est retiré.

Moissac-2
Élu: Guy-Michel Empociello, PRG, 1.566.
Guy Tardieu, RPR, 1.555.
Claude Michel, FN, c.m. de Moissac, s'est retiré.
Louis Violle, PRG, n.s.r.p.

Montar-de-Quercy
Régis: Jean-Paul Albert, div. d., m. de Montar-de-Quercy, 948.
Michel Monzie, div. g., 619.
Jean-Bernard Koz, PS, 2.

Montauban-1
Régis: Alain Gabachi, UDF-DL, m. de Lamoignon-Capdeville, 1.959.
Jacques Girard, PS, adj. m. de Montauban, 1.679.

Montauban-6
Régis: Adrien de Sant, RPR, c.m. de Montauban, 1.837.
Claude Monchard, PS, 1.577.

Saint-André-Nohain-Vai
Élu: Jean-Paul Raynal, div. g., 1.518.
André Massat, PS, m. de Varen, 1.388.
Elie Bories, div. g., n.s.r.p.

Bouchain
Régis: Albert Després, PC, m. de Roubaix, 6.950.
Xavier Joly, FN, 2.610.
Micheline Nachez, PS, adj. m. d'Hordain, s'est retiré.

Cambrai-Est
Régis: Claude Pringault, RPR, m. de Sarravillers-Forville, 3.842.
Marie-Claude Goubet, PS, m. de Curoire, 3.720.
Pierre Doise, div. d., 1.916.

Carrières
Régis: Jean-Marie Lemaire, div. d., 5.068.
Jean-Raymond Wentz, PS, m. de Saint-Hilaire-Cez-Camp, 4.355.
Jean-Claude Naveau, PC, m. d'Avènes-les-Aubert, s'est retiré.

Casnel
Régis: Edouard Leccr, UDF-DL, 2.629.
René Decodis, PS, m. de Cassel, 2.165.

Le Cateau-Cambrésis
Élu: Roland Grimaldi, div. g., 4.755.
René Ledieu, RPR, s., m. du Cateau-Cambrésis, 3.068.

Condé-sur-Escaut
Élu: Pierre Lemoinne, PC, m. de Vieux-Condé, 6.993.
Jacques Schneider, RPR, s., m. d'Herignies, 6.962.
Dominique Siabolespzy, FN, c.m. de Condé-sur-Escaut, 2.849.
Gérard Detry, PS, s'est retiré.

Coudekerque-Branche
Élu: Joël Carion, PS, 415.
Emmanuel Dewees, RPR, s., c.m. de Dunkerque, 5.783.
Bertrand Meunisse, FN, 3.420.

Quiévrain
Élu: Luc Momet, RPR, adj. m. de Templeuve, 6.288.
Didier Vaffet, PS, m. de Cysnoing, 4.397.
Robert Vandemoëns, div. d., n.s.r.p.

Douai-Nord-Est
Régis: Aldebert Valette, PC, m. d'Auby, 7.527.
Jean-Marie Lamare, FN, c.m. de Douai, 2.867.

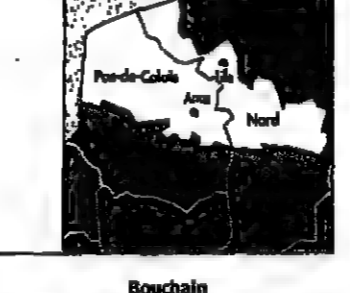
Loos
Régis: Marcourt, PS, adj. m. de Roos-Weverden, s'est retiré.

Douai-Sud-Ouest
Élu: Bernard Wagon, PS, adj. m. de Cuisy, 5.877.
Etienne Maillard, RPR, s., adj. m. de Douai, 5.011.

Douai-Sud
Régis: Pierre Lefebvre, PC, sén., 10.719.
Jean-Jacques Desille, UDF-DL, adj. m. de Douai, 5.296.
Yvonne Marguaille, PS, c.m. d'Anniche, s'est retiré.

Fourmies-Est
Élu: Franck Dherin, UDF-DL, m. de Tétteghem, 7.081.
Claude Martel, PS, m. de Bray-Dune, 4.520.
Claude Prouverre, CNIP, n.s.r.p.

Grand-Syntze
Élu: Roméo Ragazzo, PS, m. de Fort-Mardyck, 7.385.



Lille-Nord-Est
Élu: Jean-Pierre Leroy, PS, 6.959.
Jacques Richir, UDF-FD, c.m. de Lille, 5.445.
Francis Pelletier, UDF-FD, n.s.r.p.

Lille-Sud-Est
Régis: Michel Lalmeig, PS, m. de Roubaix, 6.572.
Nicolas Lebas, UDF-FD, c.m. de Faches-Thumesnil, 5.104.

Lille-Sud-Ouest
Élu: Patrick Kanner, PS, adj. m. de Lille, 5.052.
Colette Godaccioni, RPR, s., a. sén., c.m. de Faches-Thumesnil, 3.542.

Maubeuge-Sud
Élu: Amick Matighelli, PC, c.m., 5.392.
Claude Deresses, FN, c.m. de Maubeuge, 3.821.
Patrick Filleux, UDF-FD, adj. m. de Maubeuge, 3.757.
Philippe Dronart, PS, adj. m. de Ferrière-la-Grande, s'est retiré.
André Boquet, PC, m. de Louvroil, n.s.r.p.

Pont-à-Marcq
Élu: Béatrice Mullier, PS, m. de Fretin, 7.676.
Thierry Lazard, RPR, s., m. de Phalempin, 7.535.

Roubaix-Centre
Élu: Renaud Tardy, PS, c.m. de Roubaix, 5.107.
Philippe Guérard, FN, c.m. de Roubaix, 3.376.
Michel Gysel, RPR, n.s.r.p.

Roubaix-Est
Régis: Bernard Carton, PS, c.m. de Roubaix, 5.411.
Sylvie Butez-Langlois, FN, c.m. de Watrehon, 2.957.

Seduis-Nord
Élu: Noël Dejonghe, PS, m. de Templemars, 6.248.
Robert Dolefosse, RPR, s., m. de Wattignies, 5.227.

Solennes
Régis: Pierre Carlier, PS, m. de Vertain, 4.998.
Serge Machepy, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Solennes, 3.261.
Bernard Monservant, PC, m. de Sautoir, s'est retiré.

Solre-le-Château
Régis: Pierre Herbert, PS, m. d'Hestrud, 2.439.
Guy Ephemé, div. d., 906.
Bertrand Lapontille, RPR, c.m. de Solre-le-Château, 770.

Tourcoing-Nord-Est
Élu: Michel-François Delannoy, PS, adj. m. de Tourcoing, 6.089.
Patrick Delnatte, RPR, s., m. de Tourcoing, 5.562.
Henri Servon, FN, 3.357.

Tourcoing-Nord
Élu: Alexandre Falderbe, PS, m. d'Halain, 9.086.
Christian Vameste, RPR, c.m. de Tourcoing, 8.105.
Gérard Ostyn, FN, 3.744.
Henri Desmetre, UDF-FD, n.s.r.p.

Valenciennes-Est
Élu: Fabien Thiémié, PC, c.m. de Marly, 8.771.



Gravelines
Élu: Jean-Claude Delalande, PS, m. de Loon-Plage, 4.089.
Régis Fauchoit, MDC, s., 3.910.
Daniel Gillo, RPR, c.m. de Grand-Fort-Philippe, 2.717.

Hazebrouck-Nord
Élu: Jean-Pierre Laczny, RPR, m. d'Hondeghem, 4.588.
Jean-Pierre Alloussery, PS, c.m. d'Hazebrouck, 4.548.
Marc Rummond, UDF-FD, m. de Wailon-Cappel, s'est retiré.
Marie-Fanny Gournay, RPR, m. de Coëstre, n.s.r.p.

Landrethum
Régis: André Ducarne, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Bousies, 3.081.
Jacky Bétancourt, PS, c.m. de Landrethum, 2.480.

Lannoy
Élu: Jocy Vancoille, PS, c.m. de Willems, 10.021.
Marie-Marguerite Massart, UDF-FD, s., m. de Hém, 9.536.
Henri Bertin, FN, 4.335.

Libé-Est
Régis: Bernard Derostier, PS, d., m. d'Hellemeux, 5.432.
Philippe Bernard, FN, c.m. de Lille, 2.531.

Lille-Nord-Est
Élu: Jean-Pierre Leroy, PS, 6.959.
Jacques Richir, UDF-FD, c.m. de Lille, 5.445.
Francis Pelletier, UDF-FD, n.s.r.p.

Lille-Sud-Est
Régis: Michel Lalmeig, PS, m. de Roubaix, 6.572.
Nicolas Lebas, UDF-FD, c.m. de Faches-Thumesnil, 5.104.

Lille-Sud-Ouest
Élu: Patrick Kanner, PS, adj. m. de Lille, 5.052.
Colette Godaccioni, RPR, s., a. sén., c.m. de Faches-Thumesnil, 3.542.

Maubeuge-Sud
Élu: Amick Matighelli, PC, c.m., 5.392.
Claude Deresses, FN, c.m. de Maubeuge, 3.821.
Patrick Filleux, UDF-FD, adj. m. de Maubeuge, 3.757.
Philippe Dronart, PS, adj. m. de Ferrière-la-Grande, s'est retiré.
André Boquet, PC, m. de Louvroil, n.s.r.p.

Pont-à-Marcq
Élu: Béatrice Mullier, PS, m. de Fretin, 7.676.
Thierry Lazard, RPR, s., m. de Phalempin, 7.535.

Roubaix-Centre
Élu: Renaud Tardy, PS, c.m. de Roubaix, 5.107.
Philippe Guérard, FN, c.m. de Roubaix, 3.376.
Michel Gysel, RPR, n.s.r.p.

Roubaix-Est
Régis: Bernard Carton, PS, c.m. de Roubaix, 5.411.
Sylvie Butez-Langlois, FN, c.m. de Watrehon, 2.957.

Seduis-Nord
Élu: Noël Dejonghe, PS, m. de Templemars, 6.248.
Robert Dolefosse, RPR, s., m. de Wattignies, 5.227.

Solennes
Régis: Pierre Carlier, PS, m. de Vertain, 4.998.
Serge Machepy, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Solennes, 3.261.
Bernard Monservant, PC, m. de Sautoir, s'est retiré.

Solre-le-Château
Régis: Pierre Herbert, PS, m. d'Hestrud, 2.439.
Guy Ephemé, div. d., 906.
Bertrand Lapontille, RPR, c.m. de Solre-le-Château, 770.

Tourcoing-Nord-Est
Élu: Michel-François Delannoy, PS, adj. m. de Tourcoing, 6.089.
Patrick Delnatte, RPR, s., m. de Tourcoing, 5.562.
Henri Servon, FN, 3.357.

Tourcoing-Nord
Élu: Alexandre Falderbe, PS, m. d'Halain, 9.086.
Christian Vameste, RPR, c.m. de Tourcoing, 8.105.
Gérard Ostyn, FN, 3.744.
Henri Desmetre, UDF-FD, n.s.r.p.

Valenciennes-Est
Élu: Fabien Thiémié, PC, c.m. de Marly, 8.771.

Patrick Lorant, FN, c.m. de Grande-Synthe, 4.809.

Jean-Pierre Declercq, div. g., a été élu.

Gravelines
Élu: Jean-Claude Delalande, PS, m. de Loon-Plage, 4.089.
Régis Fauchoit, MDC, s., 3.910.
Daniel Gillo, RPR, c.m. de Grand-Fort-Philippe, 2.717.

Hazebrouck-Nord
Élu: Jean-Pierre Laczny, RPR, m. d'Hondeghem, 4.588.
Jean-Pierre Alloussery, PS, c.m. d'Hazebrouck, 4.548.
Marc Rummond, UDF-FD, m. de Wailon-Cappel, s'est retiré.
Marie-Fanny Gournay, RPR, m. de Coëstre, n.s.r.p.

Landrethum
Régis: André Ducarne, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Bousies, 3.081.
Jacky Bétancourt, PS, c.m. de Landrethum, 2.480.

Lannoy
Élu: Jocy Vancoille, PS, c.m. de Willems, 10.021.
Marie-Marguerite Massart, UDF-FD, s., m. de Hém, 9.536.
Henri Bertin, FN, 4.335.

Libé-Est
Régis: Bernard Derostier, PS, d., m. d'Hellemeux, 5.432.
Philippe Bernard, FN, c.m. de Lille, 2.531.

Valenciennes-Nord
Régis: Claude Larcanché, UDF-FD, m. de Wallers, 5.557.
Marc Bury, PC, m. de Petite-Forêt, 5.409.
Joël Jaspard, PS, s'est retiré.

Valenciennes-Sud
Élu: Didier Manier, PS, c.m. de Villeneuve-d'Ascq, 5.451.
Dominique Roselle, RPR, c.m. de Villeneuve-d'Ascq, 2.759.
Gisèle Oliveville-Snuwaert, PS, n.s.r.p.

Warhemout
Élu: Patrick Valois, div. d. sou. RPR-UDF, c.m. d'Esquelbecq, 4.391.
René Kerckhove, PS, m. de Wormhout, 3.195.
Gabriel Deblock, div. d., m. d'Esquelbecq, n.s.r.p.

PAS-DE-CALAIS (38)

1^{er} tour: 8 élus (2 PC, 1 MDC, 4 PS, 1 UDF-FD)

Dans ce traditionnel bastion de la gauche, la coalition qui dirige le conseil général conforte sa position en gagnant trois sièges (un pour le Parti socialiste, un pour le Parti communiste et un divers-gauche). Elle en totalise ainsi cinquante sur soixante-dix-sept. Avec trente-quatre conseillers, les socialistes ne détiennent pas la majorité absolue. Le sénateur Roland Huguet (PS), soixante-quatre ans, ancien maire d'Isbergues, qui devrait être facilement réélu vendredi, gouvernera donc le département avec ses alliés de longue date, les quatorze conseillers communistes.

Le PS a repris quatre cantons à la droite (Dainville, Desvres, Calais-Centre et Calais-Est), mais il en a perdu deux au profit de l'UDF (Le Portel et Arras-Ouest). Après la prise de la mairie socialiste par la droite, en 1995, la victoire à Arras de Denise Bocquillet, adjointe au maire UDF, prend valeur de symbole: elle ravit en effet le canton laissé vacant par Michel Wastroux, ancien adjoint au maire PS. C'est à Calais, en revanche, que la droite suit son plus rude échec en perdant les trois cantons qu'elle détenait. Dans le bassin minier lillois, trois conseillers sortants de gauche, un communiste et deux socialistes, ont été réélus avec plus de 65 % des voix: ils étaient opposés à des candidats FN sur lesquels les voix de la droite traditionnelle se sont peu reportées, sauf à Carvin, où le candidat d'extrême droite augmenta de mille voix son score du premier tour face à Odette Dauchet (PCF).

NOUVEAU CONSEIL: 14 PC, 1 MDC, 34 PS, 1 div. g., 10 UDF, 9 RPR, 8 div. d.

CONSEIL SORTANT: 13 PC, 1 MDC, 33 PS, 11 UDF, 13 RPR, 6 div. d. (prés.: Roland Huguet, PS, sén., m. d'Isbergues).

Arras
Régis: Bernard Carpentier, UDF-DL, m. d'Arras, 4.672.
Gilles Cocquemont, PS, m. d'Éperlecques, 3.826.

Arras-Ouest
Élu: Denise Bocquillet, UDF-FD, adj. m. d'Arras, 4.306.
Jacqueline Maquet, PS, 3.726.
Michel Wastroux, PS, n.s.r.p.

Arras-Sud
Régis: Jean-Louis Cottigny, PS, d.c., m. de Beaurains, 7.521.
Hugues Mortier, RPR, adj. m. d'Arras, 4.291.

Audruick
Régis: Albert Doublet, RPR, m. d'Audruick, 5.726.
Jean-Pierre Cousin, PS, 4.188.

Avesnes-le-Comte
Régis: Louis Petit, UDF-DL, 2.489.
Jean Piquet, PS, m. d'Avènes-le-Comte, 1.747.
Alain Loversin, div. d., m. de Givrenchy-le-Noble, s'est retiré.

Beaumont-Hes-Loges
Élu: Michel Petit, div. d., adj. m. de Berties-au-Bois, 2.711.
Alain Bruneau, div. g., m. de Beaumont-Hes-Loges, 2.477.
Jean Weppre, RPR, s., 800.

Béthune-Est
Élu: André Delory, PS, m. d'Hinges, 3.651.
Noël Fruchart, UDF-FD, m. de Vieille-Chapelle, 3.262.
Jean Varrullien, div. g., s., adj. m. de Béthune, s'est retiré.

Béthune-Sud
 Élu : Alain Delamoy, div. g., m. de Lagny, 4 532.
 Charles Doby, RPR, adj. m. de Labevrière, 2 198.
 Henri Toba, PC, adj. m. de Béthune, s'est retiré.
 Bernard Saux, PS, d. m. de Béthune, n.s.r.p.

Boulogne-sur-Mer-Nord-Ouest
 Réélu : Dominique Dupilet, PS, d., m. de Boulogne-sur-Mer, 3 757.
 Emmanuel Migné, RPR, c.m. du Portel, 1 643.

Boulogne-sur-Mer-Sud
 Réélu : Alain Ogner, PS, m. de Saint-Martin-Boulogne, 5 195.
 Jean-Jacques Varjaques, UDF-DI, c.m. de Saint-Martin-Boulogne, 2 320.

Calais-Centre
 Élu : Philippe Vasseur, PS, 4 582.
 Christian Niemann, UDF-FD, s., c.m. de Calais, 3 941.

Calais-Est
 Élu : Serge Peron, PS, m. de Marck, 4 260.
 Jicky Henin, PC, c.m. de Calais, s'est retiré.
 Jacques Gallet, RPR, s., c.m. de Marck, a été éliminé.

Calais-Nord-Ouest
 Élu : Gisèle Cocquerelle, PC, adj. m. de Calais, 4 871.
 René Laporte, RPR, s., m. de Saugatte, 3 621.

Calais-Sud-Est
 Élu : Marcel Levallant, PC, adj. m. de Calais, 3 571.
 Charles François, PS, adj. m. de Calais, s'est retiré.
 Roland Penin, div. g., s., a été éliminé.

Cambria
 Réélu : Jean-Marc Dealet, PC, m. de Vermelles, 4 027.
 Alain Huchette, RPR, c.m. de Vermelles, 2 323.
 Léon Copin, PS, m. de Noyelles-Vermelles, s'est retiré.

Campagne-lès-Hesdin
 Élu : Ghislain Tétard, UDF-DI, c.m. de Beaurainville, 3 155.
 Joël Pentier, PS, m. de Campagne-lès-Hesdin, 3 051.
 Christian Thuillon, div. d., s., s'est retiré.

Carvin
 Réélu : Odette Carvin, PC, m. de Carvin, 5 334.
 André Devallet, FN, 2 657.
 Philippe Kemei, PS, c.m. de Carvin, s'est retiré.

Dainville
 Élu : Françoise Rossignol, PS, adj. m. de Dainville, 4 385.
 Jean-Marie Truffier, UDF-FD, s., m. de Marceuil, 4 061.

Dierres
 Élu : Michel Sergent, PS, sén., m. de Desvres, 3 748.
 Brigitte de Prémont, RPR, s., m. de Bellebrune, 3 656.

Douvrin
 Réélu : Rémy Auedé, PC, c.r., c.m. de Billy-Berclau, 4 474.
 Daniel Delcroix, PS, m. de Billy-Berclau, s'est retiré.

Étales
 Réélu : Jean-Claude Carabeurs, PS, m. de Saint-André-sur-Orne, 4 498.
 Agnès Zaragoza, div. d. sou. RPR-UDF, 2 675.

Étales-sur-Laize
 Réélu : Jean-Jacques Lacoste, PS, m. de Bretteville-sur-Laize, 2 991.
 Xavier de la Provoté, div. d. sou. RPR-UDF, 2 572.

Étales-1
 Réélu : Simone Danguet, RPR, diss., c.m. de Caen, 2 912.
 Jean Lemaire, PS, 2 425.

Étales-2
 Élu : Philippe Duron, PS, d., m. de Louvigny, 3 648.
 Dominique Bannier, UDF-DI, m. de Saint-Croix, 2 749.
 Serge Maillard, PS, m. de Saint-Germain-la-Blanche-Herbe, est décédé.

Étales-3
 Élu : Jean Notari, PRG, 2 739.
 François Solignac-Lecomte, div. d. sou. RPR-UDF, s., adj. m. de Caen, 2 502.

Étales-4
 Élu : Antoine Castin, PS, 1 863.
 Luc Duncton, div. d. sou. UDF, adj. m. de Caen, 1 669.
 Brigitte Le Brethon, RPR, n.s.r.p.

Étales-5
 Élu : Philippe Bernard, PS, diss., 1 566.
 Serge Lévesque, MDC, s., c.m. d'Hérouville-Saint-Clair, 1 513.

Étales-10
 Réélu : Jean Moulin, PS, m. d'Ys, 3 115.
 Philippe Lailier, div. d. sou. RPR-UDF, c.m. de Caen, 3 029.

Étales-11
 Élu : Sylvie Lenourrichel, div. d., m. de La Lande-sur-Drôme, 1 268.
 Jean-Jacques Viart, UDF-DI, s., m. de Caumont-Éventé, 1 095.

Étales-12
 Réélu : Michel Leparquier, RPR, 3 587.

Étales-13
 Réélu : Robert Halley, div. d. sou. RPR-UDF, m. du Montiers-Hubert, 1 452.
 Pierre Trébet, div. d., m. de Livarot, 1 384.

Étales-14
 Élu : Yves Deshayes, UDF-DI, adj. m. de Saint-Etienne-la-Thillaye, 1 349.
 Magali Le François, PS, 1 256.
 Christine Villotte, div. d., m. de Tourville-en-Auge, 1 106.
 Gérard Pruvost, RPR, n.s.r.p.

Étales-15
 Réélu : Jacques Chenu, RPR, c.m. de Lisieux, 2 817.
 Philippe Vacher, PS, diss., adj. m. de Lisieux, 1 394.
 Michel Triqueneaux, UDF-DI, n.s.r.p.

Étales-16
 Réélu : André Fanton, RPR, c.m. de Lisieux, 2 412.
 Brigitte Comet-Chérel, PS, 2 005.

Étales-17
 Réélu : Robert Halley, div. d. sou. RPR-UDF, m. du Montiers-Hubert, 1 452.
 Pierre Trébet, div. d., m. de Livarot, 1 384.

Étales-18
 Élu : Yves Deshayes, UDF-DI, adj. m. de Saint-Etienne-la-Thillaye, 1 349.
 Magali Le François, PS, 1 256.
 Christine Villotte, div. d., m. de Tourville-en-Auge, 1 106.
 Gérard Pruvost, RPR, n.s.r.p.

Étales-19
 Réélu : Robert Halley, div. d. sou. RPR-UDF, m. du Montiers-Hubert, 1 452.
 Pierre Trébet, div. d., m. de Livarot, 1 384.

Étales-20
 Élu : Yves Deshayes, UDF-DI, adj. m. de Saint-Etienne-la-Thillaye, 1 349.
 Magali Le François, PS, 1 256.
 Christine Villotte, div. d., m. de Tourville-en-Auge, 1 106.
 Gérard Pruvost, RPR, n.s.r.p.



Fauquembergues
 Réélu : Michel Caron, UDF-FD, m. de Merck-Saint-Lévin, 2 796.
 Alain Méguignon, PS, c.m. de Fauquembergues, 2 223.

Houdain
 Réélu : Marcel Wachoux, PS, adj. m. de Bruay-le-Bussière, 4 957.
 Daniel Mouton, RPR, 2 088.
 Daniel Dewalle, PC, c.r., m. d'Houdain, s'est retiré.

Leuz-Notre-Dame
 Réélu : Jean-Claude Bois, PS, d., adj. m. de Leuz, 5 267.
 Janick Fontaine, FN, 2 090.

Liézy
 Réélu : André Flajolat, RPR, c.r., m. de Saint-Venant, 5 579.
 Claude Galametz, PS, c.r., 4 334.
 Lucien Andrieux, PC, m. de Liézy, s'est retiré.

Montigny-en-Gohelle
 Réélu : Jean-Marie Picque, PS, m. de Montigny-en-Gohelle, 5 159.
 Steve Briols, FN, c.r., 2 094.

Le Parc
 Réélu : Joseph Morgant, UDF, 2 380.
 Louis Magère, div. g., m. du Parc, 1 517.
 Claude Regnier, PS, adj. m. d'Auchy-lès-Hesdin, s'est retiré.

Le Portel
 Réélu : Laurent Feutry, UDF-FD, m. du Portel, 3 375.
 Yvon Ducron, PS, s., 3 116.

Saint-Pol-sur-Ternoise
 Réélu : Georges Debret, UDF-DI, m. d'Hemikourt, 3 542.
 Maurice Louf, PS, 3 342.

Vimy
 Réélu : Lionel Lancy, RPR, m. de Vimy, 5 650.
 Robert Mieloch, PS, m. de Givency-en-Gohelle, 4 128.

Vitry-en-Artois
 Réélu : Martial Stienne, PC, c.m. de Vitry-en-Artois, 7 356.
 Stéphane Dacquet, UDF-FD, m. de Fresnes-lès-Montauban, 3 747.
 Pierre Georget, PRG, m. de Vitry-en-Artois, s'est retiré.

Yvetot
 Réélu : Jean-Pierre Lecoq, RPR, c.m. de Yvetot, 5 176.
 Edith Buffet, Verts, 1 382.

Beuzeville
 Élu : Jean-Pierre Flambar, div. g., m. de Saint-Macou, 1 676.
 Joseph Métraud, UDF-rad., m. de Beuzeville, n.s.r.p.

Bonnythoraille-Infreville
 Élu : Pierre-Louis Brau, div. d., m. de Saint-Ouen-du-Tilleul, 2 577.
 Bruno Questel, PRG, 2 492.
 Jean Guenier, UDF-DI, m. du Bosc-Roger-en-Roumois, n.s.r.p.

Bréteuil
 Réélu : Pierre Vittori, PS, m. de Bémécourt, 1 836.
 Catherine Auffret, RPR, 975.
 Jean-Henri Béty, div. d., m. de Saint-Nicolas-d'Aztec, 625.

Conches-en-Ouche
 Réélu : Alfred Recours, PS, d., m. de Conches-en-Ouche, 3 161.
 Philippe Emameuly, RPR, 1 487.
 Christian Gornay, FN, 1 021.

Étrépagny
 Élu : Pierre Beaulieu, div. d., m. d'Étrépagny, 1 837.
 Perrine Rorry, UDF-AD, m. de Gamaches-en-Verdin, 1 670.
 Michel Quillet, UDF-rad., n.s.r.p.

Evreux-Nord
 Élu : Claude Behar, PRG, 3 734.
 Bernard Blois, UDF-DI, s., c.r., c.m. d'Evreux, 2 798.
 Yves Dupont, FN, c.r., c.m. d'Evreux, 1 603.

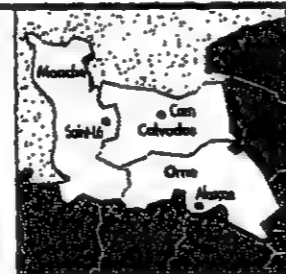
Evreux-Ouest
 Élu : Gérard Sighini, PS, 2 963.
 Catherine Nicolas, RPR, s., c.m. d'Evreux, 2 201.
 Jean-Claude Pelissier, FN, 1 024.

Gaillon
 Élu : Jean-Luc Recher, div. g., m. d'Aubevoye, 1 857.
 Paul Chauvelin, FN, 1 042.
 Jacques Benoni, RPR, s., c.m. de Gaillon, 673.

Louviers-Nord
 Élu : Leslie Cleret, PS, 1 918.
 Jean-Marc Moglia, div. d., m. d'Andé, 1 880.
 Daniel Savy, FN, 922.
 Jean Recher, PS, n.s.r.p.

Pont-de-l'Arche
 Élu : Gaëtan Levitre, PC, m. d'Alizay, 2 814.
 Gérard Saillot, div. d., s., m. d'Igouville, 2 465.
 Paulette Lecœur, PS, m. de Pont-de-l'Arche, s'est retiré.

BASSE-NORMANDIE



CALVADOS (23 +1)

1^{er} tour : 3 élus
 (1 UDF-FD, 2 UDF-DI, 2 div. d.)
 Présidé par Anne d'Ornano (UDF-DI), le conseiller général du Calvados reste nettement à droite (31 cantons sur 49), malgré une poussée de la gauche qui remporte quatre cantons (Caen-3, Caen-4, Falaise-Nord et Lisieux-2). Les électeurs semblent toutefois avoir exprimé un désir de renouvellement. A Caen, deux adjoints de Jean-Marie Girault, maire (UDF-DI) de la ville, sont battus. Parmi eux, le premier adjoint (divers droite), François Solignac-Lecomte, dont l'échec s'explique sans doute par le fait que le scrutin s'était focalisé autour d'un projet municipal controversé de tramway sur pneus. A gauche, une lutte fratricide dans le canton de Caen-3, à Hérouville, a entraîné la défaite du conseiller général sortant (MDC) Serge Lévesque, au profit de Philippe Bernard, exclu du PS.

NOUVEAU CONSEIL : 15 PS, 1 PRG, 1 div. g., 1 éc. - 10 UDF, 5 RPR, 14 div. d. CONSEIL SORTANT : 1 MDC, 10 PS, 1 éc., 11 UDF, 8 RPR, 17 div. d. et un siège vacant à la suite du décès de Serge Maillard, PS, (prés. : Anne d'Ornano, UDF-DI, m. de Deauville).

Aunay-sur-Odon
 Élu : Claude Hamelin, div. d., m. de Saint-Georges-d'Aunay, 1 259.
 Marcel Bénard, UDF-DI, s., m. d'Aunay-sur-Odon, 1 191.
 Roger Basset, div. g. sou. PS, 1 015.

Bayeux
 Élu : Jean-Léonce Dupont, UDF-DI, m. de Bayeux, 3 701.
 France Doumain, PS, 3 350.
 Jean Le Carpentier, RPR, n.s.r.p.

Le Bény-Bocage
 Élu : Alain Decludens, div. d., m. du Recully, 2 048.
 Pierre Prunier, RPR, m. de Saint-Martin-des-Besaces, 824.
 James Louvet, PRG, 633.

Bourguettes
 Réélu : Jean-Claude Carabeurs, PS, m. de Saint-André-sur-Orne, 4 498.
 Agnès Zaragoza, div. d. sou. RPR-UDF, 2 675.

Bretteville-sur-Laize
 Réélu : Jean-Jacques Lacoste, PS, m. de Bretteville-sur-Laize, 2 991.
 Xavier de la Provoté, div. d. sou. RPR-UDF, 2 572.

Caen-1
 Réélu : Simone Danguet, RPR, diss., c.m. de Caen, 2 912.
 Jean Lemaire, PS, 2 425.

Caen-2
 Élu : Philippe Duron, PS, d., m. de Louvigny, 3 648.
 Dominique Bannier, UDF-DI, m. de Saint-Croix, 2 749.
 Serge Maillard, PS, m. de Saint-Germain-la-Blanche-Herbe, est décédé.

Caen-3
 Élu : Jean Notari, PRG, 2 739.
 François Solignac-Lecomte, div. d. sou. RPR-UDF, s., adj. m. de Caen, 2 502.

Caen-4
 Élu : Antoine Castin, PS, 1 863.
 Luc Duncton, div. d. sou. UDF, adj. m. de Caen, 1 669.
 Brigitte Le Brethon, RPR, n.s.r.p.

Donkè
 Élu : Olivier Colin, div. d. sou. RPR-UDF, 3 469.
 Pierre Moutaret, PC, c.r., adj. m. de Dives-sur-Mer, 2 283.
 Bernard Magné, UDF-DI, n.s.r.p.

Falaise-Nord
 Élu : Guy Baillart, PS, m. de Cordery, 2 194.
 Jean Gilot, RPR, m. d'Aubigny, 2 133.
 Daniel Senté, div. d. sou. UDF, s'est retiré.
 Alain de la Moussaye, div. d., n.s.r.p.

Lisieux-2
 Élu : Gilbert Dehais, PS, adj. m. de Lisieux, 1 837.
 Philippe Vacher, PS, diss., adj. m. de Lisieux, 1 394.
 Michel Triqueneaux, UDF-DI, n.s.r.p.

Lisieux-3
 Réélu : André Fanton, RPR, c.m. de Lisieux, 2 412.
 Brigitte Comet-Chérel, PS, 2 005.

Livarot
 Réélu : Robert Halley, div. d. sou. RPR-UDF, m. du Montiers-Hubert, 1 452.
 Pierre Trébet, div. d., m. de Livarot, 1 384.

Pont-Évêque
 Élu : Yves Deshayes, UDF-DI, adj. m. de Saint-Etienne-la-Thillaye, 1 349.
 Magali Le François, PS, 1 256.
 Christine Villotte, div. d., m. de Tourville-en-Auge, 1 106.
 Gérard Pruvost, RPR, n.s.r.p.

MANCHE (26 +1)
 1^{er} tour : 11 élus (2 UDF-FD, 1 UDF-DI, 2 RPR, 6 div. d.)
 Département solidement ancré à droite, la Manche ne connaît pas de bouleversement. L'opposition conserve en effet localement une écrasante majorité, puisqu'elle obtient encore quarante-cinq cantons sur cinquante-deux. Mais la gauche améliore ses positions : les candidats socialistes, qui retrouvent leurs sièges, sont rejoints par trois élus divers gauche. Toutefois, l'analyse des résultats semble indiquer que le report des voix écologistes sur les candidats socialistes s'est souvent mal effectué, notamment dans le Nord-Cotentin. Au sein de l'assemblée départementale, le Front national garde un seul représentant, élu d'un canton qui n'était pas renouvelable. Le grand perdant du scrutin est le maire divers droite du Mont-Saint-Michel, Eric Vanier, qui, après avoir perdu son siège de conseiller régional le 15 mars, cède cette fois son fauteuil de conseiller général. Seul véritable enjeu désormais : l'élection du président du conseil général.

Saint-Malo-de-la-Lande
 Élu : Eric Beaufils, div. d., m. de Couville-sur-Mer, 2 376.
 Michel Desbriens, div. d. sou. UDF, m. d'Agon-Coutainville, 1 488.
 Claude Asselin, RPR, n.s.r.p.

Saint-Pierre-Eglise
 Élu : Jean-Mazie Lebouteiller, div. d. sou. UDF, m. de Saint-Pierre-Eglise, 1 233.
 Jean-Louis Matielot, div. d., m. de Réthoville, 1 067.
 André Paysant, div. g., adj. m. de Cherbourg, 1 034.
 Jean Lejeune, div. d., n.s.r.p.

Sourdeval
 Réélu : Albert Bazire, RPR, m. de Sourdeval, 1 610.
 Jean-Louis Morvan, UDF-DI, 1 287.

Valognes
 Réélu : Claude Gatignol, UDF-DI, d., 2 463.
 Michel Beauvallon, PS, 2 148.

Bréquebec
 Réélu : Henri-Louis Védie, RPR, c.r., m. de Bréquebec, 2 118.
 Jean-Pierre Krawczyk, PS, c.m. de Bréquebec, 1 379.

Caumont
 Élu : Jean-François Landry, div. d. sou. RPR, m. de Caumont, 2 196.
 Louis Kerfourn, div. g. sou. PS, c.m. de Caumont, 1 938.
 André Lemaire, UDF, n.s.r.p.

Cherbourg-Sud-Est
 Réélu : Michel Louiset, PS, adj. m. de Cherbourg, 1 959.
 Josette Ponthou, div. d. sou. UDF, 1 020.

Contances
 Réélu : Alain Cousin, RPR, d., 2 157.
 David Lerouge, div. d. sou. UDF, 1 860.

Équeurdreville-Hainneville
 Réélu : René Sébire, PS, adj. m. d'Équeurdreville, 4 722.
 Jean Tissot, div. d., c.m. d'Équeurdreville, 2 738.

La Haye-du-Puits
 Réélu : Jacqueline Chamond, div. d., m. de Saint-Symphorien-le-Vallais, 2 002.
 René Perrin, div. d., adj. m. de Clatigny, s'est retiré.

Océville
 Élu : Michel Lerenard, PS, adj. m. d'Océville, 3 454.
 Hervé Corbin, div. d., c.m. d'Océville, 1 860.
 Bernard Cazeneuve, PS, d., m. d'Océville, s'est démis de son mandat.

Périers
 Élu : Léon Courty, div. g., c.m. de Marchésieux, 1 618.
 Didier Lecœur, div. d., s., m. de Périers, 1 403.

Pontorson
 Élu : Patrick Lavière, div. g. sou. PS-PC, c.m. de Pontorson, 1 501.
 Eric Vanier, div. d., s., c.r., m. du Mont-Saint-Michel, 1 213.
 André Guyon, UDF-FD, m. d'Inchmes-sur-Mer, 938.

Saint-Jean-de-Daye
 Réélu : Pierre Drion, UDF-FD, c.m. de Graignes, 1 597.
 Michel Vigot, PS, c.m. de Pont-Hébert, 1 016.

Saint-Lô-Ouest
 Réélu : Edmond Piedagnel, RPR, m. d'Agneaux, 610.
 Thierry Baodrilart, PS, c.m. d'Agneaux, 2 390.

Saint-Malo-de-la-Lande
 Élu : Eric Beaufils, div. d., m. de Couville-sur-Mer, 2 376.
 Michel Desbriens, div. d. sou. UDF, m. d'Agon-Coutainville, 1 488.
 Claude Asselin, RPR, n.s.r.p.

Saint-Pierre-Eglise
 Élu : Jean-Mazie Lebouteiller, div. d. sou. UDF, m. de Saint-Pierre-Eglise, 1 233.
 Jean-Louis Matielot, div. d., m. de Réthoville, 1 067.
 André Paysant, div. g., adj. m. de Cherbourg, 1 034.
 Jean Lejeune, div. d., n.s.r.p.

Sourdeval
 Réélu : Albert Bazire, RPR, m. de Sourdeval, 1 610.
 Jean-Louis Morvan, UDF-DI, 1 287.

Valognes
 Réélu : Claude Gatignol, UDF-DI, d., 2 463.
 Michel Beauvallon, PS, 2 148.

Bréquebec
 Réélu : Henri-Louis Védie, RPR, c.r., m. de Bréquebec, 2 118.
 Jean-Pierre Krawczyk, PS, c.m. de Bréquebec, 1 379.

ORNE (20)

1^{er} tour : 8 élus
 (1 UDF-FD, 1 UDF-DI, 2 RPR, 4 div. d.)
 La gauche enregistre une progression sensible dans le département, à l'issue de ce second tour des élections cantonales. Elle a décroché trois nouveaux sièges à Alençon, Flers et Mortrée. Cette victoire, qui est avant tout celle du PS, confirme l'implantation durable de la gauche dans les villes ornaises où, d'élection en élection, elle devance la droite UDF-RPR. A Alençon, le maire adjoint Bruno Charuel, divers droite, a été battu par Hervé Ouezar, conseiller municipal socialiste. Dans les cantons de Flers-Nord et Flers-Sud, François-Katier Guittier, le conseiller général sortant divers droite, et Pierre Leverrier (RPR) ont été battus par les socialistes Yves Goasdoué et Gérard Collin. Si la gauche progresse, elle reste encore très minoritaire, la droite conservant trente et un cantons sur quarante.

NOUVEAU CONSEIL : 1 PC, 6 PS, 2 div. g., 1 div., 4 UDF, 8 RPR, 18 div. d. CONSEIL SORTANT : 1 PC, 3 PS, 1 PRG, 1 div. g., 3 UDF, 9 RPR, 18 div. d., 2 div. (prés. : Gérard Burel, RPR, m. de Messei).

L'Aigle-Ouest
 Élu : Jean-Pierre Yvon, RPR, c.m. de Chauli, 1 934.
 Bernadette Metzger, PS, 1 607.
 Thierry Péro, div. g., adj. m. de l'Aigle, s'est retiré.
 Maurice Brard, div. d., n.s.r.p.

Alençon-3
 Élu : Hervé Ouezar, PS, c.m. d'Alençon, 2 501.
 Bruno Charuel, div. d. sou. RPR-UDF, s., adj. m. d'Alençon, 2 485.

Argentan-Ouest
 Réélu : Pierre Pavis, PS, adj. m. d'Argentan, 2 032.
 François Mauvais, div. d., c.m. d'Argentan, 1 759.
 François Doubin, PRG, a.m.r., m. d'Argentan, n.s.r.p.

Bellême
 Élu : Luc de Romanet, div. d., c.m. de Bellême, 1 122.
 Michel Offret, PS, 918.
 Francis Gené, UDF-FD, s., m. de Bellême, 918.

Briançon
 Élu : Jenny Corbeau, div. d., 1 507.
 André Villain, div. d., m. de Briouze, 666.

Ermenonville
 Réélu : Patrick Lavière, div. g. sou. PS-PC, c.m. de Pontorson, 1 501.
 Eric Vanier, div. d., s., c.r., m. du Mont-Saint-Michel, 1 213.
 André Guyon, UDF-FD, m. d'Inchmes-sur-Mer, 938.

Haute-Normandie

Jacques de Malgouy, RPR, s., a été éliminé.

Carrouges
 Élu : Eugène-Loïc Ermesent, div. d., 1 088.
 Alice Izquierdo, div. g., m. de Carrouges, 706.
 Jean-Luc Troussard, div. d., 668.
 Guy Babin, Verts, m. de Fontenay-lès-Louvets, s'est retiré.
 Hubert d'Andigné, RPR, n.s.r.p.

Flers-Nord
 Réélu : Gérard Collin, div. g. sou. PS, 2 643.
 Pierre Leverrier, RPR, adj. m. de Saint-Georges-des-Groiselières, 2 432.
 Jean Guignon, div. m. de Mantilly-sur-Noyen, n.s.r.p.

Flers-Sud
 Élu : Yves Goasdoué, PS, adj. m. de Flers, 3 217.
 François-Xavier Guiter, div. d. sou. RPR-UDF, s., c.m. de Flers, 1 965.

Le Merlerault
 Réélu : Pierre Granlin, div. d. sou. RPR-UDF, m. de La Genevralle, 1 004.
 Jacky Duray, div. d., m. de Nonant-le-Pin, 968.

Mortrée
 Élu : Claude Duval, div. g., m. de Mortrée, 1 016.
 Antoine Karcher, div. d., m. de Médavy, 949.
 Paul Vinet, div. d., m. d'Almenèches, s'est retiré.
 Paul Jarraud, div. d., m. de Mortrée, n.s.r.p.

Passais
 Élu : Christophe Gallienne, div. d., 833.
 Claude Lecherbonnier, div. d., c.m. de Passais-le-Comte, 792.
 Claudine Mangin, div. g., m. de Mantilly, 597.
 Bertrand Quentin, app. RPR, adj. m. de Saint-Mars-d'Égrene, s'est retiré.
 Charles Bancourt, div. d., m. de Passais-le-Comte, n.s.r.p.

Vimouliers
 Élu : Guy Romani, div. d., c.m. de Vimouliers, 1 543.
 Maxime Misy, UDF, m. du Sap, 1 212.
 Jean Gaulin, div. d., m. de Vimouliers, 774.
 Jean Dumège, RPR, n.s.r.p.

Bernay-Ouest
 Réélu : Joël Bourdin, UDF-AD, sén., m. de Bernay, 1 716.
 Edith Buffet, Verts, 1 382.

Beuzeville
 Élu : Jean-Pierre Flambar, div. g., m. de Saint-Macou, 1 676.
 Joseph Métraud, UDF-rad., m. de Beuzeville, n.s.r.p.

Bonnythoraille-Infreville
 Élu : Pierre-Louis Brau, div. d., m. de Saint-Ouen-du-Tilleul, 2 577.
 Bruno Questel, PRG, 2 492.
 Jean Guenier, UDF-DI, m. du Bosc-Roger-en-Roumois, n.s.r.p.

Bréteuil
 Réélu : Pierre Vittori, PS, m. de Bémécourt, 1 836.

SEINE-MARITIME (34 + 1)

1^{er} tour : 10 élus
 (2 PC, 1 PS, 2 div. g., 1 UDF-rad., 1 UDF-FD, 1 UDF-DL, 1 RPR, 1 div. d.)

A la veille de l'élection du nouveau président du conseil régional de Haute-Normandie, où le socialiste Alain Le Vern, qui dispose de la majorité relative, va tenter de détronner Alain Rufenacht, la gauche n'a pas réussi dans son entreprise de conquête du conseil général de Seine-Maritime. Si elle emporte cinq nouveaux cantons, tous gagnés par le PS, elle essuie aussi des échecs symboliques dans des cantons classés à gauche, comme Lillebonne et Blangy-sur-Bresle et, surtout, Rouen, où le maire socialiste, Yvon Robert, est devancé de 9 voix par un conseiller municipal RPR. Plusieurs élections n'ont été obtenues, à gauche comme à droite, que par des écarts inférieurs à un point. Il apparaît également que les candidats de droite ont bénéficié des voix des électeurs du Front national du premier tour. Le parti d'extrême droite n'avait pu se maintenir que dans deux cantons : dans celui du Havre-3, emporté largement par le PC sortant, le FN est arrivé devant le candidat divers droite, adjoint au maire du Havre, soutenu par le RPR et l'UDF, mais n'a pas retrouvé ses voix du premier tour ; au Havre-9, le conseiller communiste sortant est très largement réélu face au seul candidat du Front national, qui perd plus de 500 voix par rapport au total de la droite et de l'extrême droite. Les cinq sièges abandonnés par la majorité de droite sont dus essentiellement à l'UDF, qui en perd huit alors que le RPR en gagne un et les divers droite deux. Le président sortant du conseil général, Charles Revet (UDF-DL), est largement réélu, avec 57,7 % des suffrages.

NOUVEAU CONSEIL : 10 PC, 13 PS, 5 div. g., 18 UDF, 11 RPR, 10 div. d. CONSEIL SORTANT : 10 PC, 9 PS, 6 div. g., 25 UDF, 10 RPR, 7 div. d., 1 div. et un canton vacant suite au décès d'Henri Malou, UDF-rad., (prés. : Charles Revet, UDF-DL, sén., m. de Turreton).

Aumale
 élu : Pierre-Marie Duhamel, div. d., m. d'Aumale, 1.516.
 Elisabeth Torrent, PS, c.m. d'Aumale, 1.191.
 Chantal Benoit, div. d., m. du Caule-Saint-Beuve, 1.040.
 Marcel Fourquet, div. d. sou. RPR-UDF, s'est retiré.

Blangy-sur-Bresle
 Réélu : Pierre Loin, div. d. sou. RPR-UDF, c.m. de Blangy-sur-Bresle, 2.539.
 Francis Marsan, PS, m. de Rétoval, 2.517.

Camp-Devallon
 Réélu : Didier Jouanne, UDF-DL, adj. m. de Camp-Devallon, 2.361.
 Pierre Mius, PS, m. de Sasseville, 1.787.
 Sylvie Huet, div. d., m. de Vailly, s'est retiré.

Cauvigny
 Réélu : Martine Blaud, PS, m. de Touffreville-Cablie, 2.992.
 Alain Gouy, UDF-AD, m. de Cauvigny-Cam, 2.927.
 Henri Malou, UDF-rad., est décédé.

Chiquetot-Esneval
 Réélu : Charles Revet, UDF-DL, sén., pr. c.g., 3.802.
 Hervé Leprieux, div. g., 2.790.

Darnétal
 Réélu : Nicole Rinaudo, PS, m. de Saint-Léger-du-Bourg-Denis, 4.980.
 Geneviève Prêtre, UDF-FD, s., m. de Darnétal, 4.646.

Dieppe-Est
 Réélu : Daniel Lefevre, RPR, m. de Grèges, 4.139.
 Marie-Catherine Gaillard, PC, adj. m. de Dieppe, 3.997.
 Daniel Paris, PS, adj. m. de Dieppe, s'est retiré.

Ducilly
 Réélu : Bernard Leger, PS, m. de Saint-Pierre-de-Varangeville, 6.316.
 Hubert Saint, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Saint-Martin-de-Boscherville, 3.041.
 Roland Paris, PC, m. du Trait, s'est retiré.

Fécamp
 élu : Jean-Claude Michel, PS, m. de Fécamp, 6.269.
 Jean-Pierre Deneuve, UDF-FD, s., 5.007.

Grand-Couronne
 Réélu : Marc Massion, PS, sén., adj. m. de Grand-Couronne, 6.196.
 Patrick Dupuy, PC, c.r., m. de Grand-Couronne, s'est retiré.

Le Havre-3
 Réélu : Gérard Henz, PC, 4.289.
 Josiane Clément, FN, 1.685.
 Jean-Michel Morin, div. d. sou. RPR-UDF, adj. m. du Havre, 1.639.
 Alain Ouilte, PS, c.m. du Havre, s'est retiré.

Le Havre-4
 Réélu : Agathe Cabrière, UDF-FD, adj. m. du Havre, 2.337.
 Thierry Delpeches, PS, 2.030.

Le Havre-6
 Réélu : Michel Barvier, PC, c.m. du Havre, 3.986.
 Philippe Fouché-Saillenfest, FN, c.r., c.m. du Havre, 2.092.

Le Havre-9
 Réélu : Agathe Cabrière, UDF-FD, adj. m. du Havre, 2.337.
 Thierry Delpeches, PS, 2.030.

Lillebonne
 Réélu : Philippe Leroux, RPR, c.m. de Lillebonne, 4.908.
 Henri Lefez, PS, m. de Grandcamp, 4.606.

Mont-Saint-Aignan
 Réélu : Gérard Simon, div. d., 4.932.
 Pierre Leautaud, PS, adj. m. de Derville-lès-Rouen, 4.801.
 Eric Lemaire, UDF-PPDF, adj. m. de Mont-Saint-Aignan, s'est retiré.

Parville
 élu : Pascal Marchal, PS, adj. m. de Parville, 6.608.
 Philippe Grigy, UDF-PPDF, c.m. de Barentin, 4.259.
 Michel Benoit, div. g., m. de Barentin, n.s.r.p.

Rouen-4
 élu : Bertrand Bellanger, RPR, c.m. de Rouen, 1.635.
 Yvon Robert, PS, m. de Rouen, 1.626.
 Serge Benoist, UDF-rad., n.s.r.p.

Rouen-5
 élu : Richard Picot, div. d., 2.141.
 Christophe Leroy, PS, c.m. de Rouen, 1.896.
 Raymond Beaux, UDF-DL, n.s.r.p.

Rouen-6
 élu : Robert Foubert, PS, adj. m. de Rouen, 2.880.
 Marie-Josée Perpignan, div. d. sou. RPR-UDF, 2.211.
 Michel Guzy, UDF-DL, n.s.r.p.

Rouen-7
 Réélu : Michel Bérégovoy, PS, c.m. de Rouen, 2.101.
 Pascal Bonvoisin, UDF-FD, 1.707.

Saint-Etienne-du-Rouvray
 Réélu : Pierre Trehet, PC, c.m. d'Osseville, 4.053.
 Rémy Orange, PS, adj. m. de Saint-Etienne-du-Rouvray, s'est retiré.

Saint-Vaast-en-Caux
 Réélu : Jacques Courrou, UDF-DL, m. de Saint-Vaast-en-Caux, 2.254.
 Jacky Hecoury, PS, m. de Néville, 2.112.

Sotteville-lès-Rouen-Ouest
 élu : Louis Pons, PS, adj. m. de Sotteville-lès-Rouen, 4.205.
 Serge Craonstin, UDF-FD, s., c.m. de Sotteville-lès-Rouen, 2.436.

Tôtes
 Réélu : Michel Benet, UDF, 2.832.
 Marie-Leduc, PS, c.r., m. de Tôtes, 2.646.

Valmont
 élu : Alain Bazille, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Thérondville, 2.573.
 Christelle Monterde, PS, 2.248.
 Robert Gréverie, UDF-DL, n.s.r.p.

PAYS DE LA LOIRE

LOIRE-ATLANTIQUE (30)

1^{er} tour : 6 élus
 (2 PS, 1 UDF-FD, 1 UDF, 2 div. d.)

La Loire-Atlantique reste à droite. Mais, s'il ne bascule pas, le conseil général subit une forte poussée de gauche, huit sièges ayant été gagnés par le PS. La majorité de droite compte désormais trente-cinq conseillers contre vingt-quatre à la gauche. Luc Dejoie, sénateur RPR, ne devrait donc pas avoir de difficultés à se succéder à lui-même à la présidence du conseil général. Pour la gauche, ce réajustement réduit le décalage traditionnel entre l'assemblée départementale et le reste de la représentation politique d'un département où le PS détient six sièges de députés sur dix. Elle a, notamment, renforcé sa présence dans l'agglomération nantaise. A noter, parmi les échecs surprenants : celui de Paulette Gaudemer, divers droite, celui d'André Louisy, UDF-DL, maire d'Orvault, battu de 3 voix, et surtout celui de Michel Humant, député RPR, devancé par un divers gauche qui avait refusé le soutien officiel du PS. Aucun d'entre eux n'a bénéficié du report de toutes les voix du FN, pas plus que Anick Denis-Marschal, dans le canton de Nantes-5, qui avait sollicité l'appui de

l'extrême droite et qui, pour cette raison, a été exclu du RPR.

NOUVEAU CONSEIL : 1 PC, 1 MDC, 21 PS, 1 div. g., 11 UDF, 10 RPR, 1 CNDF, 13 div. d. CONSEIL SORTANT : 1 PC, 1 MDC, 13 PS, 1 div. g., 12 UDF, 12 RPR, 1 CNI, 18 div. d. (prés. : Luc Dejoie, RPR, sén.)

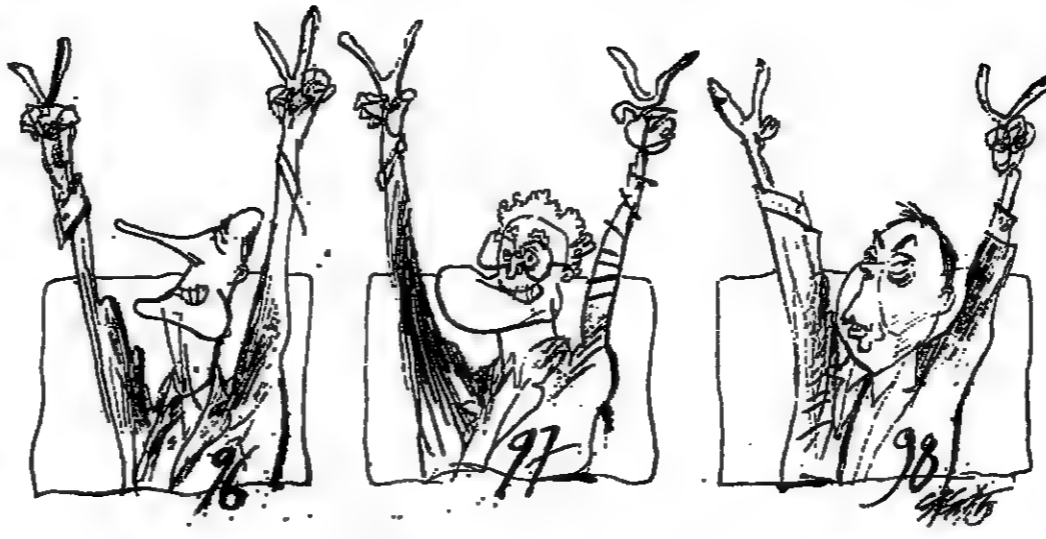
Agrovalle-sur-Maine
 élu : Bernard Deniaud, PS, 4.097.
 Paulette Gaudemer, div. d. sou. RPR-UDF, s., m. de Vieilleville, 3.144.

La Baule-Estuaire
 Réélu : Guy Lemaire, RPR, sén., 5.006.
 Jean Boye, PS, c.m. de La Baule, 4.408.

Blain
 élu : Gilles Heurtin, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Blain, 3.464.
 Geneviève Chignac, PS, c.m. de Blain, 2.816.
 René Bernard, div. d., n.s.r.p.

Carquefou
 Réélu : Pierre Brasselet, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Saint-Luce-sur-Loire, 6.856.
 Catherine Plau, PS, 4.971.

Derval
 élu : Yves Daniel, div. g., m. de Mousis, 2.082.
 Michel Humant, RPR, s., d., c.r., m. de Derval, 1.837.



Nantes-1
 Réélu : Monique Papon, UDF-FD, c.m. de Nantes, 3.895.
 Michelle Meunier, PS, adj. m. de Nantes, 2.922.

Nantes-3
 élu : Alain Robert, PS, adj. m. de Nantes, 3.186.
 Vincent Delaroux, RPR, c.m. de Nantes, 3.322.
 Benoît Maquet, RPR, n.s.r.p.

Nantes-6
 Réélu : Claude Seyse, PS, adj. m. de Nantes, 4.386.
 Aurick Denis-Maréchal, RPR, diss., 1.476.

Nantes-7
 Réélu : Patrick Rimbart, PS, d., c.m. de Nantes, 3.329.
 Christian Héry, UDF-FD, 1.701.

Nantes-9
 Réélu : Albert Mahé, PS, adj. m. de Nantes, 5.417.
 Jean-Claude Grosjean, RPR, 2.378.

Nantes-11
 Réélu : Patrick Mareschal, PS, adj. m. de Nantes, 3.051.
 Rolande Haugmart, div. d. sou. RPR-UDF, 1.490.

Nort-sur-Endre
 élu : Xavier Amossé, PS, m. de Nort-sur-Endre, 3.977.
 Louis Bdot, div. d. sou. RPR-UDF, s., 3.666.

Orvault
 élu : Jean-Claude Lebossé, PS, c.m. d'Orvault, 5.983.
 André Louisy, UDF-DL, s., m. d'Orvault, 5.886.

Palmaris
 élu : Yanick Lebeaupin, PS, c.r., adj. m. du Pelletier, 2.359.
 Christian Renaudineau, div. d. sou. UDF, m. de Saint-Brevin, 2.337.
 Raymond Kerverio, div. d., s., a été éliminé.

Pornic
 élu : Philippe Bozmeec, RPR, m. de Pornic, 4.590.
 Loïc Maillard, PS, c.m. de Pornic, 3.355.
 Michel Quisseau, div. d., m. de La Plaine-sur-Mer, n.s.r.p.

Riaille
 Réélu : Philip Squeland, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Trans-sur-Endre, 1.576.
 Patrice Chevalier, div. g., c.m. de Riaille, 1.441.
 Claude Dabo, div. d., m. de Télié, s'est retiré.

Rougé
 Réélu : Francis Martin, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Noyal-sur-Brutz, 1.069.
 Daniel Cury, div. d., m. de Souvache, 756.
 Agnès Lecornet, PS, s'est retiré.

Saint-Etienne-de-Montluc
 élu : Jean-Pierre Fougerat, PS, m. de Courrou, 6.691.
 Claude Ménager, div. d., m. de Vigneux-de-Bretagne, 4.829.
 Antoine Redor, div. d. sou. RPR-UDF, s., a été éliminé.

Saint-Herblain-Est
 Réélu : Charles Gautier, PS, m. de Saint-Herblain, 4.595.
 Yves Bocher, UDF-FD, 2.300.

Saint-Nazaire-Est
 élu : Philippe Grosvallet, PS, adj. m. de Saint-Nazaire, 2.836.
 Maxime Botard, MDC, s., adj. m. de Saint-Nazaire, s'est retiré.

Saint-Nazaire-Ouest
 Réélu : Marie-Odile Bouillé, PS, adj. m. de Saint-Nazaire, 3.879.
 Emmanuel Perit, UDF-DL, 1.721.

Saint-Philbert-de-Grand-Lieu
 élu : Stéphane Beaupré, div. d., 3.266.
 Michel Lepri, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, 2.099.
 Marie-Joséphine Voyac, RPR, m. de La Chevrolère, s'est retiré.
 Claude Vincendeau, div. d., n.s.r.p.

Savenay
 élu : Jean-Claude Le Gall, PS, m. de Savenay, 3.428.
 Michel Lebeau, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Malville, 2.960.
 Guy Normand, div. d., n.s.r.p.

Vertou
 Réélu : Luc Dejoie, RPR, sén., pr. c.g., 5.352.
 Christian Nadal, PS, c.m. de Vertou, 4.630.

MAÏNE-ET-LOIRE (20)

1^{er} tour : 8 élus
 (4 UDF-FD, 3 RPR, 1 div. d.)

La gauche remporte le second tour des cantonales dans le Maine-et-Loire. Sur les douze sièges en jeu, elle en emporte sept. Il est vrai que dans le canton de Segré, c'est grâce au maintien du sortant RPR, pourtant largement devancé, dimanche 15 mars, par son adversaire UDF, que le candidat du PS Temporel. En revanche, le maintien du posulant communiste à Angers-Thélaz, n'a pas empêché le maire socialiste de la cire des ardoises de prendre, dans une triangulaire, le siège de Hubert Grimault, député UDF-FD qui souhaitait que son suppléant le remplace dans cet ancien bastion communiste. Résultat, le PS associé au divers gauche a gagné six postes de conseillers généraux, le RPR en perdant quatre et l'UDF deux. Mais la droite conserve treize élus dans le nouveau conseil général.

NOUVEAU CONSEIL : 8 PS, 3 div. g., 13 UDF, 6 RPR, 9 div. d. CONSEIL SORTANT : 3 PS, 2 div. g., 17 UDF, 10 RPR, 9 div. d. (prés. : André Lardoux, RPR).

Angers-Ouest
 élu : Hervé Carré, PS, adj. m. d'Angers, 4.839.
 Philippe Lucas, RPR, 3.176.
 Jean Turc, UDF, n.s.r.p.

Angers-Sud
 Réélu : André Lardoux, RPR, 3.603.
 Frédéric Beausse, PS, c.m. d'Angers, 3.091.

Angers-Thélaz
 élu : Marc Coua, PS, m. de Thélaz, 3.710.
 Dominique Richard, UDF-FD, c.r., 2.663.
 Jean Berthelot, PC, c.m. de Thélaz, 2.179.
 Hubert Grimault, UDF-FD, d., n.s.r.p.

Baugé
 Réélu : Pierre Guilbert, PS, m. de Saint-Martin-d'Arce, 2.523.
 Guy Delépine, div. d., m. de Baugé, 2.035.
 Candé

Candé
 élu : Gérard Delamany, UDF-DL, adj. m. de Candé, 1.467.
 Henri Vallière, RPR, adj. m. de Candé, 1.255.
 René Lefrançois, RPR, n.s.r.p.

Cholet-1
 élu : Amoiné Mouly, div. g. sou. PS, c.m. de Cholet, 3.930.
 Germaine Heulin, RPR, s., adj. m. de Cholet, 3.557.

Durtal
 Réélu : Charles Jobbois, UDF, sén., m. d'Erché, 2.183.
 Jean Tardif, div. g., m. de Durtal, 1.276.

Genes
 élu : Alain Laurin, div. d., 1.083.
 Jacques Bossoutrot, div. d., s., m. de Genes, 978.
 René Foulon, div. g. sou. PS, m. de Chêne-hutte, 898.

Les Ponts-de-Cé
 élu : Jean-Claude Boyer, PS, c.m. des Ponts-de-Cé, 6.966.
 Guy Poirier, div. d., s., m. des Ponts-de-Cé, 6.613.

Saint-Florent-le-Vieux
 élu : Christian Rosello, div. d., m. du Mesnil, 3.430.
 Marie-Ginette Constantin, UDF, m. de La Pommeraye, 3.098.
 Christian Maillet, RPR, m. de Monjean, s'est retiré.
 François Blouin, UDF-FD, n.s.r.p.

Saint-Georges-sur-Loire
 élu : Rémy Martin, div. g., m. de Savennières, 3.009.
 Jean Saint Bris, RPR, s., 2.658.
 Albert Bigot, UDF, m. d'Ingrandes, s'est retiré.

Segré
 élu : Jean-Noël Gaultier, PS, c.m. de Noyant-la-Gravoyère, 3.062.
 Gilles Grimault, UDF, adj. m. de Segré, 2.400.
 Noël Nardin, RPR, s., m. de Noyseau, 946.
 Jean-Joseph Bricheteau, div. g., c.m. de Segré, s'est retiré.

MAYENNE (17)

1^{er} tour : 6 élus
 (1 div. g., 1 UDF-FD, 1 UDF-DL, 1 RPR, 2 div. d.)

La gauche sort gagnante de ces cantonales, mais l'équilibre du département se s'en trouve pas modifié. En prenant leur revanche sur le scrutin de 1992, les socialistes récupèrent deux sièges sur les quatre cantons lavallois. Fun au RPR, l'autre à l'UDF. La gauche, ainsi, passe de un à trois sièges. Deux autres sortants ont été battus : Pierre-Marie Jorjans, dans le canton de Chailand, est devancé par un UDF, alors qu'il était le seul élu de

Beaumont-sur-Sarthe
 Réélu : Roger de Neuville, RPR, m. de Saint-Christophe-du-Jambert, 1.483.
 Jean-Pierre Rossard, div. g., 1.399.
 Francis Lepinette, div. g., m. de Segré, 888.

La Chartre-sur-le-Loir
 Réélu : Armand de Malherbe, UDF-DL, m. de Marçon, 1.965.
 Gérard Brault, PC, m. de L'Homme, 1.684.
 Michel Hardy, PS, adj. m. de L'Homme, s'est retiré.

Le Mans-Centre
 Réélu : Jacques Dorise, UDF-DL, 3.204.
 Jean-Pierre Cian, PS, 1.945.

Le Mans-Est-Campagne
 Réélu : Dominique Le Mener, RPR, c.r., c.m. du Mans, 3.313.
 Marcel Langlais, PS, m. de Savigné-l'Évêque, 4.557.

Le Mans-Nord-Campagne
 élu : Christophe Rouillon, PS, c.m. du Mans, 4.399.
 Georges Bollenger-Stragier, UDF-DL, s., m. de Coulaives, 3.344.

Le Mans-Nord-Ouest
 élu : Marietta Karamanli, PS, c.m. du Mans, 5.346.
 Claude Pichereau, RPR, 4.449.
 Daniel Cabaret, div. d., n.s.r.p.

Le Mans-Sud-Est
 élu : Christophe Counil, PS, c.m. du Mans, 4.399.
 Jeanine Haudébourg, div. g., s., adj. m. du Mans, s'est retiré.

Saint-Paterne
 élu : Bernard Petiot, div. d., m. de Cheri-say, 2.180.
 Patrick Reboussin, UDF-DL, m. d'Arconay, 1.403.
 Daniel Guillais, div. g., adj. m. de Saint-Paterne, 989.
 Jean-Yves Potier, RPR, m. d'Anchin, s'est retiré.
 Jacques Trouillet, RPR, n.s.r.p.

VENDEE (16)

1^{er} tour : 8 élus
 (1 UDF-FD, 1 UDF-DL, 2 UDF, 1 RPR, 1 div. d., 3 MPF)

Les résultats de ce second tour sont mauvais pour le MPF, le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers, président du conseil général. Ainsi dans le canton de La Roche-sur-Yon-Nord, le sénateur Philippe Darniche, président départemental du MPF, perd son canton au bénéfice de Pierre Repault (PS). Il ne retrouve pas toutes les voix des candidats RPR et FN du premier tour. Marie-Thérèse Agudo UDF-DL, proche de M. de Villiers, perd son siège à Saint-Fulgent au profit d'un divers droite, Claude Coutaud. Raoul Pelote, lui aussi UDF, subit un échec semblable à Beauvoir-sur-Mer face à un divers droite, Michel Dupont. En revanche, un meilleur report des voix permet à la gauche de se renforcer au sein du nouveau conseil avec un siège supplémentaire.

NOUVEAU CONSEIL : 3 PS, 1 div. g., 10 UDF, 4 RPR, 5 MPF, 8 div. d. CONSEIL SORTANT : 3 PS, 1 UDF-FD, 11 UDF, 6 RPR, 4 MPF, 6 div. d. (prés. : Philippe de Villiers, MPF, a. sec. E., d.).

Beauvoir-sur-Mer
 élu : Michel Dupont, div. d., adj. m. de Beauvoir-sur-Mer, 1.648.
 Raoul Pelote, UDF, s., m. de Bouin, 1.576.

Chailles-Mairis
 élu : Guy Grelaud, div. g., m. de Chailles-Mairis, 1.780.
 Jacky Mothais, UDF-DL, m. de Voullées-Mairis, 1.551.
 Claude Clément, div. d., m. de l'Île-d'Elle, s'est retiré.
 Pierre Métais, PS, n.s.r.p.

Challans
 Réélu : Louis Ducept, div. d., m. de Challans, 4.766.
 Jean Abillard, PS, 4.054.
 Albert Girard, div. d., s'est retiré.

L'Île-d'Yeu
 élu : Henri Turbé, div. d., 1.467.
 Marc Ricolleau, div. d., 775.
 Jean-Claude Bernard, div. d., n.s.r.p.

La Roche-sur-Yon-Nord
 élu : Pierre Regnault, PS, adj. m. de la Roche-sur-Yon, 3.401.
 Philippe Darniche, MPF, s., sén., m. de Moutieron-le-Capul, 3.231.

Les Sables-d'Olonne
 Réélu : Louis Guédon, RPR, d., m. des Sables-d'Olonne, 8.035.
 Thierry Puel, PS, 7.229.

Saint-Fulgent
 élu : Claude Coutaud, div. d., m. de Chavagnes-en-Palliers, 3.783.
 Marie-Thérèse Agudo, UDF-DL, s., m. de Saint-Fulgent, 2.899.

Tous les nouveaux élus

Le Guide du Pouvoir

Conseillers régionaux et généraux, parlementaires, cabinets ministériels...

Organigrammes, biographies et photos

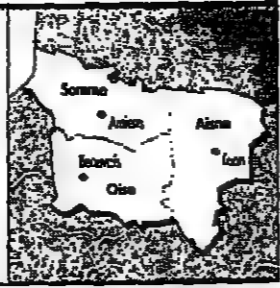
12e édition (3 volumes) 990 fcs ht

Editions Jean-François Doum

Tél. 01.42.46.58.10

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES
 LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES
 LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

PICARDIE



Alain Richard, div. d. m. de Roupy, s'est retiré.

AISNE (21 + 11)

1^{er} tour : 5 élus (2 PS, 1 ADD, 1 UDF-AD, 1 div. d.)

La gauche a acquis la majorité au conseil général, présidé jusqu'alors par Paul Rodi (UDF-AD), avec vingt-deux sièges contre dix-huit pour la droite et deux à l'Association des démocrates de Jacques Pelletier. Avant le premier tour, le rapport de force était exactement inverse, avec toujours deux élus pour l'ADD, mais vingt-deux pour la droite et dix-huit pour la gauche. Il ne faut pas de doute qu'il faille lire les résultats de ce département à partir des débats qui ont secoué la droite lors de l'élection du président du conseil régional de Picardie, Charles Baur. Election obtenue grâce aux voix du Front national et qui valent à M. Baur d'être suspendu de l'UDF. Apparemment, l'électorat de gauche a trouvé motif à mobilisation alors qu'une partie de celui de droite a bougé les urnes. Cette dernière n'a conquis qu'un seul siège dans le canton de Craonne, alors qu'elle en perd cinq, à Saint-Quentin-Centre, Ribemont-Lion-Nord, Vermandois et Sisoume. Dans ces deux derniers cantons, les résultats sont serrés ; les candidats RPR y sont respectivement battus de 7 et 14 voix. Le nouveau président du conseil général doit être Jean-Pierre Balligand (PS), député et maire de VerVins.

NOUVEAU CONSEIL : 1 ext. g., 1 CAP, 2 PC, 16 PS, 2 div. g., 3 ADD, 7 UDF, 5 RPR, 6 div. d.

CONSEIL SORTANT : 2 PC, 1 CAP, 12 PS, 2 div. g., 2 ADD, 8 UDF, 6 RPR, 6 div. d., 1 siège vacant à la suite de la démission de Jacques Desallange (MDC) dans le canton de Tergeret (prés. : Paul Girod, UDF, sén. m. de Droisy).

NOUVEAU CONSEIL : 4 PC, 11 PS, 1 div. g., 4 UDF, 13 RPR, 6 div. d., 2 FN.

CONSEIL SORTANT : 3 PC, 8 PS, 1 div. g., 1 UDF, 19 RPR, 8 div. d., 1 FN (prés. : Jean-François Mancel, RPR).

Beauvais-Nord-Est

Élu : Henri Bonan, PS, adj. m. de Beauvais, 2 417.
 Laurent Isoré, FN, c.r., 2 139.
 Eric Maréchal, MPF, 1 427.
 Olivier Dussault, RPR, n.s.r.p.

Beauvais-Sud-Ouest

Élu : Sylvie Houssin, PS, adj. m. de Beauvais, 4 054.
 Jacques Nehoral, RPR, s., c.m. de Beauvais, 3 794.
 Francis Duffrene, FN, s'est retiré.

Chaumont

Élu : Jean-Luc Lanouilh, PC, c.m. de Chaumont, 2 454.
 Harry Christian, FN, 2 454.

Crépy-en-Valois

Élu : Philippe Malpezi, UDF-DL, m. d'Aizelles, 1 375.
 François Cureau, PC, m. de Paisy, 1 241.
 Bernard Tronet, div. d., s'est retiré.
 Pierrette Curbi, PS, n.s.r.p.

Fère-en-Tardenois

Réélu : Jacques Hurmane, ext. g., 1 630.
 Madeleine Gabriel, UDF-AD, 1 502.
 Nadine Roucelle, FN, 727.

La Capelle

Élu : Jean Fossier, div. d., m. de Clairfontaine, 1 956.
 Jean Ronchin, PS, 1 573.
 Robert Prusse, RPR, s'est retiré.
 Henri Brossier, div. g., m. de Sorbais, s'est retiré.
 Louis Hénnebelle, RPR, n.s.r.p.

Laon-Nord

Élu : Fawaz Karim, PS, 3 178.
 Yvon Berthou, UDF-AD, s., adj. m. de Laon, 2 363.

Ribemont

Élu : Michel Potelet, PS, m. de Ribemont, 2 293.
 Lucien Borchard, UDF-FD, s., 2 142.

Sains-Richaumont

Élu : Jean-Marie Marecat, RPR, m. de Sains-Richaumont, 1 395.
 René Favereaux, PS, 979.
 Pierre Bry, RPR, n.s.r.p.

Saint-Quentin-Centre

Élu : Anne Ferreira, PS, 3 411.
 Maxime Hénoque, div. d., s., 3 254.

Saint-Quentin-Nord

Élu : Xavier Bertrand, RPR, 4 856.
 Odette Grzegorzka, PS, m. c.r., 4 100.
 Jacques Braconnier, RPR, n.s.r.p.

Sisoume

Élu : Pierre-Marie Lebé, PS, m. de Lappion, 2 270.
 Marcel Blanchard, RPR, s., 2 256.

Tergnier

Élu : Michel Carreau, PC, 4 360.
 Claude Brocheton, PS, s'est retiré.
 Jacques Desallange, MDC, s'est démis de son mandat.

Vailly-sur-Aisne

Réélu : Annick Venet, div. d., m. de Vailly-sur-Aisne, 2 214.
 Raymond Sudolski, div. g., 2 148.
 Laurent Lagrange, PC, s'est retiré.

Vermand

Élu : Thierry Lefèvre, div. g., 2 222.
 Jacques Delaplac, RPR, s., m. d'Etreillers, 2 215.

Vic-sur-Aisne

Réélu : Raymond Guichenot, PS, m. de Vic-sur-Aisne, 2 312.
 Ivan Bretillot, div. d., m. de Fontenois, 1 463.
 Noël Lecouture, FN, 607.

OISE (20)

1^{er} tour : 2 élus (1 PC, 1 RPR)

L'intérêt du scrutin dans le département résidait dans la réaction de l'électorat, surtout à droite, à la prise de position du président du conseil général, Jean-François Mancel, et de ses amis à l'égard du Front national. Si l'on en juge par les mauvais reports des voix et par l'abstention souvent forte dans les cantons concernés, le moins que l'on puisse dire est que l'électorat de droite aussi bien que celui du FN se sont montrés manifestement réticents à ce rapprochement inattendu. En tout cas, la manœuvre ne profite réellement qu'au candidat frontiste Pierre Descazes, qui l'emporte à Noyon. En revanche, le soutien du FN a été si mesuré dans les cantons de Beauvais-Sud-Ouest et de Crépy que les deux conseillers généraux sortants RPR qui espéraient en bénéficier sont battus. De même, à Beauvais-Nord-Est, le candidat du FN n'a pas profité du soutien de la droite. Quant à Jean-François Mancel, il est loin de recueillir tout son potentiel de voix à Noailles. Le président du conseil général s'enfonce cependant son siège, et la droite, la majorité départementale. Reste une incertitude : la recomposition de cette majorité permettra-t-elle à M. Mancel de conserver la présidence ?

NOUVEAU CONSEIL : 1 PC, 11 PS, 1 div. g., 4 UDF, 13 RPR, 6 div. d., 2 FN.
CONSEIL SORTANT : 3 PC, 8 PS, 1 div. g., 1 UDF, 19 RPR, 8 div. d., 1 FN (prés. : Jean-François Mancel, RPR).

Beauvais-Nord-Est

Élu : Henri Bonan, PS, adj. m. de Beauvais, 2 417.
 Laurent Isoré, FN, c.r., 2 139.
 Eric Maréchal, MPF, 1 427.
 Olivier Dussault, RPR, n.s.r.p.

Beauvais-Sud-Ouest

Élu : Sylvie Houssin, PS, adj. m. de Beauvais, 4 054.
 Jacques Nehoral, RPR, s., c.m. de Beauvais, 3 794.
 Francis Duffrene, FN, s'est retiré.

Chaumont

Élu : Jean-Luc Lanouilh, PC, c.m. de Chaumont, 2 454.
 Harry Christian, FN, 2 454.

Crépy-en-Valois

Élu : Gilles Masure, PC, c.r., c.m. de Crépy-en-Valois, 5 514.
 Philippe Callens, RPR, s., m. de Rouville, 5 396.
 Jean-Paul Letourneur, FN, c.m. de Crépy-en-Valois, s'est retiré.
 Jérôme Furet, PS, c.m. de Crépy-en-Valois, s'est retiré.

Crèvecœur-le-Grand

Réélu : Pierre Varlet, RPR, m. de Crèvecœur-le-Grand, 1 699.
 Thibaud Vignier, PS, 1 117.
 Marcel Favot, FN, 595.
 Jean Pupa, div. d., m. de Domeliers, s'est retiré.

Froisy

Réélu : Alain Vasselle, RPR, sén. m. d'Oursel-Maison, 1 791.
 Anne-Chantal Parrenin, FN, 736.

Guiscard

Réélu : Jean-Louis Coquet, div. d., m. de Guiscard, 1 482.
 Gérard Lecomte, PS, m. de Crisolles, 799.
 Gérard Debergue, FN, 522.

Lassigny

Élu : François-Michel Connot, UDF-DL, c.r., adj. m. de Compiègne, 1 396.
 Olivier Gallay, PS, 1 222.
 Claude Durras, FN, 650.
 Pierre Dubois, RPR, m. de Lassigny, n.s.r.p.

Marsaille-en-Beauvaisis

Réélu : Jean-Paul Callens, RPR, m. d'Achy, 1 669.
 Marie Dubut, PS, c.m. de Marsaille-en-Beauvaisis, 1 235.
 Christophe Boitez, FN, 616.

Mouy

Réélu : Jean Sylia, PC, m. de Mouy, 2 752.
 Claude Harout, CE, c.m. de Mouy, 1 447.
 Philippe Rocca-Serra, FN, c.m. de Mouy, 1 414.

NOAILLES

Réélu : Jean-François Mancel, RPR, pr. c.g., 3 574.
 Béatrice Marre, PS, d., 3 423.
 Eric Delcroix, FN, c.r., 1 262.

Noyon

Élu : Pierre Descazes, FN, c.r., 4 253.
 Bertrand Labarre, RPR, c.r., m. de Noyon, 4 094.
 Philippe Péan, div. g. sou. PS-PC, m. de Pourquéricourt, 5.
 Max Bréillon, RPR, n.s.r.p.

Pont-Sainte-Maxence

Réélu : Jean-Claude Himo, RPR, m. de Vemelle-en-Halote, 3 841.
 Jean Doloy, PS, m. de Pont-Sainte-Maxence, 3 698.
 Jean-Michel Vico, FN, c.m. de Crépy-en-Valois, 1 568.

Saint-Just-en-Chaussée

Réélu : Jean-Pierre Braine, PS, d., m. de Saint-Just-en-Chaussée, 3 764.
 Yves Marielle, UDF-DL, m. de Nourard-le-Franc, 1 712.
 Dominique Pruvost, FN, c.m. de Bulles, 1 361.

Senlis

Élu : Christian Patria, UDF-FD, m. de Fontaine-Chaalis, 5 996.
 Mica Bonnisseau, PS, 3 742.
 Pierre Boquet, div. d., c.r., n.s.r.p.

Sogues

Réélu : Brigitte Magnier, div. d., 1 452.
 Raymond Laffollet, PRG, m. de Villers-Bry, 1 312.
 Patrick Brocard, FN, c.r., 592.

SOMME (23)

1^{er} tour : 4 élus (1 PS, 2 UDF-FD, 1 UDF-DL, 1 RPR, 1 div. d.)

La situation dans la Somme se caractérise par un affaiblissement de la droite qui, tout en restant majoritaire, perd huit sièges. Les socialistes, qui ont quasiment doublé leur effectif, sont les premiers bénéficiaires de ce scrutin avec treize élus contre sept dans l'assemblée sortante ; et les communistes disposent de sept sièges contre cinq auparavant. Dans le canton d'Amiens-7-Sud-Ouest, dont le taux d'abstention est le plus élevé du département avec 53,75 %, le candidat PS de gauche a obtenu le soutien de la droite. La majorité départementale est donc constituée par la recomposition de cette majorité permettra-t-elle à M. Mancel de conserver la présidence ?

NOUVEAU CONSEIL : 9 PC, 10 PS, 3 div. g., 8 UDF, 8 RPR, 8 div. d., 1 UDF, 8 RPR, 13 div. d. (prés. : Fernand Demilly, UDF-FD, sén.)

Abbeville-Nord

Élu : Gilbert Mathon, PS, c.m. d'Abbeville, 3 587.
 Jean-Jacques Lullier, UDF-FD, adj. m. d'Abbeville, 3 524.
 André Leduc, UDF-FD, c.m. d'Abbeville, n.s.r.p.

Acheux-en-Amiénois

Élu : Jean-Paul Nigaut, div. g. sou. PS, m. de Touques, 1 773.
 Jackie Pillon, UDF-FD, s., 1 649.

Amiens-5 Est

Réélu : Liliane Brunet, PC, 4 957.
 Yves Cordier, RPR, adj. m. d'Amiens, 2 922.

Amiens-3 Sud-Est

Réélu : Jean-Claude Broutin, UDF-FD, c.m. d'Amiens, 3 700.
 Daniel Leroy, PS, 3 604.

Amiens-7 Sud-Ouest

Élu : Eliane Gillet-Mammay, PS, c.m. d'Amiens, 2 567.
 Marc Thimillot, RPR, 2 556.
 Gérard Moutanet, div. d., n.s.r.p.

Ault

Élu : Guy Champion, PC, m. de Mers-les-Bains, 3 080.
 Antoine de Waribres, div. d., s., m. d'Ault, 2 564.
 Jean-Claude Davergne, PS, m. d'Oust-Marest, s'est retiré.

Comblains

Élu : Dominique Camus, div. d., c.m. de Ginchy, 895.
 René Damay, UDF-FD, m. de Comblains, 651.
 Dominique Guillemont, RPR, c.m. de Marcourt, 517.
 Georges Hauquiert, UDF-DL, m. de Carnoy, s'est retiré.
 Albert Finois, UDF-FD, n.s.r.p.

Conty

Élu : Guy Lacherez, div. g., m. de Conty, 1 927.
 Jacques Dacheux, div. d., s., c.m. de Conty, 1 927.

Corbie

Réélu : Alain Gest, UDF-DL, c.r., adj. m. d'Heilly, 5 068.
 Gérard Houville, PRG, m. de Daours, 3 673.

Friville-Escarbotin

Réélu : Guy Roussel, PC, m. de Friville-Escarbotin, 4 414.
 Patrick Delaitre, RPR, c.m. de Friville-Escarbotin, 1 807.
 Annie-Claude Leuillet, PS, adj. m. de Fresneville, s'est retiré.

Gamaiches

Élu : Jacques Pequeury, PC, m. de Gamaiches, 3 424.
 Michel Bonduelle, div. d., s., c.m. de Gamaiches, 3 285.
 Claude Bardoux, PS, m. de Bouvincourt-sur-Brele, s'est retiré.

Molliens-Dreuil

Réélu : Jean Dhaluin, RPR, 2 177.
 Philippe Désérable, PS, c.m. de Fresnoy-au-Val, 1 880.
 Serge Rabeuf, FN, 638.

Montdidier

Élu : Catherine Le Tyrant, PS, 2 008.
 Alain Simeoni, UDF, adj. m. de Montdidier, 1 834.
 Jean-Pierre Gérard, div. d., m. d'Ayen-court-le-Monché, 1 539.
 Gérard Hamand, div. d., n.s.r.p.

Moyenneville

Élu : Philippe Ardillon, PS, d., 2 008.
 Stéphane Deczyne, RPR, 2 029.
 Jean-Benoît Snaucourt, UDF-FD, s'est retiré.
 Roger Castel, UDF-FD, n.s.r.p.

Nesle

Réélu : Jacques Gromier, div. d., 1 828.
 Valérie Kumm, PS, 1 730.

Roye

Élu : Jacques Fleury, PS, d., m. de Roye, 3 283.
 Georges Lozier, div. d., s., c.m. de Roye, 2 692.

Villers-Bocage

Réélu : Christian Manable, PS, c.m. de Raineville, 3 556.
 Claude Delessele, UDF-FD, m. de Coisy, 2 354.

AMIENS-3 Sud-Est

Réélu : Jean-Claude Broutin, UDF-FD, c.m. d'Amiens, 3 700.
 Daniel Leroy, PS, 3 604.

AMIENS-7 Sud-Ouest

Élu : Eliane Gillet-Mammay, PS, c.m. d'Amiens, 2 567.
 Marc Thimillot, RPR, 2 556.
 Gérard Moutanet, div. d., n.s.r.p.

AULT

Élu : Guy Champion, PC, m. de Mers-les-Bains, 3 080.
 Antoine de Waribres, div. d., s., m. d'Ault, 2 564.
 Jean-Claude Davergne, PS, m. d'Oust-Marest, s'est retiré.

COMBLAINS

Élu : Dominique Camus, div. d., c.m. de Ginchy, 895.
 René Damay, UDF-FD, m. de Comblains, 651.
 Dominique Guillemont, RPR, c.m. de Marcourt, 517.
 Georges Hauquiert, UDF-DL, m. de Carnoy, s'est retiré.
 Albert Finois, UDF-FD, n.s.r.p.

CONTY

Élu : Guy Lacherez, div. g., m. de Conty, 1 927.
 Jacques Dacheux, div. d., s., c.m. de Conty, 1 927.

CORBIE

Réélu : Alain Gest, UDF-DL, c.r., adj. m. d'Heilly, 5 068.
 Gérard Houville, PRG, m. de Daours, 3 673.

FRIVILLE-ESCARBOTIN

Réélu : Guy Roussel, PC, m. de Friville-Escarbotin, 4 414.
 Patrick Delaitre, RPR, c.m. de Friville-Escarbotin, 1 807.
 Annie-Claude Leuillet, PS, adj. m. de Fresneville, s'est retiré.

GAMAICHES

Élu : Jacques Pequeury, PC, m. de Gamaiches, 3 424.
 Michel Bonduelle, div. d., s., c.m. de Gamaiches, 3 285.
 Claude Bardoux, PS, m. de Bouvincourt-sur-Brele, s'est retiré.

MOLLIENS-DREUIL

Réélu : Jean Dhaluin, RPR, 2 177.
 Philippe Désérable, PS, c.m. de Fresnoy-au-Val, 1 880.
 Serge Rabeuf, FN, 638.

MONTIDIER

Élu : Catherine Le Tyrant, PS, 2 008.
 Alain Simeoni, UDF, adj. m. de Montdidier, 1 834.
 Jean-Pierre Gérard, div. d., m. d'Ayen-court-le-Monché, 1 539.
 Gérard Hamand, div. d., n.s.r.p.

MOYENNEVILLE

Élu : Philippe Ardillon, PS, d., 2 008.
 Stéphane Deczyne, RPR, 2 029.
 Jean-Benoît Snaucourt, UDF-FD, s'est retiré.
 Roger Castel, UDF-FD, n.s.r.p.

NESLE

Réélu : Jacques Gromier, div. d., 1 828.
 Valérie Kumm, PS, 1 730.

ROYE

Élu : Jacques Fleury, PS, d., m. de Roye, 3 283.
 Georges Lozier, div. d., s., c.m. de Roye, 2 692.

VILLERS-BOCAGE

Réélu : Christian Manable, PS, c.m. de Raineville, 3 556.
 Claude Delessele, UDF-FD, m. de Coisy, 2 354.

JAMAC

Élu : Jean-Pierre Desnuel, PS, 2 435.
 Pauline Noé, UDF-FD, 2 124.
 Pierre Bujonard, UDF-FD, n.s.r.p.

MONTEBROS

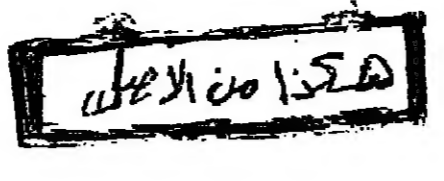
Réélu : Michel Boutant, PS, m. de Montebros, 2 149.
 Patrick Denaud, UDF-DL, 1 498.

RUFFEC

Élu : Bernard Charbonneau, div. g., m. de Ruffec, 2 382.
 Alain Balmieu, div. d. sou. RPR, m. de Verzemil, 2 143.
 Eric Picard, PS, s'est retiré.
 Michel Albonic, RPR, sén., n.s.r.p.

Saint-Amant-de-Boixe

Réélu : Jacky Bertrand, RPR, c.g., m. d'Anais



VIENNE (19)
1^{er} tour: 5 élus
 (2 UDF-FD, 1 RPR, 2 div. d.)
 La majorité départementale de René Monory (UDF-FD), président du Sénat, n'aura pas vraiment souffert de ces cantonales. Malgré l'appui de deux sièges gagnés par le PS (à Poitiers-4 et à Saint-Julien-Fars), la majorité de droite reste solide avec vingt-trois élus sur un total de trente-huit. La légère poussée de la gauche ne lui aura toutefois pas permis de l'emporter à Châtelleraux-sud et à Civray, où, respectivement, Ghislain Delarochette (UDF-FD) et Jean-Olivier Geoffroy (div. d.) l'emportent.
Châtelleraux-sud
 Réélu : Jean-François Mottet, UDF-FD, 2 705.
Civray
 Réélu : Jean-Olivier Geoffroy, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Champniers, 2 253.
Châtelleraux-ouest
 Réélu : Joël Touchasson, PS, m. de Châtelleraux, 2 172.
Châtelleraux-sud
 Réélu : Ghislain Delarochette, UDF-FD, 2 705.
Châtelleraux-nord
 Réélu : Bernard Rimbeau, PS, m. de Nahré, 2 577.
Civray
 Réélu : Jean-Olivier Geoffroy, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Champniers, 2 253.
Châtelleraux-est
 Réélu : Jean-Bernard Brunet, PS, adj. m. de Civray, 2 113.
Châtelleraux-nord-est
 Réélu : Jean-Marie Gallot, div. d., n.s.r.p.

Couhé
 Réélu : André Sénéchal, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Vouzon, 1 753.
Lusignan
 Réélu : Lionel Huguet, UDF-DL, 2 726.
Lussac-les-Châteaux
 Réélu : Robert Bon, PC, m. de Gouez, 2 369.
Mirabeau
 Réélu : Denis Brunet, app. UDF, 1 699.
Moncontour
 Réélu : Martine Ducroz, UDF-FD, m. de Saint-Jean-de-Sauves, 1 400.
Neuville-de-Poitou
 Réélu : Serge Chamoret, PS, 3 505.
Pneumartin
 Réélu : Emmanuel Chambord, div. g. sou. PS-PC, 1 597.
Poitiers-4
 Réélu : Jean-Luc Gaboreau, PS, adj. m. de Poitiers, 3 016.
Poitiers-3
 Réélu : Jean-Luc Gaboreau, PS, adj. m. de Poitiers, 3 016.
Poitiers-2
 Réélu : Jean-Luc Gaboreau, PS, adj. m. de Poitiers, 3 016.
Poitiers-1
 Réélu : Jean-Luc Gaboreau, PS, adj. m. de Poitiers, 3 016.
Saint-Julien-Fars
 Réélu : Michel Burlet, PS, m. de Bonnes, 2 632.
Trimouille
 Réélu : Georges Keraudren, div. d., 1 019.

HAUTES-ALPES (15)
1^{er} tour: 2 élus
 (1 PS, 1 UDF)
 Bénéficiant d'une forte participation (jusqu'à 84 % à Savines-le-Lac, et près de 70 % sur le département), la gauche confirme la progression qu'elle avait enregistrée au premier tour et conquiert quatre sièges supplémentaires, dont trois pour le PS. Avec douze sièges de conseillers au total, elle est cependant loin de menacer la majorité de droite qui conserve dix-huit élus sur les trente que compte l'Assemblée départementale. Il lui faudra être un nouveau président du conseil général puisque le sénateur Marcel Lesbros ne se représentait pas. Le principal prétendant est le maire de Briançon, Alain Bayrou (UDF-DL), à moins que celui-ci ne soit handicapé par ses prises de position en faveur d'une alliance entre la droite et le FN au niveau régional.
NOUVEAU CONSEIL: 11 PS, 1 PRG, 8 UDF, 2 RPR, 8 div. d.
CONSEIL SORTANT: 8 PS, 7 UDF, 5 RPR, 10 div. d. (prés.: Marcel Lesbros, UDF-FD, sén., m. de La Saulce).
Alquières
 Réélu : Pierre Eymouid, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Vaux, 580.
L'Argentière-la-Bessée
 Réélu : Raymond Marigné, UDF-FD, 1 530.
La Bâtie-Neuve
 Réélu : Joël Bonnaffoux, PS, adj. m. de La Bâtie-Neuve, 1 022.
Levent
 Réélu : Alain Fèvre, RPR, m. de Tourettes-Levent, 4 371.
Manoche
 Réélu : Roger Didier, PRG, 1 410.
Manduel-Cannes-Ouest
 Réélu : André Charles Blanc, RPR, m. de Théoule-sur-Mer, 5 898.
Manduel-Cannes-Est
 Réélu : Hervé Pallanca, FN, 2 456.
Mont-Dor
 Réélu : Jacques Victor, PC, 4 181.
Nice-1
 Réélu : Jean Massena, RPR, adj. m. de Nice, 3 511.
Nice-2
 Réélu : Olivier Betzati, RPR, 2 549.
Nice-3
 Réélu : Bernard Amard, RPR, m. de Nice, 3 488.
Nice-4
 Réélu : Patrick Mottard, RPR, c.r., m. de Nice, 3 771.
Nice-5
 Réélu : Pierre Anselmi, FN, 2 967.
Nice-6
 Réélu : Jean-Pierre Schacht, PS, 3 537.
Nice-7
 Réélu : Jean-François Knecht, PS, 3 153.
Nice-8
 Réélu : Patrick Allemand, PS, c.r., 2 887.
Nice-9
 Réélu : Jean-Claude Pastorelli, div. d., s., a été éliminé.
Nice-10
 Réélu : Paul Caturello, PS, c.m. de Nice, 2 785.
Nice-11
 Réélu : Gérard Gubernatis, de FN, c.r., m. de Nice, 2 171.
Nice-12
 Réélu : Jacques Peyrat, RPR, d., m. de Nice, s'est démis de son mandat.
Pugnet-Théniers
 Réélu : Robert Velay, RPR, m. de Pugnet-Théniers, 1 002.
Roquebillière
 Réélu : René Reghezza, div. m. de Roquebillière, 1 032.
Saint-Laurent-du-Var
 Réélu : Henri Revel, RPR, m. de Saint-Laurent-du-Var, 5 623.
Saint-Laurent-du-Var
 Réélu : Robert Rolant, PS, 3 882.
Saint-Vallier-de-Thiery
 Réélu : Maxime Couillet, div. d., m. de Saint-Cézaire-sur-Siagne, 4 199.

BOUCHES-DU-RHÔNE (27)
 La gauche renforce sa position au conseil général, sept des vingt-sept cantons renouvelables ayant basculé: le PS en remporte six et, à La Ciotat, le maire communiste l'emporte sur le candidat sortant RPR. À Marseille, la droite perd cinq cantons; dans certains, elle était historiquement accrédité, tel le 10^e canton que Roland Blum (UDF-DL) détenait depuis 1979. Seul Guy Teissier (UDF), dans les quartiers sud de Marseille (canton 20 B), et Thérèse Aillaud (RPR), à Tarascon, sont parvenus à endiguer la poussée du parti de gauche. La droite marseillaise sort très affaiblie de ce scrutin puisque trois adjoints de Jean-Claude Gaudin, maire (UDF-DL) de la ville, sont battus, emportés par un vote-sanction qui pourrait s'expliquer par les tractations des derniers jours entre une frange de la droite et le Front national en vue de l'élection du président du conseil régional. Si l'abstention est quasiment identique à celle du premier tour, les électeurs de gauche se sont mobilisés alors que ceux de droite semblent avoir bouillé les urnes. Il n'est pas impossible que certains d'entre eux aient même apporté leur voix à un candidat de gauche. Le Front national, qui craignait que sa stratégie aux régionales ne soit pas comprise par ses électeurs, est resté stable d'un tour à l'autre. Sans surprise, Daniel Simonpiéri, maire (FN) de Marignane, fait entrer le parti lépéniste à l'Assemblée départementale. En revanche, dans le fief de Bruno Mégret, le PS conserve le canton de Vitrolles dans lequel le candidat FN était largement en tête au premier tour.
NOUVEAU CONSEIL: 12 PC, 27 PS, 1 app. PS, 2 PRG, 11 UDF-DL, 7 RPR, 1 div. d. (prés.: Lucien Weygand, PS, c.r., m. de Marseille).
Aix-en-Provence-Sud-Ouest
 Réélu : André Guindé, PS, adj. m. d'Aix-en-Provence, 3 641.
Aix-en-Provence-Nord
 Réélu : Roland Povinelli, PS, m. d'Aillaud, 6 393.
Ariaux
 Réélu : Hervé Schiavetti, PC, c.r., adj. m. d'Ariaux, 5 351.
Berre-Pétang
 Réélu : Georges Badiget, PS, m. de Rognac, 6 979.
Châteauneuf-Côte-Bleue
 Réélu : Henri d'Artillo, PS, d., m. de Châteauneuf-les-Martigues, 10 562.
Claudon
 Réélu : Daniel Conte, PS, m. de Mallemort, 4 058.
Croix
 Réélu : Jacky Gérard, PS, m. de Saint-Cannat, 5 047.
Éguières
 Réélu : Daniel Conte, PS, m. de Mallemort, 4 058.
La Ciotat
 Réélu : Francis Giraud, RPR, s., m. de Roquefort-la-Bédoule, 8 459.
Lambesc
 Réélu : Jacky Gérard, PS, m. de Saint-Cannat, 5 047.
Margiane
 Réélu : Daniel Conte, PS, c.r., m. de Margiane, 9 340.
Marseille-1
 Réélu : Gabriel Malauzat, PS, 3 785.
Marseille-2
 Réélu : Marie-Jeanne Fay, RPR, s., adj. m. de Marseille, 3 196.
Marseille-3
 Réélu : Marie-Ariette Carlotti, PS, c.r., 3 217.
Marseille-4
 Réélu : Marie-Louise Lota, UDF-DL, s., adj. m. de Marseille, 2 149.
Marseille-5
 Réélu : Jean-Pierre Baumann, FN, c.m. de Marseille, 1 953.

Provence-Alpes-Côte d'Azur
ALPES-DE-HAUTE-PROvence (16)
1^{er} tour: 3 élus
 (1 PS, 1 RPR, 1 div. d.)
 Au soir du premier tour, l'ancien ministre socialiste Jean-Louis Bianco pourrait espérer conquérir enfin, le conseil général. Au terme du second tour, il manque d'un rien son objectif. Certes la gauche l'emporte nettement dans le canton de Castellane et surtout dans celui de Forcalquier, où le candidat divers gauche, soutenu par le PS, bat Pierre Delmar (RPR), conseiller sortant, maire de la ville et ancien député. Mais cela parvient tout juste à mettre droite et gauche en position de stricte égalité, avec quinze sièges chacune. Ce département est familier d'une telle situation de parité qu'il a déjà connue en trois occasions au cours des quinze dernières années. Attribuée au bénéfice de l'âge, la présidence était revenue les deux premières fois, en 1983 et 1985, à un socialiste, puis en 1988 à un divers droite. Vendredi 27 mars, elle devrait échoir au conseiller UDF du canton de Riez, Lucien Villecroze qui, à soixante-seize ans, est le doyen de l'Assemblée départementale. Seule une défection parmi les divers droite pourrait permettre à la gauche de l'emporter. Une seule chose reste acquiescente: ce scrutin coûte son fauteuil de président à Pierre Rinaldi (RPR).
NOUVEAU CONSEIL: 3 PC, 8 PS, 4 div. g., 4 UDF, 7 RPR, 4 div. d.
CONSEIL SORTANT: 4 PC, 6 PS, 1 PRG, 2 div. g., 4 UDF, 8 RPR, 5 div. d. (prés.: Pierre Rinaldi, RPR).
Mansque-Sud-Est
 Réélu : Mario de Nadal, PC, c.m. de Sainte-Thulle, 1 529.
Mansque-Nord
 Réélu : Jacques Colombani, div. d. sou. RPR-UDF, 759.
Mézidieu
 Réélu : André Laurens, PS, m. d'Estoublon, 425.
Noyers-sur-Jabron
 Réélu : Paul Bernard, div. g. sou. PS, 444.
Riez
 Réélu : Lucien Villecroze, UDF, m. d'Allemagne-en-Provence, 1 171.
Saint-André-les-Alpes
 Réélu : Jacques Boetti, RPR, m. de Saint-André-les-Alpes, 520.
Valensole
 Réélu : René Champin, UDF, 1 195.
Volonne
 Réélu : Gilbert Rizzo, RPR, 2 492.
Forcalquier
 Réélu : Jacques Echalon, div. g. sou. PS, m. de Villeneuve, 3 309.
La Javie
 Réélu : Jean-Yves Roux, PS, adj. m. du Brusquet, 587.
Castellane
 Réélu : Gilbert Rizzo, RPR, 2 492.
Forcalquier
 Réélu : Jacques Echalon, div. g. sou. PS, m. de Villeneuve, 3 309.
Manosque
 Réélu : Roland Aubert, PS, adj. m. de Manosque, 2 218.
Manosque-Nord
 Réélu : Raymond Coulet, div. d. sou. RPR-UDF, 1 165.
Manosque-Sud
 Réélu : Pierre Cazorla, FN, 1 008.

ALPES-MARITIMES (26 + 1)
1^{er} tour: 5 élus
 (5 RPR)
 Dans un département toujours largement dominé par le RPR - vingt-sept élus sur cinquante-deux conseillers généraux -, le maintien, partout où ils le pouvaient, des candidats du FN au second tour, soit dans une bonne moitié des vingt-deux cantons à renouveler, a fait reboucler quelques candidats néo-gauchistes ou UDF et non des moindres. Ainsi, deux personnalités imposées par le maire (RPR) de Nice, Jacques Peyrat, sont-elles battues dans sa ville, ce qui constitue pour ce dernier un avertissement. Il s'agit de Micheline Baus (RPR) battue par Jacques Victor (PC) à Nice-3 et de Max Baeza (UDF), battu par Paul Caturello (PS) à Nice-14. De plus, deux candidats issus du « médianisme », Rudy Salles, député (UDF), et Geneviève Médécine-Assens (div. d.), sœur de l'ancien maire de Nice, sont défaits, respectivement par Jean-François Knecht (PS), à Nice-2, et par Patrick Mottard (PS), à Nice-5. A Grasse-Sud, l'élection, lors des législatives de 1997, d'un député soutenu par les Verts, André Aschiéri, permet au candidat Vert, Jean-Raymond Vinciguerra, de mettre en échec le maire de Grasse Jean-

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



ALPES-DE-HAUTE-PROvence (16)
1^{er} tour: 3 élus
 (1 PS, 1 RPR, 1 div. d.)
ALPES-MARITIMES (26 + 1)
1^{er} tour: 5 élus
 (5 RPR)
BOUCHES-DU-RHÔNE (27)
1^{er} tour: 1 élu
 (1 UDF-DL)
VIENNE (19)
1^{er} tour: 5 élus
 (2 UDF-FD, 1 RPR, 2 div. d.)
HAUTES-ALPES (15)
1^{er} tour: 2 élus
 (1 PS, 1 UDF)

Tous les nouveaux élus

Le Guide du Pouvoir

Conseillers régionaux et généraux, parlementaires, cabinets ministériels...

Organigrammes, biographies et photos
126 photos (8 volumes) 960 000 fr

Editions Jean-François Delmas
Tel. 01 42 46 56 10

ALPES-DE-HAUTE-PROvence (16)
1^{er} tour: 3 élus
 (1 PS, 1 RPR, 1 div. d.)
ALPES-MARITIMES (26 + 1)
1^{er} tour: 5 élus
 (5 RPR)
BOUCHES-DU-RHÔNE (27)
1^{er} tour: 1 élu
 (1 UDF-DL)

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
ALPES-DE-HAUTE-PROvence (16)
1^{er} tour: 3 élus
 (1 PS, 1 RPR, 1 div. d.)
ALPES-MARITIMES (26 + 1)
1^{er} tour: 5 élus
 (5 RPR)
BOUCHES-DU-RHÔNE (27)
1^{er} tour: 1 élu
 (1 UDF-DL)

VIENNE (19)
1^{er} tour: 5 élus
 (2 UDF-FD, 1 RPR, 2 div. d.)
HAUTES-ALPES (15)
1^{er} tour: 2 élus
 (1 PS, 1 UDF)

BOUCHES-DU-RHÔNE (27)
1^{er} tour: 1 élu
 (1 UDF-DL)
VIENNE (19)
1^{er} tour: 5 élus
 (2 UDF-FD, 1 RPR, 2 div. d.)
HAUTES-ALPES (15)
1^{er} tour: 2 élus
 (1 PS, 1 UDF)

Malgré un effritement de ses positions, la majorité de droite garde la haute main sur le département avec vingt-huit conseillers sur quarante-trois. Hubert Falco (UDF-DL), le président sortant du conseil général, réélu dès le premier tour, devrait conserver la présidence de l'Assemblée départementale. Ce second tour de scrutin constitue cependant un avertissement. Sur les vingt et un cantons qui restaient à renouveler, la gauche en a emporté neuf (quatre pour le PS, quatre pour le PCF, un div. g.), gagnant six sièges par rapport à la précédente assemblée départementale et disposant désormais de treize conseillers. En position d'arbitre dans quinze triangulaires, le FN a favorisé l'échec de six conseillers généraux de droite. Dans les deux où il était face à la gauche, le FN n'aura pas bénéficié du report des voix de la droite libérale, sauf à Toulon-5. Dans ce canton, le FN obtient, en effet, un deuxième siège de conseiller général. Son candidat, Dominique Michel, obtenant 51,87 % des suffrages alors que le précédent postulant FN, Jean-Marie Le Chevallier, maire de Toulon, avait réuni 40,03 % des voix en 1992 et 36,67 % aux municipales de 1995.

NOUVEAU CONSEIL: 6 PC, 6 PS, 1 div. g., 9 UDF, 10 RPR, 9 div. d., 2 FN. CONSEIL SORTANT: 3 PC, 4 PS, 13 UDF, 13 RPR, 7 div. d., 1 FN (prés.: Hubert Falco, UDF-DL, sén., m. de Pignans).

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

Brignoles
Élu : Claude Gilard, PC, adj. m. de Brignoles, 3 630.
Alfred Gaubier, div. d. sou. RPR-UDF, m. du Val, 3 259.
Jean-Paul Dispar, FN, c.m. de Brignoles, 1 893.
Jacques Coste, UDF, n.s.r.p.

Callas
Régélu : Pierre-Yves Collombat, div. g. sou. PS, m. de Figanères, 1 350.
Hélène Blanc, PC, 954.
Françoise Barre, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Callas, 818.

Fréjus
Élu : Elie Brun, UDF-DL, c.r., m. de Fréjus, 7 025.
Jean-Pierre Risgalla, FN, 5 178.
Alain Fornut, PS, c.m. de Fréjus, 4 252.
Gilbert Lecat, UDF, n.s.r.p.

La Garde
Élu : Yvon Robert, PC, m. de La Garde, 2 786.
Jean-Michel Peyratout, FN, 4 389.
Jean-Pierre Haslin, RPR, c.m. de La Garde, 2 786.

Hyères-Est
Élu : Gilbert Werle, RPR, 4 046.
Jean-François Collin, FN, c.m. d'Hyères, 3 481.
Jean-Louis Pflieger, PC, c.m. d'Hyères, s'est retiré.

Hyères-Ouest
Élu : Léopold Rihonda, UDF-DL, c.r., m. d'Hyères, 4 707.
Philippe de David Beauregard, FN, c.m. d'Hyères, 3 709.
André Sarrès, PS, s'est retiré.
Joseph Serris, UDF-DL, n.s.r.p.

Lorgues
Élu : Barthélémy Mariani, PS, m. de Lorgues, 3 269.
Pierre Ferrin, div. d. sou. RPR-UDF, s.c.m. de Lorgues, 2 384.
Emile Elbar, FN, 1 246.

Le Luc
Élu : Jean-Yves Gosse, PS, 3 250.
Norbert La Rosa, UDF, s.c.m. du Luc, 2 627.
Roger Pasquier, FN, 1 693.
Alain Fabre, div. g. m. du Cimet-des-Maures, s'est retiré.

Le Muy
Régélu : Jean-Pierre Serra, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Roquebrune-sur-Argens, 3 874.
Vincent Adelantado, FN, c.m. de Roquebrune-sur-Argens, 3 160.
Jack Vertez, PS, c.m. du Muy, 2 504.

Ollioules
Régélu : Ferdinand Bernard, UDF-DL, m. de Sanary, 6 303.
Michel Rouvier, PS, c.m. de Sanary, 5 075.
Franck Dumont-Malivert, FN, 3 988.

Rians
Élu : Guy Lombard, PS, m. de Ginasservis, 2 498.
Dominique Joubert, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Vion, 1 525.
Marie-Christine Aurigo, FN, 770.
Maurice Janetti, PS, n.s.r.p.

Saint-Maximin-la-Sainte-Baume
Élu : Horace Lanfranchi, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Saint-Maximin, 3 796.
Pierre Moscati, PS, 3 528.
Maurice Lacroix, FN, 2 417.
Emile Olivier, UDF, n.s.r.p.

Saint-Raphaël
Élu : Georges Cinesta, RPR, m. de Saint-Raphaël, 4 141.
Evelynne Pierron, FN, c.m. de Saint-Raphaël, 3 488.
René-Georges Laurin, RPR, n.s.r.p.

Saint-Tropez
Régélu : Jean-Michel Couvre, RPR, d. m. de Saint-Tropez, 3 973.
Jean-Louis Bouguerau, FN, c.r., 2 203.
René Basse, PS, 1 996.

La Seyne-sur-Mer
Régélu : Maurice Paul, PC, m. de La Seyne, 6 594.
Gilbert Pérea, FN, 5 469.

Sis-Fours-les-Plages
Élu : Jean-Sébastien Vialatte, RPR, m. de Sis-Fours, 7 032.
Marie-André Maynard de Saint-Michel de, FN, 3 323.
Serge Macchio, PC, 3 007.
Jean-Claude Boboze, UDF, s.c., a été éliminé.

Taverniers
Régélu : Louis Fabre, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Montevain, 925.
Michel Apostolo, Vets, adj. m. de Sillans-la-Cascade, 540.
Jacques Tudyry, FN, 395.
Jean Bacci, div. d. m. de Moissac, s'est retiré.

Toulon-2
Élu : Bruno Marazzana, PS, 4 040.
Jean-Claude Luardelli, FN, c.r., adj. m. de Toulon, 3 473.
Emile Granier, UDF-DL, s'est retiré.

Toulon-5
Élu : Dominique Michel, FN, adj. m. de Toulon, 1 361.
André Bertrand, MDC, 1 263.
Bernard Fabre, div. d. sou. RPR-UDF, s'est retiré.
Marcet Massi, UDF-FD, n.s.r.p.

Toulon-9
Élu : Danielle Daumas, PC, 2 317.
Gérard Gautier, FN, adj. m. de Toulon, 2 027.
Pierre Bonal, UDF-FD, s'est retiré.
Paul Orsini, UDF, n.s.r.p.

La Valette-du-Var
Élu : Christiane Hummel, UDF, adj. m. de La Valette, 3 509.
Jean Acquadone, PS, c.m. de La Valette, 3 027.
Henri Roitevin, FN, c.m. de La Valette, 3 014.
Jacques Roux, RPR, n.s.r.p.

VAUCLUSE (12)

1^{er} tour : 6 élus (1 UDF-DL)

Avec douze conseillers chacune, la gauche et la droite se retrouvent à égalité au conseil général de Vaucluse. L'élection du président se fera donc, vendredi 27 mars, au bénéfice de l'âge. Le doyen, Régis Derouhin (div. d.), qui présidait l'assemblée départementale jusqu'à maintenant et n'était pas renouvelable, ayant décidé de passer la main en raison de ses quatre-vingt-six ans, le nouveau président devait être Jacques Béraud (RPR). Celui-ci a battu à Orange-Est la candidate du Front national, Marie-Claude Bompard (épouse du maire de la ville), grâce au désistement du candidat socialiste, Claude Béroud, qui avait la possibilité de se maintenir. La gauche « plurielle » emportée à Avignon-Sud, Avignon-Est, Carpentras-Nord - où le sortant UDF siègeait depuis dix-huit ans -, Bonnieux, Cadenet, Malaucène et l'Isle-sur-la-Sorgue. Dans deux cantons, à Avignon-Sud et à Carpentras-Nord, le conseiller sortant UDF est battu par le candidat socialiste, du fait du maintien au second tour, dans le cadre d'élections triangulaires, des candidats du Front national. Le sortant RPR à Avignon-Est connaît le même sort, au bénéfice du candidat communiste.

NOUVEAU CONSEIL : 1 PC, 9 PS, 2 div. g., 1 UDF, 7 RPR, 4 div. d.

CONSEIL SORTANT : 7 PS, 2 div. g., 3 UDF, 9 RPR, 3 div. d. (prés. : Régis Derouhin, div. d.)

Apt
Régélu : Pierre Boyer, PS, m. d'Apt, 4 126.
Pierre-Philippe Deloy, div. d., 2 652.
Jean-Marie Allauzen, FN, 1 643.

Avignon-Est
Élu : André Castelli, PC, 4 476.
Henri Agu, RPR, s.c., adj. m. d'Avignon, 4 346.
Jacques Langlade, FN, c.m. d'Avignon, 2 462.

Avignon-Sud
Élu : Michèle Fournier-Armand, PS, 3 078.
René Dubois, UDF-FD, s.c., adj. m. d'Avignon, 2 115.
Hubert Carme, FN, c.m. d'Avignon, 1 659.

Bédarrides
Régélu : Alain Millon, RPR, c.r., m. de Bédarrides, 5 654.
Vivian Point, PC, 3 866.
Robert Roux, FN, 3 174.

Bonnieux
Élu : Roger Fénelon, PS, m. de Bonnieux, 1 114.
Yves Rousset-Rouard, UDF-DL, m. de Ménétrés, 1 077.
Albert Calvo, div. d., m. d'Oppède, s'est retiré.
André Borel, PS, d. m. de Pertuis, n.s.r.p.

Cadenet
Élu : Michel Tannier, div. g., 2 510.
Claude Fayet, PS, m. de Cabrières-d'Algue, 2 391.
Henri Barthémy, div. g. m. de Laurmarin, n.s.r.p.

Carpentras-Nord
Élu : Michel Bayet, PS, c.m. de Carpentras, 3 720.
André Bonnet, FN, 3 488.
Jacques Roman, UDF-rad, s.c., adj. m. de Carpentras, 3 399.

L'Isle-sur-la-Sorgue
Élu : Michel Fullet, PS, 6 094.
Germain Giraud, UDF-FD, m. de Le Thor, 4 361.
Simone Rémond, FN, 3 947.
Jean Garcia, PS, n.s.r.p.

Malaucène
Régélu : Xavier Bernard, PS, m. d'Entrechaux, 1 205.
Dominique Botton, RPR, 1 099.

Mormolton
Régélu : Michel Maurin, div. g. m. de Mormolton, 2 456.
Hélien Adam, RPR, m. de Bédoin, 1 860.

Orange-Est
Régélu : Jacques Béraud, RPR, 5 625.
Marie-Claude Bompard, FN, 4 044.
Claude Béroud, PS, s'est retiré.

Orange-Ouest
Élu : Philippe Virard, MDC, adj. m. de Hautville-Lompnes, 1 220.
Bernard Argenti, UDF-DL, s. 1 135.

Mirabel
Élu : Jacques Berthou, div. g. m. de Mirabel, 3 540.
Jean Beaufort, UDF-DL, s. 2 100.

Montolivet
Élu : Jacky Bernard, div. g. m. de Montolivet, 2 162.
Pierre Cormorèche, UDF-FD, s.c., m. de Montolivet, 2 144.
Corinne Gastaud, FN, 1 336.

Poncin
Élu : Jean Chabry, div. g. sou. PS, m. de Jurieux, 1 437.
Jean-Luc Orset, UDF-FD, m. de Saint-Jean-Vieus, 1 089.
Patrick Berthier, div. d., m. de Poncin, s'est retiré.
Gérard Reverdy, UDF-DL, n.s.r.p.

Pont-d'Ain
Régélu : Serge Fontaz, div. g. m. de Certines, 2 167.
Sylvain Derognat, RPR, m. de Journans, 1 787.

Tholozay
Régélu : Pierre Montagnier, UDF-FD, m. de Saint-Dizier-sur-Chalaronne, 1 993.
André Philippou, div. g. m. de Tholozay, 1 658.

Trevooux
Élu : Patrick Rousseau, div. g. sou. PS, m. de Saint-Dizier-sur-Formans, 2 111.
Paul Colombat, RPR, s.c., m. de Jassans-Rozier, 2 110.
Jean-Loup de La Chesnaie, FN, 940.

Villars-les-Dombes
Élu : Lucien Berger, div. g. sou. PS, 1 261.
Gisèle Baccmier, RPR diss., m. de Montthuis, 933.
Paul Duperrier, RPR, s.c., m. de Villars-les-Dombes, 911.

Viriat
Régélu : Pierre Fromont, div. g. sou. PS, m. de Viriat, 2 849.
Gilles Dubois, RPR, c.m. de Viriat, 1 881.

Virvieu-le-Grand
Régélu : André Lamaison, PS, m. de Virvieu-le-Grand, 1 037.
Jean-Pierre Dufour, RPR, adj. m. de Virvieu-le-Grand, 681.
Alain Sauret, UDF, m. de Contrevaz, s'est retiré.

Coligny
Élu : Jean Bernadac, RPR diss., m. de Coligny, 1 440.
Pierre Pochon, PS, adj. m. de Marboz, 1 301.
Raymond Favier, UDF-DL, m. de Marboz, s'est retiré.
Marc Vuillin, UDF-FD, n.s.r.p.

Ferney-Voltaire
Élu : Jocelyne Boch, div. d. m. de Thoiry, 3 067.
Georges Vianès, PS, m. de Ferney-Voltaire, 2 272.
Rascal Meylan, UDF-DL, c.m. de Ferney-Voltaire, n.s.r.p.

Avignon-Nord
plus industriels comme Viviers, La Vouthe, Annonay-Sud et Annonay-Nord où, à droite, les conflits de personnes ont coûté cher au sortant. Priva, la préfecture - où le maire Amédée Imbert (UDF) ne se représentait pas -, a également été enlevée par la gauche. Dans le canton de Viviers, le FN totalise 40,90 % des suffrages dans son tête-à-tête avec Robert Chapuis, maire (PS) du Teil, ancien secrétaire d'État du gouvernement Rocard. Le nouveau conseil général offre désormais dix-sept sièges à la gauche et seize sièges à la droite. La longue présidence d'Henri Torre, sénateur (UDF) de l'Ardèche, s'achève donc. Le choix du nouveau président se fera entre Michel Teston, conseiller (PS) d'Antraigues, leader de la gauche dans l'ancien conseil, et Jacques Doudoux (PRG), secrétaire d'État au commerce extérieur. Le premier est donné comme favori.

NOUVEAU CONSEIL : 11 PS, 6 div. g., 2 UDF, 6 RPR, 9 div. d.

CONSEIL SORTANT : 5 PS, 5 div. g., 5 UDF, 9 RPR, 9 div. d. (prés. : Henri Torre, div. d. s.c.)

Annonay-Nord
Élu : Denis Lacombe, PS, 3 675.
Dominique Chambon, UDF-FD, s.c., c.m. d'Annonay, 2 370.

Annonay-Sud
Élu : Jean-Claude Tournayre, PS, m. d'Annonay, 2 807.
Claude Faure, RPR, s.c., c.r., 2 406.

Joyeuse
Régélu : Jacques Guilhaumon, UDF-DL, m. de Rosières, 1 975.
Jean Vanrière, div. g., 1 868.

Montpezat-sous-Bauzon
Régélu : Marcel Gardès, RPR, 658.
Pierre Duvert, div. g., 625.
Maurice Bonnet, PS, s'est retiré.

Priva
Élu : Yves Chastan, PS, m. de Saint-Priest, 3 887.
Jean-Louis Bonhomme, UDF-DL, diss., m. de Coux, 3 452.
Amédée Imbert, UDF-DL, m. de Priva, n.s.r.p.

Saint-Félicien
Élu : Pierre Jouvenod, PS, c.r., 1 044.
Alain Reynaud, UDF-FD, 1 020.
Jean-Pierre Franchise, UDF-DL, m. de Tournon-sur-Rhône, n.s.r.p.

Saint-Martin-de-Valamas
Élu : Roland Vuilleins, div. g. m. de Saint-Martin-de-Valamas, 1 277.
Bernard Cuoq, div. d., s.c., m. de Saint-Clement, 1 068.

Les Vans
Régélu : Jean-Marie Roux, RPR, m. des Vans, 2 274.
Jean-Claude Crépin, div. g. m. de Banne, 2 185.
Alain Foucault, PC, s'est retiré.

Viviers
Élu : Robert Chapuis, PS, m. du Teil, 3 312.
Jean-Joël Vanbove, FN, 2 293.
Christian Lavis, UDF-rad, n.s.r.p.

La Vouthe-sur-Rhône
Élu : Bruno Dupuis, PS, adj. m. de La Vouthe, 2 961.
Bernard Berger, RPR, s.c., m. de Saint-Georges, 2 710.

DRÔME (18)

1^{er} tour : 4 élus (1 PC, 1 PS, 1 UDF, 1 div. d.)

En enlevant quatre sièges à la droite, la gauche marque son avantage dans le Drôme, mais elle aura sans doute du mal à traduire ce progrès lors de l'élection du président du conseil général. En effet, un élu « divers », sur lequel elle comptait pour faire la différence a affirmé dimanche qu'il apporterait son soutien à la majorité sortante. Gauche et droite se retrouvent à égalité avec dix-huit sièges chacun. La droite devrait conserver la présidence au bénéfice de l'âge, puisqu'elle compte dans ses rangs le plus âgé des conseillers généraux de la Drôme, Gilbert Savary (79 ans).

Le maire de Bourg-de-Péage, Didier Guillaume, a remporté le duel qui l'opposait à Joël Cheval, le chef de file départemental du Front national. Ce dernier bénéficiait pourtant du désistement d'Henri Durand, conseiller sortant divers droite, mais n'a récupéré que la moitié de ses suffrages au premier tour. Le PS prend deux cantons urbains : Valence-4 et Montélimar-1.

Dans le canton rural de Saint-Jean-sur-Royans, une femme de gauche, Danièle Pic, s'est imposée contre un vétéran de la politique, un élu RPR, Gérard Sibaud, qui occupait le siège depuis quarante-trois ans.

NOUVEAU CONSEIL : 1 PC, 10 PS, 1 PRG, 6 div. g., 1 div. d., 8 UDF, 7 RPR, 2 div. d.

CONSEIL SORTANT : 7 PS, 1 PRG, 6 div. g., 1 div. d., 7 UDF, 9 RPR, 5 div. d. (prés. : Jean Mouton, UDF-FD, m. de Pierrelatte).

Bourg-de-Péage
Élu : Didier Guillaume, PS, m. de Bourg-de-Péage, 5 694.
Joël Cheval, FN, c.r., c.m. de Bourg-de-Péage, 4 096.
Henri Durand, div. d. sou. RPR-UDF, s.c., c.m. de Bourg-de-Péage, s'est retiré.

Bourg-les-Valence
Régélu : Alain Maurice, div. g., c.m. de Bourg-les-Valence, 4 037.
Marianne Motier, RPR, 3 659.
Jacques Colette, PS, adj. m. de Bourg-les-Valence, s'est retiré.

Chabeuil
Régélu : Maurice Morin, UDF-rad, m. de Montélier, 3 772.
Pascal Pertusa, PS, 2 183.
Colette Bes, div. d., m. de Mailissard, 1 523.

Châtillon-en-Diois
Régélu : Gérard Vétrines, div. g., 606.
Alain Matheron, PS, 483.
André Favier, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Trescheu-Creys, s'est retiré.

Clellec
Régélu : Robert Palluel, RPR, m. de Pont-de-Baux, 1 781.
Christine Priotto, PS, 1 661.

Grignas
Régélu : Jean-François Slaud, div. g. sou. PS, m. de Taulignan, 1 947.
Mauricette Tabone, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Réauville, 1 129.
Marc Rouston, div. g. m. de Colovelle, s'est retiré.

Montélimar-1
Élu : Jean-Luc Vincent, PS, 2 868.
Jean-Jacques Ayzac, UDF-DL, s.c., adj. m. de Montélimar, 2 630.
Danièle Pomme-Pineilli, FN, 1 040.

Montélimar-2
Élu : Jean-René Latzarache, PS, m. de Montboucher-sur-Jabron, 3 783.
Jean-Claude Fanchulle, UDF, adj. m. de Montélimar, 3 175.
Roman Rouston, FN, 1 690.
Alain Fort, PS, c.m. de Montélimar, n.s.r.p.

Nyons
Régélu : Michel Faure, RPR, m. de Nyons, 2 656.
Gérard Bertrand, PS, c.r., 2 619.
Daniel Pébèsier, RPR, 861.

Pierrelatte
Régélu : Jean Mouton, UDF-FD, pr. c.g., m. de Pierrelatte, 3 413.
Daniel Gonzales, PS, 1 777.
Alain Bérard, FN, 1 577.

Saint-Jean-en-Royans
Élu : Danièle Pic, div. g. sou. PS, 1 853.
Gérard Sibaud, RPR, s. 1 586.

Tain-Hermitage
Régélu : Gilbert Bouchet, RPR, m. de Tain, 4 260.
Serge Blache, PS, m. de Chamos-Curon, 3 709.

Valence-2
Régélu : Emile Brunel, PS, c.m. de Valence, 2 647.
Olivier Garin, UDF-FD, c.m. de Valence, 2 483.

Valence-4
Élu : Francis Bérard, PS, c.m. de Valence, 2 272.
Jean-Claude Laurent, RPR, s.c., adj. m. de Valence, 2 084.

ISÈRE (29)

1^{er} tour : 6 élus (1 PS, 1 UDF-FD, 1 UDF-DL, 2 div. d.)

La gauche amplifie sa progression : sur les vingt-neuf cantons renouvelables, elle en a gardé deux au premier tour, et conquis neuf au second. La majorité RPR-UDF-DVD, qui, avec trente-neuf sièges sur cinquante-neuf, gouvernait le département depuis douze ans, ne compte plus, à l'issue du second tour, que deux sièges d'avance. Avec dix-huit élus, le PS retrouve la situation d'avant 1983 et redonne au premier groupe du conseil général de l'Isère. La droite perd notamment le canton de Grenoble-1, se retrouvant désormais à jeu égal avec la gauche sur la ville centre. Michel Hannoum, président (RPR) sortant - contre lequel le FN avait appelé à faire barrage -, est pour sa part réélu avec presque 5 points d'avance sur son adversaire socialiste.

Dans le canton de Bourgoin-Jallieu-Sud, il avait tenté de négocier un désistement de la droite en sa faveur, et son candidat devance celui de la majorité RPR-UDF. Le résultat, plus serré que prévu, laisse néanmoins ouvert l'élection du président, l'UDF étant en mesure de revendiquer le poste. Tout dépendra de l'attitude des élus divers droite.

NOUVEAU CONSEIL : 8 PS, 18 PS, 2 div. g., 12 UDF, 10 RPR, 8 div. d.

CONSEIL SORTANT : 8 PC, 11 PS, 13 UDF, 13 RPR, 1 app. RPR, 12 div. d. (prés. : Michel Hannoum, RPR, m. de Voreppe).

La Bourg-d'Oisans
Élu : Christian Pichoud, PS, m. de Freney-d'Oisans, 1 833.
Bernard Challet, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Bourg-d'Oisans, s'est retiré.
Jean-Guy Capillard, RPR, m. de L'Alpe-d'Huez, n.s.r.p.

Bourgoin-Jallieu-Sud
Élu : Edmond Roy, PS, m. de Bourgoin-Jallieu, 3 130.
Christian Vellieux, FN, c.r., c.m. de Bourgoin-Jallieu, 2 082.
Jean-Pierre Girard, UDF, c.m. de Bourgoin-Jallieu, 1 953.
Pierre Cratoloup, div. d., m. de Saint-Chef, n.s.r.p.

Cielles
Régélu : Pierre Gimel, RPR, m. de Cielles, 594.
Capucine Le Dourin, PS, m. du Percy, 545.

Corps
Régélu : Gérard Cardin, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Corps, 674.
Jean-François Trossero, div. g. sou. PS, m. des Côtes-de-Corps, 563.

Crémieu
Régélu : Alain Moyne-Bressand, UDF-DL, d., m. de Crémieu, 3 828.
André Paviet-Salomon, PS, m. de Tignes-Jamezieu, 3 057.
Annie Porto, FN, 1 643.

Echirrolles-Est
Régélu : Claude Bertrand, PC, adj. m. d'Echirrolles, 2 027.
Nicole Bolcato, PS, adj. m. d'Echirrolles, s'est retiré.

Fontaine-Sassenage
Élu : Alain Chaplais, PS, m. de Sassenage, 4 657.
Dominique Vaillette, RPR, s.c., m. de Sassenage, 3 091.
Kerick Boulard, PC, m. de Fontaine, s'est retiré.

Grenoble-1
Élu : Jean-Paul Girard, PS, adj. m. de Grenoble, 4 005.
Yves Macheteaux, UDF-rad, s.c., m. de Grenoble, 3 075.

Grenoble-3
Régélu : Denis Pimot, PS, 3 328.
Michel Poncery, RPR, 1 533.

Grenoble-6
Élu : Gisèle Perez, PS, c.m. de Grenoble, 2 948.
Jean-Louis Damouville, RPR, 1 375.
Annie Deschamps, PS, adj. m. de Grenoble, n.s.r.p.

Heyrieux
Régélu : Bernard Saugy, UDF-DL, 5 216.
Raymond Douberet, div. g. sou. PS, m. de Charantonnay, 1 971.
Raymond Bailly, UDF, 923.

La Grand-Lemps
Élu : Didier Ramouad, PS, adj. m. de Chabous, 2 319.
Pierre Barnier, div. d. sou. RPR-UDF, s.c., m. de Burcin, 2 241.

Monestier-de-Clermont
Régélu : Roger Pellat-Finot, div. d. sou. RPR-UDF, m. de Treffort, 1 066.
Luc Puisseau, PS, m. de Miribel-Lanschâtre, 791.

Morestel
Élu : Christian Rival, RPR, m. de Morestel, 3 942.
Jean Roux, PS, m. de Vézeronce-Curtin, 3 111.
Jean Genin, div. d., n.s.r.p.

La Mure
Élu : Charles Galvin, PS, c.r., c.m. de La Mure, 3 012.
Dominique Guillet, div. d. sou. UDF, m. de Saint-Honoré, 1 903.
Claude Péquignot, div. d., c.r., m. de La Mure, n.s.r.p.

Roussillon
Élu : Daniel Rigaudi, PC, adj. m. de Roussillon, 7 334.
Patrick Metral, UDF, 3 919.
Didier Chaussefont, FN, 3 066.
Gabriel Doris, PS, adj. m. de Roussillon, s'est retiré.
Maurice Poirier, PC, m. de Roussillon, n.s.r.p.

Saint-Egrève
Élu : Pierre Ribaud, PS, 4 191.
Eric Grall, div. d., 3 817.
Jean-Yves Poir

السنة الخامسة

NOUVEAU CONSEIL : 3 PC, 8 PS, 5 div. g., 8 UDF, 3 RPR, 13 div. d.
CONSEIL SORTANT : 3 PC, 3 PS, 3 div. g., 1 GE, 13 UDF, 7 RPR, 10 div. d. (prés. : Pascal Clément, UDF-DL, a. min., d. m. de Saint-Marcel-de-Félines).

Belmont-de-la-Loire
Élu : Jean-Paul Defaye, div. d., m. d'Écoche, 1 052.
René Parry, div. d., m. de Belmont-de-la-Loire, 949.
Liliane Vignany, div. d., m. de Sévelinges, s'est retirée.
Jean-Baptiste Charrier, UDF, n.s.r.p.

Bourg-Argental
Régis : Bernard Bonne, UDF-DL, m. de Bourg-Argental, 1 717.
Jean Mourot, PS, 1 519.

Chazelles-sur-Lyon
Régis : Maurice Desfarges, UDF-DL, m. de Grammond, 1 849.
Jean Bouthéou, div. d., m. de Chazelles-sur-Lyon, 1 597.
Jean-Paul Blanchard, div. g. sou. PS, 678.

Feurs
Régis : Jean-Claude Frecon, PS, m. de Feurs, 4 767.
Serge Palmier, div. d., adj. m. de Feurs, 3 475.

Montbrison
Élu : Philippe Weyne, div. d., m. de Montbrison, 4 389.
Gilbert Marguerit, PS, 3 870.
Charles Bouvard, div. d. sou. RPR-UDF, s'est retiré.

Perréux
Régis : Jean-Baptiste Giraud, div. d., m. de Perréux, 2 957.
Pascale Vialle-Dutet, div. g. sou. PS, 2 028.

Rive-de-Gier
Régis : Jean-Claude Charvin, div. d., m. de Rive-de-Gier, 4 143.
André Gély, PC, c.m. de Rive-de-Gier, 3 230.
Christian Grangis, FN, 1 377.

Roanne-Nord
Élu : Alain Guillemant, PS, adj. m. de Roanne, 5 806.
Yves Nicolin, UDF-DL, s., d., c.m. de Roanne, 4 877.

Saint-Chamond-Nord
Régis : François Rocheblaine, UDF-FD, c., adj. m. de Saint-Chamond, 2 541.
André Perrière, PS, 1 663.
Marie-Ange Traima, FN, c.m. de Saint-Chamond, 1 046.

Saint-Chamond-Sud
Élu : Marc Lassabrière, PS, c.m. de Saint-Chamond, 2 750.
José-Henri Simon, RPR, s., 2 304.
Jean Piz, FN, 1 940.

Saint-Etienne-Nord-Est-1
Régis : Guy Laforte, div. g. sou. PS, c.m. de Saint-Etienne, 2 809.
Gilles Artigues, UDF-FD, adj. m. de Saint-Etienne, 1 856.
Gérard Tomasini, FN, c., c.m. de Saint-Etienne, 1 284.

Saint-Etienne-Sud-Est-3
Élu : Jean-Louis Gagnaire, PS, c., 3 077.
Martine Fontanilles, UDF-rad., adj. m. de Saint-Etienne, 2 015.
Michèle Bracciano, FN, c.m. de Saint-Etienne, 1 746.
Michel Thiollière, UDF-rad., m. de Saint-Etienne, n.s.r.p.

Saint-Etienne-Sud-Ouest-1
Élu : Jean-Claude Bertrand, PS, c.m. de Saint-Etienne, 1 542.
Albert Paulmont, RPR, c.m. de Saint-Etienne, 1 152.
Jean-Charles Mouchard, FN, 744.
Lucien Newirth, RPR, s., n.s.r.p.

Saint-Etienne-Sud-Ouest-2
Élu : Christine Calet, PS, c.m. de Saint-Etienne, 1 624.
Gny Giraud, RPR, s., adj. m. de Saint-Etienne, 1 494.
Frédéric Granjon, FN, c., c.m. de Saint-Etienne, 1 192.

Saint-Georges-en-Couzan
Élu : François Combes, div. d., 1 326.
Ludovic Brisson, PS, 740.
Joël Epinat, div. d., s'est retiré.
Barthélemy Moulin, UDF-DL, n.s.r.p.

Saint-Haon-le-Châtel
Élu : Jean Bartholin, div. g. sou. PS, 2 362.
Jean-Claude Saby, UDF-DL, m. de Renaison, 2 165.
Robert Barathon, RPR, n.s.r.p.

Saint-Héand
Régis : Bernard Philibert, UDF, m. de Saint-Héand, 4 799.
Pascal Garrido, div. g. sou. PS, m. de La Talançière, 4 017.
Marc de Peyrecave, FN, 1 808.

RHÔNE (26)

1^{er} tour : 4 élus (2 UDF-FD, 1 RPR, 1 div. d.)
Le conseil général du Rhône demeure un bastion de la droite avec trente-deux sièges contre dix-neuf à la gauche. Le FN ne parvient pas à conquérir de sièges malgré une forte poussée dans la périphérie de Lyon : Saint-Priest, Rillieux-la-Pape, Vaux-en-Velin et les cantons de Villeurbanne. Le PS connaît une forte progression dans tous les cantons, notamment ceux de la ville de Lyon. Il conquiert trois sièges : Lyon-12, Meyzieu et Oullins d'extrême gauche (son candidat devance de 10 voix seulement le conseiller général UDF sortant). Le PC, pour sa part, remporte le canton de Givors contre le candidat RPR, conseiller sortant. Raymond Barre, maire (app.UDF) de Lyon avait, entre les deux tours, apporté son soutien au conseiller général socialiste de Saint-Priest, Bruno Polga, opposé dans un duel à un candidat FN, et s'est ré-

Joué du succès de ce maire socialiste, vice-président de la communauté urbaine de Lyon. M. Barre a expliqué la « très forte poussée de la gauche » dans le Rhône par « les événements récents » : l'élection de Charles Millon (UDF-DL) à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes avec les voix des élus FN.
NOUVEAU CONSEIL : 3 PC, 13 PS, 2 div. g., 1 Verts, 19 UDF, 9 RPR, 4 div. d. CONSEIL SORTANT : 2 PC, 10 PS, 2 div. g., 1 Verts, 17 UDF, 10 RPR, 1 app. RPR, 8 div. d. (prés. : Michel Mercier, UDF-FD, s., m. de Thizy).

Anse
Élu : Daniel Pomeret, UDF, m. d'Anse, 2 823.
Jean-Paul Gasquet, RPR, s., m. de Lierngues, 2 661.
Louis Boulonjon, PRG, 2 149.

L'Arbresle
Élu : François Baraduc, UDF-FD, m. de Fleureux-sur-Arbresle, 5 392.
Yvon Olivier, div. g. sou. PS, m. de Saint-Pierre-Lapallud, 4 853.
André Rollet, UDF-DL, n.s.r.p.

Beauregard
Élu : Bernard Mera, UDF-FD, m. de Beauregard, 1 957.
André-Jean Gauthier, PRG, 1 183.
Claude Joubert, div. d., 1 081.
Marc Bonin, div. d., m. de Fleurie, n.s.r.p.

Le Bois-d'Oingt
Élu : Charles Brechand, UDF-FD, m. de Chamaret, 3 105.
Jean-Noël Benoist, div. g. sou. PS, 1 840.
Bruno Charvet, UDF-DL, m. du Bois-d'Oingt, s'est retiré.
Claude Roudet, div. d., n.s.r.p.

Givors
Élu : Martial Passi, PC, m. de Givors, 5 733.
Jean-Claude Bahu, RPR, s., c.m. de Givors, 3 917.
Jean-Philippe Siroux, FN, 1 907.

Reynier
Régis : Jean-Luc Da Passano, UDF-DL, m. d'Origny, 4 297.
Jean-Marie Mick, PC, m. de Pierre-Bénite, 3 054.

Lyon-2
Élu : Denis Broliquet, UDF-DL, 952.
Jacques Defosse, Verts, 504.
Anne Forest, RPR, s'est retirée.
Roger Fenech, UDF-FD, n.s.r.p.

Lyon-4
Élu : Gabriel Callet, RPR, c.m. de Lyon, 4 762.
Dominique Boillet, PS, 4 132.
Jean-Paul Bonnet, app. RPR, n.s.r.p.

Lyon-6
Régis : Bernadette Isaac-Sibille, UDF-FD, c., 5 366.
Alexandrine Pesson, PS, c.m. de Lyon, 5 314.

Lyon-7
Régis : André Bourgois, RPR, adj. m. de Lyon, 3 970.
Claudine Gracien, FN, 1 497.
Erick Roux de Bezieux, UDF, s'est retiré.

Lyon-9
Élu : Christian Philp, UDF-FD, adj. m. de Lyon, 2 849.
Jean-Bernard Suchel, PS, c.m. de Lyon, 2 382.
Bruno Golinischi, FN, d.e., c., c.m. de Lyon, 1 485.
Simone Anand, UDF-DL, n.s.r.p.

Lyon-12
Élu : Christian Coulon, PS, 5 024.
Robert Batailly, UDF-rad., s., 3 918.
Philippe Dumex, FN, c.m. de Lyon, 2 256.

Meyzieu
Élu : Odette Garbect, PS, adj. m. de Meyzieu, 6 365.
Lucien Barge, RPR, m. de Jonage, 4 774.
Guillaume Queyrat, FN, 4 403.
Jean-Marc Barthes, RPR, n.s.r.p.

Oullins
Élu : Jean-Louis Ubard, PS, 3 754.
Gilles Lavache, UDF-FD, s., adj. m. d'Oullins, 3 744.

Rillieux-la-Pape
Régis : Renaud Ganquelin, PS, m. de Sathonay-Camp, 4 554.
Denis de Bouteiller, FN, c., c.m. de Rillieux-la-Pape, 2 679.
Alain Duperré, UDF-rad., c.m. de Rillieux-la-Pape, 1 961.

Saint-Fons
Régis : Jacqueline Vottero, PS, adj. m. de Saint-Fons, 4 423.
André D'Amore, FN, 2 504.
André Sardat, RPR, m. de Corbas, 2 460.

Saint-Laurent-de-Chamosset
Régis : René Thégnouat, RPR, s., adj. m. de Saint-Laurent-de-Chamosset, 2 177.
Michelle Brun, PS, 1 576.

Saint-Priest
Régis : Bruno Polga, PS, m. de Saint-Priest, 6 796.
Alain Breuil, FN, c., c.m. de Saint-Priest, 5 568.

Vaux-en-Velin
Régis : Maurice Charrier, div. g. sou. PC, m. de Vaux-en-Velin, 4 626.
Thierry Déroches, FN, c., c.m. de Vaux-en-Velin, 2 403.

Villeurbanne-Centre
Régis : Raymond Terracher, PS, 6 990.
Evelyne Granger, FN, 3 079.

Villeurbanne-Nord
Régis : Bernard Rivalet, PS, c.m. de Villeurbanne, 6 465.
Michèle Morel, FN, 3 157.

Villeurbanne-Sud
Régis : Nathalie Gantier, PS, c.m. de Villeurbanne, 5 266.
Pierre Vial, FN, c., c.m. de Villeurbanne, 2 567.
Hubert Joubert-Laurencin, UDF-FD, 1 924.

SAVOIE (19)

1^{er} tour : 5 élus (1 PS, 1 RPR, 3 div. d.)
La gauche gagne trois cantons : deux à Chambéry et un à Albertville. Deux adjoints au maire de Chambéry - ville dont Louis Besson, secrétaire d'État au logement est premier adjoint - sont élus dans les cantons Nord et Sud-Ouest. A Albertville-Nord, le PS remporte également un canton détenu par le RPR. Ces trois succès ne modifient que faiblement l'équilibre politique du conseil général de Savoie qui reste majoritairement à droite. Son président, l'ancien ministre Michel Barnier, en ballottage à l'issue du premier tour, retrouve très facilement son siège et devrait conserver la présidence de l'Assemblée départementale. Au sein de la droite, le RPR perd trois sièges et l'UDF en gagne un.
NOUVEAU CONSEIL : 1 PC, 10 PS, 1 div. g., 6 UDF, 9 RPR, 10 div. d. CONSEIL SORTANT : 1 PC, 5 PS, 2 app. PS, 1 div. g., 5 UDF, 12 RPR, 11 div. d. (prés. : Michel Barnier, RPR, a. min., s.).

Alx-les-Bains-Centre
Élu : Dominique Dord, UDF-DL, d., 2 917.
Fabrice Maucq, PS, c.m. d'Alx-les-Bains, 1 462.
Jacques Moutot, div. d., n.s.r.p.

Alx-les-Bains-Nord-Grésy
Élu : Robert Clerc, div. d., m. de Grésy-sur-Aix, 2 881.
Georges Daviet, PS, c.m. d'Alx-les-Bains, 1 757.
Jean-Marc Vuil, RPR, adj. m. d'Alx-les-Bains, s'est retiré.
Maurice Adam, RPR, n.s.r.p.

Alx-les-Bains-Sud
Régis : Jean-Paul Calouf, app. PS, 3 000.
Renaud Beret, RPR, 1 286.

Albertville-Nord
Élu : François Klein, PS, 2 186.
Lucie Tazenet, app. RPR, adj. m. d'Albertville, 2 058.
Michel Bailly, RPR, adj. m. d'Albertville, n.s.r.p.

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

GUADELOUPE (22)

1^{er} tour : 12 élus (1 PC, 2 PFDG, 1 PS, 3 div. g., 1 UDF, 2 RPR, 2 div. d.)
NOUVEAU CONSEIL : 1 ind., 3 PCG, 6 PFDG, 8 PS, 11 div. g., 1 UDF, 8 RPR, 2 div. d.
CONSEIL SORTANT : 3 PCG, 6 PFDG, 7 PS, 12 div. g., 1 UDF, 4 RPR, 9 div. d. 1 ind. (prés. : Dominique Larfià, div. g., m. de Petit-Boiry).

Anse-Bertrand
Élu : Alfred Dona-Erie, ind., m. d'Anse-Bertrand, 2 341.
José Mourad, RPR, 1 560.
Victor Artheint, PCG diss., 1 543.
Jean-Marie Hubert, ind., s'est retiré.
Jean Borjeux, ind., m. de Port-Louis, n.s.r.p.

Capesteur-Belle-Eau-1
Élu : Jean-Yves Ramassamy, RPR, c.m. de Capesteur-Belle-Eau, 2 093.
Léo Andry, div. g., s., d., 991.

Goyave
Élu : Jean-Emmannel Laguerre, div. d., 1 316.
Franz Ségor, div. g., s., c.m. de Goyave, 1 215.

Morne-à-F'Eau-2
Régis : Fawot Davrain, PS, c., 1 705.
Jean Bardall, div. g., c., 1 606.
Franz Garin, div. d., c., c.m. de Morne-à-F'Eau, s'est retiré.

Le Moutou-2
Élu : Jean Anzala, div. d., 1 349.
Christian Couchy, PS, 721.
Guy Beaudou, div. g., n.s.r.p.

Petit-Boiry
Régis : Dominique Larfià, div. g., s., pr. c.g., m. de Petit-Boiry, 2 507.
Ary Broutillon, ind., 2 289.

Pointe-à-Pitre-1
Régis : Lucien Fariès, PFDG, c.m. de Pointe-à-Pitre, 1 207.
Eric René, div. d., 936.

Saint-Martin-1
Élu : Louis Mousington, div. g., 1 250.
Louis-Constant Fleming, RPR, s., 1 225.

Abreviations

MIM : Mouvement indépendantiste martiniquais.
PCG : Parti communiste de Guadeloupe.
PCM : Parti communiste de Martinique.
PCR : Parti communiste réunionnais.
PFMS : Parti martiniquais socialiste (PFDG, 1992).
PFDG : Parti progressiste démocratique guadeloupéen (ex-PC, 1992).
PFP : Parti progressiste martiniquais.
USG : Parti socialiste guyanais.
PPLG : Union pour la libération de la Guadeloupe.
Wal : Waiwari (Guyane).

Albertville-Sud
Régis : Albert Gibello, RPR, m. d'Albertville, 2 756.
Denis Muraz, PS, adj. m. de La Balbue, 2 704.

Bourg-Saint-Maurice
Régis : Michel Barnier, RPR, s., pr. c.g., 2 789.
Daniel Jaglaert, div. d., 1 404.

Bozel
Élu : Vincent Roland, RPR, adj. m. de Pralognan, 2 024.
Régis Ruffier des Almes, PS, m. de Champagny-en-Valloise, 1 259.
Cornille Chedat, div. d., n.s.r.p.

Chambéry-Nord
Élu : Thierry Repentin, PS, adj. m. de Chambéry, 1 903.
Michel Darin, app. RPR, s., c.m. de Chambéry, 1 454.

Chambéry-Sud-Ouest
Élu : Colette Bonifis, div. g. sou. PS, adj. m. de Chambéry, 2 229.
François Rodriguez, RPR, 1 954.
Claude Bossier, RPR, n.s.r.p.

La Chambre
Régis : Daniel Dufrenoy, div. d., m. de La Chambre, 1 814.
Joseph Blanc, app. PC, m. de Saint-Etienne-de-Curtes, 1 182.

Le Port-de-Beauvoisin
Régis : Pierre Courrois, div. d., m. de Saint-Béron, 1 824.
Jean-Luc Mesnager, FN, c.m. de Seynod, 1 074.

Montmélan
Régis : Roger Richeat, PS, s., m. de Montmélan, 2 955.
Patrick Garlati, div. d., 1 574.

La Ravoire
Élu : Patrick Mignola, UDF-DL, adj. m. de La Ravoire, 3 226.
Maurice Moutier, div. g., 2 892.
Jean Blanc, UDF-FD, n.s.r.p.

Saint-Michel-de-Maurienne
Régis : Bernard Juliard, div. d., 1 414.
Félix Anselme, PS, m. de Saint-Michel-de-Maurienne, 1 314.

Saint-Martin-2
Élu : Guillaume Arnell, div. g., 1 520.
Aline Hanson, div. d., 933.
Robert Wehm, div. d., n.s.r.p.

Trois-Rivières
Élu : Eugenio Jean-Louis, div. d., c., 2 106.
Albert Dorville, div. g., s., m. des Trois-Rivières, 2 038.

MARTINIQUE (23)

1^{er} tour : 12 élus (1 PCM, 2 PPM, 1 MIM, 2 div. g., 3 RPR, 1 div. d.)
La majorité de gauche de l'Assemblée départementale est renforcée, passant de vingt-six à vingt-neuf sièges. La droite perd quatre cantons mais en gagne un autre, passant de dix-sept à quatorze élus. Les indépendantistes sont stables avec deux élus. La gauche consolide donc ses positions au prix d'une reconstitution interne, puisque le nombre des élus appartenant à des mouvements locaux de gauche progresse de neuf à dix-sept. Le parti progressiste martiniquais conserve aussi son dernier mandat. A Roura, Claude Polony prend sa revanche : candidat malheureux contre Raoul Roura aux municipales puis aux cantonales partielles, il réussit cette fois à s'imposer. A vingt-sept ans Gérard Amayota, SE, originaire de Maripasoula sur le fleuve Maroni, est le plus jeune conseiller général du département. Enfin, à Saint-Georges-de-Tyopoc, le évêque Louis-Roland Bierge bat d'une courte tête le sortant Georges Eifort. Il sera le seul élu de droite à siéger au département. En effet le député maire RPR de Saint-Laurent, Léon Bertrand, récemment élu à la Région, a annoncé qu'il démissionnerait du conseil général pour éviter le cumul des mandats.

Ducos
Régis : Charles-André Menez, div. g., 2 141.
Edmond Caulet-Marthe, PS diss., adj. m. de Ducos, 1 261.
Lucien Cilla, PS, m. de Ducos, n.s.r.p.

Fort-de-France-3
Régis : Miguel Laventure, UDF, c., 709.
Raymond Saint-Louis-Angustin, PPM, adj. m. de Fort-de-France, 261.

Fort-de-France-4
Élu : Renaud de Grandmaison, PPM, 897.
Néto Maloua, ind., 614.
Emile Nabét, PPM, c.m. de Fort-de-France, n.s.r.p.

Fort-de-France-6
Régis : Jean-Claude Duvergier, PPM, c.m. de Fort-de-France, 1 371.
Christian Retory, ind., 654.

Fort-de-France-9
Régis : Yves-André Joseph, div. g., 1 215.
Alex Cesay, PPM, adj. m. de Fort-de-France, 518.

Maripasoula-Grand-Rivière
Élu : Ernest Dehantour, div. d., m. de Grand-Rivière, 605.
Rigoberto Marcho, PPM, 596.
Saint-Rose Calkin, div. d., s., m. de Maripasoula, 552.

Le Robert-2
Élu : Belfort Brota, div. g., c.m. de Le Robert, 1 962.
Alex Moutouier, div. d., s., c., c.m. de Le Robert, 1 602.

Sainte-Marie-1
Régis : Guy Renard, div. g., c.m. de Sainte-Marie, 1 932.
Christian Lapostolle, div. g., c.m. de Sainte-Marie, 1 257.

Sainte-Marie-2
Régis : Roger Jeanne, div. g., c.m. de Sainte-Marie, 2 171.
Marc Marcelino, div. g., 1 746.

Schoelcher-2
Élu : Luc Clément, div. g., c.m. de Schoelcher, 1 793.
Molton Jean-Baptiste, RPR, s., adj. m. de Schoelcher, 1 525.

HAUTE-SAVOIE (17 + 1)

1^{er} tour : 3 élus (1 div. g., 2 div. d.)
L'entrée d'un socialiste au conseil général est l'événement de ce deuxième tour : Frédéric Zory, élu dans le nouveau canton de Thonon-Est, rejoint une assemblée où les élus divers gauches ont toujours voté avec les élus de droite majoritaires. Les sortants, à une seule exception, sont reconduits, bien que les reports de voix n'aient pas été tous satisfaisants. Deux élus UDF échappent de justesse à la défaite : Alain Veyret à Annecy-Nord-Ouest et Jean Denis, proche de Charles Millon, à Thonon-Ouest. On peut y voir une réaction à la réélection du président de la région Rhône-Alpes avec les voix du FN. Bernard Pellarin, président (UDF) du conseil général depuis dix-neuf ans, ne devrait pas briguer de nouveau mandat. L'un de ses proches, Ernest Nycolin, devrait lui succéder.

Annecy-Centre
Élu : Yvette Marinier, UDF-FD, adj. m. d'Annecy, 1 954.
Laurent Bouvier, PS, 1 482.
Jean-Louis Corajoud, UDF-FD, s. a été éliminé.

Annecy-Nord-Ouest
Régis : Alain Veyret, UDF-FD, 5 212.
Sylvie Gillet de Thorey, PS, c.m. de Meythet, 5 025.

Annecy-le-Vieux
Élu : Antoine de Meunhon, UDF-DL, m. de Meunhon-Saint-Bernard, 6 325.
Alain Pitter, PS, 3 934.

Les Trois-Ilets

Régis : Serge Pain, div. g., c.m. des Trois-Ilets, 1 010.
Alex Allard-Saint-Albin, div. g., adj. m. des Trois-Ilets, 675.

GUYANE (9)

1^{er} tour : 2 élus (1 PSG, 1 div.)
Sept candidats élus dans les neuf cantons de Guyane à renouveler sont de nouveaux venus dans le département. A Cayenne, Alain Tien Long, SE mais sympathisant du mouvement indépendantiste, était seul en lice. Il a bénéficié du désistement du candidat PSG HUGUES Edwige qui a jeté l'éponge au second tour à la demande de son parti. A Kourou, le candidat UDF Serge Patient, indétachable depuis 1973, cède la place. Après une défaite aux municipales en 1995, il lâche ainsi son dernier mandat. A Roura, Claude Polony prend sa revanche : candidat malheureux contre Raoul Roura aux municipales puis aux cantonales partielles, il réussit cette fois à s'imposer. A vingt-sept ans Gérard Amayota, SE, originaire de Maripasoula sur le fleuve Maroni, est le plus jeune conseiller général du département. Enfin, à Saint-Georges-de-Tyopoc, le évêque Louis-Roland Bierge bat d'une courte tête le sortant Georges Eifort. Il sera le seul élu de droite à siéger au département. En effet le député maire RPR de Saint-Laurent, Léon Bertrand, récemment élu à la Région, a annoncé qu'il démissionnerait du conseil général pour éviter le cumul des mandats.

Cayenne-3-Sud-Ouest
Élu : Alain Tien-Long, div. g., 369.
Hugues Edwige, PSG, c., s'est retiré.
Gérard Holder, PSG, n.s.r.p.

Kourou
Élu : Robert Putsch, div. g., c., 795.
Serge Patient, UDF, s., 738.

Mana
Élu : Joseph Pavant, div. g., 293.
Albéric Benth, div. d., 278.
Jean Jean-Elie, div. g., c., 182.
André Berthicot, div. g., adj. m. de Mana, s'est retiré.
Georges Patient, div. g., m. de Mana, n.s.r.p.

Maripasoula
Élu : Gérard Amayota, div. g., 505.
Jocelyn Agélias, div. adj. m. de Maripasoula, 431.
François Déhou, div. d., 291.
Toussaint Bouni, RPR, 62.
Antoine Abierno, div. g., n.s.r.p.

Rémire-Montjoye
Régis : Joseph Ho Ten You, div. g., 1 072.
Maryze Zulamaro-Gauthier, div. g., 816.

Roura
Élu : Claude Polony, div. g., 305.
Raoul Roura, div. g., 301.

Saint-Georges-de-Tyopoc
Élu : Louis-Roland Bierge, div. d., 485.
Georges Eifort, div. g., s., m. de Saint-Georges-de-Tyopoc, 443.

Bernard Accoyer, RPR, d., m. d'Annecy-le-Vieux, n.s.r.p.

Annemasse-Nord

Régis : Raymond Bardet, UDF, m. de Ville-la-Grand, 5 069.
Bernard Midy, FN, c.m. d'Annemasse, 1 427.

Cuses

Régis : Pierre Devant, div. d., 3 940.
Dominique Martin, FN, c., c.m. de Cuses, 1 758.

Douvaine

Régis : François Mugnier, UDF, 3 095.
Christian Favrat, PS, 1 771.

Faverge

Régis : Pierre Lasserand, RPR, 2 978.
Jacques Daler, PS, m. de Faverge, 1 657.

La Roche-sur-Foron

Régis : Joseph Fournier, UDF-FD, 2 826.
Jacques Eucrazz, PS, 2 099.

Saint-Cervais-les-Bains

Régis : Bernard Chavanne, RPR, m. des Contamines-Montjoie, 2 644.
Gilbert Perrin, PC, 3 866.

Saint-Jeoire

Régis : Jean-Marc Chavanne, RPR, m. de Saint-Jeoire-en-Faucigny, 1 736.
Gilbert Mogeon, div. d., m. de Viuz-en-Sallaz, 1 538.

Saint-Julien-en-Genève

Élu : Georges Etallaz, div. d., m. de Colonges-sous-Salève, 3 644.
Marc Favre, RPR, m. de Valléry, 3 022.
Gaston Mulard, div. g., n.s.r.p.

Samoëns

Élu : François Mogenet, div. d., 964.
Jean-Jacques Grandcollot, div. g., 674.
Michel Castor, div. d., 365.
Yvon Denamérie, RPR, s'est retiré.
Adelin Malgrand, div. d., m. de Samoëns, n.s.r.p.

Thonon-les-Bains-Est

Régis : Frédéric Zory, PS, m. d'Ordez, 2 789.
Brigitte Faït, UDF-DL, adj. m. de Thonon, 2 660.

Thonon-les-Bains-Ouest

Régis : Jean Denis, UDF-DL, m. de Thonon-les-Bains, 4 642.
Bernard Neplat, PC, m. de Sciez, 4 507.

THONON-LES-BAINS

NOUVEAU CONSEIL : 10 PCR, 10 PS, 2 div. g., 8 UDF, 6 RPR, 13 div. d.
CONSEIL SORTANT : 11 PCR, 12 PS, 1 UDF, 6 RPR, 15 div. d., 2 sièges vacants (prés. : Christophe Payet, PS, m. de Petite-Île).

Saint-Denis-2

Élu : René-Paul Victoria, RPR, c., c.m. de Saint-Denis, 2 425.
Alain Annand, PS, adj. m. de Saint-Denis, 2 298.
Michel Chane-Liat, PS, n.s.r.p.

Saint-Joseph-1

Élu : Suger Hoarou, RPR, adj. m. de Saint-Joseph, 3 132.
Michel Vergoz, PS, c., m. de Sainte-Rose, 2 857.
Guy Eshère, PCR, m. de Saint-Louis, s'est retiré.
Jacqueline Payet, RPR, n.s.r.p.

Saint-Paul-1

Régis : Alain Bénard, RPR, 2 152.
Jean-François Bosviel, div. d., c., 1 267.
Harry Mardenaon, PS, 796.

Saint-Paul-3

Élu : Clovis Pavaye, UDF, c.m. de Saint-Paul, 2 865.
Huguette Bello, PCR, d., 2 694.
Georges Moré, div. d., n.s.r.p.

Saint-Paul-4

Régis : Julien Ramin, PCR, s. du canton Saint-Pierre-1, adj. m. de Saint-Pierre, 2 566.
Christian Felicité, div. g., c.m. de Saint-Paul, 2 327.
Jean-Edmond Amalou, div. d., s., a été éliminé.

Saint-Paul-5

Élu : Rico Florian, div. d., 2 936.
Gérard Loup, div. d., 1 746.
Karl Bellon, div. g., s., c.m. de Saint-Paul, a été éliminé.

Saint-Philippe

Élu : Hugues Salvan, UDF, 1 419.
Wilfrid Berté, PS, s., 1 398.

Sainte-Marie

Élu : Axel Kichenin, div. g., 4 336.
Jean-Louis Lagourge, div. d., s., m. de Sainte-Marie, 4 276.

Sainte-Val-de-Noble

Élu : Stéphane Fouassin, div. d., 2 698.
Filière Mallot, RPR diss., s., m. de Salaz, 987.

Nouvelle-Calédonie : Paris ajourne l'expulsion des boat people chinois

L'assaut des gendarmes, dimanche, a fait neuf blessés, dont deux graves

LE GOUVERNEMENT a renoncé in extremis, dimanche 22 mars, à expulser vers la Chine les cent dix boat people chinois maintenus en rétention dans des baraquements près de l'aéroport de Nouméa depuis novembre 1997, date de leur arrivée en Nouvelle-Calédonie. Cette décision a été prise après de violents affrontements survenus dimanche et une forte mobilisation des associations caritatives et de soutien aux étrangers (*Le Monde* daté 22-23 mars). Lundi 23 mars, Odile Hary, présidente du comité de défense des réfugiés chinois et des droits de l'homme, déclarait prudemment : « Nous avons franchi une étape importante, qui conditionne les autres. »

Cette décision du secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Jean-Jack Queyranne, laisse entière la question de l'avenir de ces réfugiés chinois. Dans un communiqué rendu public dimanche soir, M. Queyranne rappelle que, à l'exception de quelques-uns d'entre eux, les boat people sont « des irréguliers » dont « la grande majorité ne peut bénéficier du droit d'asile ». Le communiqué précise que la décision d'ajourner l'expulsion a été prise « compte tenu des tensions qui se sont manifestées localement ».

C'est en effet un violent assaut des forces de gendarmerie, di-

manche à trois heures du matin, heure locale, qui a tout fait basculer. Outre des grenades lacrymogènes, des balles en caoutchouc ont été tirées pour déloger des toits du centre de rétention les réfugiés, qui janaient des pierres sous le regard impuissant des membres du comité de soutien, maintenus à distance. Ces tirs ont blessé neuf boat people, tous des hommes, dont deux grièvement, qui ont été évacués en hélicoptère vers Nouméa. Vendredi, une centaine de policiers de la direction centrale pour le contrôle de l'immigration et la lutte contre l'emploi clandestin (Dicilec) étaient arrivés de Paris, tandis que le gouvernement affrétait un avion-charter.

MOBILISATION

L'assaut des forces de l'ordre a provoqué une vive émotion et une forte mobilisation en Nouvelle-Calédonie et en métropole. Sur place, une manifestation se tenait devant l'aéroport. Plusieurs associations, dont la Ligue des droits de l'homme, le Gisti, le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France, France Terre d'asile, en appelaient dans un communiqué commun au premier ministre pour « éviter » le « crime » du renvoi en Chine des réfugiés. De son côté, le Secours catholique propo-

sait d'accueillir en Nouvelle-Calédonie et en France métropolitaine les cent dix boat people. En visite à Paris, le dissident chinois Wei Jingsheng jugeait « tout à fait inappropriée et tout à fait inhumaine » une expulsion.

Lundi 23 mars, l'ensemble des boat people, moins les blessés et une femme hospitalisée après s'être ouvert les poignets, ont quitté la caserne désaffectée où ils étaient consignés depuis plus de quatre mois. Conduits à Nouméa, ils ont été accueillis temporairement dans un centre de formation de la police. C'est là, en milieu de journée, que leur a été officiellement notifié l'arrêt du haut-commissaire de République mettant fin à sa décision de novembre de les placer en rétention administrative. La situation des boat people reste illégale, mais ils sont désormais libres de leurs mouvements. En attendant que le sursis décidé dimanche ne vienne à expiration.

Franck Madecou
Lire aussi notre éditorial page 14

Boris Eltsine renvoie le gouvernement et limoge son premier ministre

Le président russe assurera l'intérim de Viktor Tchernomyrdine

MOSCOU

de notre correspondant
Revenu au Kremlin, lundi 23 mars, après dix jours d'absence pour maladie, Boris Eltsine a pris une décision inattendue, qui a immédiatement provoqué une chute de 6 % à la Bourse de Moscou. Le président a limogé son premier ministre Viktor Tchernomyrdine, au pouvoir depuis 1992, et a pris la décision de diriger lui-même le gouvernement par intérim. Par une série de dépêches de l'agence officielle Interfax, citant le service de presse du président, Boris Eltsine a annoncé d'abord le limogement de Viktor Tchernomyrdine, puis ceux des deux premiers vice-premiers ministres, Anatoli Tchoubais, en charge des finances, et Anatoli Koulikov, responsable du ministère de l'Intérieur. Anatoli Tchoubais pourrait retrouver un poste, selon certains observateurs. L'un des adjoints de M. Koulikov, le général Pavel Masslov, nommé à sa place, a fait savoir qu'il « a appris sa nomination par les médias » et ne peut donner aucun commentaire, car il « ne maîtrise pas la situation à

ce propos ». L'agence de presse a annoncé que le gouvernement était renvoyé dans sa totalité. Boris Eltsine a signé le décret correspondant.

Le jeune Boris Nemtsov, un des premiers vice-premiers ministres, a réagi le premier, affirmant qu'il s'agit « d'une décision personnelle du président ». « Ce qui va se passer maintenant ? Il y aura un nouveau gouvernement, quant à sa composition, c'est au président de décider », a-t-il ajouté. Une réunion extraordinaire du gouvernement avait commencé lundi matin, au cours de laquelle ses membres devaient être informés des décisions « prises à l'issue d'une réunion, lundi matin au Kremlin, entre le président et le premier ministre », selon Interfax. Viktor Tchernomyrdine était, dans la foulée, décoré de « l'ordre du mérite devant la nation de deuxième degré ».

Mis à part l'habituel regain d'activité qui accompagne souvent les retours au travail de Boris Eltsine après ses absences, rien ne laissait prévoir de tels développements. En fin de semaine dernière, le Comité

des statistiques avait toutefois annoncé que les retards de versements des salaires et des retraites avaient repris. Le président avait promis de « limoger le gouvernement » s'il ne parvenait pas à remplir ses engagements en la matière, ce qui n'avait guère impressionné l'opinion, habituée à de telles menaces non suivies d'effet.

Dimanche, cependant, les commentaires politiques hebdomadaires des émissions télévisées soulignaient la « mauvaise tournure » de la situation dans le pays avec la chute des prix du pétrole qui affecte profondément la Russie. Pour la première fois, la chaîne NTV avait affirmé qu'une nouvelle candidature de Boris Eltsine à la prochaine présidentielle, prévue pour l'an 2000, n'était pas envisageable, en raison du mauvais état de santé du président, devenu une « constante » de la vie politique. NTV soulignait en outre que les « élites financières » du pays n'étaient pas unies autour d'un candidat de rechange.

Sophie Stihab

La BNP et le CCF sont exclus de la privatisation du CIC

SUR LES CINQ OFFRES déposées par les candidats au rachat du Crédit industriel et commercial (CIC), en cours de privatisation, trois seulement ont été jugées recevables par la Commission de la privatisation : celles de la banque néerlandaise ABN Amro, du Crédit mutuel et de la Société générale. La BNP et le CCF sont écartées de la procédure, qui doit aboutir à la désignation d'un nouvel actionnaire pour le CIC (21 000 salariés), actuellement filiale du GAN, à la mi-avril. Le ministère de l'économie et des finances a rappelé dans un communiqué, lundi 23 mars, sa volonté de « doter le CIC d'un actionnaire à même d'assurer son développement à long terme ». Il semble que la Commission ait été non seulement sensible au prix offert par les différents candidats, mais aussi à leurs projets d'investissement (5 milliards de francs sur cinq ans pour ABN Amro ou, pour le Crédit mutuel, 2 milliards de francs sur cinq ans pour ouvrir de nouveaux points de vente).

M. Strauss-Kahn saisi de la crise à EDF

EDMOND ALPHANDÉRY, président d'EDF, devait être reçu à sa demande avec le directeur général, Pierre Daurès, lundi 23 mars dans la matinée, par le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, afin de chercher une issue à la crise qui oppose les deux dirigeants de l'entreprise publique depuis plus d'un an et demi. Les cinq principaux directeurs d'EDF ont écrit le 18 mars à Dominique Strauss-Kahn et au secrétaire d'Etat à l'Industrie, Christian Pierret, pour « solliciter directement » leur intervention. Soutenant M. Daurès, ces « barons » ont fait relayer leur initiative par une pétition interne qui a recueilli les signatures des quelque soixante directeurs d'EDF.

M. Trichet estime que l'euro permettra de créer davantage d'emplois

INTERROGÉ dimanche 22 mars au « Grand Jury » RTL-*Le Monde*-LCI, le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a estimé que la monnaie unique permettrait d'améliorer la situation de l'emploi en Europe : « Je crois qu'à partir du moment où on a un plus grand marché, achevé - puisque nous étions déjà dans un marché unique -, nous aurons une économie qui fonctionnera mieux et (...) on aura effectivement plus de croissance et plus de créations d'emplois. »

Meurtre de Ludivine :

un suspect mis en examen

LE MEURTRE PRÉSUMÉ de Ludivine, douze ans, retrouvée morte vendredi 20 mars au matin dans un centre de vacances, à Albiez-Montrond (Savoie), a été mis en examen, dimanche 22 mars, pour « agressions sexuelles sur mineurs de moins de quinze ans et meurtre » par un juge d'instruction de Chambéry, et placé en détention provisoire. L'autopsie pratiquée samedi 21 mars sur le corps de Ludivine, retrouvée sans vie dans le cabinet de toilette de la chambre qu'elle partageait avec trois autres camarades, avait permis d'établir que l'enfant avait été étranglée, mais pas violée. Laurent Glass, vingt-sept ans, cuisinier du centre de vacances, aurait avoué s'être livré à des attouchements sur « plusieurs » autres pensionnaires. Ses avocats, M^{rs} Laurent Boguet et Pierre Alford, ont réclamé l'ouverture d'une « enquête administrative ».

DÉPÊCHE

■ ÉDUCATION : environ trois mille enseignants, parents et élèves de Seine-Saint-Denis ont manifesté, samedi 21 mars à Paris, pour la troisième fois en deux semaines, afin d'obtenir un plan d'urgence pour l'école dans ce département.

Ce soir-là, à la " Old Jameson Distillery " de Bow Street, Dublin...

Par Saint Patrick...
Distillé 3 fois !!...

Et par des Irlandais...

JAMESON
WHISKY

WAREHOUSE

JAMESON L'IRLANDAIS...

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE, CONSOMMEZ AVEC MODERATION.